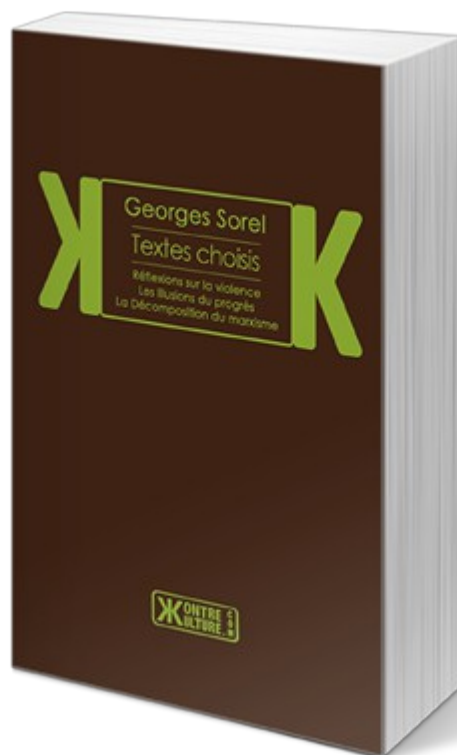


Georges Sorel

Textes choisis



Réflexions sur la violence

Les illusions du progrès

La Décomposition du marxisme

ÉTUDES SUR LE DEVENIR SOCIAL

IV

Georges SOREL

Réflexions ¶ ¶ sur la violence

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS ¶ ¶ ¶ ¶ ¶
MARCEL RIVIÈRE ET C^{ie}

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Chez Marcel Rivière, éditeur, à Paris :

Les illusions du progrès : in-16	3 50
Introduction à l'économie moderne : in-18	5 »
La décomposition du marxisme : in-16	0 60
La révolution dreyfusienne : in-16	0 60
Le système historique de Renan ; in-8.	11 »

Aux Cahiers de la quinzaine, à Paris :

Les préoccupations métaphysiques des physi- ciens modernes ; avant-propos de Julien Benda :	
in-18.	2 »

Librairie du parti socialiste, à Paris :

La ruine du monde antique ; in-18	3 50
Essai sur l'Eglise et l'Etat : in-8	2 »
La valeur sociale de l'art ; in-8	1 »

Chez Sandron, éditeur, à Palerme :

Saggi di critica del marxismo : traduction et préface de V. Racca ; in-8.	3 50
Insegnamenti sociali della economia contem- poranea ; traduction et préface de V. Racca ; in-8.	3 50

Chez Laterza, éditeur, à Bari :

Considerazioni sulla violenza ; traduction d'Anto- nio Sarno et introduction de Benedetto Croce ; in-8.	3 50
---	-------------

GEORGES SOREL

Réflexions
sur la violence

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

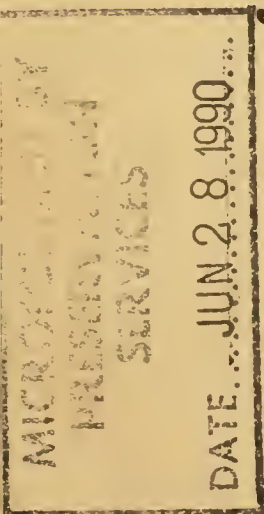
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît

—
1910

MICROFORMED
PRESERVATION
SERVICES



18790
20 9 11

INTRODUCTION

LETTRE A DANIEL HALÉVY

Mon cher Halévy,

J'aurais sans doute laissé ces études enfouies dans la collection d'une revue si quelques amis, dont j'apprécie fort le jugement, n'avaient pensé que je ferais bien de placer sous les yeux du grand public des réflexions qui sont de nature à mieux faire connaître un des phénomènes sociaux les plus singuliers que l'histoire mentionne. Mais il m'a semblé que je devais à ce public quelques explications, car je ne puis m'attendre à trouver souvent des juges qui soient aussi indulgents que vous l'avez été.

Lorsque j'ai publié dans le *Mouvement socialiste* les articles qui vont être maintenant réunis en un volume, je n'avais pas l'intention de composer un livre. J'avais écrit mes réflexions au fur et à mesure qu'elles s'étaient présentées à mon esprit ; je savais que les abonnés de cette revue ne seraient pas embarrassés pour me suivre, parce qu'ils sont familiarisés avec les théories qu'y développent mes amis depuis plusieurs années. Je crois bien que les lecteurs de ce livre seraient au contraire fort désorientés si je ne leur adressais une sorte de plaidoyer,

pour les mettre à même de considérer les choses du point de vue qui m'est habituel. Au cours de nos conversations vous m'avez fait des remarques qui s'inséraient si bien dans le système de mes pensées qu'elles m'ont amené à approfondir quelques questions intéressantes. Je suis persuadé que les considérations que je vous sou mets ici, et que vous avez provoquées, seront fort utiles à ceux qui voudront lire avec profit ce volume.

Il y a peut-être peu d'études dans lesquelles apparaissent d'une manière plus évidente les défauts de ma manière d'écrire ; maintes fois on m'a reproché de ne pas respecter les règles de l'art, auxquelles se soumettent tous nos contemporains, et de gêner ainsi mes lecteurs par le désordre de mes expositions. J'ai bien cherché à rendre le texte plus clair par de nombreuses corrections de détail, mais je n'ai pu faire disparaître le désordre. Je ne veux pas me défendre en invoquant l'exemple de grands écrivains qui ont été blâmés pour ne pas avoir su composer ; Arthur Chuquet, parlant de J.-J. Rousseau, dit : « Il manque à ses écrits l'ensemble, l'ordonnance, cette liaison des parties qui constitue le tout (1). » Les défauts des hommes illustres ne sauraient justifier les fautes des hommes obscurs, et j'estime qu'il vaut mieux expliquer franchement d'où provient le vice incorrigible de mes écrits.

Les règles de l'art ne se sont imposées d'une manière vraiment impérative qu'assez récemment ; les auteurs contemporains paraissent les avoir acceptées sans trop de

(1) A. Chuquet, *Jean-Jacques Rousseau*. p. 179.

peine parce qu'ils désirent plaire à un public pressé, souvent fort distrait et parfois désireux avant tout de s'éviter toute recherche personnelle. Ces règles ont d'abord été appliquées par les fabricants de livres scolaires. Depuis qu'on a voulu faire absorber aux élèves une somme énorme de connaissances, il a fallu mettre entre leurs mains des manuels appropriés à cette instruction extra-rapide ; tout a dû être exposé sous une forme si claire, si bien enchaînée et si propre à écarter le doute, que le débutant en arrive à croire que la science est chose beaucoup plus simple que ne pensaient nos pères. L'esprit se trouve meublé très richement en peu de temps, mais il n'est point pourvu d'un outillage propre à faciliter le travail personnel. Ces procédés ont été imités par les vulgarisateurs et les publicistes politiques (1). Les voyant si largement appliquées, les gens qui réfléchissent peu ont fini par supposer que ces règles de l'art étaient fondées sur la nature même des choses.

Je ne suis ni professeur, ni vulgarisateur, ni aspirant chef de parti ; je suis un autodidacte qui présente à quelques personnes les cahiers qui ont servi pour sa propre instruction. C'est pourquoi les règles de l'art ne m'ont jamais beaucoup intéressé.

Pendant vingt ans j'ai travaillé à me délivrer de ce que j'avais retenu de mon éducation ; j'ai promené ma curiosité à travers les livres, moins pour apprendre que pour nettoyer ma mémoire des idées qu'on lui avait

(1) Je rappellerai ici cette sentence de Renan : « La lecture, pour être salutaire, doit être un exercice impliquant quelque travail. » (*Feuilles détachées*, p. 231.)

imposées. Depuis une quinzaine d'années je travaille vraiment à apprendre ; mais je n'ai point trouvé de gens pour m'enseigner ce que je voulais savoir ; il m'a fallu être mon propre maître et, en quelque sorte, faire la classe pour moi-même. Je me dicte des cahiers dans lesquels je formule mes pensées comme elles surgissent ; je reviens trois ou quatre fois sur la même question, avec des rédactions qui s'allongent et parfois même se transforment de fond en comble ; je m'arrête quand j'ai épuisé la réserve des remarques suscitées par de récentes lectures. Ce travail me donne énormément de peine ; c'est pourquoi j'aime assez à prendre pour sujet la discussion d'un livre écrit par un bon auteur ; je m'oriente alors plus facilement que dans le cas où je suis abandonné à mes seules forces.

Vous vous rappelez ce que Bergson a écrit sur l'impersonnel, le socialisé, le *tout fait*, qui contient un enseignement adressé à des élèves ayant besoin d'acquérir des connaissances pour la vie pratique. L'élève a d'autant plus de confiance dans les formules qu'on lui transmet, et il les retient par suite d'autant plus facilement qu'il les suppose acceptées par la grande majorité ; on écarte ainsi de son esprit toute préoccupation métaphysique et on l'habitue à ne point désirer une conception personnelle des choses ; souvent il en vient à regarder comme une supériorité l'absence de tout esprit inventif.

Ma manière de travailler est tout opposée à celle-là ; car je sou mets à mes lecteurs l'effort d'une pensée qui cherche à échapper à la contrainte de ce qui a été antérieurement construit pour tout le monde, et qui veut trouver du personnel. Il ne me semble vraiment intéres-

sant de noter sur mes cahiers que ce que je n'ai pas rencontré ailleurs ; je saute volontiers par-dessus les transitions parce qu'elles rentrent presque toujours dans la catégorie des lieux communs.

La communication de la pensée est toujours fort difficile pour celui qui a de fortes préoccupations métaphysiques : il croit que le discours gâterait les parties les plus profondes de sa pensée, celles qui sont très près du moteur, celles qui lui paraissent d'autant plus naturelles qu'il ne cherche jamais à les exprimer. Le lecteur a beaucoup de peine à saisir la pensée de l'inventeur, parce qu'il ne peut y parvenir qu'en retrouvant la voie parcourue par celui-ci. La communication verbale est beaucoup plus facile que la communication écrite, parce que la parole agit sur les sentiments d'une manière mystérieuse et établit facilement une union sympathique entre les personnes ; c'est ainsi qu'un orateur peut convaincre par des arguments qui semblent d'une intelligence difficile à celui qui lit plus tard son discours. Vous savez combien il est utile d'avoir entendu Bergson pour bien connaître les tendances de sa doctrine et bien comprendre ses livres ; quand on a l'habitude de suivre ses cours, on se familiarise avec l'ordre de ses pensées et on se retrouve plus facilement au milieu des nouveautés de sa philosophie.

Les défauts de ma manière me condamnent à ne jamais avoir accès auprès du grand public ; mais j'estime qu'il faut savoir nous contenter de la place que la nature et les circonstances ont attribuée à chacun de nous, sans vouloir forcer notre talent. Il y a une division nécessaire de fonctions dans le monde : il est bon que quelques-

uns se plaisent à travailler pour soumettre leurs réflexions à quelques méditatifs, tandis que d'autres aiment à s'adresser à la grosse masse des gens pressés. Somme toute, je ne trouve pas que mon lot soit le plus mauvais : car je ne suis pas exposé à devenir mon propre disciple, comme cela est arrivé aux plus grands philosophes lorsqu'ils se sont condamnés à donner une forme parfaitement régulière aux intuitions qu'ils avaient apportées au monde. Vous n'avez pas oublié, certainement, avec quel souriant dédain Bergson a parlé de cette déchéance du génie. Je suis si peu capable de devenir mon propre disciple que je suis hors d'état de reprendre un ancien travail pour lui donner une meilleure exposition, tout en le complétant ; il m'est assez facile d'y apporter des corrections et de l'annoter ; mais j'ai vainement essayé, plusieurs fois, de penser à nouveau le passé.

Je suis, à plus forte raison, condamné à ne jamais être un homme d'école (1) ; mais est-ce vraiment un grand

(1) Il me semble intéressant de signaler ici quelques réflexions empruntées à un admirable livre de Newman, récemment traduit par Mme Gaston Paris : « Bien qu'il soit impossible de se passer du langage, il ne faut l'employer que dans la mesure où il est indispensable, et la seule chose importante est de stimuler chez ceux auxquels on s'adresse un mode de pensée, d'idées, semblables aux nôtres, qui les entraînera par leur propre mouvement, plutôt que par une contrainte syllogistique ; d'où il résulte que toute école intellectuelle aura quelque chose du caractère ésotérique, car c'est une réunion de cerveaux pensants ; le lien qui les rassemble, c'est l'unité de pensée ; les mots dont ils se servent deviennent une sorte de *tessera* qui n'exprime pas la pensée, mais

malheur ? Les disciples ont, presque toujours, exercé une influence néfaste sur la pensée de celui qu'ils appelaient leur maître, et qui se croyait souvent obligé de les suivre. Il ne paraît pas douteux que ce fut pour Marx un vrai désastre d'avoir été transformé en chef de secte par de jeunes enthousiastes ; il eût produit beaucoup plus de choses utiles s'il n'eût été l'esclave des marxistes.

On s'est moqué souvent de la méthode de Hegel s'imaginant que l'humanité, depuis ses origines, avait travaillé à enfanter la philosophie hégélienne et que l'esprit avait enfin achevé son mouvement. Pareilles illusions se retrouvent, plus ou moins, chez tous les hommes d'école : les disciples somment leurs maîtres d'avoir à clore l'ère des doutes, en apportant des solutions définitives. Je n'ai aucune aptitude pour un pareil office de définisseur : chaque fois que j'ai abordé une question, j'ai trouvé que mes recherches aboutissaient à poser de nouveaux problèmes, d'autant plus inquiétants que j'avais poussé plus loin mes investigations. Mais peut-être, après tout, la philosophie n'est-elle qu'une reconnaissance des abîmes entre lesquels circule le sentier que suit le vulgaire avec la sérénité des somnambules ?

Mon ambition est de pouvoir éveiller parfois des vocations. Il y a probablement dans l'âme de tout homme un foyer métaphysique qui demeure caché sous la cendre et qui est d'autant plus menacé de s'éteindre que l'esprit a reçu aveuglément une plus grande mesure de doctrines

la symbolise. » *Grammaire de l'assentiment*, trad. franç., p. 250). En fait, les écoles n'ont guère ressemblé à l'idéal que se formait Newman.

toutes faites : l'évocateur est celui qui secoue ces cendres et qui fait jaillir la flamme. Je ne crois pas me vanter sans raison en disant que j'ai quelquefois réussi à provoquer l'esprit d'invention chez des lecteurs ; or, c'est l'esprit d'invention qu'il faudrait surtout susciter dans le monde. Obtenir ce résultat vaut mieux que recueillir l'approbation banale de gens qui répètent des formules ou qui asservissent leur pensée dans des disputes d'école.

I

Mes *Réflexions sur la violence* ont agacé beaucoup de personnes à cause de la conception pessimiste sur laquelle repose toute cette étude ; mais je sais aussi que vous n'avez point partagé cette impression ; vous avez brillamment prouvé, dans votre *Histoire de quatre ans*, que vous méprisez les espoirs décevants dans lesquels se complaisent les âmes faibles. Nous pouvons donc nous entretenir librement du pessimisme et je suis heureux de trouver en vous un correspondant qui ne soit pas rebelle à cette doctrine sans laquelle rien de très haut ne s'est fait dans le monde. J'ai eu, il y a longtemps déjà, le sentiment que si la philosophie grecque n'a pas produit de grands résultats moraux, c'est qu'elle était généralement fort optimiste. Socrate l'était même parfois à un degré insupportable.

L'aversion de nos contemporains pour toute idée pessimiste provient, sans doute, en bonne partie de notre éducation. Les jésuites qui ont créé presque tout ce que

l'Université enseigne encore aujourd'hui, étaient optimistes parce qu'ils avaient à combattre le pessimisme qui dominait les théories protestantes, et parce qu'ils vulgarisaient les idées de la Renaissance ; celle-ci interprétait l'antiquité au moyen des philosophes ; et elle s'est trouvée ainsi amenée à si mal comprendre les chefs-d'œuvre de l'art tragique que nos contemporains ont eu beaucoup de peine pour en retrouver la signification profondément pessimiste (1).

Au commencement du xix^e siècle il y eut un concert de gémissements qui a fort contribué à rendre le pessimisme odieux. Des poètes, qui vraiment n'étaient pas toujours fort à plaindre, se prétendirent victimes de la méchanceté humaine, de la fatalité ou encore de la stupidité d'un monde qui ne parvenait pas à les distraire ; ils se donnaient volontiers les allures de Prométhées appelés à détrôner des dieux jaloux ; aussi orgueilleux que le farouche Nemrod de Victor Hugo, dont les flèches

(1) « La trislesse, qui est répandue comme un *pressentiment* sur tous les chefs-d'œuvre de l'art grec, en dépit de la vie dont ils semblent déborder [témoigne] que les individus de génie, même dans cette période, étaient en état de pénétrer les illusions de la vie, auxquelles le génie de leur temps s'abandonnait sans éprouver le besoin de les contrôler. » (Hartmann, *Philosophie de l'Inconscient*, trad. franç., tome II, p. 436.) J'appelle l'attention sur cette conception qui voit dans le génie des grands Hellènes une anticipation historique ; il y a peu de doctrines plus importantes pour l'intelligence de l'histoire que celle des anticipations, dont Newman a fait usage dans ses recherches sur l'histoire des dogmes.

lancées contre le ciel retombaient ensanglantées, ils s'imaginaient que leurs vers blessaient à mort les puissances établies qui osaient ne pas s'humilier devant eux ; jamais les prophètes juifs n'avaient rêvé tant de destructions pour venger leur Iahvé que ces gens de lettres n'en rêvèrent pour satisfaire leur amour-propre. Quand cette mode des imprécations fut passée, les hommes sensés en vinrent à se demander si tout cet étalage de prétendu pessimisme n'avait pas été le résultat d'un certain déséquilibre mental.

Les immenses succès obtenus par la civilisation matérielle ont fait croire que le bonheur se produirait tout seul, pour tout le monde, dans un avenir tout prochain. « Le siècle présent, écrivait Hartmann il y a près de quarante ans, ne fait qu'entrer dans la troisième période de l'illusion. Dans l'enthousiasme et l'enchantement de ses espérances, il se précipite à la réalisation des promesses d'un nouvel âge d'or. La Providence ne permet pas que les prévisions du penseur isolé troublent la marche de l'histoire par une action prématurée sur un trop grand nombre d'esprits. » Aussi estimait-il que ses lecteurs auraient quelque peine à accepter sa critique de l'illusion du bonheur futur. Les maîtres du monde contemporain sont poussés, par les forces économiques, dans la voie de l'optimisme (1).

Nous sommes ainsi tellement mal préparés à comprendre le pessimisme, que nous employons, le plus souvent, le mot tout de travers : nous nommons, bien à tort, pessimistes des optimistes désabusés. Lorsque nous rencon-

(1) Hartmann, *loc. cit.*, p. 462.

trons un homme qui, ayant été malheureux dans ses entreprises, déçu dans ses ambitions les plus justifiées, humilié dans ses amours, exprime ses douleurs sous la forme d'une révolte violente contre la mauvaise foi de ses associés, la sottise sociale ou l'aveuglement de la destinée, nous sommes disposés à le regarder comme un pessimiste, — tandis qu'il faut, presque toujours, voir en lui un optimiste écœuré, qui n'a pas eu le courage de changer l'orientation de sa pensée et qui ne peut s'expliquer pourquoi tant de malheurs lui arrivent, contrairement à l'ordre général qui règle la genèse du bonheur.

L'optimiste est, en politique, un homme inconstant ou même dangereux, parce qu'il ne se rend pas compte des grandes difficultés que présentent ses projets ; ceux-ci lui semblent posséder une force propre conduisant à leur réalisation d'autant plus facilement qu'ils sont destinés, dans son esprit, à produire plus d'heureux.

Il lui paraît assez souvent que de petites réformes, apportées dans la constitution politique et surtout dans le personnel gouvernemental, suffiraient pour orienter le mouvement social de manière à atténuer ce que le monde contemporain offre d'affreux au gré des âmes sensibles. Dès que ses amis sont au pouvoir, il déclare qu'il faut laisser aller les choses, ne pas trop se hâter et savoir se contenter de ce que leur suggère leur bonne volonté ; ce n'est pas toujours uniquement l'intérêt qui lui dicte ses paroles de satisfaction, comme on l'a cru bien des fois : l'intérêt est fortement aidé par l'amour-propre et par les illusions d'une plate philosophie. L'optimiste passe, avec une remarquable facilité, de la colère révolutionnaire au pacifisme social le plus ridicule.

S'il est d'un tempérament exalté et si, par malheur, il se trouve armé d'un grand pouvoir, lui permettant de réaliser un idéal qu'il s'est forgé, l'optimiste peut conduire son pays aux pires catastrophes. Il ne tarde pas à reconnaître, en effet, que les transformations sociales ne se réalisent point avec la facilité qu'il avait escomptée ; il s'en prend de ses déboires à ses contemporains, au lieu d'expliquer la marche des choses par les nécessités historiques ; il est tenté de faire disparaître les gens dont la mauvaise volonté lui semble dangereuse pour le bonheur de tous. Pendant la Terreur, les hommes qui versèrent le plus de sang, furent ceux qui avaient le plus vif désir de faire jouir leurs semblables de l'âge d'or qu'ils avaient rêvé, et qui avaient le plus de sympathies pour les misères humaines : optimistes, idéalistes et sensibles, ils se montraient d'autant plus inexorables qu'ils avaient une plus grande soif du bonheur universel.

Le pessimisme est tout autre chose que les caricatures qu'on en présente le plus souvent : c'est une métaphysique des mœurs bien plutôt qu'une théorie du monde ; c'est une conception d'une *marche vers la délivrance* étroitement liée : d'une part, à la connaissance expérimentale que nous avons acquise des obstacles qui s'opposent à la satisfaction de nos imaginations (ou, si l'on veut, liée au sentiment d'un déterminisme social), — d'autre part, à la conviction profonde de notre faiblesse naturelle. Il ne faut jamais séparer ces trois aspects du pessimisme, bien que dans l'usage on ne tienne guère compte de leur étroite liaison.

1^o Le nom de pessimisme provient de ce que les histo-

riens de la littérature ont été très frappés des plaintes que les grands poètes antiques ont fait entendre au sujet des misères qui menacent constamment l'homme. Il y a peu de personnes devant lesquelles une bonne chance ne se soit pas présentée au moins une fois ; mais nous sommes entourés de forces malfaisantes qui sont toujours prêtes à sortir d'une embuscade, pour se précipiter sur nous et nous terrasser ; de là naissent des souffrances très réelles qui provoquent la sympathie de presque tous les hommes, même de ceux qui ont été favorablement traités par la fortune ; aussi la littérature triste a-t-elle eu des succès à travers presque toute l'histoire (1). Mais on n'aurait qu'une idée très imparfaite du pessimisme en le considérant dans ce genre de productions littéraires ; en général, pour apprécier une doctrine, il ne suffit pas de l'étudier d'une manière abstraite, ni même chez des personnages isolés, il faut chercher comment elle s'est manifestée dans des groupes historiques ; c'est ainsi qu'on est amené à ajouter les deux éléments dont il a été question plus haut.

2^o Le pessimiste regarde les conditions sociales comme formant un système enchaîné par une loi d'airain, dont il faut subir la nécessité, telle qu'elle est donnée en bloc, et qui ne saurait disparaître que par une catastrophe l'entraînant tout entier. Il serait donc absurde, quand on admet cette théorie, de faire supporter à quelques hom-

(1) Les plaintes que firent entendre les prétendus désespérés au début du xix^e siècle, durent en partie leur succès aux analogies de forme qu'elles présentent avec la véritable littérature pessimiste.

mes néfastes la responsabilité des maux dont souffre la société ; le pessimiste n'a point les folies sanguinaires de l'optimiste affolé par les résistances imprévues que rencontrent ses projets : il ne songe point à faire le bonheur des générations futures en égorgeant les égoïstes actuels.

3^o Ce qu'il y a de plus profond dans le pessimisme, c'est la manière de concevoir la marche vers la délivrance. L'homme n'irait pas loin dans l'examen, soit des lois de sa misère, soit de la fatalité, qui choquent tellement la naïveté de notre orgueil, s'il n'avait l'espérance de venir à bout de ces tyrannies par un effort qu'il tentera avec tout un groupe de compagnons. Les chrétiens n'eussent pas tant raisonné sur le péché originel s'ils n'avaient senti la nécessité de justifier la délivrance (qui devait résulter de la mort de Jésus), en supposant que ce sacrifice avait été rendu nécessaire par un crime effroyable imputable à l'humanité. Si les Occidentaux furent beaucoup plus occupés du péché originel que les Orientaux, cela ne tient pas seulement, comme le pensait Taine, à l'influence du droit romain (1), mais aussi à ce que les Latins, ayant de la majesté impériale un sentiment plus élevé que les Grecs, regardaient le sacrifice du Fils de Dieu comme ayant réalisé une délivrance extraordinairement merveilleuse ; de là découlait la nécessité d'approfondir les mystères de la misère humaine et de la destinée.

Il me semble que l'optimisme des philosophes grecs dépend en grande partie de raisons économiques : il a

(1) Taine, *Le Régime moderne*, tome II, pp. 121-122.

dû naître dans des populations urbaines, commerçantes et riches, qui pouvaient regarder le monde comme un immense magasin rempli de choses excellentes, sur lesquelles leur convoitise avait la faculté de se satisfaire (1). J'imagine que le pessimisme grec provient de tribus pauvres, guerrières et montagnardes, qui avaient un énorme orgueil aristocratique, mais dont la situation était par contre fort médiocre ; leurs poètes les enchantaient en leur vantant les ancêtres et leur faisaient espérer des expéditions triomphales conduites par des héros surhumains ; ils leur expliquaient la misère actuelle, en racontant les catastrophes dans lesquelles avaient succombé d'anciens chefs presque divins, par suite de la fatalité ou de la jalousie des dieux ; le courage des guerriers pouvait demeurer momentanément impuissant, mais il ne devait pas toujours l'être ; il fallait demeurer fidèle aux vieilles mœurs pour se tenir prêt à de grandes expéditions victorieuses, qui pouvaient être très prochaines.

Très souvent on a fait de l'ascétisme oriental la manifestation la plus remarquable du pessimisme ; certes Hartmann a raison quand il le regarde comme ayant seulement la valeur d'une anticipation, dont l'utilité aurait été de rappeler aux hommes ce qu'ont d'illusoire les biens vulgaires ; il a tort cependant lorsqu'il dit que l'ascétisme enseigna aux hommes « le terme auquel devaient aboutir leurs efforts, qui est l'annulation du

(1) Les poètes comiques athéniens ont dépeint, plusieurs fois, un pays de cocagne où l'on n'a plus besoin de travailler. (A. et M. Croiset, *Histoire de la littérature grecque*, tome III, pp. 472-474.)

vouloir » (1) ; car la délivrance a été tout autre chose que cela au cours de l'histoire.

Avec le christianisme primitif nous trouvons un pessimisme pleinement développé et complètement armé : l'homme a été condamné dès sa naissance à l'esclavage ; — Satan est le prince du monde ; — le chrétien, déjà régénéré par le baptême, peut se rendre capable d'obtenir la résurrection de la chair par l'Eucharistie (2) ; il attend le retour glorieux du Christ qui brisera la fatalité satanique et appellera ses compagnons de lutte dans la Jérusalem céleste. Toute cette vie chrétienne fut dominée par la nécessité de faire partie de l'armée sainte, constamment exposée aux embûches tendues par les sup pôts de Satan ; cette conception suscita beaucoup d'actes héroïques, engendra une courageuse propagande et produisit un sérieux progrès moral. La délivrance n'eut pas lieu ; mais nous savons par d'innombrables témoignages de ce temps ce que peut produire de grand la marche à la délivrance.

Le calvinisme du xvi^e siècle nous offre un spectacle qui est peut-être encore plus instructif ; mais il faut bien

(1) Hartmann, *loc. cit.*, p. 492. — « Le mépris du monde, associé à une vie transcendante de l'esprit, était professé dans l'Inde par l'enseignement ésotérique du bouddhisme. Mais cet enseignement n'était accessible qu'à un cercle restreint d'initiés, engagés dans le célibat. Le monde extérieur n'en avait pris que la lettre qui tue, et son influence ne se manifestait que sous les formes extravagantes de la vie des solitaires et des pénitents. » (p. 439.)

(2) Batiffol, *Etudes d'histoire et de théologie positive*, 2^e série, p. 462.

faire attention à ne pas le confondre, comme font beaucoup d'auteurs, avec le protestantisme contemporain ; ces deux doctrines sont placées aux antipodes l'une de l'autre ; je ne puis comprendre que Hartmann dise que le protestantisme « est la station de relâche dans la traversée du christianisme authentique » et qu'il ait fait « alliance avec la renaissance du paganisme antique » (1) ; ces appréciations s'appliquent seulement au protestantisme récent, qui a abandonné ses principes propres pour adopter ceux de la Renaissance. Jamais le pessimisme, qui n'entraînait nullement dans le courant des idées de la Renaissance (2), n'avait été affirmé avec autant de force qu'il le fut par les Réformés. Les dogmes du péché et de la prédestination furent poussés jusqu'à leurs conséquences les plus extrêmes : ils correspondent aux deux premiers aspects du pessimisme : à la misère de l'espèce humaine et au déterminisme social. Quant à la délivrance, elle fut conçue sous une forme bien différente de celle que lui avait donnée le christianisme primitif : les protestants s'organisèrent militairement partout où cela leur était possible ; ils faisaient des expéditions en pays

(1) Hartmann, *La religion de l'avenir*, trad. franç., p. 27 et p. 21.

(2) « A cette époque commença le conflit entre l'amour païen de la vie et le mépris, la fuite du monde, qui caractérisaient le christianisme. » (Hartmann, *op. cit.*, p. 126.) Cette conception païenne se trouve dans le protestantisme libéral, et c'est pourquoi Hartmann le considère, avec raison, comme irréligieux ; mais les hommes du xvi^e siècle voyaient les choses sous un autre aspect.

catholiques, expulsant les prêtres, introduisant le culte réformé et promulguant des lois de proscription contre les papistes. On n'empruntait plus aux apocalypses l'idée d'une grande catastrophe finale dans laquelle les compagnons du Christ ne seraient que des spectateurs, après s'être longtemps défendus contre les attaques sataniques : les protestants, nourris de la lecture de l'Ancien Testament, voulaient imiter les exploits des anciens conquérants de la Terre Sainte ; ils prenaient donc l'offensive et voulaient établir le royaume de Dieu par la force. Dans chaque localité conquise, les calvinistes réalisaient une véritable révolution catastrophique, changeant tout de fond en comble.

Le calvinisme a été finalement vaincu par la Renaissance ; il était plein de préoccupations théologiques empruntées aux traditions médiévales et il arriva un jour où il eut peur de passer pour être demeuré trop arriéré ; il voulut être au niveau de la culture moderne, et il a fini par devenir simplement un christianisme relâché (1). Aujourd'hui fort peu de personnes se doutent de ce que les réformateurs du xvi^e siècle entendaient par libre examen ; les protestants appliquent à la Bible les procédés que les philologues appliquent à n'importe quel texte profane ; l'exégèse de Calvin a fait place à la critique des humanistes.

L'annaliste qui se contente d'enregistrer des faits, est tenté de regarder la délivrance comme un rêve ou comme une erreur ; mais le véritable historien considère les cho-

(1) Si le socialisme périt, ce sera évidemment de la même manière, pour avoir eu peur de sa barbarie.

ses à un autre point de vue ; lorsqu'il veut savoir quelle a été l'influence de l'esprit calviniste sur la morale, le droit ou la littérature, il est toujours ramené à examiner comment la pensée des anciens protestants était sous l'influence de la marche vers la délivrance. L'expérience de cette grande époque montre fort bien que l'homme de cœur trouve, dans le sentiment de lutte qui accompagne cette *volonté de délivrance*, une satisfaction suffisante pour entretenir son ardeur. Je crois donc qu'on pourrait tirer de cette histoire de belles illustrations en faveur de cette idée que vous exprimiez un jour : que la légende du Juif-Errant est le symbole des plus hautes aspirations de l'humanité, condamnée à toujours marcher sans connaître le repos.

II

Mes thèses ont choqué encore les personnes qui sont, de quelque manière, sous l'influence des idées que notre éducation nous a transmises au sujet du droit naturel ; et il y a peu de lettrés qui aient pu s'affranchir de ces idées. Si la philosophie du droit naturel s'accorde parfaitement avec la force (en entendant ce mot au sens spécial que je lui ai donné au chapitre V, § iv), elle ne peut se concilier avec mes conceptions sur le rôle historique de la violence. Les doctrines scolaires sur le droit naturel s'épuiseraient sur une simple tautologie : le juste est bon et l'injuste est mauvais, si l'on n'avait pas toujours admis implicitement que le juste s'adapte à des actions qui se produisent automatiquement dans le monde : c'est ainsi

que les économistes ont longtemps soutenu que les relations créées sous le régime de la concurrence dans le régime capitaliste sont parfaitement justes, comme résultant du *cours naturel* des choses ; les utopistes ont toujours prétendu que le monde présent n'était *pas assez naturel* ; ils ont voulu en conséquence donner un tableau d'une société mieux réglée automatiquement et partant plus juste.

Je ne saurais résister au plaisir de me reporter à quelques *Pensées* de Pascal, qui embarrassèrent terriblement ses contemporains et qui n'ont été bien comprises que de nos jours. Pascal eut beaucoup de peine à s'affranchir des idées qu'il avait trouvées chez les philosophes sur le droit naturel ; il les abandonna parce qu'il ne les trouva pas suffisamment pénétrées de christianisme : « J'ai passé longtemps de ma vie, dit-il, en croyant qu'il y avait une justice ; et en cela je ne me trompais pas ; car il y en a selon que Dieu nous l'a voulu révéler. Mais je ne le prenais pas ainsi, et c'est en quoi je me trompais ; car je croyais que notre justice était essentiellement juste et que j'avais de quoi la connaître et en juger » (fragment 375 de l'édition Brunschvicg) ; — « Il y a sans doute des lois naturelles ; mais cette belle raison corrompue (1) a tout corrompu » (fragment 294) ; —

(1) Il me semble que les éditeurs de 1670 durent être effrayés du calvinisme de Pascal ; je suis étonné que Sainte-Beuve se soit borné à dire qu'il « y avait dans le christianisme de Pascal quelque chose qui les dépassait... que Pascal avait encore plus besoin qu'eux d'être chrétien ». (*Port-Royal*, tome III, p. 383.)

« *Veri juris*. Nous n'en avons plus » (fragment 297).

L'observation va d'ailleurs montrer à Pascal l'absurdité de la théorie du droit naturel ; si cette théorie était exacte, on trouverait quelques lois universellement admises ; mais des actions que nous regardons comme des crimes ont été regardées autrefois comme vertueuses : « Trois degrés d'élévation du pôle renversent toute la jurisprudence, un méridien décide de la vérité ; en peu d'années de possession, les lois fondamentales changent ; le droit a ses époques, l'entrée de Saturne au Lion nous marque l'origine d'un tel crime. Plaisante justice qu'une rivière borne ! Vérité, au deçà des Pyrénées, erreur au de-là... Il faut, dit-on, recourir aux lois fondamentales et primitives de l'Etat qu'une coutume injuste a abolies. C'est un jeu sûr pour tout perdre ; rien ne sera juste à cette balance » (fragment 294 ; cf. fragment 375).

Dans cette impossibilité où nous sommes de pouvoir raisonner sur le juste, nous devons nous en rapporter à la coutume et Pascal revient souvent sur cette règle (fragments 294, 297, 299, 309, 312). Il va plus loin encore et il montre comment le juste est pratiquement dépendant de la force : « La justice est sujette à dispute, la force est très reconnaissable et sans dispute. Ainsi on n'a pu donner la force à la justice, parce que la force a contredit la justice et a dit que c'était elle qui était juste. Et ainsi ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste » (fragment 298 ; cf. fragments 302, 303, 306, 307, 311).

Cette critique du droit naturel n'a point la parfaite clarté que nous pourrions lui donner aujourd'hui, parce que nous savons que c'est dans l'économie qu'il faut aller

chercher le type de la force arrivée à un régime pleinement automatique et pouvant ainsi s'identifier naturellement avec le droit. — tandis que Pascal confond dans un même genre toutes les manifestations de la force (1).

Les changements que le droit subit au cours des temps, avaient vivement frappé Pascal et ils continuent d'embarasser fort les philosophes : un système social bien coordonné est détruit par une révolution et fait place à un autre système que l'on trouve également parfaitement raisonnable ; et ce qui était juste autrefois est devenu injuste. On n'a pas ménagé les sophismes pour prouver que la force avait été mise au service de la justice durant les révolutions ; maintes fois on a démontré que ces arguments sont absurdes ; mais le public ne peut se résoudre à les abandonner, tant il est habitué à croire au droit naturel !

Il n'y a pas jusqu'à la guerre qu'on n'ait voulu faire descendre sur le plan du droit naturel : on l'a assimilée à un procès dans lequel un peuple revendiquerait un droit méconnu par un voisin malfaisant. Nos pères admettaient volontiers que Dieu tranchait le différend, au cours des batailles, en faveur de celui qui avait raison ; le vaincu devait être traité comme le serait un mauvais plaideur : il devait payer les frais de la guerre et donner des garanties au vainqueur pour que celui-ci pût jouir en paix de ses droits restaurés. Aujourd'hui il ne manque pas de gens pour proposer de soumettre les conflits internatio-

(1) Cf. ce que je dis sur la force au chapitre V.

naux à des tribunaux d'arbitrage ; ce serait une laïcisation de l'ancienne mythologie (1).

Les partisans du droit naturel ne sont pas des adversaires irréductibles des luttes civiles, ni surtout des manifestations tumultueuses ; on l'a vu suffisamment au cours de l'affaire Dreyfus. Quand la force publique est entre les mains de leurs adversaires, ils admettent assez volontiers qu'elle est employée à violer la justice, et alors ils prouvent qu'on peut sortir de la légalité pour rentrer dans le droit (selon une formule des bonapartistes) ; ils cherchent à intimider, tout au moins, le gouvernement lorsqu'ils ne peuvent songer à le renverser. Mais quand ils combattent ainsi les détenteurs de la force publique, ils ne désirent nullement supprimer celle-ci ; car ils ont le désir de l'utiliser à leur profit quelque jour ; toutes les perturbations révolutionnaires du xix^e siècle se sont terminées par un renforcement de l'Etat.

La violence prolétarienne change l'aspect de tous les conflits au cours desquels on l'observe ; car elle nie la force organisée par la bourgeoisie, et prétend supprimer l'Etat qui en forme le noyau central. Dans de telles conditions il n'y a plus aucun moyen de raisonner sur les droits primordiaux des hommes ; c'est pourquoi nos socialistes parlementaires, qui sont des enfants de la bourgeoisie et qui ne savent rien en dehors de l'idéologie de l'Etat,

(1) Je ne puis arriver à trouver l'idée de l'arbitrage international dans le fragment 296 de Pascal, où quelques personnes le découvrent ; Pascal y signale simplement ce qu'a de ridicule la prétention qu'émettait de son temps chaque belligérant, dans son manifeste, de condamner, au nom du droit, la conduite de son adversaire.

sont tout désorientés quand ils sont en présence de la violence prolétarienne ; ils ne peuvent lui appliquer les lieux communs qui leur servent d'ordinaire à parler de la force, et ils voient avec effroi des mouvements qui pourraient aboutir à ruiner les institutions dont ils vivent : avec le syndicalisme révolutionnaire, plus de discours à placer sur la Justice immanente, plus de régime parlementaire à l'usage des Intellectuels ; — c'est l'abomination de la désolation ! Aussi ne faut-il pas s'étonner s'ils parlent de la violence avec tant de colère.

Déposant le 5 juin 1907 devant la Cour d'assises de la Seine dans le procès Bousquet-Lévy, Jaurès aurait dit : « Je n'ai pas la superstition de la légalité. Elle a eu tant d'échecs ! mais je conseille toujours aux ouvriers de recourir aux moyens légaux ; car *la violence est un signe de faiblesse passagère.* » On trouve ici un souvenir très évident de l'affaire Dreyfus : Jaurès se rappelle que ses amis durent recourir à des manifestations révolutionnaires, et on comprend qu'il n'ait pas gardé de cette affaire un très grand respect pour la légalité, qui peut se trouver en conflit avec ce qu'il regardait comme étant le droit. Il assimile la situation des syndicalistes à celle où furent les dreyfusards : ils sont momentanément faibles, mais ils sont destinés à disposer quelque jour de la force publique ; ils seraient donc bien imprudents s'ils détruisaient par la violence une force qui est appelée à devenir la leur. Peut-être lui est-il arrivé parfois de regretter que l'agitation dreyfusarde ait ébranlé trop l'Etat, comme Gambetta regrettait que l'administration eût perdu son ancien prestige et sa discipline.

L'un des plus élégants ministres de la République (1) s'est fait une spécialité des sentences solennelles prononcées contre les partisans de la violence : Viviani enchante les députés, les sénateurs et les employés convoqués pour admirer son Excellence au cours de ses tournées, en leur racontant que la violence est la caricature ou encore « la fille déchue et dégénérée de la force ». Après s'être vanté d'avoir travaillé à éteindre les lampions célestes par un geste magnifique, il se donne les allures d'un matador aux pieds duquel va tomber le taureau furieux (2). Si j'avais plus de vanité littéraire que je n'en ai, j'aimerais à me figurer que ce *beau socialiste* a pensé à moi quand il a dit, au Sénat, le 16 novembre 1906, qu'il « ne faut pas confondre un *énérghumène* avec un parti et une *affirmation téméraire* avec un corps de doctrine ». Après le plai-

(1) Le *Petit Parisien*, que l'on a toujours plaisir à citer comme le moniteur de la niaiserie démocratique, nous apprend qu'aujourd'hui « cette définition dédaigneuse de l'élégant et *immoral* M. de Morny : « Les républicains sont des gens qui s'habillent mal », semble tout à fait dénuée de fondement. » J'emprunte cette philosophique observation à l'enthousiaste compte rendu du mariage du charmant ministre Clémentel (22 octobre 1905). — Ce journal bien informé m'a accusé de donner aux ouvriers des conseils d'*apache* (7 avril 1907).

(2) « La violence, disait-il au Sénat, le 16 novembre 1906, je l'ai vue, moi, face à face. J'ai été pendant des jours et des jours, au milieu de milliers d'hommes qui portaient sur leurs visages les traces d'une exaltation effrayante. Je suis resté au milieu d'eux, poitrine contre poitrine et les yeux dans les yeux. » Il se vantait d'avoir fini par triompher des grévistes du Creusot.

sir d'être apprécié par les gens intelligents, il n'y en a pas de plus grand que celui de n'être pas compris par les brouillons qui ne savent exprimer qu'en charabia ce qui leur tient lieu de pensée ; mais j'ai tout lieu de supposer que dans le brillant entourage de ce *bonisseur* (1), il n'y a personne ayant entendu parler du *Mouvement socialiste*. Que l'on fasse une insurrection lorsqu'on se sent assez solidement organisé pour conquérir l'Etat, voilà ce que comprennent Viviani et les attachés de son cabinet ; mais la violence prolétarienne, qui n'a point un tel but, ne saurait être qu'une folie et une caricature odieuse de la révolte. Faites tout ce que vous voudrez, mais ne cassez pas l'assiette au beurre !

III

Au cours de ces études j'avais constaté une chose qui me semblait si simple que je n'avais pas cru devoir beaucoup insister : les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux, se représentent leur action pro-

(1) Dans le même discours, Viviani a fort insisté sur son socialisme et déclaré qu'il entendait « demeurer fidèle à l'idéal de ses premières années civiques ». D'après une brochure publiée en 1897 par les allemandistes sous le titre : *La vérité sur l'union socialiste*, cet idéal aurait été l'opportunisme ; en passant d'Alger à Paris, Viviani se serait transformé en socialiste, et la brochure qualifie de mensonge son attitude nouvelle. Evidemment, cet écrit a été rédigé par des énergumènes qui ne comprennent rien aux élégances.

chaîne sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause. Je proposais de nommer *mythes* ces constructions dont la connaissance offre tant d'importance pour l'historien (1) : la grève générale des syndicalistes et la révolution catastrophique de Marx sont des mythes. J'ai donné comme exemples remarquables de mythes ceux qui furent construits par le christianisme primitif, par la Réforme, par la Révolution, par les mazziniens ; je voulais montrer qu'il ne faut pas chercher à analyser de tels systèmes d'images, comme on décompose une chose en ses éléments, qu'il faut les prendre en bloc comme des forces historiques, et qu'il faut surtout se garder de comparer les faits accomplis avec les représentations qui avaient été acceptées avant l'action.

J'aurais pu donner un autre exemple qui est peut-être encore plus frappant : les catholiques ne se sont jamais découragés au milieu des épreuves les plus dures, parce qu'ils se représentaient l'histoire de l'Eglise comme étant une suite de batailles engagées entre Satan et la hiérarchie soutenue par le Christ ; toute difficulté nouvelle qui surgit est un épisode de cette guerre et doit finalement aboutir à la victoire du catholicisme.

Au début du xix^e siècle, les persécutions révolutionnaires ravivèrent ce mythe de la lutte satanique, qui a fourni à Joseph de Maistre des pages si connues ; ce rajeunissement explique, en grande partie, la renaissance religieuse qui se produisit à cette époque. Si le

(1) Dans l'*Introduction à l'économie moderne* j'ai donné au mot *mythe* un sens plus général, qui dépend étroitement du sens strict employé ici.

catholicisme est aujourd'hui si menacé, cela tient beaucoup à ce que le mythe de l'Eglise militante tend à disparaître. La littérature ecclésiastique a fort contribué à le rendre ridicule ; c'est ainsi qu'en 1872 un écrivain belge recommandait de remettre en honneur les exorcismes, qui lui semblaient être un moyen efficace pour combattre les révolutionnaires (1). Beaucoup de catholiques instruits sont effrayés en constatant que les idées de Joseph de Maistre ont contribué à favoriser l'ignorance du clergé, qui évitait de se tenir au courant d'une science maudite ; le mythe satanique leur semble donc dangereux et ils en signalent les aspects ridicules ; mais ils n'en comprennent pas toujours bien la portée historique. Les habitudes douces, sceptiques et surtout pacifiques de la génération actuelle ne sont pas favorables d'ailleurs à son maintien ; et les adversaires de l'Eglise proclament bien haut qu'ils ne veulent pas revenir à un régime de persécutions qui pourrait rendre leur puissance ancienne aux images de guerre.

En employant le terme de mythe, je croyais avoir fait une heureuse trouvaille, parce que je refusais ainsi toute discussion avec les gens qui veulent soumettre la grève générale à une critique de détail et qui accumulent les

(1) P. Bureau. *La crise morale des temps nouveaux*, p. 213. L'auteur, professeur à l'Institut catholique de Paris, ajoute : « La recommandation ne peut exciter aujourd'hui que l'hilarité. On est bien obligé de croire que l'étrange formule de l'auteur était acceptée alors par un grand nombre de ses coreligionnaires, quand on se rappelle l'étourdissant succès des écrits de Léo Taxil, après sa prétendue conversion. »

objections contre sa possibilité pratique. Il paraît que j'ai eu, au contraire, une bien mauvaise idée, puisque les uns me disent que les mythes conviennent seulement aux sociétés primitives, tandis que d'autres s'imaginent que je veux donner comme moteurs au monde moderne des rêves analogues à ceux que Renan croyait utiles pour remplacer la religion (1) ; mais on a été plus loin et on a prétendu que ma théorie des mythes serait un argument d'avocat, une fausse traduction des véritables opinions des révolutionnaires, un *sophisme intellectualiste*.

S'il en était ainsi, je n'aurais guère eu de chance. puisque je voulais écarter tout contrôle de la philosophie intellectualiste, qui me semble être un grand embarras pour l'historien qui la suit. La contradiction qui existe entre cette philosophie et la véritable intelligence des événements a souvent frappé les lecteurs de Renan : celui-ci est, à tout instant, ballotté entre sa propre intuition qui fut presque toujours admirable, et une philosophie qui ne peut aborder l'histoire sans tomber dans la platitude ; mais il se croyait, hélas ! trop souvent, tenu de raisonner d'après l'*opinion scientifique* de ses contemporains.

Le sacrifice que le soldat de Napoléon faisait de sa vie, pour avoir l'honneur de travailler à une épopée « éternelle » et de vivre dans la gloire de la France tout en se

(1) Ces rêves me semblent avoir eu principalement pour objet de calmer les inquiétudes que Renan avait conservées au sujet de l'enfer. Cf. *Mouvement socialiste*, mai 1907, pp. 470-471.

disant « qu'il serait toujours un pauvre homme » (1) ; les vertus extraordinaires dont firent preuve les Romains, qui se résignaient à une effroyable inégalité et se donnaient tant de peine pour conquérir le monde (2) ; « la loi à la gloire [qui fut] une valeur sans pareille », créée par la Grèce et grâce à laquelle « une sélection fut faite dans la foule touffue de l'humanité, la vie eut un mobile, il y eut une récompense pour celui qui avait poursuivi le bien et le beau » (3) ; — voilà des choses que ne saurait expliquer la philosophie intellectualiste. Celle-ci conduit, au contraire, à admirer, au chapitre LI de Jérémie, « le sentiment supérieur, profondément triste, avec lequel l'homme pacifique contemple les écroulements des empires », la commisération qu'excite dans le cœur du sage le spectacle des peuples *travaillant pour le vide*, victimes de l'orgueil de quelques-uns ». La Grèce n'a pas vu cela, d'après Renan (4), et il me semble qu'il ne faut pas nous en plaindre ! D'ailleurs il louera lui-même les Romains de ne pas avoir agi en suivant les conceptions du penseur juif : « Ils travaillent pour le vide, pour le feu : oui, sans doute ; mais voilà la vertu que l'histoire récompense » (5).

Les religions constituent un scandale particulièrement grave pour les intellectualistes, car on ne saurait ni les regarder comme étant sans portée historique, ni les

(1) Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, tome IV, p. 191.

(2) Renan, *loc. cit.*, p. 267.

(3) Renan *loc. cit.*, pp. 199-200.

(4) Renan, *op. cit.*, tome III, pp. 458-459.

(5) Renan, *op. cit.*, tome IV, p. 267.

expliquer ; aussi Renan a-t-il écrit parfois à leur sujet des phrases bien étranges : « La religion est une imposture nécessaire. Les plus gros moyens de jeter de la poudre aux yeux ne peuvent être négligés avec une aussi sottise race que l'espèce humaine, créée pour l'erreur, et qui, quand elle admet la vérité, ne l'admet jamais pour les bonnes raisons. Il faut bien alors lui en donner de mauvaises » (1).

Comparant Giordano Bruno qui « se laissa brûler au Champ-de-Flore » et Galilée qui se soumit au Saint-Office, Renan approuve le second parce que, d'après lui, le savant n'a nul besoin d'apporter, à l'appui de ses découvertes, autre chose que des raisons ; il pensait que le philosophe italien voulut compléter ses preuves insuffisantes par son sacrifice et il émet cette maxime dédaigneuse : « On n'est martyr que pour les choses dont on n'est pas bien sûr » (2). Renan confond ici la *conviction* qui devait être puissante chez Bruno, avec cette *certitude* très particulière que l'enseignement provoquera, à la longue, au sujet des thèses que la science a reçues ; il est diffi-

(1) Renan, *op. cit.*, tome V, pp. 105-106.

(2) Renan, *Nouvelles études d'histoire religieuse*, p. vii. Antérieurement il avait dit, à propos des persécutions : « On meurt pour des *opinions* et non pour des *certitudes*, pour ce qu'on croit et non pour ce qu'on sait... Dès qu'il s'agit de croyances, le grand signe et la plus efficace démonstration est de mourir pour elles. » (*L'Eglise chrétienne*, p. 317). Cette thèse suppose que le martyre soit une sorte d'ordalie, ce qui a été vrai, en partie, pour l'époque romaine, en raison de circonstances spéciales (G. Sorel, *Le système historique de Renan*, p. 335).

cile de donner une idée moins exacte des forces réelles qui font agir les hommes !

Toute cette philosophie pourrait se résumer dans cette proposition : « Les choses humaines sont un à-peu-près sans sérieux et sans précision ; » et, en effet, pour l'intellectualiste, ce qui manque de précision doit manquer aussi de sérieux. Mais la conscience de l'historien ne saurait jamais sommeiller complètement chez Renan, et il ajoute tout de suite ce correctif : « Avoir vu [cela] est un grand résultat pour la philosophie ; mais, c'est une abdication de tout rôle actif. L'avenir est à ceux qui ne sont pas désabusés » (1). Nous pouvons conclure de là que la philosophie intellectualiste est vraiment d'une incompétence radicale pour l'explication des grands mouvements historiques.

Aux catholiques ardents qui luttèrent, si longtemps avec succès, contre les traditions révolutionnaires, la philosophie intellectualiste aurait vainement cherché à démontrer que le mythe de l'Eglise militante n'est pas conforme aux constructions scientifiques établies par les plus savants auteurs, suivant les meilleures règles de la critique ; elle n'aurait pu les persuader. Par aucune argumentation il n'eût été possible d'ébranler la foi qu'avaient ces hommes dans les promesses faites à l'Eglise, et tant que cette certitude demeurerait, le mythe ne pouvait être contestable à leurs yeux. De même, les objections que le philosophe adresse aux mythes révolutionnaires ne sauraient faire impression que sur les hommes qui sont heureux de trouver un prétexte pour abandonner « tout

(1) Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, tome III, p. 497.

rôle actif » et être seulement révolutionnaires en paroles.

Je comprends que ce mythe de la grève générale froisse beaucoup de *gens sages* à cause de son caractère d'infini ; le monde actuel est très porté à revenir aux opinions des anciens et à subordonner la morale à la bonne marche des affaires publiques, ce qui conduit à placer la vertu dans un juste milieu. Tant que le socialisme demeure une *doctrine entièrement exposée en paroles*, il est très facile de le faire dévier vers un juste milieu ; mais cette transformation est manifestement impossible quand on introduit le mythe de la grève générale, qui comporte une révolution absolue. Mais vous savez, aussi bien que moi, que ce qu'il y a de meilleur dans la conscience moderne est le tourment de l'infini ; vous n'êtes point du nombre de ceux qui regardent comme d'heureuses trouvailles les procédés au moyen desquels on peut tromper ses lecteurs par des mots. C'est pourquoi vous ne me condamnerez point pour avoir attaché un si grand prix à un mythe qui donne au socialisme une valeur morale si haute et une si grande loyauté. Bien des gens ne chercheraient pas dispute à la théorie des mythes si ceux-ci n'avaient des conséquences si belles.

IV

L'esprit de l'homme est ainsi fait qu'il ne sait point se contenter de constatations et qu'il veut comprendre la raison des choses ; je me demande donc s'il ne conviendrait pas de chercher à approfondir cette théorie des mythes, en utilisant les lumières que nous devons à la

philosophie bergsonienne ; l'essai que je vais vous soumettre est, sans doute, bien imparfait, mais il me semble qu'il est conçu suivant la méthode qu'il faut suivre pour éclairer ce problème.

Remarquons d'abord que les moralistes ne raisonnent presque jamais sur ce qu'il y a de vraiment fondamental dans notre individu ; ils cherchent d'ordinaire à projeter nos actes accomplis sur le champ des jugements que la société a rédigés d'avance pour les divers types d'action qui sont les plus communs dans la vie contemporaine. Ils disent qu'ils déterminent ainsi des motifs ; mais ces motifs sont de la même nature que ceux dont les juristes tiennent compte dans le droit criminel : ce sont des appréciations sociales relatives à des faits connus de tous. Beaucoup de philosophes, principalement dans l'antiquité, ont cru pouvoir tout rapporter à l'utilité ; et s'il y a une appréciation sociale, c'est sûrement celle-là ; — les théologiens placent les fautes sur le chemin qui conduit normalement, suivant l'expérience moyenne, au péché mortel ; ils connaissent ainsi quel est le degré de malice que présente la concupiscence, et la pénitence qu'il convient d'infliger ; — les modernes enseignent volontiers que nous jugeons notre volonté avant d'agir, en comparant nos maximes à des principes généraux qui ne sont pas sans avoir une certaine analogie avec des déclarations des droits de l'homme ; et cette théorie a été très probablement inspirée par l'admiration que provoquèrent les *Bills of Rights* placés en tête des constitutions américaines (1).

(1) La constitution de Virginie est de juin 1776. Les cons-

Nous sommes tous si fortement intéressés à savoir ce que le monde pensera de nous, que nous évoquons dans notre esprit, un peu plus tôt, un peu plus tard, des considérations analogues à celles dont parlent les moralistes ; de là résulte que ceux-ci ont pu s'imaginer qu'ils avaient vraiment fait appel à l'expérience, pour découvrir ce qui existe au fond de la conscience créatrice, alors qu'ils avaient seulement regardé d'un point de vue social des actes accomplis.

Bergson nous invite, au contraire, à nous occuper du dedans et de ce qui s'y passe pendant le mouvement créateur : « Il y aurait deux moi différents, dit-il, dont l'un serait comme la projection extérieure de l'autre, sa représentation spatiale et pour ainsi dire sociale. Nous atteignons le premier par une réflexion approfondie, qui nous fait saisir nos états internes, comme des êtres vivants, sans cesse en voie de formation, comme des états réfractaires à la mesure. . . Mais *les moments où nous nous ressaisissons nous-mêmes sont rares*, et c'est pourquoi nous sommes rarement libres. La plupart du temps, nous vivons extérieurement à nous-mêmes ; nous n'apercevons

titutions américaines furent connues en Europe par deux traductions françaises, en 1778 et en 1789. Kant a publié les *Fondements de la métaphysique des mœurs* en 1785 et la *Critique de la raison pratique* en 1788. — On pourrait dire que le système utilitaire des anciens offre des analogies avec l'économie, celui des théologiens avec le droit et celui de Kant avec la théorie politique de la démocratie naissante. (Cf. Jellinek, *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, trad. franç., pp. 18-25 ; pp. 49-50, p. 89.)

de notre moi que son fantôme décoloré... Nous vivons pour le monde extérieur plutôt que pour nous ; nous parlons plus que nous ne pensons ; nous *sommes agis* plus que nous n'agissons nous-mêmes. Agir librement c'est reprendre possession de soi, c'est se replacer dans la pure durée » (1).

Pour comprendre vraiment cette psychologie, il faut se « reporter par la pensée à ces moments de notre existence où nous avons opté pour quelque décision grave, moments uniques dans leur genre, et qui ne se reproduisent pas plus que ne reviennent pour un peuple les phases disparues de son histoire » (2). Il est bien évident que nous jouissons de cette liberté surtout quand nous faisons effort pour créer en nous un homme nouveau, en vue de briser les cadres historiques qui nous enserrant. On pourrait penser, tout d'abord, qu'il suffirait de dire que nous sommes alors dominés par des sentiments souverains ; mais tout le monde convient aujourd'hui que le mouvement est l'essentiel de la vie affective, c'est donc en termes de mouvement qu'il convient de parler de la conscience créatrice.

Voici comment il me semble qu'il faut se représenter la psychologie profonde. On devrait abandonner l'idée que l'âme est comparable à un mobile qui se meut,

(1) Bergson, *Données immédiates de la conscience*, pages 173-176. — Dans cette philosophie on distingue la *durée* qui s'écoule, dans laquelle se manifeste notre personne, et le *temps* mathématique suivant la mesure duquel la science aligne les faits accomplis.

(2) Bergson, *op. cit.*, p. 181.

d'après une loi plus ou moins mécanique, vers divers motifs donnés par la nature. Quand nous agissons, c'est que nous avons créé un monde tout artificiel, placé en avant du présent, formé de mouvements qui dépendent de nous. Ainsi notre liberté devient parfaitement intelligible. Ces constructions, embrassant tout ce qui nous intéresse, quelques philosophes, qui s'inspirent des doctrines bergsoniennes, ont été amenés à une théorie qui n'est pas sans surprendre quelque peu. « Notre vrai corps, dit par exemple Ed. Le Roy, c'est l'univers entier en tant que vécu par nous. Et ce que le sens commun appelle plus strictement notre corps, en est seulement la région de moindre inconscience et d'activité plus libre, la partie sur laquelle nous avons directement prise et par laquelle nous pouvons agir sur le reste » (1). Il ne faut pas confondre, comme fait constamment ce subtil philosophe, ce qui est un état fugace de notre activité volontaire, avec les affirmations stables de la science (2).

Ces mondes artificiels disparaissent généralement de notre esprit sans laisser de souvenirs ; mais quand des masses se passionnent, alors on peut décrire un tableau, qui constitue un mythe social.

La foi à la gloire, dont Renan fait un si grand éloge, s'évanouit rapidement dans des rapsodies quand elle n'est pas entretenue par des mythes qui ont beaucoup varié suivant les époques : le citoyen des républiques

(1) Ed. Le Roy, *Dogme et Critique*. p. 239.

(2) On aperçoit facilement le pont par lequel s'introduit le sophisme : *l'univers vécu par nous* peut être le monde réel ou le monde inventé pour l'action.

grecques, le légionnaire romain, le soldat des guerres de la Liberté, l'artiste de la Renaissance n'ont pas conçu la gloire en faisant appel à un même système d'images. Renan se plaint de ce que « la foi à la gloire est compromise par les *courtes vues sur l'histoire* qui tendent à prévaloir de nos jours. Peu de personnes, dit-il, agissent en vue de l'éternité... On veut jouir de sa gloire ; on la mange en herbe ; on ne la recueillera pas en gerbe après la mort » (1). Il me semble qu'il faudrait dire que les courtes vues sur l'histoire ne sont pas une cause, mais une conséquence ; elles résultent de l'affaiblissement des mythes héroïques qui avaient eu une si grande popularité au début du xix^e siècle ; la foi à la gloire périssait et les courtes vues sur l'histoire devenaient prépondérantes, en même temps que ces mythes s'évanouissaient (2).

On peut indéfiniment parler de révoltes sans provoquer jamais aucun mouvement révolutionnaire, tant qu'il n'y

(1) Renan. *op. cit.*, tome IV, p. 329.

(2) « L'assentiment, dit Newman, si puissant qu'il soit, associé aux images les plus vives, n'est pas, par cela même, efficace. Strictement parlant, ce n'est pas l'imagination qui crée l'action : c'est l'espérance ou la crainte, l'amour ou la haine, les désirs, les passions, les impulsions de l'égoïsme, du moi. L'imagination n'a d'autre rôle que de mettre en mouvement ces forces motrices, et elle y réussit en nous présentant des objets assez puissants pour les stimuler. » (*Op. cit.*, p. 69). On voit que l'illustre penseur se tient très près de la théorie des mythes. On ne saurait lire Newman sans être d'ailleurs frappé des analogies que présente sa pensée avec celle de Bergson ; les personnes qui aiment à rattacher l'histoire des idées aux traditions ethniques, ne manqueront pas d'observer que Newman descendait d'Israélites.

a pas de mythes acceptés par les masses ; c'est ce qui donne une si grande importance à la grève générale, et c'est ce qui la rend si odieuse aux socialistes qui ont peur d'une révolution ; ils font tous leurs efforts pour ébranler la confiance que les travailleurs ont dans leur préparation à la révolution ; et pour y parvenir, ils cherchent à ridiculiser l'idée de grève générale, qui seule peut avoir une valeur motrice. Un des grands moyens qu'ils emploient consiste à la présenter comme une utopie : cela leur est assez facile, parce qu'il y a eu rarement des mythes parfaitement purs de tout mélange utopique.

Les mythes révolutionnaires actuels sont presque purs ; ils permettent de comprendre l'activité, les sentiments et les idées des masses populaires se préparant à entrer dans une lutte décisive ; ce ne sont pas des descriptions de choses, mais des expressions de volonté. L'utopie est, au contraire, le produit d'un travail intellectuel ; elle est l'œuvre de théoriciens qui, après avoir observé et discuté les faits, cherchent à établir un modèle auquel on puisse comparer les sociétés existantes pour mesurer le bien et le mal qu'elles renferment (1) ; c'est une composition d'institutions imaginaires, mais offrant avec des institutions réelles des analogies assez grandes pour que le juriste en puisse raisonner ; c'est une construction démontable dont certains morceaux ont été tail-

(1) C'est évidemment dans cet ordre d'idées que se placèrent les philosophes grecs qui voulaient pouvoir raisonner sur la morale sans être obligés d'accepter les usages que la force historique avait introduits à Athènes.

lés de manière à pouvoir passer (moyennant quelques corrections d'ajustage) dans une législation prochaine. — Tandis que nos mythes actuels conduisent les hommes à se préparer à un combat pour détruire ce qui existe, l'utopie a toujours eu pour effet de diriger les esprits vers des réformes qui pourront être effectuées en morcelant le système ; il ne faut donc pas s'étonner si tant d'utopistes purent devenir des hommes d'Etat habiles lorsqu'ils eurent acquis une plus grande expérience de la vie politique. — Un mythe ne saurait être réfuté puisqu'il est, au fond, identique aux convictions d'un groupe. qu'il est l'expression de ces convictions en langage de mouvement, et que, par suite, il est indécomposable en parties qui puissent être appliquées sur un plan de descriptions historiques. L'utopie, au contraire, peut se discuter comme toute constitution sociale ; on peut comparer les mouvements automatiques qu'elle suppose, à ceux qui ont été constatés au cours de l'histoire, et ainsi apprécier leur vraisemblance ; on peut la réfuter en montrant que l'économie sur laquelle on la fait reposer, est incompatible avec les nécessités de la production actuelle.

L'économie politique libérale a été un des meilleurs exemples d'utopies que l'on puisse citer. On avait imaginé une société où tout serait ramené à des types commerciaux, sous la loi de la plus complète concurrence ; on reconnaît aujourd'hui que cette société idéale serait aussi difficile à réaliser que celle de Platon ; mais de grands ministres modernes ont dû leur gloire aux efforts qu'ils ont faits pour introduire quelque chose de cette liberté commerciale dans la législation industrielle.

Nous avons là une utopie libre de tout mythe ; l'his-

toire de la démocratie française nous offre une combinaison bien remarquable d'utopies et de mythes. Les théories qui inspirèrent les auteurs de nos premières constitutions, sont aujourd'hui regardées comme fort chimériques : souvent même on ne veut plus leur concéder la valeur qui leur a été longtemps reconnue : celle d'un idéal sur lequel législateurs, magistrats et administrateurs devraient avoir les yeux toujours fixés pour assurer aux hommes un peu de justice. A ces utopies, se mêlèrent des mythes qui représentaient la lutte contre l'Ancien Régime ; tant qu'ils se sont maintenus, les réfutations des utopies libérales ont pu se multiplier sans produire aucun résultat ; le mythe sauvegardait l'utopie à laquelle il était mêlé.

Pendant longtemps, le socialisme n'a guère été qu'une utopie : c'est avec raison que les marxistes revendiquent pour leur maître l'honneur d'avoir changé cette situation : le socialisme est devenu une préparation des masses employées dans la grande industrie, qui veulent supprimer l'Etat et la propriété ; désormais, on ne cherchera plus comment les hommes s'arrangeront pour jouir du bonheur futur ; tout se réduit à l'*apprentissage révolutionnaire* du prolétariat. Malheureusement Marx n'avait pas sous les yeux les faits qui nous sont devenus familiers ; nous savons mieux que lui ce que sont les grèves, parce que nous avons pu observer des conflits économiques considérables par leur étendue et par leur durée ; le mythe de la grève générale est devenu populaire et s'est solidement établi dans les cerveaux ; nous avons sur la violence des idées qu'il n'aurait pu facilement se former ; nous pouvons donc compléter sa doctrine, au lieu de

commenter ses textes comme le firent si longtemps de malencontreux disciples.

L'utopie tend ainsi à disparaître complètement du socialisme ; celui-ci n'a pas besoin de chercher à organiser le travail, puisque le capitalisme l'organise. Je crois avoir démontré, d'ailleurs, que la grève générale correspond à des sentiments si fort apparentés à ceux qui sont nécessaires pour assurer la production dans un régime d'industrie très progressive, que l'apprentissage révolutionnaire peut être aussi un apprentissage de producteur.

Quand on se place sur ce terrain des mythes, on est à l'abri de toute réfutation ; ce qui a conduit beaucoup de personnes à dire que le socialisme est une sorte de religion. On a été frappé, en effet, depuis longtemps, de ce que les convictions religieuses sont indépendantes de la critique ; de là on a conclu que tout ce qui prétend être au-dessus de la science est une religion. On observe aussi que, de notre temps, le christianisme prétend être moins une dogmatique qu'une vie chrétienne, c'est-à-dire une réforme morale qui veut aller jusqu'au fond du cœur ; par suite, on a trouvé une nouvelle analogie entre la religion et le socialisme révolutionnaire qui se donne pour but l'apprentissage, la préparation et même la reconstruction de l'individu en vue d'une œuvre gigantesque. Mais l'enseignement de Bergson nous a appris que la religion n'est pas seule à occuper la région de la conscience profonde ; les mythes révolutionnaires y ont leur place au même titre qu'elle. Les arguments qu'Yves Guyot présente contre le socialisme en le traitant de religion me semblent donc fondés sur une connaissance imparfaite de la nouvelle psychologie.

Renan était fort surpris de constater que les socialistes sont au-dessus du découragement : « Après chaque expérience manquée ils recommencent ; on n'a pas trouvé la solution, on la trouvera. L'idée ne leur vient jamais que la solution n'existe pas et de là vient leur force » (1). L'explication donnée par Renan est superficielle ; il regarde le socialisme comme une utopie, c'est-à-dire comme une chose comparable aux réalités observées ; et on ne comprend guère comment la confiance pourrait ainsi survivre à beaucoup d'expériences manquées. Mais, à côté des utopies, ont toujours existé des mythes capables d'entraîner les travailleurs à la révolte. Pendant longtemps, ces mythes étaient fondés sur les légendes de la Révolution et ils conservèrent toute leur valeur tant que ces légendes ne furent pas ébranlées. Aujourd'hui, la confiance des socialistes est bien plus grande qu'autrefois, depuis que le mythe de la grève générale domine tout le mouvement vraiment ouvrier. Un insuccès ne peut rien prouver contre le socialisme, depuis qu'il est devenu un travail de préparation ; si l'on échoue, c'est la preuve que l'apprentissage a été insuffisant ; il faut se remettre à l'œuvre avec plus de courage, d'insistance et de confiance qu'autrefois ; la pratique du travail a appris aux ouvriers que c'est par cette voie qu'on peut devenir un vrai compagnon ; et c'est aussi la seule manière de devenir un vrai révolutionnaire (2).

(1) Renan, *op. cit.*, tome III, p. 497.

(2) Il est extrêmement important d'observer les analogies qui existent entre l'état d'esprit révolutionnaire et celui qui correspond à la *morale des producteurs* ; j'ai indiqué des

V

Les travaux de mes amis ont été accueillis avec beaucoup de mépris par les socialistes qui font de la politique, mais aussi avec beaucoup de sympathie par des personnes étrangères aux préoccupations parlementaires. Il est impossible de supposer que nous cherchions à exercer une industrie intellectuelle et nous protestons chaque fois qu'on prétend nous confondre avec les Intellectuels qui sont justement des gens qui ont pour profession l'exploitation de la pensée. Les vieux routiers de la démocratie ne parviennent pas à comprendre que l'on se donne tant de mal lorsqu'on n'a pas le dessein caché de diriger la classe ouvrière. Cependant nous ne pourrions pas avoir une autre conduite.

Celui qui a fabriqué une utopie destinée à faire le bonheur de l'humanité, se regarde volontiers comme ayant un droit de propriété sur son invention ; il croit que personne n'est mieux placé que lui pour appliquer son système ; il trouverait fort irrationnel que sa littérature ne lui valût pas une charge dans l'Etat. Mais nous autres, nous n'avons rien inventé du tout, et même nous soutenons qu'il n'y a rien à inventer : nous nous sommes bornés à reconnaître la portée historique de la notion de grève générale ; nous avons cherché à mon-

ressemblances remarquables à la fin de mes études, mais il y aurait encore beaucoup d'analogies à relever.

trer qu'une culture nouvelle pourrait sortir des luttes engagées par les syndicats révolutionnaires contre le patronat et contre l'Etat ; notre originalité la plus forte consiste à avoir soutenu que le prolétariat peut s'affranchir sans avoir besoin de recourir aux enseignements des professionnels bourgeois de l'intelligence. Nous sommes ainsi amenés à regarder comme essentiel dans les phénomènes contemporains ce qui était considéré autrefois comme accessoire : ce qui est vraiment éducatif pour un prolétariat révolutionnaire qui fait son apprentissage dans la lutte. Nous ne saurions exercer une influence directe sur un pareil travail de formation.

Notre rôle peut être utile, à la condition que nous nous bornions à nier la pensée bourgeoise, de manière à mettre le prolétariat en garde contre une invasion des idées ou des mœurs de la classe ennemie.

Les hommes qui ont reçu une éducation primaire ont, en général, la superstition du livre, et ils attribuent facilement du génie aux gens qui occupent beaucoup l'attention du monde lettré ; ils s'imaginent qu'ils auraient énormément à apprendre des auteurs dont le nom est souvent cité avec éloge dans les journaux ; ils écoutent avec un singulier respect les commentaires que les lauréats des concours viennent leur apporter. Combattre ces préjugés n'est pas chose facile ; mais c'est faire œuvre très utile ; nous regardons cette besogne comme tout à fait capitale et nous pouvons la mener à bonne fin sans prendre jamais la direction du monde ouvrier. Il ne faut pas qu'il arrive au prolétariat ce qui est arrivé aux Germains qui conquièrent l'empire romain : ils eurent honte de leur barbarie et se mirent à l'école des rhéteurs

de la décadence latine : ils n'eurent pas à se louer d'avoir voulu se civiliser !

Dans le cours de ma carrière, j'ai abordé beaucoup de sujets qui ne semblaient guère devoir entrer dans la spécialité d'un écrivain socialiste. Je me suis proposé de montrer à mes lecteurs que la science dont la bourgeoisie vante, avec tant de constance, les merveilleux résultats, n'est pas aussi certaine que l'assurent ceux qui vivent de son exploitation, et que, souvent, l'observation des phénomènes du monde socialiste pourrait fournir des lumières qui ne se trouvent pas dans les travaux des érudits. Je ne crois donc pas faire une œuvre vaine ; car je contribue à ruiner le prestige de la culture bourgeoise, prestige qui s'oppose jusqu'ici à ce que le principe de la lutte de classe prenne tout son développement.

Dans le dernier chapitre de mon livre, j'ai dit que l'art est une anticipation du travail tel qu'il doit être pratiqué dans un régime de très haute production. Cette observation a été, semble-t-il, fort mal comprise par quelques-uns de mes critiques, qui ont cru que je voulais proposer comme solution du socialisme une éducation esthétique du prolétariat, qui se mettrait à l'école des artistes modernes. Cela eût été un singulier paradoxe de ma part, car l'art que nous possédons aujourd'hui est un *résidu* que nous a laissé une société aristocratique, résidu qui a été encore fortement corrompu par la bourgeoisie. Suivant les meilleurs esprits, il serait grandement à désirer que l'art contemporain pût se renouveler par un contact plus intime avec les artisans : l'art académique a dévoré les plus beaux génies, sans arriver à produire ce que

nous ont donné les générations artisanes. J'avais en vue tout autre chose qu'une telle imitation quand je parlais d'anticipation ; je voulais montrer comment on trouve dans l'art (pratiqué par ses meilleurs représentants et surtout aux meilleures époques) des analogies permettant de comprendre quelles seraient les qualités du travailleur de l'avenir. Je songeais, d'ailleurs, si peu à demander aux écoles des Beaux-Arts un enseignement approprié au prolétariat, que je fonde la morale des producteurs non pas sur une éducation esthétique transmise par la bourgeoisie, mais sur les sentiments que développent les luttes engagées par les travailleurs contre leurs maîtres.

Ces observations nous conduisent à reconnaître l'énorme différence qui existe entre la *nouvelle école* et l'anarchisme qui a fleuri il y a une vingtaine d'années à Paris. La bourgeoisie avait bien moins d'admiration pour ses littérateurs et ses artistes que n'en avaient les anarchistes de ce temps-là ; leur enthousiasme pour les célébrités d'un jour dépassait souvent celui qu'ont pu avoir des disciples pour les plus grands maîtres du passé ; aussi ne faut-il pas s'étonner si, par une juste compensation, les romanciers et les peintres, ainsi adulés, montraient pour les anarchistes une sympathie qui a étonné souvent les personnes qui ignoraient à quel point l'amour-propre est considérable dans le monde esthétique.

Cet anarchisme était donc *intellectuellement tout bourgeois*, et les guesdistes ne manquaient jamais de lui reprocher ce caractère ; ils disaient que leurs adversaires, tout en se proclamant ennemis irréconciliables du passé, étaient de serviles élèves de ce passé maudit ; ils obser-

vaient d'ailleurs que les plus éloquentes dissertations sur la révolte ne pouvaient rien produire, et qu'on ne change pas le cours de l'histoire avec de la littérature. Les anarchistes répondaient en montrant que leurs adversaires étaient dans une voie qui ne pouvait conduire à la révolution annoncée : en prenant part aux débats politiques, les socialistes devaient, disaient-ils, devenir des réformateurs plus ou moins radicaux et perdre le sens de leurs formules révolutionnaires. L'expérience n'a pas tardé à montrer que les anarchistes avaient raison à ce point de vue, et qu'en entrant dans des institutions bourgeoises, les révolutionnaires se transformaient, en prenant l'esprit de ces institutions ; tous les députés disent que rien ne ressemble tant à un représentant de la bourgeoisie qu'un représentant du prolétariat.

Beaucoup d'anarchistes finirent par se lasser de lire toujours les mêmes malédictions grandiloquentes lancées contre le régime capitaliste, et ils se mirent à chercher une voie qui les conduisit à des actes vraiment révolutionnaires ; ils entrèrent dans les syndicats qui, grâce aux grèves violentes, réalisaient, tant bien que mal, cette guerre sociale dont ils avaient si souvent entendu parler. Les historiens verront un jour, dans cette entrée des anarchistes dans les syndicats, l'un des plus grands événements qui se soient produits de notre temps ; et alors le nom de mon pauvre ami Fernand Pelloutier sera connu comme il mérite de l'être (1).

(1) Je crois bien que Léon de Scilliac a été le premier à rendre justice aux hautes qualités de Fernand Pelloutier (*Les congrès ouriers en France*, p. 272).

Les écrivains anarchistes qui demeurèrent fidèles à leur ancienne littérature révolutionnaire, ne semblent pas avoir vu de très bon œil le passage de leurs amis dans les syndicats ; leur attitude nous montre que les anarchistes devenus syndicalistes eurent une véritable originalité et n'appliquèrent pas des théories qui avaient été fabriquées dans des cénacles philosophiques. Ils apprirent surtout aux ouvriers qu'il ne fallait pas rougir des actes violents. Jusque-là on avait essayé, dans le monde socialiste, d'atténuer ou d'excuser les violences des grévistes ; les nouveaux syndiqués regardèrent ces violences comme des manifestations normales de la lutte, et il en résulta que les tendances vers le trade-unionisme furent abandonnées. Ce fut leur tempérament révolutionnaire qui les conduisit à cette conception ; car on commettrait une grosse erreur en supposant que ces anciens anarchistes apportèrent dans les associations ouvrières les idées relatives à la propagande par le fait.

Le syndicalisme révolutionnaire n'est donc pas, comme beaucoup de personnes le croient, la première forme confuse du mouvement ouvrier, qui devra se débarrasser, à la longue, de cette erreur de jeunesse ; il a été, au contraire, le produit d'une amélioration opérée par des hommes qui sont venus enrayer une déviation vers des conceptions bourgeoises. On pourrait donc le comparer à la Réforme qui voulut empêcher le christianisme de subir l'influence des humanistes ; comme la Réforme, le syndicalisme révolutionnaire pourrait avorter, s'il venait à perdre, comme celle-ci a perdu, le sens de son originalité ; c'est ce qui donne un si grand intérêt aux recherches sur la violence prolétarienne.

AVANT-PROPOS

DE LA PREMIÈRE PUBLICATION (1)

Les réflexions que je sou mets aux lecteurs du *Mouvement socialiste*, au sujet de la violence, ont été inspirées par quelques observations très simples, relatives à des faits très évidents, qui jouent un rôle de plus en plus marqué dans l'histoire des classes contemporaines.

Depuis longtemps, j'ai été frappé de voir que le *déroulement normal* des grèves comporte un important cortège de violences (2) ; quelques savants sociologues cherchent à se dissimuler un phénomène que remarque toute personne qui consent à regarder ce qui se passe autour d'elle. Le syndicalisme révolutionnaire entretient l'esprit gréviste dans les masses et ne prospère que là où se sont produites des grèves notables, menées avec violence. Le socialisme tend à apparaître, de plus

(1) La première publication a eu lieu dans le *Mouvement socialiste* (premier semestre 1906).

(2) Cf. *Les grèves*, dans la *Science sociale*, octobre-novembre 1900.

en plus, comme une théorie du syndicalisme révolutionnaire, — ou, encore, comme une philosophie de l'histoire moderne en tant que celle-ci est sous l'influence de ce syndicalisme. Il résulte de ces données incontestables que, pour raisonner sérieusement sur le socialisme, il faut avant tout, se préoccuper de chercher quel est le rôle qui appartient à la violence dans les rapports sociaux actuels (1).

Je ne crois pas que cette question ait été encore abordée avec le soin qu'elle comporte ; j'espère que ces réflexions conduiront quelques penseurs à examiner de près les problèmes relatifs à la violence prolétarienne ; je ne saurais trop recommander ces études à la *nouvelle école* qui, s'inspirant des principes de Marx plus que des formules enseignées par les propriétaires officiels du marxisme, est en train de rendre aux doctrines socialistes un sentiment de la réalité et un sérieux qui leur faisaient vraiment par trop défaut depuis quelques années. Puisque la *nouvelle école* s'intitule marxiste, syndicaliste et révolutionnaire, elle ne doit avoir rien tant à cœur que de connaître l'exakte portée historique des mouvements spontanés qui se produisent dans les masses ouvrières et qui peuvent assurer au devenir social une direction conforme aux conceptions de son maître.

(1) Dans les *Insegnamenti sociali della economia contemporanea* (écrits en 1903 et publiés seulement en 1906, Remo Sandron, éd., Palerme), j'ai signalé déjà, mais d'une manière très insuffisante, le rôle que la violence me semblait avoir pour assurer la scission entre le *prolétariat* et la *bourgeoisie* (pp. 53-55).

Le socialisme est une philosophie de l'histoire des institutions contemporaines, et Marx a toujours raisonné en philosophe de l'histoire quand des polémiques personnelles ne l'ont pas entraîné à écrire en dehors des lois de son système.

Le socialiste imagine donc qu'il a été transporté dans un avenir très lointain, en sorte qu'il puisse considérer les événements actuels comme des éléments d'un long développement écoulé et qu'il puisse leur attribuer la couleur qu'ils seront susceptibles d'avoir pour un philosophe futur. Un tel procédé suppose certainement qu'une part très large soit faite aux hypothèses ; mais il n'y a point de philosophie sociale, point de considération sur l'évolution et même point d'action importante dans le présent, sans certaines hypothèses sur l'avenir. Cette étude a pour objet d'approfondir la connaissance des mœurs et non de discuter sur les mérites ou les fautes des personnages marquants ; il faut chercher comment se groupent les sentiments qui dominent dans les masses ; les raisonnements que peuvent faire les moralistes sur les motifs des actions accomplies par les hommes de premier plan et les analyses psychologiques des caractères sont donc fort secondaires ou même tout à fait négligeables.

Il semble cependant qu'il soit plus difficile de raisonner de cette manière quand il s'agit d'actes de violence que dans les autres circonstances. Cela tient à ce que nous avons été habitués à regarder le complot comme étant le type de la violence ou comme une *anticipation d'une révolution* ; nous sommes ainsi amenés à nous demander si certains actes criminels ne pourraient pas devenir héroïques, ou du moins méritoires, en raison

des conséquences que leurs auteurs espéraient en voir sortir pour le bonheur de leurs concitoyens. L'attentat individuel a rendu des services assez grands à la démocratie pour que celle-ci ait sacré grands hommes des gens qui, au péril de leur vie, ont essayé de la débarrasser de ses ennemis ; elle l'a fait d'autant plus volontiers que ces grands hommes n'étaient plus là quand arriva l'heure de partager les dépouilles de la victoire ; et l'on sait que les morts obtiennent plus facilement l'admiration que les vivants.

Chaque fois donc qu'il se produit un attentat, les docteurs ès sciences éthico-sociales qui pullulent dans le journalisme, se livrent à de hautes considérations pour savoir si l'acte criminel peut être excusé, parfois même justifié, au point de vue d'une très haute justice. Toute la casuistique, tant de fois reprochée aux jésuites, fait alors irruption dans la presse démocratique.

Il ne me paraît pas inutile de signaler ici une note qui a paru dans l'*Humanité* du 18 février 1905, sur l'assassinat du grand-duc Serge ; l'auteur n'est pas, en effet, un de ces vulgaires blocards dont l'intelligence est à peine supérieure à celle des négritos ; c'est une lumière de l'Université française : Lucien Herr est du nombre des hommes qui doivent savoir ce qu'ils entendent dire. Le titre : *Les justes représailles*, nous avertit que la question va être traitée du point de vue d'une grande morale ; c'est le *jugement du monde* (1) qui va être prononcé. L'auteur recherche scrupuleusement les respon-

(1) Cette expression n'est pas trop forte, attendu que l'auteur s'est surtout occupé d'études sur Hegel.

sabilités, calcule l'équivalence qui doit exister entre le crime et l'expiation, remonte aux fautes primitives qui ont engendré en Russie une suite de violences ; tout cela, c'est de la philosophie de l'histoire suivant les plus purs principes du maquis corse : c'est une psychologie de la vendetta. Enlevé par le lyrisme de son sujet, Lucien Herr conclut en style de prophète : « Et la bataille se poursuivra ainsi, dans les souffrances et dans le sang, abominable et odieuse, jusqu'au *jour inéluctable*, au jour prochain où le trône lui-même, le trône meurtrier, le trône amonceleur de crimes, s'écroulera dans la fosse aujourd'hui creusée. » Cette prophétie ne s'est pas réalisée ; mais c'est le vrai caractère des grandes prophéties de ne jamais se réaliser : le *trône meurtrier* est beaucoup plus solide que la caisse de l'*Humanité*. Et d'ailleurs, après tout, qu'est-ce que tout cela nous apprend ?

L'historien n'a pas à délivrer des prix de vertu, à proposer des projets de statues, à établir un catéchisme quelconque ; son rôle est de comprendre ce qu'il y a de moins individuel dans les événements ; les questions qui intéressent les chroniqueurs et passionnent les romanciers sont celles qu'il laisse le plus volontiers de côté. Il ne s'agit pas ici de justifier *les violents*, mais de savoir quel rôle appartient à *la violence des masses ourrières* dans le socialisme contemporain.

Il me semble que beaucoup de socialistes se posent très mal la question de la violence ; j'en ai pour preuve un article publié dans le *Socialiste* du 21 octobre 1905, par Rappoport : l'auteur, qui a écrit un livre sur la philo-

sophie de l'histoire (1), aurait dû, semble-t-il, raisonner en examinant la portée lointaine des événements ; tout au contraire, il les considère sous leur aspect le plus immédiat, le plus mesquin et, par suite, le moins historique. D'après lui, le syndicalisme tend nécessairement à l'opportunisme ; comme cette loi ne semble pas se vérifier en France, il ajoute : « Si dans quelques pays latins, il a des allures révolutionnaires, c'est de la pure apparence. Il y erie plus haut, mais c'est toujours pour demander des réformes dans les cadres de la société actuelle. C'est un réformisme à coups de poing, mais c'est toujours du réformisme. »

Ainsi, il y aurait deux réformismes : l'un, patronné par le *Musée social*, la Direction du Travail et Jaurès, qui opère à l'aide d'objurgations à la justice éternelle, de maximes et de demi-mensonges ; l'autre qui opère à coups de poing ; celui-ci serait seul à la portée des gens grossiers qui n'ont pas été encore touchés par la grâce de la haute économie sociale. Les *braves gens*, les démocrates dévoués à la cause des Droits de l'homme et des devoirs du délateur, les blocards sociologues estiment que la violence disparaîtra lorsque l'éducation populaire sera plus avancée ; ils recommandent donc de multiplier les cours et conférences ; ils espèrent noyer le syndicalisme révolutionnaire dans la salive de messieurs les professeurs. Il est assez singulier qu'un révolutionnaire, tel que Rappoport, tombe d'accord avec les *braves gens* et leurs acolytes sur l'appréciation du sens du syndicalisme ; cela ne peut s'expliquer

(1) Cf. Rappoport, *La philosophie de l'histoire comme science de l'évolution*.

que si l'on admet que les problèmes relatifs à la violence sont demeurés jusqu'ici très obscurs pour les plus instruits des socialistes.

Il ne faut pas examiner les effets de la violence en partant des résultats immédiats qu'elle peut produire, mais de ses conséquences lointaines. Il ne faut pas se demander si elle peut avoir pour les ouvriers actuels plus ou moins d'avantages directs qu'une diplomatie adroite, mais se demander ce qui résulte de l'introduction de la violence dans les relations du prolétariat avec la société. Nous ne comparons pas deux méthodes de réformisme, mais nous voulons savoir ce qu'est la violence actuelle par rapport à la révolution sociale future.

Plusieurs ne manqueront pas de me reprocher de n'avoir donné aucune indication utile propre à éclairer la tactique : pas de formules, pas de recettes ! mais alors à quoi bon écrire ? Des gens perspicaces diront que ces études s'adressent à des hommes qui vivent en dehors des réalités journalières, du vrai mouvement, c'est-à-dire en dehors des bureaux de rédaction, des parlottes de politiciens ou des antichambres des financiers socialistes. Ceux qui sont devenus savants en se frottant de sociologie belge, m'accuseront d'avoir l'esprit plutôt tourné vers la métaphysique (1) que vers la science. Ce sont des opinions qui ne me touchent guère, attendu que

(1) Cette prévision s'est réalisée : car dans un discours du 11 mai 1907, à la Chambre des députés, Jaurès m'a appelé « le métaphysicien du syndicalisme », sans aucun doute avec une intention ironique.

j'ai toujours eu pour habitude de ne tenir aucun compte des manières de voir des personnes qui mettent le comble de la sagesse dans la commune niaiserie et qui admirent surtout les hommes qui parlent ou écrivent sans penser.

Marx aussi fut accusé, par les hauts seigneurs du positivisme, d'avoir fait, dans le *Capital*, de l'économie politique métaphysique ; on s'étonnait « qu'il se fût borné à une simple analyse critique des éléments donnés, au lieu de formuler des recettes » (1). Ce reproche ne semble pas l'avoir beaucoup ému ; dans la préface de son livre, il avait d'ailleurs averti le lecteur qu'il ne déterminerait la position sociale d'aucun pays et qu'il se bornerait à rechercher les lois de la production capitaliste, « les tendances qui se manifestent avec une nécessité de fer » (2).

Il n'est pas nécessaire d'avoir une très grande connaissance de l'histoire pour s'apercevoir que le mystère du mouvement historique n'est intelligible que pour les hommes qui sont placés loin des agitations superficielles : les chroniqueurs et les acteurs du drame ne voient point ce qui sera regardé plus tard comme fondamental ; en sorte que l'on pourrait formuler cette règle d'aspect paradoxal : « Il faut être en dehors pour voir le dedans. » Quand on applique ces principes aux événements contemporains, on risque de passer pour métaphysicien, mais cela n'a point d'importance, car nous ne sommes pas à Bruxelles, savez-vous, sais-tu, pour une fois (3). Quand

(1) *Capital*, trad. franç., tome I, p. 349, col. 2.

(2) *Loc. cit.*, p. 10.

(3) Quelques camarades de Belgique se sont froissés de ces innocentes plaisanteries, que je maintiens cependant : le

on ne veut pas se contenter des aperçus informes formés par le sens commun, il faut bien suivre des procédés tout opposés à ceux des sociologues, qui fondent leur réputation, auprès des sots, grâce à un bavardage insipide et confus ; il faut se placer résolument en dehors des applications immédiates et n'avoir en vue que d'élaborer les notions ; il faut laisser de côté toutes les préoccupations chères aux politiciens. J'espère que l'on reconnaîtra que je n'ai pas manqué à cette règle.

A défaut d'autres qualités, ces réflexions possèdent un mérite qu'on ne leur discutera pas ; il est évident qu'elles sont inspirées par un amour passionné pour la vérité. L'amour de la vérité devient une qualité assez rare ; les blocards la méprisent profondément : les socialistes officiels la regardent comme ayant des tendances anarchiques ; les politiciens et les larbins des politiciens n'ont pas assez d'injures pour les misérables qui préfèrent la vérité aux faveurs du pouvoir. Mais il y a encore des honnêtes gens en France, et c'est uniquement pour eux que j'ai toujours écrit.

Plus j'ai acquis d'expérience et plus j'ai reconnu que la passion pour la vérité vaut mieux que les plus sava-

socialisme belge est surtout connu en France par Vandervelde, personnage encombrant s'il en fut jamais, qui ne peut se consoler d'être né dans un pays trop petit pour son génie, qui vient faire à Paris des conférences sur les sujets les plus divers et auquel on peut reprocher, entre autres choses, de tirer un nombre incalculable de moutures d'un tout petit sac. J'ai déjà eu l'occasion de dire ce que je pensais de lui dans *l'Introduction à l'économie moderne*, pp. 42-49.

tes méthodologies pour étudier les questions historiques ; elle permet de briser les enveloppes conventionnelles ; de pénétrer jusqu'au fond des choses et de saisir la réalité. Il n'y a point de grand historien qui n'ait été tout emporté par cette passion : et, quand on y regarde de près, on voit que c'est elle qui a permis tant d'heureuses intuitions.

..

Je n'ai pas eu la prétention de présenter ici tout ce qu'il y aurait à dire sur la violence, et encore moins de faire une théorie systématique sur la violence. J'ai seulement réuni et révisé une série d'articles qui avaient paru dans une revue italienne, *Il Divenire sociale* (1), qui soutient le bon combat au delà des Alpes contre les exploiters de la crédulité populaire. Ces articles avaient été écrits sans plan d'ensemble ; je n'ai pas essayé de les refaire, parce que je ne savais comment m'y prendre pour donner une allure didactique à un tel exposé ; il m'a semblé même qu'il valait mieux leur conserver leur rédaction débraillée, parce qu'elle serait, peut être plus apte à évoquer des idées. Il faut toujours craindre, quand on aborde des sujets mal connus, de délimiter trop rigoureusement des cadres ; on serait ainsi exposé à fermer la porte à beau-

(1) Les quatre derniers chapitres ont été beaucoup plus développés qu'ils ne l'étaient dans le texte italien. J'ai pu ainsi donner beaucoup plus de place aux considérations philosophiques. Les articles italiens ont été réunis en brochure sous le titre : *Lo sciopero generale e la violenza*, avec une préface de Enrico Leone.

coup de faits nouveaux que des circonstances imprévues ne cessent de faire jaillir. Que de fois les théoriciens du socialisme n'ont-ils pas été déroutés par l'histoire contemporaine ? Ils avaient construit de magnifiques formules, bien frappées, bien symétriques ; mais elles ne pouvaient s'accorder avec les faits ; plutôt que d'abandonner leurs thèses, ils préféraient déclarer que les faits les plus graves étaient de simples anomalies, que la science doit écarter pour comprendre vraiment l'ensemble !

CHAPITRE PREMIER

Lutte de classe et violence

- I. — Luittes des groupes pauvres contre les groupes riches. — Opposition de la démocratie à la division en classes. — Moyens d'acheter la paix sociale. — Esprit corporatif.
- II. — Illusions relatives à la disparition de la violence. — Mécanisme des conciliations et encouragements que celles-ci donnent aux grévistes. — Influence de la peur sur la législation sociale et ses conséquences.

I

Tout le monde se plaint de ce que les discussions relatives au socialisme soient généralement fort obscures : cette obscurité tient, pour une grande partie, à ce que les écrivains socialistes actuels emploient une terminologie qui ne correspond plus généralement à leurs idées. Les plus notables d'entre les gens qui s'intitulent *réformistes*, ne veulent point paraître abandonner certaines phrases qui ont si longtemps servi d'étiquette pour caractériser la littérature socialiste. Lorsque Bernstein, s'apercevant de l'énorme contradiction qui existait entre le langage de la social démocratie et la vraie nature de son activité, engagea ses camarades allemands à avoir le courage de paraî-

tre ce qu'ils étaient en réalité (1), et à reviser une doctrine devenue mensongère, il y eut un cri universel d'indignation contre l'audacieux ; et les réformistes ne furent pas les moins acharnés à défendre les formules anciennes : je me rappelle avoir entendu de notables socialistes français dire qu'ils trouvaient plus facile d'accepter la tactique de Millerand que les thèses de Bernstein.

Cette idolâtrie des mots joue un grand rôle dans l'histoire de toutes les idéologies : la conservation d'un langage marxiste par des gens devenus complètement étrangers à la pensée de Marx, constitue un grand malheur pour le socialisme. Le terme « lutte de classe » est, par exemple, employé de la manière la plus abusive ; tant qu'on ne sera point parvenu à lui rendre un sens parfaitement précis, il faudra renoncer à donner du socialisme une exposition raisonnable.

A. — Aux yeux du plus grand nombre, la lutte des classes est *le principe de la tactique socialiste*. Cela veut dire que le parti socialiste fonde ses succès électoraux sur les hostilités d'intérêts qui existent à l'état aigu entre certains groupes, et qu'au besoin il se chargerait de les rendre plus aiguës ; les candidats demanderont à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre de se regarder comme formant une corporation et ils s'offriront à deve-

(1) Bernstein se plaint de l'avocasserie et du *cant* qui règnent dans la socialdémocratie (*Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, trad. franç., p. 277). Il adresse à la socialdémocratie ces paroles de Schiller : « Qu'elle ose donc paraître ce qu'elle est » (p. 238).

nir les avocats de cette corporation ; grâce à l'influence que peuvent leur donner leurs titres de représentants, ils travailleront à améliorer le sort des déshérités. Nous ne sommes pas fort éloignés ainsi de ce qui se passait dans les cités grecques : les socialistes parlementaires ressemblent beaucoup aux démagogues qui réclamaient constamment l'abolition des dettes, le partage des terres, qui imposaient aux riches toutes les charges publiques, qui inventaient des complots pour pouvoir faire confisquer les grandes fortunes. « Dans les démocraties où la foule peut souverainement faire la loi, dit Aristote, les démagogues, par leurs attaques continuelles contre les riches, divisent toujours la cité en deux camps... Les oligarques devraient renoncer à prêter des serments comme ceux qu'ils prêtent aujourd'hui ; car voici le serment que de nos jours ils ont fait dans quelques Etats : Je serai l'ennemi du peuple et je lui ferai tout le mal que je pourrai lui faire » (1). Voilà certes une lutte entre deux classes aussi nettement caractérisée que possible ; mais il me semble absurde d'admettre que ce fût de cette manière que Marx entendit la lutte de classe dont il faisait l'essence du socialisme.

Je crois que les auteurs de la loi française du 11 août 1848 avaient la tête pleine de ces souvenirs classiques, lorsqu'ils édictèrent une peine contre ceux qui, par des discours ou des articles de journaux, cherchent « à troubler la paix publique, en excitant le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres ». On sortait de la

(1) Aristote. *Politique*, livre VIII, chap. vii, 19.

terrible insurrection du mois de juin et on était persuadé que la victoire des ouvriers parisiens aurait amené, sinon une mise en pratique du communisme, du moins de formidables réquisitions imposées aux riches en faveur des pauvres ; on espérait mettre un terme aux guerres civiles en rendant plus difficile la propagation de *doctrines de haine*, capables de soulever les prolétaires contre les bourgeois.

Aujourd'hui les socialistes parlementaires ne songent plus à l'insurrection : s'ils en parlent encore parfois, c'est pour se donner un air d'importance ; ils enseignent que le bulletin de vote a remplacé le fusil ; mais le moyen de conquérir le pouvoir peut avoir changé sans que les sentiments soient modifiés. La littérature électorale semble inspirée des plus pures doctrines démagogiques : le socialisme s'adresse à tous les mécontents sans se préoccuper de savoir quelle place ils occupent dans le monde de la production : dans une société aussi complexe que la nôtre et aussi sujette aux bouleversements d'ordre économique, il y a un nombre énorme de mécontents dans toutes les classes ; — aussi trouve-t-on souvent des socialistes là où l'on s'attendrait le moins à en rencontrer. Le socialisme parlementaire parle autant de langages qu'il a d'espèces de clientèles. Il s'adresse aux ouvriers, aux petits patrons, aux paysans ; en dépit d'Engels, il s'occupe des fermiers (1) ; tantôt il est

(1) Engels, *La question agraire et le socialisme. Critique du programme du parti ouvrier français*, traduit dans le *Mouvement socialiste*, 43 octobre 1900, p. 453. On a signalé, maintes fois, des candidats socialistes ayant des

patriote, tantôt il déclame contre l'armée. Aucune contradiction ne l'arrête, — l'expérience ayant démontré que l'on peut, au cours d'une campagne électorale, grouper des forces qui devraient être normalement antagonistes d'après les conceptions marxistes. D'ailleurs un député ne peut-il pas rendre des services à des électeurs de toute situation économique ?

Le terme « prolétaire » finit par devenir synonyme d'opprimé ; et il y a des opprimés dans toutes les classes (1) : les socialistes allemands ont pris un extrême intérêt aux aventures de la princesse de Cobourg (2). Un de nos réformistes les plus distingués, Henri Turot, longtemps rédacteur de la *Petite République* (3) et conseiller municipal de Paris, a écrit un livre sur les « prolétaires de l'amour » ; il désigne ainsi les prostituées de bas étage. Si quelque jour l'on donne le droit de suffrage

affiches particulières pour la ville et d'autres pour la campagne.

(1) Gênés par le monopole des agents de change, les *coutissiers* de la Bourse sont ainsi des *prolétaires financiers*, et parmi eux se rencontre plus d'un socialiste admirateur de Jaurès.

(2) Le député socialiste Sudekum, *l'homme le plus élégant de Berlin*, a joué un grand rôle dans l'enlèvement de la princesse de Cobourg ; espérons qu'il n'a pas d'intérêts financiers dans cette *affaire*. Il représentait alors à Berlin le journal de Jaurès.

(3) H. Turot a été assez longtemps rédacteur au journal nationaliste *l'Eclair*, en même temps qu'à la *Petite République*. Lorsque Judet a pris la direction de *l'Eclair*, il a remercié son collaborateur socialiste.

aux femmes, il sera, sans doute, chargé de dresser le cahier des revendications de ce prolétariat spécial.

B. — La démocratie contemporaine se trouve, en France, un peu désorientée par la tactique de la lutte des classes ; c'est ce qui explique pourquoi le socialisme parlementaire ne se fond point dans l'ensemble des partis d'extrême gauche.

Pour comprendre la raison de cette situation, il faut se rappeler le rôle capital que les guerres révolutionnaires ont joué dans notre histoire ; un nombre énorme de nos idées politiques proviennent de la guerre ; la guerre suppose l'union des forces nationales devant l'ennemi et nos historiens français ont toujours traité très durement les insurrections qui gênaient la défense de la patrie. Il semble que notre démocratie soit plus dure pour des révoltés que ne le sont les monarchies ; les Vendéens sont encore dénoncés journellement comme d'infâmes traîtres. Tous les articles publiés par Clemenceau pour combattre les idées de Hervé sont inspirés par la plus pure tradition révolutionnaire, et lui-même le dit clairement. « Je m'en tiens et je m'en tiendrai au patriotisme vieux jeu de nos pères de la Révolution, » et il se moque des gens qui veulent « supprimer les guerres internationales pour nous livrer *en paix aux douceurs de la guerre civile*. » (*Aurore*, 12 mai 1905.)

Pendant assez longtemps, les républicains niaient, en France, les luttes de classes ; ils avaient tant horreur des révoltes, qu'ils ne voulaient pas voir les faits. Jugeant toutes choses au point de vue abstrait de la Déclaration des droits de l'homme, ils disaient que la législation de

1789 avait été faite pour faire disparaître toute distinction de classes dans le droit ; c'est pour cette raison qu'ils s'opposaient aux projets de législation sociale qui, presque toujours, réintroduisent la notion de classe et distinguent parmi les citoyens des groupes qui sont incapables de se servir de la liberté. « La Révolution avait cru supprimer les classes, — écrivait avec mélancolie Joseph Reinach, dans le *Matin* du 19 avril 1895 ; — elles renaissent sous chacun de nos pas... Il est nécessaire de constater ces retours offensifs du passé, mais il ne faut pas s'y résigner ; il faut les combattre » (1)

La pratique électorale a amené beaucoup de républicains à reconnaître que les socialistes obtenaient de grands succès en utilisant les passions de jalousie, de déception ou de haine qui existent dans le monde ; ils ont, dès lors, aperçu la lutte des classes, et beaucoup ont emprunté aux socialistes parlementaires leur jargon : ainsi est né le parti qu'on appelle radical-socialiste. Clemenceau assure même qu'il connaît des *modérés* qui se sont faits socialistes du jour au lendemain : « En France, dit-il, les socialistes que je connais (2) sont d'excellents radicaux qui jugent que les réformes sociales n'avancent pas à leur gré et se disent qu'il est de bonne tactique de réclamer le plus pour avoir le moins. Que de noms et que d'aveux secrets je pourrais citer à l'appui de mon dire ! Ce serait bien inutile, car il n'y a rien de moins mystérieux ». (*Aurore*, 14 août 1905.)

(1) J. Reinach, *Démagogues et socialistes*, p. 198.

(2) Clemenceau connaît, fort bien et d'ancien temps, tous les socialistes du parlement.

Léon Bourgeois — qui n'a pas voulu complètement sacrifier à la nouvelle mode, et qui, peut-être à cause de cela, quitta la Chambre des députés pour entrer au Sénat — disait, au congrès de son parti, en juillet 1905 : « La lutte des classes est un fait, mais un fait cruel. Je ne crois pas que c'est en la prolongeant qu'on arrivera à la solution du problème ; je crois que c'est en la supprimant... en faisant que tous les hommes se considèrent comme des associés à la même œuvre. » Il s'agirait donc de créer législativement la paix sociale, en montrant aux pauvres que le gouvernement n'a pas de plus grand souci que celui d'améliorer leur sort, et en imposant des sacrifices nécessaires aux gens qui possèdent une fortune jugée trop forte pour l'harmonie des classes.

La société capitaliste est tellement riche, et l'avenir lui apparaît sous des couleurs si optimistes qu'elle supporte des charges effroyables sans trop se plaindre : en Amérique, les politiciens gaspillent sans pudeur de gros impôts ; en Europe, les préparatifs militaires engouffrent des sommes tous les jours plus considérables (1) ; la paix sociale peut bien être achetée par quelques sacrifices com-

(1) A la conférence de La Haye, le délégué allemand déclara que son pays supportait facilement les frais de la paix armée ; Léon Bourgeois soutint que la France supportait « aussi allégrement les obligations personnelles et financières que la défense nationale impose à ses citoyens ». Ch. Gniexsse, qui cite ces discours, pense que le tsar avait demandé la limitation des dépenses militaires parce que la Russie n'est pas encore assez riche pour se tenir sur le pied des grands pays capitalistes. (*La France et la paix armée*, p. 45.)

plémentaires (1). L'expérience montre que la bourgeoisie se laisse facilement dépouiller, pourvu qu'on la presse quelque peu et qu'on lui fasse peur de la révolution : le parti qui saura manœuvrer avec le plus d'audace le spectre révolutionnaire, aura l'avenir pour lui ; c'est ce que le parti radical commence à comprendre ; mais si habiles que soient ses clowns, il aura de la peine à en trouver qui sachent éblouir les gros banquiers juifs aussi bien que le font Jaurès et ses amis.

C. — L'organisation syndicale donne une troisième valeur à la lutte des classes. Dans chaque branche de l'industrie, patrons et ouvriers forment des groupes antagonistes, qui ont continuellement des discussions, qui parlementent et qui font des traités. Le socialisme vient apporter sa terminologie de lutte sociale et compliquer ainsi des contestations qui pouvaient rester purement d'ordre privé ; l'exclusivisme corporatif, qui ressemble tant à l'esprit de localité ou à l'esprit de race, s'en trouve consolidé, et ceux qui le représentent aiment à se figurer qu'ils accomplissent un devoir supérieur et font de l'excellent socialisme.

On sait que les plaideurs étrangers à une ville sont généralement fort maltraités par les juges des tribunaux de commerce qui y siègent et qui cherchent à donner raison à leurs confrères. — Les compagnies de chemins

(1) C'est pourquoi Briand disait le 9 juin 1907 à ses électeurs de Saint-Etienne que la République a pris envers les travailleurs un *engagement sacré* relativement aux retraites ouvrières.

de fer payent à des prix fantastiques les terrains dont la valeur est fixée par des jurés recrutés parmi les propriétaires du pays. — J'ai vu les prud'hommes-pêcheurs accabler d'amendes, pour de prétendues contraventions, les marins italiens qui venaient leur faire concurrence, en vertu d'anciens traités. — Beaucoup d'ouvriers sont, de même, disposés à admettre que, dans toutes contestations avec le patron, le travailleur représente la morale et le droit : j'ai entendu un secrétaire de syndicat — si fanatiquement réformiste qu'il déniait le talent oratoire de Guesde — déclarer que nul n'avait autant que lui le sentiment de classe. — parce qu'il raisonnait de la manière que je viens d'indiquer, — et il en concluait que les révolutionnaires n'avaient pas le monopole de la juste conception de la lutte des classes.

On comprend que beaucoup de personnes aient pensé que cet esprit corporatif n'est pas une meilleure chose que l'esprit de clocher et qu'elles aient cherché à le faire disparaître, en employant des procédés fort analogues à ceux qui ont tant atténué, en France, les jalousies qui existaient entre les provinces. Une culture plus générale et la fréquentation des gens d'une autre région annulent rapidement le provincialisme : en amenant les hommes importants des syndicats à se rencontrer souvent avec des patrons et en leur fournissant l'occasion de participer à des discussions d'ordre général dans des commissions mixtes, ne pourrait-on pas faire s'évanouir le sentiment corporatif? — L'expérience a montré que cela était faisable.

II

Les efforts qui ont été tentés pour amener la disparition des causes d'hostilité qui existent dans la société moderne, ont incontestablement abouti à des résultats, — encore que les pacificateurs se soient bien trompés sur la portée de leur œuvre. En montrant à quelques fonctionnaires des syndicats que les bourgeois ne sont pas des hommes aussi terribles qu'ils l'avaient cru, en les comblant de politesses dans des commissions constituées dans les ministères ou au *Musée social*, en leur donnant l'impression qu'il y a une *équité naturelle et républicaine*, supérieure aux haines ou aux préjugés de classe, on a pu changer l'attitude de quelques anciens révolutionnaires (1). Un grand désordre a été jeté dans l'esprit des classes ouvrières, par suite de ces conversions de quelques-uns de leurs anciens chefs ; beaucoup de découragement a remplacé l'ancien enthousiasme chez plus d'un socialiste ; bien des travailleurs se sont demandé si l'organisation syndicale allait devenir une variété de la politique, un moyen d'arriver.

(1) Il y a peu de choses nouvelles sous le soleil en matière de clowneries sociales. Aristote a déjà donné des règles de paix sociale ; il dit que les démagogues « devraient dans leurs harangues ne paraître préoccupés que de l'intérêt des riches, de même que dans les oligarchies, le gouvernement ne devrait sembler avoir en vue que l'intérêt du peuple » (*Loc. cit.*). Voilà un texte que l'on devrait inscrire à la porte des bureaux de la Direction du Travail,

Mais, en même temps que se produisait cette évolution, qui remplit de joie le cœur des pacificateurs, il y a eu une recrudescence d'esprit révolutionnaire dans une partie notable du prolétariat. Depuis que le gouvernement républicain et les philanthropes se sont mis en tête d'éliminer le socialisme, en développant la législation sociale et en modérant les résistances patronales dans les grèves, on a observé que, plus d'une fois, les conflits avaient pris une acuité plus grande qu'autrefois (1). On explique souvent cela en disant qu'il y a là seulement un accident imputable aux anciens errements ; on aime à se bercer de l'espoir que tout marchera parfaitement bien le jour où les industriels auront mieux compris les mœurs de la paix sociale (2). Je crois, au contraire, que nous sommes en présence d'un phénomène qui découle, tout naturellement, des conditions mêmes dans lesquelles s'opère cette prétendue pacification.

J'observe, tout d'abord, que les théories et les agissements des pacificateurs sont fondés sur la notion du devoir et que le devoir est quelque chose de complètement indéterminé, — alors que le droit recherche les déterminations rigoureuses. Cette différence tient à ce que le second trouve une base réelle dans l'économie de la pro-

(1) Cf. G. Sorel, *Insegnamenti sociali*, p. 343.

(2) Dans son discours du 11 mai 1907, Jaurès disait qu'il n'y avait en nulle part autant de violences qu'en Angleterre tant que les patrons et le gouvernement avaient refusé d'accepter les syndicats. « Ils ont cédé ; c'est l'action vigoureuse et robuste, mais légale, ferme et sage. »

duction, tandis que le premier est fondé sur des sentiments de résignation, de bonté, de sacrifice : et qui jugera si celui qui se soumet au devoir a été assez résigné, assez bon, assez sacrifié ? Le chrétien est persuadé que jamais il ne peut parvenir à faire tout ce que lui commande l'Évangile ; quand il est affranchi de tout lien économique (dans le couvent), il invente toute sorte d'obligations pieuses, de manière à rapprocher sa vie de celle du Christ, qui aima les hommes au point d'avoir accepté, pour les racheter, un sort ignominieux.

Dans le monde économique, chacun limite son devoir d'après la répugnance qu'il éprouve à abandonner certains profits ; si le patron estime toujours qu'il a fait tout son devoir, le travailleur sera d'un avis opposé, et aucune raison ne pourra les départager : le premier pourra croire qu'il a été héroïque, et le second pourra traiter ce prétendu héroïsme d'exploitation honteuse.

Pour nos grands pontifes du devoir, le contrat de travail n'est pas une vente : rien n'est simple comme la vente : personne ne se mêle de savoir qui a raison de l'épicier ou du client, quand ils ne sont pas d'accord sur le prix du fromage ; le client va où il trouve à acheter à meilleur compte et l'épicier est obligé de changer ses prix quand sa clientèle l'abandonne. Mais quand il se produit une grève, c'est bien autre chose : les bonnes âmes du pays, les gens de progrès et les amis de la République se mettent à discuter la question de savoir qui des deux parties a raison : *avoir raison, c'est avoir accompli tout son devoir social*. Le Play a donné beaucoup de conseils sur la manière d'organiser le travail en vue de bien remplir le devoir ; mais il ne pouvait fixer l'étendue des

obligations des uns et des autres ; il s'en rapportait au tact de chacun, au sentiment exact du rang, à l'appréciation intelligente des vrais besoins de l'ouvrier par le maître (1).

Les patrons acceptent généralement la discussion sur ce terrain ; aux réclamations des travailleurs, ils répondent qu'ils ont été déjà jusqu'à la limite des faveurs qu'ils peuvent accorder — tandis que les philanthropes se demandent si les prix de vente ne permettraient pas de relever encore un peu les salaires. Une telle discussion suppose que l'on sache jusqu'où devrait aller le devoir social et quels prélèvements le patron doit continuer à faire pour pouvoir *maintenir son rang* : comme il n'y a aucun raisonnement capable de résoudre un tel problème, les *gens sages* proposent que l'on ait recours à un arbitrage ; Rabelais aurait proposé que l'on eût recours au sort des dés. Quand la grève est importante, les députés réclament, à grands cris, une enquête, dans le but de savoir si les chefs d'industrie remplissent bien leurs *fonctions de bons maîtres*.

On arrive à des résultats par cette voie, qui semble cependant si absurde, parce que, d'une part, les grands patrons ont été élevés dans des idées civiques, philanthropiques et religieuses (2), et que, d'autre part, ils ne

(1) Le Play, *Organisation du travail*, chap. II, § 21. D'après lui les forces morales sont plus importantes à considérer que les systèmes que l'on imagine pour régler le salaire d'une manière plus ou moins automatique.

(2) Sur les forces qui tendent à entretenir les sentiments de modération. Cf. les *Insegnamenti sociali*, 3^e partie, chap. V.

peuvent pas se montrer trop récalcitrants lorsque certaines choses leur sont demandées par des personnes occupant une haute situation dans le pays. Les conciliateurs mettent tout leur amour-propre à réussir et ils seraient extrêmement froissés si les chefs d'industrie les empêchaient de faire de la paix sociale. Les ouvriers sont dans une posture plus favorable, parce que le prestige des pacificateurs est bien moindre auprès d'eux qu'auprès des capitalistes : ces derniers cèdent donc beaucoup plus facilement que les ouvriers pour permettre aux bonnes âmes d'avoir la gloire de terminer le conflit. On observe que ces procédés ne réussissent que rarement quand l'affaire est entre les mains d'anciens ouvriers enrichis : les considérations littéraires, morales ou sociologiques touchent fort peu les gens qui ne sont pas nés dans les rangs de la bourgeoisie.

Les personnes qui sont appelées à intervenir de cette manière, dans les conflits, sont induites en erreur par les observations qu'elles font sur certains secrétaires de syndicats, qu'elles trouvent beaucoup moins intransigeants qu'elles ne l'auraient cru et qui leur semblent mûrs pour comprendre la paix sociale. Au cours des séances de conciliation, plus d'un révolutionnaire dévoilant une âme d'aspirant à la petite bourgeoisie, il ne manque pas de gens très intelligents pour s'imaginer que les conceptions socialistes et révolutionnaires ne sont qu'un accident que pourraient écarter de meilleurs procédés à établir dans les rapports entre les classes. Ils croient que le monde ouvrier comprend, tout entier, l'économie sous l'aspect du devoir et se persuadent qu'un

accord se ferait si une meilleure éducation sociale était donnée aux citoyens.

Voyons sous quelles influences se produit l'autre mouvement qui tend à rendre les conflits plus aigus.

Les ouvriers se rendent facilement compte que le travail de conciliation ou d'arbitrage ne repose sur aucune base économique-juridique et leur tactique a été conduite — instinctivement peut-être — en conséquence. Puisque les sentiments et surtout l'amour-propre des pacificateurs sont en jeu, il convient de frapper fortement leurs imaginations et de leur donner l'idée qu'ils ont à accomplir une besogne de Titans ; on accumulera donc les demandes, on fixera les chiffres un peu au hasard, et on ne craindra pas de les exagérer ; souvent le succès de la grève dépendra de l'habileté avec laquelle un syndiqué (qui comprend bien l'esprit de la diplomatie sociale) aura su introduire des réclamations fort accessoires en elles-mêmes, mais capables de donner l'impression que les entrepreneurs d'industrie ne remplissent pas leur devoir social. Bien des fois les écrivains qui s'occupent de ces questions s'étonnent qu'il se passe plusieurs jours avant que les grévistes soient parfaitement fixés sur ce qu'ils doivent réclamer, et que l'on voie à la fin apparaître des demandes dont il n'avait jamais été question au cours des pourparlers antérieurs. Cela s'explique sans difficulté lorsqu'on réfléchit aux conditions bizarres dans lesquelles se fait la discussion entre les intéressés. Je suis surpris qu'il n'y ait pas de professionnels des grèves, qui se chargeraient de dresser les tableaux des revendications ouvrières ; ils obtiendraient d'autant

plus de succès dans les conseils de conciliation, qu'ils ne se laisseraient pas éblouir par les belles paroles aussi facilement que les délégués des ouvriers (1).

Lorsque tout est fini, il ne manque pas d'ouvriers pour se rappeler que les patrons avaient d'abord affirmé que toute concession était impossible : ils sont amenés ainsi à se dire que ceux-ci sont des ignorants ou des menteurs ; ce ne sont pas des conséquences capables de beaucoup développer la paix sociale !

Tant que les travailleurs avaient subi les exigences patronales sans protester, ils avaient cru que la volonté de leurs maîtres était complètement dominée par les nécessités économiques ; ils s'aperçoivent, après la grève, que cette nécessité n'existe point d'une manière bien rigoureuse et que, si une pression énergique est exercée par en bas sur la volonté du maître, cette volonté trouve moyen de se libérer des prétendues entraves de l'économie ; ainsi, en se tenant dans les limites de la pratique, le capitalisme apparaît aux ouvriers comme étant libre, et ils raisonnent comme s'il l'était tout à fait. Ce qui restreint à leurs yeux cette liberté, ce n'est pas la nécessité issue de la concurrence, mais l'ignorance des chefs d'industrie. Ainsi s'introduit la notion de l'infinité de la production, qui est un des postulats de la théorie

(1) La loi française du 27 décembre 1892 semble avoir prévu cette possibilité et elle ordonne que les délégués des comités de conciliation doivent être pris parmi les intéressés ; elle écarte ainsi ces professionnels dont la présence rendrait si précaire le prestige des autorités ou des philanthropes.

de la lutte de classe dans le socialisme de Marx (1).

Pourquoi donc parler de devoir social ? Le devoir se comprend dans une société dont toutes les parties sont étroitement solidaires les unes des autres ; mais si le capitalisme est infini, la solidarité n'est plus fondée sur l'économie et les ouvriers estiment qu'ils seraient dupes s'ils n'exigeaient pas tout ce qu'ils peuvent obtenir ; ils considèrent le patron comme un adversaire avec lequel on traite après une guerre. *Il n'y a pas plus de devoir social qu'il n'y a de devoir international.*

Ces idées-là sont un peu confuses, je le veux bien, dans beaucoup de cerveaux ; mais elles existent d'une manière beaucoup plus stable que ne le pensent les partisans de la paix sociale ; ceux-ci se laissent prendre aux apparences et ne descendent pas jusqu'aux racines obscures qui supportent les tendances socialistes actuelles.

Avant de passer à d'autres considérations, il faut observer que nos pays latins présentent une grande difficulté pour la formation de la paix sociale ; les classes y sont bien plus nettement séparées que dans les pays saxons par des caractères extérieurs ; de telles séparations gênent beaucoup les chefs des syndicats quand ils abandonnent leurs anciennes manières pour prendre rang dans le monde officiel ou philanthropique (2) : ce monde les

(1) G. Sorel, *Insegnamenti sociali*, p. 390, texte français dans le *Mouvement socialiste*, 1^{er} juillet 1905, p. 290.

(2) Toutes les personnes qui ont vu de près les chefs des *trade-unions* sont frappées de l'extrême différence qui existe entre la France et l'Angleterre à ce point de vue : les chefs des *trade-unions* deviennent rapidement des gentlemen sans

accueille avec grand plaisir, depuis qu'on lui a montré que la tactique de l'embourgeoisement progressif des fonctionnaires syndicaux pouvait produire d'excellents résultats ; mais leurs camarades se défient d'eux. Cette défiance est devenue, en France, beaucoup plus vive depuis que beaucoup d'anarchistes sont entrés dans le mouvement syndical ; parce que l'anarchiste a horreur de tout ce qui rappelle les procédés des politiciens, dévorés du besoin de grimper dans les classes supérieures et ayant déjà l'esprit capitaliste alors qu'ils sont encore pauvres (1).

La politique sociale a introduit de nouveaux éléments dont il nous faut maintenant tenir compte. On peut, tout d'abord, observer que les ouvriers *comptent* aujourd'hui dans le monde au même titre que les divers groupes producteurs qui demandent à être protégés ; ils peuvent être traités avec sollicitude tout comme les viticulteurs ou les fabricants de sucre (2). Il n'y a rien

que personne y trouve à redire. (P. de Rousiers, *Le trade-unionisme en Angleterre*, p. 309 et p. 322.) — En corrigeant cette épreuve, je lis un article de Jacques Bardoux signalant qu'un charpentier et un mineur ont été créés chevaliers par Edouard VII. (*Débats*, 16 décembre 1907.)

(1) Il y a un certain nombre d'années, Arsène Dumont a imaginé le terme de *capillarité sociale* pour exprimer la lente ascension des classes. Si le syndicalisme suivait les inspirations des pacificateurs, il serait un puissant agent de capillarité sociale.

(2) On a souvent signalé que l'organisation ouvrière en Angleterre est un simple syndicat d'intérêts, ayant en vue des avantages matériels immédiats. Quelques écrivains sont

de déterminé dans le protectionnisme ; les droits de douane sont fixés de manière à satisfaire les désirs de personnalités très influentes qui veulent accroître leurs revenus : la politique sociale procède de la même manière. Le gouvernement protectionniste prétend avoir des lumières lui permettant de mesurer ce qu'il convient d'accorder à chaque groupe, de défendre les producteurs sans léser les consommateurs ; de même la politique sociale annonce qu'elle prendra en considération les intérêts des patrons et ceux des ouvriers.

Peu de gens, en dehors des Facultés de droit, sont assez naïfs pour croire que l'Etat puisse remplir un tel programme : en fait, les parlementaires se décident de manière à satisfaire partiellement les intérêts les plus influents dans les élections, sans soulever de trop vives protestations des gens sacrifiés. Il n'y a pas d'autre règle que l'intérêt vrai ou présumé des électeurs : tous les jours la commission des douanes remanie ses tarifs et elle déclare qu'elle ne cessera de les remanier tant qu'elle ne sera point parvenue à assurer des prix qu'elle considère comme rémunérateurs, aux gens pour lesquels elle a entrepris d'être une providence : elle a l'œil ouvert sur les opérations des importateurs ; toute baisse de prix éveille son attention et provoque des recherches destinées

très heureux de cette situation, parce qu'ils y voient, avec raison, une difficulté pour la propagande socialiste. *Embellir les socialistes*, même au prix du progrès économique et du salut de la culture de l'avenir, voilà le grand but que se proposent les grands *idéalistes* de la bourgeoisie philanthropique.

à savoir si on ne pourrait pas artificiellement relever les valeurs. La politique sociale se pratique exactement de la même manière : le 27 juin 1905, le rapporteur d'une loi sur la durée du travail dans les mines disait, à la Chambre des députés : « Au cas où l'application de la loi donnerait des déceptions aux ouvriers, *nous avons pris l'engagement* de déposer sans tarder un nouveau projet de loi. » Cet excellent homme parlait exactement comme un rapporteur d'une loi de douane.

Il ne manque pas d'ouvriers qui comprennent parfaitement que tout le fatras de la littérature parlementaire ne sert qu'à dissimuler les véritables motifs qui dirigent les gouvernements. Les protectionnistes réussissent en subventionnant quelques gros chefs de parti ou en entretenant des journaux qui soutiennent la politique de ces chefs de parti ; les ouvriers n'ont pas d'argent, mais ils ont à leur disposition un moyen d'action bien plus efficace ; ils peuvent *faire peur* et, depuis quelques années, ils ne se privent pas de cette ressource.

Lors de la discussion de la loi sur le travail des mines, il a été plusieurs fois question des menaces adressées au gouvernement : le 5 février 1902, le président de la commission disait à la Chambre que le pouvoir avait prêté « une oreille attentive aux bruits du dehors, [qu'il avait été] inspiré par un sentiment de généreuse bienveillance en laissant arriver jusqu'à lui, *quel qu'en fût le ton*, les revendications ouvrières et le long cri de souffrance des ouvriers mineurs. » Un peu plus tard, il ajoutait : « Nous avons fait une œuvre de justice sociale, ... une œuvre de bonté aussi, en allant à ceux qui peinent et qui souffrent comme à des amis uniquement désireux de travailler dans

la paix et à des conditions honorables, et que nous ne devons pas, par une intransigeance brutale et trop égoïste, laisser s'abandonner à des entraînements qui, *pour ne pas être des révoltes*, n'en feraient pas moins des victimes. » Toutes ces phrases embrouillées servaient à dissimuler l'effroyable peur qui étreignait ce député grotesque (1). Dans la séance du 6 novembre 1904, au Sénat, le ministre déclarait que le gouvernement était incapable de céder à des menaces, mais qu'il fallait ouvrir non seulement les oreilles et l'esprit, mais aussi le cœur « aux réclamations respectueuses » (?); — il avait passé quelque peu d'eau sous les ponts depuis le jour où le gouvernement avait promis la loi sous la menace de la grève générale (2).

Je pourrais choisir d'autres exemples, pour montrer que le facteur le plus déterminant de la politique sociale est la poltronnerie du gouvernement. Cela s'est manifesté, de la manière la plus ostensible, dans des discussions récentes relatives à la suppression des bureaux de placement et à la loi qui a porté devant les tribunaux civils les appels des décisions rendues par les prud'hommes. Presque tous les chefs des syndicats savent tirer un excellent parti de cette

(1) Cet imbécile est devenu ministre du Commerce. Tous ses discours sur cette question sont pleins de galimatias : il a été médecin aliéniste et a, peut-être, été influencé par la logique et le langage de ses clients.

(2) Le ministre déclarait qu'il faisait de la « véritable démocratie » et que c'est faire de la démagogie que « d'obéir à des pressions extérieures, à des sommations hantaines qui ne sont, la plupart du temps, que des surenchères et des appâts grossiers s'adressant à la crédulité de gens dont la vie est pénible. »

situation et ils enseignent aux ouvriers qu'il ne s'agit pas d'aller demander des faveurs, mais qu'il faut profiter de la *lâcheté bourgeoise* pour imposer la volonté du prolétariat. Il y a trop de faits venant à l'appui de cette tactique pour qu'elle ne prenne pas racine dans le monde ouvrier.

Une des choses qui me paraissent avoir le plus étonné les travailleurs, au cours de ces dernières années, a été la timidité de la force publique en présence de l'émeute : les magistrats qui ont le droit de requérir l'emploi de la troupe, n'osent pas se servir de leur pouvoir jusqu'au bout et les officiers acceptent d'être injuriés et frappés avec une patience qu'on ne leur connaissait pas jadis. Il est devenu évident, par une expérience qui ne cesse de s'affirmer, que la violence ouvrière possède une efficacité extraordinaire dans les grèves : les préfets, redoutant d'être amenés à faire agir la force légale contre la violence insurrectionnelle, pèsent sur les patrons pour les forcer à céder ; la sécurité des usines est, maintenant, considérée comme une faveur dont le préfet peut disposer à son gré ; en conséquence, il dose l'emploi de sa police pour intimider les deux parties et les amener, plus adroitement, à un accord.

Il n'a pas fallu beaucoup de temps aux chefs des syndicats pour bien saisir cette situation, et il faut reconnaître qu'ils se sont servis de l'arme qu'on mettait entre leurs mains avec un rare bonheur. Ils s'efforcent d'intimider les préfets par des démonstrations populaires qui seraient susceptibles d'amener des conflits graves avec la police et ils préconisent une action tumultuaire comme étant le moyen le plus efficace d'obtenir des concessions. Il est rare qu'au bout de quelque temps l'administra-

tion, obsédée et effrayée, n'intervienne pas auprès des chefs d'industrie et ne leur impose pas une transaction, qui devient un encouragement pour les propagandistes de la violence.

Que l'on approuve ou que l'on condamne ce qu'on appelle la *méthode directe et révolutionnaire*, il est évident qu'elle n'est pas près de disparaître ; dans un pays aussi belliqueux que la France, il y a des raisons profondes qui assureraient à cette méthode une sérieuse popularité, alors même que tant d'exemples ne montreraient pas sa prodigieuse efficacité. C'est le grand fait social de l'heure actuelle et il faut chercher à en comprendre la portée.

Je ne puis m'empêcher de noter ici une réflexion que faisait Clemenceau à propos de nos relations avec l'Allemagne, et qui convient tout aussi bien aux conflits sociaux quand ils prennent l'aspect violent (qui semble devoir devenir de plus en plus général au fur et à mesure qu'une bourgeoisie lâche poursuit davantage la chimère de la paix sociale) : « Il n'y a pas de meilleur moyen, disait-il, [que la politique de concessions à perpétuité] d'engager la partie adverse à demander toujours davantage. Tout homme ou toute puissance, dont l'action consiste uniquement à céder, ne peut aboutir ainsi qu'à se retrancher de l'existence. Qui vit, résiste ; qui ne résiste pas se laisse dépecer par morceaux. » (*Aurore*, 13 août 1905.)

Une politique sociale fondée sur la lâcheté bourgeoise, qui consiste à toujours céder devant la menace de violences, ne peut manquer d'engendrer l'idée que la bour-

geoisie est condamnée à mort et que sa disparition n'est plus qu'une affaire de temps. Chaque conflit qui donne lieu à des violences devient ainsi un combat d'avant-garde, et personne ne saurait prévoir ce qui peut sortir de tels engagements ; la grande bataille a beau fuir : en l'espèce, chaque fois qu'on en vient aux mains, c'est la grande *bataille napoléonienne* (celle qui écrase définitivement les vaincus) que les grévistes espèrent voir commencer ; ainsi s'engendre, par la pratique des grèves, la notion d'une révolution catastrophique.

Un bon observateur du mouvement ouvrier contemporain a exprimé les mêmes idées : « Comme leurs ancêtres, [les révolutionnaires français] sont pour la lutte, pour la conquête ; ils veulent par la force accomplir de grandes œuvres. Seulement, la guerre de conquête ne les intéresse plus. Au lieu de songer au combat, ils songent maintenant à la grève ; au lieu de mettre leur idéal dans la bataille contre les armées de l'Europe, ils le mettent dans la grève générale où s'anéantirait le régime capitaliste (1). »

Les théoriciens de la paix sociale ne veulent pas voir ces faits qui les gênent ; ils ont sans doute honte d'avouer leur poltronnerie, de même que le gouvernement a honte d'avouer qu'il fait de la politique sociale sous la menace de troubles. Il est curieux que des gens qui se vantent d'avoir lu Le Play, n'aient pas observé que celui-ci avait sur les conditions de la paix sociale une toute autre conception que ses successeurs imbéciles. Il supposait l'exis-

(1) Ch. Guicysse, *op. cit.*, p. 425.

tence d'une bourgeoisie grave dans ses mœurs, pénétrée du sentiment de sa dignité et ayant l'énergie nécessaire pour gouverner le pays sans avoir recours à la vieille bureaucratie traditionnelle. A ces hommes qui disposaient de la richesse et du pouvoir, il prétendait enseigner le *devoir social envers leurs sujets*. Son système supposait une autorité indiscutée ; on sait qu'il déplorait comme scandaleuse et dangereuse la licence de la presse telle qu'elle existait sous Napoléon III ; ses réflexions à ce sujet font quelque peu sourire ceux qui comparent les journaux de ce temps à ceux d'aujourd'hui (1). Personne de son temps n'eût compris qu'un grand pays acceptât la paix à tout prix ; son point de vue ne différerait pas beaucoup là dessus de celui de Clemenceau. Il n'avait jamais admis que l'on pût avoir la lâcheté et l'hypocrisie de décorer du nom de devoir social la poltronnerie d'une bourgeoisie incapable de se défendre.

La lâcheté bourgeoise ressemble fort à celle du parti libéral anglais qui proclame à tout instant son absolue confiance dans l'arbitrage entre nations : l'arbitrage donne presque toujours des résultats désastreux pour

(1) Parlant des élections de 1869, il disait qu'on avait alors « employé des violences de langage que la France n'avait pas encore entendues, même aux plus mauvais jours de la révolution ». (*Organisation du travail*, 3^e édition, p. 340.) Il s'agit évidemment de la révolution de 1848. En 1873 il déclarait que l'empereur n'avait pas eu à se louer d'avoir abrogé le système de contrainte imposé à la presse avant d'avoir réformé les mœurs du pays. (*Réforme sociale en France*, 5^e édition, tome III, p. 356.)

l'Angleterre (1), mais ces *braves gens* aiment mieux payer, ou même compromettre l'avenir de leur pays, que d'affronter les horreurs de la guerre. Le parti libéral anglais a toujours le mot *justice* à la bouche, absolument comme notre bourgeoisie ; on pourrait se demander si toute la haute morale des grands penseurs contemporains ne serait pas fondée sur une dégradation du sentiment de l'honneur.

(1) Sumner Maine observait, il y a longtemps déjà, que l'Angleterre a le sort des plaideurs peu sympathiques. (*Le droit international*, trad. franç., p. 279). Beaucoup d'Anglais croient qu'en humiliant leur pays ils deviendront plus sympathiques ; ce n'est pas bien démontré.

CHAPITRE II

La décadence bourgeoise et la violence

- I. — Parlementaires ayant besoin de faire peur. — Les méthodes de Parnell. — Casuistique : identité fondamentale des groupes de socialisme parlementaire.
- II. — Dégénérescence de la bourgeoisie par la paix. — Conceptions de Marx sur la nécessité. — Rôle de la violence pour restaurer les anciens rapports sociaux.
- III. — Relation entre la révolution et la prospérité économique. — Révolution française. — Conquête chrétienne. — Invasion des Barbares. — Dangers qui menacent le monde.

I

On éprouve beaucoup de peine à comprendre la violence prolétarienne quand on essaie de raisonner au moyen des idées que la philosophie bourgeoise a répandues dans le monde : suivant cette philosophie, la violence serait un reste de la barbarie et elle serait appelée à disparaître sous l'influence du progrès des lumières. Il est donc tout naturel que Jaurès, nourri d'idéologie bourgeoise, ait un profond mépris pour les gens qui vantent la violence prolétarienne ; il s'étonne de voir des socialistes instruits marcher d'accord avec les syndicalistes ; il se demande par quel prodige de mauvaise foi des hom-

mes qui ont fait leurs preuves comme penseurs, peuvent accumuler des *sophismes* en vue de donner une apparence raisonnable aux *rêveries de personnages grossiers qui ne pensent pas* (1). Cette question tourmente fort les amis de Jaurès, qui traitent volontiers de démagogues les représentants de la *nouvelle école*, et les accusent de chercher les applaudissements de masses impulsives.

Les socialistes parlementaires ne peuvent comprendre les fins que poursuit la *nouvelle école* ; ils se figurent que tout le socialisme se ramène à la recherche des moyens d'arriver au pouvoir. Les gens de la *nouvelle école* voudraient-ils, par hasard, faire de la surenchère pour capter la confiance de naïfs électeurs et subtiliser les sièges aux socialistes nantis ? L'apologie de la violence pourrait encore avoir un très fâcheux résultat, en dégoûtant les ouvriers de la politique électorale, ce qui tendrait à faire perdre leurs chances aux candidats socialistes, en multipliant les abstentions ! Voudrait-on faire revivre les guerres civiles ? Cela paraît insensé à nos grands hommes d'État.

La guerre civile est devenue bien difficile depuis la découverte des nouvelles armes à feu et depuis le percement des voies rectilignes dans les métropoles (2). Les

(1) Il paraît que c'est en ces termes que l'on parle du mouvement prolétarien dans le beau monde du socialisme raffiné.

(2) Cf. les réflexions d'Engels dans la préface à la réédition qu'il fit en 1895 d'articles de Marx sous le titre *Luttes des classes en France de 1848 à 1850*. Cette préface manque dans la traduction française. Dans l'édition allemande il y a une coupure, les chefs de la social démocratie n'ayant pas trouvé certaines phrases d'Engels suffisamment politiques.

récentes affaires de Russie semblent même avoir montré que les gouvernements peuvent compter, beaucoup plus qu'on ne supposait, sur l'énergie des officiers : presque tous les hommes politiques français avaient prophétisé la chute imminente du tsarisme, au moment des défaites de Mandchourie ; mais l'armée russe n'a point manifesté, en présence des émeutes, la mollesse qu'avait eue l'armée française durant nos révolutions ; la répression a été, presque partout, rapide, efficace ou même impitoyable. Les discussions qui ont eu lieu au congrès des social démocrates, réunis à Iéna, montrent que les socialistes parlementaires ne comptent plus du tout sur une lutte armée pour s'emparer de l'Etat.

Est-ce à dire qu'ils soient complètement ennemis de la violence ? Il ne serait pas dans leur intérêt que le peuple fût tout à fait calme ; il leur convient qu'il y ait une certaine agitation ; mais il faut qu'elle soit contenue en de justes limites et contrôlée par les politiciens. Jaurès fait, quand il juge cela utile pour ses intérêts, des avances à la Confédération du Travail (1) ; il recommande parfois à ses pacifiques commis de remplir son journal de phrases révolutionnaires ; il est passé maître dans l'art d'utiliser les colères populaires. Une agitation, sagement canalisée, est extrêmement utile aux socialistes parlementaires, qui se vantent, auprès du gouvernement et de la riche bourgeoisie, de savoir modérer la révolution ; ils peuvent ainsi faire réussir les affaires financières auxquelles ils

(1) Suivant les besoins, il est pour ou contre la grève générale. D'après quelques-uns il vota pour la grève générale au congrès international de 1900, d'après d'autres il s'abstint.

s'intéressent, faire obtenir de menues faveurs à beaucoup d'électeurs influents, et faire voter des lois sociales pour se donner de l'importance dans l'opinion des nigauds qui s'imaginent que ces socialistes sont de grands réformateurs du droit. Il faut, pour que cela réussisse, qu'il y ait toujours un peu de mouvement et qu'on puisse faire peur aux bourgeois.

On conçoit qu'il pourrait s'établir une diplomatie régulière entre le parti socialiste et l'Etat, chaque fois qu'un conflit économique s'élèverait entre ouvriers et patrons ; deux *pouvoirs* régleraient le différend particulier. En Allemagne, le gouvernement entre en négociations avec l'Eglise chaque fois que les cléricaux gênent l'administration. On a souvent engagé les socialistes à imiter Parnell qui avait su imposer, si souvent, sa volonté à l'Angleterre. La ressemblance avec Parnell est d'autant plus grande que l'autorité de celui-ci ne reposait pas seulement sur le nombre de voix dont il disposait, mais, aussi et principalement, sur la terreur que tous les Anglais éprouvaient à la seule annonce de mouvements agraires en Irlande. Un peu de violences, contrôlées par un groupe parlementaire, servait fort la politique parnellienne, comme elle sert aussi la politique de Jaurès. Dans un cas comme dans l'autre, un groupe parlementaire *vend la tranquillité aux conservateurs*, qui n'osent faire régner leur droit.

Cette diplomatie est difficile à conduire et on ne voit pas que les Irlandais, après la mort de Parnell, aient réussi à la continuer avec le même succès que de son temps. En France, elle présente une difficulté toute particulière, parce que, nulle part peut-être, le monde ouvrier n'est

plus difficile à diriger : il est assez aisé de soulever des colères populaires, mais il est malaisé de les faire cesser. Tant qu'il n'y aura point de très riches syndicats, fortement centralisés, dont les chefs seront en relations suivies avec les hommes politiques (1), il ne sera point possible de savoir jusqu'où peut aller la violence. Jaurès voudrait bien qu'il existât de telles sociétés ouvrières, car le jour où le grand public s'apercevrait qu'il n'est pas en mesure de modérer la révolution, son prestige disparaîtrait en un instant.

Tout devient question d'appréciation, de mesure, d'opportunité ; il faut beaucoup de finesse, de tact et d'audace calme pour conduire une pareille diplomatie : faire croire aux ouvriers que l'on porte le drapeau de la révolution, à la bourgeoisie qu'on arrête le danger qui la menace, au pays que l'on représente un courant d'opinion irrésistible. La grande masse des électeurs ne comprend rien à ce qui se passe en politique et n'a aucune intelligence de l'histoire économique ; elle est du côté qui lui semble renfermer la force ; et on obtient d'elle tout ce qu'on veut, lorsqu'on peut lui prouver qu'on est assez fort pour faire capituler le gouvernement. Mais il ne faut pas cependant aller trop loin, parce que la bourgeoisie pourrait se réveiller et le pays pourrait se donner à un homme d'Etat résolument

(1) Gambetta se plaignait de ce que le clergé français fût « acéphale » ; il aurait voulu qu'il se formât dans son sein une élite avec laquelle le gouvernement pût discuter (Garilhe. *Le clergé séculier français au XIX^e siècle*, p. 88-89.) Le syndicalisme n'a pas de tête avec laquelle on puisse faire utilement de la diplomatie.

conservateur. Une violence prolétarienne qui échappe à toute appréciation, à toute mesure, à toute opportunité, peut tout mettre en question et ruiner la diplomatie socialiste.

Cette diplomatie se joue à tous les degrés : avec le gouvernement, avec les chefs de groupes dans le parlement, avec les électeurs influents. Les politiciens cherchent à tirer le meilleur parti possible des forces discordantes qui se présentent sur le terrain politique.

Le socialisme parlementaire éprouve un certain embarras du fait que le socialisme s'est affirmé, à l'origine, par des principes absolus, et a fait appel, pendant longtemps, aux mêmes sentiments de révolte que le parti républicain le plus avancé. Ces deux circonstances empêchent de suivre une politique particulariste, comme celle que Charles Bonnier a recommandée souvent : cet écrivain, qui a été longtemps le principal théoricien du parti guesdiste, voudrait que les socialistes suivissent exactement l'exemple de Parnell, qui négociait avec les partis anglais sans jamais s'inféoder à l'un d'eux ; on pourrait, de même, s'entendre avec les conservateurs, si ceux-ci s'engageaient à accorder aux prolétaires des conditions meilleures que les radicaux. (*Socialiste*, 27 août 1905.) Cette politique a paru scandaleuse à beaucoup de personnes. Bonnier a dû atténuer sa thèse : il s'est contenté de demander que l'on agisse au mieux des intérêts du prolétariat (17 septembre 1905) ; mais comment savoir où sont ces intérêts, quand on ne prend plus pour règle unique et absolue le principe de la lutte de classe ?

Les socialistes parlementaires croient posséder des lumières spéciales qui leur permettent de tenir compte

non seulement des avantages matériels et immédiats recueillis par la classe ouvrière, mais encore des raisons morales qui obligent le socialisme à faire partie de la grande famille républicaine. Leurs congrès s'épuisent à combiner des formules destinées à régler la diplomatie socialiste, à dire quelles alliances sont permises et quelles sont défendues, à concilier le principe abstrait de la lutte de classe (que l'on tient à garder verbalement) avec la réalité de l'accord des politiciens. Une pareille entreprise est une insanité ; aussi aboutit-elle à des équivoques, quand elle n'oblige pas les députés à des attitudes d'une déplorable hypocrisie. Il faut, chaque année, remettre les problèmes en discussion, parce que toute diplomatie comporte une souplesse d'allures incompatible avec l'existence de statuts parfaitement clairs.

La casuistique, dont Pascal s'est tant moqué, n'était pas plus subtile et plus absurde que celle que l'on retrouve dans les polémiques entre ce qu'on nomme les *écoles socialistes* : Escobar aurait eu quelque peine à se reconnaître au milieu des distinctions de Jaurès ; la théologie morale des *socialistes sérieux* n'est pas une des moindres bouffonneries de notre temps.

Toute théologie morale se divise nécessairement en deux tendances : il y a des casuistes pour dire qu'il faut se contenter des opinions ayant une légère probabilité ; d'autres veulent qu'on adopte toujours l'avis le plus sévère et le plus sûr. Cette distinction ne pouvait manquer de se rencontrer chez nos socialistes parlementaires. Jaurès tient pour la méthode douce et conciliante, pourvu qu'on trouve moyen de l'accorder, tant bien que mal,

avec les principes et qu'elle ait pour elle quelques autorités respectables ; c'est un *probabiliste* dans toute la force du terme, — ou même un *laxiste*. Vaillant recommande la méthode forte et batailleuse qui, à son avis, s'accorde seule avec la lutte de classe et qui a pour elle l'opinion unanime de tous les anciens maîtres ; c'est un *tutoriste* et une sorte de janséniste.

Jaurès croit, sans doute, agir pour le plus grand bien du socialisme, comme les casuistes relâchés croyaient être les meilleurs et les plus utiles défenseurs de l'Eglise ; ils empêchaient, en effet, les chrétiens faibles de tomber dans l'irreligion et les amenaient à pratiquer les sacrements, — exactement comme Jaurès empêche les riches Intellectuels, venus au socialisme par le dreyfusisme, de reculer d'horreur devant la lutte de classe et les amène à commanditer les journaux du parti. A ses yeux, Vaillant est un rêveur, qui ne voit pas la réalité du monde, qui se grise avec les chimères d'une insurrection devenue impossible et qui ne comprend point les beaux avantages que peut tirer du suffrage universel un politicien rouhlard.

Entre ces deux méthodes, il n'y a qu'une différence de degré et non une différence de nature, comme le croient ceux des socialistes parlementaires qui s'intitulent révolutionnaires. Jaurès a, sur ce point, une grande supériorité sur ses adversaires, car il n'a jamais mis en doute l'identité fondamentale des deux méthodes.

Les deux méthodes supposent, toutes les deux, une société bourgeoise entièrement disloquée, des classes riches ayant perdu tout sentiment de leur intérêt de classe, des hommes disposés à suivre, en aveugles, les

impulsions de gens qui ont pris à l'entreprise la direction de l'opinion. L'affaire Dreyfus a montré que la bourgeoisie éclairée était dans un étrange état mental : des personnages qui avaient, longtemps et bruyamment, servi le parti conservateur, se sont mis à faire campagne à côté d'anarchistes, ont pris part à de violentes attaques contre l'armée ou se sont même enrôlés définitivement dans le parti socialiste ; d'autre part, des journaux qui font profession de défendre les institutions traditionnelles, traînaient dans la boue les magistrats de la Cour de cassation. Cet épisode étrange de notre histoire contemporaine a mis en évidence l'état de dislocation des classes.

Jaurès, qui avait été si fort mêlé à toutes les péripéties du dreyfusisme, avait rapidement jugé l'âme de la haute bourgeoisie, dans laquelle il n'avait pu encore pénétrer. Il a vu que cette haute bourgeoisie est d'une ignorance affreuse, d'une niaiserie béate et d'une impuissance politique absolue ; il a reconnu qu'avec des gens qui n'entendent rien aux principes de l'économie capitaliste, il est facile de pratiquer une politique d'entente sur la base d'un socialisme extrêmement large ; il a apprécié dans quelle mesure il fallait mêler : les flatteries à l'intelligence supérieure des imbéciles qu'il s'agit de séduire, les appels aux sentiments désintéressés des spéculateurs qui se piquent d'avoir inventé l'idéal, les menaces de révolution, — pour devenir le maître de gens dépourvus d'idées. L'expérience a montré qu'il avait une très remarquable intuition des forces qui existent, à l'heure actuelle, dans le monde bourgeois. Vaillant, au contraire, connaît très médiocrement ce monde ; il

croit que la seule arme à employer pour faire marcher la bourgeoisie est la peur ; sans doute, la peur est une arme excellente, mais elle pourrait provoquer une résistance obstinée si l'on dépassait une certaine mesure. Vaillant n'a pas, dans l'esprit, les remarquables qualités de souplesse et peut être même de duplicité paysanne qui brillent chez Jaurès et qui l'ont fait souvent comparer à un merveilleux marchand de bestiaux.

Plus on examine de près l'histoire de ces dernières années, plus on reconnaît que les discussions sur les deux méthodes sont puériles : les partisans des deux méthodes sont également opposés à la violence prolétarienne, parce que celle-ci échappe au contrôle de gens dont la profession est de faire de la politique parlementaire. Le syndicalisme révolutionnaire n'a pas à recevoir l'impulsion des socialistes dits révolutionnaires du parlement.

II

Les deux méthodes du socialisme officiel supposent une même donnée historique. Sur la dégénérescence de l'économie capitaliste se greffe l'idéologie d'une classe bourgeoise timorée, humanitaire et prétendant affranchir sa pensée des conditions de son existence ; la race des chefs audacieux qui avaient fait la grandeur de l'industrie moderne, disparaît pour faire place à une aristocratie ultra-policée, qui demande à vivre en paix. Cette dégé-

nérescence comble de joie nos socialistes parlementaires. Leur rôle serait nul s'ils avaient devant eux une bourgeoisie qui serait lancée, avec énergie, dans les voies du progrès capitaliste, qui regarderait comme une honte la timidité et qui se flatterait de penser à ses intérêts de classe. Leur puissance est énorme en présence d'une bourgeoisie devenue à peu près aussi bête que la noblesse du XVIII^e siècle. Si l'abrutissement de la haute bourgeoisie continue à progresser d'une manière régulière, à l'allure qu'il a prise depuis quelques années, nos socialistes officiels peuvent raisonnablement espérer atteindre le but de leurs rêves et coucher dans des hôtels somptueux.

Deux accidents sont seuls capables, semble-t-il, d'arrêter ce mouvement : une grande guerre étrangère qui pourrait retremper les énergies et qui, en tout cas, amènerait, sans doute, au pouvoir des hommes ayant la volonté de gouverner (1) ; ou une grande extension de la violence prolétarienne qui ferait voir aux bourgeois la réalité révolutionnaire et les dégoûterait des platitudes humanitaires avec lesquelles Jaurès les endort. C'est en vue de ces deux grands dangers que celui-ci déploie toutes ses ressources d'orateur populaire : il faut maintenir la paix à tout prix ; il faut mettre une limite aux violences prolétariennes.

Jaurès est persuadé que la France serait parfaitement heureuse le jour où les rédacteurs de son journal et ses commanditaires pourraient puiser librement dans la

(1) Cf. G. Sorel, *Insegnamenti sociali*, p. 388. L'hypothèse d'une grande guerre européenne semble peu vraisemblable à l'heure présente.

caisse du Trésor public ; c'est le cas de répéter un proverbe célèbre : « Quand Auguste avait bu, la Pologne était ivre. » Un tel gouvernement socialiste ruinerait, sans doute, le pays qui serait administré avec le même souci de l'ordre financier qu'a été administrée l'*Humanité* ; mais qu'importe l'avenir du pays pourvu que le nouveau régime procure du bon temps à quelques professeurs qui s'imaginent avoir inventé le socialisme et à quelques financiers dreyfusards ?

Pour que la classe ouvrière pût accepter aussi cette *dictature de l'incapacité*, il faudrait qu'elle fût devenue aussi bête que la bourgeoisie et qu'elle eût perdu toute énergie révolutionnaire, en même temps que ses maîtres auraient perdu toute énergie capitaliste. Un tel avenir n'est pas impossible et l'on travaille avec ardeur à abrutir les ouvriers dans ce but. La Direction du Travail et le *Musée social* s'appliquent, de leur mieux, à cette merveilleuse besogne d'éducation idéaliste, que l'on décore des noms les plus pompeux et que l'on présente comme une œuvre de civilisation du prolétariat. Les syndicalistes gênent beaucoup nos idéalistes professionnels et l'expérience montre qu'une grève suffit parfois à ruiner tout le *travail d'éducation* que les fabricants de paix sociale ont patiemment conduit durant plusieurs années.

Pour bien comprendre les conséquences du régime si singulier au milieu duquel nous vivons, il faut se reporter aux conceptions que se faisait Marx sur le passage du capitalisme au socialisme. Ces conceptions sont bien connues ; mais il faut cependant y revenir continuellement, parce qu'elles sont souvent oubliées, ou tout au moins

mal appréciées par les écrivains officiels du socialisme ; il est nécessaire d'y insister avec force chaque fois que l'on a à raisonner sur la transformation antimarxiste que subit le socialisme contemporain.

Suivant Marx, le capitalisme est entraîné, en raison des lois intimes de sa nature, dans une voie qui conduit le monde actuel aux portes du monde futur, avec l'extrême rigueur que comporte une évolution de la vie organique. Ce mouvement comprend une longue construction capitaliste et il se termine par une rapide destruction qui est l'œuvre du prolétariat. Le capitalisme crée : l'héritage que recevra le socialisme, les hommes qui supprimeront le régime actuel et les moyens de produire cette destruction, — en même temps que s'opère la conservation des résultats acquis (1). Le capitalisme engendre les nouvelles manières de travailler ; il jette la classe ouvrière dans des organisations de révolte par la compression qu'il exerce sur le salaire ; il restreint sa propre base politique par la concurrence qui élimine constamment des chefs d'industrie. Ainsi, après avoir résolu le grand problème de l'organisation du travail, en vue duquel les utopistes avaient présenté tant d'hypothèses naïves ou stupides, le capitalisme provoque la naissance de la cause qui le renversera, — ce qui rend inutile tout ce que les utopistes avaient écrit pour ame-

(1) Cette question de la *conservation révolutionnaire* sur laquelle je reviendrai plusieurs fois est très importante ; je l'ai signalée dans le passage du judaïsme au christianisme (*Le système historique de Renan*, pp. 72-73, pp. 171-172, p. 467).

ner les gens éclairés à faire des réformes; et il ruine progressivement l'ordre traditionnel, contre lequel les critiques des idéologues s'étaient montrées d'une si déplorable insuffisance. On pourrait donc dire que le capitalisme joue un rôle analogue à celui que Hartmann attribue à l'*Inconscient* dans la nature, puisqu'il prépare l'avènement de formes sociales qu'il ne cherche pas à produire. Sans plan d'ensemble, sans aucune idée directrice, sans idéal d'un monde futur, il détermine une évolution parfaitement sûre; il tire du présent tout ce qu'il peut donner pour le développement historique; il fait tout ce qu'il faut pour qu'une ère nouvelle puisse apparaître, d'une manière presque mécanique, et qu'elle puisse rompre tout lien avec l'idéologie des temps actuels, malgré la conservation des acquisitions de l'économie capitaliste (1).

Les socialistes doivent donc cesser de chercher (à la suite des utopistes) les moyens d'amener la bourgeoisie éclairée à préparer le *passage à un droit supérieur*; leur seule fonction consiste à s'occuper du prolétariat pour lui expliquer la grandeur du rôle révolutionnaire qui lui incombe. Il faut, par une critique incessante, l'amener à perfectionner ses organisations; il faut lui indiquer comment il peut développer des formations embryonnaires qui apparaissent dans ses sociétés de résistance, en vue d'arriver à construire des institutions qui n'ont point de modèle dans l'histoire de la bourgeoisie, en vue

(1) Cf. ce que j'ai dit sur la transformation que Marx a apportée dans le socialisme. *Insegnamenti sociali*, pp. 179-186.

de se former des idées qui dépendent uniquement de sa situation de producteur de grande industrie et qui n'empruntent rien à la pensée bourgeoise, et en vue d'acquérir des *mœurs de liberté* que la bourgeoisie ne connaît plus aujourd'hui.

Cette doctrine est évidemment en défaut si la bourgeoisie et le prolétariat ne dressent pas, l'une contre l'autre, avec toute la rigueur dont elles sont susceptibles, les puissances dont ils disposent ; plus la bourgeoisie sera ardemment capitaliste, plus le prolétariat sera plein d'un esprit de guerre et confiant dans la force révolutionnaire, plus le mouvement sera assuré.

La bourgeoisie que Marx avait connue en Angleterre, était encore, pour l'immense majorité, animée de cet esprit conquérant, insatiable et impitoyable, qui avait caractérisé, au début des temps modernes, les créateurs de nouvelle industrie et les aventuriers lancés à la découverte de terres inconnues. Il faut toujours, quand on étudie l'économie moderne, avoir présent à l'esprit ce rapprochement du type capitaliste et du type guerrier ; c'est avec une grande raison que l'on a nommé capitaines d'industrie les hommes qui ont dirigé de gigantesques entreprises. On trouve encore aujourd'hui ce type, dans toute sa pureté, aux Etats-Unis : là se rencontrent l'énergie indomptable, l'audace fondée sur une juste appréciation de sa force, le froid calcul des intérêts, qui sont les qualités des grands généraux et des grands capitalistes (1). D'après Paul de Rousiers, tout Américain se sentirait capable de disputer sa chance sur le

(1) Je reviendrai sur cette assimilation au chapitre VII, III.

champ de bataille des affaires (1), en sorte que l'esprit général du pays serait en pleine harmonie avec celui des milliardaires ; nos hommes de lettres sont fort surpris de voir ceux-ci se condamner à mener, jusqu'à la fin de leurs jours, une existence de galériens, sans songer à se donner une vie de gentilshommes, comme font les Rothschild.

Dans une société aussi enfiévrée par la passion du succès à obtenir dans la concurrence, tous les acteurs marchent droit devant eux comme de véritables automates, sans se préoccuper des grandes idées des sociologues ; ils sont soumis à des forces très simples et nul d'entre eux ne songe à se soustraire aux conditions de son état. C'est alors seulement que le développement du capitalisme se poursuit avec cette rigueur qui avait tant frappé Marx et qui lui semblait comparable à celle d'une loi naturelle. Si, au contraire, les bourgeois, égarés par les *blagues* des prédicateurs de morale ou de sociologie, reviennent à un *idéal de médiocrité conservatrice*, cherchent à corriger les *abus* de l'économie et veulent rompre avec la barbarie de leurs anciens, alors une partie des forces qui devaient produire la tendance du capitalisme est employée à l'enrayer, du hasard s'introduit et l'avenir du monde est complètement indéterminé.

(1) P. de Rousiers, *La vie américaine, L'éducation et la société*, p. 19. « Les pères de famille donnent peu de conseils à leurs enfants et les laissent apprendre leur leçon eux-mêmes, comme on dit là-bas » (p. 14). « Non seulement [l'Américain] veut être indépendant, mais il veut être puissant » (p. 6).

Cette indétermination augmente encore si le prolétariat se convertit à la paix sociale en même temps que ses maîtres, — ou même, simplement, s'il considère toutes choses sous un aspect corporatif, alors que le socialisme donne à toutes les contestations économiques une couleur générale et révolutionnaire.

Les conservateurs ne se trompent point lorsqu'ils voient dans les compromis donnant lieu à des contrats collectifs et dans le particularisme corporatif des moyens propres à éviter la révolution marxiste (1) ; mais d'un danger ils tombent dans un autre et ils s'exposent à être dévorés par le socialisme parlementaire (2). Jaurès est aussi enthousiaste que les cléricaux des mesures qui éloignent les classes ouvrières de la révolution marxiste ; je crois qu'il comprend mieux qu'eux ce que peut produire la paix sociale : il fonde ses propres espérances sur la ruine simultanée de l'esprit capitaliste et de l'esprit révolutionnaire.

On objecte aux gens qui défendent la conception mar-

(1) On parle constamment aujourd'hui d'organiser le travail : cela veut dire : utiliser l'esprit corporatif en le soumettant à la direction des *gens très sérieux* et affranchissant les ouvriers du joug des *sophistes*. Les gens très sérieux sont de Mun, Charles Benoist (l'amusant *spécialiste* des lois constitutionnelles), Arthur Fontaine et la bande des abbés démocrates... et enfin Gabriel Hanotaux !

(2) Vilfredo Pareto raille les naïfs bourgeois qui sont heureux de ne plus être menacés par les marxistes intransigeants et de tomber sous la coupe de marxistes transigeants (*Systèmes socialistes*, tome II, p. 453).

xiste, qu'il leur est impossible d'empêcher le double mouvement de dégénérescence qui entraîne bourgeoisie et prolétariat loin des routes que la théorie de Marx leur avait assignées. Sans doute ils peuvent agir sur les classes ouvrières, et on ne conteste guère que les violences des grèves ne soient de nature à entretenir l'esprit révolutionnaire ; mais comment peuvent-ils espérer rendre à la bourgeoisie une ardeur qui s'éteint ?

C'est ici que le rôle de la violence nous apparaît comme singulièrement grand dans l'histoire ; car elle peut opérer, d'une manière indirecte, sur les bourgeois, pour les rappeler au sentiment de leur classe. Bien des fois on a signalé le danger de certaines violences qui avaient compromis d'*admirables œuvres sociales*, écœuré les patrons disposés à faire le bonheur de leurs ouvriers et développé l'égoïsme là où régnaient autrefois les plus nobles sentiments. Opposer la *noire ingratitude* à la *bienveillance* de ceux qui veulent protéger les travailleurs (1), opposer l'injure aux homélies des défenseurs de la fraternité humaine et répondre par des coups aux avances des propagateurs de paix sociale, cela n'est pas assurément conforme aux règles du socialisme mondain de monsieur et de madame Georges Renard (2), mais c'est un procédé très

(1) Cf. G. Sorel, *Insegnamenti sociali*, p. 53.

(2) Madame G. Renard a publié dans la *Suisse* du 26 juillet 1900 un article plein de hautes considérations sociologiques sur une fête ouvrière donnée par Millerand (Léon de Scilliac, *Le monde socialiste*, pp. 307-309). Son mari a résolu la grave question de savoir qui boira le Clos-Vougeot dans la société future (G. Renard, *Le régime socialiste*, p. 175).

pratique pour signifier aux bourgeois qu'ils doivent s'occuper de leurs affaires et seulement de cela.

Je crois très utile aussi de rosser les orateurs de la démocratie et les représentants du gouvernement, afin que nul ne conserve d'illusions sur le caractère des violences. Celles-ci ne peuvent avoir de valeur historique que si elles sont l'*expression brutale et claire de la lutte de classe* : il ne faut pas que la bourgeoisie puisse s'imaginer qu'avec de l'habileté, de la science sociale ou de grands sentiments, elle pourrait trouver meilleur accueil auprès du prolétariat.

Le jour où les patrons s'apercevront qu'ils n'ont rien à gagner par les œuvres de paix sociale ou par la démocratie, ils comprendront qu'ils ont été mal conseillés par les gens qui leur ont persuadé d'abandonner leur métier de créateurs de forces productives pour la noble profession d'éducateurs du prolétariat. Alors il y a quelque chance pour qu'ils retrouvent une partie de leur énergie et que l'économie modérée ou conservatrice leur apparaisse aussi absurde qu'elle apparaissait à Marx. En tout cas la séparation des classes étant mieux accusée, le mouvement aura des chances de se produire avec plus de régularité qu'aujourd'hui.

Les deux classes antagonistes agissent donc l'une sur l'autre, d'une manière en partie indirecte, mais décisive. Le capitalisme pousse le prolétariat à la révolte, parce que, dans la vie journalière, les patrons usent de leur force dans un sens contraire au désir de leurs ouvriers ; mais cette révolte ne détermine pas entièrement l'avenir du prolétariat ; celui-ci s'organise sous l'influence d'autres causes et le socialisme, lui inculquant l'idée

révolutionnaire, le prépare à supprimer la classe ennemie. La force capitaliste est à la base de tout ce processus, et elle agit d'une manière impérieuse (1). Marx supposait que la bourgeoisie n'avait pas besoin d'être excitée à employer la force ; nous sommes en présence d'un fait nouveau et fort imprévu : une bourgeoisie qui cherche à atténuer sa force ; faut-il croire que la conception marxiste est morte ? Nullement, car la violence prolétarienne entre en scène en même temps que la paix sociale prétend apaiser les conflits ; la violence prolétarienne enferme les patrons dans leur rôle de producteurs et tend à restaurer la structure des classes au fur et à mesure que celles-ci semblaient se mêler dans un marais démocratique.

Non seulement la violence prolétarienne peut assurer la révolution future, mais encore elle semble être le seul moyen dont disposent les nations européennes, abruties par l'humanitarisme, pour retrouver leur ancienne énergie. Cette violence force le capitalisme à se préoccuper uniquement de son rôle matériel et tend à lui rendre les qualités belliqueuses qu'il possédait autrefois. Une classe

(1) Dans un article de septembre 1851 (le premier de la série publiée sous le titre : *Révolution et contre-révolution*), Marx établit le parallélisme suivant entre les développements de la bourgeoisie et du prolétariat : à une bourgeoisie nombreuse, riche, concentrée et puissante, correspond un prolétariat nombreux, fort, concentré et intelligent. Il semble donc que l'intelligence du prolétariat dépende des conditions historiques qui assurent la puissance à la bourgeoisie dans la société. Il dit encore que les vrais caractères de la lutte de classe n'existent que dans les pays où la bourgeoisie a refondu le gouvernement conformément à ses besoins.

ouvrière grandissante et solidement organisée peut forcer la classe capitaliste à demeurer ardente dans la lutte industrielle ; en face d'une bourgeoisie affamée de conquêtes et riche, si un prolétariat uni et révolutionnaire se dresse, la société capitaliste atteindra sa perfection historique.

Ainsi la violence prolétarienne est devenue un facteur essentiel du marxisme. Ajoutons, encore une fois, qu'elle aura pour effet, si elle est conduite convenablement, de supprimer le socialisme parlementaire, qui ne pourra plus passer pour le maître des classes ouvrières et le gardien de l'ordre.

III

La théorie marxiste de la révolution suppose que le capitalisme sera frappé au cœur, alors qu'il est encore en pleine vitalité, quand il achève d'accomplir sa mission historique avec sa complète capacité industrielle, quand l'économie est encore en voie de progrès. Marx ne semble pas s'être posé la question de savoir ce qui se passerait dans le cas d'une économie en voie de décadence ; il ne songeait pas qu'il pût se produire une révolution ayant un idéal de rétrogradation ou même de conservation sociale. — Aujourd'hui, nous voyons que cela pourrait fort bien arriver : les amis de Jaurès, les cléricaux et les démocrates placent leur idéal de l'avenir dans le Moyen Age : ils voudraient que la concurrence fût tempérée, que la richesse fût limitée, que la production fût subor-

donnée aux besoins. Ce sont des rêveries que Marx regardait comme réactionnaires (1) et par suite comme négligeables, parce qu'il lui semblait que le capitalisme était entraîné dans la voie d'un progrès incoercible ; mais aujourd'hui nous voyons des puissances considérables se coaliser pour essayer de réformer l'économie capitaliste dans le sens médiéval, au moyen de lois. Le socialisme parlementaire voudrait s'unir aux moralistes, à l'Eglise et à la démocratie dans le but d'enrayer le mouvement capitaliste ; et cela ne serait peut-être pas impossible, étant donnée la lâcheté bourgeoise.

Marx comparait le passage d'une ère à une autre à une succession civile ; les temps nouveaux héritent des acquisitions antérieures. Si la révolution se produit durant une période de décadence économique, l'héritage ne serait-il pas fortement compromis et pourrait-on espérer voir le progrès économique bientôt reparaitre ? Les idéologues ne se préoccupent guère de cette question ; ils assurent que la décadence s'arrêtera net le jour où ils auront le Trésor public à leur disposition ; ils sont éblouis par l'immense réserve de richesses qui seraient livrées à leur pillage ; que de festins, que de cocottes,

(1) « Ceux qui, comme Sismondi, veulent revenir à la juste proportionnalité de la production, tout en conservant les bases actuelles de la société, sont *réactionnaires*, puisque, pour être conséquents, ils doivent aussi vouloir ramener toutes les autres conditions de l'industrie des temps passés... Dans les sociétés actuelles, dans l'industrie basée sur des échanges individuels, l'anarchie de la production qui est la *source de tant de misères* est en même temps la *source de tout progrès*. » (Marx, *Misère de la philosophie*, pp. 90-91.)

que de satisfactions d'amour-propre ! Nous autres qui n'avons aucune perspective pareille devant les yeux, nous devons demander à l'histoire si elle ne pourrait pas nous fournir quelques enseignements sur ce sujet et nous permettre de soupçonner ce que produit une révolution qui se réalise en temps de décadence.

Les recherches de Tocqueville nous permettent d'étudier à ce point de vue la Révolution française. Il étonna beaucoup ses contemporains quand, il y a un demi-siècle, il leur montra que la Révolution avait été beaucoup plus conservatrice qu'on ne le disait jusque-là. Il fit voir que les institutions les plus caractéristiques de la France moderne datent de l'Ancien Régime (centralisation, réglementation à outrance, tutelle administrative des communes, interdiction pour les tribunaux de juger les fonctionnaires) ; il ne trouvait qu'une seule innovation importante : le groupement, qui fut établi en l'an VIII, de fonctionnaires isolés et de conseils délibérants. Les principes de l'Ancien Régime reparurent en 1800 et les anciennes habitudes reprirent faveur (1). Turgot lui semblait être un excellent type de l'administrateur napoléonien, qui avait un « idéal de fonctionnaire dans une société démocratique soumise à un gouvernement absolu » (2). Il estimait que le morcellement du sol, dont il est d'usage de faire honneur à la Révolution,

(1) Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, livre II, chapitres II, III, IV, pp. 115-117, p. 121 et p. 320.

(2) Tocqueville, *Mélanges*, pp. 155-156.

était commencé depuis longtemps et n'avait point marché d'un pas exceptionnellement rapide sous son influence (1).

Il est certain que Napoléon n'a pas eu un effort extraordinaire à accomplir pour remettre le pays sur un pied monarchique. Il a reçu la France toute prête et n'a eu qu'à faire quelques corrections de détail pour profiter de l'expérience acquise depuis 1789. Les lois administratives et fiscales avaient été rédigées, pendant la Révolution, par des gens qui avaient appliqué les méthodes de l'Ancien Régime ; elles subsistent encore aujourd'hui d'une manière à peu près intacte. Les hommes qu'il employa avaient fait leur apprentissage sous l'Ancien Régime et sous la Révolution ; tous se ressemblent ; tous sont des hommes du vieux temps par leurs procédés de gouvernement ; tous travaillent, avec une égale ardeur, pour la grandeur de Sa Majesté (2). Le véritable mérite de Napoléon fut de ne pas trop se fier à son génie, de ne pas se laisser aller aux rêves qui avaient, tant de fois, égaré les hommes du XVIII^e siècle et les avaient conduits à tout vouloir régénérer de fond en comble. — en un mot, de bien reconnaître le principe de l'hérédité historique. Il résulte de là que le régime napoléonien peut être regardé comme une expérience mettant en évidence le rôle énorme de la conservation à travers les plus grandes révolutions.

(1) Torqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, pp. 60-62.

(2) C'est à cette conclusion qu'aboutit aussi L. Madelin dans un article des *Débats* du 6 juillet 1907 sur les préfets de Napoléon I^{er}.

Je crois bien que l'on pourrait même étendre le principe de la conservation aux choses militaires et montrer que les armées de la Révolution et de l'Empire furent une extension d'institutions antérieures. En tout cas il est assez curieux que Napoléon n'ait point fait d'innovations sérieuses dans le matériel et que ce soient les armes à feu de l'Ancien Régime qui aient tant contribué à assurer la victoire aux troupes révolutionnaires. C'est seulement sous la Restauration que l'on modifia l'artillerie.

La facilité avec laquelle la Révolution et l'Empire ont réussi dans leur œuvre, en transformant si profondément le pays, tout en conservant une si grande quantité d'acquisitions, est liée à un fait sur lequel nos historiens n'ont pas toujours appelé l'attention et que Taine ne semble pas avoir remarqué : l'économie productive faisait de grands progrès et ces progrès étaient tels que vers 1780 tout le monde croyait au dogme du progrès indéfini de l'homme (1). Ce dogme, qui devait exercer une si grande influence sur la pensée moderne, serait un paradoxe bizarre et inexplicable si on ne le considérait pas comme lié au progrès économique, et au sentiment de confiance absolue que ce progrès économique engendrait. Les guerres de la Révolution et de l'Empire ne firent que stimuler encore ce sentiment, non seulement parce qu'elles furent glorieuses, mais aussi parce qu'elles firent

(1) Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, pp. 283-288, p. 292, et *Mélanges*, p. 62. Cf. le chapitre iv, § iv, de mon étude sur *les illusions du progrès* (Rivière, éditeur).

entrer beaucoup d'argent dans le pays et contribuèrent ainsi à développer la production (1).

Le triomphe de la Révolution étonna presque tous les contemporains et il semble que les plus intelligents, les plus réfléchis et les plus instruits des choses politiques aient été les plus surpris ; c'est que des raisons tirées de l'idéologie ne pouvaient expliquer ce succès paradoxal. Il me semble qu'aujourd'hui encore la question n'est guère moins obscure pour les historiens qu'elle ne l'était pour nos pères. Il faut chercher la cause première de ce triomphe dans l'économie : c'est parce que l'Ancien Régime a été atteint par des coups rapides, alors que la production était en voie de grand progrès, que le monde contemporain a eu une naissance relativement peu laborieuse et a pu être si rapidement assuré d'une vie puissante.

Nous possédons, par contre, une expérience historique effrayante, relative à une grande transformation survenue en temps de décadence économique ; je veux parler de la conquête chrétienne et de la chute de l'empire romain qui la suivit de près.

Tous les vieux auteurs chrétiens sont d'accord pour nous apprendre que la nouvelle religion n'apporta aucune amélioration sérieuse dans la situation du monde : la corruption du pouvoir, l'oppression, les désastres continuèrent à accabler le peuple comme par le passé. Ce fut une grande désillusion pour les Pères de l'Eglise ; à l'épo-

(1) Kautsky a beaucoup insisté sur le rôle que jouèrent les trésors dont s'emparèrent les armées françaises. (*La lutte des classes en France en 1789*, trad. franç., pp. 404-406.)

que des persécutions, les chrétiens avaient cru que Dieu comblerait Rome de faveurs le jour où l'Empire cesserait de poursuivre les fidèles ; maintenant l'Empire était chrétien et les évêques étaient devenus des personnages de premier ordre : cependant, tout continuait à marcher aussi mal que par le passé. Chose plus désolante encore, les mauvaises mœurs, si souvent dénoncées comme étant le résultat de l'idolâtrie, étaient devenues les mœurs des adorateurs du Christ. Bien loin d'imposer au monde profane une profonde réforme, l'Eglise s'était corrompue en imitant le monde profane : elle avait pris les allures d'une administration impériale et les factions qui la déchiraient étaient bien plutôt exaltées par l'appétit du pouvoir que par des raisons religieuses.

On s'est demandé souvent si le christianisme n'avait pas été la cause, ou du moins l'une des causes principales, de la chute de Rome (1). Gaston Boissier combat cette opinion, en essayant de montrer que le mouvement de décadence que l'on observe après Constantin, continue un mouvement qui existait depuis longtemps, et qu'il n'est pas possible de voir si le christianisme a accéléré ou retardé la mort du monde antique (2). Cela revient à dire que la conservation fut énorme ; nous pouvons, par analogie, nous représenter ce qui résulterait d'une révolution donnant aujourd'hui le pouvoir à nos socialistes officiels : les institutions demeurant à peu près ce

(1) Je me permets de renvoyer à ce que j'ai dit dans la *Ruine du monde antique*, pp. 32-38.

(2) Gaston Boissier, *La fin du paganisme*, livre IV, chap. III.

qu'elles sont aujourd'hui, toute l'idéologie bourgeoise serait conservée ; l'Etat bourgeois dominerait avec tous ses anciens abus ; la décadence économique s'accentuerait si elle était commencée.

Bientôt surgirent les invasions barbares : plus d'un chrétien se demanda si, enfin, n'allait pas naître un ordre conforme aux principes de la nouvelle religion ; cette espérance était d'autant plus raisonnable que les Barbares se convertissaient en entrant sur l'Empire et qu'ils n'étaient pas habitués aux corruptions de la vie romaine. Au point de vue économique, on pouvait espérer une régénération, puisque le monde périssait sous le poids de l'exploitation urbaine ; les nouveaux maîtres, ayant des mœurs rurales grossières, ne vivaient pas en grands seigneurs, mais en chefs de grands domaines ; peut-être alors la terre serait-elle mieux cultivée. On peut comparer les illusions des auteurs chrétiens contemporains des invasions à celles de nombreux utopistes qui espéraient voir le monde moderne régénéré par les vertus qu'ils attribuaient aux hommes de moyenne condition : le remplacement de classes très riches par de nouvelles couches sociales devait amener la morale, le bonheur et la prospérité universelle.

Les Barbares ne créèrent point de sociétés progressives ; ils étaient peu nombreux et presque partout ils se substituèrent simplement aux anciens grands seigneurs, menèrent la même vie qu'eux et furent dévorés par la civilisation urbaine. En France, la royauté mérovingienne a été soumise à des études particulièrement approfondies : Fustel de Coulanges a employé toute son érudition à mettre en lumière le caractère conservateur qu'elle

a affecté ; la conservation lui paraissait si forte qu'il osait écrire qu'il n'y avait pas eu de conquête et il se représentait toute l'histoire du haut Moyen Age comme un mouvement ayant continué le mouvement de l'empire romain, avec un peu d'accélération (1). « Le gouvernement mérovingien, disait-il, est, pour plus des trois quarts, la continuation de celui que l'empire romain avait donné à la Gaule (2). »

La décadence économique s'accroît sous ces rois barbares ; une renaissance ne put se produire que très longtemps après, lorsque le monde eut traversé une longue série d'épreuves. Il fallut au moins quatre siècles de barbarie pour qu'un mouvement progressif se dessinât ; la société avait été obligée de descendre jusqu'à un état très voisin de ses origines, et Vico devait trouver dans ce phénomène l'illustration de sa doctrine des *ricorsi*. Ainsi une révolution survenue en temps de décadence économique avait forcé le monde à retraverser une période de civilisation presque primitive et arrêté tout progrès durant plusieurs siècles.

Cette effrayante expérience a été maintes fois invoquée par les adversaires du socialisme ; je ne conteste pas la valeur de l'argument, mais il faut ajouter deux détails qui paraîtront peut-être minimes aux sociologues profes-

(1) Fustel de Coulanges, *Origines du régime féodal*, pp. 566-567. — Je ne conteste pas qu'il n'y ait beaucoup d'exagérations dans la thèse de Fustel de Coulanges ; mais la conservation a été incontestable.

(2) Fustel de Coulanges, *La monarchie franque*, p. 650.

sionnels : cette expérience suppose : 1^o une décadence économique ; 2^o une organisation qui assure une conservation idéologique très parfaite. Maintes fois on a présenté le socialisme *civilisé* de nos docteurs officiels comme une sauvegarde pour la civilisation : je crois qu'il produirait le même effet que produisit l'instruction classique donnée par l'Eglise aux rois barbares : le prolétariat serait corrompu et abruti comme furent les Mérovingiens et la décadence économique ne serait que plus certaine sous l'action de ces prétendus civilisateurs.

Le danger qui menace l'avenir du monde peut être écarté si le prolétariat s'attache avec obstination aux idées révolutionnaires, de manière à réaliser, autant que possible, la conception de Marx. Tout peut être sauvé si, par la violence, il parvient à reconsolider la division en classes et à rendre à la bourgeoisie quelque chose de son énergie ; c'est là le grand but vers lequel doit être dirigée toute la pensée des hommes qui ne sont pas hypnotisés par les événements du jour, mais qui songent aux conditions du lendemain. La violence prolétarienne, exercée comme une manifestation pure et simple du sentiment de lutte de classe, apparaît ainsi comme une chose très belle et très héroïque ; elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation ; elle n'est peut-être pas la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels immédiats, mais elle peut sauver le monde de la barbarie.

A ceux qui accusent les syndicalistes d'être d'obtus et de grossiers personnages, nous avons le droit de demander compte de la décadence économique à laquelle ils

travaillent. Saluons les révolutionnaires comme les Grecs saluèrent les héros spartiates qui défendirent les Thermopyles et contribuèrent à maintenir la lumière dans le monde antique.

CHAPITRE III

Les préjugés contre la violence

- I. — Anciennes idées relatives à la Révolution. — Changement résultant de la guerre de 1870 et du régime parlementaire.
- II. — Observations de Drumont sur la férocité bourgeoise. — Le Tiers Etat judiciaire et l'histoire des tribunaux. — Le capitalisme contre le culte de l'Etat.
- III. — Attitude des dreyfusards. — Jugements de Jaurès sur la Révolution : son adoration du succès et sa haine pour le vaincu.
- IV. — L'antimilitarisme comme preuve d'un abandon des traditions bourgeoises.

I

Les idées qui ont cours, dans le grand public, au sujet de la violence prolétarienne, ne sont point fondées sur l'observation des faits contemporains et sur une interprétation raisonnée du mouvement syndical actuel ; elles dérivent d'un travail de l'esprit infiniment plus simple, d'un rapprochement que l'on établit entre le présent et des temps passés ; elles sont déterminées par les souvenirs que le mot *révolution* évoque d'une manière presque nécessaire. On suppose que les syndicalistes, par le

seul fait qu'ils s'intitulent révolutionnaires, veulent reproduire l'histoire des révolutionnaires de 93. Les blanquistes, qui se regardent comme les légitimes propriétaires de la tradition terroriste, estiment qu'ils sont, par cela même, appelés à diriger le mouvement prolétarien (1) ; ils montrent pour les syndicalistes beaucoup plus de condescendance que les autres socialistes parlementaires : ils sont assez disposés à admettre que les organisations ouvrières finiront par comprendre qu'elles n'ont rien de mieux à faire qu'à se mettre à leur école. Il me semble que, de son côté, Jaurès, en écrivant l'*Histoire socialiste* de 93, ait, plus d'une fois, songé aux enseignements que ce passé, mille fois mort, pouvait lui donner pour la conduite du présent.

On ne fait pas toujours bien attention aux grands changements qui sont survenus dans la manière de juger la Révolution depuis 1870 : cependant ces changements sont essentiels à considérer quand on veut comprendre les idées contemporaines relatives à la violence.

Pendant très longtemps la Révolution apparut comme étant essentiellement une suite de guerres glorieuses qu'un peuple, affamé de liberté et emporté par les pas-

(1) Le lecteur pourra se reporter utilement à un très intéressant chapitre du livre de Bernstein : *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, pp. 47-63. Bernstein, étranger aux préoccupations de notre syndicalisme actuel, n'a pas, à mon sens, tiré du marxisme tout ce qu'il contient. Son livre a, d'ailleurs, été écrit à une époque où l'on ne pouvait pas encore comprendre le mouvement révolutionnaire, en vue duquel sont écrites ces réflexions.

sions les plus nobles, avait soutenues contre une coalition de toutes les puissances d'oppression et d'erreur. Les émeutes et les coups d'Etat, les compétitions de partis souvent dépourvus de tout scrupule et les proscriptions des vaincus, les débats parlementaires et les aventures des hommes illustres, en un mot tous les événements de l'histoire politique, n'étaient, aux yeux de nos pères, que des accessoires très secondaires des guerres de la Liberté.

Pendant vingt-cinq ans environ, on avait mis en question le changement de régime de la France ; après des campagnes qui avaient fait pâlir les souvenirs de César et d'Alexandre, la charte de 1814 avait incorporé définitivement à la tradition nationale le système parlementaire, la législation napoléonienne et l'Eglise concordataire ; la guerre avait rendu un jugement irréfutable dont les considérants, comme dit Proudhon, avaient été datés de Valmy, de Jemmapes et de cinquante autres champs de bataille, et dont les conclusions avaient été prises à Saint-Ouen par Louis XVIII (1). Protégées par le prestige des guerres de la Liberté, les institutions nouvelles étaient devenues intangibles et l'idéologie, qui fut construite pour les expliquer, devint comme une loi qui sembla longtemps avoir pour les Français la valeur que la révélation de Jésus a pour les catholiques.

Plusieurs fois, des écrivains éloquents crurent qu'ils pourraient déterminer un courant de réaction contre ces doctrines, et l'Eglise put espérer qu'elle viendrait à bout de ce qu'elle nommait l'erreur du libéralisme. Une longue

(1) Proudhon, *La guerre et la paix*, livre V. chap. III.

période d'admiration pour l'art médiéval et de mépris pour les temps voltairiens sembla menacer de ruine l'idéologie nouvelle ; toutes les tentatives de retour au passé ne laissèrent cependant de traces que dans l'histoire littéraire. Il y eut des époques où le pouvoir gouverna de la manière la moins libérale, mais les principes du régime moderne ne furent jamais menacés sérieusement. On ne saurait expliquer ce fait par la puissance de la raison et par quelque loi du progrès ; la cause en est simplement dans l'épopée des guerres qui avaient rempli l'âme française d'un enthousiasme analogue à celui que provoquent les religions.

Cette épopée militaire donna une couleur épique à tous les événements de la politique intérieure ; les compétitions des partis furent ainsi haussées au niveau d'une Iliade, les politiciens devinrent des géants et la Révolution, que Joseph de Maistre avait dénoncée comme satanique, fut divinisée. Les scènes sanguinaires de la Terreur étaient des épisodes sans grande portée à côté des énormes hécatombes de la guerre et on trouvait moyen de les envelopper d'une mythologie dramatique ; les éléments étaient mis sur le même rang que les batailles illustres ; et c'est vainement que des historiens plus calmes cherchaient à ramener la Révolution et l'Empire sur le plan d'une histoire commune ; les triomphes prodigieux des armées révolutionnaires et impériales rendaient toute critique impossible.

La guerre de 1870 a changé tout cela. Au moment de la chute du second Empire, l'immense majorité de la France croyait encore, très fermement, aux légendes

qui avaient été répandues sur les armées des volontaires, sur le rôle miraculeux des représentants du peuple, sur les généraux improvisés ; l'expérience produisit une cruelle désillusion. Tocqueville avait écrit : « La Convention a créé la politique de l'impossible, la théorie de la folie furieuse, le culte de l'audace aveugle (1). » Les désastres de 1870 ont ramené le pays à des conditions pratiques, prudentes et prosaïques ; le premier résultat de ces désastres fut de développer l'idée tout opposée à celle dont parlait Tocqueville, l'idée d'opportunité qui, aujourd'hui, s'est introduite même dans le socialisme.

Une autre conséquence fut de changer toutes les valeurs révolutionnaires et notamment de modifier le jugements que l'on portait sur la violence.

Après 1871, tout le monde se préoccupa en France de chercher les moyens les plus appropriés pour relever le pays. Taine voulut appliquer à cette question les procédés de la psychologie la plus scientifique et il regarda l'histoire de la Révolution comme une expérimentation sociale. Il espérait pouvoir rendre évident le danger que présentait, selon lui, l'esprit jacobin, et amener ainsi ses contemporains à changer le cours de la politique française, en abandonnant des notions qui semblaient incorporées à la tradition nationale et qui étaient d'autant plus solidement ancrées dans les têtes que personne n'en avait jamais discuté les origines. Taine a échoué dans son entreprise, comme échouèrent Le Play et Renan, comme échoueront tous ceux qui voulaient fonder une réforme

(1) Tocqueville, *Mélanges*, p. 189.

intellectuelle et morale sur des enquêtes, sur des synthèses scientifiques et sur des démonstrations.

On ne peut pas dire cependant que l'immense labeur de Taine ait été fait en pure perte ; l'histoire de la Révolution a été bouleversée de fond en comble ; l'épopée militaire ne domine plus les jugements relatifs aux incidents de la politique. La vie des hommes, les ressorts intimes des factions, les besoins matériels qui déterminent les tendances des grandes masses, sont passés maintenant au premier plan. Dans le discours qu'il a prononcé le 24 septembre 1903 pour l'inauguration du monument de Taine à Vouziers, le député Hubert, tout en rendant hommage au grand et multiple talent de son illustre compatriote, a exprimé le regret que le côté épique de la Révolution eût été laissé par lui de côté d'une manière systématique. Regrets superflus ; l'épopée ne pourra plus désormais gouverner cette histoire politique ; on se rendra compte des effets grotesques auxquels peut conduire la préoccupation de revenir aux anciens procédés, en lisant l'*Histoire socialiste* de Jaurès : Jaurès a beau tirer des armoires de la vieille rhétorique les images les plus mélodramatiques, il ne parvient qu'à produire du ridicule.

Le prestige des grandes journées révolutionnaires s'est trouvé directement atteint par la comparaison avec les luttes civiles contemporaines ; il n'y eut alors rien qui puisse soutenir la comparaison avec les batailles qui ensanglantèrent Paris en 1848 et en 1871 ; le 14 juillet et le 10 août apparaissent maintenant comme ayant été des échauffourées qui n'auraient pu faire trembler un gouvernement sérieux.

Il y a une autre raison, mal reconnue encore par les professionnels de l'histoire révolutionnaire, qui a beaucoup contribué à enlever la poésie à ces événements. Il n'y a point d'épopée nationale de choses que le peuple ne peut se représenter comme reproduisibles dans un avenir prochain ; la poésie populaire implique bien plutôt du futur que du passé : c'est pour cette raison que les aventures des Gaulois, de Charlemagne, des Croisés, de Jeanne d'Arc ne peuvent faire l'objet d'aucun récit capable de séduire d'autres personnes que des lettrés (1). Depuis qu'on a commencé à croire que les gouvernements contemporains ne pourraient être jetés à terre par des émeutes semblables au 14 juillet et au 10 août, on a cessé de regarder ces journées comme épiques. Les socialistes parlementaires, qui voudraient utiliser le souvenir de la Révolution pour exciter l'ardeur du peuple et qui lui demandent, en même temps, de mettre toute sa confiance dans le parlementarisme, sont fort inconséquents, car ils travaillent à ruiner eux-mêmes l'épopée dont ils voudraient maintenir le prestige dans leurs discours.

Mais alors, que reste-t-il de la Révolution, quand on

(1) Il est bien remarquable que déjà au xvii^e siècle, Boileau se soit prononcé contre les épopées à surnaturel chrétien : c'est que ses contemporains, si religieux qu'ils pussent être, n'attendaient point que des anges vinssent aider Vauban à prendre les places fortes ; ils ne doutaient pas de ce que racontait la Bible, mais ils n'y voyaient pas matière à épopée parce que ces merveilles n'étaient pas destinées à se reproduire.

a supprimé l'épopée des guerres contre la coalition et celle des journées populaires ? Ce qui reste est peu ragoûtant : des opérations de police, des proscriptions et des séances de tribunaux serviles. L'emploi de la force de l'Etat contre les vaincus nous choque d'autant plus que beaucoup de coryphées de la Révolution devaient bientôt se distinguer parmi les serviteurs de Napoléon et employer le même zèle policier en faveur de l'empereur qu'en faveur de la Terreur. Dans un pays qui a été bouleversé par tant de changements de régime et qui a, par suite, connu tant de palinodies, la justice politique a quelque chose de particulièrement odieux, parce que le criminel d'aujourd'hui peut devenir le juge de demain : le général Malet pouvait dire, devant le conseil de guerre qui le condamna en 1812, qu'il aurait eu pour complices la France entière et ses juges eux-mêmes s'il avait réussi (1).

Il est inutile d'insister davantage sur ces réflexions ; il suffit de la moindre observation pour constater que les violences prolétariennes évoquent une masse de souvenirs pénibles de ces temps passés : on se met, instinctivement, à penser aux comités de surveillance révolutionnaire, aux brutalités d'agents soupçonneux, grossiers

(1) Ernest Hamel, *Histoire de la conspiration du général Malet*, p. 241. — Suivant quelques journaux. Jaurès, dans sa déposition du 3 juin 1907, devant la Cour d'assises de la Seine, dans le procès Bousquet-Lévy, aurait dit que les agents de la sûreté témoigneraient de la considération pour l'accusé Bousquet lorsque celui-ci sera législateur.

et affolés par la peur, aux tragédies de la guillotine. On comprend donc pourquoi les socialistes parlementaires font de si grands efforts pour persuader au public qu'ils ont des âmes de bergers sensibles, que leur cœur est tout plein de sentiments de bonté et qu'ils n'ont qu'une seule passion : *la haine pour la violence*. Ils se donneraient volontiers pour les protecteurs de la bourgeoisie contre la violence prolétarienne et, dans le but de rehausser leur prestige d'humanitaires, ne manquent jamais de repousser tout contact avec les anarchistes ; quelquefois même, ils repoussent ce contact avec un sans-*façon* qui n'exclut pas une certaine dose de lâcheté et d'hypocrisie.

Lorsque Millerand était le chef incontesté du parti socialiste au Parlement, il recommandait d'*avoir peur de faire peur* ; et, en effet, les députés socialistes trouveraient peu d'électeurs s'ils ne parvenaient à convaincre le grand public qu'ils sont des gens très raisonnables, fort ennemis des anciennes violences et uniquement occupés à méditer sur la philosophie du droit futur. Dans un grand discours prononcé le 8 octobre 1905 à Limoges, Jaurès s'est attaché à rassurer beaucoup plus les bourgeois qu'on ne l'avait fait jusqu'ici ; il leur a annoncé que le socialisme vainqueur se montrerait bon prince et qu'il étudiait diverses solutions pour indemniser les anciens propriétaires. Il y a quelques années, Millerand ne promettait d'indemnités qu'aux pauvres (*Petite République*, 25 mars 1898) ; maintenant tout le monde sera mis sur le même pied et Jaurès nous assure que Vandervelde a écrit sur ce sujet des choses pleines de profondeur. Je veux bien le croire sur parole.

La révolution sociale est conçue par Jaurès comme une faillite ; on donnera de bonnes annuités aux bourgeois d'aujourd'hui ; puis de génération en génération, ces annuités décroîtront. Ces plans doivent sourire aux financiers habitués à tirer grand parti des faillites et je ne doute pas que les actionnaires de l'*Humanité* ne trouvent ces idées merveilleuses ; ils seront les syndics de la faillite et toucheront de bons honoraires, qui compenseront les pertes que leur a occasionnées ce journal.

Aux yeux de la bourgeoisie contemporaine, tout est admirable qui écarte l'idée de violences. Nos bourgeois désirent mourir en paix ; — après eux le déluge.

II

Examinons maintenant d'un peu plus près la violence de 93 et cherchons si elle peut être identifiée avec celle du syndicalisme contemporain.

Il y a une quinzaine d'années, Drumont, parlant du socialisme et de son avenir, écrivait ces phrases qui parurent alors fort paradoxales à beaucoup de personnes : « Saluez les chefs ouvriers de la Commune, peut dire aux conservateurs l'historien qui est toujours un peu prophète ; vous ne les reverrez plus !... Ceux qui viendront seront autrement haineux, mauvais et vindicatifs que les hommes de 1871. Un sentiment nouveau prend désormais possession du prolétariat français : la haine (1). » Ce

(1) Drumont, *La fin d'un monde*, pp. 137-138.

n'étaient pas là des paroles en l'air d'un homme de lettres : Drumont avait été renseigné sur la Commune et le monde socialiste par Malon, dont il fait un portrait très enthousiaste dans son livre.

Cette sinistre prédiction était fondée sur l'idée que l'ouvrier s'éloigne de plus en plus de la tradition nationale et qu'il se rapproche du bourgeois, beaucoup plus accessible que lui aux mauvais sentiments. « Ce fut l'élément bourgeois, dit Drumont, qui fut surtout féroce dans la Commune ;... l'élément peuple, au milieu de cette crise effroyable, resta *humain, c'est-à-dire français*... Parmi les internationalistes qui firent partie de la Commune, quatre seulement se prononcèrent pour des mesures violentes (1). » On voit que Drumont en est encore à cette naïve philosophie du XVIII^e siècle et des utopistes antérieurs à 1848, d'après laquelle les hommes suivent d'autant mieux les injonctions de la loi morale qu'ils ont été moins gâtés par la civilisation ; en descendant des classes supérieures aux classes pauvres, on trouve plus de bonnes qualités ; le bien n'est naturel qu'aux individus qui sont demeurés rapprochés de l'état de nature.

Cette philosophie des classes conduit Drumont à une théorie historique assez curieuse : aucune de nos révolutions ne fut aussi sanglante que la première, parce qu'elle fut « conduite par la bourgeoisie » ; — à mesure que le peuple s'est plus intimement mêlé aux révolutions, elles sont devenues moins « féroces » ; — « le prolétariat,

(1) Drumont, *op. cit.*, p. 128.

quand il eut, pour la première fois, une part effective de pouvoir, fut infiniment moins sanguinaire que la bourgeoisie » (1). Nous ne saurions nous contenter des explications futiles qui suffisent à Drumont ; mais il est certain qu'il y a quelque chose de changé depuis 93. Nous devons nous demander si la férocité des anciens révolutionnaires ne tiendrait pas à des raisons tirées de l'histoire de la bourgeoisie, en sorte que l'on commettrait un contresens en confondant les abus de la force bourgeoise révolutionnaire de 93 avec la violence de nos syndicalistes révolutionnaires : le mot *révolutionnaire* aurait ainsi deux sens parfaitement distincts.

Le Tiers Etat, qui a rempli les assemblées à l'époque révolutionnaire, celui que l'on peut appeler le Tiers Etat officiel, n'était point l'ensemble des agriculteurs et des chefs d'industrie ; le pouvoir ne fut jamais alors entre les mains des hommes de la production, mais entre les mains des basochiens. Taine est très frappé de ce fait que sur 577 députés du Tiers Etat à la Constituante, il y avait 373 « avocats inconnus et gens de loi d'ordre subalterne, notaires, procureurs du roi, commissaires de terrier, juges et assesseurs de présidial, baillis et lieutenants de bailliage, simples praticiens enfermés depuis leur jeunesse dans le cercle étroit d'une médiocre juridiction ou d'une routine paperassière, sans autre échappée que des promenades philosophiques à travers les espaces imaginaires, sous la conduite de Rousseau et de Ray-

(1) Drumont, *op. cit.*, p. 136.

nal » (1). Nous avons peine aujourd'hui à comprendre l'importance qu'avaient les gens de loi dans l'ancienne France; il existait une multitude de juridictions; les propriétaires mettaient un amour-propre extrême à faire juger des questions qui nous paraissent aujourd'hui bien médiocres, mais qui leur paraissaient énormes à cause de l'enchevêtrement du droit féodal dans le droit de propriété; on trouvait partout des fonctionnaires de l'ordre judiciaire et ils jouissaient du plus grand prestige auprès des populations.

Cette classe apporta à la Révolution beaucoup de capacités administratives; c'est grâce à elles que le pays put traverser assez facilement la crise qui l'ébranla durant dix ans et que Napoléon put si rapidement reconstituer des services bien réguliers; mais cette classe apporta aussi une masse de préjugés qui firent commettre les plus lourdes fautes à ceux de ses représentants qui occupèrent les premiers postes. On ne peut, par exemple, comprendre la conduite de Robespierre quand on le compare aux politiciens d'aujourd'hui; il faut toujours voir en lui l'homme de loi sérieux, préoccupé de ses devoirs, soucieux de ne pas ternir l'honneur professionnel de l'orateur de la barre; de plus il était lettré et disciple de Rousseau. Il a des scrupules de légalité qui étonnent les historiens contemporains; quand il lui fallut prendre des résolutions suprêmes et se défendre contre la Convention, il se montra d'une naïveté qui confine à la niaiserie. La

(1) Taine, *La Révolution*, tome I, p. 155.

fameuse loi du 22 prairial, qu'on lui a si souvent reprochée et qui donna une allure si rapide au tribunal révolutionnaire, est le chef-d'œuvre de son genre d'esprit ; on y retrouve tout l'Ancien Régime exprimé en formules lapidaires.

Une des pensées fondamentales de l'Ancien Régime avait été l'emploi de la procédure pénale pour ruiner tous les pouvoirs qui faisaient obstacle à la royauté. Il semble que, dans toutes les sociétés primitives, le droit pénal ait commencé par être une protection accordée au chef et à quelques privilégiés qu'il honore d'une faveur spéciale ; c'est seulement fort tard que la force légale sert indistinctement à sauvegarder les personnes et les biens de tous les habitants du pays. Le Moyen Age étant un retour aux mœurs des très vieux temps, il était naturel qu'il engendrât de nouveau des idées fort archaïques relatives à la justice, et qu'il fit considérer les tribunaux comme ayant surtout pour mission d'assurer la grandeur royale. Un accident historique vint donner un développement extraordinaire à cette théorie de sauvages : l'Inquisition fournissait le modèle de tribunaux qui, mis en action sur de très faibles indices, poursuivaient avec persévérance les gens qui gênaient l'autorité, et les mettaient dans l'impossibilité de lui nuire. L'Etat royal emprunta à l'Inquisition beaucoup de ses procédés et suivit presque toujours ses principes.

La royauté demandait constamment à ses tribunaux de travailler à agrandir son territoire ; il nous paraît aujourd'hui étrange que Louis XIV fit prononcer des annexions par des commissions de magistrats ; mais il

était dans la tradition ; beaucoup de ses prédécesseurs avaient fait confisquer par le Parlement des seigneuries féodales pour des motifs fort arbitraires. La justice, qui nous semble aujourd'hui faite pour assurer la prospérité de la production et lui permettre de se développer, en toute liberté, sur des proportions toujours plus vastes, semblait faite autrefois pour assurer la grandeur royale : *son but essentiel n'était pas le droit, mais l'Etat.*

Il fut très difficile d'établir une discipline sévère dans les services constitués par la royauté pour la guerre et pour l'administration ; à chaque instant il fallait faire des enquêtes pour punir des employés infidèles ou indociles ; les rois employaient pour ces missions des hommes pris dans leurs tribunaux ; ils arrivaient ainsi à confondre les actes de répression disciplinaire avec la répression des crimes. Les hommes de loi devaient transformer toutes choses suivant leurs habitudes d'esprit ; ainsi la négligence, la mauvaise volonté ou l'incurie devenaient de la révolte contre l'autorité, des attentats ou de la trahison.

La Révolution recueillit pieusement cette tradition, donna aux crimes imaginaires une importance d'autant plus grande que ses tribunaux politiques fonctionnaient au milieu d'une population affolée par la gravité du péril ; on trouvait alors tout naturel d'expliquer les défaites des généraux par des intentions criminelles et de guillotiner les gens qui n'avaient pas été capables de réaliser les espérances qu'une opinion, revenue souvent aux superstitions de l'enfance, avait rêvées. Notre code pénal renferme encore pas mal d'articles paradoxaux venant de ce temps : aujourd'hui on ne comprend plus facilement que l'on puisse accuser sérieusement un citoyen de pratiquer des

machinations ou entretenir des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agents, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens. Un pareil crime suppose que l'Etat peut être mis en péril tout entier par le fait d'une personne : cela ne nous paraît guère croyable (1).

Les procès contre les ennemis du roi furent toujours conduits d'une manière exceptionnelle ; on simplifiait les procédures autant qu'on le pouvait ; on se contentait de preuves médiocres, qui n'auraient pu suffire pour des délits ordinaires ; on cherchait à faire des exemples terribles et profondément intimidants. Tout cela se retrouve dans la législation robespierrienne. La loi du 22 prairial se contente de définitions assez vagues du crime politique, de manière à ne laisser échapper aucun ennemi de la Révolution ; quant aux preuves, elles sont dignes de la plus pure tradition de l'Ancien Régime et de l'Inquisition. « La preuve nécessaire pour condamner les *ennemis du peuple* est toute espèce de documents, soit matérielle, soit morale, soit verbale, soit écrite, qui peut naturellement obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable. La règle des jugements est la conscience des jurés éclairés par l'amour de la patrie ; leur but est le *triomphe de la République et la ruine de ses ennemis*. » Nous avons, dans

(1) C'est cependant l'article que l'on a appliqué à Dreyfus, sans qu'on ait jamais cherché, d'ailleurs, à démontrer que la France ait été en danger de guerre par suite de la livraison de documents à l'Allemagne.

cette loi terroriste célèbre, la plus forte expression de la doctrine de l'Etat (1).

La philosophie du xviii^e siècle était venue renforcer encore ces tendances ; elle prétendait, en effet, formuler un retour au droit naturel ; l'humanité avait été, jusqu'alors, corrompue, par la faute d'un petit nombre de gens qui avaient eu intérêt à la duper ; mais on avait enfin découvert le moyen de revenir aux principes de bonté primitive, de vérité et de justice ; toute opposition à une réforme si belle, si facile à appliquer et d'un succès si certain, était l'acte le plus criminel que l'on pût imaginer ; les novateurs étaient résolus à se montrer inexorables pour détruire l'influence néfaste que des mauvais citoyens pouvaient exercer en vue d'empêcher la régénération de l'humanité. L'indulgence était une faiblesse coupable, car elle ne tendait à rien moins qu'à sacrifier le bonheur des multitudes aux caprices de gens incorrigibles qui montraient un entêtement incompréhensible, refusaient de reconnaître l'évidence et ne vivaient que de mensonges.

De l'Inquisition à la justice politique de la royauté et de celle-ci aux tribunaux révolutionnaires, il y avait eu constamment progrès dans le sens de l'arbitraire des règles, de l'extension de la force et de l'amplification de l'autorité. L'Eglise avait eu, très longtemps, des doutes sur la valeur des procédures exceptionnelles que prati-

(1) Les détails mêmes de cette loi ne peuvent s'expliquer que par leur rapprochement avec les règles de l'ancien droit pénal.

quaient ses inquisiteurs (1). La royauté n'avait plus eu autant de scrupules, surtout quand elle eut acquis sa pleine maturité ; mais la Révolution étalait au grand jour le scandale de son culte superstitieux de l'Etat.

Une raison d'ordre économique donnait alors à l'Etat une force que n'avait jamais eue l'Eglise. Au début des temps modernes, les gouvernements, par leurs expéditions maritimes et les encouragements donnés à l'industrie, avaient occupé une très grande place dans la production ; mais au xviii^e siècle cette place était devenue exceptionnellement énorme dans l'esprit des théoriciens. Tout le monde avait alors la tête pleine de grands projets ; on concevait les royaumes sur le plan de vastes compagnies qui entreprennent de mettre le sol en valeur et on s'attachait à assurer le bon ordre dans le fonctionnement de ces compagnies. Aussi l'Etat était-il le dieu des réformateurs : « Ils veulent, dit Tocqueville, emprunter les mains du pouvoir central et l'employer à tout briser et à tout refaire suivant un nouveau plan qu'ils ont conçu eux-mêmes ; lui seul leur paraît en état d'accomplir une telle tâche. La puissance de l'Etat doit être sans limites, comme son droit, disent-ils ; il ne s'agit que de lui persuader d'en faire un usage convenable (2). » Les physiocrates paraissaient disposés à sacrifier les individus

(1) Des auteurs modernes, prenant à la lettre certaines instructions de la papauté, ont pu soutenir que l'Inquisition avait été relativement indulgente, en égard aux mœurs du temps.

(2) Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 127.

à l'utilité générale ; ils tenaient fort peu à la liberté et trouvaient absurde l'idée d'une pondération des pouvoirs ; ils espéraient convertir l'Etat ; leur système est défini par Tocqueville « un despotisme démocratique » ; le gouvernement eût été en théorie un mandataire de tous, contrôlé par une opinion publique éclairée ; pratiquement il était un maître absolu (1). Une des choses qui ont le plus étonné Tocqueville, au cours de ses études sur l'Ancien Régime, est l'admiration que les physiocrates avaient pour la Chine, qui leur paraissait le type du bon gouvernement, parce que là il n'y a que des valets et des commis soigneusement catalogués et choisis au concours.

Depuis la Révolution, il y a eu un tel bouleversement dans les idées que nous avons peine à bien comprendre les conceptions de nos pères (2). L'économie capitaliste a mis en pleine lumière l'extraordinaire puissance des individus ; la confiance que les hommes du XVIII^e siècle avaient dans les capacités industrielles de l'Etat, paraît puérile à toutes les personnes qui ont étudié la production ailleurs que dans les insipides bouquins des sociologues ; ceux-ci conservent encore fort soigneusement le culte des âneries du temps passé ; — le droit de la nature est devenu un sujet inépuisable de railleries pour les per-

(1) Tocqueville, *op. cit.*, pp. 265-266 et pp. 269-271.

(2) Il faut, dans l'histoire des idées juridiques en France, tenir grand compte du morcellement de la propriété foncière, qui, en multipliant les chefs indépendants d'unités de production, a plus contribué à répandre dans les masses des idées juridiques que les plus beaux traités de philosophie n'en ont répandu dans les classes lettrées.

sonnes qui ont la moindre teinture de l'histoire ; — l'emploi de tribunaux comme moyen de coercition contre des adversaires politiques soulève l'indignation universelle, et les gens qui ont le sens commun, trouvent qu'il ruine toute notion juridique.

Sumner Maine fait observer que les rapports des gouvernements et des citoyens ont été bouleversés de fond en comble depuis la fin du XVIII^e siècle ; jadis l'Etat était toujours censé être bon et sage ; par suite, toute entrave apportée à son fonctionnement était regardée comme un délit grave ; le système libéral suppose, au contraire, que le citoyen, laissé libre, choisit le meilleur parti et qu'il exerce le premier de ses droits en critiquant le gouvernement, qui de maître devient serviteur (1). Maine ne dit pas quelle est la raison de cette transformation ; la raison me semble être surtout d'ordre économique. Dans le nouvel état de choses, le crime politique est un acte de simple révolte, qui ne saurait comporter aucune infamie, et que l'on arrête par des mesures de prudence, mais qui ne mérite plus le nom de crime, car son auteur ne ressemble point aux criminels.

Nous ne sommes peut-être pas meilleurs, plus humains, plus sensibles aux malheurs d'autrui que n'étaient les hommes de 93 ; je serais même assez disposé à admettre que le pays est probablement moins moral qu'il n'était à cette époque ; mais nous n'avons plus, autant que nos pères, la superstition du Dieu Etat, auquel ils sacrifèrent

(1) Sumner Maine, *Essais sur le gouvernement populaire*, trad. franç., p. 20.

tant de victimes. La férocité des Conventionnels s'explique facilement par l'influence des conceptions que le Tiers Etat avait puisées dans les pratiques détestables de l'Ancien Régime.

III

Il serait étrange que les idées anciennes fussent complètement mortes ; l'affaire Dreyfus nous a montré que l'immense majorité des officiers et des prêtres concevait toujours la justice à la manière de l'Ancien Régime et trouvait toute naturelle une condamnation pour raison d'Etat (1). Cela ne doit pas nous surprendre, car ces deux catégories de personnes, n'ayant jamais eu de rapports directs avec la production, ne peuvent rien comprendre au droit. Il y eut une si grande révolte dans le public éclairé contre les procédés du ministère de la Guerre, que l'on put croire un instant que la raison d'Etat ne serait bientôt plus admise (en dehors de ces deux catégories) que par les lecteurs du *Petit Journal*, dont la mentalité se trouverait ainsi caractérisée et rapprochée de celle qui existait il y a un siècle. Nous avons vu, hélas ! par une

(1) L'extraordinaire et illégale sévérité que l'on apporta dans l'application de la peine, s'explique par ce fait que le but du procès était de terrifier certains espions que leur situation mettait hors d'atteinte ; on se souciait assez peu que Dreyfus fût coupable ou innocent ; l'essentiel était de mettre l'Etat à l'abri de trahisons et de rassurer les Français affolés par la peur de la guerre.

cruelle expérience, que l'Etat avait encore des pontifes et de servents adorateurs parmi les dreyfusards.

L'affaire Dreyfus était à peine terminée que le gouvernement de Défense républicaine commençait une autre affaire politique au nom de la raison d'Etat et accumulait presque autant de mensonges que l'Etat-major en avait accumulés dans le procès de Dreyfus. Aucune personne sérieuse ne doute, en effet, aujourd'hui, que le grand complot pour lequel Déroulède, Buffet et Lur-Saluces furent condamnés, était une invention de la police : le siège de ce qu'on a appelé le fort Chabrol avait été arrangé pour faire croire aux Parisiens qu'ils avaient été à la veille d'une guerre civile. On a amnistié les victimes de ce forfait juridique, mais l'amnistie ne devrait pas suffire ; si les dreyfusards avaient été sincères, ils auraient réclamé que le Sénat reconnût la scandaleuse erreur que les mensonges de la police lui ont fait commettre : je crois qu'ils ont trouvé, tout au contraire, très conforme aux principes de la Justice éternelle, de maintenir, le plus longtemps possible, une condamnation fondée sur la fraude la plus évidente.

Jaurès et beaucoup d'autres éminents dreyfusards approuvèrent le général André et Combes d'avoir organisé un système régulier de délation. Kautsky lui a vivement reproché sa conduite ; l'écrivain allemand demandait que le socialisme ne présentât point comme de grandes actions démocratiques « les misérables procédés de la République bourgeoise » et qu'il demeurât « fidèle au principe qui déclare que le dénonciateur est la dernière des canailles » (*Débats*, 13 novembre 1904). Ce qu'il y eut de plus triste dans cette affaire, c'est que

Jaurès prétendit que le colonel Hartmann (qui protestait contre le système des *fiches*) avait employé lui-même des procédés tout semblables (1) ; celui-ci lui écrivait : « Je vous plains d'en être arrivé à défendre aujourd'hui et par de tels moyens les actes coupables que vous flétrissiez avec nous il y a quelques années ; je vous plains de vous croire obligé de solidariser le régime républicain avec les procédés vils de mouchards qui le déshonorent. » (*Débats*, 5 novembre 1904.)

L'expérience nous a toujours montré jusqu'ici que nos révolutionnaires arguent de la raison d'Etat, dès qu'ils sont parvenus au pouvoir, qu'ils emploient alors les procédés de police, et qu'ils regardent la justice comme une arme dont ils peuvent abuser contre leurs ennemis. Les socialistes parlementaires n'échappent point à la règle commune ; ils conservent le vieux culte de l'Etat ; ils sont donc préparés à commettre tous les méfaits de l'Ancien Régime.

On pourrait composer un beau recueil de vilaines sentences politiques en compulsant l'*Histoire socialiste*

(1) Dans l'*Humanité* du 17 novembre 1904 se trouve une lettre de Paul Guieysse et de Vazeilles déclarant qu'il n'y a aucun fait de ce genre à imputer au colonel Hartmann. Jaurès fait suivre cette lettre d'un commentaire étrange : il estime que les délateurs agissaient avec une parfaite loyauté et il regrette que le colonel ait fourni « imprudemment un aliment de plus à la campagne systématique des journaux réactionnaires ». Jaurès ne s'est pas douté que ce commentaire aggravait fort son cas et n'eût pas été indigne d'un disciple d'Escobar.

de Jaurès : je n'ai pas eu la patience de lire les 1824 pages consacrées à raconter la Révolution entre le 10 août 1792 et la chute de Robespierre ; j'ai seulement feuilleté ce fastidieux bouquin et j'ai vu qu'on y trouvait mêlées une philosophie parfois digne de monsieur Pantalon et une politique de pourvoyeur de guillotine. J'avais, depuis longtemps, estimé que Jaurès serait capable de toutes les férociétés contre les vaincus ; j'ai reconnu que je ne m'étais pas trompé ; mais je n'aurais pas cru qu'il fût capable de tant de platitude : le vaincu à ses yeux a toujours tort, et la victoire fascine tellement notre grand défenseur de la Justice éternelle qu'il est prêt à souscrire toutes les proscriptions qu'on exigera de lui : « Les révolutions, dit-il, demandent à l'homme le sacrifice le plus effroyable, non pas seulement de son repos, non pas seulement de sa vie, mais de l'immédiate tendresse humaine et de la pitié » (1). Pourquoi avoir tant écrit sur l'inhumanité des bourreaux de Dreyfus ? Eux aussi sacrifiaient « l'immédiate tendresse humaine » à ce qui leur paraissait être le salut de la patrie

Il y a quelques années, les républicains n'eurent pas assez d'indignation contre le vicomte de Vogüé qui, recevant Hanotaux à l'Académie française, appelait le coup d'Etat de 1851 une « opération de police un peu rude » (2). Jaurès, instruit par l'histoire révolution-

(1) J. Jaurès. *La Convention*, p. 1732.

(2) C'était le 23 mars 1898, dans un moment particulièrement critique de l'affaire Dreyfus, alors que les nationalistes demandaient qu'on balayât les perturbateurs et les ennemis de l'armée. J. Reinach dit que de Vogüé conviait ouverte-

naire, raisonne maintenant tout juste comme le jovial vicomte (1); il vante, par exemple, « la politique de vigueur et de sagesse » qui consistait à forcer la Convention à expulser les Girondins « avec une sorte de régularité apparente » (2).

Les massacres de septembre 1792 ne sont pas sans le gêner un peu : la régularité n'est pas ici apparente ; mais il a de grands mots et de mauvaises raisons pour toutes les vilaines causes ; la conduite de Danton ne fut pas très digne d'admiration au moment de ces tristes journées ; mais Jaurès doit l'excuser, puisque Danton triomphait durant cette période « Il ne crut pas de son devoir de ministre révolutionnaire et patriote d'entrer en lutte avec ces *forces populaires égarées*. Comment épurer le métal des cloches quand elles sonnent le tocsin de la liberté en péril (3) ? » Il me semble que Cavaignac aurait pu expliquer de la même manière sa conduite dans l'affaire Dreyfus : aux gens qui lui reprochaient de marcher avec les antisémites, il aurait pu répondre que son devoir de ministre patriote ne le forçait pas à entrer en lutte avec la populace égarée et que les jours où le salut de la défense nationale est en jeu on ne peut épurer le

ment l'armée à recommencer l'œuvre de 1851 (*Histoire de l'affaire Dreyfus*, tome III, p. 545).

(1) De Vogüé a l'habitude, dans ses polémiques, de remercier ses adversaires de l'avoir beaucoup amusé : c'est pourquoi je me permets de l'appeler jovial, bien que ses écrits soient plutôt endormants.

(2) J. Jaurès, *op. cit.*, p. 1434.

(3) J. Jaurès, *op. cit.*, p. 77.

métal des cloches qui sonnent le tocsin de la patrie en danger.

Lorsqu'il arrive au temps où Camille Desmoulins cherche à provoquer un mouvement d'opinion capable d'arrêter la Terreur, Jaurès se prononce avec énergie contre cette tentative. — Il reconnaît cependant, quelques pages plus loin, que le système de la guillotine ne pouvait toujours durer ; mais Desmoulins, ayant succombé, a tort aux yeux de notre *humble* adorateur du succès. Jaurès accuse l'auteur du *Vieux Cordelier* d'oublier les conspirations, les trahisons, les corruptions et tous les rêves dont se nourrissait l'imagination affolée des terroristes ; il a même l'ironie de parler de la « France libre ! » et il prononce cette sentence digne d'un élève jacobin de Joseph Prudhomme : « Le couteau de Desmoulins était ciselé avec un art incomparable, mais il le plantait au cœur de la Révolution (1). » Lorsque Robespierre ne disposera plus de la majorité dans la Convention, il sera, tout naturellement, mis à mort par les autres terroristes, en vertu du jeu légitime des institutions parlementaires de ce temps ; mais faire appel à la *seule opinion publique* contre les chefs du gouvernement, voilà quel était le « crime » de Desmoulins. Son crime fut aussi celui de Jaurès au temps où il défendait Dreyfus contre les grands chefs de l'armée et le gouvernement ; que de fois n'a-t-on pas reproché à Jaurès de compromettre la défense nationale ? Mais ce temps est déjà bien éloigné ; et, à cette époque, notre tribun, n'ayant pas

(1) J. Jaurès, *op. cit.*, p. 4731.

encore goûté les avantages du pouvoir, n'avait pas une théorie de l'Etat aussi féroce que celle qu'il a aujourd'hui.

Je crois qu'en voilà assez pour me permettre de conclure que si, par hasard, nos socialistes parlementaires arrivaient au gouvernement, ils se montreraient de bons successeurs de l'Inquisition, de l'Ancien Régime et de Robespierre ; les tribunaux politiques fonctionneraient sur une grande échelle et nous pouvons même supposer que l'on abolirait la *malencontreuse* loi de 1848, qui a supprimé la peine de mort en matière politique. Grâce à cette *réforme*, on pourrait voir de nouveau l'Etat triompher par la main du bourreau.

Les violences prolétariennes n'ont aucun rapport avec ces proscriptions ; elles sont purement et simplement des actes de guerre, elles ont la valeur de démonstrations militaires et servent à marquer la séparation des classes. Tout ce qui touche à la guerre se produit sans haine et sans esprit de vengeance ; en guerre on ne tue pas les vaincus ; on ne fait pas supporter à des êtres inoffensifs les conséquences des déboires que les armées peuvent avoir éprouvées sur les champs de bataille (1) ; la force s'étale alors suivant sa nature, sans jamais prétendre rien

(1) Je signale ici un fait qui n'est peut-être pas très connu : la guerre d'Espagne, au temps de Napoléon, fut l'occasion d'atrocités sans nombre ; mais le colonel Lafaille dit qu'en Catalogne les meurtres et les cruautés ne furent jamais le fait des soldats espagnols enrégimentés depuis un certain temps et ayant pris les mœurs propres à la guerre (*Mémoires sur les campagnes de Catalogne de 1808 à 1814*, pp. 164-165).

emprunter aux procédures juridiques que la société engage contre des criminels.

Plus le syndicalisme se développera, en abandonnant les vieilles superstitions qui viennent de l'Ancien Régime et de l'Eglise — par le canal des gens de lettres, des professeurs de philosophie et des historiens de la Révolution, — plus les conflits sociaux prendront un caractère de pure lutte semblable à celles des armées en campagne. On ne saurait trop exécrer les gens qui enseignent au peuple qu'il doit exécuter je ne sais quel mandat superlativement idéaliste d'une justice en marche vers l'avenir. Ces gens travaillent à maintenir les idées sur l'Etat qui ont provoqué toutes les scènes sanglantes de 93, tandis que la notion de lutte de classe tend à épurer la notion de violence.

IV

Le syndicalisme se trouve engagé, en France, dans une propagande antimilitariste qui montre clairement l'immense distance qui le sépare du socialisme parlementaire sur cette question de l'Etat. Beaucoup de journaux croient qu'il s'agit là seulement d'un mouvement humanitaire exagéré, qu'auraient provoqué les articles de Hervé ; c'est une grosse erreur. Il ne faut pas croire que l'on proteste contre la dureté de la discipline, ou contre la durée du service militaire, ou contre la présence dans les grades supérieurs d'officiers hostiles aux institutions actuelles (1) ;

(1) Suivant Joseph Reinach on a eu le tort, après la guerre,

ces raisons-là sont celles qui ont conduit beaucoup de bourgeois à applaudir les déclamations contre l'armée au temps de l'affaire Dreyfus, mais ce ne sont pas les raisons des syndicalistes.

L'armée est la manifestation la plus claire, la plus tangible et la plus solidement rattachée aux origines, que l'on puisse avoir de l'Etat. Les syndicalistes ne se proposent pas de réformer l'Etat comme se le proposaient les hommes du XVIII^e siècle; ils voudraient le détruire (1) parce qu'ils veulent réaliser cette pensée de Marx : que la révolution socialiste ne doit pas aboutir à remplacer une minorité gouvernante par une autre minorité (2). Les syndicalistes marquent, encore plus fortement, leur doctrine quand ils lui donnent un aspect plus idéologique et se déclarent antipatriotes — à la suite du *Manifeste communiste*.

Sur ce terrain il est impossible qu'il y ait la moindre entente entre les syndicalistes et les socialistes officiels; ceux-ci parlent bien de tout briser, mais ils attaquent plutôt les hommes au pouvoir que le pouvoir lui-même; ils espèrent posséder la force de l'Etat et ils se rendent

de faire une part trop grande aux élèves des écoles militaires; la vieille noblesse et le parti catholique avaient pu ainsi s'emparer du commandement. (*Loc. cit.*, pp. 555-556.)

(1) « La société qui organisera la production sur les bases d'une association de producteurs libres et égalitaires, transportera toute la machine de l'Etat là où est dès lors sa place : dans le musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de pierre. » (Engels, *Les Origines de la société*, trad. franç., p. 280.)

(2) *Manifeste communiste*, trad. Andler, tome I, p. 39.

compte que le jour où ils détiendraient le gouvernement, ils auraient besoin d'une armée ; ils feraient de la politique étrangère et, par suite, auraient, eux aussi, à vanter le dévouement à la patrie.

Les socialistes parlementaires sentent bien que l'anti-patriotisme tient fort aux cœurs des ouvriers socialistes et ils font de grands efforts pour concilier ce qui est inconciliable : ils ne voudraient pas trop heurter des idées qui sont devenues chères au prolétariat, mais ils ne peuvent pas abandonner leur cher Etat qui leur promet tant de jouissances. Ils se sont livrés aux acrobaties oratoires les plus cocasses pour se tirer d'affaire. Par exemple, après l'arrêt de la Cour d'assises de la Seine condamnant Hervé et les antimilitaristes, le Conseil national du parti socialiste vota un ordre du jour flétrissant le « verdict de haine et de peur », déclarant qu'une justice de classe ne saurait respecter « la liberté d'opinion », protestant contre l'emploi des troupes dans les grèves et affirmant « hautement la nécessité de l'action et de l'entente internationale des travailleurs pour la suppression de la guerre » (*Socialiste*, 20 janvier 1906). Tout cela est fort habile, mais la question fondamentale est esquivée.

Ainsi on ne pourrait plus contester qu'il n'y ait une opposition absolue entre le syndicalisme révolutionnaire et l'Etat ; cette opposition prend en France la forme particulièrement âpre de l'antipatriotisme, parce que les hommes politiques ont mis en œuvre toute leur science pour arriver à jeter la confusion dans les esprits sur l'essence du socialisme. Sur le terrain du patriotisme, il ne peut y avoir de compromissions et de position

moyenne ; c'est donc sur ce terrain que les syndicalistes ont été forcés de se placer lorsque les bourgeois de tout acabit ont employé tous leurs moyens de séduction pour corrompre le socialisme et éloigner les ouvriers de l'idée révolutionnaire. Ils ont été amenés à nier l'idée de patrie par une de ces nécessités comme on en rencontre, à tout instant, au cours de l'histoire (1) et que les philosophes ont parfois beaucoup de peine à expliquer, — parce que le choix est imposé par les conditions extérieures et non librement fait pour des raisons tirées de la nature des choses. Ce caractère de nécessité historique donne au mouvement antipatriotique actuel une force qu'on chercherait vainement à dissimuler au moyen de sophismes (2).

Nous avons le droit de conclure de là que l'on ne saurait confondre les violences syndicalistes exercées au cours des grèves par des prolétaires qui veulent le renversement de l'Etat, avec ces actes de sauvagerie que la

(1) Cf. l'enquête du *Mouvement socialiste : L'idée de patrie et la classe ouvrière*. Après le procès de Hervé, Léon Daudet écrivait : « Ceux qui ont suivi ces débats ont frémi aux dépositions nullement théâtrales des secrétaires des syndicats. » (*Libre Parole*, 31 décembre 1905.)

(2) Jaurès a eu cependant l'audace de déclarer à la Chambre, le 11 mai 1907, qu'il y avait seulement « à la surface du mouvement ouvrier quelques formules d'outrance et de paradoxe, qui procèdent non de la négation de la patrie, mais de la condamnation de l'abus qu'on a fait si souvent de l'idée et du mot ». Un tel langage n'a pu être tenu que devant une assemblée qui ignore tout du mouvement ouvrier.

superstition de l'Etat a suggérés aux révolutionnaires de 93, quand ils eurent le pouvoir en main et qu'ils purent exercer sur les vaincus l'oppression, — en suivant les principes qu'ils avaient reçus de l'Eglise et de la royauté. Nous avons le droit d'espérer qu'une révolution socialiste poursuivie par de purs syndicalistes ne serait point souillée par les abominations qui souillèrent les révolutions bourgeoises.

CHAPITRE IV

La grève prolétarienne

- I. — Confusion du socialisme parlementaire et clarté de la grève générale. — Les mythes dans l'histoire. — Preuve expérimentale de la valeur de la grève générale.
- II. — Recherches faites pour perfectionner le marxisme. — Manière de l'éclairer en partant de la grève générale : lutte de classe ; — préparation à la révolution et absence d'utopies ; — caractère irréformable de la révolution.
- III. — Préjugés scientifiques opposés à la grève générale ; doutes sur la science. — Les parties claires et les parties obscures dans la pensée. — Incompétence économique des parlements.

I

Toutes les fois que l'on cherche à se rendre un compte exact des idées qui se rattachent à la violence prolétarienne, on est amené à se reporter à la notion de grève générale ; mais la même notion peut rendre bien d'autres services et fournir des éclaircissements inattendus sur toutes les parties obscures du socialisme. Dans les dernières pages du premier chapitre, j'ai comparé la grève générale à la bataille napoléonienne qui écrase définitivement l'adversaire ; ce rapprochement va nous

aider à comprendre le rôle idéologique de la grève générale.

Lorsque les écrivains militaires actuels veulent discuter de nouvelles méthodes de guerre appropriées à l'emploi de troupes infiniment plus nombreuses que n'étaient celles de Napoléon et pourvues d'armes bien plus perfectionnées que celles de ce temps ils ne supposent pas moins que la guerre devra se décider dans des batailles napoléoniennes. Il faut que les tactiques proposées puissent s'adapter au drame que Napoléon avait conçu ; sans doute, les péripéties du combat se dérouleront tout autrement qu'autrefois ; mais la fin doit être toujours la catastrophe de l'ennemi. Les méthodes d'instruction militaire sont des préparations du soldat en vue de cette grande et effroyable action, à laquelle chacun doit être prêt à prendre part au premier signal. Du haut en bas de l'échelle, tous les membres d'une armée vraiment solide ont leur pensée tendue vers cette issue catastrophique des conflits internationaux.

Les syndicats révolutionnaires raisonnent sur l'action socialiste exactement de la même manière que les écrivains militaires raisonnent sur la guerre ; ils enferment tout le socialisme dans la grève générale ; ils regardent toute combinaison comme devant aboutir à ce fait ; ils voient dans chaque grève une imitation réduite, un essai, une préparation du grand bouleversement final.

La *nouvelle école* qui se dit marxiste, syndicaliste et révolutionnaire, s'est déclarée favorable à l'idée de grève générale, dès qu'elle a pu prendre une claire conscience du sens vrai de sa doctrine, des conséquences de son activité, ou de son originalité propre. Elle a été conduite

ainsi à rompre avec les anciennes chapelles officielles, utopistes et politiciennes, qui ont horreur de la grève générale, et à entrer, au contraire, dans le mouvement propre du prolétariat révolutionnaire — qui, depuis longtemps, fait de l'adhésion à la grève générale le *test* au moyen duquel le socialisme des travailleurs se distingue de celui des révolutionnaires amateurs.

Les socialistes parlementaires ne peuvent avoir une grande influence que s'ils parviennent à s'imposer à des groupes très divers, en parlant un langage embrouillé : il leur faut des électeurs ouvriers assez naïfs pour se laisser duper par des phrases ronflantes sur le collectivisme futur ; ils ont besoin de se présenter comme de profonds philosophes aux bourgeois stupides qui veulent paraître entendus en questions sociales ; il leur est très nécessaire de pouvoir exploiter des gens riches qui croient bien mériter de l'humanité en commanditant des entreprises de politique socialiste. Cette influence est fondée sur le galimatias et nos grands hommes travaillent, avec un succès parfois trop grand, à jeter la confusion dans les idées de leurs lecteurs ; ils détestent la grève générale, parce que toute propagande faite sur ce terrain est trop socialiste pour plaire aux philanthropes.

Dans la bouche de ces prétendus représentants du prolétariat, toutes les formules socialistes perdent leur sens réel. La lutte de classe reste toujours le grand principe ; mais elle doit être subordonnée à la solidarité nationale (1). L'internationalisme est un article de foi,

(1) Le *Petit Parisien*, qui a la prétention de traiter en

en l'honneur duquel les plus modérés se déclarent prêts à prononcer les serments les plus solennels ; mais le patriotisme impose aussi des devoirs sacrés (1). L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, comme on l'imprime encore tous les jours, mais la véritable émancipation consiste à voter pour un professionnel de la politique, à lui assurer les moyens de se faire une bonne situation, à se donner un maître. Enfin l'Etat doit disparaître et on se garderait de contester ce que Engels a écrit là-dessus ; mais cette disparition aura lieu seulement dans un avenir si lointain que l'on doit s'y préparer en utilisant provisoirement l'Etat pour gaver les politiciens de bons morceaux ; et la meilleure politique pour faire disparaître l'Etat consiste provisoirement à renforcer la machine gouvernementale ; Gribouille, qui se jette à l'eau pour ne pas être mouillé par la pluie, n'aurait pas raisonné autrement. Etc., etc.

spécialiste et en socialiste les questions ouvrières, avertissait, le 31 mars 1907, des grévistes qu'ils « ne doivent jamais se croire au-dessus des devoirs de la solidarité sociale ».

(1) A l'époque où les antimilitaristes commencèrent à préoccuper le public, le *Petit Parisien* se distingua par son patriotisme : le 8 octobre 1905 article sur « le devoir sacré » et sur « le culte de ce drapeau tricolore qui a parcouru le monde avec nos gloires et nos libertés » ; le 1^{er} janvier 1906 félicitations au Jury de la Seine : « Le drapeau a été vengé des outrages jetés par ses détracteurs sur ce noble emblème. Quand il passe dans nos rues, on le salue. Les jurés ont fait plus que de s'incliner : ils se sont rangés avec respect autour de lui. » Voilà du socialisme très sage.

On pourrait remplir des pages entières avec l'exposé sommaire des thèses contradictoires, cocasses et charlatanesques qui forment le fond des harangues de nos grands hommes ; rien ne les embarrasse et ils savent combiner, dans leurs discours pompeux, fougueux et nébuleux, l'intransigeance la plus absolue avec l'opportunisme le plus souple. Un docteur du socialisme a prétendu que l'art de concilier les oppositions par le galimatias est le plus clair résultat qu'il ait tiré de l'étude des œuvres de Marx (1). J'avoue ma radicale incompétence en ces matières difficiles ; je n'ai d'ailleurs nullement la prétention d'être compté parmi les gens auxquels les politiciens concèdent le titre de savants ; cependant, je ne me résous point facilement à admettre que ce soit là le fond de la philosophie marxiste.

Les polémiques de Jaurès avec Clemenceau ont montré, d'une manière parfaitement incontestable, que nos socialistes parlementaires ne peuvent réussir à en imposer au public que par leur galimatias et qu'à force de

(1) On venait de discuter longuement au Conseil national deux motions, l'une proposant d'inviter les fédérations départementales à engager la lutte électorale partout où cela serait possible, l'autre décidant de présenter des candidats partout. Un membre se leva : « J'ai besoin, dit-il, d'un peu d'attention, car la thèse que je vais soutenir peut paraître d'abord bizarre et paradoxale. [Ces deux motions] ne sont pas inconciliables, si on essaie de résoudre cette contradiction suivant la *méthode naturelle et marxiste de résoudre toute contradiction*. » (*Socialiste*, 7 octobre 1905.) Il semble que personne ne comprit. Et c'était, en effet, inintelligible.

tromper leurs lecteurs, ils ont fini par perdre tout sens de la discussion honnête. Dans l'*Aurore* du 4 septembre 1905, Clemenceau reproche à Jaurès d'embrouiller l'esprit de ses partisans « en des subtilités métaphysiques où ils sont incapables de le suivre » ; il n'y a rien à objecter à ce reproche, sauf l'emploi du mot *métaphysique* : Jaurès n'est pas plus métaphysicien qu'il n'est juriste ou astronome. Dans le numéro du 26 octobre, Clemenceau démontre que son contradicteur possède « l'art de solliciter les textes » et termine en disant : « Il m'a paru instructif de mettre à nu certains procédés de polémique dont nous avons le tort de concéder trop facilement le monopole à la congrégation de Jésus. »

En face de ce socialisme bruyant, bavard et menteur qui est exploité par les ambitieux de tout calibre, qui amuse quelques farceurs et qu'admirent les décadents, se dresse le syndicalisme révolutionnaire qui s'efforce, au contraire, de ne rien laisser dans l'indécision ; la pensée est ici honnêtement exprimée, sans supercherie et sans sous-entendus ; on ne cherche plus à diluer les doctrines dans un fleuve de commentaires embrouillés. Le syndicalisme s'efforce d'employer des moyens d'expression qui projettent sur les choses une pleine lumière, qui les posent parfaitement à la place que leur assigne leur nature et qui accusent toute la valeur des forces mises en jeu. Au lieu d'atténuer les oppositions, il faudra, pour suivre l'orientation syndicaliste, les mettre en relief ; il faudra donner un aspect aussi solide que possible aux groupements qui luttent entre eux ; enfin on représentera les mouvements des masses révoltées de telle

manière que l'âme des révoltés en reçoive une impression pleinement maîtrisante.

Le langage ne saurait suffire pour produire de tels résultats d'une manière assurée ; il faut faire appel à des ensembles d'images capables d'évoquer *en bloc et par la seule intuition*, avant toute analyse réfléchie, la masse des sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne. Les syndicalistes résolvent parfaitement ce problème en concentrant tout le socialisme dans le drame de la grève générale ; il n'y a plus ainsi aucune place pour la conciliation des contraires dans le galimatias par les *savants officiels* ; tout est bien dessiné, en sorte qu'il ne puisse y avoir qu'une seule interprétation possible du socialisme. Cette méthode a tous les avantages que présente la connaissance totale sur l'analyse, d'après la doctrine de Bergson ; et peut-être ne pourrait-on pas citer beaucoup d'exemples capables de montrer d'une manière aussi parfaite la valeur des doctrines du célèbre professeur (1).

On a beaucoup disserté sur la possibilité de réaliser la grève générale : on a prétendu que la guerre socialiste ne pouvait se résoudre en une seule bataille ; il semble

(1) La nature de ces articles ne comporte pas de longs développements sur ce sujet ; mais je crois que l'on pourrait faire une application plus complète encore des idées de Bergson à la théorie de la grève générale. Le mouvement, dans la philosophie bergsonienne est regardé comme un tout indivisé : ce qui nous conduit justement à la conception catastrophique du socialisme.

aux *gens sages*, pratiques et savants, qu'il serait prodigieusement difficile de lancer avec ensemble les grandes masses du prolétariat ; on a analysé les difficultés de détail que présenterait une lutte devenue énorme. Au dire des socialistes-sociologues, comme au dire des politiciens, la grève générale serait une rêverie populaire, caractéristique des débuts d'un mouvement ouvrier ; on nous cite l'autorité de Sidney Webb qui a décrété que la grève générale était une illusion de jeunesse (1), dont s'étaient vite débarrassés ces ouvriers anglais — que les propriétaires de la science sérieuse nous ont si souvent présentés comme les dépositaires de la véritable conception du mouvement ouvrier.

Que la grève générale ne soit pas populaire dans l'Angleterre contemporaine, c'est un pauvre argument à faire valoir contre la portée historique de l'idée, car les Anglais se distinguent par une extraordinaire incompréhension de la lutte de classe ; leur pensée est restée très dominée par des influences médiévales : la corporation, privilégiée ou protégée au moins par les lois, leur apparaît toujours comme l'idéal de l'organisation ouvrière ; c'est pour l'Angleterre que l'on a inventé le terme d'*aristocratie ouvrière* pour parler des syndiqués et, en effet, le trade-unionisme poursuit l'acquisition de faveurs légales (2). Nous pourrions donc dire que l'aversion que l'Angleterre éprouve pour la grève générale devrait être regardée

(1) Bourdeau, *Evolution du socialisme*, p. 232.

(2) C'est ce qu'on voit, par exemple, dans les efforts faits par les trade-unions pour obtenir des lois leur évitant la responsabilité civile de leurs actes.

comme une forte présomption en faveur de celle-ci, par tous ceux qui regardent la lutte de classe comme l'essentiel du socialisme.

D'autre part, Sidney Webb jouit d'une réputation fort exagérée de compétence ; il a eu le mérite de compiler des dossiers peu intéressants et la patience de composer une des compilations les plus indigestes qui soient, sur l'histoire du trade-unionisme ; mais c'est un esprit des plus bornés qui n'a pu éblouir que des gens peu habitués à réfléchir (1). Les personnes qui ont introduit sa gloire en France n'entendaient pas un mot au socialisme ; et si vraiment il est au premier rang des auteurs contemporains d'histoire économique, comme l'assure son traducteur (2), c'est que le niveau intellectuel de ces historiens est assez bas ; bien des exemples nous montrent d'ailleurs qu'on peut être un illustre professionnel de l'histoire et un esprit moins que médiocre.

(1) Tarde ne pouvait arriver à se rendre compte de la réputation que l'on avait faite à Sidney Webb, qui lui semblait un barbouilleur de papier.

(2) Métin, *Le socialisme en Angleterre*, p 210. Cet écrivain a reçu un *brevet de socialisme* du gouvernement ; le 26 juillet 1904, le Commissaire général français de l'Exposition de Saint-Louis disait : « M. Métin est animé du meilleur esprit démocratique ; c'est un excellent républicain ; *c'est même un socialiste* que les associations ouvrières doivent accueillir comme un ami. » (*Association ouvrière*, 30 juillet 1904.) Il y aurait une étude amusante à faire sur les personnes qui possèdent de pareils brevets délivrés soit par le gouvernement, soit par le *Musée social*, soit par la *presse bien informée*.

Je n'attache pas d'importance, non plus, aux objections que l'on adresse à la grève générale en s'appuyant sur des considérations d'ordre pratique ; c'est revenir à l'ancienne utopie que vouloir fabriquer sur le modèle des récits historiques des hypothèses relatives aux luttes de l'avenir et aux moyens de supprimer le capitalisme. Il n'y a aucun procédé pour pouvoir prévoir l'avenir d'une manière scientifique, ou même pour discuter sur la supériorité que peuvent avoir certaines hypothèses sur d'autres ; trop d'exemples mémorables nous démontrent que les plus grands hommes ont commis des erreurs prodigieuses en voulant, ainsi, se rendre maîtres des futurs, même des plus voisins (1).

Et cependant nous ne saurions agir sans sortir du présent, sans raisonner sur cet avenir qui semble condamné à échapper toujours à notre raison. L'expérience nous prouve que des *constructions d'un avenir indéterminé dans les temps* peuvent avoir une grande efficacité et n'avoir que bien peu d'inconvénients, lorsqu'elles sont d'une certaine nature ; cela a lieu quand il s'agit de mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances qui viennent se présenter à l'esprit avec l'insistance d'instincts dans toutes les circonstances de la vie et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaine sur lesquels se fonde la réforme de la volonté. Nous savons que ces mythes sociaux

(1) Les erreurs commises par Marx sont nombreuses et parfois énormes. (Cf. G. Sorel, *Saggi di critica del marxismo*, pp. 51-57.)

n'empêchent d'ailleurs nullement l'homme de savoir tirer profit de toutes les observations qu'il fait au cours de sa vie et ne font point obstacle à ce qu'il remplisse ses occupations normales (1).

C'est ce que l'on peut montrer par de nombreux exemples.

Les premiers chrétiens attendaient le retour du Christ et la ruine totale du monde païen, avec l'instauration du royaume des saints, pour la fin de la première génération. La catastrophe ne se produisit pas, mais la pensée chrétienne tira un tel parti du mythe apocalyptique que certains savants contemporains voudraient que toute la prédication de Jésus eût porté sur ce sujet unique (2). — Les espérances que Luther et Calvin avaient formées sur l'exaltation religieuse de l'Europe ne se sont nullement réalisées; très rapidement ces Pères de la Réforme ont paru être des hommes d'un autre monde; pour les protestants actuels, ils appartiennent plutôt au Moyen Age qu'aux temps modernes et les problèmes qui les inquiétaient le plus occupent fort peu de place dans le protestantisme contemporain. Devrons-nous contester, pour cela, l'immense résultat qui est sorti de leurs rêves de rénovation chrétienne? — On peut reconnaître facilement

(1) On a souvent fait remarquer que des sectaires anglais ou américains, dont l'exaltation religieuse était entretenue par les mythes apocalyptiques, n'en étaient pas moins souvent des hommes très pratiques.

(2) Cette doctrine occupe, à l'heure actuelle, une grande place dans l'exégèse allemande; elle a été apportée en France par l'abbé Loisy.

que les vrais développements de la Révolution ne ressemblent nullement aux tableaux enchanteurs qui avaient enthousiasmé ses premiers adeptes ; mais sans ces tableaux la Révolution aurait-elle pu vaincre ? Le mythe était fort mêlé d'utopies (1), parce qu'il avait été formé par une société passionnée pour la littérature d'imagination, pleine de confiance dans la *petite science* et fort peu au courant de l'histoire économique du passé. Ces utopies ont été vaines ; mais on peut se demander si la Révolution n'a pas été une transformation beaucoup plus profonde que celles qu'avaient rêvées les gens qui, au XVIII^e siècle, fabriquaient des utopies sociales. — Tout près de nous, Mazzini a poursuivi ce que les hommes sages de son temps nommèrent une folle chimère ; mais on ne peut plus douter aujourd'hui que sans Mazzini l'Italie ne serait jamais devenue une grande puissance et que celui-ci a beaucoup plus fait pour l'unité italienne que Cavour et tous les politiques de son école.

Il importe donc fort peu de savoir ce que les mythes renferment de détails destinés à apparaître réellement sur le plan de l'histoire future ; ce ne sont pas des almanachs astrologiques ; il peut même arriver que rien de ce qu'ils renferment ne se produise, — comme ce fut le cas pour la catastrophe attendue par les premiers chrétiens (2). Dans la vie courante ne sommes nous pas habitués à

(1) Cf. la lettre à Daniel Halévy, iv

(2) J'ai essayé de montrer comment à ce mythe social qui s'est évanoui, a succédé une dévotion qui a conservé une importance capitale dans la vie catholique : cette évolution du social à l'individuel me semble toute naturelle dans une religion. (*Le système historique de Renan*, pp. 374-382.)

reconnaitre que la réalité diffère beaucoup des idées que nous nous en étions faites avant d'agir ? Et cela ne nous empêche pas de continuer à prendre des résolutions. Les psychologues disent qu'il y a hétérogénéité entre les fins réalisées et les fins données : la moindre expérience de la vie nous révèle cette loi, que Spencer a transportée dans la nature, pour en tirer sa théorie de la multiplication des effets (1).

Il faut juger les mythes comme des moyens d'agir sur le présent et toute discussion sur la manière de les appliquer matériellement sur le cours de l'histoire est dépourvue de sens. *C'est l'ensemble du mythe qui importe seul* ; ses parties n'offrent d'intérêt que par le relief qu'ils donnent à l'idée contenue dans la construction. Il n'est donc pas utile de raisonner sur les incidents qui peuvent se produire au cours de la guerre sociale et sur les conflits décisifs qui peuvent donner la victoire au prolétariat ; alors même que les révolutionnaires se tromperaient, du tout au tout, en se faisant un tableau fantaisiste de la grève générale, ce tableau pourrait avoir été, au cours de la préparation à la révolution, un élément de force de premier ordre, s'il a admis, d'une manière parfaite, toutes les aspirations du socialisme et s'il a donné à l'ensemble des pensées révolutionnaires une précision et une raideur que n'auraient pu leur fournir d'autres manières de penser.

Pour apprécier la portée de l'idée de grève générale, il faut donc abandonner tous les procédés de discussion qui

(1) Je crois bien que tout l'évolutionnisme de Spencer doit s'expliquer, d'ailleurs, par une émigration de la psychologie dans la physique.

ont cours entre politiciens, sociologues ou gens ayant des prétentions à la science pratique. On peut concéder aux adversaires tout ce qu'ils s'efforcent de démontrer, sans réduire, en aucune façon, la valeur de la thèse qu'ils croient pouvoir réfuter ; il importe peu que la grève générale soit une réalité partielle, ou seulement un produit de l'imagination populaire. Toute la question est de savoir si la grève générale contient bien tout ce qu'attend la doctrine socialiste du prolétariat révolutionnaire.

Pour résoudre une pareille question, nous ne sommes plus réduits à raisonner savamment sur l'avenir ; nous n'avons pas à nous livrer à de hautes considérations sur la philosophie, sur l'histoire et sur l'économie ; nous ne sommes pas sur le domaine des idéologies, mais nous pouvons rester sur le terrain des faits que l'on peut observer. Nous avons à interroger les hommes qui prennent une part très active au mouvement réellement révolutionnaire au sein du prolétariat, qui n'aspirent point à monter dans la bourgeoisie et dont l'esprit n'est pas dominé par des préjugés corporatifs. Ces hommes peuvent se tromper sur une infinité de questions de politique, d'économie ou de morale ; mais leur témoignage est décisif, souverain et irréformable quand ils s'agit de savoir quelles sont les représentations qui agissent sur eux et sur leurs camarades de la manière la plus efficace, qui possèdent, au plus haut degré, la faculté de s'identifier avec leur conception socialiste, et grâce auxquelles la raison, les espérances et la perception des faits particuliers semblent ne plus faire qu'une seule unité (1).

(1) C'est encore une application des thèses bergsoniennes.

Grâce à eux, nous savons que la grève générale est bien ce que j'ai dit : le *mythe* dans lequel le socialisme s'enferme tout entier, une organisation d'images capables d'évoquer instinctivement tous les sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne. Les grèves ont engendré dans le prolétariat les sentiments les plus nobles, les plus profonds et les plus moteurs qu'il possède ; la grève générale les groupe tous dans un tableau d'ensemble et, par leur rapprochement, donne à chacun d'eux son maximum d'intensité ; faisant appel à des souvenirs très cuisants de conflits particuliers, elle colore d'une vie intense tous les détails de la composition présentée à la conscience. Nous obtenons ainsi cette intuition du socialisme que le langage ne pouvait pas nous donner d'une manière parfaitement claire — et nous l'obtenons dans un ensemble perçu instantanément (1).

Nous pouvons encore nous appuyer sur un autre témoignage pour démontrer la puissance de l'idée de grève générale. Si cette idée était une pure chimère, comme on le dit si fréquemment, les socialistes parlementaires ne s'échaufferaient pas tant pour la combattre ; je ne sache pas qu'ils aient jamais rompu des lances contre les espérances insensées que les utopistes ont continué de faire miroiter aux yeux éblouis du peuple (2). Dans une

(1) C'est la connaissance parfaite de la philosophie bergsonienne.

(2) Je n'ai pas souvenir que les socialistes officiels aient montré tout le ridicule des romans de Bellamy, qui ont eu

polémique relative aux réformes sociales réalisables, Clemenceau faisait ressortir ce qu'a de machiavélique l'attitude de Jaurès quand il est en face d'illusions populaires : il met sa conscience à l'abri de « quelque sentence habilement balancée », mais si habilement balancée qu'elle « sera distraitemment accueillie par ceux qui ont le plus grand besoin d'en pénétrer la substance, tandis qu'ils s'abreueront avec délices à la rhétorique trompeuse des joies terrestres à venir » (*Aurore*, 28 décembre 1903). Mais quand il s'agit de la grève générale, c'est tout autre chose ; nos politiciens ne se contentent plus de réserves compliquées ; ils parlent avec violence et s'efforcent d'amener leurs auditeurs à abandonner cette conception.

La cause de cette attitude est facile à comprendre : les politiciens n'ont aucun danger à redouter des utopies qui présentent au peuple un mirage trompeur de l'avenir et orientent « les hommes vers des réalisations prochaines de terrestre félicité, dont une faible partie ne peut être scientifiquement le résultat que d'un très long effort ». (C'est ce que font les politiciens socialistes d'après Clemenceau.) Plus les électeurs croiront facilement aux *forces magiques de l'Etat*, plus ils seront disposés à voter pour le candidat qui promet des merveilles ; dans la lutte

un si grand succès. Ces romans auraient d'autant mieux nécessité une critique qu'ils présentent au peuple un idéal de vie toute bourgeoise. Ils étaient un produit naturel de l'Amérique, pays qui ignore la lutte de classe ; mais en Europe, les théoriciens de la lutte de classe ne les auraient-ils pas compris ?

électorale, il y a une surenchère continuelle : pour que les candidats socialistes puissent passer sur le corps des radicaux, il faut que les électeurs soient capables d'accepter toutes les espérances (1) ; aussi, nos politiciens socialistes se gardent-ils bien de combattre d'une manière efficace l'utopie du bonheur facile.

S'ils combattent la grève générale, c'est qu'ils reconnaissent, au cours de leurs tournées de propagande, que l'idée de grève générale est si bien adaptée à l'âme ouvrière qu'elle est capable de la dominer de la manière la plus absolue et de ne laisser aucune place aux désirs que peuvent satisfaire les parlementaires. Ils s'aperçoivent que cette idée est tellement motrice qu'une fois entrée dans les esprits, ceux-ci échappent à tout contrôle de maîtres et qu'ainsi le pouvoir des députés serait réduit à rien. Enfin ils sentent, d'une manière vague, que tout le socialisme pourrait bien être absorbé par la grève générale, ce qui rendrait fort inutiles tous les compromis entre les groupes politiques en vue desquels a été constitué le régime parlementaire.

L'opposition des socialistes officiels fournit donc une confirmation de notre première enquête sur la portée de la grève générale.

(1) Dans l'article que j'ai déjà cité, Clemenceau rappelle que Jaurès a pratiqué cette surenchère dans un grand discours prononcé à Béziers.

II

Il nous faut maintenant aller plus loin et demander si le tableau fourni par la grève générale est vraiment complet, c'est à dire s'il comprend tous les éléments de la lutte reconnus par le socialisme moderne. Mais tout d'abord il faut bien préciser la question, ce qui sera facile en partant des explications données plus haut sur la nature de cette construction. Nous avons vu que la grève générale doit être considérée comme un ensemble indivisé ; par suite aucun détail d'exécution n'offre aucun intérêt pour l'intelligence du socialisme ; il faut même ajouter que l'on est toujours en danger de perdre quelque chose de cette intelligence quand on essaie de décomposer cet ensemble en parties. Nous allons essayer de montrer qu'il y a une identité fondamentale entre les thèses capitales du marxisme et les aspects d'ensemble que fournit le tableau de la grève générale.

Cette affirmation ne manquera pas que de paraître paradoxale à plus d'une personne ayant lu les publications des marxistes les plus autorisés. Il a existé, en effet, pendant très longtemps, une hostilité fort déclarée dans les milieux marxistes contre la grève générale. Cette tradition a beaucoup nui aux progrès de la doctrine de Marx ; et ce n'est pas le plus mauvais exemple que l'on puisse prendre pour montrer que les disciples tendent, en général, à restreindre la portée de la pensée magistrale.

La *nouvelle école* a eu beaucoup de peine à se dégager de ces influences ; elle a été formée par des personnes qui avaient reçu à un très haut degré une empreinte marxiste et elle a été longtemps avant de connaître que les objections adressées à la grève générale provenaient de l'incapacité des représentants officiels du marxisme plutôt que des principes mêmes de la doctrine (1).

La *nouvelle école* a commencé son émancipation le jour où elle a clairement discerné que les formules du socialisme s'éloignaient souvent beaucoup de l'esprit de Marx et qu'elle a préconisé un retour à cet esprit. Ce n'était pas sans une certaine stupéfaction qu'elle s'apercevait que l'on avait mis sur le compte du maître de prétendues inventions qui provenaient de ses prédécesseurs ou qui même étaient des lieux communs à l'époque où fut rédigé le *Manifeste communiste*. Suivant un auteur qui a sa place parmi les gens bien informés — selon le gouvernement et le *Musée Social* — « l'accumulation [du capital dans les mains de quelques individus] est une des grandes découvertes de Marx, une des trouvailles dont il était le plus fier » (2). N'en déplaise à la science historique de ce notable universitaire, cette thèse

(1) Dans un article sur l'*Introduction à la métaphysique*, publié en 1903, Bergson signale que les disciples sont toujours portés à exagérer les divergences qui existent entre les maîtres et que « le maître, en tant qu'il formule, développe, traduit en idées abstraites ce qu'il apporte, est déjà, en quelque sorte, un disciple vis-à-vis de lui-même ». (*Cahiers de la Quinzaine*, 42^e cahier de la 4^e série, pp. 22-23.)

(2) A. Métin, *op. cit.*, p. 491.

était une de celles qui couraient les rues avant que Marx eût jamais rien écrit et elle était devenue un dogme dans le monde socialiste à la fin du règne de Louis-Philippe. Il y a quantité de thèses marxistes du même genre.

Un pas décisif fut fait vers la réforme lorsque ceux des marxistes qui aspiraient à penser librement, se furent mis à étudier le mouvement syndical ; ils découvrirent que « les purs syndicaux ont plus à nous apprendre qu'ils n'ont à apprendre de nous » (1). C'était le commencement de la sagesse ; on s'orientait vers la voie réaliste qui avait conduit Marx à ses véritables découvertes ; on pouvait revenir aux seuls procédés qui méritent le nom de philosophiques, « car les idées vraies et fécondes sont autant de prises de contact avec des courants de réalité », et elles « doivent la meilleure part de leur luminosité à la lumière que leur ont renvoyée, par réflexion, les faits et les applications où elles ont conduit, la clarté d'un concept n'étant guère autre chose, au fond, que l'assurance enfin contractée de le manipuler avec profit » (2). Et on peut encore utilement citer une autre profonde pensée de Bergson : « On n'obtient pas de la réalité une intuition, c'est-à-dire une *sympathie intellectuelle avec ce qu'elle a de plus intérieur*, si l'on n'a pas gagné sa confiance par une large camaraderie avec ses manifestations superficielles. Et il ne s'agit pas simplement de s'assimiler les faits marquants ; il en faut *accumuler et fondre ensemble* une si énorme masse qu'on

(1) G. Sorel, *Avenir socialiste des syndicats*, p. 12.

(2) Bergson, *Loc. cit.*, p. 21.

soit assuré, dans cette fusion, de neutraliser les unes par les autres toutes les idées préconçues et prématurées que les observateurs ont pu déposer, à leur insu, au fond de leurs observations. Alors seulement se dégage la matérialité brute des faits connus. » On parvient enfin à ce que Bergson nomme une *expérience intégrale* (1).

Grâce au nouveau principe, on arriva bien vite à reconnaître que toutes les affirmations dans le cercle desquelles on avait prétendu enfermer le socialisme, sont d'une déplorable insuffisance ou qu'elles sont souvent plus dangereuses qu'utiles. C'est le respect superstitieux voué par la socialdémocratie à la scolastique de ses doctrines qui a rendu stériles tous les efforts tentés en Allemagne en vue de perfectionner le marxisme.

Lorsque la *nouvelle école* eut acquis une pleine intelligence de la grève générale et qu'elle eut ainsi atteint la profonde intuition du mouvement ouvrier, elle découvrit que toutes les thèses socialistes possédaient une clarté qui leur avait manqué jusque-là, dès qu'on les interprétait en évoquant à leur aide cette grande construction ; elle s'aperçut que l'appareil lourd et fragile que l'on avait fabriqué en Allemagne pour expliquer les doctrines de Marx, était à rejeter si l'on voulait suivre exactement les transformations contemporaines de l'idée prolétarienne ; elle découvrit que la notion de la grève générale mettait en mesure d'explorer avec fruit tout le vaste domaine du marxisme, qui était resté jusque-là à peu près inconnu aux pontifes qui prétendaient régenter

(1) Bergson, *loc. cit.*, pp. 24-25.

le socialisme. Ainsi les principes fondamentaux du marxisme ne seraient parfaitement intelligibles que si l'on s'aide du tableau de la grève générale, et, d'autre part, on peut penser que ce tableau ne prend toute sa signification que pour ceux qui sont nourris de la doctrine de Marx.

A. — Tout d'abord, je vais parler de la lutte de classe, qui est le point de départ de toute réflexion socialiste et qui a tant besoin d'être élucidée depuis que des sophistes s'efforcent d'en donner une idée fausse.

1° Marx parle de la société comme si elle était coupée en deux groupes foncièrement antagonistes ; cette thèse dichotomique a été souvent combattue au nom de l'observation et il est certain qu'il faut un certain effort de l'esprit pour la trouver vérifiée dans les phénomènes de la vie commune.

La marche de l'atelier capitaliste fournit une première approximation et le travail aux pièces joue un rôle essentiel dans la formation de l'idée de classe ; il met, en effet, en lumière une opposition très nette d'intérêts se manifestant sur le prix des objets (1) : les travailleurs se sentent dominés par les patrons d'une manière analogue à celle dont se sentent dominés les paysans par les marchands et les prêteurs d'argent urbains ; l'histoire montre qu'il n'y a guère d'opposition économique plus clairement sen-

(1) Je ne sais pas si les *savants* ont toujours bien compris le rôle du travail aux pièces. Il est évident que la fameuse formule : « Le producteur devrait pouvoir racheter son produit » provient de réflexions faites sur le travail aux pièces.

tie que celle-ci ; campagnes et villes forment deux pays ennemis, depuis qu'il y a une civilisation (1). Le travail aux pièces montre aussi que dans le monde des salariés il y a un groupe d'hommes ayant la confiance du patron et qui n'appartiennent pas au monde du prolétariat.

La grève apporte une clarté nouvelle ; elle sépare, mieux que les circonstances journalières de la vie, les intérêts et les manières de penser des deux groupes de salariés ; il devient alors clair que le groupe administratif aurait une tendance naturelle à constituer une petite aristocratie ; c'est pour ces gens que le socialisme d'Etat serait avantageux, parce qu'ils s'élèveraient d'un cran dans la hiérarchie sociale.

Mais toutes les oppositions prennent un caractère de netteté extraordinaire quand on suppose les conflits grossis jusqu'au point de la grève générale ; alors toutes les parties de la structure économico-juridique, en tant que celle-ci est regardée du point de vue de la lutte de classe, sont portées à leur perfection ; la société est bien divisée en deux camps, et seulement en deux, sur un champ de bataille. Aucune explication philosophique des faits observés dans la pratique ne pourrait fournir d'aussi vives lumières que le tableau si simple que l'évocation de la grève générale met devant les yeux.

2° On ne saurait concevoir la disparition du commandement capitaliste si l'on ne supposait l'existence d'un

(1) « On peut dire que l'histoire économique de la société roule sur cette antithèse », de la ville et de la campagne. (*Capital*, tome I, p. 152, col. 1.)

ardent sentiment de révolte qui ne cesse de dominer l'âme ouvrière ; mais l'expérience montre que, très souvent, les révoltes d'un jour sont bien loin d'avoir le ton qui est véritablement spécifique du socialisme ; les colères les plus violentes ont dépendu, plus d'une fois, de passions qui pouvaient trouver satisfaction dans le monde bourgeois ; on voit beaucoup de révolutionnaires abandonner leur ancienne intransigeance lorsqu'ils rencontrent une voie favorable (1). — Ce ne sont pas seulement les satisfactions d'ordre matériel qui produisent ces fréquentes et scandaleuses conversions ; l'amour-propre est, encore plus que l'argent, le grand moteur du passage de la révolte à la bourgeoisie. — Cela serait peu de chose s'il ne s'agissait que de personnages exceptionnels ; mais on a souvent soutenu que la psychologie des masses ouvrières est si facilement adaptable à l'ordre capitaliste que la paix sociale serait rapidement obtenue pour peu que les patrons voulussent bien y mettre un peu du leur.

G. Le Bon prétend qu'on se trompe beaucoup lorsqu'on croit aux instincts révolutionnaires des foules, que leurs tendances sont conservatrices, que toute la puissance du socialisme provient de l'état mental, passablement détraqué, de la bourgeoisie ; il est persuadé que

(1) On se rappelle que l'éruption de la Martinique a fait périr un gouverneur qui, en 1879, avait été un des protagonistes du congrès socialiste de Marseille. La Commune, elle-même, n'a pas été funeste à tous ses partisans ; plusieurs ont eu d'assez belles carrières ; l'ambassadeur de la France, à Rome, s'était distingué, en 1871, parmi ceux qui avaient demandé la mort des otages.

les masses iront toujours à un César (1). Il y a beaucoup de vrai dans ces jugements qui sont fondés sur une connaissance très étendue des civilisations ; mais il faut ajouter un correctif aux thèses de G. Le Bon ; ces thèses ne valent que pour des sociétés dans lesquelles manque la notion de lutte de classe.

L'observation montre que cette notion se maintient avec une force indestructible dans tous les milieux qui sont atteints par l'idée de grève générale : plus de paix sociale possible, plus de routine résignée, plus d'enthousiasme pour des maîtres bienfaisants ou glorieux, le jour où les plus minimes incidents de la vie journalière deviennent des symptômes de l'état de lutte entre les classes, où tout conflit est un incident de guerre sociale, où toute grève engendre la perspective d'une catastrophe totale. L'idée de grève générale est à ce point motrice qu'elle entraîne dans le sillage révolutionnaire tout ce qu'elle touche. Grâce à elle, le socialisme reste toujours jeune, les tentatives faites pour réaliser la paix sociale semblent enfantines, les désertions de camarades qui s'embourgeoisent, loin de décourager les masses, les excitent davantage à la révolte ; en un mot, la scission n'est jamais en danger de disparaître.

3^e Les succès qu'obtiennent les politiciens dans leurs tentatives destinées à faire sentir ce qu'ils nomment l'influence prolétarienne dans les institutions bourgeoises,

(1) G. Le Bon, *Psychologie du socialisme*, 3^e édition, p. 111 et pp. 457-459. L'auteur, traité, il y a quelques années, d'imbécile par les petits matamores du socialisme universitaire, est l'un des physiciens les plus originaux de notre temps.

constituent un très grand obstacle au maintien de la notion de lutte de classe. Le monde a toujours vécu de transactions entre les partis et l'ordre a toujours été provisoire ; il n'y a pas de changement, si considérable qu'il soit, qui puisse être regardé comme impossible dans un temps comme le nôtre, qui a vu tant de nouveautés s'introduire d'une manière imprévue. C'est par des compromis successifs que s'est réalisé le progrès moderne ; pourquoi ne pas poursuivre les fins du socialisme par des procédés qui ont si bien réussi ? On peut imaginer beaucoup de moyens propres à donner satisfaction aux désirs les plus pressants des classes malheureuses. Pendant longtemps ces projets d'amélioration furent inspirés par un esprit conservateur, féodal ou catholique ; on voulait, disait-on, arracher les masses à l'influence des démagogues. Ceux-ci, menacés dans leurs situations, moins par leurs anciens ennemis que par les politiciens socialistes, imaginent aujourd'hui des projets pourvus de couleurs progressives, démocratiques, libre-penseuses. On commence enfin à nous menacer de compromis socialistes !

On ne prend pas toujours garde à ce que beaucoup d'organisations politiques, de systèmes d'administration et de régimes financiers peuvent se concilier avec la domination d'une bourgeoisie. Il ne faut pas toujours attacher grande valeur à des attaques violentes formulées contre la bourgeoisie ; elles peuvent être motivées par le désir de réformer le capitalisme et de le perfectionner (1). Il

(1) Je connais, par exemple, un catholique fort éclairé qui manifeste avec une singulière acrimonie son mépris pour

semble qu'il y ait aujourd'hui pas mal de gens qui sacrifieraient volontiers l'héritage, comme les saint-simoniens, tout en étant fort loin de désirer la disparition du régime capitaliste (1).

La grève générale supprime toutes les conséquences idéologiques de toute politique sociale possible ; ses partisans regardent les réformes, même les plus populaires, comme ayant un caractère bourgeois ; rien ne peut atténuer pour eux l'opposition fondamentale de la lutte de classe. Plus la politique des réformes sociales deviendra prépondérante, plus le socialisme éprouvera le besoin d'opposer au tableau du progrès qu'elle s'efforce de réaliser, le tableau de la catastrophe totale que la grève générale fournit d'une manière vraiment parfaite.

B. — Examinons maintenant divers aspects très essentiels de la révolution marxiste en les rapprochant de la grève générale.

1^o Marx dit que le prolétariat se présentera, au jour de la révolution, discipliné, uni, organisé par le mécanisme même de la production. Cette formule si concentrée ne serait pas bien claire si nous ne la rapprochions du

la bourgeoisie française : mais son idéal est l'américanisme c'est-à-dire un capitalisme très jeune et très actif.

(1) P. de Rousiers a été très frappé de voir aux Etats-Unis comment des pères riches forcent leurs fils à gagner leur vie ; il a rencontré souvent « des Français profondément choqués de ce qu'ils appellent l'égoïsme des pères américains. Il leur semble révoltant qu'un homme riche n'établisse pas son fils ». (*La vie américaine, L'éducation et la société*, p. 9.)

contexte ; d'après Marx, la classe ouvrière sent peser sur elle un régime dans lequel « s'accroît la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation » et contre lequel elle organise une résistance toujours croissante, jusqu'au jour où toute la structure sociale s'effondre (1). Maintes fois on a contesté l'exactitude de cette description fameuse, qui semble beaucoup mieux convenir aux temps du *Manifeste* (1847) qu'aux temps du *Capital* (1867) ; mais cette objection ne doit pas nous arrêter et elle doit être écartée au moyen de la théorie des mythes. Les divers termes que Marx emploie pour dépeindre la préparation au combat décisif, ne doivent pas être pris pour des constatations matérielles, directes et déterminées dans le temps ; c'est l'ensemble seul qui doit nous frapper et cet ensemble est parfaitement clair : Marx entend nous faire comprendre que toute la préparation du prolétariat dépend uniquement de l'organisation d'une résistance obstinée, croissante et passionnée contre l'ordre de choses existant.

Cette thèse est d'une importance suprême pour la saine intelligence du marxisme ; mais elle a été souvent contestée, sinon en théorie, du moins en pratique ; on a soutenu que le prolétariat devait se préparer à son rôle futur par d'autres voies que par celles du syndicalisme révolutionnaire. C'est ainsi que les docteurs de la coopération soutiennent qu'il faut accorder à leur recette une place notable dans l'œuvre d'affranchissement ; les démocrates disent qu'il est essentiel de supprimer tous les pré-

(1) *Capital*, tome I, p. 342, col. 1.

jugés qui proviennent de l'ancienne influence catholique, etc. Beaucoup de révolutionnaires croient que, si utile que puisse être le syndicalisme, il ne saurait suffire à organiser une société qui a besoin d'une philosophie, d'un droit nouveau, etc. ; comme la division du travail est une loi fondamentale du monde, le socialisme ne doit pas rougir de s'adresser aux spécialistes qui ne manquent point en matière de philosophie et de droit. Jaurès ne cesse de répéter ces balivernes. Cet *élargissement* du socialisme est contraire à la théorie marxiste aussi bien qu'à la conception de la grève générale ; mais il est évident que la grève générale commande la pensée d'une manière infiniment plus claire que toutes les formules.

2^o J'ai appelé l'attention sur le danger que présentent pour l'avenir d'une civilisation les révolutions qui se produisent dans une ère de déchéance économique ; tous les marxistes ne semblent pas s'être bien rendu compte de la pensée de Marx sur ce point. Celui-ci croyait que la grande catastrophe serait précédée d'une crise économique énorme ; mais il ne faut pas confondre les crises dont Marx s'occupe, avec une déchéance ; les crises lui apparaissaient comme le résultat d'une aventure trop hasardeuse de la production qui a créé des forces productives hors de proportion avec les moyens régulateurs dont dispose automatiquement le capitalisme de l'époque. Une telle aventure suppose que l'on a vu l'avenir ouvert aux plus puissantes entreprises et que la notion du progrès économique est tout à fait prépondérante à une telle époque. Pour que les classes moyennes dont les conditions d'existence passable correspondent encore à l'ère capitaliste, puissent se joindre au prolétariat, il faut que la pro-

duction future soit capable de leur apparaître aussi brillante qu'apparut autrefois la conquête de l'Amérique aux paysans anglais qui quittèrent la vieille Europe pour se lancer dans une vie d'aventures.

La grève générale conduit aux mêmes considérations. Les ouvriers sont habitués à voir réussir leurs révoltes contre les nécessités imposées par le capitalisme durant les époques de prospérité, en sorte qu'on peut dire que le seul fait d'identifier révolution et grève générale éloigne toute pensée de concevoir qu'une transformation essentielle du monde puisse résulter de la décadence économique. Les ouvriers se rendent également bien compte que les paysans et les artisans ne marcheront avec eux que si l'avenir paraît tellement beau que l'industrie soit en état d'améliorer non seulement le sort de ses producteurs, mais encore celui de tout le monde (1).

Il est très important de mettre toujours en relief ce caractère de haute prospérité que doit posséder l'industrie pour permettre la réalisation du socialisme ; car l'expérience nous montre que c'est en cherchant à combattre le progrès du capitalisme et à sauver les moyens d'existence des classes en voie de décadence que les prophètes de la paix sociale cherchent surtout à capter la faveur populaire.

(1) On ne saurait trop insister sur ce point et il n'est pas difficile de reconnaître que les propagandistes sont amenés à revenir fréquemment sur cet aspect de la révolution sociale. Celle-ci se produira quand les classes intermédiaires seront encore en vie, mais quand elles auront été écœurées par les farces de la paix sociale et quand il se trouvera des conditions de si grand progrès économique que l'avenir se colorera d'une manière favorable pour tout le monde.

Il faut présenter, d'une manière saisissante, les liens qui rattachent la révolution au progrès constant et rapide de l'industrie (1).

3° On ne saurait trop insister sur ce fait que le marxisme condamne toute hypothèse construite par les utopistes sur l'avenir. Le professeur Brentano, de Munich, a raconté qu'en 1869 Marx écrivait à son ami Beesly, qui avait publié un article sur l'avenir de la classe ouvrière, qu'il l'avait tenu jusque-là pour le seul Anglais révolutionnaire et qu'il le tenait désormais pour un réactionnaire, — car, disait-il, « qui compose un programme pour l'avenir est un réactionnaire » (2). Il estimait que le prolétariat n'avait point à suivre les leçons de doctes inventeurs de solutions sociales, mais à prendre, tout simplement, la suite du capitalisme. Pas besoin de programmes d'avenir : les programmes sont réalisés déjà dans l'atelier. L'idée de la continuité technologique domine toute la pensée marxiste.

La pratique des grèves nous conduit à une concep-

(1) Kautsky est souvent revenu sur cette idée qui était particulièrement chère à Engels.

(2) Bernstein dit, à ce propos, que Brentano a pu exagérer un peu, mais que « le mot cité par lui ne s'éloigne pas beaucoup de la pensée de Marx ». (*Mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1893, p. 270.) — Avec quoi peuvent se faire les utopies ? avec du passé et souvent avec du passé fort reculé ; c'est probablement pour cela que Marx traitait Beesly de *réactionnaire*, alors que tout le monde s'étonnait de sa hardiesse révolutionnaire. Les catholiques ne sont pas les seuls à être hypnotisés par le Moyen Âge, et Yves Guyot s'amuse du « troubadourisme collectiviste » de Lafargue. (Lafargue et Y. Guyot, *La propriété*, pp. 121-122.)

tion identique à celle de Marx. Les ouvriers qui cessent de travailler, ne viennent pas présenter aux patrons des projets de meilleure organisation du travail et ne leur offrent pas leur concours pour mieux diriger les affaires ; en un mot, l'utopie n'a aucune place dans les conflits économiques. Jaurès et ses amis sentent fort bien qu'il y a là une terrible présomption contre leurs conceptions relatives à la manière de réaliser le socialisme : ils voudraient que dans la pratique des grèves s'introduisissent déjà des fragments de programmes industriels fabriqués par les doctes sociologues et acceptés par les ouvriers ; ils voudraient voir se produire ce qu'ils appellent le *parlementarisme industriel*, qui comporterait, tout comme le parlementarisme politique, des masses conduites et des rhéteurs qui leur imposent une direction. Ce serait l'apprentissage de leur socialisme qui devrait commencer dès maintenant.

Avec la grève générale, toutes ces belles choses disparaissent ; la révolution apparaît comme une pure et simple révolte et nulle place n'est réservée aux sociologues, aux gens du monde amis des réformes sociales, aux Intellectuels qui ont embrassé la *profession de penser pour le prolétariat*.

C. — Le socialisme a toujours effrayé, en raison de l'inconnu énorme qu'il renferme ; on sent qu'une transformation de ce genre ne permettrait pas un retour en arrière. Les utopistes ont employé tout leur art littéraire à essayer d'endormir les âmes par des tableaux si enchanteurs que toute crainte fût bannie ; mais plus ils accumulaient de belles promesses, plus les gens sérieux

soupçonnaient des pièges. — en quoi ils n'avaient pas complètement tort, car les utopistes eussent mené le monde à des désastres et à la tyrannie, si on les avait écoutés.

Marx avait, au plus haut degré, l'idée que la révolution sociale dont il parlait constituerait une *transformation irréformable* et qu'elle marquerait une séparation absolue entre deux ères de l'histoire ; il est revenu souvent sur ces points et Engels a essayé de faire comprendre, sous des images parfois grandioses, comment l'affranchissement économique serait le point de départ d'une ère n'ayant aucun rapport avec les temps antérieurs.. Rejetant toute utopie, ces deux fondateurs renonçaient aux ressources que leurs prédécesseurs avaient possédées pour rendre moins redoutable la perspective d'une grande révolution ; mais si fortes fussent les expressions qu'ils employaient, les effets qu'elles produisent sont encore bien inférieurs à ceux qui résultent de l'évocation de la grève générale. Avec cette construction il devient impossible de ne pas voir qu'une sorte de flot irrésistible passera sur l'ancienne civilisation.

Il y a là quelque chose de vraiment effrayant ; mais je crois qu'il est très essentiel de maintenir très apparent ce caractère du socialisme, si l'on veut que celui-ci possède toute sa valeur éducative. Il faut que les socialistes soient persuadés que l'œuvre à laquelle ils se consacrent est une *œuvre grave, redoutable et sublime* ; c'est à cette condition seulement qu'ils pourront accepter les innombrables sacrifices que leur demande une propagande qui ne peut procurer ni honneurs, ni profits, ni même satisfactions immédiates. Quand l'idée de la grève générale n'aurait

pour résultat que de rendre plus héroïque la notion socialiste, elle devrait, déjà par cela seul, être regardée comme ayant une valeur inappréciable.

Les rapprochements que je viens de faire entre le marxisme et la grève générale pourraient être encore étendus et approfondis ; si on les a négligés jusqu'ici, c'est que nous sommes beaucoup plus frappés par la forme des choses que par le fond ; il semblait difficile à nombre de personnes de bien saisir le parallélisme qui existe entre une philosophie issue de l'hégélianisme et des constructions faites par des hommes qui ne possèdent point de culture supérieure. Marx avait pris en Allemagne le goût des formules très concentrées, et ces formules convenaient trop bien aux conditions au milieu desquelles il travaillait, pour qu'il n'en fit pas un grand usage. Il n'avait pas sous les yeux de grandes et nombreuses expériences lui permettant de connaître dans le détail les moyens que le prolétariat peut employer pour se préparer à la révolution. Cette absence de connaissances expérimentales a beaucoup pesé sur la pensée de Marx ; il évitait d'employer des formules trop concrètes qui auraient eu l'inconvénient de donner une consécration à des institutions existantes qui lui semblaient médiocres ; il était donc heureux de pouvoir trouver dans les usages des écoles allemandes une habitude de langage abstrait, qui lui permit d'éviter toute discussion sur le détail (1).

(1) J'ai émis ailleurs l'hypothèse que, peut-être, Marx, dans l'avant-dernier chapitre du tome premier du *Capital*, a voulu établir une différence entre le processus du prolétariat

Il n'y a peut-être pas de meilleure preuve à donner pour démontrer le génie de Marx, que la remarquable concordance qui se trouve exister entre ses vues et la doctrine que le syndicalisme révolutionnaire construit lentement, avec peine, en se tenant toujours sur le terrain de la pratique des grèves.

III

L'idée de grève générale aura longtemps encore beaucoup de peine à s'acclimater dans les milieux qui ne sont pas spécialement dominés par la pratique des grèves. Il me semble très utile de chercher ici quelles sont les raisons qui expliquent les répugnances que l'on rencontre chez des gens intelligents et de bonne foi, que trouble la nouveauté du point de vue syndicaliste. Tous les adhérents de la *nouvelle école* savent qu'il leur a fallu de sérieux efforts pour combattre les préjugés de leur éducation, pour écarter les associations d'idées qui montaient automatiquement à leur pensée, pour raisonner suivant des modes qui ne correspondissent point à ceux qu'on leur avait enseignés.

Au cours du XIX^e siècle, a existé une incroyable naï-

et celui de la force bourgeoise. Il dit que la classe ouvrière est disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Il y a peut-être une indication d'une marche vers la liberté qui s'oppose à la marche vers l'automatisme qui sera signalée plus loin à propos de la force bourgeoise. (*Saggi di critica*, pp. 46-47.)

veté scientifique, qui est la suite des illusions qui avaient fait délirer la fin du XVIII^e (1). Parce que l'astronomie parvenait à calculer les tables de la lune, on a cru que le but de toute science était de prévoir avec exactitude l'avenir ; parce que Le Verrier avait pu indiquer la position probable de la planète Neptune — qu'on n'avait jamais vue et qui rendait compte des perturbations des planètes observables, — on a cru que la science était capable de corriger la société et d'indiquer les mesures à prendre pour faire disparaître ce que le monde actuel renferme de déplaisant. On peut dire que ce fut la conception bourgeoise de la science : elle correspond bien à la manière de penser de capitalistes qui, étrangers à la technique perfectionnée des ateliers, dirigent cependant l'industrie et trouvent toujours d'ingénieux inventeurs pour les tirer d'embarras. La science est pour la bourgeoisie un moulin qui produit des solutions pour tous les problèmes qu'on se pose (2) : la science n'est plus considérée comme une manière perfectionnée de con-

(1) L'histoire des superstitions scientifiques présente un intérêt de premier ordre pour les philosophes qui veulent comprendre le socialisme. Ces superstitions sont demeurées chères à notre démocratie, comme elles avaient été chères aux beaux-esprits de l'Ancien Régime : j'ai indiqué quelques aspects de cette histoire dans les *Illusions du progrès*. Engels a été souvent sous l'influence de ces erreurs et Marx n'en a pas toujours été affranchi.

(2) Marx cite cette curieuse phrase de Ure écrite vers 1830 : « Cette invention vient à l'appui de la doctrine déjà développée par nous : c'est que si le *capital enrôle la science*, la main rebelle du travail apprend toujours à être docile. » (*Capital*, tome I, p. 188, col. 2.)

naître, mais seulement comme une recette pour se procurer certains avantages (1).

J'ai dit que Marx rejetait toute tentative ayant pour objet la détermination des conditions d'une société future ; on ne saurait trop insister sur ce point, car nous voyons ainsi que Marx se plaçait en dehors de la science bourgeoise. La doctrine de la grève générale nie aussi cette science et les savants ne manquent pas d'accuser la *nouvelle école* d'avoir seulement des idées négatives ; quant à eux, ils se proposent le noble but de construire le bonheur universel. Il ne me semble pas que les chefs de la socialdémocratie aient été toujours fort marxistes sur ce point ; il y a quelques années, Kautsky écrivait la préface d'une utopie passablement burlesque (2).

Je crois que, parmi les motifs qui ont amené Bernstein à se séparer de ses anciens amis, il faut compter l'horreur qu'il éprouvait pour les utopies de ceux-ci. Si Bernstein avait vécu en France et avait connu notre syndicalisme révolutionnaire, il aurait vite aperçu que celui-ci est dans la véritable voie marxiste ; mais ni en Angleterre, ni en Allemagne, il ne trouvait un mouvement ouvrier pouvant le guider ; voulant rester attaché aux réalités, comme l'avait été Marx, il crut qu'il valait mieux faire de la politique sociale, en poursuivant

(1) Pour employer le langage de la *nouvelle école*, la science était considérée du point de vue du consommateur et non du point de vue du producteur.

(2) Atlanticus, *Ein Blick in den Zukunftsstaat*. — E. Seillière en a donné un compte rendu dans les *Débats* du 16 août 1899.

des fins pratiques, que de s'endormir au son des belles phrases sur le bonheur de l'humanité future.

Les adorateurs de la science vaine et fausse dont il est question ici, ne se mettaient guère en peine de l'objection qu'on eût pu leur adresser au sujet de l'impuissance de leurs moyens de détermination. Leur conception de la science, étant dérivée de l'astronomie, supposerait que toute chose est susceptible d'être rapportée à une loi mathématique. Evidemment il n'y a pas de lois de ce genre en sociologie ; mais l'homme est toujours sensible aux analogies qui se rapportent aux formes d'expression : on pensait qu'on avait déjà atteint un haut degré de perfection, et qu'on faisait déjà de la science lorsqu'on avait pu présenter une doctrine d'une manière simple, claire, déductive, en partant de principes contre lesquels le bon sens ne se révolte pas, et qui peuvent être regardés comme confirmés par quelques expériences communes. Cette prétendue science est toute de bavardage (1).

(1) « On n'a pas assez remarqué combien la portée de la déduction est faible dans les sciences psychologiques et morales... Bien vite il faut en appeler au bon sens, c'est-à-dire à l'expérience continue du réel, pour infléchir les conséquences déduites et les recourber le long des sinuosités de la vie. *La déduction ne réussit dans les choses morales que métaphoriquement*, pour ainsi dire. » (Bergson, *Evolution créatrice*, pp. 231-232.) — Newman avait écrit quelque chose d'analogue et de plus net encore : « Le logicien change de belles rivières sinieuses et rapides en canaux navigables... Ce qu'il cherche, ce n'est pas à vérifier des faits dans le concret, mais à trouver des termes moyens ; et pourvu qu'entre ces termes moyens et leurs extrêmes, il n'y ait pas

Les utopistes excellèrent dans l'art d'exposer suivant ces préjugés ; il leur semblait que leurs inventions fussent d'autant plus convaincantes que l'exposition était plus conforme aux exigences d'un livre scolaire. Je crois qu'on devrait renverser leur thèse et dire qu'il faut avoir d'autant plus de défiance, quand on se trouve devant des projets de réforme sociale, que les difficultés semblent résolues d'une manière en apparence plus satisfaisante.

Je voudrais examiner ici, très sommairement, quelques-unes des illusions auxquelles a donné lieu ce qu'on peut nommer la *petite science*, qui croit atteindre la vérité en atteignant la clarté d'exposition. Cette *petite science* a beaucoup contribué à créer la crise du marxisme, et nous entendons, tous les jours, reprocher à la *nouvelle école* de se complaire dans les obscurités que l'on avait déjà tant reprochées à Marx, tandis que les socialistes français et les sociologues belges... !

Pour donner une idée vraiment exacte de l'erreur des faux savants, contre lesquels la *nouvelle école* combat, le mieux est de jeter un coup d'œil sur des ensembles et de faire un rapide voyage à travers les produits de l'esprit, en commençant par les plus hauts.

A. — 1^o Les positivistes, qui représentent, à un degré éminent, la médiocrité, l'orgueil et le pédantisme,

place pour *trop d'équivoques* et que ses disciples puissent *soutenir brillamment une discussion*, il n'en demande pas davantage. » (*Grammaire de l'assentiment*, pp. 216-217.) Le bavardage est ici dénoncé sans aucune atténuation.

avaient décrété que la philosophie devait disparaître devant *leur science* ; mais la philosophie n'est point morte et elle s'est réveillée, avec éclat, grâce à Bergson, qui loin de vouloir tout ramener à la science, a revendiqué pour le philosophe le droit de procéder d'une manière tout opposée à celle qu'emploie le savant. On peut dire que la métaphysique a reconquis le terrain perdu en montrant à l'homme l'illusion des prétendues solutions scientifiques et en ramenant l'esprit vers la région mystérieuse que la *petite science* abhorre. Le positivisme est encore admiré par quelques Belges, les employés de l'Office du travail et le général André (1) : ce sont gens qui comptent pour peu de chose dans le monde où l'on pense.

2° Il ne semble point que les religions soient sur le point de disparaître. Le protestantisme libéral meurt parce qu'il a voulu, à tout prix, rabattre la théologie chrétienne sur le plan des expositions parfaitement claires et rationalistes. A. Comte avait fabriqué une caricature du catholicisme, dans laquelle il n'avait conservé que la défroque administrative, policière et hiérarchique de cette Eglise ; sa tentative n'a eu de succès qu'auprès des gens qui aiment à rire de la simplicité de leurs dupes. Le catholicisme a repris, au cours du XIX^e siècle, une vigueur extraordinaire, parce qu'il n'a rien voulu abandonner ; il a renforcé même ses mystères, et, chose

(1) Cet illustre guerrier (?) s'est mêlé, il y a quelques années, de faire écarter du Collège de France Paul Tannery, dont l'érudition était universellement reconnue en Europe, au profit d'un positiviste. Les positivistes constituent une congrégation laïque qui est prête à toutes les sales besognes.

curieuse, il gagne du terrain dans les milieux cultivés, qui se moquent du rationalisme jadis à la mode dans l'Université (1).

3^o Nous considérons aujourd'hui comme une parfaite cuistrerie l'ancienne prétention qu'eurent nos pères de créer une science de l'art ou encore de décrire l'œuvre d'art d'une manière si adéquate, que le lecteur puisse prendre dans le livre une exacte appréciation esthétique du tableau ou de la statue. Les efforts que Taine a faits dans le premier but sont fort intéressants, mais seulement pour l'histoire des écoles. Sa méthode ne nous fournit aucune indication utile sur les œuvres elles-mêmes. Quant aux descriptions, elles ne valent quelque chose que si les œuvres sont très peu esthétiques et si elles appartiennent à ce qu'on nomme parfois la *peinture littéraire*. La moindre photographie nous apprend cent fois plus sur le Parthénon qu'un volume consacré à vanter les merveilles de ce monument ; il me semble que la fameuse *Prière sur l'acropole*, que l'on a si souvent vantée comme un des beaux morceaux de Renan, est un assez remarquable exemple de rhétorique, et qu'elle est bien plus propre à nous rendre inintelligible l'art grec qu'à nous faire admirer le Parthénon. Malgré tout son enthousiasme (parfois cocasse et exprimé en charabia) pour Diderot, Joseph Reinach est obligé de reconnaître

(1) Pascal a protesté éloquemment contre ceux qui regardent l'obscurité comme une objection contre le catholicisme, et c'est avec raison que Brunetière le regarde comme étant le plus anticartésien des hommes de son temps. (*Études critiques*, 4^e série, pp. 144-149)

que son héros manquait du sentiment artistique dans ses fameux *Salons*, parce que Diderot appréciait surtout les tableaux quand ils sont propres à provoquer des dissertations littéraires (1). Brunetière a pu dire que les *Salons* de Diderot sont la corruption de la critique, parce que les œuvres d'art y sont discutées comme pourraient l'être des livres (2).

L'impuissance du discours provient de ce que l'art vit surtout de mystère, de nuances, d'indéterminé ; plus le discours est méthodique et parfait, plus il est de nature à supprimer tout ce qui distingue un chef-d'œuvre ; il le ramène aux proportions du produit académique.

Ce premier examen des trois plus hauts produits de l'esprit nous conduit à penser qu'il y a, dans tout ensemble complexe, à distinguer une région claire et une région obscure, et que celle-ci est peut-être la plus importante. L'erreur des médiocres consiste à admettre que cette deuxième partie doit disparaître par le progrès des lumières et que tout finira par se placer sur les plans de la *petite science*. Cette erreur est particulièrement choquante pour l'art, et surtout peut-être pour la peinture moderne qui exprime, de plus en plus, des combinaisons de nuances qu'on aurait refusé jadis de prendre en considération à cause de leur peu de stabilité, et par suite de la difficulté de les exprimer par le discours (3).

(1) J. Reinach, *Diderot*, pp. 116-117, 125-127, 131-132.

(2) Brunetière. *Evolution des genres*, p. 122. Il appelle ailleurs Diderot un *philistin*, p. 133.

(3) Les *impressionnistes* eurent le grand mérite de montrer que l'on peut traduire ces nuances par la peinture ;

B. -- 1° Dans la morale, la partie que l'on peut exprimer facilement dans des exposés clairement déduits, est celle qui se rapporte aux relations équitables des hommes ; elle renferme des maximes qui se retrouvent dans beaucoup de civilisations différentes ; on a cru, en conséquence, pendant longtemps, que l'on pourrait trouver dans un résumé de ces préceptes les bases d'une morale naturelle propre à toute l'humanité. La partie obscure de la morale est celle qui a trait aux rapports sexuels ; elle ne se laisse pas facilement déterminer par des formules ; pour la pénétrer, il faut avoir habité un pays pendant un grand nombre d'années. C'est aussi la partie fondamentale ; quand on la connaît, on comprend toute la psychologie d'un peuple ; on s'aperçoit alors que la prétendue uniformité du premier système dissimulait, en fait, beaucoup de différences : des maximes à peu près identiques pouvaient correspondre à des applications fort diverses ; la clarté n'était que leurre.

2° Dans la législation, tout le monde voit tout de suite que le code des obligations constitue la partie claire, celle qu'on peut nommer scientifique ; ici encore on trouve une grande uniformité dans les règles adoptées par les peuples et on a cru qu'il y aurait un sérieux intérêt à rédiger un code commun fondé sur une revision raisonnée de ceux qui existent ; mais la pratique montre encore que, suivant les pays, les tribunaux ne comprennent pas,

mais ils ne tardèrent pas à peindre, eux aussi, par des procédés d'école et alors il y eut un scandaleux contraste entre leurs œuvres et les fins qu'ils prétendaient encore se proposer.

en général, les principes communs de la même manière ; cela tient à ce qu'il y a quelque chose de plus fondamental. La région mystérieuse est celle de la famille, dont l'organisation influence toutes les relations sociales. Le Play avait été extrêmement frappé d'une opinion émise par Tocqueville à ce sujet : « Je m'étonne, disait ce grand penseur, que les publicistes anciens et modernes n'aient pas attribué aux lois sur les successions une plus grande influence dans la marche des affaires humaines. Ces lois appartiennent, il est vrai, à l'ordre civil, mais elles devraient être placées en tête de toutes les institutions politiques, car elles influent incroyablement sur l'état social des peuples, dont les lois politiques ne sont que l'expression (1). » Cette remarque a dominé toutes les recherches de Le Play.

Cette division de la législation en une région claire et une région obscure a une curieuse conséquence : il est fort rare de voir des personnes étrangères aux professions juridiques se mêler de dissenter sur les obligations ; elles comprennent qu'il faut être familier avec certaines règles de droit pour pouvoir raisonner sur ces questions : un profane s'exposerait à se rendre ridicule ; mais quand il s'agit du divorce, de l'autorité paternelle, de l'héritage, tout homme de lettres se croit aussi savant que le jurisconsulte, parce que dans cette région obscure il n'y a plus de principes bien arrêtés, ni de déductions régulières.

(1) Tocqueville, *Démocratie en Amérique*, tome I, chap. III.
Le Play, *Réforme sociale en France*, chap. 17, IV.

3° Dans l'économie, la même distinction est, peut-être, encore plus évidente ; les questions relatives à l'échange sont d'une exposition facile ; les méthodes d'échange se ressemblent beaucoup dans les divers pays, et on ne se hasarde guère à proposer des paradoxes trop violents sur la circulation monétaire ; au contraire tout ce qui est relatif à la production présente une complication parfois inextricable ; c'est là que se maintiennent, le plus fortement, les traditions locales ; on produira indéfiniment des utopies ridicules sur la production sans trop choquer le bon sens des lecteurs. Nul ne doute que la production ne soit la partie fondamentale de l'économie ; c'est une vérité qui joue un grand rôle dans le marxisme et qui a été reconnue même par les auteurs qui n'ont pas su en comprendre l'importance (1).

i.

C. — Examinons maintenant comment opèrent les assemblées parlementaires. Pendant longtemps on a cru que leur principal rôle consistait à raisonner sur les plus hautes questions d'organisation sociale et surtout sur les constitutions ; là, on pouvait procéder en énonçant des principes, en établissant des déductions et en formulant, dans un langage précis, des conclusions très claires. Nos pères ont excellé dans cette scolastique, qui comprend la partie lumineuse des discussions politiques.

(1) Dans l'*Introduction à l'économie moderne*, j'ai montré comment on peut se servir de cette distinction pour éclairer beaucoup de questions qui étaient demeurées jusqu'ici fort embrouillées et notamment apprécier, d'une manière exacte, des thèses très importantes de Proudhon.

Certaines grandes lois peuvent encore donner lieu à de belles joutes oratoires, depuis que l'on ne disserte plus guère sur les constitutions ; ainsi pour la séparation de l'Eglise et l'Etat, les professionnels des principes ont pu se faire écouter et même se faire applaudir ; on a été d'avis que rarement le niveau des débats avait été aussi élevé ; on était encore sur un terrain qui se prête à la scolastique. Mais, plus souvent, on s'occupe de lois d'affaires ou de mesures sociales ; alors s'étale dans toute sa splendeur l'ânerie de nos représentants : ministres, présidents ou rapporteurs de commissions, spécialistes, rivalisent à qui sera le plus stupide ; — c'est que nous sommes ici en contact avec l'économie, et l'esprit n'est plus dirigé par des moyens simples de contrôle ; pour donner des avis sérieux sur ces questions, il faudrait les avoir connues pratiquement, et ce n'est point le cas de nos honorables. Il y a là beaucoup de représentants de la *petite science* ; le 5 juillet 1905, un notable guérisseur de véroles (1) déclarait qu'il ne s'occupait point d'économie politique, ayant « une certaine défiance pour cette science conjecturale ». Il faut sans doute entendre par là qu'il est plus difficile de raisonner sur la production que de diagnostiquer des chancre syphilitiques.

La *petite science* a engendré un nombre fabuleux de

(1) Le docteur Angagneur fut longtemps une des gloires de cette catégorie d'Intellectuels qui regardaient le socialisme comme une variété du dreïfussisme ; ses grandes protestations en faveur de la justice l'ont conduit à devenir gouverneur de Madagascar, ce qui prouve que la vertu est quelquefois récompensée.

sophismes que l'on rencontre, à tout instant, sur son chemin et qui réussissent admirablement auprès des gens ayant la culture médiocre et niaise que distribue l'Université. Ces sophismes consistent à tout niveler dans chaque système par amour de la logique ; ainsi on ramènera la morale sexuelle aux rapports équitables entre contractants, le code de la famille à celui des obligations, la production à l'échange.

De ce que, dans presque tous les pays et tous les temps, l'Etat a pris soin de régler la circulation, soit monétaire, soit fiduciaire, ou qu'il a constitué un système légal de mesures, il n'en résulte nullement que, par amour de l'uniformité, il y ait également avantage à confier à l'Etat la gestion des grandes entreprises : ce raisonnement est cependant de ceux qui séduisent beaucoup de médocastres et de nourissons de l'Ecole de droit. Je crois bien que Jaurès ne peut encore parvenir à comprendre pourquoi l'économie a été abandonnée par des législateurs paresseux aux tendances anarchiques des égoïsmes ; si la production est vraiment fondamentale, comme le dit Marx, il est criminel de ne pas la faire passer au premier rang, de ne pas la soumettre à un grand travail législatif conçu sur le plan des parties les plus claires, c'est-à-dire de ne pas la faire dériver de grands principes analogues à ceux que l'on manie quand il est question de lois constitutionnelles.

Le socialisme est nécessairement une chose très obscure, puisqu'il traite de la production, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus mystérieux dans l'activité humaine, et qu'il se propose d'apporter une transformation radicale dans cette région qu'il est impossible de décrire avec la

clarté que l'on trouve dans les régions superficielles du monde. Aucun effort de la pensée, aucun progrès des connaissances, aucune induction raisonnable ne pourront jamais faire disparaître le mystère qui enveloppe le socialisme ; et c'est parce que le marxisme a bien reconnu ce caractère qu'il a acquis le droit de servir de point de départ pour toutes les études socialistes.

Mais il faut se hâter d'ajouter que cette obscurité se rapporte seulement au discours par lequel on prétend exprimer les *moyens* du socialisme ; on peut l'appeler scolastique et elle n'empêche nullement qu'il soit facile de se représenter le mouvement prolétarien d'une façon totale, exacte et saisissante, par la grande construction que l'âme prolétarienne a conçue, au cours des conflits sociaux, et que l'on nomme grève générale. Il ne faut jamais oublier que la perfection de ce mode de représentation s'évanouirait à l'instant, si l'on prétendait résoudre la grève générale en une somme de détails historiques ; il faut *s'approprier son tout indivisé et concevoir le passage du capitalisme au socialisme comme une catastrophe dont le processus échappe à la description*.

Les docteurs de la *petite science* sont vraiment difficiles à satisfaire. Ils affirment bien haut qu'ils ne veulent admettre dans la pensée que des idées claires et distinctes ; c'est en fait une règle insuffisante pour l'action, car nous n'exécutons rien de grand sans l'intervention d'images fortement colorées et nettement dessinées, qui absorbent toute notre attention : mais peut-on trouver quelque chose de plus satisfaisant que la grève générale à leur point de vue ? — Mais, disent-ils, il ne faut s'appuyer que sur des réalités données par l'expérience : le tableau de la

grève générale serait-il donc composé en partant de tendances qui ne soient pas données par l'observation du mouvement révolutionnaire ? serait-ce une œuvre de raisonnement fabriquée par des savants de cabinet occupés à résoudre le problème social suivant les règles de la logique ? serait-ce quelque chose d'arbitraire ? n'est-ce point, au contraire, un produit spontané analogue à tous ceux que l'histoire retrouve dans les périodes d'action ? — On insiste et l'on invoque les droits de l'esprit critique ; nul ne songe à les contester : il faut sans doute contrôler ce tableau et c'est ce que j'ai essayé de faire ci-dessus ; mais l'esprit critique ne consiste point à remplacer des *données historiques* par le charlatanisme d'une fausse science.

Si l'on veut critiquer le fond même de l'idée de grève générale, il faut s'attaquer aux tendances révolutionnaires qu'elle groupe et qu'elle représente en actions ; il n'y a pas d'autre moyen sérieux que de montrer aux révolutionnaires qu'ils ont tort de s'acharner à agir pour le socialisme et que leur véritable intérêt serait d'être politiciens : ils le savent depuis longtemps et leur choix est fait ; comme ils ne se placent point sur le terrain utilitaire, les conseils qu'on pourra leur donner seront vains.

Nous savons parfaitement que les historiens futurs ne manqueront pas de trouver que notre pensée a été pleine d'illusions, parce qu'ils regarderont derrière eux un monde achevé. Nous avons au contraire à agir, et nul ne saurait nous dire aujourd'hui ce que connaîtront ces historiens ; nul ne saurait nous donner le moyen de modifier nos images motrices de manière à éviter leurs critiques.

Notre situation ressemble fort à celle des physiciens qui se livrent à de grands calculs en partant de théories qui ne sont pas destinées à durer éternellement. On a aujourd'hui abandonné tout espoir de soumettre, d'une manière rigoureuse, la nature à la science ; le spectacle des révolutions scientifiques modernes n'est même pas encourageant pour les savants, et a pu conduire assez naturellement beaucoup de gens à proclamer la faillite de la science, — et cependant il faudrait être fou pour faire diriger l'industrie par des sorciers, des médiums ou des thaumaturges. Si le philosophe *ne cherche pas d'application*, il se place au point de vue de l'historien futur des sciences et alors il conteste le caractère absolu des thèses scientifiques contemporaines ; mais il est aussi ignorant que le physicien actuel dès qu'il s'agit de savoir comment il faudrait corriger les explications que donne celui-ci.

Il n'y a plus aujourd'hui de philosophes sérieux qui acceptent la position sceptique ; leur grand but est de montrer, au contraire, la légitimité d'une science qui cependant ne sait pas les choses et qui se borne à définir des rapports utilisables. C'est parce que la sociologie est entre les mains de gens impropres à toute intelligence philosophique qu'on peut nous reprocher — au nom de la *petite science* — de nous contenter de procédés qui sont fondés sur la loi de l'action, telle que nous la révèlent tous les grands mouvements historiques.

Faire de la science, c'est d'abord savoir quelles sont les forces qui existent dans le monde, et c'est se mettre en état de les utiliser en raisonnant d'après l'expérience. C'est pourquoi je dis qu'en acceptant l'idée de grève générale et tout en sachant que c'est un mythe, nous opérons

exactement comme le physicien moderne qui a pleine confiance dans sa science, tout en sachant que l'avenir la considérera comme surannée. C'est nous qui avons vraiment l'esprit scientifique, tandis que nos critiques ne sont au courant ni de la science ni de la philosophie modernes ; — et cette constatation nous suffit pour avoir l'esprit tranquille.

CHAPITRE V

La grève générale politique

- I. — Emploi des syndicats par les politiciens. — Pression sur les parlements. — Grèves générales de Belgique et de Russie.
- II. — Différences des deux courants d'idées correspondant aux deux conceptions de la grève générale : lutte de classe ; Etat ; élite pensante.
- III. — Jalousie entretenue par les politiciens. — La guerre comme source d'héroïsme et comme pillage. — Dictature du prolétariat et ses antécédents historiques.
- IV. — La force et la violence. — Idées de Marx sur la force. — Nécessité d'une théorie nouvelle pour la violence prolétarienne.

I

Les politiciens sont des gens avisés, dont les appétits voraces aiguisent singulièrement la perspicacité, et chez lesquels la chasse aux bonnes places développe des ruses d'apaches. Ils ont horreur des organisations purement prolétariennes, et les discréditent autant qu'ils le peuvent ; ils en nient souvent même l'efficacité, dans l'espoir de détourner les ouvriers de groupements qui seraient sans avenir selon eux. Mais quand ils s'aperçoivent que leurs haines sont impuissantes, que les objurgations

n'empêchent pas le fonctionnement des organismes détestés et que ceux-ci sont devenus forts, alors ils cherchent à faire tourner à leur profit les puissances qui se sont manifestées dans le prolétariat.

Les coopératives ont été longtemps dénoncées comme n'ayant aucune utilité pour les ouvriers ; depuis qu'elles prospèrent, plus d'un politicien fait les yeux doux à leur caisse et voudrait obtenir que le Parti vécût sur les revenus de la boulangerie et de l'épicerie, comme les consistoires israélites, dans beaucoup de pays, vivent sur les redevances de la boucherie juive (1).

Les syndicats peuvent être fort utilement employés à faire de la propagande électorale ; il faut, pour les utiliser avec fruit, une certaine adresse, mais les politiciens ne manquent pas de légèreté de main. Guérard, le secrétaire du syndicat des chemins de fer, fut autrefois un des révolutionnaires les plus fougueux de France ; mais il a fini par comprendre qu'il était plus facile de faire de la politique que de préparer la grève générale (2) ;

(1) En Algérie, les scandales de l'administration des consistoires, qui étaient devenus des officines de corruption électorale, ont obligé le gouvernement à les réformer ; mais la loi récente sur la séparation des Églises et de l'État va probablement permettre le retour des anciens usages.

(2) Une tentative de grève des chemins de fer fut faite en 1898 ; Joseph Reinach en parle ainsi : « Un individu très louche, Guérard, qui avait fondé une association des ouvriers et employés des chemins de fer, et recueilli plus de 20.000 adhésions, intervint [dans le conflit des terrassiers de Paris] avec l'annonce d'une grève générale de son syndicat... Brisson ordonna des perquisitions, fit occuper militairement les

il est aujourd'hui l'un des hommes de confiance de la Direction du Travail et, en 1902, il se donna beaucoup de mal pour assurer l'élection de Millerand. Dans la circonscription où se présentait le *ministre socialiste*, se trouve une très grande gare, et sans l'appui de Guérard, Millerand serait probablement resté sur le carreau. Dans le *Socialiste* du 14 septembre 1902, un guesdiste dénonçait cette conduite qui lui semblait doublement scandaleuse : parce que le congrès des travailleurs des chemins de fer avait décidé que le syndicat ne ferait pas de politique et parce qu'un ancien député guesdiste se portait contre Millerand. L'auteur de l'article redoutait que « les groupes corporatifs ne fassent fausse route et n'en arrivent, sous prétexte d'*utiliser* la politique, à devenir les *instruments* d'une politique ». Il voyait parfaitement juste ; dans les marchés conclus entre les représentants des syndicats et les politiciens, le plus clair profit sera toujours pour ceux-ci.

Plus d'une fois, les politiciens sont intervenus dans des grèves, dans le désir de ruiner le prestige de leurs adversaires et de capter la confiance des travailleurs. Les grèves du bassin de Longwy, en 1905, eurent pour point de départ des efforts tentés par une *fédération républi-*

gares, détacha des cordons de sentinelles le long des voies ; personne ne bougea. » (*Histoire de l'affaire Dreyfus*, tome IV, pp. 310-311). — Aujourd'hui, le syndicat Guérard est tellement bon que le gouvernement lui a accordé la faveur d'émettre une grande loterie. Le 14 mai 1907, Clemenceau le citait à la Chambre comme une réunion de « gens raisonnables et sages » opposés aux agissements de la Confédération du Travail.

caine qui voulait organiser des syndicats qui fussent capables de servir sa politique contre celle des patrons (1) ; les affaires ne tournèrent pas au gré des promoteurs du mouvement, qui n'étaient pas assez familiers avec ce genre d'opérations. Quelques politiciens socialistes sont, au contraire, d'une habileté consommée pour combiner les instincts de révolte en une force électorale. L'idée devait donc venir à quelques personnes d'utiliser dans un but politique de grands mouvements des masses populaires.

L'histoire de l'Angleterre a montré, plus d'une fois, un gouvernement reculant, lorsque de très nombreuses manifestations se produisaient contre ses projets, alors même qu'il aurait été assez fort pour repousser, par la force, tout attentat dirigé contre les institutions. Il semble que ce soit un principe admis du régime parlementaire, que la majorité ne saurait s'obstiner à suivre des plans qui soulèvent contre eux des manifestations atteignant un trop fort degré. C'est une des applications du système de compromis sur lequel est fondé ce régime ; aucune loi n'est valable quand elle est regardée par une minorité comme étant assez oppressive pour motiver une résistance violente. Les grandes démonstrations tumultueuses font voir que l'on n'est pas bien loin d'avoir atteint le moment où pourrait éclater la révolte armée ; devant de telles démonstrations les gouvernements respectueux des bonnes traditions cèdent (2).

(1) *Mouvement socialiste*, 1er-15 décembre 1905. p. 130.

(2) Le parti clérical a cru qu'il pourrait employer cette

Entre la simple promenade menaçante et l'émeute, pourrait prendre place la grève générale politique, qui serait susceptible d'un très grand nombre de variétés : elle peut être de courte durée et pacifique, ayant pour but de montrer au gouvernement qu'il fait fausse route et qu'il y a des forces capables de lui résister ; elle peut être aussi le premier acte d'une série d'émeutes sanglantes.

Depuis quelques années, les socialistes parlementaires ont moins confiance dans une rapide conquête des pouvoirs publics et ils reconnaissent que leur autorité dans les Chambres n'est pas destinée à s'accroître indéfiniment. Lorsqu'il n'y a pas de circonstances exceptionnelles qui peuvent forcer un gouvernement à acheter leur appui par de grandes concessions, leur puissance parlementaire est assez réduite. Il serait donc fort utile pour eux de pouvoir exercer sur les majorités récalcitrantes une pression du dehors, qui aurait l'air de menacer les conservateurs d'un soulèvement redoutable.

S'il existait des fédérations ouvrières riches, bien centralisées et capables d'imposer à leurs membres une sévère discipline, les députés socialistes ne seraient pas très embarrassés pour imposer parfois leur direction à leurs collègues. Il leur suffirait de profiter d'une occasion favorable à un mouvement de révolte, pour arrêter une

tactique pour arrêter l'application de la loi sur les congrégations ; il a cru que des manifestations violentes feraient céder le ministère ; celui-ci a tenu bon et on peut dire qu'un des ressorts essentiels du régime parlementaire s'est trouvé ainsi faussé, puisque la dictature du parlement connaît moins d'obstacles qu'autrefois.

branche d'industrie pendant quelques jours. On a, plus d'une fois, proposé de mettre ainsi le gouvernement au pied du mur par un arrêt dans l'exploitation des mines (1) ou dans la marche des chemins de fer. Pour qu'une pareille tactique pût produire tous ses effets, il faudrait que la grève pût éclater à l'improviste sur le mot d'ordre lancé par le Parti et qu'elle s'arrêtât au moment où celui-ci aurait signé un pacte avec le gouvernement. C'est pourquoi les politiciens sont si partisans d'une centralisation des syndicats et parlent si souvent de discipline (2). On comprend assez bien qu'il s'agit d'une discipline subordonnant le prolétariat à leur commandement. Des associations très décentralisées et groupées en Bourses du Travail leur offriraient moins de garanties ; aussi regardent-ils volontiers comme des *anarchistes* tous les gens qui ne sont point partisans d'une solide concentration du prolétariat autour des chefs du Parti.

(1) En 1890, le congrès national du parti guesdiste vota, à Lille, une résolution par laquelle il déclarait que la grève générale des mineurs était actuellement possible et que la seule grève générale des mineurs permettrait d'obtenir tous les résultats que l'on demande en vain à un arrêt de toutes les professions.

(2) « S'il y a place dans le Parti pour l'initiative individuelle, les fantaisies arbitraires de l'individu doivent être écartées. Le règlement est le salut du Parti ; il faut nous y attacher fortement. C'est la constitution que nous nous sommes librement donnée, qui nous lie les uns aux autres et qui nous permet tous ensemble de vaincre ou de mourir. » Ainsi parlait un docteur socialiste au Conseil national. (*Socialiste*, 7 octobre 1905.) Si un jésuite s'exprimait ainsi, on dénoncerait le fanatisme monacal.

La grève générale politique offre cet immense avantage qu'elle ne met pas en grand péril les vies précieuses des politiciens ; elle constitue une amélioration de l'*insurrection morale* dont usa la Montagne, au mois de mai 1793, pour forcer la Convention à expulser de son sein les Girondins ; Jaurès, qui a peur d'effrayer sa clientèle de financiers (comme les Montagnards avaient peur d'effrayer les départements), admire fort un mouvement qui ne serait pas compromis par des violences qui auraient *affligé l'humanité* (1) ; aussi n'est-il pas un ennemi irréconciliable de la grève générale politique.

Des événements récents ont donné une force très grande à l'idée de la grève générale politique. Les Belges obtinrent la réforme de la constitution par une démonstration que l'on a décorée, peut-être un peu ambitieusement, du nom de grève générale. Il paraît que les choses n'avaient pas eu l'allure tragique qu'on leur a quelquefois prêtée : le ministère était bien aise de forcer la Chambre à adopter un projet de loi électorale que la majorité réprouvait ; beaucoup de patrons étaient fort opposés à cette majorité ultra-cléricale ; ce qui se produisit alors fut ainsi tout le contraire d'une grève générale prolétarienne, puisque les ouvriers servirent les fins de l'Etat et de capitalistes. Depuis ces temps déjà lointains, on a tenté une autre poussée sur le pouvoir central, en vue de l'établissement d'un mode de suffrage plus démocratique ; cette tentative échoua d'une manière

(1) Jaurès, *Convention*, p. 4384.

complète ; cette fois, le ministère n'était plus implicitement d'accord avec les promoteurs pour faire adopter une nouvelle loi électorale. Beaucoup de Belges restèrent fort ébahis de leur insuccès et ne purent comprendre que le roi n'eût pas renvoyé ses ministres pour faire plaisir aux socialistes ; il avait autrefois imposé à des ministres cléricaux leur démission en présence de manifestations libérales ; décidément ce roi ne comprenait rien à ses devoirs et, comme on le dit alors, il n'était qu'un *roi de carton*.

L'expérience belge n'est pas sans intérêt, parce qu'elle nous conduit à bien comprendre l'extrême opposition qui existe entre la grève générale prolétarienne et celle des politiciens. La Belgique est un des pays où le mouvement syndical est le plus faible ; toute l'organisation du socialisme est fondée sur la boulangerie, l'épicerie et la mercerie, exploitées par des comités du Parti ; l'ouvrier, habitué de longue date à une discipline cléricale, est toujours un *inférieur* qui se croit obligé de suivre la direction des gens qui lui vendent les produits dont il a besoin, avec un léger rabais, et qui l'abreuvent de harangues, soit catholiques, soit socialistes. Non seulement nous trouvons l'épicerie érigée en sacerdoce, mais encore c'est de Belgique que nous vint la fameuse théorie des services publics, contre laquelle Guesde écrivit en 1883 une si violente brochure et que Deville appelait, à la même époque, une contrefaçon belge du collectivisme (1). Tout le socialisme belge tend au développement de l'industrie d'Etat, à la constitution d'une classe de travail-

(1) Deville, *Le Capital*, p. 10.

leurs-fonctionnaires, qui serait solidement disciplinée sous la main de fer de chefs que la démocratie accepterait (1). Il est tout naturel que dans un tel pays la grève générale soit conçue sous la forme politique ; le soulèvement populaire doit avoir, dans de telles conditions, pour but de faire passer le pouvoir d'un groupe de politiciens à un autre groupe de politiciens, — le peuple restant toujours la bonne bête qui porte le bât (2).

Les troubles tout récents de Russie ont contribué à populariser l'idée de grève générale dans les milieux des professionnels de la politique. Beaucoup de personnes ont été surprises des résultats que les grands arrêts concertés du travail ont produits ; mais on ne sait pas très bien comment les choses se sont passées et quelles conséquences ont eues ces troubles. Des gens qui connaissent le pays estiment que Witte avait des relations avec beaucoup de révolutionnaires et qu'il a été fort heureux de terrifier le tsar pour pouvoir enfin éloigner ses ennemis

(1) Paul Leroy-Beaulieu a proposé récemment d'appeler « quatrième Etat » l'ensemble des employés du gouvernement et « cinquième Etat », ceux de l'industrie privée ; il dit que les premiers tendent à former des castes héréditaires. (*Débats*, 28 novembre 1905.) Plus on ira, plus on sera amené à distinguer ces deux groupes ; le premier fournit un grand appui aux politiciens socialistes, qui voudraient le plus complètement discipliner et lui subordonner les producteurs industriels.

(2) Ceci n'empêche pas Vandervelde d'assimiler le monde futur à l'abbaye de Thélème, célébrée par Rabelais, où chacun faisait ce qu'il voulait, et de dire qu'il aspire à la « communauté anarchiste ». (Destrée et Vandervelde, *Le socialisme en Belgique*, p. 289.) Oh ! magie des grands mots !

et obtenir des institutions qui, à son jugement, devaient rendre difficile le retour de l'ancien régime. On doit être frappé de ce que, pendant assez longtemps, le gouvernement a été comme paralysé et que l'anarchie était à son comble dans l'administration, tandis que le jour où Witte a cru nécessaire à ses intérêts personnels d'agir avec vigueur, la répression a été rapide ; ce jour est arrivé (comme l'avaient prévu quelques personnes), lorsque les financiers eurent besoin de faire remonter le crédit de la Russie. Il ne semble pas vraisemblable que les soulèvements antérieurs eussent eu jamais la puissance irrésistible qu'on leur a attribuée ; le *Petit Parisien*, qui est l'un des journaux français qui avaient affirmé l'entretien de la gloire de Witte, disait que la grande grève d'octobre 1905 se termina par suite de la misère des ouvriers ; d'après lui, on l'avait même *prolongée d'un jour*, dans l'espoir que les Polonais prendraient part au mouvement et obtiendraient des concessions comme en avaient obtenu les Finlandais ; puis il félicitait les Polonais d'avoir été *assez sages pour ne pas bouger* et ne pas donner un prétexte à une intervention allemande (*Petit Parisien*, 7 novembre 1905).

Il ne faut donc pas trop se laisser éblouir par certains récits, et Ch. Bonnier avait raison de faire des réserves dans le *Socialiste* du 18 novembre 1905 au sujet des événements de Russie ; il avait toujours été un irréductible adversaire de la grève générale et il notait qu'il n'y avait pas un seul point commun entre ce qui s'était produit en Russie et ce qu'imaginent « les purs syndicalistes en France. » Là-bas, la grève aurait été seulement, selon lui, le couronnement d'une œuvre très complexe,

un moyen employé avec beaucoup d'autres, qui avait réussi en raison des circonstances exceptionnellement favorables au milieu desquelles elle s'était produite.

Voilà bien un caractère très propre à distinguer deux genres de mouvements que l'on désigne par le même nom. Nous avons étudié une grève générale prolétarienne qui est un tout indivisé ; maintenant nous avons à considérer une grève générale politique, qui combine des incidents de révolte économique avec beaucoup d'autres éléments qui dépendent de systèmes étrangers. Dans le premier cas, on ne doit considérer à part aucun détail ; dans le second, tout dépend de l'art avec lequel des détails hétérogènes sont combinés. Il faut maintenant considérer isolément les parties, en mesurer l'importance et savoir les harmoniser. Il semble qu'un pareil travail devrait être regardé comme purement utopique (ou même tout à fait absurde) par les gens qui sont habitués à opposer tant d'objections pratiques à la grève générale prolétarienne ; mais si le prolétariat abandonné à lui-même n'est bon à rien, les politiciens sont bons à tout. N'est-ce pas un dogme de la démocratie que rien n'est au-dessus du génie des démagogues ; et la grève générale politique n'est-elle pas un des moyens que peuvent employer les démagogues pour vaincre les résistances qui leur sont opposées ?

Je ne m'arrêterai pas à discuter les chances de réussite de cette tactique et je laisse aux boursicotiers qui lisent l'*Humanité* le soin de chercher les moyens d'empêcher la grève générale politique de tomber dans l'anarchie. Je vais m'occuper seulement de chercher à mettre en pleine

lumière la grande différence qui existe entre les deux conceptions de grève générale.

II

Nous avons vu que la grève générale syndicaliste est une construction qui renferme tout le socialisme prolétarien ; on y trouve non seulement tous ses éléments réels, mais encore ils sont groupés de la même manière que dans les luttes sociales et leurs mouvements sont bien ceux qui correspondent à leur essence. Nous ne pourrions pas opposer à cette construction un autre ensemble d'images aussi parfait pour représenter le socialisme des politiciens ; cependant, en faisant de la grève générale politique le noyau des tactiques des socialistes à la fois révolutionnaires et parlementaires, il devient possible de se rendre un compte exact de ce qui sépare ceux-ci des syndicalistes.

A. — On reconnaît immédiatement que la grève générale politique ne suppose point qu'il y a une lutte de classe concentrée sur un champ de bataille où le prolétariat attaque la bourgeoisie ; la division de la société en deux armées antagonistes disparaît ; car ce genre de révolte peut se produire avec n'importe quelle structure sociale. Dans le passé, beaucoup de révolutions furent le résultat de coalitions entre groupes mécontents ; les écrivains socialistes ont souvent montré que les classes pauvres se firent massacrer, plus d'une fois, sans autre profit que d'assurer le pouvoir à des maîtres qui avaient su utiliser,

à leur avantage et avec beaucoup d'astuce, un mécontentement passager du peuple contre les autorités anciennes.

Il semble bien que les libéraux russes eussent espéré voir se réaliser quelque chose d'analogue en 1905 ; ils étaient heureux de tant de soulèvements paysans et ouvriers ; on assure même qu'ils avaient été fort satisfaits d'apprendre les défaites de l'armée de Mandchourie (1) ; ils croyaient que le gouvernement effrayé finirait par avoir recours à leurs lumières ; comme parmi eux il y a quantité de sociologues, la *petite science* aurait remporté ainsi un fort beau succès ; mais il est probable que le peuple n'aurait eu qu'à se brosser le ventre.

Je suppose que les capitalistes actionnaires de l'*Humanité* ne sont d'aussi ardents admirateurs de certaines grèves qu'en raison des mêmes raisonnements ; ils estiment que le prolétariat est bien commode pour débayer le terrain et ils croient savoir, par l'expérience de l'histoire, qu'il sera toujours possible à un gouvernement socialiste de mettre à la raison les révoltés. Ne conserve-t-on pas d'ailleurs soigneusement les lois faites contre les anarchistes dans une heure d'affolement ? On les stigmatise de temps en temps du nom de *lois scélérates* ; mais elles peuvent servir à protéger les capitalistes-socialistes (2).

(1) Le correspondant des *Débats* racontait dans le numéro du 23 novembre 1906 que des députés de la Douma avaient félicité un journaliste japonais des victoires de ses compatriotes. (Cf. *Débats*, 23 décembre 1907.)

(2) On peut se demander aussi dans quelle mesure les anciens ennemis de la justice militaire tiennent à la dispa-

B. — 1^o Il ne serait plus vrai de dire que toute l'organisation du prolétariat soit contenue dans le syndicalisme révolutionnaire. Puisque la grève générale syndicaliste ne serait plus toute la révolution, il faut des organismes à côté des syndicats ; de plus, comme la grève ne saurait être qu'un détail savamment combiné avec beaucoup d'autres incidents qu'il faut savoir déchaîner à l'heure propice, les syndicats devraient recevoir l'impulsion des comités politiques, ou tout au moins marcher en parfait accord avec ces comités qui représentent l'intelligence supérieure du mouvement socialiste. En Italie, Ferri a symbolisé cet accord d'une manière assez drôle en disant que le socialisme a besoin de deux jambes ; cette figure a été empruntée à Lessing qui ne se doutait guère qu'elle pût devenir un principe de sociologie. Dans la deuxième scène de *Minna de Barnhelm*, l'aubergiste dit à Just qu'on ne peut rester sur un verre d'eau-de-vie, de même qu'on ne va pas bien avec une jambe ; il ajoute encore que les bonnes choses sont tierces et qu'une corde à quatre tours n'en est que plus solide. J'ignore si la sociologie a tiré quelque parti de ces derniers aphorismes, qui valent bien celui dont Ferri abuse.

2^o Si la grève générale syndicaliste évoque l'idée d'une ère de haut progrès économique, la grève générale poli-

rition des conseils de guerre. Pendant longtemps les nationalistes ont pu soutenir, avec une apparence de raison, qu'on les conservait pour ne pas être obligé de renvoyer Dreyfus devant une Cour d'assises au cas où la Cour de cassation ordonnerait un troisième jugement ; un conseil de guerre peut être plus facile à composer qu'un jury.

tique évoque plutôt celle d'une dégénérescence. L'expérience montre que les classes en voie de décadence se laissent prendre plus facilement aux harangues fallacieuses des politiciens que les classes en voie de progrès, en sorte que la perspicacité politique des hommes semble être en rapport étroit avec les conditions qui règlent leur existence. Les classes prospères peuvent commettre souvent de très grosses imprudences, parce qu'elles ont trop confiance dans leur force, qu'elles regardent l'avenir avec trop de hardiesse et qu'elles sont dominées, pour un instant, par quelques délires de gloire. Les classes affaiblies se tournent régulièrement vers les gens qui leur promettent la protection de l'Etat, sans chercher à comprendre comment cette protection pourrait mettre d'accord leurs intérêts discordants ; elles entrent volontiers dans toute coalition qui a pour but de conquérir les faveurs gouvernementales ; elles accordent toute leur admiration aux charlatans qui parlent avec aplomb. Le socialisme a beaucoup de précautions à prendre pour ne pas tomber au rang d'un antisémitisme à grandes phrases (1) et les conseils d'Engels n'ont pas été toujours suivis sur ce point.

La grève générale politique suppose que des groupes sociaux, très divers, aient une égale foi dans la force magique de l'Etat ; cette foi ne manque jamais chez les groupes en décadence et elle permet aux bavards de se donner pour des gens ayant une compétence universelle.

(1) Engels, *La question agraire et le socialisme*, dans le *Mouvement socialiste*, 15 octobre 1900, p. 462. Cf. pp. 458-459 et p. 463.

Elle trouverait de très utiles auxiliaires dans la niaiserie des philanthropes ; et cette niaiserie est toujours un fruit de la dégénérescence des classes riches. Elle réussirait d'autant mieux qu'elle aurait devant elle des capitalistes lâches et découragés.

3^o L'on ne saurait plus maintenant se désintéresser des plans relatifs à la société future ; ces plans que le marxisme tournait en ridicule et que la grève générale syndicaliste écartait, deviennent un élément essentiel du nouveau système. La grève générale politique ne saurait être proclamée que le jour où l'on aurait acquis la certitude qu'on a sous la main des cadres complets pour régler l'organisation future. C'est ce que Jaurès a voulu faire entendre dans ses articles de 1901, quand il a dit que la société moderne « reculera devant une entreprise aussi indéterminée et aussi creuse que la [grève syndicaliste] comme on recule devant le vide » (1).

Il ne manque pas de jeunes avocassons sans avenir qui ont rempli de gros cahiers avec leurs projets détaillés d'organisation sociale. Si nous n'avons pas encore le bréviaire de la révolution que Lucien Herr avait annoncé en 1900, nous savons tout au moins qu'il y a déjà des règlements tout préparés pour assurer le service de la comptabilité dans la société collectiviste et Tarbouriech a même étudié des modèles de paperasses à recommander à la bureaucratie future (2). Jaurès ne cesse de faire

(1) Jaurès, *Etudes socialistes*, p. 107.

(2) On trouve beaucoup de ces choses follement sérieuses dans la *Cité future* de Tarbouriech. -- Des personnes qui se disent bien informées, assurent qu'Arthur Fontaine, Direc-

appel aux lumières qui sont obligées de rester sous le boisseau capitaliste, et il ne doute pas que la révolution dépend bien moins des conditions auxquelles pensait Marx, que des élucubrations de génies méconnus.

C. — J'ai appelé l'attention sur ce qu'a d'effrayant la révolution conçue à la manière de Marx et des syndicalistes, et j'ai dit qu'il importe beaucoup de lui conserver son caractère de transformation absolue et irréformable, parce qu'il contribue puissamment à donner au socialisme sa haute valeur éducative. Cette gravité de l'œuvre poursuivie par le prolétariat ne saurait convenir à la clientèle jouisseuse de nos politiciens; ceux-ci veulent rassurer la bourgeoisie et lui promettent de ne pas laisser le peuple s'abandonner à ses instincts anarchiques. Ils lui expliquent qu'on ne songe nullement à supprimer la grande machine de l'Etat, en sorte que les socialistes sages désirent deux choses : s'emparer de cette machine pour en perfectionner les rouages et les faire fonctionner au mieux des intérêts de leurs amis, — et rendre plus stable le gouvernement, ce qui sera fort avantageux pour tous les hommes d'affaires. Tocqueville avait observé que, depuis le commencement du xix^e siècle, les institutions administratives de la France ayant très peu changé, les révolutions n'ont plus produit de très grands

teur du Travail, a dans son portefeuille des solutions étonnantes de la question sociale et qu'il les révélera le jour où il sera à la retraite. Nos successeurs le béniront de leur avoir ainsi réservé des plaisirs que nous n'aurons pas connus.

bouleversements (1). Les financiers socialistes n'ont pas lu Tocqueville, mais ils comprennent, d'instinct, que la conservation d'un Etat bien centralisé, bien autoritaire, bien démocratique, offre d'immenses ressources pour eux et les met à l'abri de la révolution prolétarienne. Les transformations que pourront réaliser leurs amis, les socialistes parlementaires, seront toujours assez limitées, et il sera toujours possible, grâce à l'Etat, de corriger les imprudences commises.

La grève générale des syndicalistes éloigne du socialisme les financiers en quête d'aventures ; la grève politique leur sourit assez, parce qu'elle serait faite dans des circonstances propices au pouvoir des politiciens — et par suite aux opérations de leurs alliés de la finance (2).

Marx suppose, tout comme les syndicalistes, que la révolution sera absolue et irréformable, parce qu'elle aura

(1) Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 330.

(2) Dans l'*Avant-Garde* du 29 octobre 1905, on lit un rapport de Lucien Rolland au Conseil national du parti socialiste unifié sur l'élection de Louis Dreyfus, spéculateur en grains et actionnaire de l'*Humanité*, à Florac. « J'eus l'immense douleur, dit Rolland, d'entendre un des *rois de l'époque* se réclamer de notre Internationale, de notre rouge drapeau, de nos principes, crier : Vive la République sociale ! » Les personnes qui ne connaîtront cette élection que par le *rapport officiel* publié dans le *Socialiste* du 28 octobre 1905, en auront une idée singulièrement faussée. Se défier des documents officiels socialistes. Je ne crois pas que, durant l'affaire Dreyfus, les amis de l'Etat-major aient jamais tant maquillé la vérité que le firent les socialistes officiels en cette occasion.

pour effet de remettre les forces productives aux mains d'*hommes libres*, c'est-à-dire d'hommes qui soient capables de se conduire dans l'atelier créé par le capitalisme, sans avoir besoin de maîtres. Cette conception ne saurait nullement convenir aux financiers et aux politiciens qu'ils soutiennent ; car les uns et les autres ne sont propres qu'à exercer la noble profession de maîtres. Aussi, dans toutes les études que l'on fait sur le *socialisme sage*, est-on amené à reconnaître que celui-ci suppose la société divisée en deux groupes : l'un forme une élite organisée en parti politique, qui se donne pour mission de penser à la place d'une masse non pensante, et qui se croit admirable parce qu'elle veut bien lui faire part de ses lumières supérieures (1) ; — l'autre est l'ensemble des producteurs. L'élite politicienne n'a pas d'autre profession que celle d'employer son intelligence et elle trouve très conforme aux principes de la Justice immanente (dont elle est propriétaire), que le prolétariat travaille à la nourrir et à lui faire une vie qui ne rappelle pas trop celle des ascètes.

Cette division est si évidente qu'on ne songe généralement pas à la dissimuler : les officiels du socialisme parlent constamment du Parti comme d'un organisme possédant une vie propre. Au congrès socialiste international de 1900, on a mis en garde le Parti contre le danger que pouvait lui faire courir une politique capable de trop le séparer du prolétariat ; il faut qu'il inspire confiance aux

(1) Les *Intellectuels* ne sont pas, comme on le dit souvent, les hommes qui pensent : ce sont les gens qui *font profession de penser* et qui prélèvent un *salaire aristocratique* en raison de la noblesse de cette profession.

masses, s'il veut les avoir derrière lui au jour du grand combat (1). Le grand reproche que Marx adressait à ses adversaires de l'Alliance, était justement cette séparation des dirigeants et des dirigés qui avait pour effet de restaurer l'Etat (2) et qui est aujourd'hui si marquée en Allemagne... et ailleurs.

III

A. — Nous allons maintenant entrer plus avant dans l'analyse des idées qui se rattachent à la grève politique et tout d'abord examiner ce que devient la notion de classe.

1^o Les classes ne pourront plus être définies par la place que leurs membres occupent dans la production capitaliste ; on revient à l'ancienne distinction des groupes riches et des groupes pauvres ; c'est de cette manière que les classes apparurent aux anciens socialistes, qui cherchaient le moyen de réformer les iniquités de la distribution actuelle des richesses. Les catholiques sociaux se placent sur le même terrain et veulent améliorer le sort des

(1) Par exemple Vaillant dit : « Puisque nous avons à livrer cette grande bataille, croyez-vous que nous puissions la gagner si nous n'avons pas le prolétariat derrière nous ? Il faut bien que nous l'ayons ; et nous ne l'aurons pas si nous l'avons découragé, si nous lui avons montré que le Parti socialiste ne représente plus ses intérêts. » (*Cahiers de la Quinzaine*, 16^e de la n^e série, p. 459.) Ce fascicule renferme le compte rendu sténographique du congrès.

(2) *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, p. 14.

pauvres, non seulement par la charité, mais par une foule d'institutions propres à atténuer les douleurs causées par l'économie capitaliste. Il paraît qu'encore aujourd'hui c'est à ce point de vue que les choses sont considérées dans le monde qui admire Jaurès comme un prophète ; on m'a raconté que celui-ci a cherché à convertir Buisson au socialisme en faisant appel à son bon cœur et que ces deux augures eurent une discussion fort cocasse sur la manière de *corriger les fautes* de la société.

La masse croit qu'elle souffre parce qu'elle subit une conséquence d'un passé qui était plein de violences, d'ignorance et de méchanceté ; elle a confiance dans le *génie de ses chefs* pour la rendre moins malheureuse ; à une hiérarchie malfaisante, elle croit que la démocratie substituerait, si elle était libre, une hiérarchie bienfaisante. — Les chefs qui entretiennent leurs hommes dans cette douce illusion voient le monde à un tout autre point de vue ; l'organisation sociale actuelle les révolte dans la mesure où elle crée des obstacles à leur ambition ; ce sont moins les classes qui leur font horreur que les positions acquises par leurs aînés ; le jour où ils ont suffisamment pénétré dans les sanctuaires de l'Etat, dans les salons, dans les lieux de plaisir, ils cessent généralement d'être révolutionnaires et parlent sagement de l'évolution.

2^o Le sentiment de révolte que l'on rencontre dans les classes pauvres se colorera dès lors d'une atroce jalousie. Nos journaux démocratiques entretiennent cette passion avec beaucoup d'art, dans la pensée que c'est le meilleur moyen d'abrutir leur clientèle et de se l'attacher ; ils exploitent les scandales qui surgissent dans les classes riches ; ils entraînent leurs lecteurs à éprouver un plaisir

sauvage à voir la honte pénétrer au foyer des grands de la terre. Avec une impudence qui ne laisse pas que d'étonner parfois, ils prétendent servir ainsi la cause de la morale superfine qui leur tiendrait autant à cœur, à ce qu'ils disent, que le bien-être des classes pauvres, et que leur liberté ! Mais il est probable que leurs intérêts sont les seuls mobiles de leurs actions (1).

La jalousie est un sentiment qui semble être surtout propre aux êtres passifs ; les chefs ont des sentiments actifs, et la jalousie se transforme chez eux en une soif d'arriver, coûte que coûte, aux positions les plus enviées, en employant tous les moyens qui permettent d'écarter les gens qui gênent leur marche en avant. Dans la politique il n'y a pas plus de scrupules que dans les sports : l'expérience apprend tous les jours avec quelle impudence les concurrents dans les courses de tout genre corrigent les hasards défavorables.

3^e La *masse commandée* n'a qu'une notion très vague et prodigieusement naïve des moyens qui pourraient servir à améliorer son sort ; les démagogues lui font croire facilement que le meilleur moyen consiste à employer la force de l'Etat pour *embêter* les riches ; on

(1) Je note ici, en passant, que le *Petit Parisien*, dont l'importance est si grande comme organe de la politique de réformes sociales, s'est passionné pour les tribulations de la princesse de Saxe et du charmant précepteur Giron ; ce journal, très préoccupé de moraliser le peuple, ne peut comprendre que le mari trompé s'obstine à ne pas reprendre sa femme. Le 14 septembre 1906 il disait qu'elle « brisa avec la morale vulgaire » ; on peut conclure de là que la morale du *Petit Parisien* ne doit pas être banale !

passé ainsi de la jalousie à la vengeance, et on sait que la vengeance est un sentiment d'une puissance extraordinaire, surtout chez les êtres faibles. L'histoire des cités grecques et des républiques italiennes du Moyen Âge est pleine de lois fiscales qui étaient fort oppressives pour les riches et qui n'ont pas médiocrement contribué à la ruine de ces gouvernements. Au ^{xv}^e siècle, *Enéas Sylvius* (le futur pape Pie II) notait avec étonnement l'extraordinaire prospérité des villes commerçantes d'Allemagne et la grande liberté dont y jouissaient les bourgeois, qui en Italie étaient persécutés (1). Si on regardait de près la politique sociale contemporaine, on trouverait qu'elle est, elle aussi, empreinte des idées de jalousie et de vengeance ; beaucoup de réglementations ont plutôt pour but de donner des moyens d'embêter les patrons, que d'améliorer la situation des ouvriers ; quand les cléricaux sont les plus faibles dans un pays, ils ne manquent jamais de recommander des mesures de sévère réglementation pour se venger de patrons francs-maçons (2).

Les chefs trouvent des avantages de toute sorte dans ces procédés ; ils font peur aux riches et les exploitent à leur profit personnel ; ils crient plus fort que personne contre les privilèges de la fortune et savent se donner

(1) Janssen, *L'Allemagne et la Réforme*, trad. franç., tome I, p. 361.

(2) L'application des lois sociales donne lieu, en France du moins, à de très singulières inégalités de traitement ; les poursuites judiciaires dépendent de conditions politiques... ou financières. On se rappelle l'aventure de ce grand couturier qui fut décoré par Millerand, et contre lequel avaient été dressés tant de procès-verbaux.

toutes les jouissances que procure celle-ci : en utilisant les mauvais instincts et la sottise de leurs hommes, ils réalisent ce curieux paradoxe de faire applaudir par le peuple l'inégalité des conditions au nom de l'égalité démocratique. Il serait impossible de comprendre les succès des démagogues, depuis les temps d'Athènes jusqu'à la New-York contemporaine, si on ne tenait compte de la force extraordinaire que possède l'idée de vengeance pour oblitérer tout raisonnement.

Je ne crois pas qu'il y ait de moyens propres à faire disparaître cette influence funeste des démagogues, autres que ceux que peut employer le socialisme en propageant la notion de grève générale prolétarienne ; il éveille au fond de l'âme un sentiment du sublime en rapport avec les conditions d'une lutte gigantesque et il fait tomber au dernier rang le besoin de satisfaire la jalousie par la méchanceté ; il fait apparaître au premier rang l'orgueil de l'homme libre et ainsi met l'ouvrier à l'abri du charlatanisme des chefs ambitieux et avides de jouissances.

B. — Les grandes différences qui existent entre les deux grèves générales (ou les deux socialismes) deviennent encore plus claires quand on rapproche les luttes sociales et la guerre : celle-ci est, en effet, susceptible de donner aussi naissance à deux systèmes opposés, en sorte que l'on peut dire sur la guerre les choses les plus contradictoires, en s'appuyant également sur des faits incontestables.

On peut la considérer du côté noble, c'est-à-dire comme l'ont considérée les poètes célébrant les armées qui ont

été particulièrement illustres ; en procédant de cette manière, nous y trouvons :

1^o L'idée que la profession des armes ne peut être comparée à aucune autre, — qu'elle met l'homme qui s'y livre dans une catégorie supérieure aux conditions communes de la vie, — que l'histoire repose tout entière sur les aventures des gens de guerre, en sorte que l'économie n'existe que pour les entretenir ;

2^o Le sentiment de la gloire que Renan a si justement regardé comme une des créations les plus singulières et les plus puissantes du génie humain, et qui s'est trouvé être une valeur incomparable dans l'histoire (1) ;

3^o Le désir ardent de se mesurer dans les grandes batailles, de subir l'épreuve en raison de laquelle le métier des armes revendique sa supériorité, et de conquérir la gloire au péril de ses jours.

Je n'ai pas besoin d'appeler longuement l'attention des lecteurs sur ces caractères pour leur faire comprendre le rôle que cette conception de la guerre a eu dans l'ancienne Grèce. Toute l'histoire classique est dominée par la guerre conçue héroïquement ; les institutions des républiques grecques eurent, à l'origine, pour base l'organisation d'armées de citoyens ; l'art grec atteignit son apogée dans les citadelles ; les philosophes ne concevaient d'autre éducation que celle qui peut entretenir une tradition héroïque dans la jeunesse et s'ils s'attachaient à régler la musique, c'est qu'ils ne voulaient pas

(1) Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, tome IV, pages 199-200.

laisser se développer des sentiments étrangers à cette discipline ; les utopies sociales furent faites en vue de maintenir un noyau de guerriers homériques dans les cités ; etc. De notre temps les guerres de la Liberté n'ont guère été moins fécondes en idées que celles des anciens Grecs.

Il y a un autre aspect de la guerre qui n'a plus aucun caractère de noblesse et sur lequel insistent toujours les pacifistes (1). La guerre n'a plus ses fins en elle-même ; elle a pour objet de permettre aux hommes politiques de satisfaire leurs ambitions ; il faut conquérir sur l'étranger pour se procurer de grands avantages matériels et immédiats ; il faut aussi que la victoire donne au parti qui a dirigé le pays pendant les temps de succès, une telle prépondérance qu'il puisse se permettre de distribuer beaucoup de faveurs à ses adhérents ; on espère enfin que le prestige du triomphe enivrera tellement les citoyens qu'ils cesseront de bien apprécier les sacrifices qu'on leur demande et qu'ils se laisseront aller à des conceptions enthousiastes de l'avenir. Sous l'influence de cet état d'esprit, le peuple permet facilement à son gouvernement de développer son organisme d'une manière abusive, en sorte que toute conquête au dehors peut être considérée comme ayant pour corollaire une conquête à l'intérieur, faite par le parti qui détient le pouvoir.

La grève générale syndicaliste offre les plus grandes analogies avec le premier système de guerre : le prolétariat s'organise pour la bataille, en se séparant bien des

(1) La distinction des deux aspects de la guerre est la base du livre de Proudhon sur *La guerre et la paix*.

autres parties de la nation, en se regardant comme le grand moteur de l'histoire, en subordonnant toute considération sociale à celle du combat ; — il a le sentiment très net de la gloire qui doit s'attacher à son rôle historique et de l'héroïsme de son attitude militante ; — il aspire à l'épreuve décisive dans laquelle il donnera toute la mesure de sa valeur. Ne poursuivant point une conquête, il n'a point à faire des plans pour utiliser ses victoires : il compte expulser les capitalistes du domaine productif et reprendre ensuite sa place dans l'atelier créé par le capitaliste.

Cette grève générale marque, d'une manière très claire, son indifférence pour la conquête, en affirmant qu'elle se propose de supprimer l'Etat ; l'Etat a été, en effet, l'organisateur de la guerre de conquête, le dispensateur de ses fruits, et la raison d'être des groupes dominateurs qui profitent de toutes les entreprises dont l'ensemble de la société supporte les charges.

Les politiciens se placent à l'autre point de vue ; ils raisonnent sur les conflits sociaux exactement de la même manière que les diplomates raisonnent sur les affaires internationales ; tout l'appareil proprement guerrier des conflits ne les intéresse que médiocrement ; ils ne voient dans les combattants que des instruments. Le prolétariat est leur armée, qu'ils aiment de l'amour qu'un administrateur colonial peut avoir pour les bandes qui lui permettent de soumettre beaucoup de nègres à ses caprices ; ils s'occupent de l'entraîner parce qu'ils sont pressés de gagner bien vite les grandes batailles qui doivent leur livrer l'Etat ; ils entretiennent l'ardeur de leurs hommes comme on a toujours entretenu l'ardeur

des troupes de mercenaires, par des exhortations au prochain pillage, par des appels à la haine et aussi par les menues faveurs que leur permet déjà de distribuer l'occupation de quelques places politiques. Mais le prolétariat est pour eux de la *chair à canon* et pas autre chose, comme Marx le disait en 1873 (1).

Le renforcement de l'Etat est à la base de toutes leurs conceptions : dans leurs organisations actuelles les politiciens préparent déjà les cadres d'un pouvoir fort, centralisé, discipliné, qui ne sera pas troublé par les critiques d'une opposition, qui saura imposer le silence et qui décrètera ses mensonges.

C. — Il est très souvent question dans la littérature socialiste d'une future *dictature du prolétariat* sur laquelle on n'aime pas beaucoup à donner des explications ; quelquefois on perfectionne cette formule et on ajoute l'épithète *impersonnelle* au substantif *dictature*, sans que ce progrès éclaire beaucoup la question. Bernstein signalait, il y a quelques années, que cette dictature serait probablement celle « d'orateurs de clubs et de littérateurs » (2) et il estimait que les socialistes de 1848

(1) *L'Alliance de la démocratie socialiste*, p. 15. Marx reprochait à ses adversaires de s'inspirer des pratiques bonapartistes.

(2) La pensée de Bernstein se reporte évidemment ici à un article célèbre de Proudhon, dont il cite d'ailleurs un fragment à la page 47 de son livre. Cet article se termine par des imprécations contre les Intellectuels : « Alors vous saurez ce que c'est qu'une révolution provoquée par des avocats, accomplie par des artistes, conduite par des romanciers

avaient eu en vue, en parlant de cette dictature, une imitation de 1793, « un pouvoir central dictatorial et révolutionnaire, soutenu par la dictature terroriste des clubs révolutionnaires » ; il était effrayé par cette perspective et il assurait que tous les ouvriers avec lesquels il avait eu occasion de s'entretenir, se méfiaient beaucoup de l'avenir (1). De là il concluait à la nécessité de baser la politique et la propagande socialistes sur une conception plus évolutionniste de la société moderne. Son analyse me semble insuffisante.

Dans la dictature du prolétariat, nous pouvons, tout d'abord, signaler un souvenir de l'Ancien Régime ; les socialistes ont, pendant très longtemps, été dominés par l'idée qu'il faut assimiler le capitalisme au régime féodal ; je ne connais guère d'idée plus fausse et plus dangereuse ; ils s'imaginaient que la féodalité nouvelle disparaîtrait sous l'influence de forces analogues à celles qui ont ruiné le régime féodal. Celui-ci succomba sous les coups d'un pouvoir fort, centralisé et pénétré de la conviction qu'il avait reçu de Dieu la mission d'employer des mesures exceptionnelles contre le mal ; les rois du nouveau

et des poètes. Néron jadis fut artiste, artiste lyrique et dramatique, amant passionné de l'idéal, adorateur de l'antique, collecteur de médailles, touriste, poète, orateur, bretteur, sophiste, un don Juan, un Lovelace, un gentilhomme plein d'esprit, de fantaisie, de sympathie, en qui regorgeait la vie et la volupté. C'est pour cela qu'il fut Néron. » (*Représentant du peuple*, 29 avril 1848.)

(1) Bernstein, *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, pp. 298 et 226.

modèle (1), qui établirent le droit monarchique moderne, furent de terribles despotes qui manquèrent totalement de scrupules ; mais les historiens les ont absous de leurs violences, parce qu'ils ont écrit en des temps où l'anarchie féodale, les mœurs barbares des anciens nobles et leur manque de culture, joints à un défaut de respect pour les idéologues du passé (2), paraissaient des crimes contre lesquels la force royale avait eu le devoir d'agir avec vigueur. Il est à supposer que c'est en vue de traiter avec une vigueur toute royale les chefs du capitalisme que l'on parle aujourd'hui d'une dictature du prolétariat.

Plus tard la royauté se relâcha de son despotisme et alors intervint le gouvernement constitutionnel ; on admet aussi que la dictature du prolétariat devra s'atténuer à la longue et disparaître pour faire place finalement à une *société anarchique*, mais on oublie de nous expliquer comment cela pourra se produire. Le despotisme royal n'est pas tombé tout seul ou par la bonté des souverains ; il faudrait être bien naïf pour supposer que les gens qui profiteraient de la dictature démagogique, en abandonneraient facilement les avantages.

(1) Gervinus, *Introduction à l'histoire du XIX^e siècle*, trad. franç., p. 27.

(2) L'histoire de la papauté embarrasse beaucoup les écrivains modernes : quelques-uns lui sont foncièrement hostiles en raison de leur haine pour le christianisme, mais beaucoup sont entraînés à absoudre les plus grandes fautes de la politique papale au Moyen Âge, en raison de la sympathie naturelle qui les entraîne à admirer toutes les tentatives faites par des idéologues pour tyranniser le monde.

Ce que Bernstein a bien reconnu, c'est que la dictature du prolétariat correspond à une division de la société en maîtres et en asservis ; mais il est curieux qu'il n'ait pas aperçu que l'idée de grève politique (qu'il accepte aujourd'hui dans une certaine mesure) se rattache, de la manière la plus étroite, à cette dictature des politiciens qu'il redoute. Les hommes qui auraient pu organiser le prolétariat sous la forme d'une armée, toujours prête à obéir à leurs ordres, seraient les généraux qui établiraient l'état de siège dans la société conquise ; nous aurions donc au lendemain d'une révolution la dictature exercée par l'ensemble des politiciens qui ont déjà formé un groupe compact dans le monde actuel.

J'ai déjà rappelé ce que Marx disait des gens qui restaurent l'Etat, en créant un embryon de société future de maîtres dans la société contemporaine. L'histoire de la Révolution française nous montre comment les choses se passent. Les révolutionnaires adoptent des dispositions telles que leur personnel administratif soit prêt à prendre l'autorité dès que l'ancien personnel abandonne la place, de sorte qu'il n'y ait aucune solution de continuité dans la domination. Rien n'égale l'admiration de Jaurès pour ces opérations, qu'il rencontre au cours de son *Histoire socialiste*, dont il ne comprend point parfaitement le sens, mais dont il devine l'analogie avec ses propres conceptions de révolution sociale. La veulerie des hommes de ce temps fut si grande que parfois la substitution du nouveau personnel à l'ancien prenait des allures bouffonnes ; nous trouvons toujours un Etat surnuméraire (un *Etat postiche*, pour employer une expression de ce temps), qui est organisé d'avance à côté

de l'Etat légal, qui se regarde comme un pouvoir légitime avant de devenir un pouvoir légal, et qui est tout prêt à profiter du moindre incident pour prendre le gouvernement que lâchent les mains débiles des autorités constituées (1).

L'adoption du drapeau rouge constitue un des épisodes les plus singuliers et les plus caractéristiques de cette époque. Cet insigne était employé, en temps de troubles, pour prévenir que la loi martiale allait être appliquée ; le 10 août 1792 il devint le symbole révolutionnaire en vue de proclamer « la loi martiale du peuple contre les rebelles du pouvoir exécutif ». Jaurès commente ce fait en ces termes : « C'est nous, le peuple, qui sommes le droit... Nous ne sommes pas des révoltés. Les révoltés

(1) Une des comédies cocasses de la Révolution est celle que raconte Jaurès dans la *Convention*, pp. 1386-1388. Au mois de mai 1793 s'était établi à l'Evêché un comité insurrectionnel, qui forme un *Etat postiche* et qui, le 31 mai, se rend à l'Hôtel de ville et déclare que le peuple de Paris retire les pouvoirs de toutes les autorités constituées ; le Conseil général de la Commune n'ayant aucun moyen de défense « n'avait plus qu'à céder », mais il le fit en se donnant des grands airs tragiques : discours pompeux, embrassades générales, « pour attester qu'il n'y a ni dépit d'amour-propre chez les uns, ni orgueil de domination chez les autres », et puis « un serment civique fort, modéré et grave » ; enfin la bouffonnerie se termine par un arrêté réintégrant dans ses fonctions le Conseil qu'on vient de dissondre. Jaurès a ici des mots charmants : le comité révolutionnaire « déliait [l'autorité légale] de toutes les entraves de la légalité ». Cette belle réflexion est la reproduction du fameux mot des bonapartistes : « Sortir de la légalité pour rentrer dans le droit. »

sont aux Tuileries, et, contre les factieux de la Cour et du modérantisme, nous retournons le drapeau des répressions légales » (1). Ainsi les insurgés commencent par proclamer qu'ils détiennent le pouvoir légitime ; ils combattent un Etat n'ayant qu'une apparence de légitimité et ils prennent le drapeau rouge pour symboliser le rétablissement de l'ordre véritable par la force ; vainqueurs, ils traiteront les vaincus de conspirateurs et demanderont qu'on punisse leurs complots. La véritable conclusion de toute cette belle idéologie devait être le massacre des prisonniers en septembre.

Tout cela est parfaitement simple et la grève générale politique se développerait en produisant des événements tout pareils. Pour que cette grève réussisse, il faut que le prolétariat soit largement entré dans des syndicats recevant l'impulsion des comités politiques, qu'il existe ainsi une organisation complète dépendant des hommes qui vont prendre le gouvernement et qu'il y ait à faire une simple transmutation dans le personnel de l'Etat. L'organisation de l'*Etat postiche* devrait être plus complète qu'elle ne le fut à l'époque de la Révolution, parce que la conquête de l'Etat ne semble pas aussi facile à faire qu'autrefois ; mais le principe serait le même ; on pourrait même supposer que la transmission de l'autorité s'opérant aujourd'hui avec plus de régularité, grâce aux ressources nouvelles que procure le régime parlementaire, et le prolétariat étant parfaitement encadré dans des syndicats officiels, nous verrions la révolution sociale aboutir à une merveilleuse servitude.

(1) Jaurès, *Législative*, p. 1288.

IV

L'étude de la grève politique nous conduit à mieux comprendre une distinction qu'il faut avoir toujours présente à l'esprit quand on réfléchit sur les questions sociales contemporaines. Tantôt on emploie les termes *force* et *violence* en parlant des actes de l'autorité, tantôt en parlant des actes de révolte. Il est clair que les deux cas donnent lieu à des conséquences fort différentes. Je suis d'avis qu'il y aurait grand avantage à adopter une terminologie qui ne donnerait lieu à aucune ambiguïté et qu'il faudrait réserver le terme *violence* pour la deuxième acception ; nous dirons donc que la force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre. La bourgeoisie a employé la force depuis le début des temps modernes, tandis que le prolétariat réagit maintenant contre elle et contre l'Etat par la violence.

Depuis longtemps, j'étais convaincu qu'il importerait beaucoup d'approfondir la théorie des puissances sociales ; mais je n'avais pu apercevoir la distinction capitale, dont il est question ici, avant d'avoir réfléchi sur la grève générale. Il ne me semble pas d'ailleurs que Marx ait jamais examiné d'autres puissances sociales que la force. Dans les *Saggi di critica del marxismo*, j'avais cherché, il y a quelques années, à résumer les thèses marxistes sur l'adaptation de l'homme aux conditions du capita-

lisme et j'avais présenté ces thèses de la manière suivante, aux pages 38-40 :

« 1° Il y a un système en quelque sorte mécanique, dans lequel l'homme semble soumis à de vraies *lois naturelles* ; les économistes classiques placent à l'origine cet automatisme qui est le dernier produit du régime capitaliste. « Il se forme, dit Marx (1), une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs qui, grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons. » L'intervention d'une volonté intelligente dans la coercition apparaîtrait comme une exception.

« 2° Il y a un régime d'émulation et de grande concurrence, qui entraîne les hommes à écarter les obstacles traditionnels, à chercher constamment du nouveau et à imaginer des conditions de vie qui leur semblent meilleures. C'est dans cette tâche révolutionnaire que la bourgeoisie excella selon Marx.

« 3° Il y a le régime de la violence qui a un rôle très important dans l'histoire et qui revêt plusieurs formes distinctes :

« a) Au plus bas degré nous avons la violence dispersée, qui ressemble à la concurrence vitale, qui agit par la médiation des forces économiques et qui opère une expropriation lente mais certaine ; une telle violence se manifeste surtout avec l'aide de régimes fiscaux (2).

(1) *Capital*, tome I, p. 327, col. 4.

(2) Marx fait observer qu'en Hollande, l'impôt fut employé pour faire renchérir artificiellement les objets de première nécessité ; ce fut l'application d'un principe de gouverne-

« b) Vient ensuite la force concentrée et organisée de l'Etat qui agit directement sur le travail, « pour régler le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer au niveau convenable, pour prolonger la journée du travail et maintenir le travailleur lui-même au degré de dépendance voulu ; c'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive » (1).

« c) Nous avons enfin la violence proprement dite qui occupe une si grande place dans l'histoire de l'accumulation primitive et qui constitue l'objet principal de l'histoire. »

Quelques observations complémentaires ne seront pas inutiles ici.

Il faut, tout d'abord, observer que ces divers moments sont placés sur une échelle logique, en partant des états qui rappellent le plus un organisme et dans lesquels n'apparaît aucune volonté distincte, pour aller vers les états où des volontés mettent leurs plans réfléchis en évidence : mais l'ordre historique est tout le contraire de celui-là.

A l'origine de l'accumulation capitaliste, nous trouvons des faits historiques bien distincts, qui apparaissent chacun en son temps, avec ses caractères propres et dans des conditions assez marquées pour être inscrits dans les

ment : ce régime exerça une action délétère sur la classe ouvrière et ruina le paysan, l'artisan et les autres éléments de la classe moyenne ; mais il assurait une parfaite soumission de l'ouvrier au patron des manufactures. (*Capital*, tome I, p. 338, col. 2.)

(1) *Capital*, tome I, p. 327, col. 4.

chroniques. C'est ainsi que l'on rencontre l'expropriation des paysans et la suppression de l'ancienne législation qui avait constitué « le servage et la hiérarchie industrielle. » Marx ajoute : « L'histoire de cette expropriation n'est pas matière à conjectures, elle est inscrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu indélébiles (1). »

Plus loin, Marx nous fait voir comment l'aurore des temps modernes fut marquée par la conquête de l'Amérique, l'esclavage des nègres et les guerres coloniales : « Les diverses méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fit éclore, se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, entre le Portugal, l'Espagne, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du xvii^e siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale ; mais toutes, sans exception, exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste, et d'abréger les phrases de transition. » C'est à cette occasion qu'il compare la force à une accoucheuse et dit qu'elle multiplie le mouvement social (2).

(1) *Capital*, tome I, p. 315.

(2) *Capital*, tome I, p. 336, col. 1. — Le texte allemand porte que la force est *ökonomische Potenz* (*Kapital*, 4^e édition, p. 716) ; le texte français porte que la force est un

Ainsi nous voyons des puissances économiques se mêler d'une manière étroite à la puissance politique et finalement le capitalisme se perfectionner à ce point qu'il n'ait plus besoin de faire un appel direct à la force publique, sauf dans des cas très exceptionnels. « Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des *lois naturelles* de la société, c'est-à-dire à la dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production (1). »

Lorsqu'on est parvenu au dernier terme historique, l'action de volontés distinctes disparaît et l'ensemble de la société ressemble à un corps organisé, fonctionnant tout seul ; les observateurs peuvent alors fonder une science économique qui leur paraît aussi certaine que les sciences de la nature physique. L'erreur de beaucoup d'économistes a consisté à ne pas voir que ce régime, qui leur semblait naturel ou primitif (2), est le résultat d'une série de transformations qui auraient pu ne pas se produire et dont la combinaison reste toujours fort instable,

agent économique. Fourier appelle *puissanciennes* les progressions géométriques (*Nouveau monde industriel et social*, p. 376). Marx a évidemment employé le mot *Potenz* dans le sens de multiplicateur ; Cf. dans le *Capital*, p. 176, col. 1. le terme : *travail puissancié* pour travail d'une productivité multipliée.

(1) *Capital*, tome I, p. 327, col. 4.

(2) *Naturel*, au sens marxiste, est ce qui ressemble à un mouvement physique, ce qui s'oppose à la création d'une volonté intelligente ; — pour les déistes du XVIII^e siècle, *naturel* était ce qui avait été créé par Dieu et était à la fois primitif et excellent ; c'est encore le point de vue de G. de Molinari.

car elle pourrait être détruite par la force, comme elle a été créée par l'intervention de celle-ci ; — la littérature économique contemporaine est, d'ailleurs, pleine de plaintes relatives aux interventions de l'Etat qui troublent les *lois naturelles*.

Aujourd'hui les économistes sont peu disposés à croire que le respect de ces *lois naturelles* s'impose en raison du respect dû à la Nature : ils voient bien qu'on est parvenu tardivement au régime capitaliste, mais ils estiment qu'on y est parvenu par un progrès qui devrait enchanter l'âme des hommes éclairés. Ce progrès se traduit, en effet, par trois faits remarquables : il est devenu possible de constituer une science de l'économie ; — le droit peut atteindre ses formules les plus simples, les plus sûres, les plus belles, puisque le droit des obligations domine tout capitalisme avancé ; — les caprices des maîtres de l'Etat ne sont plus aussi apparents et ainsi on marcherait vers la liberté. Tout retour au passé leur semble être un attentat contre la science, le droit et la dignité humaine.

Le socialisme considère cette évolution comme étant une histoire de la force bourgeoise et il ne voit que des modalités là où les économistes croient découvrir des hétérogénéités : que la force se présente sous l'aspect d'actes historiques de coercition ou d'oppression fiscale, ou de conquête, ou de législation du travail, ou encore qu'elle soit tout enveloppée dans l'économie, il s'agit toujours de la force bourgeoise travaillant, avec plus ou moins d'adresse, à produire l'ordre capitaliste.

Marx s'est attaché, avec beaucoup de minutie, à décrire les phénomènes de cette évolution ; mais il est

très sobre de détails sur l'organisation du prolétariat. Cette lacune de son œuvre a été souvent expliquée ; il trouvait en Angleterre, sur l'histoire du capitalisme, une masse énorme de matériaux assez bien classés et déjà soumis à des discussions économiques ; il pouvait donc approfondir les diverses particularités de l'évolution bourgeoise ; mais il n'avait pas beaucoup d'éléments pour raisonner sur l'organisation du prolétariat ; il devait donc se contenter d'expliquer en formules très abstraites l'idée qu'il se faisait du chemin que celui-ci avait à parcourir pour atteindre l'heure de la lutte révolutionnaire. Cette insuffisance de l'œuvre de Marx a eu pour conséquence de faire dévier le marxisme de sa véritable nature.

Les gens qui se piquaient d'orthodoxie marxiste n'ont voulu ajouter rien d'essentiel à ce qu'avait écrit leur maître et ils ont cru qu'ils devaient utiliser, pour raisonner sur le prolétariat, ce qu'ils avaient appris dans l'histoire de la bourgeoisie. Ils n'ont donc pas soupçonné qu'il y avait une différence à établir entre la *force* qui marche vers l'autorité et cherche à réaliser une obéissance automatique, et la *violence* qui veut briser cette autorité. Suivant eux, le prolétariat doit acquérir la force comme la bourgeoisie l'a acquise, s'en servir comme elle s'en est servie et aboutir à un Etat socialiste remplaçant l'Etat bourgeois.

L'Etat ayant joué autrefois un rôle de premier ordre dans les révolutions qui supprimèrent l'ancienne économie, c'est encore l'Etat qui devra supprimer le capitalisme. Les travailleurs doivent donc tout sacrifier à un seul but : amener au pouvoir des hommes qui lui pro-

mettent solennellement de ruiner le capitalisme au profit du peuple ; c'est ainsi que se forme un parti socialiste parlementaire. D'anciens militants socialistes pourvus d'emplois modestes, des bourgeois lettrés, légers et avides de bruit, et des spéculateurs de la Bourse imaginent qu'un âge d'or pourrait naître pour eux à la suite d'une révolution sage, bien sage, qui ne toucherait pas gravement l'Etat traditionnel. Ces futurs maîtres du monde rêvent tout naturellement de reproduire l'histoire de la force bourgeoise et ils s'organisent pour être en mesure de tirer le plus possible de profit de cette révolution. Un groupe considérable de clients pourrait prendre rang dans la hiérarchie nouvelle, et ce que Paul Leroy-Beaulieu nomme le « Quatrième Etat » deviendrait vraiment une basse-bourgeoisie (1).

Tout l'avenir de la démocratie pourrait bien dépendre de cette basse-bourgeoisie, qui espère utiliser, pour son plus grand avantage personnel, la force des organisa-

(1) Dans un article du *Radical* (2 janvier 1906), Ferdinand Buisson expose que les catégories de travailleurs actuellement les plus favorisées continueront à s'élever au-dessus des autres ; les ouvriers des mines, de la voie ferrée, des manufactures de l'Etat ou des services municipaux qui sont bien organisés, forment une « aristocratie ouvrière » qui réussit d'autant plus facilement qu'elle a à discuter avec des collectivités qui font « profession de reconnaître les droits de l'homme, la souveraineté nationale, l'autorité du suffrage universel ». Sous ce galimatias on trouve tout simplement la reconnaissance de relations existant entre des clients obséquieux et des politiciens.

tions vraiment prolétariennes (1). Les politiciens croient qu'elle aura toujours des tendances pacifiques, qu'elle est susceptible d'être bien disciplinée et que, les chefs de si sages syndicats comprenant comme eux l'action de l'Etat, cette classe formera une clientèle excellente. Ils voudraient qu'elle leur servit à gouverner le prolétariat : c'est pourquoi Ferdinand Buisson et Jaurès sont partisans des syndicats des petits fonctionnaires, qui, en entrant dans les Bourses du Travail, inspireraient au prolétariat leur attitude éteinte et pacifique.

La grève générale politique concentre toute cette conception dans un tableau d'une intelligence facile ; elle nous montre comment l'Etat ne perdrait rien de sa force, comment la transmission se ferait de privilégiés à privilégiés, comment le peuple des producteurs arriverait à changer de maîtres. Ces maîtres seraient très probablement moins habiles que ceux d'aujourd'hui ; ils feraient de plus beaux discours que les capitalistes ; mais tout porte à croire qu'ils seraient beaucoup plus durs et plus insolents que leurs prédécesseurs.

La *nouvelle école* raisonne tout autrement ; elle ne peut accepter l'idée que le prolétariat ait pour mission historique d'imiter la bourgeoisie ; elle ne conçoit pas qu'une révolution aussi prodigieuse que celle qui supprimerait le capitalisme, puisse être tentée pour un minime et dou-

(1) « Une partie de la nation s'aggrave au prolétariat pour demander des droits », dit Maxime Leroy dans un livre consacré à défendre les syndicats de fonctionnaires. (*Les transformations de la puissance publique*, p. 216.)

teux résultat, pour un changement de maîtres, pour la satisfaction d'idéologues, de politiciens et spéculateurs, tous adorateurs et exploiters de l'Etat. Elle ne veut pas s'en tenir aux formules de Marx : si celui-ci n'a point fait d'autre théorie que celle de la force bourgeoise, ce n'est point à ses yeux une raison pour s'en tenir rigoureusement à l'imitation de la force bourgeoise.

Au cours de sa carrière révolutionnaire, Marx n'a pas été toujours bien inspiré et trop souvent il a suivi des inspirations qui appartiennent au passé ; dans ses écrits, il lui est même arrivé d'introduire quantité de vieilleries provenant des utopistes. La *nouvelle école* ne se croit nullement tenue d'admirer les illusions, les fautes, les erreurs de celui qui a tant fait pour élaborer les idées révolutionnaires ; elle s'efforce d'établir une séparation entre ce qui dépare l'œuvre de Marx et ce qui doit immortaliser son nom ; elle prend ainsi le contrepied des socialistes officiels qui veulent surtout admirer dans Marx ce qui n'est pas marxiste. Nous n'attacherons donc aucune importance aux textes nombreux qu'on peut nous opposer pour nous montrer que Marx a souvent compris l'histoire comme les politiciens.

Nous savons maintenant quelle est la raison de son attitude ; il ne connaissait pas la distinction qui nous apparaît aujourd'hui si claire entre la force bourgeoise et la violence prolétarienne, parce qu'il n'a point vécu dans des milieux qui eussent acquis une conception satisfaisante de la grève générale (1). Aujourd'hui nous pos-

(1) Les insuffisances et les erreurs que renferme l'œuvre de Marx, en tout ce qui touche à l'organisation révolution-

sédons assez d'éléments pour comprendre aussi bien la grève syndicaliste que la grève politique ; nous savons en quoi le mouvement prolétarien se différencie des anciens mouvements bourgeois ; nous trouvons dans l'attitude des révolutionnaires en présence de l'État le moyen de distinguer des notions qui étaient encore bien confuses dans l'esprit de Marx.

La méthode qui nous a servi à marquer la différence qui existe entre la force bourgeoise et la violence prolétarienne, peut servir aussi à résoudre beaucoup de questions qui se présentent au cours des recherches relatives à l'organisation du prolétariat. En rapprochant les essais d'organisation de la grève syndicaliste et ceux de la grève politique, on peut souvent juger ce qui est bon et ce qui est mauvais, c'est-à-dire ce qui est spécifiquement socialiste et ce qui a des tendances bourgeoises.

L'éducation populaire, par exemple, semble être entièrement dirigée dans un esprit bourgeois ; tout l'effort historique du capitalisme a été de conduire les masses à se laisser gouverner par les conditions de l'économie capitaliste, en sorte que la société devînt un organisme ; tout l'effort révolutionnaire tend à créer des *hommes libres* ; mais les gouvernements démocratiques se donnent pour mission de réaliser l'*unité morale* de la France. Cette unité morale, c'est la discipline automatique des produc-

naire du prolétariat, peuvent être signalées comme des illustrations mémorables de cette loi qui nous empêche de *penser* autre chose que ce qui a des bases réelles dans la vie. Ne confondons pas *pensée* et *imagination*.

teurs qui seraient heureux de travailler pour la gloire de leurs chefs intellectuels.

On peut encore dire que le grand danger qui menace le syndicalisme serait toute tentative d'imiter la démocratie ; il vaut mieux pour lui savoir se contenter, pendant un temps, d'organisations faibles et chaotiques que de tomber sous la domination de syndicats qui copieraient des formes politiques de la bourgeoisie.

Les syndicalistes révolutionnaires ne s'y sont jamais trompés, parce que ceux qui cherchent à les diriger dans la voie simili-bourgeoise sont des adversaires de la grève générale syndicaliste et se sont ainsi dénoncés eux-mêmes comme des ennemis.

CHAPITRE VI

La moralité de la violence

- I. — Observations de P. Bureau et de P. de Rousiers. — L'ère des martyrs. — Possibilité de maintenir la scission avec peu de violences grâce à un mythe catastrophique.
- II. — Anciennes habitudes de brutalité dans les écoles et les ateliers. — Les classes dangereuses. — Indulgence pour les crimes de ruse. — Les délateurs.
- III. — La loi de 1884 faite pour intimider les conservateurs. — Rôle de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. — Raison des idées actuelles sur l'arbitrage.
- IV. — Recherche du sublime dans la morale. — Proudhon. — Pas de genèse morale dans le trade-unionisme. — Le sublime en Allemagne et la notion catastrophique.

I

Les codes prennent tant de précautions contre la violence et l'éducation est dirigée en vue d'atténuer tellement nos tendances à la violence que nous sommes conduits instinctivement à penser que tout acte de violence est une manifestation d'une régression vers la barbarie. Si l'on a si souvent opposé les sociétés industrielles aux sociétés militaires, c'est que l'on a considéré la paix comme étant le premier des biens et la condition essentielle de tout progrès matériel : ce dernier point de vue nous explique pourquoi, depuis le ^{xviii}^e siècle et pres-

que sans interruption, les économistes ont été partisans de pouvoirs forts et assez peu soucieux des libertés politiques. Condorcet adresse ce reproche aux élèves de Quesnay : et Napoléon III n'eut peut-être pas de plus grand admirateur que Michel Chevalier (1).

On peut se demander s'il n'y a pas quelque peu de niaiserie dans l'admiration que nos contemporains ont pour la douceur ; je vois, en effet, que quelques auteurs, remarquables par leur perspicacité et leurs hautes préoccupations morales, ne semblent pas autant redouter la violence que nos professeurs officiels.

P. Bureau a été extrêmement frappé de rencontrer en Norvège une population rurale qui est demeurée très profondément chrétienne : les paysans n'en portent pas moins un poignard à la ceinture ; quand une querelle se termine à coups de couteau, l'enquête de la police n'aboutit pas, en général, faute de témoins disposés à déposer. — L'auteur ajoute : « Le caractère amolli et efféminé des hommes est plus redoutable que leur sentiment, même exagéré et brutal, de l'indépendance, et un coup de couteau donné par un homme honnête en ses mœurs, mais violent, est un mal social moins grave et plus facilement guérissable que les débordements de la luxure de jeunes gens réputés plus civilisés (2). »

(1) Un jour Michel Chevalier entra rayonnant dans la salle de rédaction du *Journal des Débats* : « Ses premiers mots furent : J'ai conquis la liberté ! On était plein d'attente, on demanda des explications. Il s'agissait de la liberté de la boucherie. » (Renan, *Feuilles détachées*, p. 149.)

(2) P. Bureau. *Le paysan des fjords de Norvège*, pp. 114 et 115.

J'emprunte un second exemple à P. de Rousiers, qui est, tout comme P. Bureau, un catholique fervent et préoccupé de morale. Il raconte comment, vers 1860, le pays de Denver, grand centre minier des Montagnes-Rocheuses, fut purgé des bandits qui l'infestaient ; la magistrature américaine étant impuissante, de courageux citoyens se mirent à l'œuvre : « La loi de Lynch était fréquemment appliquée ; un homme convaincu de meurtre ou de vol pouvait se voir arrêter, juger, et... pendre, en moins d'un quart d'heure, pour peu qu'un comité de vigilance énergique s'emparât de lui... L'Américain honnête a l'excellente habitude de ne pas se laisser écraser, sous prétexte qu'il est honnête ; un homme d'ordre n'est pas nécessairement un trembleur, comme cela arrive trop souvent chez nous ; au contraire, il considère que son intérêt doit passer avant celui d'un repris de justice ou d'un joueur. De plus, il possède l'énergie nécessaire pour résister, et le genre de vie qu'il mène le rend apte à résister, efficacement, même à prendre l'initiative et la responsabilité d'une mesure grave, quand les circonstances l'exigent..... Un tel homme, placé dans un pays neuf et plein de ressources voulant profiter des richesses qu'il renferme et conquérir par son travail une situation élevée, n'hésitera pas à supprimer, au nom des intérêts supérieurs qu'il représente, les bandits qui compromettent l'avenir de ce pays. Voilà pourquoi tant de cadavres se balançaient à Denver, il y a vingt-cinq ans, au-dessus du petit pont de bois jeté sur le Cherry-Creek (1). »

(1) De Rousiers, *La vie américaine, Ranches, fermes et usines*, pp. 224-225.

C'est bien là chez P. de Rousiers une opinion réfléchie, car il revient encore, ailleurs, sur cette question. « Je sais, dit-il, que la loi de Lynch est généralement considérée en France comme un symptôme de barbarie..; mais si les honnêtes gens d'Europe pensent ainsi, les honnêtes gens d'Amérique pensent tout autrement (1). » Il approuve hautement le comité de vigilance de la Nouvelle-Orléans qui en 1890 pendit, « à la grande satisfaction de tous les honnêtes gens », des *maffiosi* acquittés par le jury (2).

Il ne semble pas qu'au temps où la *vendetta* fonctionnait régulièrement en Corse, pour compléter ou corriger l'action d'une justice trop boiteuse, la population eût une moindre moralité qu'aujourd'hui. Avant la conquête française, la Kabylie ne connaissait pas d'autre mode de répression que la vengeance privée et les Kabyles n'étaient pas de mauvaises gens.

On concédera aux partisans de la douceur que la violence peut gêner le progrès économique et même qu'elle peut être dangereuse pour la moralité, lorsqu'elle dépasse une certaine limite. Cette concession ne peut point être opposée à la doctrine exposée ici, parce que je considère la violence seulement au point de vue de ses conséquences idéologiques. Il est certain que pour amener les travailleurs à regarder les conflits économiques comme des images affaiblies de la grande bataille qui décidera de l'avenir, il n'est point nécessaire qu'il y ait un grand

(1) De Rousiers. *La vie américaine. L'éducation et la société*, p. 218.

(2) De Rousiers, *loc. cit.*, p. 221.

développement de la brutalité et que le sang soit versé à flots. Si une classe capitaliste est énergique, elle affirme constamment sa volonté de se défendre, son attitude franchement et loyalement réactionnaire contribue, au moins autant que la violence prolétarienne, à marquer, la scission des classes qui est la base de tout le socialisme.

Nous pouvons utiliser ici la grande expérience historique fournie par les persécutions que le christianisme eut à subir durant les premiers siècles. Les auteurs modernes ont été si frappés par le langage des Pères de l'Eglise et par les détails donnés dans les Actes des martyrs, qu'ils se sont représenté généralement les chrétiens comme des proscrits dont le sang ne cessait de couler avec abondance. La scission fut extraordinairement marquée entre le monde païen et le monde chrétien ; sans cette scission, jamais celui-ci n'aurait pu acquérir sa pleine personnalité ; mais cette scission a pu se maintenir sans que les choses se soient passées comme on le pensait autrefois.

Personne ne croit plus que les chrétiens se réfugiaient dans des carrières souterraines pour échapper aux perquisitions de la police ; les catacombes furent creusées, à très grand frais, par des communautés disposant d'importantes ressources, sous des terrains qui appartenaient, en général, à de puissantes familles, protectrices du nouveau culte. Personne ne met plus en doute qu'avant la fin du premier siècle, le christianisme avait des adhérents au sein de l'aristocratie romaine ; « dans la très ancienne catacombe de Priscille, on a retrouvé la

sépulture de la lignée chrétienne des Acilii, du 1^{er} au 14^e siècle » (1). Il semble qu'il faille abandonner aussi l'opinion ancienne relative au grand nombre de martyrs.

Renan admettait encore que la littérature des martyrs devait être prise au sérieux : « Les détails des Actes des martyrs, disait-il, peuvent être faux pour la plus grande partie, l'effroyable tableau qu'ils déroulent devant nous n'en fut pas moins une réalité. On s'est souvent fait de trompeuses images de cette lutte terrible... on n'en a pas exagéré la gravité (2) ». Les recherches de Harnack conduisent à une toute autre conclusion ; il n'y aurait aucune mesure entre le langage des auteurs chrétiens et l'importance matérielle des persécutions ; il y aurait eu très peu de martyrs avant le milieu du 1^{er} siècle. Tertullien est l'écrivain qui a le plus fortement marqué l'horreur que la nouvelle religion éprouvait pour ses persécuteurs, et cependant voici ce que Harnack dit : « Un regard jeté à l'aide des ouvrages de Tertullien sur Carthage et l'Afrique du nord, montre qu'avant l'an 180 il n'y eut dans ces régions aucun martyr et que depuis lors jusqu'à la mort de Tertullien (après 220) elles n'en comptèrent, même en y joignant la Numidie et les Mauritanies, guère plus de deux douzaines (3) ». Il faut songer qu'à cette époque il y avait en Afrique un assez grand nombre de montanistes qui exaltaient beaucoup la gloire du martyre et n'admettaient point que l'on eût le droit de fuir la persécution.

(1) P. Allard, *Dix leçons sur le martyre*, p. 171.

(2) Renan, *Eglise chrétienne*, p. 317.

(3) P. Allard, *op. cit.*, p. 137.

P. Allard a combattu la thèse de Harnack par des arguments qui me semblent assez faibles (1) ; il ne parvient point à comprendre l'énorme distance qui peut exister entre l'idéologie des persécutés et la réalité. « Les chrétiens, dit le professeur allemand (2), pouvaient se plaindre d'être comme des troupeaux poursuivis, et pourtant cela n'avait pas lieu d'ordinaire ; ils pouvaient se considérer comme des modèles d'héroïsme, et cependant étaient rarement mis à l'épreuve ; » et j'appelle l'attention sur cette fin de la phrase : « Ils pouvaient se placer au-dessus des grandeurs du monde et, en fait, s'accommodaient toujours plus à lui. » Il y a, en effet, quelque chose de paradoxal, au premier abord, dans la situation de l'Eglise, qui avait des fidèles dans les hautes classes, obligés de vivre en faisant beaucoup de concessions aux usages, et qui cependant pouvait maintenir une idéologie de la scission. Les inscriptions de la catacombe de Priscille nous montrent « la perpétuité de la foi dans une série de générations d'Acilii, dans lesquelles se rencontrent non seulement des consuls et des magistrats de l'ordre le plus élevé, mais des prêtres, des prêtresses, même des enfants, membres des illustres collèges idolâtriques, réservés par privilège aux patriciens et à leurs fils » (3). Si l'idéologie chrétienne avait été rigoureusement déterminée par les faits matériels, un tel paradoxe eût été impossible.

(1) *Revue des questions historiques*, juillet 1905.

(2) P. Allard, *op. cit.*, p. 142. Cf. ce que j'ai dit dans *Le système historique de Renan*, pp. 312-313.

(3) P. Allard, *op. cit.*, p. 206.

La statistique des persécutions ne joue donc pas ici un grand rôle ; des circonstances notables, qui se produisaient au cours des scènes de martyre, avaient beaucoup plus d'importance que la fréquence des supplices. C'est en raison de faits assez rares, mais très héroïques, que l'idéologie s'est construite : les martyrs n'avaient pas besoin d'être nombreux pour prouver, par l'épreuve, la vérité absolue de la nouvelle religion et l'erreur absolue de l'ancienne, pour établir ainsi qu'il y avait deux voies incompatibles entre elles, pour faire comprendre que le règne du mal aurait un terme. « On peut, dit Harnack, malgré le petit nombre des martyrs, estimer à sa juste valeur le courage qu'il fallait pour devenir chrétien et vivre en chrétien ; on doit avant tout louer la conviction du martyr qu'un mot ou un geste pouvait rendre indemne et qui préférerait la mort à l'impunité. » Les contemporains, qui voyaient dans le martyre une épreuve judiciaire constituant un témoignage en l'honneur du Christ (1), tiraient de ces faits de tout autres conclusions que celles que peut en tirer un historien moderne qui raisonne avec nos idées modernes ; jamais idéologie n'a pu être aussi éloignée des faits que celle-là.

L'administration romaine était extrêmement dure pour tout homme qui lui semblait susceptible de troubler la tranquillité publique et surtout pour tout accusé qui bravait sa majesté. En frappant, de temps à autre, quelques chrétiens qui lui étaient dénoncés (pour des raisons demeurées généralement inconnues aux modernes),

(1) G. Sorel, *Système historique de Renan*, pp. 335-336.

elle ne croyait pas faire un acte qui fût destiné à occuper jamais la postérité, et il semble que le grand public n'y prenait pas beaucoup garde lui-même ; c'est ce qui explique pourquoi les persécutions ne laissèrent presque pas de traces dans la littérature païenne. Les païens n'avaient pas de raison pour attacher au martyre l'extraordinaire importance que lui attribuaient les fidèles et les gens qui leur étaient déjà sympathiques.

Cette idéologie ne se serait certainement pas formée d'une manière aussi paradoxale, si on n'avait cru fermement aux catastrophes décrites par les nombreuses apocalypses qui furent composées à la fin du I^{er} siècle et au commencement du II^e ; on était persuadé que le monde allait être livré complètement au règne du mal et que le Christ viendrait ensuite donner la victoire définitive à ses élus. Tout incident de persécution empruntait à la mythologie de l'Antéchrist quelque chose de son caractère effroyablement dramatique ; au lieu d'être apprécié en raison de son importance matérielle, comme un malheur frappant quelques individus, une leçon pour la communauté ou une entrave temporaire apportée à la propagande, il était un élément de la guerre engagée par *Satan, prince de ce monde*, qui allait bientôt révéler son Antéchrist. Ainsi la scission découlait, à la fois, des persécutions et d'une attente fiévreuse d'une bataille décisive. Lorsque le christianisme fut suffisamment développé, la littérature des apocalypses cessa d'être beaucoup cultivée, encore que l'idée qui en faisait le fond continuât à excercer son influence ; les Actes des martyrs furent rédigés de manière à provoquer les sentiments qu'engendraient les apocalypses et on peut dire

qu'ils les remplacèrent (1) : parfois on trouve consignée, dans la littérature des persécutions, d'une manière aussi claire que dans les apocalypses, l'horreur que les fidèles éprouvaient pour les ministres de Satan qui les poursuivaient (2).

Nous pouvons donc concevoir que le socialisme soit parfaitement révolutionnaire encore qu'il n'y ait que des conflits courts et peu nombreux, pourvu que ceux-ci aient une force suffisante pour pouvoir s'allier à l'idée de la grève générale : tous les événements apparaîtront alors sous une forme amplifiée et, les notions catastrophiques se maintenant, la scission sera parfaite. Ainsi se trouve écartée l'objection que l'on adresse souvent aux révolutionnaires : la civilisation n'est point menacée de succomber sous les conséquences d'un développement de la brutalité, puisque l'idée de grève générale permet d'alimenter la notion de lutte de classe au moyen d'incidents qui paraîtraient médiocres aux historiens bourgeois.

Lorsque les classes gouvernantes, n'osant plus gouverner, ont honte de leur situation privilégiée, s'achar-

(1) Il est probable que la première génération chrétienne n'eut pas une complète intelligence de la possibilité de remplacer les apocalypses imitées de la littérature juive par les Actes des martyrs : on s'expliquerait ainsi pourquoi nous ne possédons point de récits antérieurs à l'an 155 (lettre des Smyrniotes racontant la mort de saint Polycarpe) et pourquoi le souvenir d'un certain nombre de très anciens martyrs romains a pu être perdu.

(2) Renan, *Marc-Aurèle*, p. 500.

nent à faire des avances à leurs ennemis et proclament leur horreur pour toute scission dans la société, il devient beaucoup plus difficile de maintenir dans le prolétariat cette idée de scission sans laquelle il serait impossible au socialisme de remplir son rôle historique. Tant mieux, déclarent les *braves gens* ; nous pouvons donc espérer que l'avenir du monde ne sera pas livré aux gens grossiers qui ne respectent pas même l'Etat, qui se moquent des hautes idéologies bourgeoises et qui n'ont pas plus d'admiration pour les professionnels de la pensée élevée que pour les curés. Faisons donc tous les jours davantage pour les déshérités, disent ces messieurs ; montrons-nous plus chrétiens ou plus philanthropes, au plus démocrates (suivant le tempérament de chacun) ; unissons-nous pour l'accomplissement du *devoir social*, et nous aurons raison de ces affreux socialistes qui croient possible de ruiner le prestige des Intellectuels, après que les Intellectuels ont ruiné celui de l'Eglise. En fait ces combinaisons savantes et morales ont échoué ; la raison n'en est pas difficile à voir.

Le beau raisonnement de ces messieurs, des pontifes du devoir social, suppose que la violence ne pourra plus augmenter, ou même qu'elle diminuera au fur et à mesure que les Intellectuels feront plus de politesses, de platitudes et de grimaces en l'honneur de l'union des classes. Malheureusement pour ces grands penseurs, les choses se passent tout autrement ; il se trouve que la violence ne cesse de s'accroître au fur et à mesure qu'elle devrait diminuer d'après les principes de la haute sociologie. Il y a, en effet, de misérables socialistes qui profitent de la lâcheté bourgeoise pour entraîner les masses dans un

mouvement qui, tous les jours, devient moins semblable à celui qui devrait résulter des sacrifices consentis par la bourgeoisie en vue d'obtenir la paix. Pour un peu, les sociologues déclareraient que les socialistes trichent et emploient des procédés déloyaux, tant les faits répondent mal à leurs prévisions.

Il était cependant facile de comprendre que les socialistes ne se laisseraient pas vaincre sans avoir employé toutes les ressources que pouvait leur fournir la situation. Des gens qui ont voué leur vie à une cause qu'ils identifient à celle de la rénovation du monde, ne pouvaient hésiter à user de toutes les armes pour développer d'autant plus l'esprit de lutte de classe que l'on faisait plus d'efforts pour le faire disparaître. Les rapports sociaux existants se prêtent à une infinité d'incidents de violence et l'on n'a pas manqué d'engager les travailleurs à ne pas reculer devant la brutalité quand celle-ci peut leur rendre service. Les bourgeois philanthropes faisant fête aux syndiqués qui voulaient bien consentir à venir discuter avec eux, dans l'espoir que ces ouvriers, fiers de leurs fréquentations aristocratiques, donneraient des conseils pacifiques à leurs camarades, des soupçons de trahison devaient naître assez rapidement contre les partisans des réformes sociales. Enfin, et c'est le fait le plus remarquable de cette histoire, l'antipatriotisme devient un élément essentiel du programme syndicaliste (1).

(1) Comme nous considérons toutes choses du point de vue historique, il importe peu de savoir quelles raisons se donnèrent les premiers apôtres de l'antipatriotisme : les raisons de ce genre ne sont, presque jamais, les bonnes ; l'es-

L'introduction de l'antipatriotisme dans le mouvement ouvrier est d'autant plus remarquable qu'elle s'est produite au moment où le gouvernement était en train de faire passer dans la pratique les théories solidaristes. Léon Bourgeois a beau faire ses grâces les plus aimables au prolétariat ; vainement il l'assure que la société capitaliste est une grande famille et que le pauvre a une créance sur la richesse générale ; il peut soutenir que toute la législation contemporaine s'oriente vers les applications de la solidarité ; le prolétariat lui répond en niant, de la manière la plus grossière, le pacte social, par la négation du devoir patriotique. Au moment où il semblait que l'on avait trouvé le moyen de supprimer la lutte de classe, voilà donc qu'elle renaît sous une forme particulièrement déplaisante (1).

Ainsi tous les *braves gens* arrivent à des résultats qui sont en pleine contradiction avec leurs efforts ; c'est à désespérer de la sociologie ! S'ils avaient le sens commun et s'ils avaient vraiment le désir de protéger la société contre un accroissement de la brutalité, ils n'accuseraient pas les socialistes à la nécessité de la tactique qui s'impose aujourd'hui à eux ; ils resteraient tranquilles au lieu de se dévouer pour le devoir social ; et ils béniraient les

sentiel est que pour la très grande majorité des syndicalistes révolutionnaires, l'antipatriotisme apparaisse comme inséparable de leur action syndicaliste.

(1) Cette propagande a produit des résultats qui ont dépassé de beaucoup les espérances de ses promoteurs, et qui seraient inexplicables sans l'idée révolutionnaire.

propagandistes de la grève générale qui, en fait, travaillent à *rendre le maintien du socialisme compatible avec le moins de brutalité possible*. Mais les *braves gens* n'ont pas le sens commun ; et il faudra qu'ils subissent encore bien des horions, bien des humiliations et bien des pertes d'argent avant qu'ils se décident à laisser le socialisme suivre sa voie.

II

Nous allons maintenant approfondir davantage nos recherches et nous demander sur quels motifs se fonde la profonde aversion que montrent les moralistes quand ils se trouvent en face des actes de violence ; une énumération très sommaire des quelques changements très curieux, qui sont survenus dans les mœurs des classes ouvrières, est d'abord indispensable.

A. — J'observe, en premier, lieu, que rien n'est plus remarquable que le changement qui s'est produit dans la manière d'élever les enfants ; jadis, on croyait que la fêrule était l'outil le plus nécessaire pour le maître d'école ; aujourd'hui, les peines corporelles ont disparu de notre enseignement public. Je crois que la concurrence que celui-ci avait à soutenir contre l'enseignement congréganiste a eu une très grande part dans ce progrès : les Frères appliquaient, avec une rigueur extrême, les vieux principes de la pédagogie cléricale ; et on sait que celle-ci a toujours comporté beaucoup de coups et de peines excessives, en vue de dompter le démon qui suggère

à l'enfant beaucoup de mauvaises habitudes (1). L'administration fut assez intelligente pour opposer à cette éducation barbare une éducation plus douce qui lui concilia beaucoup de sympathies ; il ne me paraît pas douteux que la dureté des châtimens cléricaux n'ait été pour beaucoup dans le déchainement des haines actuelles contre lesquelles se débat si péniblement l'Eglise. En 1901, j'écrivais : « Si [l'Eglise] était bien inspirée, elle supprimerait complètement les œuvres consacrées à l'enfance ; elle supprimerait écoles et ouvroirs ; elle ferait ainsi disparaître la source principale où s'alimente l'anticléricalisme ; — loin de vouloir entrer dans cette voie, elle paraît vouloir développer, de plus en plus, ces établissemens, et ainsi elle assure encore de beaux jours à la haine du peuple contre le clergé (2). » — Ce qui s'est passé depuis 1901 dépasse encore mes prévisions.

Jadis existaient des habitudes de très grande brutalité dans les usines et surtout dans celles où il fallait employer des hommes d'une force supérieure auxquels on donnait le nom de « grosses culottes » ; ils avaient fini par se faire charger de l'embauchage, parce que « tout individu embauché par d'autres était sujet à une infinité de misères et même d'insultes » ; celui qui voulait entrer dans *leur* atelier devait leur payer à boire et le lendemain il fallait régaler les camarades. « Le fameux *quand est-ce* marche ; chacun y prend son allumette... Le *quand est-ce*

(1) Y. Guyot, *La morale*, p. 212-213. Cf. Alphonse Daudet, *Numa Roumestan*, chap. iv.

(2) G. Sorel, *Essai sur l'Eglise et l'Etat*, p. 63.

est le condensateur des économies ; dans un atelier où l'on a l'habitude du *quand est-ce*, il faut y passer ou gare à vous. » Denis Poulot, auquel j'emprunte ces détails, observe que les machines ont supprimé le prestige des *grosses culottes*, qui n'étaient plus guère qu'un souvenir au moment où il écrivait en 1870 (1).

Les mœurs des compagnonnages furent longtemps fort remarquables par leur brutalité ; avant 1840, il y avait constamment des bagarres, souvent sanglantes, entre les groupes de rites différents ; Martin Saint-Léon a donné, dans son livre sur le compagnonnage, des extraits de chansons vraiment barbares (2) ; les réceptions étaient pleines d'épreuves très dures ; les jeunes gens étaient traités comme de vrais parias dans les Devoirs de Jacques et de Soubise : « On a vu, raconte Perdiguier, des compagnons [charpentiers] se nommer le Fléau des renards [des aspirants], la Terreur des renards... En province, un renard travaille rarement dans les villes ; on le chasse, comme on dit, dans les broussailles (3) ». Beaucoup de scissions survinrent lorsque la tyrannie des compagnons se trouva en opposition avec les habitudes plus libérales qui dominaient la société. Quand les ouvriers n'eurent plus autant besoin d'un protecteur, surtout pour trouver du travail, ils ne consenti-

(1) Denis Poulot, *Le sublime* pp. 150-153. Je cite d'après l'édition de 1887. Cet auteur dit que les *grosses culottes* ont beaucoup gêné le progrès dans les forges.

(2) Martin Saint-Léon, *Le compagnonnage*, pp. 115, 125, 270-273, 277.

(3) Martin Saint-Léon, *op. cit*, p. 97. Cf. pp. 91-92, p. 107.

rent plus aussi facilement à subir des exigences qui avaient jadis paru avoir peu d'importance par rapport aux avantages du compagnonnage. La lutte pour le travail mit plus d'une fois en présence aspirants et compagnons qui voulaient se réserver des privilèges (1). On pourrait trouver encore d'autres raisons pour expliquer le déclin d'une institution qui, tout en rendant de sérieux services, avait beaucoup contribué à maintenir l'idée de brutalité (2).

Tout le monde estime que la disparition de ces anciennes brutalités est chose excellente ; de cette opinion il était trop facile de passer à l'idée que toute violence est un mal, pour que ce pas ne fût point franchi ; et, en effet, la masse des gens, qui sont habitués à ne pas penser, est parvenue à cette conclusion, qui est acceptée aujourd'hui comme un dogme par le *troupeau bêlant* des moralistes. Ils ne se sont pas demandé ce qu'il y a de répréhensible dans la brutalité.

Quand on ne veut pas se contenter de la niaiserie vulgaire, on s'aperçoit que nos idées sur la disparition de la violence dépendent bien plus d'une transformation très

(1) En 1823, les compagnons menuisiers prétendent se réserver La Rochelle, qu'ils avaient abandonnée longtemps comme trop peu importante ; ils ne s'arrêtaient qu'à Nantes et Bordeaux (Martin Saint-Léon, *op. cit.*, p. 103). — *L'union des travailleurs du Tour de France* se forma en rivalité avec le compagnonnage, de 1830 à 1832, à la suite de refus opposés à quelques demandes assez anodines de réformes présentées par les aspirants (pp. 108-116, 126-131).

(2) Cf. mon article sur le compagnonnage dans les *Etudes socialistes* (Jacques, éditeur : 1903.)

importante qui s'est produite dans le monde criminel que de principes éthiques. C'est ce que je vais essayer de montrer.

B. — Les savants de la bourgeoisie n'aiment pas à s'occuper des classes dangereuses (1) ; c'est une des raisons pour lesquelles toutes leurs dissertations sur l'histoire des mœurs demeurent toujours superficielles ; il n'est pas très difficile de reconnaître que c'est la connaissance de ces classes qui permet seule de pénétrer dans les mystères de la pensée morale des peuples.

Les anciennes classes dangereuses pratiquaient le délit le plus simple, celui qui était le mieux à leur disposition, celui qui est aujourd'hui relégué dans les groupes de jeunes voyous sans expérience et sans jugement. Les délits de brutalité nous semblent être aujourd'hui quelque chose d'anormal à tel point que si la brutalité a été énorme, nous nous demandons souvent si le coupable jouit bien de son bon sens. Cette transformation ne tient évidemment pas à ce que les criminels se sont moralisés, mais à ce qu'ils ont changé leur manière de procéder, en raison des conditions nouvelles de l'économie, comme nous le verrons plus loin. Ce changement a eu la plus grande influence sur la pensée populaire

Nous savons tous que les associations de malfaiteurs parviennent à maintenir dans leur sein une excellente discipline, grâce à la brutalité ; quand nous voyons mal-

(1) Le 30 mars 1906, Monis disait au Sénat : « On ne peut pas écrire dans un texte législatif que la prostitution *existe* en France pour les deux sexes. »

traiter un enfant, nous supposons instinctivement que ses parents ont des mœurs de criminels ; les procédés qu'employaient les anciens maîtres d'école et que les maisons ecclésiastiques s'obstinent à conserver, sont ceux des vagabonds qui volent des enfants et qui dressent leurs victimes pour en faire des acrobates adroits ou des mendiants intéressants. Tout ce qui rappelle les mœurs des anciennes classes dangereuses nous est souverainement odieux.

La férocité ancienne tend à être remplacée par la ruse et beaucoup de sociologues estiment que c'est là un progrès sérieux ; quelques philosophes qui n'ont pas l'habitude de suivre les opinions du troupeau, ne voient pas très bien en quoi cela constitue le progrès au point de vue de la morale : « Si l'on est choqué de la cruauté, de la brutalité des temps passés, dit Hartmann, il ne faut pas oublier que la droiture, la sincérité, le vif sentiment de la justice, le pieux respect devant la sainteté des mœurs caractérisent les anciens peuples (1) ; tandis que nous voyons régner aujourd'hui le mensonge, la fausseté, la perfidie, l'esprit de chicane, le mépris de la propriété, le dédain de la probité instinctive et des mœurs légitimes, dont le prix souvent n'est plus compris. Le vol, le men-

(1) Hartmann s'appuie ici sur l'autorité du naturaliste anglais Wallace, qui a beaucoup vanté la simplicité des mœurs des Malais ; il y a là sûrement une grosse part d'exagération, encore que d'autres voyageurs aient fait des observations analogues sur quelques tribus de Sumatra. Hartmann veut démontrer qu'il n'y a pas de progrès vers le bonheur, et cette préoccupation le conduit à exagérer le bonheur antique.

songe, la fraude augmentent malgré la répression des lois dans une proportion plus rapide que ne diminuent les délits grossiers et violents. L'égoïsme le plus bas brise sans pudeur les liens sacrés de la famille et de l'amitié, partout où il se trouve en opposition avec eux (1). »

Aujourd'hui, d'ordinaire, on estime que les pertes d'argent sont des accidents que l'on est exposé à rencontrer à tout pas que l'on fait et qui sont facilement réparables, tandis que les accidents corporels ne le sont pas facilement ; on estime donc qu'un délit de ruse est infiniment moins grave qu'un délit de brutalité, et les criminels profitent de cette transformation qui s'est produite dans les jugements ; quant aux raisons de cette transformation, elles sont très faciles à trouver.

Notre code pénal avait été rédigé dans un temps où l'on se représentait le citoyen sous les traits d'un propriétaire rural, uniquement préoccupé de gérer son domaine en bon père de famille et de ménager à ses enfants une situation honorable ; les grandes fortunes réalisées dans les affaires, par la politique, par la spéculation étaient rares et considérées comme de vraies monstruosités ; la défense de l'épargne des classes moyennes était un des grands soucis du législateur. Le régime antérieur avait été encore plus terrible dans la répression des fraudes, puisque la déclaration royale du 5 août 1725 punissait de mort le banqueroutier frauduleux ; on ne peut rien imaginer qui soit plus éloigné de nos mœurs actuelles ? Nous sommes aujourd'hui disposés à croire

(1) Hartmann, *Philosophie de l'inconscient*, trad. franç., tome II, pp. 464-465.

que des délits de ce genre ne peuvent être généralement commis que grâce à une imprudence des victimes et qu'ils ne méritent que par exception des peines afflictives ; et encore nous contentons-nous de peines légères.

Dans une société riche, occupée de grandes affaires, où chacun est très éveillé pour la défense de ses intérêts, comme est la société américaine, les délits de ruse n'ont point les mêmes conséquences que dans une société qui est obligée de s'imposer une rigoureuse parcimonie ; il est, en effet, très rare que ces délits puissent apporter un trouble profond et durable dans l'économie ; c'est ainsi que les Américains supportent, sans trop se plaindre, les excès de leurs politiciens et de leurs financiers. P. de Rousiers compare l'Américain à un capitaine de navire qui, pendant une navigation difficile, n'a pas le temps de surveiller son cuisinier qui le vole. « Quand on vient dire aux Américains que leurs politiciens les volent, ils vous répondent d'ordinaire : Parbleu, je le sais bien ! Tant que les affaires marchent, tant que les politiciens ne se trouvent pas en travers de la route, ils échappent, sans trop de peine, aux châtimens qu'ils méritent (1). »

Depuis que l'on gagne facilement de l'argent en Europe, des idées analogues à celles d'Amérique se sont répandues parmi nous. De grands brasseurs d'affaires ont pu échapper à la répression, parce qu'ils avaient été assez habiles, aux heures de leurs succès, pour se créer de nombreuses amitiés dans tous les mondes ; on a fini par trouver qu'il serait bien injuste de condamner des négoc-

(1) De Rousiers, *La vie américaine, L'éducation et la société*, p. 217.

ciants banqueroutiers et des notaires qui se retiraient ruinés après de médiocres catastrophes, alors que les princes de l'eserquerie financière continuaient à mener joyeuse vie. Peu à peu la nouvelle économie a créé une nouvelle indulgence extraordinaire pour tous les délits de ruse dans les pays de haut capitalisme (1).

Dans les pays où subsiste encore aujourd'hui l'ancienne économie familiale, parcimonieuse et ennemie de la spéculation, l'appréciation relative des actes de brutalité et des actes de ruse n'a pas suivi la même évolution qu'en Amérique, qu'en Angleterre, qu'en France ; c'est ainsi que l'Allemagne a conservé beaucoup d'usages de l'ancien temps (2) et qu'elle ne ressent point la même horreur que nous pour les punitions brutales ; celles-ci ne lui semblent point, comme à nous, propres aux classes les plus dangereuses.

Il n'a pas manqué de philosophes pour protester contre un tel adoucissement des jugements ; d'après ce que nous avons rapporté plus haut de Hartmann, nous devons nous attendre à le rencontrer parmi les protestataires : « Nous sommes déjà, dit-il, près du temps où le vol et le mensonge que la loi condamne, seront méprisés comme des fautes vulgaires, comme une maladresse grossière,

(1) Quelques petits pays ont adopté ces idées par imitation, pour être à la hauteur des grands pays.

(2) Il faut noter qu'en Allemagne il y a tellement de Juifs dans le monde des spéculateurs que les idées américaines éprouvent une difficulté particulière à se répandre. Le spéculateur apparaît au plus grand nombre comme étant un *étranger qui pille la nation*.

par les adroits filous qui savent respecter le texte de la loi, tout en violant le droit d'autrui. J'aurais assurément mieux aimé, pour mon compte, vivre parmi les anciens Germains, au risque d'être tué à l'occasion, que d'être obligé, dans nos cités modernes, de regarder chaque homme comme un escroc ou un coquin, tant que je n'ai pas de preuves évidentes de sa probité. » Hartmann ne tient pas compte de l'économie ; il raisonne à son point de vue tout personnel et ne regarde point ce qui se passe autour de lui ; personne ne voudrait aujourd'hui être exposé à être tué par les anciens Germains ; une escroquerie ou un vol ne sont que des dommages très facilement réparables.

C. — Pour aller, enfin, tout à fait au fond de la pensée contemporaine, il faut examiner de quelle manière le public apprécie les relations qui existent entre l'Etat et les associations criminelles ; de telles relations ont toujours existé ; ces sociétés, après avoir pratiqué la violence, ont fini par pratiquer la ruse, ou, tout au moins, leurs violences sont devenues assez exceptionnelles.

On trouverait aujourd'hui étrange que des magistrats se missent à la tête de bandes armées, comme cela avait lieu à Rome durant les dernières années de la République. Au cours du procès Zola, les antisémites recrutèrent des troupes de manifestants soldés, qui étaient chargés d'exprimer les indignations patriotiques ; le gouvernement de Méline protégeait ces manœuvres qui eurent, pendant quelques mois, un assez grand succès et qui contribuèrent beaucoup à empêcher une loyale revision de la condamnation de Dreyfus.

Je ne crois pas me tromper en disant que cette tactique de l'Eglise a été la cause principale de toutes les mesures que nous voyons prendre contre le catholicisme depuis 1901 : la bourgeoisie libérale n'aurait jamais accepté ces mesures si elle n'avait été encore sous l'influence de la peur qu'elle avait ressentie durant l'affaire Dreyfus ; — le grand argument que Clemenceau a employé pour exciter ses troupes au combat contre l'Eglise, était celui de la peur : il ne cessait de dénoncer le péril que la *fraction romaine* faisait courir à la République ; — les lois sur les congrégations, sur l'enseignement, sur le régime des Eglises ont été faites en vue d'empêcher le parti catholique de reprendre les allures belliqueuses qu'il avait eues et qu'Anatole France rapprochait si souvent de celles de la Ligue : ce sont des *lois de peur*. Beaucoup de conservateurs ont si bien senti cela qu'ils ont vu, avec déplaisir, les résistances opposées récemment aux inventaires des églises ; ils ont estimé que l'emploi des bandes d'*apaches pieux* devait avoir pour résultat de rendre la classe moyenne plus hostile à leur cause (1) ; on n'a pas été peu surpris de voir Brunetière, qui avait été un des admirateurs des apaches antidreyfusards, conseiller la soumis-

(1) Dans la séance du Conseil municipal de Paris en date du 26 mars 1906, le préfet de police a dit que la résistance fut organisée par un comité siégeant 86, rue de Richelieu, qui embauchait des *apaches pieux* à raison de 3 à 4 francs par jour. Il a prétendu que 52 curés de Paris lui avaient promis soit de faciliter les inventaires, soit de se contenter d'une résistance passive. Il a accusé les politiciens catholiques d'avoir forcé la main au clergé.

sion ; c'est que l'expérience l'avait éclairé sur les conséquences de la violence.

Les associations qui opèrent par la ruse ne provoquent point de telles réactions dans le public ; au temps de la République cléricale, la Société de saint Vincent-de-Paul était une belle officine de surveillance sur les fonctionnaires de tout ordre et de tout grade ; il ne faut donc pas s'étonner si la franc-maçonnerie a pu rendre au gouvernement radical des services identiques à ceux que la philanthropie catholique avait rendus aux gouvernements antérieurs. L'histoire des affaires récentes de délation a montré, d'une manière très claire, quel était définitivement le point de vue du pays.

Lorsque les nationalistes furent en possession des dossiers constitués par les dignitaires des Loges sur les officiers, ils crurent que leurs adversaires étaient perdus ; la panique qui régna durant quelques jours dans le camp radical, parut donner raison à leurs prévisions ; mais bientôt la démocratie n'eut plus que moqueries pour ce qu'elle nomma « la petite vertu » des gens qui dénonçaient à l'opinion les procédés du général André et de ses complices. Henry Bérenger montra, en ces jours difficiles, qu'il connaissait à merveille la moralité de ses contemporains ; il n'hésita pas à approuver ce qu'il appelait « la surveillance légitime exercée par des organisations d'avant-garde sur les castes dirigeantes » ; il dénonça la lâcheté du gouvernement qui avait « laissé outrager comme délateurs [ceux] qui ont assumé la rude tâche de faire face à la caste militaire et à l'Eglise romaine, de les enquêter, de les dénoncer » (*Action*, 31 octobre 1904) ; il couvrit d'injures les rares dreylusards qui osèrent manifester de

l'indignation ; l'attitude de Joseph Reinach lui parut particulièrement scandaleuse ; il lui semblait que celui-ci aurait dû se trouver trop honoré d'être toléré dans la Ligue des Droits de l'homme qui se décidait à mener enfin « le bon combat pour la défense des droits du citoyen, trop longtemps sacrifiée à celle d'un homme » (*Action*, 22 décembre 1904). Finalement, on vota une loi d'amnistie pour déclarer qu'on ne voulait plus entendre parler de toutes ces vétilles.

Il y eut en province quelques résistances (1) ; mais furent-elles bien sérieuses ? Je me permets d'en douter quand je consulte le dossier publié par Péguy dans le neuvième numéro de la sixième série de ses *Cahiers de la quinzaine*. Quelques personnages au verbe abondant, sonore et plein de galimatias, se trouvèrent un peu gênés sans doute devant les sourires moqueurs des notables épiciers et des éminents pharmaciens, qui constituent l'élite des sociétés savantes et musicales devant lesquelles ils étaient habitués à pérorer sur la Justice, la Vérité et la Lumière. Ils éprouvèrent le besoin de se donner des allures stoïques.

Est-il rien de plus beau que ce passage d'une lettre du professeur Bouglé, grand docteur ès sciences sociales, que je trouve à la page 13 : « J'ai été bien heureux d'apprendre que la Ligue allait enfin dire son mot. *Son silence étonne et effraie* » ? Voilà un garçon qui doit avoir l'effroi et l'étonnement bien faciles. Francis de Pressensé eut aussi ses angoisses ; il est spécialiste en ce genre ;

(1) La province n'est pas, en effet, aussi habituée que Paris à l'indulgence pour les ruses et les brigandages pacifiques.

mais elles étaient d'une espèce fort distinguée, comme il convient à un gentilhomme socialiste ; il avait peur que la démocratie ne fût menacée d'une nouvelle « guillotine sèche », semblable à celle qui avait fait tant de mal aux démocrates vertueux durant les scandales de Panama (1). Quand il vit que le public acceptait facilement la complicité du gouvernement et d'une association philanthropique transformée en association criminelle, il lança ses foudres vengeresses sur les protestataires. Parmi les plus drôles de ces protestataires je signale un pasteur politicien de Saint-Etienne, nommé L. Comte. Il écrivait, dans cette langue extraordinaire que parlent les membres de la Ligue des Droits de l'homme : « J'espérais que l'Affaire nous aurait guéris définitivement de la malaria morale dont nous souffrons et qu'elle aurait nettoyé la conscience républicaine du virus cléricale dont elle était imprégnée. Il n'en était rien. Nous sommes plus cléricaux que jamais » (2). En conséquence, cet homme austère demeurerait dans la Ligue ! Logique protestante et bourgeoise ! On ne sait jamais si la Ligue ne pourra pas rendre de petits services aux excellents ministres du Saint-Evangile.

J'ai insisté un peu longuement sur ces incidents grotesques, parce qu'ils me semblent propres à caractériser la

(1) *Cahiers de la quinzaine*, 9^e de la VI^e série, p. 9. F. de Pressensé était, au temps du Panama le principal commis de Hébrard ; on sait que celui-ci fut l'un des principaux bénéficiaires du pillage panamiste ; cela ne l'a pas déconsidéré auprès des austères huguenots ; le *Temps* continue à être l'oracle de la démocratie raisonnable et des ministres du Saint-Evangile.

(2) *Cahiers de la quinzaine*, loc. cit., p. 13.

pensée morale des gens qui ont la prétention de nous diriger. Il est désormais acquis que les associations politico-criminelles qui fonctionnent par la ruse, ont une place reconnue dans une démocratie parvenue à sa maturité. P. de Rousiers croit que l'Amérique arrivera un jour à se guérir des maux qui résultent des manœuvres coupables de ses politiciens. Ostrogorski, après avoir fait une longue et minutieuse enquête sur « la démocratie et l'organisation des partis politiques », croit avoir trouvé des solutions qui permettraient de débarrasser les Etats modernes de l'exploitation que les partis exercent sur eux. Ce sont là des vœux platoniques ; aucune expérience historique ne permet de supposer que l'on puisse faire fonctionner une démocratie, dans un pays capitaliste, sans les abus criminels que l'on constate aujourd'hui partout. Lorsque Rousseau demandait que la démocratie ne supportât dans son sein aucune association particulière, il raisonnait d'après la connaissance qu'il avait des républiques du Moyen Age ; il savait mieux que ses contemporains cette histoire et était frappé du rôle énorme qu'avaient joué alors les associations politico criminelles ; il constatait l'impossibilité de concilier la *raison* dans une démocratie avec l'existence de telles forces ; mais l'expérience devait nous apprendre qu'il n'y a pas de moyen de les faire disparaître (1).

(1) Rousseau, posant la question d'une manière abstraite, a paru condamner toute sorte d'association et nos gouvernements se sont appuyés longtemps sur son autorité pour soumettre toute association à l'arbitraire.

III

Les explications précédentes vont nous permettre de comprendre les idées que se forment les démocrates éclairés et les *braves gens* sur le rôle des syndicats ouvriers.

On a très souvent félicité Waldeck-Rousseau d'avoir fait voter, en 1884, la loi sur les syndicats. Pour se rendre compte de ce qu'on attendait de cette loi, il faut se représenter quelle était la situation de la France à cette époque : de grands embarras financiers avaient conduit le gouvernement à signer avec les compagnies de chemins de fer des conventions que les radicaux avaient dénoncées comme étant des actes de brigandage ; la politique coloniale donnait lieu aux plus vives attaques et était foncièrement impopulaire (1) ; le mécontentement qui devait se traduire, quelques années plus tard, sous la forme du boulangisme, était déjà très marqué ; et les élections de 1885 faillirent donner la majorité aux conservateurs. — Waldeck-Rousseau, sans être un très profond voyant, était assez perspicace pour comprendre le dan-

(1) Dans sa *Morale* publiée en 1883, Y. Guyot s'élève avec violence contre cette politique : « Malgré les expériences désastreuses [de deux siècles], nous prenons la Tunisie, nous sommes sur le point d'aller en Egypte, nous partons pour le Tonkin, nous rêvons la conquête de l'Afrique centrale. » (p. 339.)

ger qui pouvait menacer la République opportuniste et assez cynique pour chercher des moyens de défense dans une organisation politico-criminelle capable de mâter les conservateurs.

Au temps de l'Empire, le gouvernement avait cherché à diriger les sociétés de secours mutuels, de manière à être le maître des employés et d'une partie des artisans : plus tard, il avait cru possible de trouver dans les associations ouvrières une arme capable de ruiner l'autorité du parti libéral sur le peuple et d'effrayer les classes riches qui lui faisaient une opposition acharnée depuis 1863. Waldeck-Rousseau s'inspirait de ces exemples et espérait organiser parmi les ouvriers une hiérarchie placée sous la direction de la police (1).

Dans une circulaire du 25 août 1884, Waldeck-Rousseau expliquait aux préfets qu'ils ne devaient pas s'enfermer dans la fonction trop modeste de gens chargés de faire respecter la loi ; ils devaient stimuler l'esprit d'association, « aplanir sur sa route les difficultés qui ne sauraient manquer de naître de l'inexpérience et du défaut d'habitude de cette liberté » ; leur rôle serait d'autant plus utile et plus grand qu'ils seraient parvenus à inspirer davantage confiance aux ouvriers : le ministre leur recommandait, en termes diplomatiques, de prendre la direction morale du mouvement syndical (2) : « Bien

(1) J'ai signalé déjà cela dans l'*Ere nouvelle*, mars 1894, p. 339.

(2) D'après le député socialiste Marius Devèze, le préfet du Gard a pris cette direction du mouvement syndical sous le ministère Combes. (*Etudes socialistes*, p. 323.) — Je trouve

que l'administration ne tienne de la loi du 21 mars aucun rôle obligatoire dans la poursuite de [la solution des grands problèmes économiques et sociaux], il n'est pas admissible qu'elle demeure indifférente et je pense que c'est un *devoir pour elle d'y participer* en mettant à la disposition de tous les intéressés ses services et son dévouement ». Il faudra agir avec beaucoup de prudence pour ne « pas exciter des méfiances », montrer à ces associations ouvrières à quel point le gouvernement s'intéresse à leur développement, les diriger « quand il s'agira pour elles d'entrer dans la voie des applications ». Les préfets devaient se préparer « à ce rôle de conseiller et de *collaborateur dévoué* par l'étude approfondie de la législation et des organismes similaires existant en France et à l'étranger ».

En 1884, le gouvernement ne prévoyait nullement que les syndicats pussent participer à une grande agitation révolutionnaire et la circulaire parlait avec une certaine ironie du « péril hypothétique d'une fédération antisociale de tous les travailleurs ». Aujourd'hui on serait assez tenté de sourire de la naïveté d'un homme qu'on nous a si souvent présenté comme le *roi des malins* ; mais pour se rendre compte de ses illusions, il faut se reporter à ce qu'écrivaient les démocrates à cette époque. En 1887, dans la préface à la troisième édition du *Sublime*, Denis Poulot, industriel expérimenté,

dans la *France du Sud-Ouest* (25 janvier 1904) une note annonçant que le préfet de la Manche, délégué par le gouvernement, le sous-préfet, le maire et la municipalité ont inauguré officiellement la Bourse du Travail de Cherbourg.

ancien maire du XI^e arrondissement et gambettiste, disait que les syndicats tueraient les grèves ; il croyait que les révolutionnaires étaient sans influence sérieuse sur les ouvriers organisés et voyait dans l'école primaire un moyen certain de faire disparaître le socialisme ; comme presque tous les opportunistes de ce temps, il était beaucoup plus préoccupé des *noirs* que des *rouges*. Yves Guyot lui-même ne semble pas avoir été beaucoup plus perspicace que Waldeck-Rousseau ; car, dans sa *Morale* (1883), il regarde le collectivisme comme étant seulement un mot ; il dénonce la législation existante qui « a pour but d'empêcher les ouvriers de s'organiser pour vendre leur travail au plus haut prix possible, pour débattre leurs intérêts », et il s'attend à ce que les syndicats aboutiront « à organiser la vente du travail en gros ». Les curés sont très violemment attaqués par lui et la famille Chagot est dénoncée parce qu'elle force les mineurs de Montceau à aller à la messe (1). Tout le monde comptait alors sur l'organisation ouvrière pour détruire l'autorité du parti clérical.

Si Waldeck-Rousseau avait eu l'esprit de prévision un peu développé, il aurait surtout aperçu le parti que les conservateurs ont essayé de tirer de la loi sur les syndicats en vue de restaurer dans les campagnes la *paix sociale* sous leur direction. Il y a quelques années on a dénoncé le péril que faisait courir à la République la

(1) Y. Guyot, *Morale*, p. 293, pp. 183-184, p. 122, p. 148 et p. 320.

formation d'un parti agrarien (1) ; le résultat n'a pas répondu aux espérances des promoteurs des syndicats agricoles, mais il aurait pu être sérieux ; pas un instant Waldeck-Rousseau ne s'en est douté ; sa circulaire ne laisse même pas voir qu'il ait soupçonné les services matériels que les nouvelles associations devaient rendre à l'agriculture (2). S'il avait eu l'idée de ce qui pouvait se passer, il aurait pris des précautions dans la rédaction de la loi ; il est certain que ni lui, ni la commission ne comprirent l'importance du mot « agricole », qui fut introduit, par voie d'amendement, à la demande d'Oudet, sénateur du Doubs (3)

Des associations ouvrières dirigées par des démocrates, usant de ruses, de menaces et parfois aussi quelque peu de violence, pouvaient rendre les plus grands services au gouvernement dans sa lutte contre les conservateurs alors si menaçants. Les personnes qui ont récemment transformé Waldeck-Rousseau en Père de la Patrie, ne manqueront pas de se récrier contre une interprétation aussi

(1) De Rocquigny, *Les syndicats agricoles et leur œuvre*, p. 42, pp. 391-394.

(2) Cela est d'autant plus remarquable que les syndicats sont représentés dans la circulaire comme pouvant aider l'industrie française à lutter contre la concurrence étrangère.

(3) On crut qu'il s'agissait de permettre aux ouvriers ruraux de se syndiquer ; Tolain déclara, au nom de la Commission, qu'il n'avait jamais songé à les exclure du bénéfice de la nouvelle loi. (De Rocquigny, *op. cit.*, p. 10.) En fait, les syndicats agricoles ont servi d'agences commerciales aux chefs de culture.

peu respectueuse de sa politique ; mais cette interprétation ne semblera nullement invraisemblable aux gens qui ont gardé le souvenir du cynisme avec lequel gouvernait alors celui qu'on nous représente aujourd'hui comme un *grand libéral* : on avait l'impression que la France était à la veille de connaître un régime rappelant les folies, la luxure et la brutalité des Césars. D'ailleurs, lorsque des circonstances imprévues ramenèrent Waldeck-Rousseau au pouvoir, il s'empressa de reprendre son ancienne politique et chercha à utiliser les syndicats contre ses adversaires.

On ne pouvait plus essayer, en 1899, de conduire les associations ouvrières sous la direction des préfets, comme l'avait prévu la circulaire de 1884 ; mais il y avait d'autres moyens à employer et, en appelant Millerand au ministère, Waldeck-Rousseau crut avoir fait un coup de maître. Puisque Millerand avait su s'imposer comme chef aux socialistes jusque-là divisés en groupes irréconciliables, ne pouvait-il pas devenir le courtier qui ferait manœuvrer discrètement les syndicats en agissant sur leurs chefs ? On mit en œuvre tous les moyens de séduction pour assagir les ouvriers et les amener à avoir confiance dans les agents supérieurs du gouvernement de Défense républicaine.

On ne peut faire autrement que de penser à la politique que Napoléon entendait suivre en signant le Concordat ; il avait reconnu qu'il ne lui serait pas possible d'agir directement sur l'Eglise, comme un Henri VIII. « Faute de cette voie, dit Taine, il en prend une autre qui conduit au même but... Il ne veut pas altérer la croyance de ses

peuples ; il respecte les choses spirituelles et veut *les dominer sans les toucher*, sans s'en mêler ; il veut les faire cadrer à sa politique, mais par l'influence des choses temporelles (1). » De même, Millerand fut chargé d'assurer aux ouvriers qu'on ne toucherait pas à leurs convictions socialistes ; on se contenterait de dominer les syndicats et de les faire cadrer à la politique du gouvernement.

Napoléon avait dit : « Vous verrez quel parti je saurai tirer des prêtres (2). » Millerand fut chargé de donner aux chefs des syndicats toutes sortes de satisfactions d'amour-propre (3), tandis que les préfets avaient pour mission d'amener les patrons à accorder des avantages matériels aux travailleurs ; on comptait qu'une politique si napoléonienne devait donner des résultats aussi considérables que celle que l'on suivait avec l'Eglise. Le Directeur des Cultes, Dumay, était parvenu à créer un épiscopat docile, formé de gens que les catholiques ardents nommaient, avec mépris, des *préfets violets* : en mettant dans les bureaux du ministère un chef de service ayant de l'habileté (4), ne pouvait-on pas espérer former des

(1) Taine. *Le régime moderne*, tome II, p. 10.

(2) Taine, *loc. cit.*, p. 44.

(3) C'est ce que remarque très judicieusement Mme Georges Renard dans un compte rendu d'une fête ouvrière donnée par Millerand. (L. de Seilbac, *Le Monde socialiste*, p. 308.)

(4) Millerand ne conserva point l'ancien directeur de l'Office du Travail qui n'était sans doute pas assez souple pour la politique nouvelle. Il me semble bien établi qu'on fit alors au ministère un grand travail d'*enquête morale* sur

préfets rouges ? Tout cela était assez bien raisonné et correspondait parfaitement au genre de talent de Waldeck-Rousseau, qui fut, toute sa vie, grand partisan du Concordat et aimait à négocier avec Rome ; il ne lui déplaisait pas de négocier avec les *rouges* ; rien que l'originalité de l'entreprise aurait suffi pour séduire son esprit amoureux de subtilités.

Dans un discours du 1^{er} décembre 1903, Marcel Sembat, qui avait été particulièrement bien placé pour savoir comment les choses s'étaient passées au temps de Millerand, a raconté quelques anecdotes qui ont fort stupéfait la Chambre. Il lui a appris que le gouvernement, désirant être désagréable aux conseillers municipaux nationalistes de Paris et réduire leur influence sur la Bourse du Travail, avait demandé « aux syndicats de faire auprès de lui des démarches devant justifier » la réorganisation de l'administration de cet établissement. On avait été quelque peu scandalisé d'avoir vu, le jour de l'inauguration du monument de Dalou sur la place de la Nation, défiler des drapeaux rouges devant les tribunes officielles ; nous savons maintenant que cela avait été le résultat de négociations ; le préfet de police hésitait beaucoup, mais Waldeck-Rousseau avait prescrit d'autoriser les insignes révolutionnaires. Il importe peu

les militants des syndicats, en vue, évidemment, de savoir quels moyens on pourrait employer pour les *conseiller*. Ch. Guieysse a révélé cela dans les *Pages libres* du 10 décembre 1904 : les protestations du ministère et celles de Millerand ne paraissent pas du tout sérieuses. (*Voix du peuple*, 48, 25 décembre 1904, 1^{er} janvier 1905, 25 juin, 27 août.)

que le gouvernement ait nié toute relation avec les syndicats ; un mensonge de plus ou de moins ne pouvait gêner un politicien de l'envergure de Waldeck-Rousseau.

La révélation de ces manœuvres nous montre que le ministère comptait sur les syndicats pour faire peur aux conservateurs ; il devient dès lors facile de comprendre l'attitude qu'il a eue durant plusieurs grèves : d'une part Waldeck-Rousseau proclamait, avec une force extraordinaire, la nécessité d'accorder la protection de la force publique à un seul ouvrier qui voudrait travailler malgré les grévistes ; et d'autre part il fermait, plus d'une fois, les yeux sur des violences : c'est qu'il avait besoin d'enrayer et d'effrayer les progressistes (1) et qu'il entendait se réserver le droit d'intervenir, par la force, le jour où ses intérêts politiques lui commanderaient de faire disparaître tout désordre. Dans l'état précaire où était son autorité dans le pays, il ne croyait pouvoir gouverner qu'en faisant peur et en s'imposant comme un souverain arbitre des différends industriels (2).

(1) On peut se demander si Waldeck-Rousseau n'a pas dépassé la mesure et ainsi lancé le gouvernement dans une voie bien différente de celle qu'il désirait lui faire prendre ; il me semble que la loi sur les associations n'eût pas été votée sans la peur, mais il est certain que la rédaction en a été beaucoup plus anticléricale que n'eût voulu son promoteur.

(2) Dans un discours du 21 juin 1907, Charles Benoist s'est plaint de ce que l'affaire Dreyfus eût jeté du discrédit sur la *raison d'Etat* et conduit le gouvernement à faire appel aux éléments de désordre pour faire de l'ordre.

Transformer les syndicats en associations politico-criminelles servant d'auxiliaires au gouvernement démocratique, tel fut le plan de Waldeck-Rousseau depuis 1884 ; les syndicats devaient jouer un rôle analogue à celui que nous avons vu jouer aux Loges : celles-ci servant à faire l'espionnage des fonctionnaires, ceux-là étant destinés à menacer les intérêts des patrons peu favorables à l'administration ; les francs-maçons étant récompensés par des décorations et des faveurs accordées à leurs amis ; les ouvriers étant autorisés à arracher à leurs patrons des suppléments de salaire. Cette politique était simple et ne coûtait pas cher.

Pour que ce système puisse fonctionner convenablement, il faut qu'il y ait une certaine modération dans la conduite des ouvriers ; non seulement la violence doit rester discrète, mais encore les demandes ne doivent pas dépasser certaines limites. Il faut appliquer ici les mêmes principes que pour les pots-de-vin touchés par les politiciens : ceux-ci sont approuvés par tout le monde quand ils savent limiter leurs exigences. Les gens qui sont dans les affaires savent qu'il y a tout un art du pot-de-vin ; certains courtiers ont acquis une habileté toute particulière pour l'appréciation des remises à offrir aux hauts fonctionnaires ou aux députés qui peuvent faire aboutir une convention (1). Si les financiers sont, presque toujours, obligés d'avoir recours aux bons offices de spécialistes, à plus forte raison des ouvriers, nullement habitués aux usages du monde, doi-

(1) Je suppose que personne n'ignore qu'aucune affaire importante ne se traite sans pot-de-vin.

vent-ils avoir besoin d'intermédiaires pour fixer la somme qu'ils peuvent exiger de leurs patrons sans excéder des limites raisonnables.

Nous sommes ainsi amenés à considérer l'arbitrage sous un jour tout nouveau et à le comprendre d'une manière vraiment scientifique, puisque, au lieu de nous laisser duper par les abstractions, nous l'expliquons au moyen des idées dominantes de la société bourgeoise, qui l'a inventé et qui veut l'imposer aux travailleurs. Il serait évidemment absurde d'entrer chez un charcutier et de le sommer de vous vendre un jambon à un prix inférieur au prix marqué, en réclamant un arbitrage ; mais il n'est pas absurde de promettre à un groupe de patrons les avantages que peut leur procurer la fixité des salaires durant quelques années et de demander à des *spécialistes* quelles gratifications mérite cette garantie : cette gratification peut être considérable, si on peut espérer un bon courant d'affaires durant cette période. Au lieu de verser un pot-de-vin à un homme influent, les patrons donnent une augmentation de salaire à leurs ouvriers ; à leur point de vue, il n'y a nulle différence. Quant au gouvernement, il devient le bienfaiteur du peuple et il espère avoir de bonnes élections ; c'est là son profit particulier ; les avantages électoraux qui résultent pour le politicien d'une conciliation bien réussie, constituent pour lui un excellent pot-de-vin.

On comprend maintenant pourquoi tous les politiciens ont une admiration si grande pour l'arbitrage ; c'est qu'ils ne comprennent aucune affaire sans pot-de-vin. Beaucoup de nos hommes politiques sont avocats et les clients tiennent largement compte de leur influence

parlementaire quand ils leur confient des causes ; c'est ainsi qu'un ancien ministre de la Justice est toujours sûr d'avoir des procès rémunérateurs, alors même qu'il a peu de talent, parce qu'il a des moyens d'agir sur les magistrats dont il connaît très bien les défauts et qu'il peut perdre. Les grands avocats politiques sont recherchés par les financiers qui ont de graves difficultés à vaincre devant les tribunaux, qui sont habitués à pratiquer de larges pots-de-vin et qui, en conséquence, payent très royalement (1). Le monde des patrons apparaît donc à nos gouvernants comme un monde d'aventuriers, de joueurs et d'écumeurs de Bourse ; ils estiment que cette classe riche et criminelle doit s'attendre

(1) J'emprunte à un roman célèbre de Léon Daudet quelques traits de l'avocat Méderbe : « Celui-ci était un personnage bizarre, grand, mince, au corps assez élégant, surmonté d'une tête de poisson mort, avec des yeux verts impénétrables, des cheveux collés et plats et, dans tout son individu, quelque chose de glacé, de rigide... Il avait choisi la profession d'avocat, comme propre à satisfaire ses besoins d'argent et ceux de sa femme... Il plaidait surtout les affaires financières, pour leurs gros profits et les secrets qu'elles lui livraient, et on les lui confiait en prévision de ses relations demi-politiques, demi-judiciaires, qui lui assuraient toujours gain de cause. Il réclamait des honoraires fabuleux. *Ce qu'on lui payait, c'était l'acquiescement sûr.* Cet homme disposait donc d'un énorme pouvoir... Il donnait l'impression d'un bandit armé pour la vie sociale, sûr de l'impunité. » (*Les morticoles*, pp. 287-288.) Il est évident que beaucoup de ces traits sont empruntés à celui que les socialistes ont si souvent appelé l'avocat d'Eiffel, avant d'en faire le demi-dieu de la Défense républicaine.

à subir, de temps à autre, les exigences d'autres groupes sociaux ; il leur semble que l'idéal de la société capitaliste, telle qu'ils l'aperçoivent, devrait être un *arrangement des appétits sous les auspices des avocats politiques*.

Les catholiques ne seraient pas fâchés, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, de trouver des appuis dans les classes ouvrières ; il n'est flatteries qu'ils n'adressent aux travailleurs pour les convaincre qu'ils auraient tout avantage à abandonner les socialistes. Ils voudraient bien organiser, eux aussi, des syndicats politico-criminels. comme Waldeck-Rousseau avait espéré en organiser il y a une vingtaine d'années ; mais les résultats obtenus par eux jusqu'ici sont plutôt médiocres. Leur but serait de sauver l'Eglise, et ils pensent que les capitalistes bien pensants pourraient faire le sacrifice d'une partie de leurs profits pour donner à des syndicats chrétiens les satisfactions nécessaires au succès de cette politique religieuse. Dernièrement un catholique instruit, qui s'occupe fort de questions sociales, me disait que les ouvriers seraient bien obligés, dans peu d'années, de reconnaître que leurs préjugés contre l'Eglise ne sont pas fondés. Je crois qu'il s'illusionne tout autant que se trompait Waldeck-Rousseau, en 1884, quand il regardait comme ridicule l'idée d'une fédération révolutionnaire des syndicats ; mais l'intérêt de l'Eglise aveugle tellement les catholiques qu'ils sont capables de toutes les niaiseries.

Les catholiques ont d'ailleurs des manières de se représenter l'économie qui les rapproche beaucoup de nos plus vils politiciens. Le monde clérical a grand'peine,

en effet, à s'imaginer que les choses puissent marcher autrement que par la grâce, le favoritisme et les pots-de-vin.

J'ai souvent entendu dire à des avocats que le prêtre ne parvient pas à comprendre que certains faits, que le Code ne punit point, sont cependant des scélératesses ; et par le notaire d'un évêque que si la clientèle des couvents est excellente, elle est aussi fort dangereuse, parce qu'elle sollicite fréquemment la rédaction d'actes frauduleux. Beaucoup de personnes, en voyant les congrégations religieuses élever, il y a une quinzaine d'années, tant de monuments fastueux, se demandèrent si un vent de folie ne passait point sur l'Eglise ; ils ignoraient que ces constructions, permettaient à une foule de gens pieux et coquins de vivre aux dépens des trésors cléricaux. On a souvent signalé l'imprudence commise par les congrégations qui s'obstinaient à poursuivre des procès longs et coûteux contre le Trésor public ; cette tactique permettait aux radicaux d'entretenir contre les moines une vive agitation, en dénonçant l'avarice de gens qui se disent voués à la pauvreté ; mais ces procès faisaient très bien les affaires d'une armée de chicaneaux pieux. Je ne crois pas exagérer en disant que plus d'un tiers de la fortune ecclésiastique a été dilapidé au profit de vampires.

Dans le monde catholique règne donc une improbité générale, qui conduit les dévots à supposer que les relations économiques dépendent principalement des caprices des gens qui tiennent la caisse. Tout homme qui a profité d'une bonne aubaine — et pour eux tout profit

capitaliste est une bonne aubaine (1) — doit en faire profiter les personnes qui ont droit à son affection ou à son estime : tout d'abord les curés (2) et ensuite les clients des curés. S'il ne respecte pas cette règle, il est une canaille, un franc-maçon ou un juif ; il n'y a pas de violences qui ne soient permises contre un pareil suppôt de Satan. Quand donc on entend des prêtres tenir un langage révolutionnaire, il ne faut pas s'arrêter aux formes et croire que ces orateurs véhéments ont quelques sentiments socialistes ; il faut seulement être certain que des capitalistes n'ont pas été assez généreux.

Ici encore l'arbitrage va s'imposer ; il faudra faire appel aux hommes ayant une grande expérience de la vie, pour savoir quels sacrifices doivent être consentis par les riches en faveur des pauvres clients de l'Eglise.

IV

L'étude que nous venons de faire ne nous a pas conduits à penser que les théoriciens de la paix sociale soient sur une voie qui puissent conduire à une morale digne d'être admise ; nous allons maintenant procéder à une

(1) Je ne crois pas qu'il y ait gens moins capables de comprendre l'économie de la production que les prêtres.

(2) En Turquie, lorsqu'un haut dignitaire du palais a reçu un pot-de-vin, le Sultan exige que l'argent lui soit remis et il rend ensuite à son employé une partie de la somme ; la fraction rendue varie suivant que le souverain est, plus ou moins, de bonne humeur. La morale du Sultan est aussi celle de l'Eglise.

contre-épreuve et nous demander si la violence prolétarienne ne serait pas susceptible de produire les effets que l'on demanderait en vain aux tactiques de douceur.

Il faut observer, tout d'abord, que les philosophes modernes semblent d'accord pour demander que la morale de l'avenir présente le caractère du sublime, ce qui la séparerait de la petite morale catholique, qui est assez plate. Le grand reproche que l'on adresse aux théologiens est d'avoir fait la part trop large à la notion de probabilisme ; rien ne paraît plus absurde (pour ne pas dire plus scandaleux) aux philosophes contemporains que de compter les opinions qui ont été émises pour ou contre une maxime, en vue de savoir si nous devons y conformer notre conduite.

Le professeur Durkheim disait dernièrement à la Société française de philosophie (11 février 1906) qu'on ne saurait supprimer le *sacré* dans le *moral* et que ce qui caractérise le sacré est d'être incommensurable avec les autres valeurs humaines ; il reconnaissait que ses recherches sociologiques l'amenaient à des conclusions très voisines de celles de Kant : il affirmait que les morales utilitaires avaient méconnu le problème du devoir et de l'obligation. Je ne veux pas ici discuter ces thèses ; je les cite seulement pour montrer à quel point le caractère du sublime s'impose aux auteurs qui, par la nature de leurs travaux, sembleraient les moins disposés à l'accepter.

Aucun écrivain n'a exprimé, avec plus de force que Proudhon, les principes de cette morale que les temps modernes ont vainement cherché à réaliser : « Sentir et affirmer la dignité humaine, dit-il, d'abord dans tout ce

qui nous est propre, puis dans la personne du prochain, et cela sans retour d'égoïsme, comme sans considération aucune de divinité ou de communauté : voilà le *droit*. Etre prêt en toute circonstance à prendre avec énergie, et au besoin contre soi-même, la défense de cette dignité : voilà la *Justice* (1). » Clemenceau, qui ne pratique sans doute guère cette morale pour son usage personnel, exprimait la même pensée quand il écrivait : « Sans la dignité de la personne humaine, sans l'indépendance, la liberté, le droit, la vie n'est qu'un état bestial qui ne vaut pas la peine d'être conservé. » (*Aurore*, 12 mai 1903.)

On a fait à Proudhon un très juste reproche, le même d'ailleurs que celui qu'on a fait à beaucoup de très grands moralistes ; on lui a dit que ses maximes étaient admirables, mais qu'elles étaient destinées à demeurer impuissantes. L'expérience nous a, en effet, prouvé malheureusement que les enseignements que les historiens des idées nomment des enseignements très élevés, restent d'ordinaire sans efficacité. Cela avait été évident pour les stoïciens ; cela n'a pas été moins remarquable pour le kantisme ; et il ne semble pas que l'influence pratique de Proudhon ait été bien sensible. Pour que l'homme fasse abstraction des tendances contre lesquelles s'élève la morale, il faut qu'il existe chez lui quelque ressort puissant, que la *conviction* domine toute la conscience et agisse avant que les calculs de la réflexion aient eu le temps de se présenter à l'esprit.

On peut même dire que tous les beaux raisonnements

(1) Proudhon, *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, tome I, p. 216.

par lesquels les auteurs croient pouvoir déterminer l'homme à agir moralement, seraient plutôt capables de l'entraîner sur la pente du probabilisme ; dès que nous raisonnons sur un acte à accomplir, nous sommes amenés à nous demander s'il n'y aurait pas quelque moyen propre à nous permettre d'échapper aux obligations strictes du devoir. A Comte supposait que la nature humaine changerait dans l'avenir et que les organes cérébraux qui engendrent l'altruisme (?), l'emporteraient sur ceux qui produisent l'égoïsme : c'est que probablement il se rendait compte de ce fait que la décision morale est instantanée et sort des profondeurs de l'homme comme un instinct.

Proudhon en est réduit, comme Kant, à faire parfois appel à une scolastique pour expliquer le paradoxe de la loi morale : « Sentir son être dans les autres, au point de sacrifier à ce sentiment tout autre intérêt, d'exiger pour autrui le même respect que pour soi-même et de s'irriter contre l'indigne qui souffre qu'on lui manque, comme si le soin de sa dignité ne le regardait pas seul, une telle faculté semble, au premier abord, étrange... Tout homme tend à déterminer et à faire prévaloir son essence, qui est sa dignité même. Il en résulte que l'essence étant identique et une pour tous les hommes, chacun de nous se sent tout à la fois comme personne et comme espèce ; que l'injure commise est ressentie par les tiers et par l'offenseur lui-même comme par l'offensé, qu'en conséquence, la protestation est commune, ce qui est précisément la Justice (1). »

(1) Proudhon, *loc. cit.*, pp. 216-217.

Les morales religieuses prétendent posséder ce ressort qui manquerait aux morales laïques (1) ; mais il faut faire ici une distinction si l'on veut éviter une erreur dans laquelle sont tombés beaucoup d'auteurs. La masse des chrétiens ne suit pas la vraie morale chrétienne, celle que le philosophe regarde comme vraiment spéciale à leur religion ; les gens du monde qui font profession de catholicisme, sont surtout préoccupés de probabilisme, de rites mécaniques et de procédés plus ou moins apparentés à la magie qui sont propres à assurer leur bonheur présent et futur en dépit de leurs fautes (2).

Le christianisme *théorique* n'a jamais été une religion propre aux gens du monde ; les docteurs de la vie spirituelle ont toujours raisonné sur des personnes qui peuvent se soustraire aux conditions de la vie commune. « Quand le concile de Gangres, en 325, dit Renan, aura déclaré que les maximes de l'Évangile sur le renoncement à la famille, sur la virginité, ne sont pas à l'adresse des simples fidèles, les parfaits se créeront des lieux à part,

(1) Proudhon estime que ce défaut existe pour l'antiquité païenne : « Pendant quelques siècles, les sociétés formées par le polythéisme eurent des mœurs ; elles n'eurent jamais de morale. En l'absence d'une morale solidement établie en principes, les mœurs finirent par disparaître. » (*Loc. cit.*, p. 173)

(2) Henri Heine prétend que le catholicisme d'une épouse est chose très salulaire pour le mari parce que la femme ne reste pas sous le poids de ses fautes ; après la confession, elle se met « de nouveau à gazouiller et à rire. ». De plus, elle n'est pas exposée à raconter sa faute. (*L'Allemagne*, tome II. p. 322.)

où la vie évangélique, trop haute pour le commun des hommes, puisse être pratiquée sans atténuation. » Il observe encore fort bien que le « monastère va suppléer au martyre pour que les conseils de Jésus soient appliqués quelque part » (1) ; mais il ne pousse pas assez loin ce rapprochement : la vie des grands solitaires sera une lutte matérielle contre les puissances infernales qui les poursuivront jusque dans le désert (2) et cette lutte continuera celle que les martyrs avaient soutenue contre leurs persécuteurs.

Ces faits nous mettent sur la voie qui nous conduit à l'intelligence des hautes convictions morales ; celles-ci ne dépendent point des raisonnements ou d'une éducation de la volonté individuelle ; elles dépendent d'un état de guerre auquel les hommes acceptent de participer et qui se traduit en mythes précis. Dans les pays catholiques les moines soutiennent le combat contre le prince du mal qui triomphe dans le monde et voudrait les soumettre à ses volontés ; dans les pays protestants, de petites sectes exaltées jouent le rôle des monastères (3). Ce sont ces champs de bataille qui permettent à la morale chrétienne de se maintenir, avec ce caractère de sublime qui fascine tant d'âmes encore aujourd'hui,

(1) Renan, *Marc-Aurèle*, p. 558.

(2) Les saints du catholicisme ne luttent pas contre des abstractions mais contre des apparitions se présentant avec tous les caractères de la réalité. Luther, lui aussi, eut à se battre contre le diable, auquel il jeta son encrier.

(3) Renan, *loc. cit.*, p. 627.

et lui donne assez de lustre pour entraîner dans la société quelques pâles imitations.

Lorsque l'on considère un état moins accentué de la morale chrétienne, on est encore frappé de voir à quel point elle dépend des luttes. Le Play, qui était un excellent catholique, a souvent opposé (au grand scandale de ses coreligionnaires) la solidité des convictions religieuses qu'il rencontrait dans les pays à religions mélangées à l'esprit de mollesse qui règne dans les pays exclusivement soumis à l'influence de Rome. Chez les peuples protestants, il y a d'autant plus d'ardeur morale que l'Eglise établie est plus fortement battue en brèche par les sectes dissidentes. Nous voyons ainsi que la conviction se fonde sur la concurrence de communions, dont chacune se considère comme étant l'armée de la vérité ayant à combattre les armées du mal. Dans de telles conditions, il est possible de trouver du sublime ; mais quand les luttes religieuses sont très atténuées, le probabilisme, les rites mécaniques et les procédés d'allure magique tiennent la première place.

Nous pouvons relever des phénomènes tout semblables dans l'histoire des idées libérales modernes. Pendant longtemps nos pères considérèrent d'un point de vue presque religieux la Déclaration des droits de l'homme qui nous semble aujourd'hui n'être qu'un recueil assez fade de formules abstraites, confuses et sans grande portée pratique. Cela tient à ce que des luttes formidables, étaient engagées à propos des institutions qui se rattachaient à ce document : le parti clérical prétendait démontrer l'erreur fondamentale du libéralisme ; organisait partout des sociétés de combat destinées à imposer

ser sa direction au peuple et au gouvernement ; se vantait de pouvoir bientôt écraser les défenseurs de la Révolution. A l'époque où Proudhon composait son livre sur la Justice, le conflit était loin d'être terminé ; aussi tout ce livre est-il écrit sur un ton belliqueux qui étonne le lecteur d'aujourd'hui : l'auteur parle comme s'il était un vétéran des guerres de la Liberté ; il veut prendre sa revanche contre les vainqueurs d'un jour qui menacent de supprimer toutes les acquisitions de la Révolution ; il annonce la grande révolte qui commence à poindre.

Proudhon espère que le duel sera prochain, que les deux partis donneront avec toutes leurs forces et qu'il y aura une bataille napoléonienne, écrasant définitivement l'adversaire. Il parle souvent la langue de l'épopée. Il ne s'aperçoit pas que ses raisonnements abstraits paraîtront faibles plus tard quand les idées belliqueuses auront disparu. Il y a dans toute son âme un bouillonnement qui la détermine et qui donne à sa pensée un sens caché, fort éloigné du sens scolastique.

La fureur sauvage avec laquelle l'Eglise poursuit le livre de Proudhon montre que dans le camp clérical on avait exactement la même conception que la sienne sur la nature et les conséquences du conflit.

Tant que le sublime s'imposait ainsi à l'esprit moderne, il paraissait possible de constituer une morale laïque et démocratique ; mais de notre temps, une telle entreprise paraît plutôt comique ; tout a changé depuis que les cléricaux ne semblent plus redoutables ; il n'y a plus de convictions libérales depuis que les libéraux ne se sentent plus animés des passions guerrières d'autrefois. Aujourd-

d'hui tout est devenu si confus que les curés prétendent être les meilleurs de tous les démocrates ; ils ont adopté la *Marseillaise* pour leur hymne de parti ; et si on les en priait un peu fort, ils illumineraient pour l'anniversaire du 10 août 1792. De part et d'autre, il n'y a plus de sublime ; aussi la morale des uns et des autres est-elle d'une bassesse remarquable.

Kautsky a évidemment raison lorsqu'il affirme que de notre temps le relèvement des travailleurs a dépendu de leur esprit révolutionnaire : « C'est en vain, disait-il à la fin d'une étude sur les réformes sociales et la révolution, qu'on cherche pas des sermons moraux à inspirer à l'ouvrier anglais une conception plus élevée de la vie, le sentiment de plus nobles efforts. L'éthique du prolétaire découle de ses aspirations révolutionnaires ; ce sont elles qui lui donnent le plus de force et d'élévation. C'est l'idée de la révolution qui a relevé le prolétariat de l'abaissement (1). » Il est évident que, pour Kaustky, la morale est toujours subordonnée à l'idée du sublime.

Le point de vue socialiste est tout différent de celui que l'on trouve dans l'ancienne littérature démocratique : nos pères croyaient que l'homme est d'autant meilleur qu'il est plus rapproché de la nature et que l'homme du peuple est une espèce de sauvage ; que par

(1) *Mouvement socialiste*, 15 octobre 1902, p. 1891. — J'ai signalé ailleurs que la décadence de l'idée révolutionnaire chez d'anciens militants qui deviennent *sages*, semble s'accompagner d'une décadence morale, que j'ai comparée à celle qu'on trouve généralement chez le prêtre qui perd sa foi. (*Insegnamenti sociali*, pp. 344-345.)

suite, on trouve d'autant plus de vertu qu'on descend davantage dans l'échelle sociale. Plus d'une fois, les démocrates ont fait observer, à l'appui de leur conception, que, durant les révolutions, les plus pauvres ont souvent donné les plus beaux exemples d'héroïsme ; ils expliquent cela en supposant que les héros obscurs étaient de véritables enfants de la nature. Je l'explique en disant que, ces hommes étant engagés dans une guerre qui devait se terminer par leur triomphe ou par leur esclavage, le sentiment du sublime devait naître tout naturellement des conditions de la lutte. Durant une révolution, les gens des hautes classes se présentent d'ordinaire sous un jour particulièrement défavorable ; c'est qu'appartenant à une armée en déroute, ils ont des sentiments de vaincus, de suppliants ou de capitulards.

Dans les milieux ouvriers qui sont *raisonnables* au gré des professionnels de la sociologie, lorsque les conflits se réduisent à des contestations d'intérêts matériels, il ne peut y avoir rien de plus sublime que lorsque des syndicats agricoles discutent avec des marchands d'engrais au sujet des prix du guano : on n'a jamais estimé que les discussions portant sur des prix soient de nature à exercer une influence moralisatrice sur les hommes ; l'expérience des marchés de bestiaux pourrait conduire à supposer que dans de telles occurrences les intéressés sont amenés à admirer plutôt la ruse que la bonne foi ; les *valeurs morales* des maquignons ne passent point pour être très relevées. Parmi les grandes choses accomplies par les syndicats agricoles, de Rocquigny rapporte qu'en 1896 « la municipalité de Marmande ayant voulu soumettre les

bestiaux amenés sur le champ de foire à une *taxe jugée inique* par les éleveurs... les éleveurs se mirent en grève et cessèrent d'approvisionner le marché de Marmande, si bien que la municipalité se vit contrainte de céder » (1). Voilà un procédé très pacifique et qui a pu donner des résultats avantageux pour les paysans ; mais il est évident que la moralité n'a rien à faire dans un tel débat.

Lorsque les hommes politiques interviennent, il y a presque nécessairement même un abaissement notable de la moralité, parce que ceux-ci ne font rien pour rien et n'agissent qu'à la condition que l'association favorisée se classe dans leur clientèle. Nous voilà bien loin du chemin du sublime, nous sommes sur celui qui conduit aux pratiques des sociétés politico-criminelles.

Suivant beaucoup de savantes personnes, on ne saurait trop admirer le passage de la violence à la ruse qui se manifeste dans les grèves actuelles de l'Angleterre. Les trade-unions tiennent beaucoup à se faire reconnaître le droit d'employer la menace enveloppée de formules diplomatiques : elles désirent ne pas être inquiétées quand elles font circuler autour des usines des délégués chargés de faire entendre aux ouvriers qui veulent travailler, qu'ils auraient grand intérêt à suivre les *indications* des trade-unions ; elles *consentent* à exprimer leurs *désirs* sous une forme qui sera parfaitement claire pour l'auditeur, mais qui pourra être présentée au tribunal comme étant un sermon solidariste. J'avoue ne pas comprendre

(1) De Rocquigny, *op. cit.*, pp. 379-380. Je serais curieux de savoir en quoi une taxe peut être inique ; mystère et *Musée social* ! Les *braves gens* parlent une langue spéciale.

ce qu'il y a de si admirable dans cette tactique digne d'Escobar. Les catholiques ont souvent employé des procédés d'intimidation analogues contre les libéraux ; aussi, je comprends fort bien pourquoi tant de *braves gens* admirent les trade-unions, mais je trouve la morale des *braves gens* fort peu admirable.

Il est vrai qu'en Angleterre la violence est dépourvue, depuis longtemps, de tout caractère révolutionnaire. Que des avantages corporatifs soient poursuivis à coups de poing ou par la ruse, il n'y a pas une très grande différence à établir entre les deux méthodes ; cependant, la tactique pacifique des trade-unions dénote une hypocrisie qu'il vaudrait mieux laisser aux *braves gens*. Dans les pays où existe la notion de la grève générale, les coups échangés durant les grèves entre ouvriers et représentants de la bourgeoisie ont une toute autre portée ; leurs conséquences sont lointaines et elles peuvent engendrer du sublime.

Je crois que c'est à ces considérations relatives au sublime qu'il faut avoir recours pour comprendre, au moins en partie, les répugnances que provoqua la doctrine de Bernstein dans la socialdémocratie allemande. L'Allemand a été nourri du sublime à un degré extraordinaire : d'abord par la littérature qui se rattache aux guerres de l'Indépendance (1), puis par le rajeunissement du goût

(1) Renan a même écrit : « La guerre de 1813 à 1815 est la seule de notre siècle qui ait eu quelque chose d'épique et d'élevé ; elle correspondait à un mouvement d'idées et eut une vraie signification intellectuelle. Un homme qui prit part à cette lutte grandiose me racontait que, réveillé par

pour les anciens chants nationaux qui suivit ces guerres, enfin par une philosophie qui se proposait des fins placées très loin des préoccupations vulgaires. — Il faut bien reconnaître aussi que la victoire de 1871 n'a pas peu contribué à donner aux Allemands de toute classe un sentiment de confiance en leurs forces qu'on ne trouve pas au même degré chez nous à l'heure actuelle ; que l'on compare, par exemple, le parti catholique allemand aux poules mouillées qui forment en France la clientèle de l'Eglise ! Nos cléricaux ne songent qu'à s'humilier devant leurs adversaires et sont heureux pourvu qu'il y ait beaucoup de soirées durant l'hiver ; ils n'ont aucun souvenir des services qui leur sont rendus (1).

Le parti socialiste allemand tira une force particulière de l'idée catastrophique que ses propagandistes répandaient partout et qui fut prise très au sérieux tant que les persécutions bismarckiennes maintenaient un esprit belliqueux dans les groupes. Cet esprit était si fort que les masses ne sont pas encore parvenues à comprendre

la canonnade dès la première nuit qu'il passa parmi les corps francs réunis en Silésie, il crut assister à un immense service divin. » (*Essais de morale et de critique*, p. 116.) Se rappeler l'ode de Manzoni intitulée : « Mars 1821 » et dédiée à « la mémoire illustre de Théodore Koerner, poète et soldat de l'indépendance germanique, mort sur le champ de bataille de Leipzig, nom cher à tous les peuples qui combattent pour défendre ou pour reconquérir une patrie. » Nos guerres de la Liberté ont été épiques, mais n'ont pas eu une littérature aussi bonne que la guerre de 1813.

(1) Drumont a mille fois dénoncé cet état d'esprit du beau monde religieux.

parfaitement que leurs chefs ne sont rien moins que des révolutionnaires.

Lorsque Bernstein, qui était trop sensé pour ne pas savoir quel était le véritable esprit de ses amis du comité directeur, annonça qu'il fallait renoncer aux grandioses espérances que l'on avait fait naître dans les âmes, il y eut un moment de stupéfaction ; peu de gens comprirent que les déclarations de Bernstein étaient des actes de courage et de loyauté, ayant pour but de mettre le langage en rapport avec la réalité. S'il fallait désormais se contenter d'une politique sociale, il fallait donc aussi négocier avec les partis du Parlement et avec le ministère, faire exactement ce que font les bourgeois ; cela paraissait monstrueux aux hommes qui avaient été nourris de théories catastrophiques. Maintes fois on avait dénoncé les ruses des politiciens bourgeois, opposé leurs habiletés à la franchise et au désintéressement des socialistes, montré tout ce que renferme de convenu leur attitude d'opposition ; on n'aurait jamais cru que les disciples de Marx pussent suivre les traces des libéraux. Avec la nouvelle politique, plus de caractères héroïques, plus de sublime, plus de convictions ! Les Allemands crurent que c'était le monde renversé.

Il est évident que Bernstein avait mille fois raison lorsqu'il ne voulait pas maintenir une apparence révolutionnaire qui était en contradiction avec la pensée du Parti ; il ne trouvait pas dans son pays les éléments qui existent en France et en Italie ; il ne voyait donc pas d'autre moyen pour maintenir le socialisme sur le terrain des réalités que de supprimer tout ce qu'avait de trompeur un programme révolutionnaire auquel les

chefs ne croyaient plus. Kautsky voulait, au contraire, maintenir le voile qui cachait aux yeux des ouvriers la véritable activité du parti socialiste ; il recueillit ainsi beaucoup de succès auprès des politiciens, mais il a contribué, plus que personne, à rendre la crise du socialisme aiguë en Allemagne. Ce n'est pas en délayant les phrases de Marx dans de verbeux commentaires que l'on peut maintenir intacte l'idée révolutionnaire, — mais c'est en adaptant toujours la pensée aux faits qui peuvent prendre un aspect révolutionnaire. La grève générale seule peut aujourd'hui produire ce résultat.

Il y aurait à se poser maintenant une très grave question : « Pourquoi les actes de violence peuvent-ils, dans certains pays, se grouper autour du tableau de la grève générale et produire ainsi une idéologie socialiste, riche en sublime ; et ne semblent-ils pas le pouvoir dans d'autres ? » Les traditions nationales jouent ici un très grand rôle ; l'examen de ce problème conduirait peut-être à jeter une vive lumière sur la genèse des idées ; nous ne l'aborderons pas ici.

CHAPITRE VII

La morale des producteurs

- I. — Morale et religion. — Mépris des démocraties pour la morale. — Préoccupations morales de la *nouvelle école*.
- II. — Inquiétudes de Renan sur l'avenir du monde. — Ses prévisions. — Besoin du sublime.
- III. — La morale de Nietzsche. — Rôle de la famille dans la genèse de la morale, théorie de Proudhon. — Morale d'Aristote.
- IV. — Hypothèses de Kautsky. — Analogies entre l'esprit de grève générale et celui des guerres de la Liberté. — Effroi que cet esprit cause aux parlementaires.
- V. — Le travailleur dans l'atelier de haute production, l'artiste et le soldat des guerres de la Liberté : désir de dépasser toute mesure ; souci de l'exactitude ; abandon de l'idée de l'exacte récompense.

I

Il y a cinquante ans, Proudhon signalait la nécessité de donner au peuple une morale conforme aux besoins nouveaux. Le premier chapitre des discours préliminaires, placés en tête de la *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, a pour titre : « Etat des mœurs au xix^e siècle. Invasion du scepticisme moral : la société en péril. Où est le remède ? » On y lit ces phrases redoutables :

« La France a perdu ses mœurs. Non pas que les hommes de notre génération soient, en effet, pires que leurs pères... Quand je dis que la France a perdu ses mœurs, j'entends, chose fort différente, qu'elle a cessé de croire à ses principes. Elle n'a plus ni intelligence ni conscience morale, elle a perdu jusqu'à la notion des mœurs. Nous sommes arrivés, de critique en critique, à cette triste conclusion, que le juste et l'injuste, dont nous pensions jadis avoir le discernement, sont termes de convention, vagues, indéterminables ; que tous ces mots Droit, Devoir, Morale, Vertu, etc., dont la chaire et l'école font tant de bruit, ne servent à couvrir que de pures hypothèses, de vaines utopies, d'indémontrables préjugés ; qu'ainsi la pratique de la vie, dirigée par je ne sais quel respect humain, par des convenances, est au fond arbitraire (1). »

Cependant il ne pensait pas que la société contemporaine fût frappée de mort ; il pensait que depuis la Révolution l'humanité avait acquis une assez claire notion de la Justice pour qu'elle pût triompher de déchéances passagères ; par cette conception de l'avenir, il se séparait complètement de ce qui devait devenir la notion la plus fondamentale du socialisme actuel. « Cette foi juridique... cette science du droit et du devoir, que nous cherchons partout en vain, que l'Eglise ne posséda jamais et sans laquelle il nous est impossible de vivre, je dis que la Révolution en a produit tous les principes ; que ces principes, à notre insu, nous régissent et nous soutiennent, mais que, tout en les affirmant au fond du cœur, nous y

(1) Proudhon, *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, tome I, p. 70.

répugnons par préjugé, et que c'est cette infidélité à nous-mêmes qui fait notre misère et notre servitude (1). » Il affirme qu'il est possible de faire la lumière dans les esprits, de présenter ce qu'il appelle « l'exégèse de la Révolution ; » il va, pour cela, interroger l'histoire, montrer comment l'humanité n'a cessé de faire effort vers la Justice, comment la religion a été cause de corruption et comment « la Révolution française, faisant prédominer le principe juridique [sur le principe religieux] ouvre une période nouvelle, un ordre de choses tout contraire, dont il s'agit maintenant de déterminer les parties » (2). — « Quoi qu'il advienne de notre race fatiguée, dit-il à la fin de ces discours, la postérité reconnaîtra que le troisième âge de l'humanité (3) a son point de départ dans la

(1) Proudhon, *loc. cit.*, p. 74. Par foi *juridique*, Proudhon entend ici une triple foi qui domine la famille, les contrats et les relations politiques. La première est « l'idée de la mutuelle dignité [des époux] qui, les élevant au-dessus des sens, les rend l'un à l'autre encore plus sacrés que chers, et leur fasse de leur communauté féconde une religion plus douce que l'amour même » ; — la seconde « élevant les âmes au-dessus des appétits égoïstes, les rend plus heureuses du respect du droit d'autrui que de leur propre fortune » ; — sans la troisième « les citoyens, livrés aux pures attractions de l'individualisme, ne sauraient être autre chose qu'un agrégat d'existences incohérentes et répulsives que dispersera comme poussière le premier souffle ». (*Loc. cit.*, pp. 72-73.) Au sens strict, la foi juridique serait la seconde dans cette énumération.

(2) Proudhon, *loc. cit.*, p. 93.

(3) Les deux premiers âges sont ceux du paganisme et du christianisme.

Révolution française ; que l'intelligence de la nouvelle loi a été donnée à quelques-uns de nous, dans sa plénitude ; que la pratique ne nous a pas non plus tout à fait manqué ; et que succomber dans cet enfantement sublime, après tout, n'était pas sans grandeur. A cette heure la Révolution se définit : elle vit donc. Le reste ne pense plus. *L'être qui vit et qui pense* sera-t-il supprimé par le cadavre ? » (1)

J'ai dit, dans le chapitre précédent, que toute la doctrine de Proudhon était subordonnée à l'enthousiasme révolutionnaire et que cet enthousiasme s'était éteint depuis que l'Eglise avait cessé d'être redoutable ; aussi, ne faut-il pas s'étonner si l'entreprise que Proudhon jugeait facile (la création d'une morale absolument débarrassée de toute croyance religieuse) paraît fort hasardée à beaucoup de nos contemporains. Je trouve la preuve de cette manière de penser dans un discours prononcé par Combes durant la discussion du budget des cultes, le 26 janvier 1903 : « Nous considérons, en ce moment, les idées morales telles que les Eglises les donnent, comme des idées nécessaires. Pour ma part, je me fais difficilement à l'idée d'une société contemporaine composée de philosophes semblables à M. Allard (2), que leur éducation pri-

(1) Proudhon, *loc. cit.*, p. 404.

(2) Ce député avait fait un discours très anticlérical dans lequel je relève cette idée étrange que « la religion juive fut bien la plus cléricale de toutes les religions, posséda le cléricanisme le plus sectaire et le plus étroit ». Un peu plus haut il disait : « Moi, *qui ne suis pas antisémite*, je ne fais aux

maire aurait suffisamment garantis contre les périls et les épreuves de la vie. » Combes n'est pas homme à avoir des idées personnelles ; il reproduisait une opinion qui était courante dans son monde.

Cette déclaration provoqua un fort tapage à la Chambre ; tous les députés qui se piquent de philosophie intervinrent dans le débat ; comme Combes avait parlé de l'enseignement superficiel et borné de nos écoles primaires, F. Buisson crut devoir protester, en sa qualité de grand pédagogue de la troisième République : « L'éducation que nous donnons à l'enfant du peuple, dit-il, dans l'école primaire, n'est pas une demi-éducation ; c'est la fleur même et le fruit de la civilisation recueillie à travers les siècles, chez les peuples divers, dans les religions et législations de tous les âges et dans toute l'humanité. » Une telle morale abstraite ne peut être que prodigieusement dépourvue d'efficacité ; je me souviens d'avoir lu autrefois, dans un manuel de Paul Bert, que le principe fondamental de la morale s'appuie sur les enseignements de Zoroastre et sur la Constitution de l'an III : je pense

juifs qu'un seul reproche, celui d'avoir empoisonné la pensée aryenne, si haute et si large, avec le monothéisme hébreu ». Il demandait l'introduction de l'histoire des religions dans les écoles primaires en vue de ruiner l'autorité de l'Eglise. D'après lui, le parti socialiste voyait dans « l'affranchissement intellectuel de la masse, la préface nécessaire du progrès et de l'évolution sociale des sociétés ». Ne serait-ce pas plutôt le contraire qu'il aurait fallu dire ? Ce discours ne prouve-t-il pas qu'il y a un antisémitisme de libre-pensée tout aussi étroit et mal informé que celui des cléricaux ?

qu'il n'y a pas là une raison sérieuse pour faire agir un homme.

On peut se demander si l'Université n'a pas arrangé les programmes actuels dans l'espoir d'imposer la pratique morale aux élèves par le mécanisme de la répétition des préceptes ; elle multiplie à ce point les cours, qu'on peut se demander s'il ne faudrait pas ici appliquer (avec une légère correction) le vers connu de Boileau :

Aimez-vous la *muscade* ? On en a mis partout.

Je crois que peu nombreux sont les gens qui ont la confiance naïve de F. Buisson et des universitaires dans leur morale. G. de Molinari estime, tout comme Combes, qu'il faut avoir recours à la religion, qui promet aux hommes une récompense dans l'autre monde et qui est ainsi « l'assureuse de la justice... C'est la religion qui, dans l'enfance des sociétés, a élevé l'édifice de la morale ; c'est elle qui le soutint et qui peut seule le soutenir. Telles sont les fonctions qu'a remplies et que continue à remplir la religion, et qui, n'en déplaît aux apôtres de la morale indépendante, constituent son utilité » (1). — « C'est à un véhicule plus puissant et plus actif que l'intérêt de la société qu'il faut avoir recours pour opérer les réformes dont l'économie politique démontre la nécessité, et ce véhicule on ne peut le trouver que dans le sentiment religieux associé au sentiment de la justice (2). »

G. de Molinari s'exprime en termes volontairement vagues ; il semble considérer la religion comme font beau-

(1) G. de Molinari, *Science et religion*, p. 94.

(2) G. de Molinari, *op. cit.*, p. 198.

coup de catholiques modernes (genre Brunetière) : c'est un moyen social de gouvernement, qui devra être proportionné aux besoins des classes ; les gens des hautes classes ont toujours estimé qu'ils avaient moins besoin d'être disciplinés moralement que leurs subordonnés, et c'est pour avoir fait de cette belle découverte la base de leur théologie, que les jésuites ont tant de succès dans la bourgeoisie contemporaine. Notre auteur distingue quatre moteurs capables d'assurer l'accomplissement du devoir : « le pouvoir de la société investi dans l'organisme gouvernemental, le pouvoir de l'opinion publique, le pouvoir de la conscience individuelle et le pouvoir de la religion, » et il estime que ce mécanisme spirituel est visiblement en retard sur le mécanisme matériel (1). Les deux premiers moteurs peuvent avoir une action sur les capitalistes, mais n'ont pas d'influence dans l'atelier ; pour le travailleur, les deux derniers moteurs sont seuls efficaces et ils deviennent tous les jours plus importants en raison de « l'accroissement de la responsabilité de ceux qui sont chargés de diriger ou de surveiller le fonctionnement des machines » (2) ; or, suivant G. de Molinari, on ne saurait concevoir le pouvoir de la conscience individuelle sans celui de la religion (3).

Je crois donc que G. de Molinari ne serait pas éloigné d'approuver les patrons qui protègent les institutions religieuses ; il demanderait, sans doute, seulement que

(1) G. de Molinari, *op. cit.*, pp. 60-61.

(2) G. de Molinari, *op. cit.*, p. 54.

(3) G. de Molinari, *op. cit.*, p. 87 et 93.

l'on mit plus de formes que n'en mettait jadis Chagot à Montceau-les-Mines (1).

Les socialistes ont longtemps eu de grands préjugés contre la morale, en raison de ces institutions catholiques que de grands industriels établissaient chez eux ; il leur semblait que la morale n'était, dans notre société capitaliste, qu'un moyen d'assurer la docilité des travailleurs maintenus dans l'effroi que crée la superstition. La littérature dont raffole la bourgeoisie depuis longtemps décrit des mœurs si déraisonnables ou même si scandaleuses qu'il est difficile de croire que les classes riches puissent être sincères quand elles parlent de moraliser le peuple.

Les marxistes avaient une raison particulière de se montrer défiants pour tout ce qui touchait à l'éthique ; les propagateurs de réformes sociales, les utopistes et les démocrates avaient fait un tel abus de la Justice qu'on était en droit de regarder toute dissertation sur un tel sujet comme un exercice de rhétorique ou comme une sophistique destinée à égarer toutes les personnes qui s'occupaient du mouvement ouvrier. C'est ainsi que Rosa Luxemburg appelait, il y a quelques années, l'idée de Justice « ce vieux cheval de retour monté depuis des siècles par tous les rénovateurs du monde, privés de plus sûrs moyens de locomotion historique, cette Rossinante

(1) J'ai déjà dit qu'en 1883, Y. Guyot dénonçait avec violence la conduite de Chagot, qui plaçait les ouvriers sous la direction des prêtres et les forçait à aller à la messe. (*La morale*, p. 183.)

déhanchée sur laquelle ont chevauché tant de don Quichotte de l'histoire à la recherche de la grande réforme mondiale, pour ne rapporter de ces voyages autre chose que quelque œil poché » (1). De ces plaisanteries sur une Justice fantastique sortie de l'imagination des utopistes, on passait, parfois trop facilement, à de grossières facéties sur la morale la plus ordinaire ; on pourrait faire un assez vilain recueil des paradoxes soutenus par des marxistes officiels à ce sujet. Lafargue s'est particulièrement distingué à ce point de vue (2).

La raison capitale, qui empêchait les socialistes d'étudier les problèmes éthiques comme ils le méritent, était la superstition démocratique qui les a si longtemps dominés et qui les entraînait à croire que leur action devait surtout avoir pour but la conquête de sièges dans les assemblées politiques.

Dès qu'on s'occupe d'élections, il faut subir certaines conditions générales qui s'imposent, d'une manière inéluctable, à tous les partis, dans tous les pays et dans tous les temps. Quand on est convaincu que l'avenir du monde dépend de prospectus électoraux, de compromis

(1) *Mouvement socialiste*, 15 juin 1899, p. 649.

(2) Par exemple on lit dans le *Socialiste* du 30 juin 1901 : « Comme, dans une société communiste, la morale qui encombre la cervelle des civilisés se sera évanouie ainsi qu'un affreux cauchemar, peut-être qu'une autre morale engagera les femmes à papillonner, selon le mot de Ch. Fourier, au lieu de se condamner à être la propriété d'un mâle... Les femmes dans les tribus sauvages et barbares communistes sont d'autant plus honorées qu'elles distribuent leurs faveurs sur un plus grand nombre d'amants. »

conclus entre gens influents, et de ventes de faveurs, on ne peut avoir grand souci des contraintes morales qui empêcheraient l'homme d'aller là où se manifeste son plus clair intérêt. L'expérience montre que dans tous les pays où la démocratie peut développer librement sa nature, s'étale la corruption la plus scandaleuse, sans que personne juge utile de dissimuler ses coquinerics ; le Tammany-Hall de New-York a toujours été cité comme le type le plus parfait de la vie démocratique et dans la plupart de nos grandes villes on trouve des politiciens qui ne demanderaient qu'à suivre les traces de leurs confrères d'Amérique. Tant qu'un homme reste fidèle à son parti, il ne peut commettre que des peccadilles ; mais s'il a l'imprudence de l'abandonner, on lui découvre immédiatement les tares les plus honteuses : il ne serait pas difficile de montrer, par des exemples fameux, que nos socialistes parlementaires pratiquent cette singulière morale avec un certain cynisme.

La démocratie électorale ressemble beaucoup au monde de la Bourse ; dans un cas comme dans l'autre, il faut opérer sur la naïveté des masses, acheter le concours de la grande presse, et *aider le hasard* par une infinité de ruses ; il n'y a pas grande différence entre un financier qui introduit sur le marché des affaires retentissantes qui sombreront dans quelques années, et le politicien qui promet à ses concitoyens une infinité de réformes qu'il ne sait comment faire aboutir (1) et qui

(1) Clemenceau, répondant, le 21 juin 1907, à Millerand, lui disait qu'en rédigeant un projet de retraites ouvrières sans s'occuper des ressources, il n'avait pas fait preuve d'être

se traduiront seulement par un amoncellement de papiers parlementaires. Les uns et les autres n'entendent rien à la production et ils s'arrangent cependant pour s'imposer à elle, la mal diriger et l'exploiter sans la moindre vergogne : ils sont éblouis par les merveilles de l'industrie moderne et ils estiment, les uns et les autres, que le monde regorge assez de richesses pour qu'on puisse le voler largement, sans trop faire crier les producteurs ; tondre le contribuable sans qu'il se révolte, voilà tout l'art du grand homme d'Etat et du grand financier. Démocrates et gens d'affaires ont une science toute particulière pour faire approuver leurs filouteries par des assemblées délibérantes ; le régime parlementaire est tout aussi truqué que les réunions d'actionnaires. C'est probablement en raison des affinités psychologiques profondes résultant de ces manières d'opérer, que les uns et les autres s'entendent si parfaitement : la démocratie est le pays de Cocagne rêvé par les financiers sans scrupules.

Le spectacle écœurant, donné au monde par les écumeurs de la finance et de la politique (1), explique le

« un grand esprit politique, ni même simplement un *homme sérieux* ». La riposte de Millerand est tout à fait caractéristique de l'orgueil du politicien parvenu : « Ne parlez pas de choses que vous ignorez. » Et lui donc, de quoi parle-t-il ?

(1) Je suis bien aise de m'appuyer ici sur l'autorité incontestable de Gérault-Richard qui, dans la *Petite République* du 19 mars 1903, dénonçait les « intriguants, arrivistes, faméliques et noceurs [qui] voient uniquement le gâteau ministériel à saisir » et qui cherchaient alors à faire tomber Combes. On voit dans le numéro suivant qu'il s'agissait des

succès qu'obtinrent assez longtemps les écrivains anarchistes : ceux-ci fondaient leurs espérances de renouvellement du monde sur un progrès intellectuel des individus ; ils ne cessaient d'engager les ouvriers à s'instruire, à prendre une plus claire conscience de leur dignité d'hommes et à se montrer dévoués pour leurs camarades. Cette attitude leur était imposée par leur principe : comment, en effet, pourrait-on concevoir la formation d'une société d'hommes libres, si on ne supposait que les individus actuels eussent déjà acquis la capacité de se conduire eux-mêmes ? Les politiciens assurent que c'est là une pensée tout à fait naïve et que le monde jouira de tous les bonheurs qu'il pourra désirer, le jour où les bons apôtres pourront profiter de tous les avantages que procure le pouvoir ; rien ne sera impossible pour un Etat qui transformera en princes les rédacteurs de l'*Humanité*. Si à ce moment, on juge utile d'avoir des hommes libres, on fera quelques bons décrets pour en fabriquer ; mais il est douteux que les amis et commanditaires de Jaurès trouvent cela nécessaire ; il leur suffira d'avoir des domestiques et des contribuables.

La *nouvelle école* s'est rapidement distinguée du socialisme officiel en reconnaissant la nécessité de perfectionner les mœurs (1), aussi est-il de mode parmi les

amis de Waldeck-Rousseau, opposés, comme lui, à l'étrangement des congrégations.

(1) C'est ce que Benedetto Croce a signalé dans la *Critica*, juillet 1907, pp. 317-319. — Cet écrivain est fort connu en Italie pour sa remarquable sagacité de critique et de philosophie.

dignitaires du socialisme parlementaire de l'accuser d'avoir des tendances anarchistes ; je ne fais aucune difficulté, pour ma part, de me reconnaître anarchisant à ce point de vue, puisque le socialisme parlementaire fait profession d'avoir pour la morale un mépris à peu près égal à celui qu'ont pour elle les plus vils représentants de la bourgeoisie boursicotière.

On reproche aussi parfois à la *nouvelle école* de revenir aux rêveries des utopistes ; cette critique montre combien nos adversaires comprennent mal les œuvres des anciens socialistes et la situation actuelle. Jadis on cherchait à fabriquer une morale qui fût capable d'agir sur les sentiments des gens du monde pour les rendre sympathiques à ce qu'on nommait avec pitié les classes déshéritées, et les amener à faire quelques sacrifices en faveur de frères malheureux. Les écrivains de ce temps se représentaient l'atelier sous un aspect tout autre que celui qu'il peut avoir dans une société de prolétaires voués à un travail progressif ; ils supposaient qu'il pourrait ressembler à un salon dans lequel des dames se réunissent pour faire de la broderie ; ils embourgeoisaient ainsi le mécanisme de la production. Enfin ils attribuaient aux prolétaires des sentiments fort analogues à ceux que les explorateurs du xvii^e et du xviii^e siècle avaient attribués aux sauvages : bons, naïfs et désireux d'imiter les hommes d'une race supérieure. Sur de telles hypothèses, il était facile de concevoir une organisation de paix et de bonheur : il s'agissait de rendre meilleure la classe riche et d'éclairer la classe pauvre. Ces deux opérations semblaient très faciles à réaliser, et alors la fusion s'opérait dans ces ateliers de salon, qui ont fait tourner la tête de

tant d'utopistes (1). Ce n'est point sur un modèle idyllique, chrétien et bourgeois que la *nouvelle école* conçoit les choses ; elle sait que le progrès de la production requiert des qualités tout autres que celles que l'on rencontre chez les gens du monde ; c'est en raison des valeurs morales nécessaires pour perfectionner la production qu'elle a un souci considérable de l'éthique.

Elle se rapproche donc des économistes bien plus que des utopistes ; elle estime, comme G. de Molinari, que le progrès moral du prolétariat est aussi nécessaire que le progrès matériel de l'outillage, pour porter l'industrie moderne au niveau toujours plus élevé que la science technologique permet d'atteindre ; mais elle descend bien plus que cet auteur dans la profondeur du problème et ne se contente pas de vagues recommandations sur le devoir religieux (2) ; dans son désir insatiable de réalité, elle cherche à atteindre les racines mêmes de ce perfectionnement moral et elle voudrait savoir comment peut se créer aujourd'hui la morale des producteurs futurs.

(1) Dans la colonie New-Harmony, fondée par R. Owen, on travaillait peu et mal ; mais les amusements étaient abondants ; en 1826, le duc de Saxe-Weimar fut émerveillé par la musique et les bals. (Dolléans, *Robert Owen*, pp. 247-248.)

(2) G. de Molinari paraît croire qu'une religion naturelle comme celle de J.-J. Rousseau et de Robespierre pourrait suffire. Nous savons aujourd'hui que c'est un moyen sans efficacité morale.

II

Au début de toute recherche sur la morale moderne, il faut se poser cette question : sous quelles conditions un renouvellement est-il possible ? Les marxistes ont eu mille fois raison de se moquer des utopistes et de soutenir qu'on ne crée point une morale avec des prédications tendres, des fabrications ingénieuses d'idéologies, ou de beaux gestes. Proudhon, faute d'avoir examiné ce problème, s'est fait de grandes illusions sur la persistance des forces qui donnaient de la vie à sa morale ; l'expérience devait démontrer bientôt que son entreprise était destinée à demeurer vaine. Et si le monde contemporain ne renferme pas des racines pour une nouvelle morale, que deviendra-t-il ? Les gémissements d'une bourgeoisie pleurnicharde ne le sauveront pas, s'il a vraiment perdu ses mœurs pour toujours.

Peu de temps avant sa mort, Renan était fort préoccupé de l'avenir moral du monde : « Les valeurs morales baissent, cela est sûr ; le sacrifice disparaît presque ; on voit venir le jour où tout sera syndiqué (1), où l'égoïsme organisé remplacera l'amour et le dévouement.. Il y aura d'étranges tiraillements. Les deux choses qui,

(1) On voit que Renan n'avait point pour l'esprit corporatif la vénération que montrent beaucoup de nos actuels idéalistes.

jusqu'ici, ont seules résisté à la chute du respect, l'armée (1) et l'Eglise, seront bientôt entraînées par le torrent général (2). » Renan montrait une remarquable perspicacité en écrivant ces choses, juste au moment où tant d'esprits futils annonçaient la renaissance de l'idéalisme et prévoyaient des tendances progressives dans l'Eglise réconciliée enfin avec le monde moderne. Mais Renan avait été trop favorisé durant toute sa vie par la fortune, pour ne pas être optimiste ; il croyait donc que le mal se bornerait à l'obligation de traverser de mauvais jours, et il ajoutait : « N'importe, les ressources de l'humanité sont infinies. Les œuvres éternelles s'accompliront, sans que la *source des forces vives*, remontant toujours à la surface, soit jamais tarie. »

Quelques mois auparavant il avait terminé le cinquième volume de son *Histoire du peuple d'Israël* et ce volume, ayant été publié d'après le manuscrit, renferme certainement une expression plus fruste de sa pensée ; on sait qu'il corrigeait, en effet, très longuement ses épreuves. Nous trouvons ici de plus sombres pressentiments ; l'auteur se demande même si notre humanité atteindra sa véritable fin : « Si ce globe vient à manquer à ses devoirs, il s'en trouvera d'autres pour pousser à outrance le programme de toute vie : lumière, raison, vérité (3). » Les temps prochains l'effrayaient : « L'avenir immédiat est obscur. Il n'est pas certain qu'il soit assuré à la lumière. »

(1) Il ne prévoyait pas que son gendre s'agiterait tellement contre l'armée durant l'affaire Dreyfus.

(2) Renan, *Feuilles détachées*, p. xiv.

(3) Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, tome V, p. 421.

Il avait peur du socialisme et il n'est pas douteux qu'il entendait par socialisme la niaiserie humanitaire qu'il voyait paraître dans le monde des bourgeois stupides ; c'est ainsi qu'il a supposé que le catholicisme serait peut-être le complice du socialisme (1).

Dans la même page il nous parle des scissions qui peuvent exister dans une société, et ceci a une importance considérable : « La Judée et le monde gréco-romain étaient comme deux univers roulant l'un à côté de l'autre sous des influences opposées .. L'histoire de l'humanité n'est nullement synchronique en ses diverses parties. Tremblons. En ce moment peut-être la religion de l'avenir se fait et se fait sans nous. Oh ! le sage Kimri qui voyait sous terre ! C'est là que tout se prépare, c'est là qu'il faudrait voir. » Ces paroles ne peuvent déplaire aux théoriciens de la lutte de classe ; j'y trouve le commentaire de ce que Renan dira un peu plus tard, au sujet de la « source des forces vives remontant à la surface » : la rénovation se ferait par une classe qui travaille souterrainement et qui se sépare du monde moderne comme le judaïsme se séparait du monde antique.

Quoi qu'en pensent les sociologues officiels, les classes inférieures ne sont nullement condamnées à vivre des ragots que leur abandonnent les classes supérieures ; nous sommes heureux de voir Renan protester contre cette doctrine imbécile. Le syndicalisme a la prétention de se créer une idéologie vraiment prolétarienne ; et, quoi qu'en disent les savants de la bourgeoisie, l'expé-

(1) Renan, *loc. cit.*, p. 420.

rience historique, proclamée par Renan, nous apprend que cela est très possible et que de là peut sortir le salut du monde. C'est vraiment sous terre que se produit le mouvement syndicaliste ; les hommes qui s'y dévouent ne mènent pas grand tapage dans la société ; quelle différence entre eux et les anciens chefs de la démocratie travaillant à la conquête du pouvoir !

Ceux-ci étaient enivrés par l'espoir que les hasards de l'histoire devaient les amener, quelque jour, à devenir des *princes républicains* (1). En attendant que la roue de la fortune tournât ainsi à leur avantage, ils obtenaient les profits moraux et matériels que procure la célébrité à tous les virtuoses dans une société qui est habituée à payer cher ce qui l'amuse. Beaucoup d'entre eux avaient pour principal moteur leur incommensurable orgueil et ils s'imaginaient que, leur nom devant briller d'un singulier éclat dans les annales de l'humanité, ils pouvaient acheter cette gloire future par quelques sacrifices.

Aucune de ces raisons d'agir n'existe pour les syndicalistes actuels, le prolétariat n'a pas les instincts serviles de la démocratie ; il n'aspire point à marcher à quatre pattes devant un ancien camarade devenu haut magistrat et à se pâmer d'aise devant les toilettes des dames des ministres (2). Les hommes qui se dévouent à la cause

(1) Toute la démocratie est dans le mot prêté à Mme Flocon : « C'est nous qui sommes les princesses. » La démocratie est heureuse quand elle voit traiter avec des honneurs princiers un Félix Faure, homme médiocre en tout (pour ne pas être sévère).

(2) Le socialisme parlementaire est d'une force carabinée

révolutionnaire savent qu'ils devront rester toujours dans les conditions d'une vie infiniment modeste. Ils poursuivent leur travail d'organisation sans attirer l'attention, et le moindre écrivasson qui barbouille du papier pour l'*Humanité* est beaucoup plus célèbre que les militants de la Confédération du Travail ; pour la très grande masse du public français, Griffuelhes n'aura jamais la notoriété de Rouanet ; à défaut d'avantages matériels qu'ils ne sauraient espérer, ils n'ont même pas la satisfaction que peut procurer la célébrité. Mettant toute leur confiance dans les mouvements des masses, ils ne comptent point sur une gloire napoléonienne et laissent à la bourgeoisie la superstition des grands hommes.

Il est bon qu'il en soit ainsi, car le prolétariat peut se développer d'une manière d'autant plus solide qu'il s'organise dans l'ombre ; les politiciens socialistes n'ai-

sur les bonnes manières, comme on peut s'en assurer en consultant de nombreux articles de Gérault-Richard. J'en cite au hasard quelques exemples. Le 1^{er} juin 1903, il déclare, dans la *Petite République*, que la reine Nathalie de Serbie mérite « un rappel aux convenances » pour avoir été écouter le P. Coubé prêcher à Aubervilliers et il demande qu'elle soit admonestée par le commissaire de police de son quartier. Le 26 septembre, il s'indigne de la grossièreté et de l'ignorance des usages dont fait preuve l'amiral Maréchal. — Le protocole socialiste a des mystères ; les femmes des citoyens socialistes sont tantôt *dames* et tantôt *citoyennes* ; dans la société future, il y aura des disputes pour le tabouret, comme à Versailles. — Le 30 juillet 1903, Cassagnac s'amuse fort, dans l'*Autorité*, d'avoir été repris par Gérault-Richard, lui donnant des leçons de bon ton.

ment pas les occupations qui ne procurent pas de célébrité (et partant pas de profits) ; ils ne sont donc point disposés à s'occuper des œuvres syndicales qui veulent demeurer prolétariennes ; ils font la parade sur la scène parlementaire, et cela n'a pas généralement de graves conséquences. Les hommes qui participent vraiment au mouvement ouvrier actuel, donnent l'exemple de ce que l'on a toujours regardé comme étant les plus hautes vertus ; ils ne peuvent, en effet, recueillir aucune de ces choses que le monde bourgeois regarde comme étant surtout désirables. Si donc l'histoire récompense l'abnégation résignée des hommes qui luttent sans se plaindre et accomplissent sans profit une grande œuvre de l'histoire, comme l'affirme Renan (1), nous avons une raison nouvelle de croire à l'avènement du socialisme, puisqu'il représente le plus haut idéal moral que l'homme ait jamais conçu. Ce n'est pas une religion nouvelle qui se ferait sous terre, sans l'aide des penseurs bourgeois ; c'est *une vertu qui naît*, une vertu que les Intellectuels de la bourgeoisie sont incapables de comprendre, une vertu qui peut sauver la civilisation. — comme Renan espérait que celle-ci serait sauvée, — mais par l'élimination totale de la classe dans laquelle Renan avait vécu.

Examinons maintenant de près les raisons qui faisaient redouter à Renan une décadence de la bourgeoisie (2) ;

(1) Renan, *op. cit.*, tome IV, p. 267.

(2) Renan a signalé un symptôme de décadence sur lequel il a trop peu insisté, et qui ne semble pas avoir beaucoup frappé ses lecteurs ; il était agacé par l'agitation, les

il était très frappé de la ruine des idées religieuses : « Un immense abaissement moral, *et peut-être intellectuel*, suivrait le jour où la religion disparaîtrait du monde. Nous pouvons nous passer de religion, parce que d'autres en ont pour nous. Ceux qui ne croient pas sont entraînés par la masse plus ou moins croyante ; mais le jour où la masse n'aurait plus d'élan, les braves eux-mêmes iraient mollement à l'assaut. » C'est l'absence de sublime qui fait peur à Renan ; comme tous les vieillards en leurs jours de tristesse, il pense à son enfance et il ajoute : « L'homme vaut en proportion du sentiment religieux qu'il emporte de sa première éducation et qui parfume toute sa vie. » Il a vécu de ce qu'une mère chrétienne lui a enseigné de sublime ; nous savons, en effet, que madame Renan avait été une femme d'un haut caractère. Mais la source du sublime se tarit : « Les personnes religieuses vivent d'une ombre. Nous vivons de l'ombre d'une ombre. *De quoi vivra-t on après nous ?* » (1).

Suivant son habitude, Renan cherche à atténuer les tristes perspectives que sa perspicacité lui fait entrevoir ; il est comme tant d'autres écrivains français qui, voulant plaire à un public frivole, n'osent jamais aller au fond des problèmes que soulève la vie (2) ; il ne veut pas

prétentions à l'originalité et les surenchères naïves de jeunes métaphysiciens : « Mais, mes chers enfants, c'est inutile de se donner tant mal à la tête pour n'arriver qu'à changer d'erreur. » (*Feuilles détachées*, p. x.) Une telle agitation (qui a pris aujourd'hui une allure sociologique, socialiste ou humanitaire) est un signe certain d'anémie.

(1) Renan. *Feuilles détachées*, p. xvii-xviii.

(2) C'est Brunetière qui adresse ce reproche à la littérature

effrayer ses aimables admiratrices ; il ajoute donc qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une religion chargée de dogmes, une religion analogue au christianisme ; le sentiment religieux pourrait suffire. Après lui, il n'a pas manqué de bavards pour nous entretenir de ce vague sentiment religieux qui pourrait suffire pour remplacer les religions positives qui s'effondrent. F. Buisson nous apprend qu'il « restera non pas une doctrine religieuse, mais une émotion religieuse qui, bien loin de contredire ou la science, ou l'art, ou la morale, ne fera que les replonger dans le sentiment d'une profonde harmonie avec la vie de l'Univers » (1). Voilà, si je n'ai la berlue, du triple galimatias.

« De quoi vivra-t-on après nous ? » Voilà le grand problème que Renan a posé et que la bourgeoisie ne résoudra pas. Si l'on pouvait avoir quelque doute sur ce point, les niaiseries que débitent les moralistes officiels démontreraient que la décadence est désormais fatale ; ce ne sont pas des considérations sur l'harmonie de l'Univers (même en personnifiant l'Univers), qui pourront donner aux hommes ce courage que Renan comparait à celui qui possède le soldat montant à l'assaut. Le sublime est mort dans la bourgeoisie et celle-ci est donc condamnée

française : « Si vous voulez savoir pourquoi Racine et Molière, par exemple, n'ont pas atteint cette profondeur de pensée que nous trouvons dans un Shakespeare, ou dans un Goethe, ..., cherchez la femme, et vous trouverez que la faute en est à l'influence des salons et des femmes. » (*Evolution des genres*, p. 428.)

(1) *Questions de morale* (conférences par plusieurs professeurs) dans la *Bibliothèque des sciences sociales*, p. 328.

à ne plus avoir de morale (1). La liquidation de l'affaire Dreyfus, dont les dreyfusards ont su tirer un si bon parti, à la grande indignation du *colonel Picquart* (2), a montré que le sublime bourgeois est une valeur de Bourse. Dans cette affaire se manifestèrent toutes les fautes intellectuelles et morales d'une classe atteinte de folie.

III

Avant d'examiner quelles sont les qualités que l'économie moderne requiert des producteurs libres, nous devons analyser les parties dont se compose la morale. Les philosophes ont toujours quelque peine à voir clair dans ces problèmes éthiques, parce qu'ils constatent l'impossibilité de ramener à l'unité les idées qui ont cours simultanément dans une classe, et qu'ils s'ima-

(1) J'appelle l'attention sur l'extraordinaire prudence que montre Ribot dans sa *Psychologie des sentiments*, à propos de l'évolution de la morale ; il semble, d'après les analogies avec d'autres sentiments, qu'il aurait dû conclure à une évolution vers un état purement intellectuel et à la disparition de son efficacité ; mais il n'a pas osé conclure pour la morale comme pour la religion.

(2) Je fais allusion à un article publié dans la *Gazette de Lausanne*, au commencement de l'année 1906 et dont la *Libre Parole* du 2 avril donne un assez long extrait. Quelques mois après que j'écrivais ces lignes, Picquart était lui-même l'objet de faveurs exceptionnelles ; il avait été vaincu par les fatalités de la vie parisienne, qui ont terrassé des hommes plus forts que lui.

ginent cependant que leur devoir serait de tout ramener à l'unité. Pour arriver à se dissimuler l'hétérogénéité fondamentale de toute morale civilisée, ils recourent à une infinité de subterfuges, tantôt reléguant au rang d'exception, d'importation ou de survivance, tout ce qui les gêne, tantôt noyant la réalité dans un océan de termes vagues, et, le plus souvent, employant ces deux procédés pour mieux embrouiller la question. J'estime, au contraire, qu'un ensemble quelconque dans l'histoire des idées ne peut être bien connu que si on cherche à mettre en lumière toutes les contradictions. Je vais adopter ce parti et je prendrai pour point de départ l'opposition célèbre que Nietzsche a établie entre deux groupes de valeurs morales, opposition sur laquelle on a beaucoup écrit, mais que l'on n'a jamais convenablement étudiée.

A. — On sait avec quelle force Nietzsche a vanté les valeurs construites par les maîtres, par une haute classe de guerriers qui, dans leurs expéditions, jouissent pleinement de l'affranchissement de toute contrainte sociale, retournent à la simplicité de la conscience du fauve, redeviennent des monstres triomphants qui rappellent toujours « la superbe brute blonde rôdant, en quête de proie et de carnage », chez lesquels « un fond de bestialité cachée a besoin, de temps en temps, d'un exutoire ». Pour bien comprendre cette thèse, il ne faut pas trop s'attacher à des formules qui ont été parfois exagérées à dessein, mais aux faits historiques ; l'auteur nous apprend qu'il a en vue « l'aristocratie romaine, arabe, germanique ou japonaise, les héros homériques, les vikings scandinaves ».

C'est surtout aux héros homériques qu'il faut penser pour comprendre ce que Nietzsche a voulu expliquer à ses contemporains. On doit se rappeler qu'il avait été professeur de grec à l'Université de Bâle et qu'il a commencé sa réputation avec un livre consacré à glorifier le génie hellénique (*L'origine de la tragédie*). Il observe que, même à l'époque de leur plus haute culture, les Grecs avaient conservé conscience de leur tempérament aristocratique : « Notre audace, disait Périclès, s'est frayé un passage par terre et par mer, s'élevant partout d'impérissables monuments en bien et en mal. » Aux héros de la légende et de l'histoire hellénique s'applique ce qu'il admire dans « cette audace des races nobles, audace folle, absurde, spontanée ;... leur indifférence et leur mépris pour toutes les sécurités du corps, pour la vie, le bien-être. » — N'est-ce point particulièrement à propos de l'Achille de l'*Illiade* que l'on peut parler de « la gaieté terrible et de la joie profonde que goûtent [les héros] à toute destruction, à toutes les voluptés de la victoire et de la cruauté » (1) ?

C'est bien au type de la Grèce classique que Nietzsche fait allusion quand il écrit : « Les jugements de valeurs de l'aristocratie guerrière sont fondés sur une puissante constitution corporelle, une santé florissante, sans oublier ce qui est nécessaire à l'entretien de cette vigueur débordante : la guerre, l'aventure, la chasse, la danse, les jeux et exercices physiques et en général tout ce

(1) Nietzsche, *Généalogie de la morale*, trad. franç., pp. 57-59.

qui implique une activité robuste, libre et joyeuse (1). »

Le type très antique, le type achéen célébré par Homère, n'est pas un simple souvenir ; il a reparu plusieurs fois dans le monde. « Il y a eu pendant la Renaissance un réveil superbe de l'idéal classique, de l'évaluation noble de toutes choses » ; et après la Révolution, « se produisit tout à coup la chose la plus prodigieuse et la plus inattendue : l'idéal antique se dressa en personne et avec une splendeur insolite devant les yeux et la conscience de l'humanité... Apparut Napoléon, homme unique et tardif s'il en fut » (2).

Je crois que si Nietzsche n'avait pas été autant dominé par ses souvenirs de professeur de philologie, il aurait vu que *le maître* existe encore sous nos yeux, et que c'est lui qui fait, à l'heure actuelle, l'extraordinaire grandeur des Etats-Unis ; il aurait été frappé des singulières analogies qui existent entre le Yankee, apte à toutes les besognes, et l'ancien marin grec, tantôt pirate, tantôt colon ou marchand ; il aurait surtout établi un parallèle entre le héros antique et l'homme qui se lance à la conquête du Far-West (3). P. de Rousiers a peint, d'une manière excellente, le type du *maître* : « Pour devenir et rester

(1) Nietzsche, *op. cit.*, p. 43.

(2) Nietzsche, *op. cit.*, pp. 78-80.

(3) P. de Rousiers observe que dans toute l'Amérique on trouve à peu près le même milieu social, les mêmes hommes à la tête des grandes affaires ; mais « c'est dans les contrées de l'Ouest que se manifestent, avec le plus d'énergie, les qualités et les défauts de ce peuple extraordinaire ;... c'est là que se trouve la clef de tout le système social. » (*La vie américaine, Ranches, fermes et usines*, pp. 8-9, Cf. p. 261.)

Américain, il faut considérer la vie *comme une lutte et non comme un plaisir*, y rechercher l'effort victorieux, l'action énergique et efficace, plus que l'agrément, plus que le loisir embelli par la culture des arts, et les raffinements propres à d'autres sociétés. Partout .. nous avons constaté que ce qui fait réussir l'Américain, ce qui constitue son type, .. c'est la valeur morale, l'énergie personnelle, l'énergie agissante, l'énergie créatrice » (1). Le mépris si profond que le Grec avait pour le Barbare, le Yankee l'a pour le travailleur étranger qui ne fait point d'effort pour devenir vraiment américain. « Beaucoup de ces gens-là seraient meilleurs si nous en avions cure, disait au voyageur français un vieux colonel de la guerre de Sécession, mais nous sommes une race impérieuse » ; un boutiquier de Pottsville traitait devant lui les mineurs de Pensylvanie de « population déraisonnable » (2). Dans les *Débats* du 2 septembre 1902, J. Bourdeau a signalé l'étrange similitude qui existe entre les idées de A. Carnegie et de Roosevelt, et celles de Nietzsche, le premier déplorant qu'on gaspille de l'argent à entretenir des incapables, le second engageant les Américains à devenir des conquérants, une race de proie (3).

(1) De Rousiers, *La vie américaine, L'éducation et la société*, p. 325.

(2) De Rousiers, *La vie américaine, Ranches, fermes et usines*, pp. 303-305.

(3) Dans ce feuilleton. J. Bourdeau nous apprend que « Jaurès a fort étonné les Genevois. en leur révélant que le héros de Nietzsche, le *surhomme*, n'est autre que le prolétariat. » Je n'ai pu me procurer de renseignements sur cette conférence de Jaurès : espérons qu'il la publiera quelque jour.

Je ne suis pas de ceux qui regardent le type achéen, chanté par Homère, le héros indompté, confiant dans sa force et se plaçant au-dessus des règles, comme devant disparaître dans l'avenir. Si on a cru souvent à sa future disparition, c'est qu'on s'est imaginé que les valeurs homériques étaient inconciliables avec d'autres valeurs issues d'un principe tout autre ; Nietzsche avait commis cette erreur, qui devait s'imposer à tous les gens qui croient à la nécessité de l'unité dans la pensée. Il est tout à fait évident que la liberté serait gravement compromise si les hommes en venaient à regarder les valeurs homériques (qui sont bien près des valeurs cornéliennes) comme étant propres aux peuples barbares. Et bien des problèmes moraux cesseraient de forcer l'humanité au progrès, si quelque personnage révolté ne forçait le peuple à rentrer en lui-même. Et l'art, qui est bien quelque chose aussi, perdrait le plus beau fleuron de sa couronne.

Les philosophes sont mal disposés à admettre le droit pour l'art de maintenir le culte de la « volonté de puissance » ; il leur semble qu'ils devraient donner des leçons aux artistes et non en recevoir d'eux ; ils estiment que, seuls, les sentiments brevetés par les Universités ont le droit de se manifester dans la poésie. L'art, tout comme l'économie, n'a jamais voulu se plier aux exigences des idéologues ; il se permet de troubler leurs plans d'harmonie sociale ; l'humanité s'est trop bien trouvée de la liberté de l'art pour qu'elle songe à la subordonner aux fabricants de plates sociologies. Les marxistes sont habitués à voir les idéologues prendre les choses à l'envers et, à l'encontre de leurs ennemis, ils doivent regarder l'art comme une

réalité qui fait naître des idées et non comme une application d'idées.

B. — Aux valeurs construites par les *maîtres*, Nietzsche oppose le système construit par les castes sacerdotales, l'idéal ascétique contre lequel il a accumulé tant d'invectives. L'histoire de ces valeurs est beaucoup plus obscure et plus compliquée que celle des précédentes ; l'auteur allemand cherche à rattacher l'origine de l'ascétisme à des raisons physiologiques que je n'examinerai pas ici. Il se trompe certainement lorsqu'il attribue aux Juifs un rôle prépondérant ; il ne semble pas du tout que l'antique judaïsme ait eu un caractère ascétique ; il a, sans doute, attaché, comme les autres religions sémitiques, de l'importance aux pèlerinages, aux jeûnes, aux prières prononcées dans un appareil misérable ; les poètes hébreux ont chanté un espoir de revanche qui existait au cœur de persécutés ; mais jusqu'au second siècle de notre ère les Juifs ont demandé cette revanche aux armes (1) ; — d'autre part, chez eux la vie de famille était trop forte pour que l'idéal monacal pût devenir important.

Si pénétrée de christianisme que soit notre civilisation moderne, il n'en est pas moins évident que, même au Moyen Age, elle a subi des influences étrangères à l'Eglise, en sorte que les anciennes valeurs ascétiques se sont transformées peu à peu. Les valeurs auxquelles le

(1) Il faut toujours bien prendre garde que le Juif du Moyen Age, devenu si résigné, ressemble beaucoup plus au chrétien qu'à ses ancêtres.

monde contemporain tient le plus et qu'il considère comme les vraies *valeurs de vertu*, ne se réalisent pas dans les couvents, mais dans la famille ; le respect de la personne humaine, la fidélité sexuelle et le dévouement pour les faibles constituent les éléments de moralité dont sont fiers tous les hommes d'un cœur élevé ; — c'est même très souvent à cela que l'on réduit la morale.

Lorsqu'on examine, avec un esprit critique, les écrits si nombreux qui ont trait aujourd'hui au mariage, on voit que les réformateurs sérieux se proposent de perfectionner les rapports familiaux de manière à assurer une meilleure réalisation de ces valeurs de vertu : ainsi, on demande que les scandales de la vie conjugale ne soient point étalés devant les tribunaux, que les unions ne soient plus maintenues quand la fidélité n'existe plus, que la tutelle des chefs ne soit pas détournée de son but moral pour devenir une exploitation, etc.

D'autre part, il est curieux d'observer à quel point l'Eglise méconnaît ces valeurs que la civilisation christiano-classique a produites : elle voit surtout dans le mariage un accord d'intérêts financiers et mondains ; elle est d'une extrême indulgence pour la galanterie ; elle ne veut pas admettre que l'union soit rompue quand le ménage est devenu un enfer, et ne tient nul compte de l'obligation de se dévouer. Les prêtres s'entendent à merveille pour procurer de riches dots aux nobles appauvris, au point qu'on a pu accuser l'Eglise de considérer le mariage comme un accouplement de gentils-hommes vivant en *marlous* et de bourgeoises réduites au rôle de *marmites*. Quand on la rétribue largement, elle a des raisons de divorce imprévues et trouve moyen

d'annuler des unions gênantes pour des motifs cocasses : « Est-ce qu'un homme sérieux, demande ironiquement Proudhon, un esprit grave, un chrétien, peut se soucier de l'amour de sa femme?... Passe encore si le mari qui demande le divorce, si la femme qui se sépare, alléguait le refus du *debitum* : alors il y aurait lieu à rupture, le service pour lequel le mariage est octroyé n'étant pas rempli (1). »

Notre civilisation en étant venue à faire consister presque toute la morale dans des valeurs dérivées de celles qu'on observe dans la famille normalement constituée, de là sont sorties deux très graves conséquences : 1° on s'est demandé si, au lieu de regarder la famille comme étant l'application de théories morales, il ne serait pas plus exact de dire que celle-ci est la base de ces théories ; 2° il a semblé que l'Eglise étant devenue incompétente sur l'union sexuelle, devait l'être aussi en morale. C'est bien à ces conclusions que Proudhon aboutissait : « La nature a donné pour organe à la Justice la dualité sexuelle... Produire de la Justice, tel est le but supérieur de la division androgyne : la génération et ce qui s'en suit, ne figure plus ici que comme accessoire » (2) — « Le mariage, par son principe et sa destination, étant *l'organe même du droit humain*, la négation

(1) Proudhon, *op. cit.*, tome IV, p. 99. — On sait que les théologiens n'aiment pas beaucoup que les curieux consultent leurs auteurs sur le devoir conjugal et sur la manière légitime de le remplir.

(2) Proudhon, *loc. cit.*, p. 212.

vivante du droit divin, est en contradiction formelle avec la théologie et l'Eglise » (1).

L'amour, par l'enthousiasme qu'il engendre, peut produire le sublime sans lequel il n'y aurait point de morale efficace. Proudhon a écrit à la fin de son livre sur la Justice des pages qui ne seront point dépassées sur le rôle qui appartient à la femme.

C. — Nous avons enfin à examiner des valeurs qui échappent à la classification de Nietzsche et qui ont trait aux *rapports civils*. A l'origine, la magie fut très mêlée à l'évaluation de ces valeurs ; chez les Juifs, on a rencontré, jusqu'aux temps récents, un mélange de préceptes hygiéniques, de règles sexuelles, de conseils relatifs à la probité, à la bienveillance ou à la solidarité nationale, le tout enveloppé de superstitions magiques ; ce mélange, qui paraît étrange au philosophe, eut sur leur moralité la plus heureuse influence, tant qu'ils pratiquèrent leur manière de vivre traditionnelle ; et on remarque, encore aujourd'hui, chez eux, une exactitude particulière dans l'exécution des contrats.

Les idées qui ont cours chez les moralistes modernes viennent, pour une très notable partie, de la Grèce décadente ; Aristote, vivant dans une époque de transition,

(1) Proudhon, *Œuvres*, tome XV, p. 469. Ceci est extrait de son mémoire en défense, présenté à la Cour de Paris, après sa condamnation à trois ans de prison pour le livre sur la Justice. — Il est digne d'observation que l'on accusait Proudhon d'attaquer le mariage ! Cette affaire est une des hontes qui ont déshonoré l'Eglise sous Napoléon III.

combina des valeurs anciennes avec les valeurs qui devaient dominer de plus en plus ; la guerre et la production avaient cessé de préoccuper beaucoup les gens des villes, qui cherchaient à s'assurer une douce existence ; il s'agissait surtout d'établir des rapports d'amitié entre des hommes bien élevés et la règle fondamentale sera donc de demeurer toujours dans un juste milieu ; la nouvelle morale devra s'acquérir surtout par les habitudes que prendra le jeune Grec en fréquentant une société cultivée. On peut dire que nous sommes ici sur le terrain de la morale des consommateurs ; il ne faut pas s'étonner si des théologiens catholiques trouvent encore la morale d'Aristote excellente, car ils se placent, eux aussi, au même point de vue des consommateurs.

Dans la civilisation antique, la morale des producteurs ne pouvait guère être que celle du maître d'esclaves et elle n'a point paru mériter de longs développements à l'époque où la philosophie fit l'inventaire des usages grecs. Aristote dit qu'il ne faut pas une science bien étendue et bien haute pour employer des esclaves : « Elle consiste seulement à savoir commander ce que les esclaves doivent savoir faire. Ainsi, dès qu'on peut s'épargner cet embarras, on en laisse la charge à un intendant, pour se livrer à la vie politique ou à la philosophie » (1) ; et un peu plus loin, il écrit : « Il faut donc avouer que le maître doit être pour l'esclave l'origine de la vertu, qui lui est spéciale, bien qu'il n'ait pas, en tant que maître, à lui communiquer l'apprentissage de ses travaux » (2). Nous

(1) Aristote, *Politique*, livre I, chap. II, 23.

(2) Aristote, *op. cit.*, livre I, chap. V, 11.

voilà bien sur le terrain des préoccupations d'un consommateur urbain, qui regarde comme un grave ennui l'obligation de prêter la moindre attention aux conditions de la production (1).

Quant à l'esclave, il n'aura besoin que d'une très faible vertu : « Il en aura ce qu'il en faut pour ne pas négliger ses travaux par intempérance ou paresse. » Il convient de le traiter avec douceur, quoique certaines personnes estiment que les esclaves sont privés de raison et ne sont propres qu'à recevoir des ordres (2).

Il est facile d'observer que, pendant très longtemps, les modernes n'ont pas cru qu'il y eût autre chose à dire des travailleurs que ce qu'en avait dit Aristote : on leur donnera des ordres ; on les reprendra avec douceur comme des enfants ; on les traitera comme des instru-

(1) Xénophon, qui, en toutes choses, représente une conception de la vie grecque fort antérieure à son temps, s'occupe de la manière de dresser un bon contremaître pour les travaux de la ferme (*Economique*, 12-14). Marx remarque que Xénophon parle de la division du travail dans l'atelier et cela lui paraît caractériser un instinct bourgeois (*Capital*, tome I, p. 159, col. 1) ; je crois que cela caractérise un observateur qui comprend l'importance de la production, importance que Platon ne connaît nullement. Dans les *Mémoires* (livre II, 7), Socrate conseille à un citoyen, ayant une nombreuse parenté à sa charge, d'organiser un atelier avec ses parents ; M. Flach suppose que c'est là une nouveauté (Leçon du 19 avril 1907) ; il me semble plutôt que c'est un retour à des mœurs plus anciennes. Les historiens de la philosophie me paraissent avoir été très hostiles à Xénophon parce qu'il est trop *vieux Grec* ; Platon leur convient mieux parce qu'il est plus *aristocrate*, et par suite plus détaché de l'économie.

(2) Aristote, *op. cit.*, livre I, chap. v, 9 et 11.

ments passifs qui n'ont pas besoin de penser. Le socialisme révolutionnaire serait impossible si le monde ouvrier devait avoir une telle *morale de faibles* ; le socialisme d'Etat s'en accommoderait parfaitement, au contraire, puisqu'il est fondé sur la division de la société en une classe de producteurs et une classe de penseurs, appliquant à la production les données de la science. La seule différence qui existerait entre ce prétendu socialisme et le capitalisme consisterait dans l'emploi de procédés plus ingénieux pour se procurer une discipline dans l'atelier.

Les moralistes officiels du Bloc travaillent, à l'heure actuelle, à créer des moyens de gouvernement moral qui remplaceraient la vague religion que G. de Molinari croit nécessaire au capitalisme. Il est très évident, en effet, que la religion perd chaque jour son efficacité dans le peuple ; il faut trouver autre chose, si l'on veut donner aux Intellectuels le moyen de continuer à vivre en marge de la production.

IV

Le problème que nous allons maintenant chercher à résoudre est le plus difficile de tous ceux que puisse aborder l'écrivain socialiste ; nous allons nous demander comment il est possible de concevoir le passage des hommes d'aujourd'hui à l'état de producteurs libres travaillant dans un atelier débarrassé de maîtres. Il faut bien préciser la question ; nous ne la posons point pour le monde devenu socialiste, mais seulement

pour notre temps et pour la préparation du passage d'un monde à l'autre ; si nous ne faisons pas cette limitation, nous tomberions dans l'utopie.

Kautsky est fort préoccupé de ce qui se produirait au lendemain d'une révolution sociale ; il propose une solution qui me semble être aussi faible que celle de G. de Molinari. Si les syndicats ont été assez forts pour décider les ouvriers actuels à abandonner leurs ateliers et à subir de grands sacrifices durant les grèves soutenues contre les capitalistes, ils seront sans doute assez forts pour ramener les ouvriers à l'atelier et obtenir d'eux un excellent travail régulier, lorsqu'il aura été reconnu que ce travail est commandé par l'intérêt général (1). Kautsky ne paraît pas, d'ailleurs, avoir une très grande confiance dans l'excellence de sa solution.

Il n'y a évidemment aucune comparaison à établir entre une discipline qui impose aux travailleurs un arrêt général du travail, et celle qui peut les amener à faire marcher des machines avec une adresse supérieure. L'erreur provient de ce que Kautsky est bien plus un idéologue qu'un disciple de Marx ; il aime à raisonner sur des abstractions et croit avoir fait avancer une question lorsqu'il est parvenu à grouper des mots ayant une allure scientifique ; la réalité sous-jacente l'intéresse moins que le décor scolastique. Bien d'autres ont commis, d'ailleurs, la même erreur que lui et se sont laissé duper par la variété des sens du mot *discipline* : on l'entend aussi bien pour parler d'une conduite régu-

(1) *Mouvement socialiste*, 15 février 1903, p. 310.

lière fondée sur des ardeurs de l'âme profonde que pour parler d'une contrainte extérieure.

L'histoire des anciennes corporations ne fournit pas de renseignements qui soient vraiment utilisables ; il ne semble pas qu'elles aient jamais eu pour effet de provoquer un mouvement progressif quelconque ; on pourrait plutôt penser qu'elles servaient à protéger la routine. Quand on examine de près le trade-unionisme anglais, il n'est pas douteux qu'il ne soit aussi fort imbu de routine industrielle.

L'exemple de la démocratie n'est pas capable, non plus, de jeter des lumières sur la question. Un travail conduit démocratiquement serait réglementé par des arrêtés, surveillé par une police et soumis à la sanction de tribunaux distribuant des amendes ou de la prison. La discipline serait une contrainte extérieure fort analogue à celle qui existe aujourd'hui dans les ateliers capitalistes ; mais elle serait probablement encore plus arbitraire en raison des calculs électoraux des comités. Quand on réfléchit aux singularités que présentent les jugements en matière pénale, on se convainc aisément que la répression serait exercée d'une manière fort peu satisfaisante. On semble être d'accord pour reconnaître que les petits délits ne peuvent pas être facilement jugés par les tribunaux, suivant les règles d'un rigoureux système juridique ; on a souvent proposé d'établir des conseils administratifs pour statuer sur le sort des enfants ; la mendicité est soumise, en Belgique, à un arbitraire administratif que l'on peut comparer à celui de la police des mœurs ; on sait que cette police, malgré d'innombrables réclamations, continue à être presque

souveraine en France. Il est même remarquable que pour les délits notables l'intervention administrative devienne tous les jours plus forte, car on accorde, de plus en plus, aux chefs des services pénitentiaires le pouvoir de tempérer ou même de supprimer les peines ; les médecins et les sociologues prêchent beaucoup pour ce système, qui tend à donner à la police un rôle aussi grand que celui qu'elle a eu dans l'Ancien Régime. L'expérience montre que le régime de l'atelier capitaliste est fort supérieur à celui de la police, en sorte qu'on ne voit pas trop comment il serait possible de perfectionner la discipline capitaliste au moyen des procédés dont dispose la démocratie (1).

J'estime qu'il y a quelque chose de juste dans l'hypothèse de Kautsky : celui-ci a eu l'intuition que le moteur du mouvement révolutionnaire devrait être aussi le moteur de la morale des producteurs ; c'est là une vue pleinement conforme aux principes marxistes, mais il convient d'appliquer cette idée tout autrement que n'a fait l'auteur allemand. Il ne faut pas croire que l'action du syndicat sur le travail soit directe, comme il le suppose ; l'influence doit résulter de médiations.

On arrive à un résultat satisfaisant en partant des très curieuses analogies qui existent entre les qualités les plus

(1) On pourrait même se demander si l'idéal des démocrates honnêtes et éclairés ne serait pas, à l'heure actuelle, la discipline de l'atelier capitaliste. Le renforcement du pouvoir attribué aux maires et aux gouverneurs d'Etat en Amérique me semble être un signe de cette tendance. (Ostrogorski, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, tome II, p. 517.)

remarquables des soldats qui firent les guerres de la Liberté, celles qu'engendre la propagande faite en faveur de la grève générale et celles que l'on doit réclamer d'un travailleur libre dans une société hautement progressive. Je crois que ces analogies constituent une preuve nouvelle (et peut-être décisive) en faveur du syndicalisme révolutionnaire.

Pendant les guerres de la Liberté, chaque soldat se considérait comme étant un *personnage* ayant à faire quelque chose de très important dans la bataille, au lieu de se regarder comme étant seulement une pièce dans un mécanisme militaire confié à la direction souveraine d'un maître. Dans la littérature de ces temps, on est frappé de voir opposer constamment les *hommes libres* des armées républicaines aux *automates* des armées royales ; ce n'étaient point des figures de rhétorique que maniaient les écrivains français ; j'ai pu me convaincre, par une étude approfondie et personnelle d'une guerre de ce temps, que ces termes correspondaient parfaitement aux véritables sentiments du soldat.

Les batailles ne pouvaient donc plus être assimilées à des jeux d'échecs dans lesquels l'homme est comparable à un pion ; elles devenaient des accumulations d'exploits héroïques, accomplis par des individus qui puisent dans leur propre enthousiasme les motifs de leur conduite. La littérature révolutionnaire n'est pas totalement mensongère lorsqu'elle rapporte un si grand nombre de mots grandiloquents qui auraient été lancés par des combattants ; sans doute, aucune de ces phrases ne fut énoncée par les gens auxquels on les attribua ; la forme est due à des hommes de lettres habitués à manier la déclama-

tion classique ; mais le fond est réel, en ce sens que nous avons, grâce aux mensonges de la rhétorique révolutionnaire, une représentation parfaitement exacte de l'aspect sous lequel les combattants voyaient la guerre, l'expression vraie des sentiments qu'elle provoquait et la *tonalité même des combats tout homériques* qui se livraient alors. Je ne pense point que jamais aucun des acteurs de ces drames ait protesté contre les paroles qui lui furent prêtées ; c'est que chacun y retrouvait son âme intime sous des détails fantastiques (1).

Jusqu'au moment où parut Napoléon, la guerre n'eut point le caractère scientifique que les théoriciens ultérieurs de la stratégie ont cru parfois lui attribuer ; trompés par l'analogie qu'ils trouvaient entre les triomphes des armées révolutionnaires et ceux des armées napoléoniennes, les historiens ont imaginé que les généraux antérieurs à Napoléon avaient fait de grands plans de campagne : de tels plans n'ont pas existé ou n'ont eu qu'une influence infiniment faible sur la marche des opérations. Les meilleurs officiers de ce temps se rendaient compte que leur talent consistait à fournir à leurs troupes les moyens matériels de manifester leur élan ; la victoire était assurée chaque fois que les soldats pouvaient donner libre carrière à tout leur entrain, sans être entravés par la mauvaise administration des subsistances et par la sottise des Représentants du peuple s'im-

(1) Cette histoire est encombrée aussi d'une foule d'aventures qui ont été fabriquées à l'imitation d'aventures réelles et qui ont une parenté évidente avec celles qui devaient rendre populaires. *Les trois mousquetaires*.

provisant stratèges. Sur le champ de bataille, les chefs donnaient l'exemple du courage le plus audacieux et n'étaient que des premiers combattants, comme de vrais rois homériques : c'est ce qui explique le grand prestige qu'acquirent immédiatement, sur de jeunes troupes, tant de sous-officiers de l'Ancien Régime que l'acclamation unanime des soldats porta aux premiers rangs, au début de la guerre.

Si l'on voulait trouver, dans ces premières armées, ce qui tenait lieu de l'idée postérieure d'une discipline, on pourrait dire que le soldat était convaincu que la moindre défaillance du moindre des troupiers pouvait compromettre le succès de l'ensemble et la vie de tous ses camarades — et que le soldat agissait en conséquence. Cela suppose qu'on ne tient nul compte des valeurs relatives des facteurs de la victoire, en sorte que toutes choses soient considérées sous un point de vue *qualitatif et individualiste*. On est, en effet, prodigieusement frappé des caractères individualistes que l'on rencontre dans ces armées et on ne trouve rien qui ressemble à l'obéissance dont parlent nos auteurs actuels. Il n'est donc pas du tout inexact de dire que les incroyables victoires françaises furent alors dues à des baïonnettes intelligentes (1).

(1) Dans une brochure qui a fait quelque scandale, le général Donop a dénoncé les effets ridicules de la discipline contemporaine ; il voudrait, comme Bugeaud et Dragomiroff, que chacun dans la bataille connût exactement le plan de ses chefs ; il trouve absurde « qu'on écarte et proscrive des actes de la guerre, qui mettent en jeu et à l'épreuve les facul-

Le même esprit se retrouve dans les groupes ouvriers qui sont passionnés par la grève générale ; ces groupes se représentent, en effet, la révolution comme un immense soulèvement qu'on peut encore qualifier d'individualiste : chacun marchant avec le plus d'ardeur possible, opérant pour son compte, ne se préoccupant guère de subordonner sa conduite à un grand plan d'ensemble sagement combiné. Ce caractère de la grève générale prolétarienne a été, maintes fois, signalé et il n'est pas sans effrayer des politiciens avides qui comprennent parfaitement qu'une révolution menée de cette manière supprimerait toute chance pour eux de s'emparer du gouvernement.

Jaurès, que personne ne songera à ne pas classer parmi les gens les plus avisés qui soient, a très bien reconnu le danger qui le menace ; il accuse les partisans de la grève générale de *morceler la vie* et d'aller ainsi contre la révolution (1). Ce charabia doit se traduire ainsi : les syndicalistes révolutionnaires veulent exalter l'individualité de la vie du producteur ; ils vont donc contre les intérêts des politiciens, qui voudraient diriger la révolution de manière à transmettre le pouvoir à une nouvelle minorité ; ils sapent les bases de l'État. Nous

tés les plus nobles de l'homme, dans les circonstances les plus difficiles et les plus tragiques, la pensée, l'âme humaine, dans la plénitude de toute la puissance que Dieu, le Dieu des armées, lui a concédée pour la défense et le triomphe des nobles causes » (*Commandement et obéissance*, pp. 14-19 et p. 37). Ce général a été l'un des chefs les plus éminents de notre cavalerie ; cette arme paraît avoir conservé un sentiment de la guerre bien supérieur à celui qui demeure dans les autres armes.

(1) Jaurès, *Etudes socialistes*, pp. 117-118.

sommes parfaitement d'accord sur tout cela ; et c'est justement ce caractère (effrayant pour les socialistes parlementaires, financiers et idéologues) qui donne une portée si extraordinaire à la notion de la grève générale.

On accuse les partisans de la grève générale d'avoir des tendances anarchistes ; on observe, en effet, que les anarchistes sont entrés en grand nombre dans les syndicats depuis quelques années et qu'ils ont beaucoup travaillé à développer des tendances favorables à la grève générale.

Ce mouvement s'explique de lui-même, en se reportant aux explications précédentes ; la grève générale, tout comme les guerres de la Liberté, est la manifestation la plus éclatante de la *force individualiste dans des masses soulevées*. Il me semble, au surplus, que les socialistes officiels feraient aussi bien de ne pas tant insister sur ce point ; car ils s'exposent ainsi à provoquer des réflexions qui ne seraient pas à leur avantage. On serait amené, en effet, à se demander si nos socialistes officiels, avec leur passion pour la discipline et leur confiance infinie dans le génie des chefs, ne sont pas les plus authentiques héritiers des armées royales, tandis que les anarchistes et les partisans de la grève générale représenteraient aujourd'hui l'esprit des guerriers révolutionnaires qui rossèrent, si copieusement et contre toutes les règles de l'art, les belles armées de la coalition. Je comprends que les socialistes homologués, contrôlés et dûment patentés par les administrateurs de l'*Humanité* aient peu de goût pour les héros de Fleurus, qui étaient fort mal habillés et qui auraient fait mauvaise figure dans les salons des grands financiers ; mais tout le monde ne

subordonne pas sa pensée aux convenances des commanditaires de Jaurès.

V

Nous allons maintenant chercher à signaler des analogies qui montreront comment le syndicalisme révolutionnaire est la grande force éducative que possède la société contemporaine pour préparer le travail de l'avenir.

A. — Le producteur libre dans un atelier de haut progrès ne doit jamais mesurer les efforts qu'il fournit à un étalon extérieur ; il trouve médiocres tous les modèles qu'on lui présente et veut dépasser tout ce qui a été fait avant lui. La production se trouve ainsi assurée de toujours s'améliorer en qualité et en quantité ; l'idée du progrès indéfini est réalisée dans un tel atelier.

Les anciens socialistes avaient eu l'intuition de cette loi lorsqu'ils avaient demandé que chacun produisit suivant ses facultés ; mais ils ne savaient pas expliquer leur règle qui, dans leurs utopies, semblait plutôt faite pour un couvent ou pour une famille que pour une société moderne. Quelquefois cependant, ils imaginaient chez leurs hommes une ardeur semblable à celle que nous fait connaître l'histoire de certains grands artistes : ce dernier point de vue n'est nullement négligeable, encore que les anciens socialistes n'aient pas approfondi ce rapprochement.

Toutes les fois que l'on aborde une question relative au progrès industriel, on est amené à regarder l'art comme une *anticipation* de la plus haute production — quoique l'artiste, avec ses caprices, semble être souvent aux antipodes du travailleur moderne (1). Cette analogie est justifiée par le fait que l'artiste n'aime pas à reproduire des types reçus ; *l'infinité de son vouloir* le distingue de l'artisan qui réussit surtout dans la reproduction indéfinie des types qui lui sont étrangers. L'inventeur est un artiste qui s'épuise à poursuivre la réalisation de fins que les gens pratiques déclarent, le plus souvent, absurdes, et qui passe assez facilement pour fou, s'il a fait une découverte considérable ; — les gens pratiques sont analogues aux artisans. Dans toutes les industries, on pourrait citer des perfectionnements considérables qui ont eu pour origine de petits changements opérés par des ouvriers doués du goût de l'artiste pour l'innovation.

Cet état d'esprit est encore exactement celui que l'on rencontre dans les premières armées qui soutinrent

(1) Quand on parle de la valeur éducative de l'art, on oublie souvent que les mœurs des artistes modernes, fondées sur l'imitation d'une aristocratie joviale, ne sont nullement nécessaires et dérivent d'une tradition qui a été fatale à beaucoup de beaux talents. — Lafargue paraît croire que le bijoutier parisien pourrait bien avoir besoin de se vêtir élégamment, de manger des huîtres et de courir les filles pour « reproduire la qualité artistique de sa main-d'œuvre ». (*Journal des économistes*, septembre 1884, p. 386.) Il ne donne aucune raison à l'appui de ce paradoxe ; on pourrait d'ailleurs observer que l'esprit du gendre de Marx est toujours obsédé par des préoccupations aristocratiques.

les guerres de la Liberté et celui que possèdent les propagandistes de la grève générale. Cet individualisme passionné manquerait totalement à des classes ouvrières qui auraient reçu leur éducation de politiciens ; elles ne seraient aptes qu'à changer de maîtres. Les *mauvais bergers* espèrent bien qu'il en sera ainsi ; et les hommes de Bourse ne leur donneraient pas d'argent s'ils n'étaient persuadés que le socialisme parlementaire est très compatible avec les pillages de la Finance.

B. — L'industrie moderne est caractérisée par un souci toujours plus grand de l'exactitude ; au fur et à mesure que l'outillage devient plus scientifique, on exige que le produit présente moins de défauts cachés et que sa qualité réponde ainsi parfaitement, durant l'usage, aux apparences.

Si l'Allemagne n'a point conquis encore la place qui devrait lui revenir dans le monde économique en raison des richesses minéralogiques de son sol, de l'énergie de ses industriels et de la science de ses techniciens, cela tient à ce que, pendant longtemps, ses fabricants crurent qu'il était habile d'inonder le marché avec de la camelote ; bien que la production allemande se soit fort améliorée depuis quelques années, elle ne jouit point encore d'une très haute considération.

Nous pouvons, ici encore, rapprocher l'industrie hautement perfectionnée et l'art. Il y a eu des époques durant lesquelles le public appréciait surtout les moyens par lesquels on créait des illusions ; mais ces procédés n'ont jamais été reçus dans les grandes écoles et ils

sont universellement condamnés par les auteurs qui ont une autorité dans l'esthétique (1).

Cette probité, qui nous semble aujourd'hui aussi nécessaire dans l'industrie que dans l'art, ne fut guère soupçonnée par les utopistes (2); Fourier, au début de l'ère nouvelle, croyait que la tromperie sur la qualité des marchandises était un trait caractéristique des relations entre civilisés; il tournait le dos au progrès et se montrait incapable de comprendre le monde qui se formait autour de lui; comme presque tous les professionnels de la prophétie, ce prétendu voyant confondait l'avenir avec le passé. Marx dira, tout au contraire, que « la tromperie sur la marchandise est injuste dans le système capitaliste de production », parce qu'elle ne correspond plus au système moderne des affaires (3).

Le soldat des guerres de la Liberté attachait une importance presque superstitieuse à l'accomplissement des moindres consignes. De là résulte qu'il n'éprouvait

(1) Voir dans *Les sept lampes de l'architecture* de Ruskin le chapitre intitulé : *Lampe de vérité*.

(2) Il ne faut pas oublier qu'il y a deux manières de raisonner sur l'art : Nietzsche reproche à Kant d'avoir « comme tous les philosophes médité sur l'art et le beau en *spectateur*, au lieu de viser le problème esthétique en se basant sur l'expérience de l'artiste, du *créateur*. » (*Généalogie de la morale*, trad. franç., p. 195.) A l'époque des utopistes, l'esthétique était un pur bavardage d'amateurs, qui ne manquaient pas de s'extasier sur l'habileté avec laquelle l'artiste avait su tromper son public.

(3) Marx, *Capital*, trad. franç., tome III, première partie, p. 375.

aucune pitié pour les généraux ou les fonctionnaires qu'il voyait guillotiner après quelque défaite, sous l'inculpation de manquement à leur devoir ; il ne comprenait point ces événements comme peut les juger l'historien d'aujourd'hui ; il n'avait aucun moyen pour savoir si vraiment les condamnés avaient commis une trahison ; l'insuccès ne pouvait être expliqué à ses yeux que par quelque faute très grave imputable à ses chefs. Le haut sentiment que le soldat avait de son propre devoir et l'excessive probité qu'il apportait dans l'exécution des moindres consignes, l'amenaient à approuver les mesures de rigueur prises contre les hommes qui lui semblaient avoir causé le malheur de l'armée et fait perdre le fruit de tant d'héroïsmes.

Il n'est pas difficile de voir que le même esprit se retrouve durant les grèves : les ouvriers vaincus sont persuadés que leur insuccès tient à la vilenie de quelques camarades qui n'ont pas fait tout ce qu'on avait le droit d'attendre d'eux : de nombreuses accusations de trahison se produisent, parce que la trahison peut seule expliquer, pour des masses vaincues, la défaite de troupes héroïques ; beaucoup de violences doivent ainsi se rattacher au sentiment que tous ont acquis de la probité qu'il faut apporter dans l'accomplissement des tâches. Je ne crois pas que les auteurs qui ont écrit sur les faits qui suivent les grèves, aient assez réfléchi sur l'analogie qui existe entre les grèves et les guerres de la Liberté, et, par suite, entre ces violences et les exécutions de généraux accusés de trahison (1).

(1) P. Bureau a consacré un chapitre de son livre sur le

C. — Il n'y aurait jamais de grandes prouesses à la guerre, si chaque soldat, tout en se conduisant comme une individualité héroïque, prétendait recevoir une récompense proportionnée à son mérite. Quand on lance une colonne d'assaut, les hommes qui marchent en tête savent qu'ils sont envoyés à la mort et que la gloire sera pour ceux qui, montant sur leurs cadavres, entreront dans la place ennemie; cependant ils ne réfléchissent point sur cette grande injustice et ils vont en avant.

Lorsque dans une armée le besoin de récompenses se fait très vivement sentir, on peut affirmer que sa valeur est en baisse. Des officiers qui avaient fait les campagnes de la Révolution et de l'Empire, mais qui ne servirent sous les ordres directs de Napoléon que durant les dernières années de leur carrière, furent très étonnés de voir mener grand tapage autour de faits d'armes qui, au temps de leur jeunesse, fussent passés inaperçus : « J'ai été comblé d'éloges, disait le général Duhesme, pour des choses qui n'eussent pas été remarquées à l'armée de Sambre-et-Meuse (1). » Le cabotinage était poussé par Murat jusqu'au grotesque, et les historiens n'ont pas assez remarqué quelle responsabilité

Contrat de travail à expliquer les raisons qui justifient le boycottage des ouvriers qui ne suivent pas leurs camarades dans les grèves : il estime que ces gens méritent leur sort parce qu'ils sont d'une valeur professionnelle et morale notablement inférieure. Cela me semble fort insuffisant pour rendre compte des raisons qui, aux yeux des masses ouvrières, expliquent ces violences.

(1) Lafaille, *Mémoires sur les campagnes de Catalogne de 1808 à 1814*, p. 336.

incombe à Napoléon dans cette dégénérescence du véritable esprit guerrier. Il était étranger à ce grand enthousiasme qui avait fait accomplir tant de merveilles aux hommes de 1794 ; il croyait qu'il lui appartenait de mesurer toutes les capacités et d'attribuer à chacun une récompense exactement proportionnée à ce qu'il avait accompli ; c'était déjà le principe saint-simonien qui entraînait en pratique (1) et tout officier était incité à se faire valoir. Le charlatanisme épuisa les forces morales de la nation alors que les forces matérielles étaient encore très considérables ; Napoléon forma très peu d'officiers généraux distingués et fit surtout la guerre avec ceux que la Révolution lui avait légués ; cette impuissance constitue la plus absolue condamnation du système (2).

On a souvent signalé la pauvreté des renseignements que nous possédons sur les grands artistes gothiques. Parmi les tailleurs de pierre qui sculptaient les images des cathédrales, il y avait des hommes d'un talent

(1) Le charlatanisme des saints-simoniens fut aussi dégoûtant que celui de Murat ; d'ailleurs l'histoire de cette école est inintelligible quand on ne la rapproche pas des modèles napoléoniens.

(2) Le général Donop insiste beaucoup sur l'insuffisance des lieutenants de Napoléon, qui obéissaient passivement à des ordres qu'ils ne cherchaient pas à comprendre et dont le maître surveillait minutieusement l'exécution (*op. cit.*, pp. 28-29 et pp. 32-34). Dans une telle armée, tous les mérites étaient théoriquement égalisés et comportaient des mesures ; mais pratiquement les erreurs de mesure étaient innombrables.

supérieur, qui semblent être demeurés toujours confondus dans la masse des compagnons ; ils ne produisaient pas moins des chefs-d'œuvre. Viollet-le-Duc trouvait étrange que les archives de Notre-Dame ne nous aient pas conservé de détails sur la construction de ce gigantesque monument et qu'en général les documents du Moyen Age soient très sobres de notices sur les architectes ; il ajoute que « le génie peut se développer dans l'ombre et qu'il est de son essence même de rechercher le silence et l'obscurité » (1). On pourrait même aller plus loin et se demander si les contemporains se doutaient que ces artistes de génie élevaient des édifices d'une gloire impérissable ; il me paraît très vraisemblable que les cathédrales n'étaient admirées que par les seuls artistes.

Cet effort vers le mieux qui se manifeste, en dépit de l'absence de toute récompense personnelle, immédiate et proportionnelle, constitue la *vertu secrète* qui assure le progrès continu dans le monde. Que deviendrait l'industrie moderne s'il ne se trouvait d'inventeurs que pour des choses qui doivent leur procurer une rémunération à peu près certaine ? Le métier d'inventeur est bien

(1) Viollet-le-Duc. *Dictionnaire raisonné de l'architecture française* tome IV, pp. 42-43. Ceci n'est pas en contradiction avec ce qu'on lit à l'article « architecte » ; on y apprend que les constructeurs inscrivaient souvent leur nom dans les cathédrales (tome I, pp. 109-111) ; on a conclu de là que ces œuvres n'étaient pas anonymes (Bréhier, *Les églises gothiques*, p. 17) ; mais que disaient ces quelques inscriptions aux gens de la ville ? Elles ne pouvaient avoir d'intérêt que pour les artistes qui venaient plus tard travailler dans le même édifice et qui connaissaient les écoles.

le plus misérable de tous. et cependant il n'est jamais abandonné. — Dans les ateliers, que de fois de petites modifications apportées dans le travail par des ouvriers ingénieux ont fini par provoquer, grâce à leur accumulation, de profonds perfectionnements, sans que les innovateurs aient jamais pu tirer un bénéfice durable et appréciable de leur ingéniosité? — Et même le simple travail aux pièces n'est-il point parvenu à engendrer un progrès lent, mais ininterrompu dans la productivité, progrès qui, après avoir quelque temps amélioré la situation de quelques travailleurs et surtout celle de leurs patrons, finit par profiter surtout aux acheteurs?

Renan se demandait ce qui fait agir les héros des grandes guerres : « Le soldat de Napoléon se disait bien qu'il serait toujours un pauvre homme ; mais il sentait que l'épopée à laquelle il travaillait serait éternelle, qu'il vivrait dans la gloire de la France. » Les Grecs avaient combattu pour la gloire ; les Russes et les Turcs se font tuer parce qu'ils attendent un paradis chimérique. « On ne fait pas le soldat avec la promesse des récompenses temporelles. Il lui faut l'immortalité. A défaut du paradis, il y a la gloire qui est une espèce d'immortalité (1). »

Le progrès économique dépasse infiniment nos personnes et profite beaucoup plus aux générations futures qu'à ceux qui le créent ; mais donne-t-il la gloire ? y a-t-il une épopée économique qui puisse enthousiasmer

(1) Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, tome IV, p. 491.
— Renan me semble avoir assimilé un peu légèrement la gloire et l'immortalité : il a été victime des figures de langage.

les travailleurs ? Le ressort de l'immortalité, que Renan regardait comme si puissant, est évidemment sans efficacité ici, car on n'a jamais vu des artistes produire des chefs-d'œuvre sous l'influence de l'idée que ce travail leur procurerait une place dans le paradis, comme les Turcs se font tuer pour jouir du bonheur promis par Mahomet. Les ouvriers n'ont même pas complètement tort lorsqu'ils regardent la religion comme un luxe bourgeois, parce qu'en effet la religion n'a pas de ressources pour faire perfectionner les machines et pour donner des moyens de travailler plus rapidement.

Il faut se poser la question autrement que ne fait Renan ; il faut savoir s'il y a, dans le monde des producteurs, des forces d'enthousiasme capables de se combiner avec la morale du bon travail, en sorte que, dans nos jours de crise, celle-ci puisse acquérir toute l'autorité qui lui est nécessaire pour conduire la société dans la voie du progrès économique.

Nous devons prendre garde que le sentiment très vif que nous avons de la nécessité d'une telle morale et le désir ardent que nous avons de la voir se réaliser, ne nous induisent à accepter des fantômes comme des puissances capables de remuer le monde. L'abondante littérature idyllique des professeurs de rhétorique est évidemment une pure vanité. Sont vains également les efforts tentés par tant de savants pour trouver dans le passé des institutions à imiter, qui seraient capables de discipliner leurs contemporains : l'imitation n'a jamais donné grand'chose de bon et a souvent engendré beaucoup de déboires ; combien n'est-elle pas absurde, l'idée d'emprunter à des structures sociales abolies des moyens propres à

contrôler une économie de la production qui se présente comme devant être, tous les jours davantage, en contradiction avec les économies précédentes ? N'y a-t-il donc rien à espérer ?

La morale n'est point destinée à périr parce que ses moteurs seront changés : elle n'est point condamnée à devenir un simple recueil de préceptes, si elle peut s'allier encore à un enthousiasme capable de vaincre tous les obstacles qu'opposent la routine, les préjugés et le besoin de jouissances immédiates. Mais il est certain que l'on ne trouvera point cette force souveraine en suivant les voies dans lesquelles voudraient nous faire entrer les philosophes contemporains, les experts en science sociale et les inventeurs de *réformes profondes*. Il n'y a qu'une seule force qui puisse aujourd'hui produire cet enthousiasme sans le concours duquel il n'y a point de morale possible, c'est la force qui résulte de la propagande en faveur de la grève générale.

Les explications précédentes ont montré que l'idée de la grève générale, rajeunie constamment par les sentiments que provoque la violence prolétarienne, produit un état d'esprit tout épique et, en même temps, tend toutes les puissances de l'âme vers des conditions qui permettent de réaliser un atelier fonctionnant librement et prodigieusement progressif : nous avons ainsi reconnu qu'il y a de très grandes parentés entre les sentiments de grève générale et ceux qui sont nécessaires pour provoquer un progrès continu dans la production. Nous avons donc le droit de soutenir que le monde moderne possède le moteur premier qui *peut* assurer la morale des producteurs.

Je m'arrête ici, parce qu'il me semble que j'ai accompli la tâche que je m'étais imposée ; j'ai établi, en effet, que la violence prolétarienne a une toute autre signification historique que celle que lui attribuent les savants superficiels et les politiciens ; dans la ruine totale des institutions et des mœurs, il reste quelque chose de puissant, de neuf et d'intact, c'est ce qui constitue, à proprement parler, l'âme du prolétariat révolutionnaire ; et cela ne sera pas entraîné dans la déchéance générale des valeurs morales, si les travailleurs ont assez d'énergie pour barrer le chemin aux corrupteurs bourgeois, en répondant à leurs avances par la brutalité la plus intelligible.

Je crois avoir apporté une contribution considérable aux discussions sur le socialisme ; ces discussions doivent désormais porter sur les conditions qui permettent le développement des puissances spécifiquement prolétariennes, c'est-à-dire sur la violence reliée à l'idée de grève générale. Toutes les vieilles dissertations abstraites deviennent inutiles sur le futur régime socialiste ; nous passons au domaine de l'histoire réelle, à l'interprétation des faits, aux évaluations éthiques du mouvement révolutionnaire.

Le lien que j'avais signalé, au début de ces recherches, entre le socialisme et la violence prolétarienne, nous apparaît maintenant dans toute sa force. C'est à la violence que le socialisme doit les hautes valeurs morales par lesquelles il apporte le salut au monde moderne.

APPENDICE

UNITÉ ET MULTIPLICITÉ

- I. Images biologiques qui favorisent l'idée d'unité ; leur origine.
- II. Unité antique et ses exceptions. — Mystique chrétienne et son influence sur la philosophie moderne. — Les droits de l'homme ; leurs conséquences et leur critique. — Utilité de la conception de l'homme *anhistorique*.
- III. La monarchie ecclésiastique. — Harmonie des pouvoirs. — Abandon de la théorie de l'harmonie ; idée d'absolu mieux comprise aujourd'hui.
- IV. Goût actuel des catholiques pour l'adaptation. — Indifférence de l'Etat. — Les luttes actuelles.
- V. Expériences contemporaines fournies par l'Eglise : parlementarisme ; sélection des groupes de combat ; multiplicité des formes.

I

Cette nouvelle édition des *Réflexions sur la violence* reproduit celle qui a paru en 1908 ; j'ai cru devoir y ajouter ce chapitre pour montrer combien se trompent les personnes qui s'imaginent opposer une raison irréfutable aux doctrines fondées sur la lutte de classe en

disant que, suivant le témoignage du bon sens, la notion de société est toute pénétrée de l'idée d'unité.

Que, dans beaucoup de circonstances, dans celles notamment qui sont les plus propres à agir sur les constructions de l'esprit qu'on rapporte au bon sens, l'unité de la société doive être prise en très sérieuse considération, c'est ce qu'aucune personne raisonnable ne songera à contester. On peut dire, en effet, que l'unité sociale nous presse de tous côtés, en quelque sorte, dans le cours ordinaire de l'existence, parce que nous sentons s'exercer, presque tout le temps, les effets d'une autorité hiérarchisée, qui impose des règles uniformes aux citoyens d'un même pays. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que si le bon sens est parfaitement adapté aux conditions des relations communes, il laisse, à peu près normalement, de côté les événements les plus graves de la vie, ceux dans lesquels s'accuse la valeur des volontés profondes ; on ne doit donc pas regarder comme certain que l'idée d'unité doive s'imposer à toute philosophie sociale.

Certaines habitudes de langage fort répandues aujourd'hui ont plus contribué que tous les raisonnements à populariser les préjugés unitaires. On a trouvé commode d'employer, très fréquemment, des formules dans lesquelles les organisations humaines sont assimilées à des organismes d'ordre supérieur : les sociologues ont retiré d'énormes avantages de ces manières de parler, qui leur permettaient de faire croire qu'ils possédaient une science très sérieuse, basée sur la biologie ; comme les naturalistes ont fait, durant le xix^e siècle, beaucoup de découvertes retentissantes, la sociologie a profité du prestige que possédait ainsi l'histoire naturelle. De telles

analogies socio-biologiques présentent l'idée d'unité avec une insistance singulière ; on ne peut, en effet, étudier les grands animaux sans être frappé de l'état d'extrême dépendance dans lequel sont les parties par rapport à tout le corps vivant. Cette liaison est même tellement étroite que beaucoup de savants crurent longtemps qu'il serait impossible d'appliquer à la physiologie les méthodes qui réussissaient si bien en physique ; l'unité naturelle se trouverait, pensaient-ils, compromise par les dispositifs artificiels de l'expérimentation, en sorte qu'on observerait seulement un être malade, analogue à ceux qui sont ruinés par des néoplasmes (1).

Il n'est pas nécessaire d'être un très profond philosophe pour s'apercevoir que le langage nous trompe constamment sur la véritable nature des rapports qui existent entre les choses. Bien souvent, avant de s'engager dans la critique dogmatique d'un système, il y aurait un très réel avantage à rechercher quelles sont les origines des images qui s'y rencontrent d'une manière fréquente. Dans le cas actuel, il est évident que les analogies socio-biologiques montrent la réalité au rebours de ce qu'elle est. Qu'on lise, par exemple, le livre fameux d'Edmond Perrier sur les *Colonies animales* : ce savant arrive à rendre convenablement intelligibles les phénomènes mystérieux qu'il veut décrire, en employant des images empruntées aux associations si variées que les hommes

(1) Les physiologistes s'arrangent pour que leurs expériences ne troublent pas le cours régulier des phénomènes d'une manière telle que l'animal puisse être assimilé à un malade.

forment entre eux : il suit ainsi une méthode très bonne, car il emploie des parties relativement assez claires de la connaissance pour faire entendre l'organisation de parties extrêmement obscures (1) ; mais il ne se doute pas un instant de la nature du travail auquel il se livre. Trompé par la doctrine des sociologues qui prétendent enseigner quelque chose de plus relevé que la biologie, il imagine que des recherches sur les colonies animales sont propres à fournir des bases à une science sociale destinée « à nous permettre de prévoir l'avenir de nos sociétés, d'en régler l'ordonnance et de justifier les contrats sur lesquels elles reposent » (2).

Après avoir utilisé, pour obtenir de bonnes descriptions biologiques, les abondantes ressources que nous fournissent les groupes humains, a-t-on le droit de reporter, comme font les sociologues, dans la philosophie sociale des formules qui avaient été construites au moyen d'observations faites sur les hommes, mais qui, au cours de leur adaptation aux besoins de l'histoire naturelle, ne sont évidemment pas sans avoir subi quelques modifications ? Pour pouvoir être convenablement appliquées aux

(1) Gournol observe, contre A. Comte, qu'il « n'y a rien de plus clair pour l'esprit humain, rien qui impose moins la surcharge d'un nouveau mystère, d'une nouvelle donnée irréductible, que l'explication du mécanisme social. Qui ne voit, dit-il, qu'en passant des phénomènes de la vie aux faits sociaux, on est en train de passer d'une région relativement obscure à une région relativement éclairée ? » (*Matérialisme, vitalisme, rationalisme*, p. 172).

(2) Edmond Perrier, *Colonies animales*, p. xxxii.

organismes, elles ont singulièrement défiguré la notion de la conscience humaine en supprimant ce que tout le monde regarde comme étant les plus nobles privilèges de notre nature.

Quand on compare entre elles les colonies animales, on peut les ranger sur une échelle d'évolution aboutissant à cette unité parfaite de toutes les activités partielles que nous révèle dans l'homme sa psychologie normale ; on peut dire de celles qui sont le moins dominées par un centre directeur, qu'elles possèdent déjà l'unité en puissance ; les divers moments se distinguent les uns des autres seulement par la concentration plus ou moins grande qu'ils présentent ; car il n'y a, nulle part, d'élément irréductible. Par contre, on a souvent dit que nos sociétés occidentales, grâce à leur culture chrétienne, offrent le spectacle de consciences qui ne parviennent à une pleine vie morale qu'à la condition de comprendre l'infinité de leur valeur (1) ; de telles sociétés sont donc inconciliables avec l'unité que nous révèlent les colonies animales. En ramenant dans la sociologie les images sociales que la biologie a arrangées pour ses besoins, on s'expose donc à commettre de graves contresens.

II

Les historiens ont souvent signalé que les sociétés antiques étaient beaucoup plus unitaires que les

(1) Taine, *Le gouvernement révolutionnaire*, p. 126. Cf. Hegel, *Philosophie de l'esprit*, trad. franç., tome II, p. 254.

nôtres (1). En lisant, au deuxième livre de la *Politique*, les arguments qu'Aristote oppose aux théories platoniciennes, on se rend bien compte que l'esprit des philosophes grecs avait été généralement dominé par l'idée que l'unité la plus absolue est le plus grand bien qu'on puisse souhaiter pour une cité (2) ; on est même amené à douter qu'Aristote eût osé présenter avec autant d'assurance ses conceptions anti-unitaires si, de son temps, les cités n'eussent été atteintes d'une irrémédiable décadence, en sorte que la restauration de l'ancienne discipline dût paraître étrangement utopique à ses lecteurs.

Il a bien existé, à toutes les époques probablement, des éléments anarchiques dans le monde : mais ces éléments étaient confinés sur les limites de la société, qui ne les protégeait pas ; le peuple ne parvenait à comprendre leur existence qu'en supposant l'existence de protecteurs mystérieux qui défendaient ces isolés contre les dangers qui les menaçaient ; de telles anomalies ne pouvaient avoir d'influence sur l'esprit des hommes qui cherchèrent à fonder en Grèce la science de la politique sur l'observation des choses qui arrivent le plus ordinairement.

Les mendiants, certains artistes ambulants et notamment les chanteurs, les bandits ont fourni les types les plus notables de l'isolement ; leurs aventures ont pu

(1) Dom Leclercq dit que le régime de l'Eglise espagnole, au temps des Wisigoths, nous montre un cas dans lequel l'idée unitaire de la Cité antique a survécu dans le christianisme (*L'Espagne chrétienne*, pp. xxxii-xxxiii).

(2) Aristote, *Politique*, livre II, chap. 1, 7.

donner naissance à des légendes qui charmaient les masses populaires ; ce charme provenait surtout de ce que ces aventures renfermaient d'extraordinaire ; l'extraordinaire ne pouvait entrer dans la philosophie classique des Grecs.

Je crois bien, cependant, qu'en dépit de cette règle Aristote s'est souvenu du héros grec, qui avait occupé une place si éminente dans les traditions nationales, quand il a parlé de la destinée réservée à l'homme de génie. Celui-ci ne peut être soumis aux lois communes ; on ne saurait le supprimer par la mort ou par l'exil ; la Cité n'a donc d'autre parti à prendre que celui de se soumettre à son autorité. Il faut observer que ces réflexions célèbres occupent seulement quelques lignes dans la *Politique* et, surtout, qu'Aristote semble regarder comme fort peu vraisemblable l'hypothèse de la réapparition de tels demi dieux (1).

Les ascètes étaient appelés à avoir une histoire bien autrement importante que les autres isolés. Les hommes qui se soumettent à des épreuves corporelles propres à frapper de stupeur l'imagination du peuple, sont regardés, dans tout l'Orient, comme étant placés au-dessus des conditions qui limitent les forces humaines ; en conséquence, ils passent pour être capables de réaliser dans la nature des choses aussi extraordinaires que sont les tortures qu'ils imposent à leur chair ; ce sont donc des thaumaturges d'autant plus puissants que leurs actes sont plus extravagants. Dans l'Inde ils deviennent faci-

(1) Aristote, *op. cit.*, livre III, chap. viii, 4 et chap. xi, 42.

lement des incarnations divines lorsque, de nombreux prodiges s'étant accomplis auprès de leur tombeau, les brahmanes trouvent avantageux de les déifier (1).

Les Grecs n'avaient point de goût pour ce genre de vie ; mais ils ont été influencés, quelque peu, par la littérature stoïcienne qui a puisé ses paradoxes les plus singuliers sur la douleur dans les pratiques de l'ascétisme oriental. Saint Nil, qui au ^{ve} siècle, adapta les maximes d'Épictète à l'enseignement de la vie spirituelle, ne fit que reconnaître la véritable nature de cette doctrine.

Le christianisme occidental transforma profondément l'ascétisme dans ses monastères ; il engendra cette multitude de personnages mystiques, qui, au lieu de fuir le monde, ont été dévorés par le désir de répandre autour d'eux leur action réformatrice et auxquels l'*expérience religieuse* donnait des forces surhumaines. Universaliser ces bienfaits de la grâce jusqu'alors presque exclusivement réservés aux moines, fut l'objectif principal de la Réforme : au lieu de dire, comme on le fait d'ordinaire, que Luther veut faire de chaque chrétien un prêtre, il serait plus exact de dire qu'il *attribue* à chaque fidèle convaincu quelques-unes des facultés mystiques que la vie spirituelle développe dans les couvents. Le disciple de Luther qui lit la Bible dans les dispositions d'âme que son maître appelle la *foi*, croit entrer en relations régulières avec le Saint-Esprit, tout comme les religieux avan-

(1) Lyall, *Études sur les mœurs religieuses et sociales de l'Extrême Orient*, trad. franç., pp. 42-48.

cés sur la voie mystique croient recevoir les révélations du Christ, de la Vierge ou des saints.

Ce postulat de la Réforme est manifestement faux ; il n'est pas facile à des hommes entraînés par tous les courants de la vie ordinaire, de pratiquer cette expérience du Saint-Esprit que Luther, en sa qualité de moine exalté, trouvait très simple. Pour le plus grand nombre des protestants actuels la lecture de la Bible est seulement une lecture édifiante ; constatant ainsi qu'ils ne reçoivent pas, en présence du texte sacré, les lumières surnaturelles qu'on leur avait promises, ils doutent de l'enseignement donné par leurs pasteurs : les uns vont à l'incrédulité la plus complète, tandis que d'autres se convertissent au catholicisme, parce qu'ils veulent, à tout prix, demeurer chrétiens. En ne rattachant pas les facultés mystiques aux conditions d'une vie exceptionnelle qui puissent les soutenir, les théoriciens de la Réforme ont commis une très grossière erreur qui devait, à la longue, amener la faillite de leurs Eglises ; nous ne nous occuperons ici que des conséquences que cette erreur a eues pour la philosophie.

On a souvent fait observer qu'il a, presque en tout temps, existé deux tendances divergentes dans le travail de la réflexion humaine ; on peut les distinguer, faute de meilleurs termes, par des noms empruntés à l'histoire du Moyen-Age et dire que les penseurs se divisent en *scolastiques* et en *mystiques*. Les auteurs du premier groupe croient que notre intelligence, en partant du témoignage des sens, peut découvrir comment les choses sont réellement, exprimer les relations qui existent entre les essences, dans un langage qui s'impose à tout homme raison-

nable, et ainsi parvenir à la science du monde extérieur. Les autres sont préoccupés des convictions personnelles ; ils ont une confiance absolue dans les décisions de leur conscience ; ils veulent faire partager, à ceux dont ils peuvent se faire écouter, leur manière de concevoir le monde ; mais ils n'ont aucune preuve scientifique à faire valoir.

Bien distinguer ces deux tendances devrait être l'objectif le plus important à proposer à la philosophie ; il ne semble pas que cette entreprise soit fort difficile à la condition qu'on corrige la conception que j'ai nommée scolastique, pour tenir compte de l'état actuel de la physique. Il ne faut pas dire que celle-ci part du témoignage des sens, mais qu'elle est fondée sur le fonctionnement de ces mécanismes à marche précise qu'emploie l'expérimentation moderne. La philosophie a été malheureusement fort égarée par la préoccupation protestante de cette expérience religieuse qui, d'après la Réforme, devrait se produire dans la vie journalière de tous les chrétiens mis en présence de la Bible et leur procurer une connaissance infailible. La philosophie a ainsi fermé les yeux sur les méthodes que suivaient les expérimentateurs ; elle s'est attachée à raisonner sur la signification humaine de la science et elle a cru qu'elle pouvait concilier de telles théories avec la certitude, tout en n'admettant plus la théorie des *espèces impresses* (1). La philosophie entreprenait de résoudre un problème absurde.

(1) Cette théorie se rattache probablement aux idées du droit le plus antique : les scolastiques disaient que la chose perçue met sur le sens une empreinte analogue à celle qu'un

Les difficultés souvent énormes que présente la doctrine de Kant, proviennent de ce que les deux tendances y sont mêlées d'une manière particulièrement compliquée. Les écrivains catholiques reprochent, sans cesse, à Kant d'avoir enseigné un subjectivisme qui peut conduire facilement au scepticisme ; il ne croyait point mériter une telle critique, habitué qu'il était à admettre que l'expérience religieuse nous fournit toute l'expression de la vérité compatible avec notre faiblesse humaine.

Les fameuses antinomies de la raison s'expliquent, avec une grande facilité, quand on les rattache aux tendances que j'ai indiquées. Si on modifie légèrement leurs énoncés, on trouve, en effet, deux conceptions opposées du monde, dont l'une est suggérée par la physique mathématique, et dont l'autre dérive de la méditation chrétienne. D'un côté on dit : les choses dont s'occupe la science (1) sont enfermées dans des limites ; on ne saurait leur assigner un commencement dans le temps ; elles sont divisibles à l'infini ; leurs changements sont soumis au déterminisme ; il n'y a point d'être nécessaire ; de l'autre côté on dit : ce qui est matériel n'a point de limites essentielles et peut toujours être ainsi augmenté ou diminué ; le monde a été créé ; les véritables réalités

cachet met dans la cire : l'essence de cette chose demeure ensuite présente dans toutes les opérations psychologiques de la connaissance. comme la personne juridique d'un contractant demeure présente dans toutes les procédures où intertient le contrat qu'il a scellé.

(1) Kant suppose que la science s'occupe de tout ce qui s'observe.

sont des choses simples (1) ; il y a de la liberté ; il existe un être nécessaire. Kant a tout brouillé !

Les erreurs de Kant doivent nous rendre indulgents pour des hommes qui n'avaient pas son génie philosophique et qui ont tiré de la mystique altérée et vulgarisée par le protestantisme des théories politiques fort défectueuses. Le protestantisme devait conduire des gens étrangers à toute considération historique à une hypothèse étrange : ils ont supposé que, pour atteindre les premiers principes sociaux, il fallait se représenter des consciences assez analogues à celles du moine qui vit constamment en présence de Dieu. Une telle hypothèse qui tranche tout lien entre le citoyen et les bases économiques, familiales ou politiques de la vie, a été introduite dans des constructions juridiques, dont l'importance a été énorme.

On comprend assez facilement que les premières sociétés américaines aient réglé leur droit public d'après les principes paradoxaux de la mystique ; leurs constitutions devaient avoir quelque chose de monacal, attendu que les puritains ressemblaient fort à des moines, éivrés de spiritualité ; leurs formules se sont maintenues aux Etats-Unis, en vertu du respect religieux qui n'a pas cessé de s'attacher au souvenir de ces illustres ancêtres. Cette littérature vint se mêler chez nous à celle de

(1) Kant a libellé l'antithèse de la deuxième antinomie de manière à opposer l'atomisme à la divisibilité infinie que suppose le calcul différentiel appliqué à la physique ; l'atomisme a été imaginé à l'origine pour pouvoir trouver dans l'ordre matériel des sortes de personnes juridiques.

Rousseau ; celui-ci avait rêvé une cité habitée par des artisans suisses et raisonné sur l'homme *anhistorique* d'après ses impressions de nomade. Les législateurs de la Révolution, grands admirateurs des Américains et de Jean-Jacques, crurent faire un chef-d'œuvre en proclamant les droits de l'homme absolu.

On a souvent cité les plaisanteries que faisait, en 1796, Joseph de Maistre à propos des travaux de nos assemblées constituantes ; elles avaient voulu faire des lois « pour l'homme. Or, disait-il, il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu, des Français, des Italiens, des Russes, etc ;... mais quant à l'homme, je déclare ne l'avoir rencontré de ma vie ; s'il existe, c'est bien à mon insu... Une constitution qui est faite pour toutes les nations, n'est faite pour aucune : c'est une pure abstraction, une œuvre scolastique faite pour exercer l'esprit d'après une hypothèse idéale et qu'il faut adresser à l'homme, dans les espaces imaginaires où il habite. Qu'est-ce qu'une constitution ? n'est-ce pas la solution du problème suivant ? Etant données la population, la religion, la situation géographique, les relations politiques, les richesses, les bonnes et les mauvaises qualités de chaque nation, trouver les lois qui lui conviennent ? (1) »

Les formules du spirituel écrivain reviennent à dire que les législateurs doivent être de leur pays et de leur

(1) Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, chap. vi, *ad finem*. — Il y a une grande analogie entre la formule citée ici et le sous-titre de l'*Esprit des lois* : « Des rapports que les lois doivent avoir avec la constitution de chaque gouvernement, les mœurs, le climat, la religion, le commerce. »

temps ; il ne semble pas d'ailleurs que les hommes de la Révolution aient oublié cette vérité autant que le dit Joseph de Maistre ; on a souvent remarqué que dans les cas mêmes où ils affichaient la prétention de raisonner sur l'homme *anhistorique*, ils avaient, d'ordinaire, travaillé à satisfaire les besoins, les aspirations ou les rancunes des classes moyennes contemporaines ; tant de règles relatives au droit civil ou à l'administration n'auraient pas survécu à la Révolution si leurs auteurs eussent toujours navigué dans des espaces imaginaires, à la recherche de l'homme absolu.

Ce qui est surtout digne d'être examiné de près dans l'héritage qu'ils nous ont laissé, c'est la coexistence d'un droit formulé pour les gens réels de ce temps et de thèses *anhistoriques*. L'histoire de la France moderne nous permet de déterminer avec précision quels inconvénients résultent de l'introduction de thèses de ce genre dans un système juridique. Les principes de 89 furent regardés comme formant le préliminaire philosophique de nos codes ; les professeurs se crurent obligés de prouver que ces principes peuvent servir à justifier les règles générales de la science qu'ils enseignaient : ils y parvinrent, parce que l'esprit peut, avec de la subtilité, venir à bout d'entreprises plus difficiles ; mais des écrivains habiles opposèrent à ces sophismes conservateurs d'autres sophismes, soit pour établir la nécessité de faire progresser le droit, soit même pour établir l'absurdité de l'ordre social actuel.

A Rome, quelque chose de très analogue s'était produit quand les juristes de l'époque antonine voulurent utiliser la philosophie stoïcienne pour éclairer leurs doc-

trines. Cette philosophie, issue de l'ascétisme oriental, ne pouvait raisonner que sur un homme étranger aux conditions de la vie réelle ; alors se produisit une dissolution de l'ancien ordre juridique. Les historiens ont été généralement si éblouis par le prestige que possèdent, dans la tradition des écoles, les textes que nous ont conservés les *Pandectes* (1), qu'ils n'ont pas vu, d'ordinaire, les conséquences sociales de ce grand travail de rénovation. Ils ont vanté les beaux *progrès* réalisés par la jurisprudence, mais ils n'ont pas reconnu qu'en même temps le respect que les anciens Romains avaient eu pour le droit, s'évanouissait (2). De même chez nous, les *progrès* juridiques (3) engendrés par l'introduction des principes de 89 dans notre législation, ont certainement contribué à avilir l'idée du droit.

Au cours du xix^e siècle, beaucoup de critiques dogmatiques ont été adressées à la doctrine de l'homme *anhistorique* ; on a, maintes fois, montré qu'il était impossible, en partant des droits accordés à cet être scolastique, de

(1) Cf. Renan, *Marc-Aurèle*, pp. 22-29.

(2) L'histoire des persécutions apporte des témoignages d'une très haute valeur ; les anciens Romains, si cruels, n'auraient pas songé à condamner des vierges au *lupanar* (Edmond Le Blant, *Les persécuteurs et les martyrs*). La décision prise par Marc-Aurèle contre les martyrs de Lyon me semble marquer une rétrogradation vers la barbarie (G. Sorel, *Système historique de Renan*, p. 335).

(3) J'emploie le mot *progrès* parce que je le trouve dans l'usage courant, pour parler de changements qui ne sont pas tous fort admirables.

construire une société qui ressemble à celles que nous connaissons. Si des théoriciens de la démocratie ont cru que cette entreprise était possible, c'est qu'ils avaient — sans toujours se rendre compte de la supercherie qu'ils employaient — fortement restreint le champ sur lequel cet homme absolu peut étendre l'action de sa libre volonté.

Une philosophie fondée sur des postulats empruntés à la vie mystique ne peut connaître que des isolés, ou des gens qui sont sortis de leur isolement par leur agrégation à un groupe où règnent exactement les mêmes convictions que les leurs. Pour trouver une application vraie et normale des principes que proclame la démocratie moderne, on sera donc conduit à aller observer ce qui se passe dans les couvents ; c'est ce que Taine a dit d'une manière excellente : « A la base de cette république [religieuse] se trouve la pierre angulaire dessinée par Rousseau..., un *contrat social*... ; seulement, dans le pacte monastique, la volonté des acceptants, est unanime, sincère, sérieuse, réfléchie, permanente, et, dans le pacte politique, elle ne l'est pas ; ainsi, tandis que le second contrat est une fiction théorique, le premier contrat est une vérité de fait (1). »

On serait assez tenté de conclure de cette critique qu'il faut abandonner toute considération sur l'homme *anhistorique* aux professeurs de rhétorique ; mais une telle conclusion soulèverait les protestations du plus grand nombre des moralistes ; ceux-ci sont habitués, depuis plus

(1) Taine, *Le régime moderne*, tome II, p. 108. Cf. p. 106 et p. 109.

d'un siècle déjà, à proposer une idée du devoir absolu (1), qui suppose, évidemment, que l'homme puisse se dégager des liens qui le rattachent aux conditions historiques. D'autre part, beaucoup de grandes choses de l'histoire ont été faites par des masses humaines qui, pendant un temps plus ou moins long, ont été dominées par des convictions, plus ou moins analogues aux forces religieuses, assez absolues pour faire oublier beaucoup des circonstances matérielles qui sont prises habituellement en considération dans le choix des directions à adopter. Si l'on veut exprimer ce fait dans un langage approprié aux procédés qu'on nomme scientifiques, juridiques ou logiques, il faut formuler des principes qui seront censés avoir été ceux d'hommes *anhistoriques*, plus ou moins poussés sur la voie de l'absolu. L'homme abstrait n'est donc pas, comme pensait Joseph de Maistre, un personnage inutile pour l'historien ; il constitue un artifice de notre entendement ; — il y a beaucoup d'artifices nécessaires dans le travail par lequel nous adoptons la réalité à notre intelligence.

La différence fondamentale qui existe entre les méthodes de la philosophie sociale et celles de la physiologie, nous apparaît maintenant plus clairement. Celle-ci ne peut

(1) Cf. Brunetière, *Questions actuelles*, p. 33. Cette idée avait été exprimée dans la célèbre maxime de Jésus : « Soyez parfaits comme votre Père céleste est parfait » (Mathieu, V. 48) ; la vie évangélique fut confinée dans les couvents après le triomphe de l'Eglise (Renan, *op. cit.*, p. 558) ; ici encore nous trouvons que la philosophie moderne s'est inspirée de la Réforme, qui prétendait unifier tout le monde chrétien sur le modèle monacal.

jamais considérer le fonctionnement d'un organe sans le rattacher à l'ensemble de l'être vivant ; on pourrait dire que cet ensemble détermine le genre dans lequel entre l'activité de cet élément. La philosophie sociale est obligée, pour suivre les phénomènes les plus considérables de l'histoire, de procéder à une *diremption*, d'examiner certaines parties sans tenir compte de tous les liens qui les rattachent à l'ensemble, de déterminer, en quelque sorte, le genre de leur activité en les poussant vers l'indépendance ; quand elle est arrivée ainsi à la connaissance la plus parfaite qu'elle puisse espérer atteindre, elle ne peut plus essayer de reconstituer l'unité rompue.

Nous allons faire une application de ces principes à l'histoire de l'Eglise et leur valeur pourra alors être mieux appréciée.

III

Il n'est pas douteux qu'aux débuts de notre ère et, très probablement, tout de suite après la mort de Jésus, les communautés chrétiennes s'organisèrent, d'une manière très solide, en prenant les monarchies orientales pour modèles : leurs chefs ne furent donc pas des magistrats populaires, comme l'ont écrit les protestants, mais des rois agissant en vertu d'une délégation divine (1). Grâce à cette administration théocratique, l'Eglise put rendre les plus grands services aux fidèles pendant que l'Etat

(1) G. Sorel. *op. cit.*, p. 421.

romain commençait à se décomposer (1) : elle leur assurait une justice plus régulière que celle des tribunaux officiels ; elle achetait la bienveillance de la police impériale pour éviter ses tracasseries (2) ; elle entretenait des bandes de pauvres qui pouvaient être d'un grand secours pour défendre les bourgeois paisibles contre les agitateurs des métropoles.

L'Empire, après la conversion de Constantin, acheva de donner à l'autorité épiscopale un prestige qui lui permit de s'imposer aux conquérants germaniques. Pendant plusieurs siècles, l'Eglise protégea, d'une manière très efficace, des groupes privilégiés dans lesquels se maintint une très bonne partie de la tradition romaine ; notre civilisation occidentale doit au catholicisme bien autre chose que la conservation de la littérature ancienne ; elle lui doit surtout ce qu'elle renferme d'esprit romain ; et nous pouvons nous rendre compte de la valeur prodigieuse de cet héritage en comparant les peuples qui y ont participé, aux Orientaux, qui ont tant de peine à comprendre nos institutions (3).

(1) Renan compare l'évêque du ⁱⁱⁱ^e siècle aux évêques grecs ou arméniens de la Turquie contemporaine (Renan, *op. cit.*, p. 586)

(2) Tertullien s'indigne de ce que l'Eglise peut ainsi modérer les persécutions (Tertullien. *De fuga*, 13).

(3) Les Allemands semblent avoir particulièrement profité des leçons de l'Eglise. Quand on examine la résignation avec laquelle ils acceptent l'inégalité, la stricte discipline qu'ils observent dans leurs associations comme à l'armée et à l'atelier, la tenacité dont ils l'ont preuve dans leurs entreprises, on ne peut faire autrement que de les comparer aux

Les théoriciens ecclésiastiques ont construit leurs doctrines en idéalisant ce glorieux passé de l'Eglise ; elle serait, suivant eux, la seule monarchie qui puisse prétendre faire dériver son autorité directement de Dieu ; contre les juristes protestants qui défendirent le droit divin des rois, les théologiens catholiques estiment qu'il y a dans les origines des pouvoirs temporels quelque chose de populaire (1), qui les met dans un état d'infériorité par rapport à la papauté. L'Eglise ne saurait donc être contrôlée par aucun souverain ; mais, dans la pratique, elle n'est pas dans des conditions aussi indépendantes qu'un royaume, parce qu'elle n'a pas un territoire distinct de celui des Etats ; elle est insérée dans des sociétés civiles ; ses fidèles sont en même temps citoyens. Deux couronnes peuvent facilement demeurer absolument sans relations, tandis que l'Eglise ne peut exécuter tout ce qu'elle juge être nécessaire pour l'accomplissement de sa mission, sans rencontrer, à tout instant, quelques-unes des relations sociales sur lesquelles la loi laïque a formulé, assez généralement, des règles ; il faut donc que l'Etat s'entende avec l'Eglise ou qu'il s'interdise de légiférer sur certaines matières.

Le christianisme a une tradition qui l'empêche de deve-

anciens Romains. La Réforme luthérienne les a longtemps préservés contre l'invasion des idées de la Renaissance et a ainsi prolongé pour eux l'influence de l'éducation romaine.

(1) Des catholiques contemporains s'exaltent, à ce sujet, sur l'esprit démocratique de l'Eglise ; les théologiens n'ont fait que suivre la doctrine des juristes impériaux qui avaient attribué aux empereurs une délégation du peuple romain (Taine, *loc. cit.*, p. 133).

nir une puissance militaire, analogue au califat musulman ; cela ne tient pas seulement aux doctrines des très anciens Pères (1), mais encore à ce que Théodose créa un système de gouvernement qui est demeuré « le rêve éternel de la conscience chrétienne, au moins, dans les pays romans » ; Renan a raison de dire que l'empire chrétien a été « la chose que l'Eglise, dans sa longue vie, a le plus aimée » (2). Durant le Moyen Age la papauté essaya de réaliser de grandes entreprises qui auraient été faciles avec la collaboration d'un Théodose et qui présentaient des difficultés inouïes en employant des forces groupées accidentellement sous son patronage ; les croisades, l'inquisition, les guerres italiennes nous montrent de bien médiocres résultats obtenus au moyen d'efforts désespérés ; cette expérience apporta la meilleure preuve qu'on pût désirer en faveur du système théodosien.

Les théologiens n'arrivent donc ni à l'unité, ni à une parfaite indépendance des deux pouvoirs ; ils rêvent une harmonie qui ne leur semble pas très difficile à obtenir, parce qu'ils se fient beaucoup plus aux raisonnements qui leur permettent de dire ce qui devrait exister, qu'à l'observation des faits. Les hommes auraient quelque

(1) Grégoire VII s'inspirait de très anciennes conceptions chrétiennes quand il dénonçait le pouvoir des princes comme ayant eu à l'origine un caractère de brigandage, qui permettait de le rattacher à l'action du diable « prince du monde » (Flach, *Les origines de l'ancienne France*, tome III, p. 297).

(2) Renan, *op. cit.*, p. 621 et pp. 624-625.

droit, au jugement de ces docteurs, d'accuser la Providence de manquer de sagesse si elle ne leur assurait pas normalement les moyens de jouir de tous les avantages que doivent procurer l'Eglise et l'Etat ; ces avantages ne sauraient être obtenus que si une harmonie parfaite règne entre les deux pouvoirs ; on conclut de ces prémisses que l'harmonie existera chaque fois que des abus ne viendront pas troubler le véritable ordre des choses que le raisonnement a découvert.

Cette heureuse harmonie avait été regardée comme dérivant naturellement des institutions, durant les temps qui suivirent la Contre-réformation et la consolidation des trônes. La monarchie était alors le gouvernement ordinaire des sociétés civilisées (1) ; l'harmonie ne pouvait manquer de produire ses bienfaits si les rois avaient, au même degré que les chefs de la hiérarchie chrétienne, une claire conscience de la lourde responsabilité qui pèserait sur eux en cas de conflit. Il suffisait, pensait-on que les hommes appelés à élever les princes s'appliquassent à leur inspirer pour l'épiscopat des sentiments analogues à ceux que Théodore éprouvait pour saint Ambroise.

L'histoire de l'Eglise au cours du xix^e siècle n'a pas été favorable à la doctrine de l'harmonie ; il y a eu, presque constamment, de graves difficultés entre les autorités ecclésiastiques et les gouvernements qui se sont succédés en France ; les préoccupations du temps présent

(1) Dans la première moitié du xviii^e siècle, Vico croyait que l'Angleterre était appelée à devenir une monarchie pure (Michelet, *Œuvres choisies de Vico*, p. 629).

ont conduit à examiner le passé sous un point de vue bien différent de celui qui avait été adopté par les anciens théoriciens ; on a vu que les conflits avaient été trop fréquents, à toutes les époques, pour qu'il fût possible de les regarder comme des faits abusifs ; il convenait plutôt de les assimiler aux guerres qui éclatèrent si souvent entre les puissances indépendantes qui se disputèrent l'hégémonie d'une partie de l'Europe.

Les auteurs ecclésiastiques, attribuant une importance capitale à l'éducation des consciences premières pour obtenir l'harmonie, rattachaient autrefois les conflits à des origines morales : l'orgueil des souverains, la cupidité des grands, la jalousie mesquine, méchante et parfois impie des légistes. Les savants du xix^e siècle ont introduit la règle d'expliquer les grandes choses seulement par de grandes causes ; on a trouvé, dès lors, ridicules les anciennes controverses des casuistes-historiens ; les luttes politico-ecclésiastiques ont été regardées comme ayant été motivées par des raisons du même ordre que celles qui permettent de comprendre les grandes guerres européennes.

Les travaux faits sur le Moyen Age par les apologistes de la papauté ont beaucoup contribué à confirmer cette interprétation. Voulant défendre les papes contre les gens qui avaient si souvent dénoncé leurs ambitions insatiables, beaucoup de catholiques se mirent à écrire l'histoire des querelles du Sacerdoce et de l'Empire dans un esprit *guelfe*. Ils soutinrent que les souverains pontifes avaient rendu d'immenses services à la civilisation en défendant les libertés italiennes contre le despotisme germanique. Cette manière toute politique de présenter

les plus grands conflits qui aient jamais existé entre l'Eglise et l'Etat, force à comparer les rapports normaux qui existent entre les deux pouvoirs, à ceux qui existent entre deux couronnes indépendantes.

L'ancienne doctrine de l'harmonie se trouve donc être devenue aussi chimérique, aux yeux des historiens modernes, que peut l'être celle des Etats-Unis d'Europe ; ce sont deux conceptions du même genre, ayant pour but de remplacer le fait de la *paix accidentelle* par la théorie d'une *union normale*. On disserte, de temps à autre, après boire dans des congrès de farceurs sur les Etats-Unis d'Europe ; mais aucune personne sérieuse ne s'occupe de ces balançoires.

Pendant longtemps les auteurs laïques ont examiné les affirmations du pouvoir papal, formulées pendant les querelles du Sacerdoce et de l'Empire, plutôt à un point de vue juridique qu'à un point de vue historique. Les légistes français avaient trouvé absurdes des thèses qui auraient rendu impossible l'ordre royal dont ils étaient les principaux représentants ; ils avaient posé les principes gallicans en vue de restreindre les prétentions ultramontaines dans des limites compatibles avec les principes de l'administration civile ; les historiens étaient disposés à traiter de paradoxes extravagants les choses que les légistes condamnaient avec tant de rigueur. Mais aujourd'hui on ne s'occupe plus de savoir dans quelle mesure les papes pouvaient avoir raison en droit et comment on aurait pu appliquer leurs théories dans la pratique ; on veut connaître quelles relations existent entre ces affirmations de l'autorité ecclésiastique et le

développement des conflits ; il n'est pas douteux qu'elles constituent une traduction idéologique très convenable de la lutte engagée par l'Eglise.

Quand on a bien compris la portée de ces anciens documents, on se rend mieux compte de ces revendications qui firent un si grand scandale dans le monde libéral lorsque fut publié en 1864 le *Syllabus* de Pie IX. L'Eglise a presque toujours eu la claire conscience que, pour remplir le rôle qui lui a été attribué par son fondateur, elle est tenue d'affirmer un droit absolu, bien que, dans la pratique elle soit disposée à accepter beaucoup de limitations à son autorité, en vue de faciliter la marche des sociétés civiles dans lesquelles elle est insérée. La *diremption* permet seule de reconnaître la loi intérieure de l'Eglise ; dans les périodes où la lutte est sérieusement engagée, les catholiques revendiquent pour l'Eglise une indépendance conforme à cette loi intérieure et incompatible avec l'ordre général réglé par l'Etat ; le plus souvent la diplomatie ecclésiastique arrange des accords qui dissimulent l'absolu des principes pour l'observateur superficiel. L'harmonie n'est qu'un rêve des théoriciens, qui ne correspond ni à la loi intérieure de l'Eglise, ni aux arrangements pratiques, et qui ne sert à rien expliquer dans l'histoire.

A chaque renaissance de l'Eglise, l'histoire a été bouleversée par des manifestations de l'indépendance absolue réclamée par les catholiques ; ce sont ces époques de renaissance qui révèlent ce qui constitue la *nature essentielle* de l'Eglise ; ainsi se trouve pleinement justifiée la méthode de *diremption* indiquée à la fin du § II.

IV

Aux yeux d'un très grand nombre de catholiques français, l'Eglise devrait abandonner ses anciennes *thèses* absolues aux loisirs des cuistres de collège. Ceux-ci qui connaissent seulement le monde par ce qu'en disent de vieux bouquins, ne pourront jamais arriver à comprendre comment fonctionne la société moderne ; il faut donc que des hommes dépourvus de préjugés s'appliquent à observer avec soin les phénomènes de la vie contemporaine ; l'Eglise gagnerait beaucoup à écouter les conseils de personnes qui ont le sentiment du convenable et du possible. On se résoudrait à remplacer la *thèse* par l'*hypothèse*, en faisant toutes les concessions qui sont nécessaires pour tirer le moins mauvais parti des conditions détestables au milieu desquelles doit vivre le catholicisme désormais.

On assure que cette politique d'extrême prudence est fondée sur les plus hautes considérations de philosophie scientifique. Le public catholique est presque toujours fort en retard sur le public profane (1) ; il adopte, comme des nouveautés très importantes, des modes qui commencent à passer ; le clergé est ainsi devenu, depuis quelques années, prodigieusement passionné pour la *Science*, au

(1) Huysmans assure qu'au « point de vue de la compréhension de l'art, le public catholique est à cent pieds au-dessous du public profane » (*La cathédrale*, p. 19). Cette infériorité n'est pas limitée à l'art !

point qu'il pourrait en remonter à M. Homais lui-même. La partie du clergé, qui se pique d'être à la hauteur des difficultés actuelles, a découvert le transformisme et aime à s'enivrer de discours sur le développement ; mais il y a bien des manières d'entendre ces mots ; il n'est pas douteux que pour les abbés modernes, plus ou moins traités de modernisme, évolution, adaptation et relativité correspondent à un même courant d'idées. En se proclamant transformistes, les catholiques veulent combattre l'ancien *fanatisme pour la vérité*, se contenter des théories les plus commodes, et n'avoir sur toutes choses que des opinions propres à leur concilier la faveur des gens indifférents en matière religieuse. Ce sont des *pragmatistes* d'un genre assez bas.

Il existe une bien grande différence entre la doctrine de l'harmonie et les basouillages transformistes qui plaisent tellement aux catholiques actuels. La première convenait à une Eglise active, puissante, toute pleine de l'idée d'absolu, qui condescendait souvent à limiter ses exigences pour ne pas trop gêner le fonctionnement de l'Etat, mais qui lui imposait, aussi souvent qu'elle pouvait, l'obligation de reconnaître les droits infinis qu'elle tenait de Dieu. Le second système convient à des gens dont la faiblesse a été éprouvée par de nombreuses défaites, qui vivent toujours dans la crainte de recevoir de nouveaux coups, et qui s'estiment trop heureux quand ils obtiennent un délai suffisant pour pouvoir contracter des habitudes conformes aux exigences des maîtres.

Cette tactique si savante n'a pas fort réussi à l'Eglise ; Léon XIII a été souvent célébré par les républicains et traité par eux de *grand pape* parce qu'il conseillait aux

catholiques de se soumettre aux nécessités du temps ; le couronnement de sa politique fut la dissolution des ordres religieux (1) ; Drumont a pu le rendre, plusieurs fois, responsable des désastres qui ont accablé l'Eglise de France (p. ex. *Libre parole*, 30 mars 1903) ; mais on pourrait dire aussi que les catholiques recueillirent les fruits amers de leur lâcheté et que jamais malheurs ne furent mieux mérités que les leurs. Une telle expérience ne doit pas être perdue pour les syndicalistes, auxquels on conseille si souvent d'abandonner l'absolu pour se confiner dans une politique sage, savante et toute préoccupée des résultats immédiats ; les syndicalistes ne veulent pas s'adapter et ils ont certainement raison, puisqu'ils ont le courage de subir les inconvénients de la lutte.

Il ne manque pas de catholiques pour estimer que la paix pourrait être obtenue dans la société contemporaine sans se soumettre à l'adaptation et sans chercher à réaliser l'harmonie impossible des anciens théologiens. Les difficultés que présente la coexistence des deux pouvoirs pourraient être réduites, en effet, à presque rien, le

(1) On remarqua en France que la protestation contenue dans la lettre du 29 juin 1901 contre la loi des associations est singulièrement mesquine. Que l'on compare cette vague littérature aux dépêches des 4^{er} et 8 juin 1903 relatives au voyage de Loubet à Rome : Léon XIII sentait bien la portée du *fait italien* qui blessait son orgueil, après avoir cru que les *faits français* n'avaient pas une grande portée, parce qu'il fondait les plus singulières espérances sur les résultats qui devait produire l'alliance franco-russe.

jour où le nombre des matières mixtes sur lesquelles s'exerçait jadis la compétition des deux souverainetés, aurait encore un peu diminué.

Dans les temps barbares l'extension démesurée des juridictions ecclésiastiques avait pu être bienfaisante, alors qu'il n'existait pas encore de tribunaux sérieusement organisés ; ce régime devait disparaître au fur et à mesure que l'Etat remplirait plus complètement ses fonctions ; les institutions laïques ont été, à juste titre, préférées parce qu'elles ont été mieux appropriées à l'économie : nul ne songe plus, par exemple, à traiter les testaments comme des actes religieux ; depuis des siècles, on a cessé de compléter les contrats par des serments promissoires dont les officialités examinaient les conséquences ; les clercs ont fini par être jugés comme les autres citoyens. Bien que les théologiens continuent à affirmer, avec la même force qu'autrefois, que l'Eglise peut seule créer de vrais mariages, la constitution de la famille lui échappe de la manière la plus complète ; le clergé ne parvient même plus à restreindre un peu efficacement la considération dont jouissent dans le monde, les gens qui se sont mariés civilement après divorce. Les richesses qui avaient été accumulées par les générations antérieures pour subvenir aux œuvres d'assistance catholique, ont été confisquées et ces œuvres ont été, en grande partie, laïcisées.

Les prescriptions fondamentales en vue desquelles a été instituée la monarchie religieuse, seraient, suivant l'opinion de beaucoup de personnes, fidèlement exécutées si l'Eglise se contentait de gouverner le culte public, les écoles d'enseignement théologique et les instituts monastiques ; — au cas où le droit commun serait suffi-

samment pénétré de l'idée de liberté, il pourrait suffire pour permettre au catholicisme d'accomplir cette mission ; — une entente ne serait plus nécessaire entre les chefs du pouvoir spirituel et ceux du pouvoir temporel ; au lieu de l'harmonie qui ne fut qu'un rêve de théoriciens, régnerait la plus parfaite indifférence.

On ne pourrait pas dire que l'Etat ignorerait complètement l'Eglise ; car le premier devoir du législateur est de bien connaître les conditions dans lesquelles chacune des personnes juridiques développe son activité ; il faudrait donc que les lois fussent rédigées de manière à ne pas entraver la libre expansion de l'Eglise.

Ce régime d'indifférence ne serait pas sans analogie avec celui que connut le judaïsme après la destruction du royaume de Juda (1). Les Juifs voulurent restaurer Jérusalem, mais uniquement pour en faire une sorte de grand couvent consacré aux rites du Temple ; parlant de l'administration de Néhémie, Renan écrit : « C'est une Eglise qui se fonde ce jour-là à Jérusalem et non pas une cité. Une foule qu'on amuse avec des fêtes, des notables dont on flatte la vanité par des honneurs de processions, ne sont pas les éléments d'une patrie : l'aristocratie militaire est nécessaire. Le Juif ne sera pas un citoyen ; il

(1) Les causes juridiques ne seraient pas les mêmes, encore que les résultats pussent se ressembler ; Renan fait, en effet, remarquer que « la liberté est définitivement une création des temps modernes. Elle est la conséquence d'une idée que l'antiquité n'eut pas, l'Etat garantissant les données les plus opposées de l'activité humaine et restant neutre dans les choses de la conscience, du goût, du sentiment » (*Histoire du peuple d'Israël*, tome IV, p. 82).

demeurera dans les villes des autres. Mais, hâtons-nous de le dire, il y a dans le monde autre chose que la patrie (1). » C'est précisément lorsqu'ils n'eurent plus de patrie que les Juifs arrivèrent à donner à leur religion une existence définitive ; pendant le temps de l'indépendance nationale, ils avaient été très portés à un syncrétisme odieux aux prophètes ; ils devinrent fanatiquement adorateurs de Iahvé quand ils furent soumis aux païens. Le développement du code sacerdotal, les Psaumes dont l'importance théologique devait être si grande, le Second-Isaïe (2) sont de cette époque. Ainsi la vie religieuse la plus intense peut exister dans une Eglise qui vit sous le régime de l'indifférence (3).

L'analogie que je propose ici, est particulièrement frappante pour le catholicisme qui existe dans les pays protestants. Sa hiérarchie, ses professeurs et ses couvents sont bien peu encombrants ; il est quelque chose d'aussi minime qu'était le judaïsme dans le monde persan. Il en est bien autrement pour le catholicisme français, dont les chefs ont été, jusqu'à ces derniers temps, mêlés à trop d'affaires pour qu'ils puissent accepter facilement la transformation de leur activité suivant le plan que j'ai

(1) Renan, *loc. cit.*, p. 81.

(2) Renan place ce livre avant le second Temple : je suis l'opinion d'Isidore Loëb qui me semble plus vraisemblable.

(3) Le judaïsme montre, dans sa littérature postérieure à la ruine de l'indépendance, une si singulière indifférence pour l'Etat que Renan s'en étonne comme d'un paradoxe : « Toutes les moineseries en sont là, dit-il. L'Eglise catholique, si dédaigneuse pour l'Etat, ne saurait vivre sans l'Etat » (*op. cit.*, tome III, p. 427).

indiqué plus haut. Le droit d'ouvrir des maisons d'enseignement leur paraît surtout important à maintenir ; ils sont persuadés, en effet, qu'écoles primaires et collèges doivent être dirigés de manière à faire pénétrer dans toute l'instruction des fidèles des formules théologiques, qu'ils jugent propres à assurer la direction des âmes au clergé ; de là résulte une ardente compétition entre l'Eglise et l'Etat.

Depuis une trentaine d'années, le gouvernement républicain est poussé par une sorte d'Anti-église, qui suit une politique ordinairement sournoise (1), parfois brutale et toujours fanatique en vue de ruiner les croyances chrétiennes en France. Cette Anti-église, aujourd'hui triomphante, veut profiter des succès inespérés qu'elle a obtenus depuis la révolution dreyfusienne ; elle estime que le régime de l'indifférence serait une duperie tant que l'Eglise a encore une notable influence ; sa grande préoccupation est de supprimer radicalement tout clergé régulier, ses chefs estimant, avec raison, que le clergé séculier ne saurait suffire pour maintenir le catholicisme.

(1) Par exemple la fameuse neutralité scolaire n'a été qu'un stratagème destiné à endormir la vigilance des catholiques : aujourd'hui les représentants officiels du gouvernement déclarent que le grand but à poursuivre dans l'école primaire est la suppression de la foi religieuse (Cf. le discours prononcé devant la *Ligue de l'enseignement* en 1906 à Angers par Aristide Briand).

V

La situation actuelle du catholicisme en France offre d'assez remarquables ressemblances avec celle du prolétariat engagé dans la lutte de classe pour que les syndicalistes aient un réel intérêt à suivre attentivement l'histoire ecclésiastique contemporaine. De même que dans le monde ouvrier on rencontre nombre de *réformistes* qui se regardent comme étant de grands savants en science sociale, le monde catholique abonde en hommes pleins de mesure, à ce qu'assurent leurs amis, très au courant du savoir moderne, connaissant les besoins de leur siècle, qui rêvent paix religieuse, unité morale de la nation, compromis avec l'ennemi. L'Eglise n'a pas les mêmes facilités que les syndicats pour écarter les mauvais conseillers.

Renan a fait remarquer que la recrudescence des persécutions romaines provoquait une recrudescence des idées sur l'apparition de l'Antechrist (1), et par suite de toutes les espérances apocalyptiques relatives au règne du Christ ; on peut donc comparer ces persécutions aux grandes grèves violentes qui donnent une si extraordinaire importance aux conceptions catastrophiques. Nous ne verrons plus de notre temps les atrocités qui furent commises durant les premiers siècles de notre ère ; mais Renan a, très justement encore, regardé les monastères comme propres à remplacer le martyre (2). Il n'est pas

(1) Renan, *Marc-Aurèle*, p. 337.

(2) Renan, *op. cit.*, p. 558.

douteux que certains ordres religieux ont été de très efficaces éducateurs d'héroïsme ; malheureusement, depuis nombre d'années les instituts monastiques semblent avoir fait de sérieux efforts pour prendre l'esprit séculier, en vue de mieux réussir auprès des gens du monde. Il résulte de cette nouvelle situation que l'Eglise manque aujourd'hui des conditions qui ont si longtemps provoqué l'apparition, soutenu l'énergie et popularisé la direction de chefs héroïques ; les conciliateurs n'ont plus à beaucoup craindre les gêneurs.

Les gens sages du catholicisme, comme les gens *sages* du monde ouvrier, estiment que, pour améliorer une situation difficile, la meilleure méthode à suivre consiste à se concilier la faveur des puissances politiques ; les collègues ecclésiastiques ont beaucoup contribué à développer dans leur clientèle cet esprit d'intrigue. L'Eglise a été fort surprise lorsqu'elle a expérimenté à ses dépens la valeur de cette *sagesse* ; le parlement a voté contre elle beaucoup de lois qui évidemment lui étaient dictées par la franc-maçonnerie ; des jugements fondés sur des considérants bizarres ont été multipliés contre les congrégations ; le public a accueilli, avec une extrême indifférence, les mesures les plus arbitraires ; tous les recours ont été ainsi fermés contre l'activité de l'Anti-église. Les catholiques ont été heureux d'entendre quelques voix éloquantes flétrir les lois injustes ; mais leur indignation s'est écoulée en littérature ; la seule résolution héroïque qu'ils aient été capables de prendre, a été celle de racoler quelques votes en faveur des Sganaralles qui repré-

sentent la religion d'une façon si comique au parlement (1).

La pratique des grèves a conduit les ouvriers à des pensées plus viriles : ils ne respectent guère toutes les feuilles de papier sur lesquelles des législateurs imbéciles inscrivent des formules mirifiques, destinées à assurer la paix sociale ; aux discussions des lois (2), ils substituent des actes de guerre ; ils ne permettent plus aux députés socialistes de venir leur donner des conseils ; les *réformistes* sont, presque toujours, obligés de se terrer pendant que les énergiques travaillent à imposer leur volonté victorieuse aux patrons.

Beaucoup de personnes estiment que, si les syndicats étaient assez riches pour pouvoir s'occuper largement d'œuvres d'aide mutuelle, leur esprit changerait ; la majorité des syndiqués aurait peur de voir les caisses sociales compromises par des condamnations pécuniaires prononcées à la suite d'actes trop peu légaux des révolutionnaires ; la tactique de ruse s'imposerait ainsi et la direction devrait passer aux mains de ces *roublards* avec lesquels des hommes d'Etat républicains peuvent toujours s'entendre. Le clergé est tenu par

(1) Dans la discussion qui s'engagea le 21 décembre 1906 à la Chambre sur les conditions dans lesquelles avait été expulsé de son palais le cardinal Richard, Denys Cochin tint l'emploi de *dupé* de comédie avec une grande autorité.

(2) Le 9 novembre 1906 Aristide Briand a déclaré à la Chambre que si les députés catholiques avaient refusé de s'occuper de la loi de Séparation, il n'aurait pu aboutir à élaborer le projet. L'utilité des parlementaires apparaît ici clairement !!

d'autres préoccupations économiques; il a pu, sans trop grand dommage pour lui, abandonner les biens des fabriques, parce que la générosité des fidèles peut lui permettre de vivre au jour le jour; mais il a peur de ne pouvoir continuer à célébrer le culte avec le matériel pompeux dont il a l'habitude de se servir; n'ayant pas un droit bien clair sur les églises, il ne saurait garantir aux personnes pieuses que leurs dons seront toujours affectés à accroître la splendeur du culte. C'est pour cette raison que des catholiques intrigants ne cessent de proposer à la papauté des plans de conciliation.

Les réunions d'évêques tenues après le vote de la loi de Séparation, montrèrent que le parti *modéré* l'aurait emporté dans l'Eglise de France si le régime parlementaire avait pu fonctionner. Les prélats n'étaient pas avares de solennelles déclarations affirmant les droits absolus de la monarchie religieuse (1); mais ils désiraient beaucoup ne pas créer d'embarras à Aristide Briand; bien des faits permettent de penser que le parlementarisme épiscopal aurait même eu pour résultat de donner aux ministres de la République, sous le régime de la Séparation, plus d'influence sur l'Eglise que n'en avaient eu jamais les ministres de Napoléon III. La papauté finit par adopter le seul parti raisonnable qu'elle pût prendre; elle supprima les assemblées générales, afin que les énergiques ne fussent pas entravés par les habiles; plus tard les catholiques français béniront Pie X qui a sauvé l'honneur de leur Eglise.

(1) Les congrès socialistes ne sont pas, non plus, avares de déclarations vouant la bourgeoisie à l'exécration.

Cette expérience du parlementarisme est bonne à étudier ; les syndicats doivent, eux aussi, redouter les grandes assises solennelles, dans lesquelles il est si facile au gouvernement d'empêcher toute résolution virile d'aboutir ; on ne fait pas la guerre sous la direction d'assemblées parlantes (1).

Le catholicisme a toujours réservé les fonctions de lutte à des corps peu nombreux, dont les membres avaient été sévèrement sélectionnés, grâce à des épreuves destinées à vérifier leur vocation ; le clergé régulier pratique ainsi cette règle, trop souvent oubliée par les écrivains révolutionnaires, qu'un chef trade-unioniste énonçait un jour devant de Rousiers : « On s'affaiblit en assimilant des éléments faibles » (2). C'est avec des troupes d'élite, parfaitement entraînées grâce à la vie monastique, prêtes

(1) Les républicains ne paraissent point disposés à pardonner à Pie X d'avoir déjoué leurs manœuvres : Aristide Briand s'est plaint, plusieurs fois à la Chambre de la conduite du pape ; il a même insinué qu'elle a pu être provoquée par l'Allemagne : « On était disposé à accepter la loi. Que s'est-il passé ? Je n'en sais rien. Une situation voisine a-t-elle influencé les décisions du Saint-Siège ? La situation actuelle dans ce pays devient-elle *la rançon d'une situation meilleure dans un autre pays* ?.. C'est un problème qui se pose et que j'ai le droit et le devoir de poser devant vos consciences » (Séance du 9 novembre 1906). Joseph Reinach se console de la méchanceté de Pie X, en proclamant que celui-ci a seulement « l'instruction d'un curé de campagne » (*Histoire de l'affaire Dreyfus*, tome VI, p. 427).

(2) De Rousiers, *Le trade-unionisme en Angleterre*, p. 93.

à affronter tous les obstacles et pleines d'une confiance absolue dans la victoire, que le catholicisme a pu, jusqu'ici, triompher de ses ennemis. Chaque fois qu'un péril redoutable est né pour l'Eglise, des hommes particulièrement aptes, comme les grands capitaines, à discerner les points faibles de l'armée adverse, ont créé des ordres religieux nouveaux, appropriés à la tactique qui convenait à la nouvelle guerre. Si aujourd'hui la tradition religieuse paraît si menacée, c'est qu'il ne s'est point organisé d'instituts propres à mener le combat contre l'Anti-église ; les fidèles conservent peut-être encore beaucoup de piété ; mais ils forment une masse inerte.

Il serait extrêmement dangereux pour le prolétariat de ne point pratiquer une division de fonctions qui a si bien réussi au catholicisme durant sa longue histoire ; il ne serait plus qu'une masse inerte destinée à tomber, comme la démocratie (1), sous la direction de politiciens qui vivent de la subordination de leurs électeurs ; les syndicats doivent moins chercher le très grand nombre des adhérents que le groupement des éléments forts ; les grèves révolutionnaires sont excellentes pour opérer une sélection, en éloignant les pacifiques qui ruineraient des troupes d'élites.

Cette division des fonctions a permis au catholicisme de présenter toutes les nuances : depuis les groupes dont la vie est comme noyée dans l'unité générale, jusqu'aux

(1) Le parti socialiste est devenu une cohue démocratique, puisqu'il renferme « des officiers, des gens décorés, des riches, des gros rentiers, des grands patrons » (Cf. un article de Lucien Roland dans le *Socialiste* du 29 août 1909).

réguliers qui sont voués à l'absolu. Le catholicisme se trouve, en raison de ses spécialisations religieuses, dans de bien meilleures conditions que le protestantisme : un vrai chrétien, suivant les principes de la Réforme, devrait pouvoir passer, à volonté, du type économique au type monacal ; cette alternance est beaucoup plus difficile à obtenir d'un individu que l'exacte discipline d'un ordre monastique. Renan a comparé les petites congrégations anglo-saxonnes aux couvents (1) ; ces groupes nous montrent que le principe de la Réforme est applicable pour des natures exceptionnelles ; mais l'action de ces sociétés est généralement moins féconde que celle du clergé régulier, parce qu'elle est moins soutenue par le grand public chrétien. On a souvent fait observer que l'Eglise adopta, avec une extrême facilité, les nouveaux systèmes qui furent mis en pratique, par des fondateurs d'ordres, en vue d'assurer la vie spirituelle ; par contre, les pasteurs protestants ont été, presque toujours, fort hostiles aux sectes ; c'est ainsi que l'anglicanisme a beaucoup à se repentir d'avoir laissé échapper les méthodisme à son contrôle (2).

La majorité des catholiques a pu ainsi demeurer étrangère à la poursuite de l'absolu et cependant collaborer très efficacement à l'œuvre de ceux qui, par le combat,

(1) Renan, *op. cit.*, p. 627.

(2) On a souvent cité à ce sujet une phrase de Macaulay, faisant observer que si Wesley eût été catholique, il eût sans doute fondé un grand ordre religieux (Macaulay, *Essais philosophiques*, trad. franç., p. 275 : Brunetière, *op. cit.*, pp. 37-38). — L'Amérique paraît mieux utiliser le zèle de ses sectaires que ne fait l'Angleterre.

entretenaient ou perfectionnaient les doctrines ; l'élite qui donnait l'assaut aux positions ennemies, recevait des concours matériels et moraux de la masse qui voyait en elle la réalité du christianisme. Suivant les points de vue auxquels on se placera, on aura le droit de considérer la société comme une unité ou comme une multiplicité de forces antagonistes : il y a une approximation d'uniformité économique-juridique généralement assez développée pour qu'on puisse dans un très grand nombre de cas, ne pas se préoccuper de l'absolu religieux qui est représenté dans l'Eglise ; d'autre part il y a beaucoup de questions très importantes qu'on ne saurait comprendre sans se représenter l'activité des institutions de combat comme prépondérante.

Des observations assez analogues peuvent être faites à propos des organisations ouvrières ; elles semblent devoir se diversifier à l'infini, au fur et à mesure que le prolétariat se sentira davantage capable de faire figure dans le monde ; les partis socialistes se croient chargés de fournir des idées à ces organisations (1), de les conseiller et de les grouper en une unité de classe, en même temps que leur action parlementaire établirait un lien entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie ; et on sait que les partis socialistes ont emprunté à la démocratie son grand amour de l'unité. Pour bien comprendre la réalité du mouvement révolutionnaire, il faut se placer à un point de vue diamétralement opposé à celui auquel se placent les politiciens. Un grand nombre d'organisations sont

(1) Prétention d'autant plus saugrenue ces partis manquent d'idées qui leur soient propres.

mêlées, d'une manière plus ou moins intime à la vie économique-juridique de l'ensemble de la société, en sorte que ce qu'il faut d'unité dans une société se produit automatiquement ; d'autres, moins nombreuses et bien sélectionnées, mènent la lutte de classe ; ce sont celles-ci qui entraînent la pensée prolétarienne, en créant l'unité idéologique dont le prolétariat a besoin pour accomplir son œuvre révolutionnaire ; — et les conducteurs ne demandent aucune récompense, bien différents en cela, comme en tant d'autres choses, des Intellectuels, qui prétendent se faire entretenir dans une vie joyeuse par les pauvres diables devant lesquels ils consentent à périr.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Lettre à Daniel Halévy	1
AVANT-PROPOS DE LA PREMIÈRE PUBLICATION (1906) . . .	51
CHAPITRE PREMIER. — Lutte de classe et violence.	
I. — Luittes des groupes pauvres contre les groupes riches. — Opposition de la démocratie à la division en classes. — Moyens d'acheter la paix sociale. — Esprit corporatif	63
II. — Illusions relatives à la disparition de la violence. — Mécanisme des conciliations et encouragements que celles-ci donnent aux grévistes. — Influence de la peur sur la législation sociale et ses conséquences	73
CHAPITRE II. — La décadence bourgeoise et la violence.	
I. — Parlementaires ayant besoin de faire peur. — Les méthodes de Parnell. — Casuistique : identité fondamentale des groupes de socialisme parlementaire	91
II. — Dégénérescence de la bourgeoisie par la paix. — Conceptions de Marx sur la nécessité. — Rôle de la violence pour restaurer les anciens rapports sociaux	100
III. — Relation entre la révolution et la prospé-	

rité économique. — Révolution française. — Conquête chrétienne. — Invasion des Barbares. — Dangers qui menacent le monde.	111
---	-----

CHAPITRE III. — **Les préjugés contre la violence.**

I. — Anciennes idées relatives à la Révolution. — Changement résultant de la guerre de 1870 et du régime parlementaire	123
II. — Observations de Drumont sur la férocity bourgeoise. — Le Tiers-Etat judiciaire et l'his- toire des tribunaux. — Le capitalisme contre le culte de l'Etat	132
III. — Attitude des dreyfusards. — Jugements de Jaurès sur la Révolution : son adoration du succès et sa haine pour le vaincu	143
IV. — L'antimilitarisme comme preuve d'un abandon des traditions bourgeoises.	150

CHAPITRE IV. — **La grève prolétarienne.**

I. — Confusion du socialisme parlementaire et clarté de la grève générale. — Les mythes dans l'histoire. — Preuve expérimentale de la valeur de la grève générale	155
II. — Recherches faites pour perfectionner le marxisme. — Manière de l'éclairer en partant de la grève générale : lutte de classe ; — pré- paration à la révolution et absence d'utopies ; — caractère irréformable de la révolution. . .	172
III. — Préjugés scientifiques opposés à la grève générale : doutes sur la science. — Les parties claires et les parties obscures dans la pensée. — Incompétence économique des parlements. .	189

CHAPITRE V. — **La grève générale politique.**

I. — Emploi des syndicats par les politiciens. — Pression sur les parlements. — Grèves généra- les de Belgique et de Russie	207
---	-----

II. — Différences des deux courants d'idées correspondant aux deux conceptions de la grève générale : lutte de classe : Etat ; élite pensante.	218
III. — Jalousie entretenue par les politiciens. — La guerre comme source d'héroïsme et comme pillage. — Dictature du prolétariat et ses antécédents historiques.	226
IV. — La force et la violence. — Idées de Marx sur la force. — Nécessité d'une théorie nouvelle pour la violence prolétarienne	240

CHAPITRE VI. — **La moralité de la violence.**

I. — Observations de P. Bureau et de P. de Roussiers. — L'ère des martyrs. — Possibilité de maintenir la scission avec peu de violences grâce à un mythe catastrophique	253
II. — Anciennes habitudes de brutalité dans les écoles et les ateliers. — Les classes dangereuses. — Indulgence pour les crimes de ruse. — Les délateurs	266
III. — La loi de 1884 faite pour intimider les conservateurs. — Rôle de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau. — Raison des idées actuelles sur l'arbitrage	281
IV. — Recherche du sublime dans la morale. — Proudhon. — Pas de genèse morale dans le trade-unionisme. — Le sublime en Allemagne et la notion catastrophique	295

CHAPITRE VII. — **La morale des producteurs.**

I. — Morale et religion. — Mépris des démocraties pour la morale. — Préoccupations morales de la <i>nouvelle école</i>	311
II. — Inquiétudes de Renan sur l'avenir du monde. — Ses prévisions. — Besoin du sublime.	325
III. — La morale de Nietzsche. — Rôle de la	

Ec. H
S 7134r

famille dans la genèse de la morale, théorie de Proudhon. — Morale d'Aristote.	333
IV. — Hypothèses de Kantsky. — Analogies entre l'esprit de grève générale et celui des guerres de la Liberté. — Effroi que cet esprit cause aux parlementaires.	345
V. — Le travailleur dans l'atelier de haute production, l'artiste et le soldat des guerres de la Liberté : désir de dépasser toute mesure : souci de l'exactitude : abandon de l'idée de l'exacte récompense.	354

APPENDICE. — **Unité et multiplicité.**

I. — Images biologiques qui favorisent l'idée d'unité : leur origine	367
II. — Unité antique et ses exceptions. — Mystique chrétienne et son influence sur la philosophie moderne. — Les droits de l'homme ; leurs conséquences et leur critique. — Utilité de considérations sur la conception de l'homme <i>anhistorique</i>	371
III. — La monarchie ecclésiastique. — Harmonie des pouvoirs. — Abandon de la théorie de l'harmonie : idée d'absolu mieux comprise aujourd'hui.	384
IV. — Goût actuel des catholiques pour l'adaptation. — Indifférence de l'Etat. — Les luttes actuelles.	392
V. — Expériences contemporaines fournies par l'Eglise : parlementarisme ; sélection des groupes de combat ; multiplicité des formes . . .	399

ÉTUDES SUR LE DEVENIR SOCIAL

Georges SOREL

Les illusions du progrès

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

31, rue Jacob et rue Saint-Benoit, 1

1911

Les illusions du progrès

LIBRARY

NOV 8 1968

THE ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Chez Marcel Rivière, éditeur à Paris :

Réflexions sur la violence , in-16.....	5	»
Introduction à l'économie moderne , in-18.	5	»
La décomposition du marxisme in-16	0 60	
La révolution dreyfusienne , in-16.....	0 60	
Le système historique de Renan , in-8.....	11	»

Aux « Cahiers de la Quinzaine », à Paris :

Les préoccupations métaphysiques des physiciens modernes , avant-propos de JULIEN BENDA, in-18.....	2	»
---	---	---

Librairie du Parti Socialiste, à Paris :

La ruine du monde antique , in-18	3 50	
--	------	--

Chez Paul Delesalle, à Paris :

Essai sur l'Église et l'État , in-8.....	2	»
---	---	---

Chez Sandron, éditeur à Palerme :

Saggi di critica del marxismo , traduction et préface de VITTORIO RACCA, in-8.....	3 50	
Insegnamenti sociali della economia con- temporanea , traduction et préface de VIT- TORIO RACCA, in-8	3 50	

Chez Lalerza, éditeur à Bari :

Considerazioni sulla violenza , traduction d'ANTONIO SARNO et introduction de BENE- DETTO CROCE, in-8.....	3 50	
---	------	--

AVANT-PROPOS

En décrivant les illusions du progrès, je me suis efforcé de suivre les conseils que Marx avait donnés aux hommes qui voudraient remonter, dans l'histoire des idées, jusqu'aux racines les plus profondes qu'une connaissance raisonnée puisse atteindre.

L'indifférence que les professionnels de l'histoire ont si généralement manifestée au sujet des méthodes historiques de Marx, doit s'expliquer, en bonne partie, par les goûts du public dont le suffrage assure l'illustration, les honneurs académiques et la fortune. Ce public, plus éclairé que studieux, ne déteste rien tant que des travaux capables de déranger sa quiétude habituelle. Il aime à lire et à s'instruire, mais à la condition que cela ne cause pas une grande fatigue ; il demande à ses auteurs de lui apporter des distinctions précises, des formules d'une application facile, des exposés d'une clarté au moins apparente ; peu lui importe que ces qualités cartésiennes ne se rencontrent que dans des travaux historiques tout à fait superficiels ; il se contentera de cette superficialité en raison de ces qualités cartésiennes.

Lorsqu'on procède à une investigation un peu approfondie de l'histoire, on s'aperçoit que les choses

présentent une complexité inextricable ; que l'entendement ne saurait les analyser et les décrire sans y faire apparaître des contradictions insolubles ; que la réalité demeure protégée par une obscurité que la philosophie respectera, si elle ne veut pas tomber dans le charlatanisme, le mensonge ou le roman. Un des grands avantages que présente la méthode marxiste (quand on l'entend bien) est de permettre le respect de ce mystère fondamental qu'une science frivole prétend écarter.

Les méthodes de Marx sont malheureusement plus célèbres que connues ; elles ont été définies, presque toujours, en formules d'une intelligence difficile ; on connaît un bien petit nombre d'exemples de leur application. Il y a une dizaine d'années, un professeur italien qui a fait de très louables efforts pour introduire les conceptions marxistes dans la culture universitaire de sa patrie, Antonio Labriola, avait annoncé qu'il ne tarderait pas à publier des études historiques conduites suivant les principes qu'il recommandait ; car il ne voulait pas « imiter, disait-il, ce maître qui du rivage enseignait la natation par la définition de la nage (1) » ; il est mort sans avoir tenu sa promesse.

Les commentateurs de Marx ne me semblent pas avoir eu la main heureuse quand ils ont cru trouver l'expression classique de la doctrine de leur maître dans la préface que celui-ci avait écrite en 1859 pour

(1) ANTONIO LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, trad. franç., première édition, p. 272.

la *Critique de l'Economie politique*. Ce texte fameux n'a point pour objet de fournir des règles propres à étudier une époque déterminée ; il y est surtout question des successions des civilisations ; c'est ainsi que le mot *classe* ne s'y rencontre même pas. Les formules qui servent à signaler le rôle de l'économie sont extrêmement concentrées, en partie symboliques et, par suite, d'une interprétation fort malaisée. Il ne faut donc pas s'étonner si l'on s'est donné beaucoup de libertés avec cette préface, que tant de gens citent sans l'avoir jamais sérieusement examinée.

Enrico Ferri, qui n'est pas seulement le chef du parti socialiste italien, mais qui a la prétention d'être un philosophe et un savant, nous a appris que Marx résume et complète par son *déterminisme économique* les deux « explications unilatérales et partant incomplètes, bien que positives et scientifiques » que l'on avait données de l'histoire : Montesquieu, Buckle, Metschnikoff avaient proposé un *déterminisme tellurique* ; les ethnologues avaient proposé un *déterminisme anthropologique*. Voici la formule que Ferri présente de la doctrine nouvelle : « Les conditions économiques — qui sont la résultante des énergies et des aptitudes ethniques agissant dans un milieu tellurique donné — sont la *base déterminante* de toutes les manifestations morales, juridiques, politiques de la vie humaine, *individuelle* et sociale » (1). Ce remarquable arlequin, composé de niaiseries, d'ab-

(1) E. FERRI, *Socialisme et science positive*, trad. franç., p. 152.

surdités et de contresens (1), constitue un des chefs-d'œuvre de cette science que les politiciens italiens nomment : science positive. L'auteur a été si content de son exposé du marxisme qu'il a éprouvé, quelques années plus tard, le besoin de se vanter d'avoir trouvé tout seul ces belles choses, alors que l'on ne connaissait pas encore les lettres dans lesquelles Engels donnait du matérialisme historique une interprétation plus large que celle qu'on lui avait longtemps donnée (2).

Je ne voudrais pas avoir l'air de comparer Enrico Ferri et Antonio Labriola; mais il ne me semble pas que ce dernier soit cependant parvenu à extraire de l'œuvre de Marx des règles capables de diriger les historiens. Il a pu seulement donner une idée générale des conceptions marxistes, en combinant quelques paraphrases de la préface de 1859 avec quelques indications tirées d'autres écrits. A l'époque où il publiait ses *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, on n'avait pas encore observé qu'il faut prendre de grandes précautions quand il s'agit de rapprocher des thèses éparses de Marx : suivant les

(1) Il est quelque peu absurde de dire que la vie individuelle est *déterminée* par les causes qui sont énoncées ici et qui ne sont nullement individuelles. Lorsque Marx a eu à parler de l'économie comme d'une base sur laquelle reposent les idéologies, il a employé des termes (*Basis, Grundlage*) propres à écarter l'idée que cette base fût active.

(2) E. FERRI, *Evolution économique et évolution sociale*, p. 27. Conférence faite à Paris le 19 janvier 1900.

questions qu'il avait à traiter, celui-ci considérait l'histoire sous des aspects bien divers, en sorte qu'il y a plusieurs systèmes historiques de Marx; et on ne saurait davantage trahir la philosophie marxiste qu'en prétendant combiner des affirmations qui n'ont de valeur que placées dans le système où elles figurent.

C'est au *Manifeste communiste* que j'emprunterai le texte qui me paraît s'appliquer le mieux à l'ordre des recherches entreprises ici : « Faut-il une perspicacité profonde pour comprendre que les idées des hommes, leurs aperçus concrets, comme leurs notions abstraites (*Vorstellungen, Anschauungen und Begriffe*) et en un mot leur conscience (*Bewusstsein*) se modifient (*sich ändert*) avec leurs conditions d'existence, avec leurs relations sociales, avec leur vie sociale (*Lebensverhältnissen, gesellschaftlichen Beziehungen, gesellschaftlichen Dasein*) ? L'histoire des idées (*Ideen*), que prouve-t-elle sinon que la production intellectuelle se métamorphose (*sich umgestaltet*) avec la production matérielle ? Les idées dominantes (*herrschenden Ideen*) d'un temps n'ont jamais été que les idées de la classe dominante (1). »

La théorie du progrès a été reçue comme un dogme à l'époque où la bourgeoisie était la classe

(1) *Manifeste communiste*, trad. ANDLER, p. 51. — Quel que soit le mérite de cette traduction, il est cependant nécessaire de rappeler souvent les termes allemands qui ont un sens technique (provenant de l'école hégélienne) que ne peut exactement rendre le français.

conquérante; on devra donc la regarder comme étant une doctrine bourgeoise; l'historien marxiste devra donc rechercher comment elle dépend des conditions au milieu desquelles on observe la formation, l'ascension et le triomphe de la bourgeoisie. C'est seulement en embrassant toute cette grande aventure sociale qu'on pourra se rendre vraiment compte de la place que le progrès occupe dans la philosophie de l'histoire.

Cette manière de concevoir l'histoire des classes est très opposée aux conceptions que nous trouvons presque universellement répandues autour de nous. Tout le monde admet sans peine qu'il y a dans nos sociétés une très grande hétérogénéité, que les professions, les situations de fortune et les traditions familiales produisent d'énormes différences dans les manières de penser des contemporains; beaucoup d'observateurs le montrent avec minutie. Proudhon a même pu écrire, sans accepter cependant les conceptions marxistes des classes (1), qu'une grande nation

(1) Il résulte de là de très grandes difficultés dans l'interprétation de Proudhon; le lecteur s'attend, à chaque instant, à voir apparaître la doctrine marxiste des classes et il est déçu. Je crois que Proudhon a été amené à ne pas entrer dans la voie où Marx s'est engagé, en raison de ses préoccupations morales: il regardait la fidélité conjugale comme étant l'élément le plus important de l'éthique; il ne voyait point que cette fidélité fût, d'une manière générale, sous la dépendance des conditions de classe; comme il était avant tout un grand moraliste, il devait conclure de

moderne fournit une « représentation de tous les âges de l'humanité », que les temps primitifs y sont figurés par « une multitude pauvre et ignorante que sa misère sollicite sans cesse au crime », qu'un deuxième étage de civilisation s'observe dans une « classe moyenne composée de laboureurs, d'artisans, de marchands » et qu'une « élite, formée de magistrats, de fonctionnaires, de professeurs, d'écrivains, d'artistes, marque le degré le plus avancé de l'espèce ». Et cependant, après avoir si fortement accusé les contradictions qui existent dans le monde, il ne peut abandonner l'idée qu'il y ait une volonté générale. « Demandez, dit-il, à ces intérêts divers, à ces instincts demi-barbares, à ces habitudes tenaces, à ces aspirations si hautes, leur pensée intime; classez tous les vœux suivant la progression naturelle des groupes; puis vous en dégagerez une formule d'ensemble, qui, embrassant les termes contraires, exprimant la tendance générale et n'étant la volonté de personne, sera le contrat social, sera la loi. »

Il me semble qu'en posant ainsi, sous une forme parfaitement claire, le problème de la volonté générale, Proudhon réduit à l'absurde le dogme unitaire que la démocratie oppose constamment à la doctrine de la lutte de classe. En effet, il serait de toute impossibilité de procéder au travail de synthèse qu'il demande. Lorsque l'historien parle d'une *tendance*

cette indépendance que toutes les idéologies sont des formations de l'esprit sur lesquelles la vie des classes n'exerce qu'une influence secondaire.

générale, il ne la déduit pas de ses éléments constituants, mais il la construit au moyen des résultats qui se sont traduits sur le cours de l'histoire. Proudhon lui-même paraît bien convenir que les choses se passent de cette manière, car il écrit, immédiatement après le passage cité plus haut : « C'est ainsi qu'a marché la civilisation générale, à l'insu des législateurs et des hommes d'Etat, sous le couvert des oppositions, des révolutions et des guerres (1) ». La synthèse s'est donc opérée en dehors de la pensée raisonnable.

On peut facilement se rendre compte que les mouvements sociaux supposent un nombre énorme de combinaisons; les récits des contemporains permettent de reconnaître beaucoup de calculs de prudence, beaucoup de compromis, beaucoup d'arbitrages imposés aux partis par des groupes capables d'exercer une action prépondérante; l'historien ne saurait prétendre suivre dans tous leurs détails ces échanges; à plus forte raison le philosophe ou l'homme d'Etat ne saurait les trouver avant qu'ils ne se soient manifestés dans leurs résultats.

Ce que l'historien s'efforce surtout de connaître et ce qui d'ailleurs est le plus facile à connaître, c'est l'idéologie des vainqueurs. Elle dépend de toutes les aventures historiques dont il vient d'être question. Elle tient, de diverses manières, aux instincts, aux

(1) PROUDHON, *Philosophie du progrès*, p. 99.

habitudes, aux aspirations de la classe dominante. Elle a aussi des relations multiples avec les conditions sociales des autres classes. Les liens qu'on peut signaler entre l'idéologie dominante et tous ses points d'attache, ne sauraient être définis complètement, en sorte qu'il y a du charlatanisme et de la puérilité, tout à la fois, à parler d'un *déterminisme historique*; tout ce qu'on peut espérer faire, c'est de projeter une certaine lumière sur les chemins que doit suivre l'historien pour se diriger vers les sources des choses.

La démocratie a horreur des conceptions marxistes, parce qu'elle recherche toujours l'unité; ayant hérité de l'admiration que l'Ancien Régime avait pour l'Etat, elle estime que le rôle de l'historien se borne à expliquer l'action gouvernementale au moyen des idées qui triomphent dans le milieu des maîtres.

On peut même dire que la démocratie a perfectionné la théorie unitaire. Jadis, on supposait que, dans une monarchie parfaitement réglée, aucune voix discordante n'avait le droit de s'élever contre le prince; maintenant, on affirme que chaque citoyen a voulu (au moins d'une manière indirecte) tout ce qui lui est commandé; c'est ainsi que les actes du gouvernement reflètent la volonté générale à laquelle chacun de nous est censé participer. Cette volonté générale est possible parce que les pensées des hommes sont, à chaque époque, subordonnées à certaines idées que l'on rencontre à l'état pur chez les personnages parfaitement éclairés, libres de notions traditionnelles et assez désintéressés pour obéir à la

voix de la raison. Devant ces idées — que personne n'a et que tout le monde est supposé partager — s'effacent les causes réelles des actes humains, causes que l'on peut, au moins, saisir en gros dans les classes. Les idées dominantes considérées en dehors des classes constituent quelque chose d'aussi chimérique qu'était l'homme abstrait dont Joseph de Maistre déclarait n'avoir jamais rencontré de spécimen, et pour lequel cependant les législateurs de la Révolution prétendaient avoir fait leurs lois. Nous savons aujourd'hui que cet homme abstrait n'était pas complètement fantaisiste; il avait été inventé pour remplacer, dans les théories du droit naturel, l'homme du Tiers-Etat; de même que la critique historique a rétabli les personnages réels, elle doit rétablir les idées réelles, c'est-à-dire revenir à la considération des classes.

La démocratie parvient à jeter le trouble dans les esprits, empêchant beaucoup de gens intelligents de voir les choses comme elles sont, parce qu'elle est servie par des avocats habiles dans l'art d'embrouiller les questions, grâce à un langage captieux, à une souple sophistique, à une énorme appareil de déclamations scientifiques. C'est surtout pour les temps démocratiques que l'on peut dire que l'humanité est gouvernée par le pouvoir magique de grands mots plutôt que par des idées, par des formules plutôt que par des raisons, par des dogmes dont nul ne songe à rechercher l'origine, plutôt que par des doctrines fondées sur l'observation.

J'ai pensé qu'il ne serait pas mauvais de soumettre

un de ces dogmes charlatanesques à une critique conduite suivant la seule méthode qui puisse nous garantir contre toute duperie, c'est-à-dire à une critique fondée sur une investigation historique des rapports des classes. Ayant trouvé à formuler ainsi quelques remarques qui m'ont paru intéressantes sur l'idéologie bourgeoise, je me suis permis de les soumettre au public. Plus d'une fois, j'ai fait l'école buissonnière; lorsque j'ai rencontré l'occasion d'éclairer l'origine, le sens ou la valeur d'une idée moderne, j'ai cru pouvoir m'y arrêter; plusieurs de ces digressions me seront certainement pardonnées sans difficulté, parce qu'elles peuvent inciter plus d'un esprit doué de curiosité à faire de nouvelles et plus profondes applications des méthodes marxistes. Je me propose bien moins d'enseigner que de montrer comment il est possible de travailler en vue d'une plus grande vérité.

J'ai d'abord publié ces études sur le progrès dans le *Mouvement socialiste* (août-décembre 1906); j'ai pu alors constater que mon manque de respect pour les grands hommes que l'Université nous vante était de nature à blesser beaucoup de lecteurs. Revoyant de près mon texte et le remaniant parfois complètement, j'aurais modifié l'allure de ma discussion si j'avais tenu à plaire au public frivole. J'ai conservé le ton que j'avais adopté, non point pour imiter Marx qui se montra toujours si acerbe dans la polémique, non plus que pour attirer l'attention par une outrance de langage, mais parce que j'ai trouvé, à la réflexion, que de toutes les illusions que la bourgeoisie cherche

à propager, la plus absurde est le culte qu'elle prétend nous imposer pour des saints laïques infiniment peu respectables.

Parmi les écrivains qui se donnent pour les représentants officiels de la démocratie française, on rencontre pas mal d'admirateurs d'A. Comte; ce qu'ils admirent surtout en lui, c'est l'homme qui prétendait restaurer en France le respect par sa religion *néo-fétichiste*. Aujourd'hui, peu de personnes sont assez naïves pour supposer que les prières, les sacrements et les sermons positivistes puissent avoir grande influence sur le peuple; mais on met tout en œuvre pour développer la vénération envers les hommes plus ou moins illustres que la démocratie a adoptés pour héros. Beaucoup de gens espèrent que si les masses en viennent à accepter ce culte de ces prétendus représentants de l'humanité, elles auront peut-être aussi quelque respect pour les orateurs qui font profession de propager ce culte; — d'autant plus qu'il n'y a pas une si grande distance entre les nouveaux saints et leurs prêtres. Ce sont donc leurs propres intérêts que soignent nos démocrates, en soignant, avec tant de soin, les gloires du XVIII^e siècle. Rétablir la vérité historique n'est donc pas seulement une question de science; c'est aussi une question d'un intérêt pratique immédiat.

Janvier 1908.

AVERTISSEMENT

POUR LA DEUXIÈME ÉDITION

J'ai fait, dans cette deuxième édition, beaucoup d'améliorations de détail; j'espère être parvenu à rendre parfaitement claires des thèses qui avaient paru, à quelques personnes, présenter des difficultés. J'ai ajouté au livre un appendice sur les notions de grandeur et de décadence, qui me semblent avoir été trop négligées par nos contemporains.

Juillet 1910.



CHAPITRE PREMIER

Premières idéologies du progrès

- I. — *Querelle des anciens et des modernes. — Question des bons modèles en religion et en littérature. — Les gens du monde contre Boileau. — Triomphe des bons ouvriers du langage.*
- II. — *Mœurs de la fin du XVII^e siècle. — Philosophie de Fontenelle. — Origine politique des idées sur la nature. — Pascal contre le rationalisme superficiel. — Le cartésianisme et les gens du monde.*
- III. — *Idée d'une pédagogie de l'humanité. — Les vulgarisateurs. — Condorcet conçoit l'instruction populaire sur un modèle aristocratique ; ses illusions relatives aux résultats de l'instruction.*

I

Les historiens font remonter les origines de la doctrine du progrès à la querelle des anciens et des modernes, qui fit tant de tapage durant les dernières années du xvii^e siècle. Il peut sembler singulier à plus d'un homme de notre temps qu'une querelle purement littéraire ait pu engendrer une telle conséquence, car nous ne serions guère disposés aujourd'hui à admettre qu'il puisse exister un progrès artistique.

Rien ne nous paraît plus étrange que le mauvais goût de Perrault mettant systématiquement ses contemporains au-dessus des grands hommes de l'antiquité ou de la Renaissance, et, par exemple, préférant Lebrun à Raphaël. On aurait pu croire, tout d'abord, qu'il s'agissait seulement d'une niaiserie de fonctionnaire des Beaux-Arts; le premier manifeste de Perrault, lu à l'Académie en 1687, s'appelait, en effet, le *Siècle de Louis le Grand*; Brunetière en dit fort justement : « Il faut convenir que Boileau, quand il louait le prince, usait d'un autre style; et qu'à défaut d'une indépendance d'esprit dont personne alors ne se piquait, un goût plus sûr, inspiré peut-être de celui des anciens, l'avait du moins préservé de cette platitude dans l'adulation (1). » Mais la discussion prit bientôt une allure plus générale par suite de l'intervention de Fontenelle; et Perrault, après avoir exposé ses idées en vers, développa en trois volumes

(1) BRUNETIÈRE, *Evolution des genres dans l'histoire de la littérature*, 3^e édition, p. 116. — Je ferai un très grand usage des livres de Brunetière, qui me semble être le guide le plus sûr pour la connaissance des siècles classiques. Quelques personnes m'ont reproché d'avoir accepté avec trop de confiance les témoignages d'un clérical militant; je dois faire observer que jusqu'à la fin de 1894 Brunetière ne se montra guère favorable à l'Eglise : « Sous l'action combinée de Schopenhauer, de Darwin et de Comte, dit Victor Giraud, il croyait fermement alors qu'une morale strictement positiviste pouvait désormais se suffire à elle-même et même ne remplacerait pas sans avantages les religions disparues ou périmées. » (*Ferdinand Brunetière*, pp. 26-27.) Je n'ai utilisé que les travaux que Brunetière avait exécutés avant sa visite au Vatican.

de prose les raisons qui devaient faire préférer les modernes aux anciens (1688-1692-1697).

Pour bien comprendre cette affaire, il faut se persuader que les hommes du xvii^e siècle étaient loin d'avoir pour leurs grands contemporains l'admiration pieuse que la postérité leur a vouée; Bossuet lui-même, que l'on aime tant à se représenter comme ayant été le véritable type de l'époque, n'était nullement apprécié à sa juste valeur, même par le roi; ses auditeurs estimaient qu'il ne faisait pas assez parade de beau langage, de fine rhétorique et de préciosité (comme Fléchier), ou encore qu'il ne savait pas éveiller suffisamment la curiosité (comme Bourdaloue) par ces portraits que recherche toute société aristocratique, affolée de médisance (1).

On pourrait croire que Boileau a été un maître universellement respecté, si l'on se bornait à examiner son influence sur les œuvres de premier ordre; La Fontaine, Molière et Racine lui doivent beaucoup, suivant l'opinion de Brunetière (2); mais il ne faut pas juger un siècle par les personnages qui seuls ont survécu; ils sont, bien souvent, en contradiction avec les tendances les plus communes, et ils sont devenus immortels surtout à cause de cette contradiction.

Nous nous figurons assez volontiers que les contemporains de Boileau auraient été heureux d'être

(1) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques sur l'histoire de la littérature française*, 6^e série, pp. 205-206.

(2) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 164-165.

affranchis par lui du joug de Chapelain : « Jusqu'aux *Satires* de Boileau, qui ne parurent pour la première fois qu'en 1665, on bâilla sur *la Pucelle*, mais on se cacha de bâiller; et tout en bâillant, on déclara que l'ouvrage était d'ailleurs parfaitement beau (1). » Chapelain avait été si longtemps regardé comme étant le maître incontesté des lettres françaises que beaucoup de gens bien élevés étaient froissés de le voir vilipender par un petit parvenu et qu'ils attendaient une occasion favorable pour prendre part à une guerre contre le critique. Elle est très importante, en effet, l'observation de Brunetière, qui regarde Boileau comme un représentant de l'esprit bourgeois s'opposant « à l'esprit des salons et des ruelles (2). » Ce ne fut pas d'ailleurs sans peine que Boileau entra à l'Académie, qui était la citadelle des amis de Chapelain (3).

Le goût français est demeuré fidèle aux principes de Boileau : nous estimons avant tout, comme lui, le bon sens, la clarté, le naturel du langage; nous redoutons les excès de l'imagination; nous apprécions une manière de se tenir à mi-chemin entre la recherche et le parler populaire. Les peuples étrangers furent frappés d'une si grande admiration pour cette littérature qu'ils s'efforcèrent, durant longtemps, de plier leur génie aux règles françaises (4).

(1) BRUNETIÈRE, *Evolution des genres*, p. 79.

(2) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, p. 92.

(3) H. RIGAULT, *Histoire de la querelle des anciens et des modernes*, p. 151.

(4) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 6^e série, pp. 189-190.

Pour se rendre un compte parfaitement exact des raisons qui provoquaient le respect, un peu superstitieux, de Boileau pour les anciens, il faut se reporter à la méthode que Le Play conseillait de suivre pour constituer une science qui permit d'éclairer les hommes s'occupant de réformer nos sociétés contemporaines.

Le Play avait le plus profond mépris pour toutes les discussions abstraites relatives aux principes des gouvernements ; il voulait que l'on procédât à des enquêtes en vue de déterminer : quelles sont les nations prospères, et, pour chacune de ces nations, quels sont les principes qui, au cours de l'histoire, ont assuré sa grandeur ; il aurait voulu que les Français introduisissent chez eux « les modèles excellents » que l'on parvenait ainsi à découvrir pour la constitution de la famille, l'organisation du travail et la hiérarchie politique. Notre esprit est ainsi fait que nous raisonnons beaucoup plus par analogies que par syllogismes ; nous ne comprenons parfaitement un principe qu'après avoir pu évoquer une représentation très claire du système dont il prétend donner une définition scolaire ; et nous sommes toujours disposés à admettre qu'il y aurait bénéfice à reproduire chez nous des choses qui existent dans un pays ayant obtenu récemment un grand prestige dans le monde, pour une cause quelconque : c'est ainsi que tant d'institutions nous sont venues d'Angleterre, d'Amérique et, plus récemment, d'Allemagne.

Les hommes de la Renaissance et de la Réforme avaient déjà procédé de cette manière ; ils avaient

acquis une si grande familiarité avec les antiques littératures qu'ils pouvaient croire posséder une connaissance expérimentale : les premiers des mœurs grecques, les seconds des mœurs apostoliques. Ils avaient demandé à leurs contemporains de les suivre dans cette restauration du passé; Ronsard n'estimait pas plus difficile de faire revivre le génie hellénique que Calvin ne jugeait difficile de devenir un disciple de saint Paul (1). L'échec de ces deux tentatives ne prouvait nullement contre le principe, car on pouvait se demander si cet échec ne provenait point d'une exagération des réformateurs. Des modèles, pour excellents qu'ils soient, ne sont jamais que des modèles, dont il faut apprendre à se servir avec art.

Les jansénistes acquirent une grande popularité, qui n'est pas sans étonner plus d'un auteur moderne, mais qui s'explique très facilement quand on se reporte aux indications précédentes. Ils croyaient possible de remonter jusqu'à saint Augustin, en refoulant toutes les sottises et les impuretés qu'avaient introduites, suivant leur sévère jugement, soit les docteurs des temps d'ignorance, soit les casuistes courtisans; saint Augustin, tout nourri des traditions classiques, semblait plus facile à atteindre que les premiers disciples du Christ. L'immense succès obtenu par les *Provinciales* (1656-1657) sembla prouver que le public était disposé à recevoir

(1) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 4^e série, 3^e édition, p. 170.

une telle direction augustinienne. Suivant Brunetière, La Fontaine et Molière furent les seuls écrivains notables qui échappèrent complètement à cette influence; elle se fit sentir sur le jésuite Bourdaloue, dont les sermons auraient pu être signés plus d'une fois par Port-Royal (1).

Pourquoi une réforme intelligente de la littérature ne pourrait-elle pas réussir comme avait réussi, semblait-il, celle de la morale ? Dans les deux cas, il s'agissait de combattre les infiltrations italiennes et espagnoles ; les écrivains français avaient beaucoup trop admiré le cavalier Marin, qui avait excellé dans le bavardage précieux, « l'auteur de cet *Adone* que Chapelain lui-même avait débuté par louer dans une préface mémorable », et Gongora « dont le nom est devenu synonyme d'emphase et de galimatias (2). » Boileau, voulant imposer à ses contemporains, hallucinés par de tels modèles, le naturel et le bon sens, leur proposait « les modèles excellents » que présentait la littérature ancienne. On peut soutenir que Boileau reprenait une conception de Ronsard et qu'il a

(1) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 164-165. — Sainte-Beuve dit que Bourdaloue usait fort dans la pratique « des maximes de la pénitence restaurée par Port-Royal » et que ses sermons satisfaisaient pleinement les amis des solitaires (*Port-Royal*, tome II, pp. 155-156); et ailleurs, parlant du sermon sur le petit nombre des élus, il écrit : « Je le demande, que disait autre chose M. de Saint-Cyran à saint Vincent-de-Paul, qui pourtant, à ce qu'il paraît, s'en choquait comme d'un échec porté à l'efficacité des sacrements ? » (p. 190).

(2) BRUNETIÈRE, *Evolution des genres*, p. 88.

abondé dans le sens des « réformateurs » de la Pléiade qu'il a cependant cruellement jugés (1); mais il reprenait l'œuvre de ses prédécesseurs, comme Port-Royal reprenait celle de Calvin, en croyant faire quelque chose de tout à fait différent et en rendant la réforme acceptable aux Français.

Tous les grands écrivains du xvii^e siècle furent avec Boileau, quand éclata la querelle des anciens et des modernes, tandis que Perrault était un infatigable défenseur des mauvais auteurs que Boileau a tués : Chapelain, Cotin, Saint-Amant. L'esthétique de Boileau gênait trop les médiocres pour qu'elle pût être acceptée par des gens habitués à une grande liberté d'allures (2). On est quelque peu étonné, au premier abord, de rencontrer parmi les partisans des modernes un homme aussi savant que Bayle; mais il ne faut pas oublier que Bayle manquait de goût, qu'il avait conservé tous les défauts du siècle précédent et qu'il était fort indifférent à la valeur littéraire des livres qu'il lisait (3); on a eu tort d'expliquer son attitude par un sentiment d'hostilité pour une esthétique protégée par Louis XIV (4).

Les gens du monde tenaient naturellement pour

(1) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, pp. 45-46 et p. 104.

(2) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 5^e série, p. 190.

(3) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 121-132. Il est particulièrement curieux que Bayle n'ait pas compris combien l'ancienne obscénité était devenue déplaisante pour ses contemporains.

(4) H. RIGAULT, *op. cit.*, p. 233.

les modernes en raison de causes qui se rencontrent encore aujourd'hui à la base de toutes les déterminations de ces personnages : « Ces juges mondains ont l'horreur instinctive de tout ce qui est grave et sérieux. L'art n'est qu'un amusement ou un passe-temps pour eux (1). » Les femmes prirent, presque toutes, le parti de Perrault ; la dixième satire de Boileau fut peut-être provoquée par la mauvaise humeur que lui occasionnait leur opposition ; son ennemi, au contraire, célébra avec enthousiasme des juges aussi indulgents ; Brunetière estime que la femme a eu une influence très fâcheuse sur notre littérature, en l'éloignant de traiter avec le sérieux qu'elles comportent, les questions vraiment graves de la vie (2).

Perrault, en distribuant avec largesse des brevets d'immortalité, ne pouvait faire autrement que d'augmenter beaucoup le nombre de ses amis ; voici un exemple de ses décisions littéraires (3) :

Combien seront chéris par les races futures,
Les galants Sarrazins et les tendres Voitures,
Les *Molières naïfs*, les Rotrous, les Tristans,
Et cent autres encor, délices de leur temps !

Il n'est donc pas étonnant que Perrault eût pour lui les gazettes littéraires et la très grande masse des gens

(1) BRUNETIÈRE. *Evolution des genres*, p. 127.

(2) (BRUNETIÈRE. *op. cit.*, p. 128. — Madame de Sévigné, l'abbesse de Fontevault, madame de Longueville, la princesse de Conti furent parmi les défenseurs des anciens (H. RIGAULT, *op. cit.*, pp. 242-243, p. 248 et p. 259).

(3) H. RIGAULT, *op. cit.*, p. 146.

qui se piquaient de lettres. Le *Journal de Trévoux* nous fournit les renseignements les plus précieux sur les tendances du temps; les jésuites n'avaient aucune raison d'être agréables à Perrault dont le frère, docteur en Sorbonne, avait soutenu Arnauld; Boileau fit de grands efforts pour obtenir les bonnes grâces de jésuites influents, mais il ne put les gagner à sa cause (1). On aurait pu supposer cependant que des gens faisant profession d'humanisme auraient été pour les anciens; mais toutes les fois que les jésuites ont eu à prendre position en France, ils ont toujours soutenu le parti de la médiocrité, parce qu'ils sont ainsi assurés d'avoir de leur côté le plus grand nombre des gens du monde. Ils avaient défendu la médiocrité morale contre les jansénistes; on leur a souvent reproché d'avoir popularisé la médiocrité en dévotion; leur éducation si vantée semble avoir eu pour résultat de développer la médiocrité de caractère chez leurs élèves; leurs collèges qui ont été célèbres comme *boîtes à examens*, recherchent la médiocrité scientifique; — ils voulurent défendre la médiocrité littéraire contre Boileau.

La défaite de Boileau devait donc être complète. « Il put voir tout autour de lui la *préciosité* renaître, et, dans les ruelles transformées en salons, les Fontenelle et les Lamotte reprendre la tradition des Balzac et des Voiture. Ce sera bien autre chose encore, quelques années plus tard, quand la marquise de Lambert

(1) H. RIGAULT, *op. cit.*, p. 229, p. 231.

et après elle Mme de Tencin seront devenues des puissances. Les premières années du XVIII^e siècle rappelleront à cet égard les premières années du XVII^e (1) ». Suivant Fontenelle, Mme de Tencin et l'abbé Trublet, Lamotte était l'un des plus beaux génies que la France eût possédés, et voici un exemple de la poésie philosophico-scientifique de Lamotte admirée par Fontenelle (2) :

La substance de ce vide
Entre ce corps supposé
Se répand comme un fluide ;
Ce n'est qu'un plein déguisé.

La revanche de Boileau a été complète — mais de nos jours seulement; et ce ne fut pas d'ailleurs sans peine, car les romantiques l'avaient attaqué avec violence et avaient même prétendu réhabiliter quelques-unes de ses victimes. Proudhon, par contre, ne lui ménage pas son admiration, séduit qu'il est « par l'intégrité de sa raison » (3). Je crois que cette revanche doit être expliquée par des causes qui tiennent bien plutôt à la matière de la littérature qu'au contenu de la pensée.

Une révolution moderne a établi une scission fon-

(1) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, pp. 109-110.

(2) H. RIGAULT, *op. cit.*, p. 366 et p. 161.

(3) PROUDHON, *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, tome III, p. 390. Proudhon dit que la gloire de Boileau reparait « à mesure que la nouvelle génération se débarrasse de la scrofule romantique » (tome VI, p. 123).

damentale entre deux groupes d'écrivains : les uns se vantent d'être devenus de *bons ouvriers des lettres*; ils se sont formés par un long apprentissage et ils travaillent extraordinairement leur langue; — les autres ont continué à écrire rapidement selon le goût du jour. Brunetière définit fort heureusement le style d'un auteur « l'espèce de maîtrise que le génie exerce sur la matière de l'art d'écrire » et il ajoute : « Toutes les grandes révolutions littéraires sont des révolutions de la langue. Chez nous, en France, a bien regarder l'histoire de notre littérature, c'est la langue d'abord et en définitive, que tous les novateurs ont révolutionnée dans son fonds : Ronsard, Malherbe, Boileau, Jean-Jacques, Chateaubriand, Victor-Hugo (1). » La langue contemporaine est devenue d'autant plus difficile à manier qu'elle a abandonné les expressions vagues pour faire appel à des images bien déterminées.

Nos artistes contemporains de style sont les vrais successeurs de ce Boileau si longtemps méprisé : « Dans ce bourgeois, dit Brunetière, il y a un artiste, je veux dire un *remarquable ouvrier* et un *théoricien scrupuleux* de son art... Si quelqu'un a senti le prix de

(1) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 2^e série, 5^e édition, p. 269. Il estime que l'on peut raisonner de la même manière pour la peinture et qu'en général « les grandes révolutions de l'histoire de l'art sont des révolutions dans le matériel même de l'art » et que notamment « c'est la technique proprement dite et peut-être uniquement que Raphaël a modifiée » au cours de sa carrière, en passant d'une manière à une autre.

la forme en poésie, c'est Boileau... C'est ce qui peut servir à rendre raison de l'estime singulière que Boileau... a toujours professée pour Voiture. Il attendit qu'il fût mort pour en déclarer les jeux de mots insipides, dans sa *Satire sur l'Equivoque*; et, en attendant, il lui savait gré d'avoir extrêmement travaillé ses ouvrages (1). »

Les hommes qui travaillent avec un patient labeur leurs écrits s'adressent volontairement à un public restreint; les autres écrivent pour les cafés-concerts et pour les journaux; il y a maintenant deux clientèles bien séparées et deux genres de littératures qui ne se mêlent guère. Aujourd'hui, on a peine à comprendre la grande valeur que nos pères attribuaient à Béranger. Béranger fut un intermédiaire entre Parny et les chansonniers de cafés-concerts; la position moyenne qu'il occupait ne correspond plus du tout à nos habitudes littéraires actuelles (2); nous

(1) BRUNETIÈRE. *Evolution des genres*, pp. 105-108. On sait que la *Satire sur l'Equivoque* a été imprimée seulement après la mort de Boileau.

(2) « Pour le style et pour les mœurs, je parle ici des mœurs poétiques, c'est simplement un disciple de Voltaire et de Parny; aucune qualité propre ne le distingue, si ce n'est peut-être la fatigue et l'obscurité de ses vers. Ses plaisanteries et ses gaudrioles sont, en général puisées à deux sources suspectes, l'impiété et l'obscénité... Béranger est sérieux, point naïf, souvent tendre et forcé, jamais aviné. » (PROUDHON, *op. cit.*, tome IV, p. 171). — Suivant Renan, les poésies de Béranger ne seraient, le plus souvent, que des amplifications d'écolier, qui demeurent dans les « limbes de la vulgarité » (*Questions contemporaines*, p. 465 et p. 473).

voulons que l'on soit un poète préoccupé de son art ou un arrangeur de refrains vulgaires pour l'*Eldorado*; ses maîtres du XVIII^e siècle sont oubliés comme lui, parce que ce furent, eux aussi, de médiocres ouvriers.

Les conséquences de cette transformation furent très considérables sur la pensée moderne. Les petits pamphlets que Voltaire lançait contre le christianisme sont passés de mode; peu à peu, on est descendu des encyclopédistes à M. Homais et aux rédacteurs de la *Lanterne*, tandis que la littérature consacrée aux questions d'histoire religieuse devenait très grave et presque austère. L'immense succès obtenu par les premiers ouvrages de Renan tint à ce que celui-ci sut trouver rapidement le ton sérieux qui convenait au sujet d'après nos idées contemporaines (1). On a cru souvent que l'esprit voltairien avait disparu le jour où la bourgeoisie avait cru nécessaire à ses intérêts de se mettre à la remorque de l'Eglise; c'est là une explication idéologique et souverainement superficielle : l'esprit voltairien a disparu quand une révolution littéraire a rendu ridicule l'outillage qu'employait Voltaire. On trouverait peu d'exemples aussi remarquables pour montrer l'influence que la matière exerce sur la pensée.

(1) On pourrait se demander si Renan ne s'est pas beaucoup inspiré de Rousseau, qui parle du christianisme d'une manière si différente de celle de ses contemporains et dont le style est si prodigieusement travaillé.

II

La querelle des anciens et des modernes a eu des conséquences qui dépassèrent infiniment le domaine de l'art. La société française — fière de ses conditions nouvelles d'existence et maintenant persuadée qu'elle avait atteint ou même dépassé les plus fameux temps célébrés par les historiens — estima qu'elle n'avait plus de modèles à aller chercher dans d'autres pays. C'était elle qui devait désormais servir de modèle à tous les peuples policés; c'était son goût qui déciderait seul de la valeur des ouvrages de l'esprit; elle entendait jouir, en toutes choses, des fruits de sa civilisation propre, sans être censurée par personne.

A la fin du xvii^e siècle, les questions religieuses qui avaient passionné le pays, laissaient tout le monde indifférent, à ce point que Bossuet et Fénelon gardèrent dans leurs papiers des ouvrages importants de controverse; les sermons de Massillon ne roulent que sur la morale (1). On a supposé souvent que les persécutions exercées contre les jansénistes et les querelles assez vaines du quiétisme avaient eu une influence sur cette décadence des idées religieuses (2); je ne crois pas que cette explication soit satisfaisante.

(1) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques* 5^e série, pp. 162-163. Brunetière appelle même cette morale une *morale toute laïque*.

(2) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 217-224.

Durant les quinze dernières années du xvii^e siècle, tout le monde était à la joie de vivre; jadis le jansénisme avait fourni un moyen de soulever les problèmes de la destinée chrétienne, de combattre les solutions apportées par les casuistes prônant la religion facile et de justifier une discipline austère (1); maintenant on voulait largement profiter du bonheur que permettait l'ère nouvelle, le jansénisme fut dès lors trouvé fort ennuyeux; le nombre de ses protecteurs diminuant dans la haute société, Port-Royal fut abandonné à la fureur de ses ennemis. Je ne crois donc pas qu'il faille attribuer aux persécutions contre les jansénistes l'abaissement du niveau moral; je comprends la relation tout à rebours. Il demeura cependant quelques familles qui conservèrent les vieilles mœurs et affectèrent une moralité archaïque avec d'autant plus de morgue qu'elles étaient plus isolées; dans ces familles, le jansénisme demeura comme une protestation souvent fanatique.

Tout le monde fut alors scandalisé, non seulement de la dissolution des mœurs féminines, mais encore de l'indulgence avec laquelle la haute société traitait les émancipées. « Mademoiselle de la Force [qui s'était affichée comme la maîtresse du comédien

(1) En un mot la réforme morale du jansénisme n'aurait pas été la conséquence de sa théologie; ce serait le rapport inverse qui serait vrai. Telle me paraît avoir été l'opinion de Renan (*Saint-Paul*, p. 486 et *Nouvelles études d'histoire religieuse*, pp. 472-473). On comprend quelle importance a cette transposition au point de vue du matérialisme historique.

Baron] tout autant qu'avec les Vendôme, était familière avec les princesses de Conti (1). » Dans une lettre du 19 novembre 1696, Dubos dit à Bayle que les dames veulent avoir pour laquais non plus des enfants, mais « les plus grands garçons et les mieux faits », qu'elles n'ont plus de suivantes, mais des valets de chambre (2).

Boileau eut le courage d'attaquer les femmes; mais sa satire causa un scandale énorme; Arnauld, qui était en Belgique et vivait sur d'anciennes idées, approuva la rigueur du poète; mais ses amis le prévinrent que son approbation produisait le plus mauvais effet (3). Je suppose que Bossuet se prononça contre Boileau, parce qu'il sentit le danger de braver ouvertement l'opinion de la bonne société; on sait que Bossuet a été, plus d'une fois, accusé de complaisance pour les mœurs des grands; ces complaisances tenaient, suivant Brunetière, à ce que Bossuet avait seulement « traversé ou cotoyé le monde » et n'y avait pas vécu comme Pascal : « Des choses du monde et de la cour, Bossuet n'a jamais vu que ce qu'on lui en a laissé voir ou fait voir (4). »

(1) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 210. Le roi la contraignit cependant à s'enfermer dans un couvent de 1702 à 1713 : elle mourut en 1724.

(2) Dubos signale que le changement des mœurs s'est produit depuis environ dix ans; la consommation d'eau-de-vie a quadruplé et la passion du jeu est devenue extraordinaire (BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 210-211).

(3) RIGAULT, *op. cit.*, pp. 259-260.

(4) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 6^e série, pp. 202-203. — Il estime que « Bossuet a gardé toute sa vie de son édu-

Il est très remarquable que Bayle eût conservé du christianisme une conception pessimiste de l'homme, en sorte que Brunetière a pu dire qu'il avait maintenu la morale religieuse en la déchristianisant; suivant Bayle, l'homme doit résister aux instincts, ce qui paraîtra scandaleux plus tard; avec Fénelon, l'idée de la bonté de l'homme entre dans la haute littérature (1) et elle correspondait si bien aux tendances profondes des contemporains que l'optimisme ne devait pas tarder à dominer partout. On peut dire qu'à la fin du xvii^e siècle la terreur du péché, le respect de la chasteté et le pessimisme disparaissaient à peu près en même temps; le christianisme s'évanouissait donc (2).

Cette société ne pouvait se passer d'une philosophie, parce qu'elle avait reçu des générations précédentes l'habitude de beaucoup raisonner, et, particulièrement, celle d'appliquer, en toutes questions, des raisonnements juridiques: c'est ainsi que les discussions sur la grâce, sur la prédestination, sur les sacrements, avaient pu occuper pendant un demi-siècle une place si prépondérante dans l'histoire de la France. Une telle société n'aurait pu s'abandonner à son bonheur sans chercher à justifier sa conduite:

cation de lévite un fond de timidité, d'inexpérience et de gaucherie même. »

(1) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 5^e série, pp. 157-158 et pp. 180-181.

(2) Sur le rôle de ces trois éléments, cf. ce que j'ai dit dans *Le système historique de Renan*, pp. 57-61.

elle était donc obligée de prouver qu'elle avait le droit de ne pas suivre les anciennes maximes; car si elle n'avait pu donner cette preuve, n'aurait-on pas dû la comparer à un fils de famille qui, trop pressé de jouir de l'héritage paternel, dévore les ressources du lendemain ? On fut donc très heureux de trouver des avocats habiles qui établirent doctoralement qu'on avait raison de s'amuser sans souci des conséquences (1). Ce fut l'origine de la doctrine du progrès; — Fontenelle eut le mérite de révéler à ses contemporains la possibilité d'une telle philosophie.

Nul ne songeait à contester que sous Louis XIV les conditions de la vie ne fussent devenues bien plus douces pour les hautes classes qu'elles ne l'avaient été sous le roi précédent. Dès lors on avait le droit de se poser les questions suivantes : pourquoi les forces qui avaient produit cette amélioration, ne seraient-elles pas des forces résultant de la nouvelle constitution des sociétés, par suite aussi naturelles que celles du monde physique ? pourquoi, si elles continuaient à agir, ne donneraient-elles pas un mouvement accéléré dans le monde social comme la pesanteur en produit un dans le monde matériel ?

(1) Il n'est pas inutile d'observer que le besoin d'une apologie était d'autant plus indiqué que des signes de décadence économique se faisaient sentir à l'époque où Perrault écrivait ses *Parallèles*. Le prix des terres commençait à être en baisse et cette baisse devait continuer bien au delà encore du règne de Louis XIV. (D'AVENEL, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en l'an 1800*, tome I, pp. 387-388.)

pourquoi, s'il en est ainsi, se préoccuper du sort de nouvelles générations qui sont destinées à posséder automatiquement un sort bien supérieur à celui dont on jouit aujourd'hui? Brunetière a très bien observé que l'idée de la stabilité des lois de la nature est un élément de la théorie du progrès (1); mais il faudrait encore savoir si cette idée est venue de la physique ou bien si elle ne doit pas s'expliquer uniquement par des raisons historiques; c'est cette deuxième hypothèse qui me semble être la plus vraisemblable.

Les contemporains de Fontenelle (qui popularisa cette idée de la stabilité des lois naturelles) étaient surtout frappés de voir à quel point la majesté royale avait pu s'élever au-dessus des accidents, d'une manière qui semblait définitive; ils étaient assez disposés à rapporter tous les mouvements sociaux aux impulsions que la société recevait de l'autorité royale; ils devraient donc regarder les institutions royales comme étant une force constante qui ajoutait chaque jour quelque nouvelle amélioration aux améliorations déjà acquises. La conception d'une accélération devait donc s'imposer à eux d'une manière à peu près évidente et nécessaire. On peut même se demander si la loi de l'accélération des graves ne s'était présentée à Galilée par suite d'analogies politiques; déjà de son temps la puissance des monarques était devenue assez absolue pour qu'on pût y voir un type de force constante (2).

(1) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 139-240.

(2) Il se peut que l'idée d'accélération, après être des-

Suivant Brunetière, l'idée du progrès dépendrait beaucoup de deux importantes thèses cartésiennes relatives à la science : la science ne se sépare point de la pratique et la science va toujours en croissant (1). Il semble, en effet, que de telles prémisses on doive conclure immédiatement à un progrès indéfini; mais je pense qu'on se trompe lorsqu'on attribue à ces thèses la portée scientifique que pourrait leur donner un écrivain moderne; elles n'avaient, au xvii^e siècle, que la valeur qui résultait des raisons politiques sur lesquelles l'esprit les pouvait fonder, en sorte que leur importance historique doit se mesurer en partant de l'observation des phénomènes politiques.

Dès le temps de Descartes, on voyait bien que les gouvernements de nouveau modèle, avec leur pouvoir concentré et leur administration régulière, étaient en mesure d'exécuter leurs plans d'une manière à peu près exacte et qu'ils pouvaient ainsi réaliser l'union de la théorie et de la pratique. D'autre part, la puissance royale semblait infinie; on avait vu, depuis la Renaissance, tant de changements extraordinaires se produire suivant le caprice du souverain — notam-

ce de la politique, à la physique, ait ensuite parcouru le chemin inverse, en sorte que la théorie de la chute accélérée des graves, due à Galilée, ait contribué à préciser l'idée de progrès. On peut observer un phénomène analogue à propos des hypothèses évolutionnistes : elles sont nées dans la philosophie de l'histoire, mais elles ne se sont imposées aux historiens d'une manière impérieuse qu'après une excursion à travers la biologie.

(1) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 4^e série. p. 122.

ment en matière religieuse — qu'on devait croire que rien n'était impossible à la royauté; la science ne pouvait jamais manquer à des princes qui avaient ainsi affirmé la plénitude de leur droit divin; la science devait donc croître toujours en même temps que le pouvoir de ceux qui en avaient besoin pour régner. Après la révocation de l'édit de Nantes, ces considérations étaient encore bien plus fortes qu'au temps de Descartes; la querelle des anciens et des modernes éclata deux ans après ce grand événement qui manifestait, d'une manière si éclatante, l'omnipotence royale.

Je ne conçois pas non plus l'influence de la vulgarisation, dans cette histoire, tout à fait comme Brunetière; d'après celui-ci, les hommes du xvii^e siècle finissant auraient été émerveillés de savoir tant de choses; au lieu de s'occuper, comme leurs pères, du soin de leur conscience, ils auraient préféré la science à la religion (1) et abandonné les points de vue de Bossuet pour ceux de Fontenelle. J'estime que la vulgarisation scientifique a une très grande place dans la formation de la philosophie nouvelle; mais elle n'a pas eu une influence directe: le goût pour la vulgarisation a surtout contribué à établir un lien étroit entre la pensée des gens du monde et le cartésianisme. Il résulta de ce fait que la querelle littéraire sur les anciens et les modernes prit une portée qu'on n'aurait pu, tout d'abord, lui soupçonner; elle

(1) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 5^e série, p. 225.

devint un moment de l'histoire de la philosophie. Fontenelle, qui était à la fois un bel esprit partisan des modernes, un très habile vulgarisateur et un cartésien fanatique, put ainsi exercer sur la marche des idées une action qui est en singulière contradiction avec sa médiocrité.

Pour bien comprendre cette question, il faut nous arrêter un instant et jeter un coup d'œil rapide sur le cartésianisme, en recherchant les raisons qui ont pu le faire devenir une philosophie des gens du monde. Nous avons là un exemple fort remarquable de l'adoption d'une idéologie par une classe qui y trouve des formules capables d'exprimer ses tendances. Il y a peu de phénomènes plus importants que de telles adoptions, pour le vrai philosophe qui étudie les doctrines au point de vue du matérialisme historique. Le créateur d'un système opère comme un artiste qui interprète avec une extrême liberté ce qu'il observe autour de lui ; si ce système a des points d'attache suffisamment nombreux avec les idées courantes, il peut durer et devenir la doctrine favorite d'une génération ultérieure, qui y trouvera peut-être tout autre chose que ce qui avait plu aux contemporains. C'est sur cette adoption que se constitue le jugement définitif de l'histoire ; ce jugement bouleverse, très souvent, l'ordre des valeurs que les premiers disciples avaient attribuées aux diverses parties de la doctrine ; il peut mettre au premier plan ce que ceux-ci avaient regardé comme secondaire.

Le règne de Descartes commença assez tard, et

Brunetière dit même que « l'influence du cartésianisme au xvii^e siècle est l'une des inventions, l'une des erreurs dont Victor Cousin a jadis infesté l'histoire de la littérature française (1) ». Pendant longtemps les grands théologiens ne semblent même pas avoir compris quel rôle devait jouer la philosophie cartésienne. Ils voyaient que les gens du monde incrédules (que l'on nommait *libertins*) n'étaient nullement sensibles aux arguments employés par la scolastique pour prouver l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme ; ils pensaient que les raisons cartésiennes auraient plus de succès ; c'est à ce point de vue que s'est placé Bossuet dans sa lettre du 21 mai 1687 à un disciple de Malebranche et dans celle du 18 mai 1689 à Huet (2). Une fois les principes fondamentaux acceptés, les théologiens estimaient que l'ensemble de la religion ne présentait plus de très grandes difficultés.

Il est très probable que Pascal a écrit les *Pensées* contre les cartésiens (3). Il n'était pas professionnel en théologie et n'avait, par suite, nulle confiance dans les démonstrations scolastiques ; mais il n'appréciait pas les théories de Descartes plus que celles de la Sorbonne ; c'est qu'il se plaçait sur le terrain de l'ex-

(1) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 46.

(2) SAINTE-BEUVE, *Port-Royal*, tome V, p. 367. BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 47. Bossuet dans cette deuxième lettre, paraît regarder Descartes comme ayant suivi les Pères de l'Eglise sur beaucoup de points ; Brunetière estime que c'est un jugement assez exact (p. 49).

(3) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 4^e série, pp. 144-149.

périence religieuse ; celle-ci exige qu'il y ait un *Dieu toujours présent* et il voyait que le cartésianisme ne connaissait qu'un *Dieu absent*. Les raisons que Bossuet croyait suffisantes pour vaincre l'athéisme paraissaient très faibles à Pascal ; c'est que l'évêque jugeait de tous les hommes comme de lui-même et ne voyait pas l'extrême différence qui existe entre le prêtre vivant au milieu des sacrements et le laïc.

Le prêtre pieux, réalisant journellement une expérience religieuse, est porté à trouver convaincantes des raisons qui paraissent faibles à l'homme qui, vivant dans le monde, est placé loin de cette expérience. Pascal écrit pour des gens qui ont gardé une bonne partie des mœurs du xvi^e siècle ; ces *nouveaux païens*, violents, impérieux, capricieux, n'étaient pas cependant complètement fermés à toute possibilité de retour au christianisme, parce qu'ils regardaient le miracle comme étant une chose très possible ; or, le miracle est une expérience matérielle de la présence divine dans le monde. Le miracle séduit fort l'esprit de Pascal, mais il ne peut trouver place dans le cartésianisme, qui prétend tout soumettre à une mathématique universelle.

Descartes semblait encourager ceux qui regardent cette expérience comme impossible et de là vient la phrase souvent citée : « Je ne puis pardonner à Descartes ; il aurait bien voulu, dans toute sa philosophie (1), pouvoir se passer de Dieu ; mais il n'a pu

(1) *Philosophie* veut dire *physique* ; ce sens existe encore en Angleterre.

s'empêcher de lui faire donner une chiquenaude pour mettre le monde en mouvement ; après cela il n'a plus que faire de Dieu » (fragment 77 dans l'édition Brunschvicg).

Sainte-Beuve a très bien compris que c'est en éloignant l'homme de Dieu que la philosophie du XVIII^e siècle combattra Pascal ; à ces yeux, c'est Buffon qui, en créant une science de la nature, a le plus complètement réfuté Pascal (1). Nous savons que Diderot a étudié avec passion l'histoire naturelle dans l'espoir de rendre Dieu tout à fait inutile (2). On saura gré alors à Descartes d'avoir préparé la voie aux encyclopédistes, en réduisant Dieu à fort peu de chose, tandis qu'on cherchera à abaisser Pascal. Condorcet excellera dans l'art de rendre un grand génie ridicule, tout en le couvrant de fleurs : « Pascal, dit Sainte-Beuve, est présenté comme victime d'une superstition sordide ; sa piété vive et tendre disparaît sous l'étalage des bizarreries ; l'*amulette* tant répétée date de là (3). »

Il ne me paraît point que les admirateurs contemporains de Pascal soient toujours fort heureux dans leur manière de l'interpréter ; ainsi, Brunetière veut que Pascal ait cherché à abaisser la raison (4). Il ne

(1) SAINTE-BEUVE, *op. cit.*, tome III, p. 414.

(2) J. REINACH, *Diderot*, p. 170.

(3) SAINTE-BEUVE, *loc. cit.*, p. 412.

(4) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 147.

faut pas confondre l'emploi scientifique de la raison avec ce qu'on nomme généralement le *rationalisme*; c'est cette pratique frustratoire que Pascal attaque sans merci, non seulement parce qu'il est chrétien, mais aussi parce que son esprit ne peut admettre l'emploi mal entendu de méthodes imitées des mathématiques dans les questions morales : « J'avais passé longtemps dans l'étude des sciences abstraites ; et le peu de communication qu'on en peut avoir m'en avait dégoûté. Quand j'ai commencé l'étude de l'homme, j'ai vu que ces sciences abstraites ne sont pas propres à l'homme, et que je m'égarais plus de ma condition en y pénétrant que les autres en les ignorant » (fragment 144). Il faut entendre par là qu'aux yeux de Pascal les sciences mathématiques forment un îlot fort restreint dans l'ensemble des connaissances et qu'on s'expose à une infinité d'erreurs en essayant d'imiter les raisonnements mathématiques dans les études morales.

L'esprit éminemment rigoureux de Pascal était froissé par les procédés fantaisistes et parfois charlatanesques employés par les cartésiens pour se donner l'air d'expliquer le monde. Il parle avec un souverain mépris des *Principes de la philosophie* qu'il rapproche des thèses de Pic de la Mirandole *de omni re scibili* (fragment 72); — il écrit cette ligne méprisante : « Descartes inutile et incertain » (fragment 78) ; — et encore : « Il faut dire en gros : Cela se fait par figure et mouvement, car cela est vrai. Mais de dire quels et *composer la machine*, cela est ridicule. Car cela est inutile et incertain et pénible. Et quand

cela serait vrai, nous n'estimons pas que toute la philosophie vaille une heure de peine. » (fragment 79).

C'est au nom de la véritable science que Pascal proteste contre une prétendue physique qui était seulement propre à satisfaire la curiosité des gens du monde. Plus tard, Newton se placera au même point de vue que Pascal et il invitera les géomètres à ne point faire d'hypothèses pour expliquer la gravitation. Nous savons que cette réforme newtonienne souleva beaucoup d'objections ; et il ne manque pas même aujourd'hui de *gens éclairés* pour déplorer notre ignorance sur les *causes des lois* de la mécanique céleste. Pascal n'avait point encore la ressource de dire à ses contemporains : La preuve que toute votre prétendue philosophie est vaine et ne vaut pas une heure de peine, c'est que je résous sans elle tous les problèmes astronomiques (1). Il ne pouvait opposer aux illusions, qu'il voyait si répandues autour de lui, que la protes-

(1) Newton a exprimé au moins deux fois l'incompétence de la science en présence des mécanismes cartésiens : « Virium causas et sedes physicas jam non expendo » ; — « Rationem harum gravitatis proprietarum nondum potui deducere et hypotheses non fingo. » Cependant il n'osait pas nier complètement l'intérêt que présentent des considérations sur de telles causes ; on en trouve la preuve dans une lettre à Boyle et dans une autre à Bentley (STALLO, *La matière et la physique moderne*, p. 31 et pp. 34-35). Ce sont les successeurs qui, pourvus d'un instrument excellent et ne voyant plus l'intérêt de la *philosophie cartésienne*, s'émancipèrent complètement ; Côtés fit le premier une déclaration radicale ; dans sa lettre du 18 octobre 1760 (à une *princesse d'Allemagne*), Euler protesta encore contre cette simplification.

tation de l'homme de génie. Comme il écrivait pour lui seul, il ne se privait pas d'exprimer crûment toute la mauvaise humeur qu'il éprouvait en constatant l'enthousiasme provoqué par les belles et décevantes machines cartésiennes.

Il est souvent difficile de savoir à quelles formules Pascal serait arrivé, s'il avait pu conduire son travail à bonne fin; sa pensée demeure plus d'une fois obscure, ce qui a permis aux commentateurs de lui attribuer des opinions qui, très probablement, ne sont pas les siennes. Je ne trouve pas de grands mystères dans le fameux passage du fragment 233 que l'on a si souvent regardé comme un désaveu de la raison : « Suivez, dit-il aux *libertins* qui disent ne pas savoir comment ils pourraient parvenir à la foi, la manière par où [les croyants] ont commencé; c'est en faisant tout comme s'ils croyaient, en prenant de l'eau bénite, en faisant dire des messes, etc. Naturellement, même, cela vous fera croire et vous *abêtira*. » Pascal oppose les pratiques de piété au bel esprit. Il est très probable qu'il emploie ici à dessein, en vue de renforcer cette opposition, une de ses expressions péjoratives que les libres-penseurs ont employées, à toutes les époques, pour discréditer la dévotion. Le *libertin* lui répond : « Mais c'est ce que je crains. — Et pourquoi ? dit Pascal. Qu'avez-vous à perdre ? Mais pour vous montrer que cela y mène, c'est que cela diminuera les passions qui sont vos grands obstacles. » Il ne s'agit évidemment pas de rendre le *libertin* stupide, mais de l'amener à réfléchir avec sang-froid ; en effet Pascal a supposé, un peu plus haut, que le *libertin* se décide-

rait en faveur de la religion s'il pouvait librement apprécier les avantages du choix qui lui est proposé, mais que les passions le retiennent prisonnier de mauvaises habitudes. A la fin du fragment, il est question de la *bassesse* de la vie chrétienne, et je vois là une synonyme de l'*abêtissement* : « Vous ne serez point dans les plaisirs empestés, dans la gloire, dans les délices. » La question serait de savoir dans quelle mesure cette pratique dévote peut produire les effets qu'en attend Pascal ; peut-être était-elle vraiment efficace pour des hommes habitués à vivre dans une société où l'on faisait fanfaronnade d'incrédulité ; il s'agissait surtout de changer leurs fréquentations. En tout cas, cela ne comporte aucun mépris pour la raison.

Je ne puis découvrir dans le fragment 218 la moindre marque de l'indifférence avec laquelle Pascal aurait considéré les travaux faits par ses contemporains pour renouveler la théorie du mouvement planétaire. « Je trouve bon, dit-il, qu'on n'approfondisse pas l'opinion de Copernic, mais ceci...! Il importe à toute la vie de savoir si l'âme est mortelle ou immortelle. » Pascal estime que les gens du monde auraient mieux employé leur temps à réfléchir sur les destinées d'outre-tombe qu'à disserter sur des problèmes astronomiques qui dépassaient leur compétence.

Si l'on prend les choses en gros, on voit clairement que Pascal était choqué du caractère superficiel des conceptions cartésiennes, qui sont infiniment mieux appropriées à la conversation qu'à la véritable science.



Mais pourquoi ce besoin de conversation scientifique ? C'est que les hommes du xvii^e siècle, ainsi que je l'ai dit plus haut, avaient été fort habitués à raisonner sur les causes. La science cartésienne n'était pas assez embarrassée de technique mathématique pour que des gens du monde, ayant reçu une bonne éducation libérale, ne pussent discuter avec les professionnels. Descartes était admirable pour improviser des explications soit des faits naturels connus, soit des expériences nouvelles qu'on lui soumettait; un homme d'esprit, familier avec les raisonnements cartésiens, pouvait trouver réponse à tout : c'est là ce qui constitue le caractère essentiel d'une bonne philosophie pour les habitués des salons.

Il me semble qu'on devrait établir un rapprochement étroit entre la physique cartésienne et les sophismes des casuistes. Dans un cas comme dans l'autre, on intercale entre l'homme et la réalité de grandes machines qui empêchent notre intelligence d'exercer ses fonctions propres; on invente des chimères très ingénieuses, qui ont un aspect plausible; on ruine la véritable raison au profit de la légèreté des *rationalistes* de bonne société.

En formulant sa fameuse règle du doute méthodique, Descartes n'avait fait qu'introduire dans la philosophie les habitudes de l'esprit aristocratique; Brunetière observe, très justement, que les écrivains d'origine noble ont fort peu de respect pour les traditions (1). Il semble bien que cette analogie du car-

(1) BRUNETIÈRE, *Evolution des genres*, p. 172.

tésianisme et du scepticisme cher aux gens de qualité n'ait pas été une des moindres raisons du succès de la nouvelle philosophie.

Les personnes étrangères aux procédés de la science expérimentale ne sont pleinement satisfaites que si l'on parvient à rattacher (d'une manière qui n'ait rien de choquant) les explications à quelques principes que leur bon sens accepte sans peine; elles ne s'aperçoivent pas qu'un tel procédé comporte une grande dose de tromperie. Taine cite comme caractéristique de l'esprit cartésien cette phrase de Malebranche : « Pour atteindre la vérité, il suffit de se rendre attentif aux *idées claires que chacun trouve en lui-même* (1). »

Ainsi les gens d'esprit ne manquèrent pas d'embrasser avec ardeur le cartésianisme quand il leur fut apporté; cette philosophie justifie, en effet, la prétention qu'ont eue toujours les hommes du monde de parler, avec une assurance imperturbable, de choses qu'ils n'ont pas étudiées — en raison de leurs *lumières naturelles*.

Environ trente ans après la rédaction des *Pensées*, Bossuet découvrit le danger que ce rationalisme bavard faisait courir à la religion : « Sous prétexte qu'il ne faut admettre que ce qu'on entend clairement (ce qui, réduit à certaines bornes, est très véritable), chacun se donne la liberté de dire : J'entends ceci et je n'entends pas cela... Sans égard à

(1) TAINE, *Ancien Régime*, p. 262. Cf. p. 242.

la tradition, on avance témérement tout ce qu'on pense... Tant que le Père Malebranche n'écouterait que des flatteurs ou des gens qui, *faute d'avoir pénétré le fond* de la théologie, n'auront que des *adorations pour ses belles expressions*, il n'y aura point de remède au mal que je prévois (1). »

Cette lettre a une extrême importance pour nous, car elle nous montre l'évêque indigné par l'audace des gens qui traitent la théologie comme un sujet frivole ; ils s'attachent plus à la beauté du langage qu'aux raisons ; ils négligent d'approfondir les questions qu'ils veulent juger par le *bon sens*. Nous enregistrons donc ici une protestation contre la vulgarisation. Ainsi tout ce qui se rattache au cartésianisme, présente un même caractère, déjà reconnu par Pascal : c'est de la littérature qui ne conduit à rien d'utile ni de certain. L'élégance des expositions fait toute la valeur de cette philosophie.

Nous voyons encore, par les termes qu'emploie Bossuet, qu'il s'agit d'un fait tout nouveau ; l'auteur s'aperçoit qu'il se *prépare un grand combat* contre l'Eglise sous le nom de la philosophie cartésienne ; c'est en effet à cette époque que Fontenelle venait de publier son fameux livre sur la pluralité des mondes ; nous sommes au commencement du véritable règne de Descartes.

En y regardant de près, on reconnaît sans peine que les conceptions fondamentales de la philosophie

(1) Lettre du 21 mai 1687, dans SAINTE-BEUVE, *op. cit.*, tome V, p. 368.

cartésienne correspondaient parfaitement à l'état d'esprit des gens de ce temps. Le cartésianisme était résolument optimiste (1); ce qui devait beaucoup plaire à une société désireuse de s'amuser librement et agacée par la rigueur du jansénisme. D'autre part, il n'y a point de morale cartésienne (2) ; Descartes a réduit l'éthique à une règle de convenance qui prescrit de respecter les usages établis : cela était fort commode depuis que les mœurs étaient devenues peu sévères. Descartes ne semble jamais avoir été préoccupé du sens de la vie (3) ; en sa qualité d'ancien élève des jésuites, il ne devait pas beaucoup réfléchir sur le péché, et ses disciples pouvaient faire comme Renan et le supprimer (4). Sainte-Beuve dit que Descartes avait relégué la foi « comme les dieux d'Epicure dans je ne sais quels intermondes de la pensée » (5) ; cela convenait à des gens qui aspiraient à être libérés du joug chrétien.

III

Désormais la philosophie française demeurera marquée de caractères rationalistes, tout à fait spéciaux, qui la rendront agréable aux gens du monde ; la

(1) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 4^e série, p. 129.

(2) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 125.

(3) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 131.

(4) RENAN, *Feuilles détachées*, p. 370.

(5) SAINTE-BEUVE, *op. cit.*, tome III, p. 422.

physique cartésienne pourra être abandonnée et même déclarée ridicule par le siècle suivant, le cartésianisme restera toujours le type de la philosophie française parce qu'il était parfaitement adapté aux tendances d'une aristocratie pleine d'esprit, se piquant de raisonner et désireuse de trouver des moyens de justifier sa légèreté (1).

Le progrès sera toujours un élément essentiel du grand courant qui ira jusqu'à la démocratie moderne, parce que la doctrine du progrès permet de jouir en toute tranquillité des biens d'aujourd'hui, sans se soucier des difficultés de demain. Elle avait plu à l'ancienne société de nobles désœuvrés ; elle plaira toujours aux politiciens que la démocratie hisse au pouvoir et qui, menacés d'une chute prochaine, veulent faire profiter leurs amis de tous les avantages que procure l'Etat.

De nos jours, comme au temps de Fontenelle, la société dominante exige qu'on la mette en possession d'une *science complète du monde*, qui lui permette d'émettre des opinions sur toutes choses sans avoir besoin de traverser une instruction spéciale. Ce qu'elle appelle science est une manière d'inventer la nature à la manière de Descartes, et n'a aucun rapport avec l'approfondissement des problèmes que se

(1) Taine observe que les hommes du XVIII^e siècle « ont beau se dire sectateurs de Bacon, et rejeter les idées innées ; avec un autre point de départ que les cartésiens, ils marchent dans la même voie et, comme les cartésiens, après un léger emprunt, ils laissent là l'expérience » (*op. cit.* pp. 262-263).

pose la véritable science fondée sur la prosaïque réalité (1). Les hypothèses cosmologiques de Spencer ou de Hæckel amusent les personnes lettrées, comme des contes mythologiques ont amusé d'anciennes aristocraties ; mais les conséquences de l'enthousiasme provoqué par ces contes modernes sont considérables, parce que leurs lecteurs aiment à se figurer que leur esprit est capable de résoudre toutes les difficultés que présente la vie journalière, après avoir résolu toutes celles qui existent dans la cosmologie. De là provient la confiance insensée dans la décision des gens éclairés, qui est demeurée une des bases idéologiques de la superstition de l'Etat moderne.

De nos jours, l'idée que tout peut être soumis à une exposition parfaitement claire n'est guère moins forte que du temps de Descartes ; si l'on s'avise de protester contre l'illusion du rationalisme, on passe immédiatement pour un ennemi de la démocratie. J'ai maintes fois entendu des personnes, qui se vantent de travailler au progrès, déplorer l'ensei-

(1) Renan a écrit à ce sujet quelques lignes bien significatives : « Il arriva, ce semble, à Babylone, ce qui arriverait de nos jours si les *charlatans scientifiques, soutenus par les gens du monde et les journaux*, envahissaient l'Institut, le Collège de France, les facultés. Chez nous, certains besoins supérieurs aux *caprices des gens du monde*, l'artillerie, la fabrication des substances explosives, l'*industrie appuyée sur la science*, maintiendront la science vraie. A Babylone, les farceurs l'emportèrent. » (*Histoire du peuple d'Israël*, tome III, pp. 179-180. Le *xvii^e* et le *xviii^e* siècles n'avaient pas d'industrie scientifique.

gnement de Bergson et le signaler comme le plus grand danger que puisse avoir à combattre l'esprit moderne (1).

Pour nos démocrates, comme pour les beaux esprits cartésiens, le progrès ne consiste point dans l'accumulation de moyens techniques, ni même de connaissances scientifiques, mais dans l'ornement de l'esprit qui, débarrassé des préjugés, sûr de lui-même et confiant dans l'avenir, s'est fait une philosophie assurant le bonheur à tous les gens qui possèdent les moyens de vivre largement. L'histoire de l'humanité est une sorte de pédagogie qui amène à passer de l'état sauvage à la vie aristocratique. « Le genre humain, disait Turgot en 1750 (2), considéré depuis son origine, paraît aux yeux d'un philosophe un tout immense qui a, comme chaque individu, *son enfance et ses progrès*. » Condorcet, en reprenant l'œuvre inachevée de Turgot, entrera encore davantage dans cet ordre d'idées : c'est l'histoire de la pédagogie de l'humanité qu'il va essayer de nous décrire.

Quand on se place à ce point de vue, la grande question est d'apprendre aux hommes à bien raisonner, et de là provient l'extraordinaire importance que l'on attribuait à la logique. Condorcet nous présente Locke comme un des bienfaiteurs de l'esprit

(1) Il y aurait plus d'un rapprochement à établir entre Bergson et Pascal.

(2) TURGOT (Collection Daire) tome II, p. 598.

humain : « Enfin Locke saisit le fil qui devait guider » la philosophie ; sa « méthode devint bientôt celle de tous les philosophes, et c'est en l'appliquant à la morale, à la politique, à l'économie politique, qu'ils sont parvenus à suivre dans ces sciences une marche presque aussi sûre que celle des sciences naturelles » (1). Parmi les projets que rêvait Condorcet pour une humanité régénérée par la Révolution, figure le perfectionnement de la langue, « si vague encore et si obscure » ; il estimait que les hommes avaient besoin d'une langue d'autant plus précise qu'ils avaient reçu une instruction moins complète (2), en sorte qu'il comptait sans doute réformer la langue populaire sur le modèle des langues appauvries dont se servait alors la bonne société. Il espérait aussi que l'on pourrait créer une langue scientifique universelle qui arriverait à rendre « la connaissance de la vérité facile et l'erreur presque impossible » (3).

(1) CONDORCET, *Tableau historique des progrès de l'esprit humain*, 9^e époque.

(2) CONDORCET, *op. cit.*, 10^e époque.

(3) CONDORCET, *loc. cit.* Taine pense que la langue française, en s'appauvrissant, était devenue très propre à dire clairement les choses qu'elle savait exprimer (*op. cit.*, p. 247). Ce français appauvri était devenu la langue universelle des classes polies d'Europe et c'est probablement cette universalité de ce parler si abstrait qui faisait penser à Condorcet qu'il serait facile de créer une langue scientifique cosmopolite. Il est évident qu'une langue est d'autant plus apte à être acceptée par des peuples plus divers qu'elle est moins près des choses de la vie commune. Contrairement à l'opinion de Taine, je crois que le français

Ces préoccupations étaient fort naturelles chez des hommes qui avaient pour but de mettre un résumé des connaissances à la portée des gens du monde et de tout transformer en agréables sujets de conversation. La vulgarisation apparaît à Condorcet comme étant une des œuvres qui honorent le plus le XVIII^e siècle ; la longueur du passage et le ton solennel qu'il affecte montrent bien toute l'importance que l'auteur attachait à la diffusion de la philosophie : « Il se forma en Europe une classe d'hommes moins occupés encore de découvrir ou d'approfondir la vérité que de la répandre ; qui... mirent leur gloire à détruire les erreurs populaires plutôt qu'à reculer les limites des connaissances humaines, manière indirecte de servir à leurs progrès, qui n'était ni la moins périlleuse, ni la moins utile. En Angleterre, Collins et Bolingbroke, en France, Bayle, Fontenelle, Voltaire, Montesquieu, et les écoles formées par ces hommes célèbres, combattirent en faveur de la vérité..., employant toutes les formes, depuis la plaisanterie jusqu'au pathétique..., poursuivant dans la religion, dans l'administration, dans les mœurs, dans les lois, tout ce qui portait le caractère de l'oppression, de la dureté, de la barbarie..., prenant enfin pour cri de guerre : Raison, tolérance, humanité (1). »

du XVIII^e siècle manque de clarté ; ce n'est qu'avec des termes particuliers, les seuls qui évoquent des images, que l'on peut exprimer vraiment la pensée, sans tromper son lecteur et sans se tromper soi-même.

(1) CONDORCET. 9^e époque. On remarquera la rancune de Condorcet contre Buffon, qu'il omet de nommer ici.

On ne saurait célébrer en termes plus enthousiastes, le passage de la littérature au journalisme, de la science au rationalisme des salons ou des assemblées parlantes, de la recherche originale à la déclamation.

Lorsque Condorcet devint un homme considérable dans le gouvernement, il jugea que le moment était venu de faire participer le peuple à ce progrès des lumières. Ses idées sur l'instruction publique ont pour nous une importance considérable, parce que nous pouvons, en les étudiant, nous rendre un compte exact de ce qu'était la notion du progrès pour les hommes du XVIII^e siècle ; nous saisissons cette notion dans ses applications sociales, c'est-à-dire dans toute sa réalité complexe et vivante. Un examen sommaire des projets de Condorcet est donc nécessaire ici.

Condorcet regardait comme évident que si l'on mettait le peuple à même de raisonner suivant les modes qui avaient été reçues dans les salons de l'Ancien Régime, le bonheur du monde serait assuré. Le plan qu'il traça, en conséquence, pour l'instruction secondaire n'a pas été regardé comme fort heureux par les spécialistes contemporains ; Compayré, qui admire cependant beaucoup les idées de l'auteur, estime que la Convention fut mal inspirée en suivant trop les indications de Condorcet sur ce point ; les *écoles centrales* échouèrent, parce que c'étaient « des établissements mal définis, où l'enseignement était trop vaste, les programmes trop touffus, où

l'élève devait, semble-t-il, s'instruire à discuter *de omni re scibili* » (1). Compayré ne me paraît point bien comprendre la pensée de Condorcet.

Celui-ci ne se proposait point de former des agriculteurs, des industriels, des ingénieurs, des géomètres, des savants; il voulait « former des hommes éclairés » (2); et il exposait, dans son rapport, qu'il s'était inspiré, pour choisir les objets d'étude, de la philosophie du XVIII^e siècle « libre de toutes les chaînes, affranchie de toute autorité, de toute habitude ancienne ». Cette philosophie, « en éclairant la génération contemporaine, présage, prépare et devance déjà la raison supérieure à laquelle les progrès nécessaires du genre humain appellent les générations futures » (3).

S'inspirer de la philosophie du XVIII^e siècle, former des esprits éclairés, nous savons ce que cela signifie : c'est vulgariser les connaissances de manière à mettre les jeunes républicains en état de tenir une place honorable dans une société constituée suivant les conceptions de l'Ancien Régime; c'est vouloir que la démocratie se modèle sur la noblesse disparue; c'est placer les nouveaux maîtres au rang mondain qu'occupaient leurs prédécesseurs. Il fallait, pour obtenir ce résultat, donner aux hommes une teinture

(1) CONDORCET, *Rapport et projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique*. préface par Compayré, p. XVIII.

(2) CONDORCET, *op. cit.*, p. 25.

(3) CONDORCET, *op. cit.*, p. 29.

de toutes sortes de savoirs, et c'est dans ce but que les *écoles centrales* étaient conçues. Condorcet parle avec un grand mépris des langues anciennes; c'est que le grec et le latin ne doivent pas plus servir aux gens qui tiennent à briller dans une société démocratique, qu'ils n'ont servi à ceux qui avaient brillé dans les salons (1); nous avons ici le dernier écho de la querelle des anciens et des modernes; ce sont ces derniers qui avaient triomphé dans le monde fréquenté par Condorcet, et notre réformateur prend ses idées dans le passé

Condorcet pensait qu'il serait très facile d'obtenir, dans les nouvelles écoles, des résultats beaucoup plus satisfaisants que ceux qu'on obtenait dans les anciens collèges, grâce à l'emploi de tableaux synoptiques (2) dont il nous entretient en ces termes : « Nous exposerons comment, à l'aide d'un petit nombre de ces

(1) Les raisons que donne Condorcet ne sont point pour nous arrêter ; il est fort rare, en effet, que dans des questions de ce genre on fasse valoir les vrais motifs ; il prétend que les livres des anciens sont remplis d'erreurs et qu'une éloquence, excellente pour un peuple qui se gouvernait lui-même dans ses assemblées générales, est dangereuse pour un peuple soumis à un régime parlementaire ; il ne faut pas que les représentants se laissent entraîner par leurs sentiments personnels ; ils doivent obéir à la seule raison, sinon ils trahiraient leurs devoirs. (*op. cit.*, pp. 27-28).

(2) Dupont de Nemours nous a laissé un tableau de ce genre sous le titre : *Abrégé des principes de l'économie politique* (PHYSIOCRATES, collection Daire, pp. 367-385). Cet exemple ne donne pas une haute idée de ce qu'on peut apprendre par le procédé que Condorcet admire si naïvement.

tableaux, dont il serait facile d'apprendre l'usage, les hommes qui n'ont pu s'élever assez au-dessus de l'instruction la plus élémentaire, pour se rendre propres les connaissances de détails utiles dans la vie commune, pourront les retrouver à volonté lorsqu'ils en éprouveront le besoin ; comment enfin l'usage de ces mêmes méthodes peut faciliter l'instruction élémentaire, dans tous les genres où cette instruction se fonde soit sur un ordre systématique de vérité, soit sur une suite d'observations ou de faits (1). » Il est possible, en effet, par une telle méthode, de faire parcourir aux élèves une encyclopédie ; et si on les a exercés à parler à tort et à travers *de omni re scibili*, on peut mettre des hommes à même de faire un article de journal ou un discours au parlement sur des matières qu'ils connaissent mal.

Nous arriverons ainsi au dernier terme de la vulgarisation ; les moyens qu'indique Condorcet sont aussi ceux qu'emploient les cancrès pour préparer les examens : voilà un bel idéal démocratique.

Notre auteur nous a appris quel but il espérait pouvoir atteindre par l'enseignement populaire ; cela mérite un court exposé : « On peut instruire, dit-il, la *masse entière* d'un peuple, de tout ce que chaque homme a besoin de savoir pour l'économie domestique, pour l'administration de ses affaires, pour le

(1) CONDORCET, *Tableau historique*, 10^e époque.

libre développement de son industrie et de ses facultés; pour connaître ses droits, les défendre et les exercer; pour être instruit de ses devoirs, pour pouvoir les bien remplir; pour juger ses actions et celles des autres d'après ses propres lumières et n'être *étranger à aucun des sentiments élevés ou délicats qui honorent la nature humaine.* » Arrêtons-nous ici provisoirement. Taine était choqué de voir quelle uniformité le XVIII^e siècle supposait dans l'humanité : « Les personnages ne sont que des mannequins bien appris, et le plus souvent des trompettes par lesquels l'auteur lance au public ses déclamations. Grecs, Romains, chevaliers du Moyen Age, Turcs, Arabes, Péruviens, Guébres, Byzantins, ils sont tous la même mécanique à tirades. Et le public... fait un succès à tous les paysans, manœuvres, nègres, Brésiliens, Parsis, Malabares, qui viennent lui débiter leurs amplifications (1). » — « Il semble que pour [la littérature] il n'y ait que *des salons et des gens de lettres* (2). » Il s'agit de vulgariser tellement la manière d'exprimer les « sentiments élevés ou délicats qui honorent la nature humaine », que dans la moindre réunion de village on trouve une succursale du salon de Mme Geoffrin ; et alors le monde sera transformé suivant le modèle que les romans et les tragédies ont construit aux applaudissements d'un public frivole et lettré.

Reprenons maintenant la suite des bienfaits de

(1) TAINE, *op. cit.*, pp. 258-259.

(2) TAINE, *op. cit.*, p. 261.

l'instruction élémentaire : « Ne point dépendre aveuglément de ceux à qui il est obligé de confier le soin de ses affaires ou l'exercice de ses droits; être en état de les choisir et de les surveiller. » L'expérience contemporaine a montré que la vulgarisation des connaissances ne rend point le peuple capable de choisir et de surveiller ses prétendus représentants; ce résultat n'offre rien de bien paradoxal; on peut même présumer que plus on marchera dans la voie démocratique, moins ce contrôle sera efficace.

L'opinion politique se fabrique au moyen des journaux, comme se fabrique une mode quelconque, une réputation littéraire ou la valeur commerciale d'un produit pharmaceutique; la démocratie a systématisé des procédés qui existaient avant elle et n'a rien inventé; elle est ici, comme en toutes choses, l'héritière idéologique du XVIII^e siècle. L'identité de la presse actuelle et du monde des anciens salons ne frappe pas les yeux parce que nous sommes choqués de la grossièreté de nos journaux contemporains et que nous voyons un peu trop le passé à travers la légende. Il n'y a pas, au fond, une si grande différence de talent entre nos grands journalistes actuels et les encyclopédistes; quant à leurs mœurs, elles se ressemblent d'une manière malheureusement étonnante. Dans un temps comme dans l'autre, on se contente de raisons frivoles, on fait un grand étalage de nobles sentiments et on admire la Science (1). Il n'y a aucune raison pour que l'opinion

(1) Pour juger Diderot d'une manière équitable, il ne

faite par la presse soit de meilleure qualité que celle qui était jadis fabriquée par les salons philosophiques.

Nous ne nous exposerons pas beaucoup en disant que toute éducation ayant pour objet de faire participer le peuple aux manières de raisonner empruntées par la bourgeoisie à l'ancienne noblesse, ne saurait être utile au prolétariat. Je suppose que nos grands pédagogues pensent là-dessus exactement comme moi, et que c'est pour cette raison qu'ils empoisonnent l'école primaire de tant de vieilles idées.

Condorcet espérait que l'instruction ferait disparaître toutes les illusions ayant un caractère magique : « N'être plus dupe, dit-il, de ces erreurs populaires qui tourmentent la vie de craintes superstitieuses ou d'espérances chimériques; se défendre contre les préjugés avec les seules forces de la raison; enfin échapper aux prestiges du charlatanisme qui tendrait des pièges à sa fortune, à sa santé, à la liberté de ses opinions et de sa conscience, sous prétexte de l'enrichir, de le guérir et de le sauver. »

Dans ces dernières paroles, l'auteur fait évidemment allusion à Cagliostro, à Mesmer et aux Illuminés qui eurent un si grand succès à la fin du XVIII^e siècle. Jusqu'ici les charlatanismes de ce genre n'ont pas eu une notable influence sur le peuple;

faut pas le comparer à Montesquieu, Buffon ou Rousseau, mais aux grands brasseurs d'articles modernes : « Il écrit sur toutes choses indifféremment, avec le même aplomb, sans règle et sans choix, sans ordre ni mesure, à bride abattue », dit Brunetière (*Evolution des genres*, p. 153).

mais il se peut que ce soit surtout parce qu'il ne les connaît guère; il est, en effet, très douteux que le genre d'enseignement qu'on lui donne soit de nature à le préserver de ces folies. Les savants les plus authentiques de notre époque ont été dupes des spirites, et on ne saurait cependant contester que Crookes et Richet connaissent la méthode scientifique ! Nous ne saurions prévoir ce que pourrait produire une vulgarisation habile de l'occultisme faite par la grande presse (1). Il ne faut pas oublier que Benoît Malon était un adepte de ces extravagances; et il n'était pas éloigné de les annexer au « socialisme intégral » qui n'eût pas perdu grand' chose à ce mélange (2). La facilité avec laquelle tous les inventeurs des remèdes nouveaux trouvent une large clientèle dans la petite bourgeoisie, montre que les croyances les plus absurdes peuvent obtenir du crédit, pour peu qu'elles se donnent une apparence scientifique.

(1) « Il n'est pas ridicule de supposer que nous approchons en ces matières de découvertes capitales », lit-on dans le *Petit Parisien* du 22 mars 1910.

(2) Il n'est pas inutile de rappeler ici un jugement parfaitement justifié porté sur « le grand homme » par Gabriel Deville en 1896 : « Il fit un sort à tous les termes pédants, aux mots rébarbatifs qu'avec beaucoup de chance on rencontre normalement une fois tous les dix ans, découvrit plusieurs fois l'Amérique avec une satisfaction d'orgueil toujours nouvelle, et saupoudra le tout d'un extraordinaire latin. Le résultat a été la confection d'un socialisme bon tout au plus pour les francs-maçons et les spirites. » (*Principes socialistes*, p. xxv).

Il semblerait que Condorcet eût été meilleur prophète en ce qui touche le catholicisme; c'est bien à lui qu'il fait allusion dans les premières lignes du dernier fragment. On admet généralement que le développement de l'école primaire est très dangereux pour l'Eglise; Renan écrivait, il y a vingt-cinq ans : « Le rationalisme populaire, conséquence inévitable des progrès de l'instruction publique et des institutions démocratiques, rend les temples déserts, multiplie les mariages et les funérailles purement civils (1). »

La politique scolaire suivie par la troisième République a mis chaque jour en conflit le clergé et les représentants officiels de la démocratie. L'Eglise a pris, tout entière, fait et cause pour les congrégations enseignantes dont les intérêts étaient lésés par l'enseignement laïque; elle a conduit des campagnes violentes dans l'espoir d'obtenir l'abrogation de lois que les républicains regardent comme intangibles; aucune défaite ne l'a découragée et elle espère encore triompher. C'est ainsi que le cléricalisme demeure toujours l'ennemi pour la démocratie, et que celle-ci s'efforce de lui enlever sa clientèle. Les républicains ont été dénoncés comme étant les *ennemis de Dieu*, en sorte que la concurrence scolaire a engendré une lutte sur les croyances; l'incrédulité est devenue un élément essentiel du programme républicain depuis que les institutions scolaires de la République n'ont

(1) RENAN, *Marc-Aurèle*, p. 641.

pu être utilement défendues que par une propagande anticatholique.

L'Eglise a rendu cette propagande facile parce qu'elle a confié sa défense à des Homais de sacristie, qui ont cru habile de donner au peuple un enseignement que les chrétiens instruits trouveraient révoltant s'il s'adressait à leurs fils : la doctrine de la Providence est descendue au niveau de l'intelligence de sauvages; leur conception de la nature est celle des fétichistes; le miracle a été déshonoré par un charlatanisme digne de marchands de drogues. L'instruction primaire a permis de mettre entre les mains du peuple des livres et des journaux qui lui ont montré que les gens de la *Croix* et du *Pèlerin* se moquent de lui. La presse cléricale, dans son aveuglement, a donné à ses adversaires des moyens faciles de montrer la stupidité, la mauvaise foi et l'ignorance crasse des écrivains qui se donnent le titre d'*amis de Dieu*.

La vulgarisation des connaissances scientifiques crée, certainement, de sérieuses difficultés au christianisme, qui a beaucoup trop parfois lié sa théologie à des conceptions médiévales de la nature; mais ces difficultés ont été rendues particulièrement graves chez nous par suite des conditions de la lutte engagée par l'Eglise pour la défense de ses congrégations enseignantes. La partie de la bourgeoisie qui possède une culture un peu élevée, est beaucoup moins hostile à l'Eglise que le peuple, parce qu'elle n'a pas été mise en demeure d'identifier l'Evangile et

le *Pèlerin* (1) ; les prêtres qui s'adressent à elle, prennent presque toujours la précaution de se déclarer les adversaires des Homais de sacristie qui conduisent la campagne politique dans les classes pauvres.

(1) Les catholiques instruits ne connaissent de théologie que ce qu'ils peuvent rencontrer dans les œuvres littéraires du xvii^e siècle et elle ne leur semble nullement indigne de l'homme moderne.

CHAPITRE II

La Bourgeoisie conquérante

- I. — Création des administrations royales. — Croissance d'une classe de commis. — Importance de la bonne administration. — Besoin de tranquillité. — Contrôle fiscal des Parlements.*
- II. — Caractères de l'idéologie d'une classe de commis. — Grande liberté laissée aux théoriciens. — Passage à la pratique en trois grands courants.*
- III. — Théories contractuelles. — Obscurité du livre de Rousseau. — Raisons du succès d'une doctrine abstraite. — Origines des idées contractuelles et le système de Locke. — Entente des associés. — La volonté générale. — Interprétations contradictoires du Contrat social.*
- IV. — Les physiocrates. — Leurs conceptions administratives. — Leur théorie de la propriété et des fondations. — Succès de leur système juridique après la Révolution.*
- V. — Les gens de lettres. — Leur influence vient de la place que leur fait la noblesse. — Leur véritable rôle dans l'aristocratie. — Absence d'esprit critique.*

I

Pour bien comprendre les idées que le XVIII^e siècle se formait, il faut partir de ce fait que la France était, peu à peu, conquise par une oligarchie bourgeoise

que la royauté avait créée pour son service et qui devait la mener à la ruine.

Cournot, qui fut si souvent un philosophe de l'histoire très perspicace, a signalé la folie qui poussa les Bourbons à faire disparaître tout ce qui gênait leur pouvoir absolu de manière que, « le prestige de la royauté une fois détruit, toutes les autres institutions vraiment gouvernementales fussent aussi frappées de mort et qu'il ne restât plus qu'une machine administrative à l'usage de tous les gouvernements. En voulant diviniser la royauté ou la modeler sur un type plus asiatique qu'européen [Louis XIV] en a fait une idole exposée au mépris des peuples dès qu'elle cesserait d'être l'objet d'un culte sincère (1). Il a fondé en France, peut-être pour toujours, la monarchie administrative, dont il n'entendait faire qu'un instrument, et il a perdu la royauté qui pour lui était le but. En ce sens, le règne de Louis XIV est gros de la Révolution française » (2).

Généralement, nos démocrates raisonnent tout autrement que Cournot et ils admirent ce qu'il déplore, parce qu'ils n'aperçoivent dans l'histoire de France qu'une longue préparation au règne de leur classe;

(1) Je pense que Cournot pensait, en écrivant cela, à de curieuses réflexions que Tocqueville a faites sur le caractère spécial que présentait, suivant lui, la soumission des Français à leur roi ; ils obéissaient plutôt par amour que par contrainte. (*L'Ancien Régime et la Révolution*, édition des œuvres complètes, p. 176).

(2) Cournot, *Considérations sur la marche des idées et des événements dans les temps modernes*, tome I, p. 414.

ils sont impatients de voir demeurer trop longtemps debout des institutions qui leur seraient désagréables s'il leur fallait les subir aujourd'hui; ils jugent le passé en avocats du régime bourgeois. En conséquence, ils distribuent l'éloge ou le blâme aux hommes politiques suivant que ceux-ci leur semblent avoir été favorables ou défavorables aux intérêts futurs de la bourgeoisie; plus un souverain ou un ministre aura été aveuglé par les intérêts du moment et aura compromis l'avenir de la royauté, plus il sera grand aux yeux de nos bourgeois.

C'est ainsi que Richelieu continue à recevoir les hommages enthousiastes de nos écrivains contemporains. « Grand niveleur et *précurseur de l'œuvre démocratique*, il abolirait les pouvoirs intermédiaires qui obstruaient, de leur dangereuse inutilité, les relations entre le Roi et les peuples. » C'est en ces termes que résume son programme Gabriel Hanotaux, que l'on peut compter parmi les cuistres les plus distingués de la littérature contemporaine (1).

(1) G. HANOTAUX, *Histoire du cardinal de Richelieu*, tome II, p. 483. — L'auteur est très monté contre les protestants qu'il doit sacrifier à la gloire du grand précurseur de l'œuvre démocratique. — Brunetière s'explique par les préjugés nobiliaires de Montesquieu la critique que celui-ci fait de Richelieu et de Louvois. (*Etudes critiques*, 4^e série, p. 246). Dira-t-on aussi que Mably a été égaré par des idées aristocratiques ? Il a cependant écrit que « Richelieu n'avait aucune des vertus ni même des lumières qu'on doit désirer dans ceux qui sont à la tête des affaires d'un grand royaume. » (*Observations sur l'histoire de France*, livre VIII, chap. 6.)

Les créateurs de la monarchie administrative n'avaient eu aucun pressentiment des conséquences que devait produire le système qu'ils imposaient à la France féodale avec tant de violence; dans aucun cas l'historien ne pourrait appliquer plus exactement cette parole de Renan : « On ne sait jamais ce que l'on fonde (1). » Les premiers rois qui voulurent rendre leur pouvoir absolu, crurent qu'ils n'avaient rien de mieux à faire que de copier les institutions ecclésiastiques; ils avaient sous les yeux un absolutisme qui était consacré par l'expérience : « Ils s'attachèrent à honorer le mérite plutôt que le rang et la naissance; ils développèrent l'instruction; ils invitèrent à leur cour tous les hommes de talent, de quelque condition qu'ils fussent; ils relevèrent la justice et les tribunaux; ils accordèrent les plus hautes places, jusqu'ici réservées à la noblesse guerrière, aux hommes de loi et aux ecclésiastiques. Les princes qui jouèrent ce rôle avec le plus d'adresse furent Henri VII d'Angleterre, Louis XI de France, et Ferdinand le Catholique. De ces *trois mages*, comme Bacon les appelle, Ferdinand fut le maître en habileté; il paraît à Machiavel le type vivant d'un de ces *princes de la nouvelle école*, que sa perspicacité l'amenait à reconnaître comme le remède nécessaire de ces temps (2). »

La politique royale ne produisit point partout les

(1) RENAN, *Histoire du peuple d'Israël*, tome IV, p. 147.

(2) GERVINUS, *Introduction à l'histoire du XIX^e siècle*, trad. franç., pp. 26-27.

mêmes conséquences; en France, elles furent tout à fait extraordinaires, parce que le pouvoir eut plus d'esprit de suite et surtout parce que le nombre des commis devint assez grand pour former le noyau d'une classe administrative.

L'Eglise, en choisissant des dignitaires parmi de petites gens, n'avait point modifié la structure sociale des pays catholiques, pas plus que les souverains orientaux n'ébranlent l'esclavage en transformant leurs serviteurs en vizirs tout puissants; certains individus acquièrent ainsi une certaine importance, en profitant de hasards heureux, mais ils demeurent isolés et les classes ne s'altèrent point.

Il ne faut pas oublier que le grand but poursuivi par l'Eglise, d'une manière plus ou moins consciente et presque toujours uniforme, a été, depuis Grégoire VII, d'infuser quelque chose de l'esprit monastique au clergé séculier; elle empêchait ainsi ses forces de se diffuser dans les groupes sociaux qui vivaient à côté d'elle (pour la servir et l'exploiter au besoin). On pourrait dire que la politique royale en France aurait eu une tendance opposée et qu'elle aurait cherché à provoquer cette diffusion : alors même que les fonctions ne furent pas transformées en privilèges transmissibles comme des patrimoines, elles furent réservées, pour une très grande partie, aux hommes d'une classe qui élevait ses enfants en vue des services de l'Etat et qui trouvait des protecteurs pour eux parmi les dignitaires actuels. Les commis royaux engendraient des familles et des clans de fonctionnaires; plus leur nombre devenait

considérable, plus la solidité de ces groupes devenait grande; ce phénomène se reproduit, d'ailleurs, sous nos yeux, dans les compagnies de chemins de fer, qui tendent à recruter leur personnel dans les familles de leurs employés (1).

Lorsque l'autorité royale fut parfaitement assise et qu'ainsi les fonctionnaires furent assurés d'avoir une existence plus tranquille, toute cette organisation apparut comme aussi stable que si une constitution avait partagé les avenues du pouvoir entre un certain nombre de familles. Celles qui fournissaient des commis à l'Etat se trouvaient posséder une sorte de droit au travail; elles se regardèrent comme nécessaires; et elles acquirent des manières de penser en rapport avec leur rôle. Les fondateurs du régime avaient cru créer seulement une hiérarchie de commis habiles, indépendants des traditions féodales et destinés à être soumis, avec le plus grand dévouement, au roi qui les avait tirés du néant; ils espéraient pouvoir se débarrasser facilement des entraves que la noblesse et les villes privilégiées opposaient à leur absolutisme; — mais peu à peu s'élevait devant eux une force nouvelle qui les gêna plus que les anciennes forces. D'une manière presque mécanique, les commis du roi en arrivaient à acquérir la richesse, la puissance et les honneurs d'une classe souveraine. Le pouvoir royal était, à tout instant, arrêté par la résistance de gens que la cour voulait s'obstiner à

(1) P. LEROY-BEAULIEU dans les *Débats* du 28 novembre 1905.

traiter comme de simples serviteurs, mais qui se trouvaient être en mesure d'imposer leurs volontés à leur maître.

Les paroles de Louis XV étaient, au moins, aussi impérieuses que celles de son aïeul, mais, en fait, il ne se résolvait que rarement à mettre ses actes en rapport avec ses hautaines déclarations. Par exemple, au lit de justice de 1766, le roi dit aux membres du Parlement : « Les magistrats sont mes officiers chargés de m'acquitter du devoir vraiment royal de rendre la justice à mes sujets, fonction qui les attache à ma personne et qui les rendra toujours recommandables à mes yeux... C'est en ma personne seule que réside la puissance souveraine dont le caractère propre est l'esprit de conseil, de justice et de raison; c'est de moi seul que mes cours tiennent leur existence et leur autorité; la plénitude de cette autorité, qu'elles n'exercent qu'en mon nom, demeure toujours en moi; c'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage... Mon peuple n'est qu'un avec moi, et les droits et les intérêts de la nation, dont on ose faire un corps séparé du monarque, sont nécessairement unis avec les miens et ne reposent qu'en mes mains. » On ne pouvait guère présenter une théorie plus complète du pouvoir autocratique; le gouvernement, pour donner plus de solennité encore à ses déclarations, envoya la harangue royale à tous les Parlements (1);

(1) ROCQUAIN, *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution*, p. 257. Déjà en 1759, il y avait eu une affirmation très

mais l'année suivante, tout était oublié et c'était le Parlement qui avait gain de cause dans l'affaire de Bretagne, origine de tout ce tapage.

Il n'est pas très difficile de se rendre compte des raisons qui donnaient une force si grande et si paradoxale à ces cours de justice, noyau de l'oligarchie bourgeoise.

a) L'administration de l'Ancien Régime avait eu pour base le besoin que tout le monde avait éprouvé de faire pénétrer dans les diverses branches de l'activité nationale des procédés judiciaires. En face des caprices des grands seigneurs et de l'arbitraire du contentieux ecclésiastique, s'était dressée une puissance se donnant pour mission de corriger les abus et empiétant sur les anciennes autorités, chaque fois que celles-ci commettaient des excès capables de révolter la conscience des hommes instruits; le prestige des fonctionnaires royaux tenait surtout à ce

analogue du pouvoir absolu (p. 217). Le comte de Tocqueville estime que « jamais le Parlement n'avait vu sortir de la bouche du roi des paroles aussi fermes » que celles de 1766. « La redoutable opposition des Parlements, semence des révolutions futures, allait être domptée par l'autorité absolue si le monarque eût persévéré dans un système de fermeté » (*Histoire philosophique du règne de Louis XV*, tome II, pp. 445-446). Le comte de Tocqueville (père de l'auteur de la *Démocratie en Amérique*) avait été préfet sous la Restauration et pair de France ; les préfectures n'étaient pas confiées, à cette époque, à des gens semblables à ceux qui les occupent aujourd'hui ! Il m'a semblé que ses opinions avaient une importance considérable.

qu'ils représentaient une justice relativement éclairée, impartiale et préoccupée des intérêts généraux. Il était résulté de cette situation de très grosses complications dans la pratique; le mélange continu des attributions administratives et judiciaires choque nos habitudes modernes; ce mélange fut un des éléments fondamentaux de cette histoire; les employés actuels de l'Etat n'ont plus l'autorité que tiraient leurs prédécesseurs de leurs caractères de juges.

Dans un pays qui n'a point de lois politiques, tout repose sur la régularité des services administratifs; l'indépendance des fonctionnaires peut seule donner une garantie aux citoyens. Bien qu'aujourd'hui cette indépendance ait beaucoup diminué et que nous *jouissions des bienfaits* du régime parlementaire, la relative indépendance du fonctionnaire est encore un élément fort important de notre vie nationale. On comprend donc l'immense désarroi qu'apportaient dans les esprits de nos pères les mesures prises par le gouvernement contre les premiers dignitaires de l'administration, contre les membres du Parlement de Paris. Il était assez facile de faire peur à Louis XV; mais il n'est pas douteux qu'on ne le trompait point quand on lui disait que le mécontentement provoqué par de telles mesures troublait toute la France.

Il me semble qu'on ne tient pas toujours assez compte, dans cette histoire, d'un fait fort singulier : jusqu'aux derniers jours de l'Ancien Régime, on continua à se croire obligé de suivre certaines traditions qui nous semblent souvent quelque peu ab-

surdes (1). Choiseul s'attira beaucoup d'ennemis pour avoir abandonné les principes de Richelieu et de Louis XIV et avoir voulu rapprocher la France de l'Autriche; Marie-Antoinette fut l'objet de haines tenant aux préjugés antiautrichiens de la cour. — Pour respecter les principes posés au xvii^e siècle, on crut qu'il était nécessaire de persécuter les protestants et les jansénites, encore que les ministres fussent devenus incrédules. — Tocqueville observe que la royauté, à la veille de la Révolution, continuait à craindre de voir la noblesse recommencer les troubles de la Fronde, chacun raisonnant d'après de très anciennes situations sociales (2). On comprend donc que la royauté ait eu peur de trop ébranler un édifice administratif qui lui avait rendu tant de services et qui pouvait encore l'aider à vaincre des forces particulières.

b) Les hommes du xviii^e siècle aimaient avant tout la tranquillité; Louis XV n'était pas une exception à ce point de vue. Nous voyons aujourd'hui les très hautes classes sacrifier, elles aussi, tout à leur tran-

(1) Turgot est très frappé de l'espèce de loi d'inertie qui entraîne les peuples et les gouvernements bien au delà du but qui correspond à leurs vrais intérêts ; il estime, par exemple, que la haine de l'Europe contre Louis XIV faillit être funeste à nos ennemis eux-mêmes et que la reine Anne, en faisant la paix, sauva l'Europe entière encore plus que la France » ; et cependant, observe-t-il, « son peuple l'accusa de faiblesse et de trahison. » (TURGOT, tome II, p. 673.)

(2) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 210.

quillité et uniquement occupées à s'assurer un repos de quelques jours. Ce fut seulement à l'époque de Maupeou que le roi eut assez d'énergie pour tenir tête à l'orage; après deux ans d'une opposition très violente, la lassitude se produisit dans l'opinion et on ne songea plus au coup d'Etat de 1771, qui avait supprimé l'ancienne magistrature; on trouva que ces disputes ne valaient pas le trouble qu'elles apportaient dans la vie joyeuse (1); antérieurement, c'était le roi qui s'était lassé le premier.

En 1753, la Grand'Chambre ayant été exilée, on avait créé une chambre des vacations pour la remplacer; mais le Châtelet refusait de lui obéir et de faire exécuter ses arrêts; « la royauté se sent vaincue par cette force d'inertie qu'on lui oppose de tous côtés; il faut traiter avec le Parlement » (2); on profita de la naissance d'un petit-fils du roi pour rappeler les magistrats; on alla jusqu'à abandonner les évêques que la cour avait jusque-là soutenus; c'était, en effet, la querelle religieuse qui avait amené le conflit. En

(1) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 309. — Rousseau prétend qu'en 1753 les disputes soulevées par l'introduction des opéras italiens détournèrent l'attention du conflit qui existait alors entre le Parlement et le clergé : sa *lettre sur la musique française* aurait été un grand événement politique ; toute la nation se souleva contre le contempteur des opéras nationaux. « Quand on lira que cette brochure a peut-être empêché une révolution dans l'Etat, on croira rêver » (*Confessions*, livre VIII). Sous l'exagération habituelle de Rousseau, il y a cependant une observation exacte des mœurs contemporaines.

(2) COMTE DE TOCQUEVILLE, *loc. cit.*, pp. 121-123.

1756, le roi revient à son ancienne politique; nouvelles difficultés; démission des parlementaires; l'année suivante, a lieu l'attentat de Damiens et on oublie les luttes, pour quelque temps. Cependant elles recommencent en 1759; les malheurs de la guerre amènent le gouvernement à agir avec prudence et les jésuites furent les victimes de la réconciliation (arrêts de 1761 et 1762; édit de 1764). J'ai déjà dit que le lit de justice de 1766 ne produisit pas de résultats durables.

Durant tous ces conflits, l'autorité perdait d'autant plus de prestige qu'elle affectait de prendre des allures plus hautaines; le cérémonial des lits de justice était profondément humiliant pour des magistrats d'un ordre si élevé, que l'opinion générale entourait d'un si grand respect. Le roi les traitait presque comme des gamins recevant une réprimande d'un maître d'école; plus l'humiliation avait été considérable, plus le public applaudissait aux hardies protestations qui suivaient d'ordinaire ces cérémonies. « Il y a danger pour un gouvernement faible, dit le comte de Tocqueville, à déployer une force qu'il ne saura pas soutenir (1) »; il y a peut-être encore plus de danger à vouloir humilier des gens que la nation honore, et qui sortent grandis des épreuves qu'on leur fait subir.

On pourrait dire que l'article fondamental des lois françaises était alors que le gouvernement devait

(1) COMTE DE TOCQUEVILLE, *loc. cit.*, p. 446.

s'arrêter devant la moindre résistance que lui opposait l'oligarchie bourgeoise, — car telle était la pratique courante.

c) Les familles qui fournissaient des dignitaires aux grands Parlements devenaient riches et elles pouvaient supporter des pertes assez importantes quand leur orgueil était en jeu; les exils des parlementaires étaient gênants et onéreux, mais ils étaient subis par point d'honneur; on vit plusieurs fois des groupes de magistrats menacer de donner leur démission et même la donner. Ce sont là des mœurs que nous ne comprenons plus facilement. Sans doute, on pourrait relever chez ces hommes de loi bien des faiblesses et même certaines lâchetés; l'indépendance absolue ne pouvait être qu'une exception; mais c'est sur des faits rares et frappants que se forment, d'ordinaire, les idéologies — et non sur des faits moyens.

Dans un très grand nombre de cas, l'opposition du Parlement se rapportait à des mesures fiscales; les auteurs modernes se demandent souvent en vertu de quel mandat cette opposition pouvait se justifier; il me semble que personne n'était mieux placé que les hommes les plus notables du Tiers-Etat pour défendre les intérêts généraux des contribuables; il n'y avait nul besoin de mandat explicite pour cela; le titre économique justifiait pleinement leurs protestations.

.

Il arrivait cependant quelquefois que les intérêts des magistrats se trouvaient en opposition avec ceux

de l'ensemble du pays; cela se manifesta surtout sous le règne de Louis XVI quand Turgot voulut appliquer les idées des physiocrates et faire des réformes favorables à la production; à ce moment apparut clairement l'insuffisance du contrôle des corps de justice qui représentaient les intérêts d'une oligarchie urbaine, très peu disposée à subir des réductions dans ses privilèges.

Turgot avait conseillé au roi de ne pas restaurer les Parlements supprimés par Louis XV; mais il fut seul de son avis dans le conseil avec le maréchal de Mury. Il proposa de constituer une assemblée élue qui aurait discuté la répartition de l'impôt entre les provinces, aurait décidé les grands travaux publics à entreprendre et aurait accordé des subventions aux autorités locales, soit en raison de calamités, soit en raison d'œuvres d'intérêt général trop lourdes pour leurs budgets.

Turgot désirait que les diverses assemblées électives représentassent une oligarchie bourgeoise très restreinte; l'assemblée royale eût été formée de délégués des assemblées provinciales et celles-ci de délégués des assemblées de district, qui auraient été nommées par les municipalités. Ces dernières n'auraient compris que peu de personnes : dans les campagnes les chefs de famille ayant un revenu net en terres de 600 livres, et dans les villes ceux qui possédaient un terrain valant au moins 15.000 livres (1).

(1) Cette différence était fondée sur l'économie; les maisons ne sont pas des forces productives; leurs pro-

Plusieurs voix eussent été accordées aux citoyens possédant plusieurs fois le minimum, et ceux qui possédaient moins auraient pu se grouper pour nommer des délégués au prorata des droits du groupe. Dans nos syndicats d'amélioration agricole, constitués depuis la loi du 21 juin 1865, fonctionne un système de représentation des intérêts tout à fait analogue à celui que Turgot avait imaginé. Le délégué d'une municipalité locale à l'assemblée de district aurait eu un vote proportionnel à l'importance de sa commune. On n'aurait plus tenu compte de la distinction historique en ordres; cependant les nobles n'auraient pas participé aux délibérations portant sur la répartition de taxes dont ils auraient été exempts. « Le premier principe, disait Turgot, ... c'est que personne ne se mêle que de ce qui l'intéresse et de l'administration de sa propriété (1). »

On voit que cette administration était conçue suivant le plan d'une société industrielle. C'était vraiment l'aboutissant de toutes les idées que pouvaient se faire des hommes d'Etat éclairés, désireux de faire aboutir la conquête de l'Etat par la bourgeoisie productrice.

priétaires sont des *citadins* et non de vrais *citoyens* comme les propriétaires ruraux : une famille urbaine n'est pas « fondée dans l'Etat ». Turgot estimait qu'il n'y avait pas plus de cent personnes à Paris ayant le minimum fixé par lui (*loc. cit.*, pp. 528-530). On verra plus loin, à la fin du § 2, ce que signifie exactement le terme *citoyen* pour Turgot.

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 527.

II

L'idéologie du XVIII^e siècle est celle qui convient aux conditions de la vie d'une classe d'auxiliaires de la royauté. Je me sépare donc complètement de Taine qui prend pour base de cette idéologie la vie d'une « aristocratie désœuvrée par la monarchie envahissante, des gens bien nés, bien élevés, qui, écartés de l'action, se rejettent sur la conversation et occupent leur loisir à goûter tous les plaisirs sérieux ou délicats de l'esprit » (1). Il oppose l'aristocratie anglaise, si fort engagée dans l'administration de grands intérêts, qui ne se laisse point duper par des théoriciens, à l'aristocratie française, qui « légèrement, hardiment, marche sur les pas [des] philosophes », parce qu'elle est étrangère à la réalité (2). Il est frappé de ce que les doctrines les plus téméraires du XVIII^e siècle ont été importées d'Angleterre, qu'elles n'avaient pu prendre un grand développement dans leur pays d'origine et qu'elles devinrent, au contraire, dominantes en France dans le pays du beau langage (3).

Une *classe de commis* ne peut pas construire son idéologie sur le même type que celui qu'adopterait une *classe de maîtres*; car elle ne raisonne point tant sur ses propres affaires que sur celles des autres. Son idéologie tend à prendre le caractère de *consultations*

(1) TAINÉ, *Ancien Régime*, p. 241.

(2) TAINÉ, *op. cit.*, pp. 363-365.

(3) TAINÉ, *op. cit.*, pp. 330-331.

données par des juristes, des historiens ou des savants sur des problèmes qui leur sont proposés. Pour procéder facilement à ce travail, il faut soumettre toutes choses à des procédés scolaires; c'est ainsi qu'en France se créa l'habitude de faire dépendre toute opinion de formules abstraites, de théories générales, de doctrines philosophiques. Ces manières de raisonner ne conviennent guère aux gens qui font leurs propres affaires par eux-mêmes, et qui sont, en conséquence, habitués à subordonner leur conduite aux conditions de prudence que leur expérience personnelle leur a appris à découvrir. Il me paraît vraisemblable que c'est surtout à cette cause qu'il faut rapporter un fait qui avait tant frappé Sumner Maine : la langue vulgaire entre beaucoup plus dans la législation anglaise que dans toute autre (1). Depuis que chez nous les assemblées parlementaires rédigent elles-mêmes la loi, sans grand secours de juristes professionnels, la rédaction devient beaucoup plus populaire et de là résultent de nombreux malentendus entre les Chambres et les tribunaux, qui ne parlent pas la même langue (2).

Lorsqu'on réfléchit aux conditions spéciales qui

(1) SUMNER MAINE, *Etudes sur l'histoire du droit*, trad. franç., p. 386. Il résulte de là qu'il y a beaucoup de prolixité dans les lois anglaises (p. 385) et que la langue philosophique n'a point, en Angleterre, la même précision que sur le continent (p. 383).

(2) La langue parlementaire en France est un galimatias formé d'expressions communes et de termes juridiques employées à tort et à travers.

s'imposèrent si longtemps à la littérature française, on comprend facilement le mode d'exposition que Montesquieu a adopté dans l'*Esprit des lois* : « Il parlait comme un oracle, dit Taine, par sentences et en énigmes; il courait, comme sur des charbons ardents, toutes les fois qu'il touchait aux choses de son pays et de son temps (1). » Ce n'est pas que Montesquieu n'eût pu être plus hardi sans danger, mais je crois que cette manière lui paraissait plus digne de son caractère et de son public. Son genre a été imité par des écrivains, comme Benjamin Constant et Tocqueville, qui, au xix^e siècle, n'avaient rien à redouter, mais qui croyaient devoir paraître étrangers aux préoccupations communes (2).

Les commis craignent toujours d'éveiller la susceptibilité de leurs maîtres et ils sont, en conséquence, toujours portés à traiter des sujets assez éloignés de la réalité, pour ne point paraître empiéter sur le domaine que les chefs se sont réservé. Nous savons que l'Eglise a généralement montré une grande tolérance pour les thèses scolastiques, rhétoriques et poétiques, dont le fond ne lui paraissait point avoir de rapport direct avec les questions qui

(1) TAINE, *op. cit.*, p. 278.

(2) C'est ce qu'observe Laboulaye dans son édition des œuvres de MONTESQUIEU, tome III, pp. XIX-XX. — Si ce n'était pas une question de discipline littéraire, on ne comprendrait point pourquoi, dans le chapitre 27 du livre XIX sur les mœurs anglaises, l'Angleterre n'est pas nommée par Montesquieu ; cela surprend Laboulaye.

la préoccupaient. G. Boissier nous montre les professeurs du vi^e siècle donnant à leurs élèves des sujets de composition purement païens, et semblant ignorer que depuis deux cents ans le christianisme était la religion de l'Etat (1). Les apologistes actuels de la papauté sont souvent embarrassés pour expliquer la protection que le Saint-Siège accorda aux humanistes de la Renaissance (2); ces favoris de la cour de Rome furent parfois bien impies; mais les modernes découvrent parfois des doctrines philosophiques d'une haute portée là où les gens du xvi^e siècle ne voyaient que de la littérature.

La royauté suivit, à peu près, les traces de l'Eglise; elle ne s'effrayait point de voir ses commis fabriquer des théories sur le droit naturel, faire un éloge enthousiaste des vertus républicaines, ou proposer à leurs contemporains d'abandonner toutes les institutions traditionnelles pour aller vivre dans une cité utopique. Des livres, que nos contemporains regardent comme de hardis manifestes socialistes, paraissaient autrefois d'autant plus inoffensifs qu'ils étaient plus éloignés de toute réalité; il aurait pu être dangereux de critiquer les abus de la ferme du sel; mais il l'était fort peu de vanter le communisme.

On a souvent fait observer que les théories abstraites du *Contrat social* ne provoquèrent point les

(1) G. BOISSIER, *La fin du paganisme*, tome I, p. 216.

(2) BAUDRILLART, *L'Eglise catholique, la Renaissance, le protestantisme*, pp. 67-102.

rigueurs du Parlement, qui condamna l'*Emile*, à cause des conséquences d'ordre pratique qu'on lui attribua au point de vue religieux. L'oligarchie genevoise regarda le *Contrat social* comme un libelle séditieux (1), ayant pour objet de réveiller les protestations de la masse des électeurs contre le Petit Conseil; c'est pourquoi ce livre fut condamné au feu, comme l'*Emile*, par les magistrats genevois.

Les évêques du XVIII^e siècle dénonçaient, de temps à autre, l'audace des novateurs; mais la répression était toujours assez molle et le plus souvent plus apparente que réelle (2); on interdisait un livre, mais on le laissait vendre; l'*Encyclopédie* s'imprima à Paris après sa suppression légale: l'administration demanda seulement qu'on n'en distribuât point avec trop de fracas les dix volumes qui parurent en 1765. Tous les auteurs qui composaient des déclamations contre la société, trouvaient des protecteurs parmi les magistrats chargés de les surveiller; de 1750 à 1763, Malesherbes fut constamment occupé à veiller sur le sort des « précurseurs de la Révolution » pour les empêcher de commettre des imprudences et pour atténuer l'application des mesures ordonnées contre eux (3).

(1) *Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, éditée par Ch. Henry, p. 146.

(2) La répression devenait souvent dure quand des personnes influentes croyaient avoir à se plaindre des écrivains.

(3) Il faut lire dans les *Etudes critiques* de Brunetière (deuxième série), tout le chapitre sur *la librairie sous Malesherbes*.

Des historiens modernes ont été scandalisés de voir que Fréron, l'ennemi des philosophes, était beaucoup bien moins traité que ceux-ci : Malesherbes lui donnait comme censeurs des amis des encyclopédistes; il supprima en 1754 son journal parce que celui-ci avait critiqué le discours de réception de d'Alembert à l'Académie; il permettait les injures contre Fréron, mais lui défendait de nommer ses adversaires quand il leur répondait (1). La conduite de Malesherbes s'explique aisément, lorsqu'on se place au point de vue qui devait être le sien, quand on considère la philosophie du XVIII^e siècle comme un simple exercice de rhétorique destiné à l'amusement des gens du monde.

Jusqu'à la veille de la Révolution, cette singulière manière d'écrire continua à être pratiquée; la deuxième édition de l'*Histoire philosophique des deux Indes*, qui parut en 1780, valut quelques persécutions à Raynal; mais il faut ajouter que cela se produisit après la chute de Necker et qu'on soupçonnait Raynal d'avoir collaboré au mémoire du ministre disgracié sur les assemblées provinciales (2). Pendant la Révolution, Raynal manifesta des senti-

(1) Fréron n'appartenait pas à la bonne société et n'avait, par suite, droit à aucune tolérance. Il fut enfermé à Vincennes pour « avoir laissé dire d'un peintre et par un autre peintre que ses terrains semblaient peints au caramel. » Grimm approuvait fort cette rigueur de l'autorité. (BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 304.)

(2) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 389.

ments si peu révolutionnaires qu'il me semble impossible d'admettre qu'il eût attaché un sens réaliste aux déclamations que Diderot avait introduites dans cette édition : il y était question, par exemple, d'une loi de Ceylan punissant de mort le roi qui viole la constitution; on y lisait cette ânerie : « La loi n'est rien si ce n'est un glaive qui se promène indistinctement sur toutes les têtes et qui abat ce qui s'élève au-dessus du plan horizontal sur lequel il se meut. »

Pendant la Révolution, cette littérature changea de sens; on prit alors souvent au sérieux de simples paradoxes d'école, on donna une valeur réaliste à des contes (1) et on effaça la différence que l'ancienne société avait établie entre la théorie et la pratique. C'est que la littérature avait passé d'une classe à une autre et était descendue d'une oligarchie dans les masses populaires. En général, le peuple ne comprend rien à toutes les finasseries littéraires : quand on lui parle de fabriquer avec « les entrailles du prêtre un cordon pour le dernier des rois », il comprend que Diderot a voulu apprendre aux gens éclairés la nécessité d'étriper les curés et d'étrangler les souverains, pour pouvoir assurer le bonheur des hommes.

Depuis que nous vivons dans un pays soumis aux institutions parlementaires, il nous semble tout à fait singulier qu'on puisse faire des propositions qui ne soient pas destinées à devenir un programme de

(1) Cf. ANDRÉ LICHTENBERGER. *Le socialisme et la Révolution française*, p. 221.

parti, et qui, par suite, ne soient pas réalisables; il nous faut souvent un effort pour comprendre le sens de la littérature irréaliste qui plaisait tant à nos pères. Il s'en faut cependant de beaucoup que leurs habitudes aient complètement disparu, car le socialisme parlementaire ne recruterait pas autant d'adhérents dans les classes riches de la société, si les harangues révolutionnaires de Jaurès étaient prises au sérieux dans les salons bourgeois — qui cherchent à se modeler sur les niaiseries de l'ancienne noblesse.

Cette grande débauche d'abstractions avait succédé à des querelles retentissantes sur les dogmes et elle prépara une période toute préoccupée de solutions pratiques. Les positivistes ne manqueraient pas de trouver ici une application de leur fameuse loi des trois états; à leurs yeux la plus haute science est la sociologie et, avant la Révolution, les Français ne raisonnèrent que là-dessus; on pourrait donc dire qu'on était arrivé à une ère positive, après avoir passé de la théologie à la métaphysique. Cette évolution s'explique très simplement sans faire appel à de hautes considérations; lorsque la décadence de la royauté permit au Tiers-Etat de s'enhardir et de considérer les réformes comme possibles, il ne s'enferma plus exclusivement dans le domaine des dissertations scolaires.

Le continuateur de Bachaumont dit que les encyclopédistes perfectionnèrent la métaphysique, dissipèrent les ténèbres dont la théologie l'avait enveloppée, détruisirent le fanatisme et la superstition;

que les économistes s'occupèrent ensuite de morale et de politique pratique en vue de rendre les hommes heureux ; que « les temps de trouble et d'oppression ont enfanté les *patriotes* qui, remontant à la source des lois et de la constitution des gouvernements, ont démontré les obligations réciproques des sujets et des souverains et fixé les grands principes de l'administration » (1). Ce furent les réformes de Maupeou qui furent l'occasion de cette dernière transformation ; le gouvernement était alors fort discrédité et on pouvait s'attendre à un bouleversement prochain de l'Etat. Quelques années plus tard, sous le ministère Turgot, des espérances plus grandes encore devenant possibles, apparaît une littérature destinée à faire comprendre aux masses la science sociale telle que la philosophie du temps l'avait constituée. Le *catéchisme du citoyen*, en 1775, vulgarise les doctrines de Montesquieu et de Rousseau qui, d'après le même chroniqueur, « avaient été noyées dans une métaphysique fort difficile à entendre » (2). On voit par là comment l'évolution idéologique fut la conséquence de l'histoire de la royauté française.

(1) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 298. Les témoignages du XVIII^e siècle ont besoin d'être contrôlés ; c'est pourquoi j'emprunterai beaucoup au livre de Rocquain qui a déjà fait ce travail avec talent ; j'ai trouvé cette méthode plus sûre que le recours direct aux mémoires ; j'ai pensé que mes lecteurs auraient plus de confiance dans une sélection faite par un membre de l'Institut que dans celle qui aurait été mon œuvre propre.

(2) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 332.

Nous allons maintenant examiner, dans le détail, l'idéologie de la classe qui nous occupe et nous distinguerons plusieurs sources :

1° Un premier courant dépend des conditions d'existence de l'ensemble du Tiers-Etat, qui est le réservoir fournissant des hommes à l'oligarchie pensante, auxiliaire de la royauté et destinée à supplanter celle-ci. Il est en étroites relations avec l'économie qui produit la richesse dans une société de marchands et de manufacturiers; c'est grâce aux idées de cette catégorie que prennent une importance majeure les théories hostiles aux corporations, au régime féodal, à l'arbitraire administratif. Beaucoup d'importations anglaises obtinrent, à cette époque, un énorme succès, parce qu'elles se rattachaient à ces idées de production marchande; elles contribuèrent notamment à introduire des principes de liberté.

2° Le second courant dépend des fonctions administratives et judiciaires confiées à l'oligarchie bourgeoise. Ici nous ne trouverons pas beaucoup de tendances libérales; il s'agit de renforcer, de régulariser et d'étendre la puissance de l'Etat que cette oligarchie regarde, de plus en plus, comme sa propriété, depuis que le prestige de la noblesse guerrière diminue. Plus cette puissance sera grande, plus les fonctionnaires seront gens considérables.

3° Le troisième courant est dominé par le besoin d'imitation qui portait les parvenus à singer l'aristocratie ; le Tiers-Etat n'est pas satisfait de la *richesse* et de la *puissance*, il lui faut des *honneurs*. Taine a été si frappé de l'importance de ce phénomène qu'il

a cru que toute l'idéologie du XVIII^e siècle dérivait des mœurs des gens de plus haute classe; il n'a pas vu qu'il faut chercher non pas ce que pensaient les nobles, mais ce que pensaient les bourgeois désireux d'avoir l'élégance des nobles; il est clair qu'il y a plus qu'une nuance entre ces deux problèmes.

Si Taine avait davantage recherché les conditions dans lesquelles se formaient les idées au XVIII^e siècle, il n'aurait pas trouvé aussi paradoxale la situation qu'il définit ainsi: « Une aristocratie imbuë de maximes humanitaires et radicales, des courtisans hostiles à la cour, des privilégiés qui contribuent à saper les privilèges, il faut voir dans les témoignages du temps cet étrange spectacle... Au plus haut, au plus bas, dans les assemblées, dans les lieux publics, on ne rencontre parmi les privilégiés que des opposants et les réformateurs (1). » C'est que la noblesse n'a plus, à cette époque, d'idéologie qui lui soit propre; elle emprunte au Tiers-Etat les sujets de dissertation et s'amuse des projets de rénovation sociale, qu'elle assimile à des récits de voyages merveilleux faits dans des pays de Cocagne.

Deux néologismes ont frappé vivement Taine et auraient dû le mettre sur la voie de la solution. Le mot *énergie*, « jadis ridicule, devient à la mode et se place à tout propos ». L'origine roturière de ce terme ne peut guère être douteuse. — « Un mot redoutable, celui de *citoyen*, importé par Rousseau, est entré

(1) TAINE, *op. cit.*, pp. 388-389.

dans le langage ordinaire et, ce qui est décisif, les femmes s'en parent comme d'une cocarde » (1). En signant ses livres du titre de « citoyen de Genève », Rousseau avait probablement voulu faire remarquer à ses lecteurs français qu'il appartenait à la première classe des Genevois et qu'étant ainsi apte à exercer les premières magistratures (2), il marchait, dans son pays, de pair avec la noblesse ; mais il était artisan comme le plus grand nombre des citoyens de Genève et il a célébré, avec beaucoup de conviction passionnée, l'éminente dignité des artisans. Je crois qu'il faut, en conséquence, traduire le mot *citoyen* par : homme ayant droit au respect de tous en raison du travail productif dont il fait bénéficier son pays.

Il n'est pas inutile à ce propos de se référer au mémoire de Turgot sur les municipalités ; l'auteur appelle « un citoyen entier : un franc tenancier, un homme à qui l'on peut donner, ou plutôt chez qui l'on doit reconnaître le droit éminent de cité, celui qui posséderait une propriété foncière dont le revenu

(1) TAINE, *op. cit.*, p. 386. Le mot *énergie* est dans une lettre de 1779 et le mot *citoyenne* dans une lettre de 1762.

(2) Il y avait cinq classes à Genève : les *citoyens* électeurs éligibles ; les *bourgeois* non éligibles, mais dont les enfants nés à Genève devenaient citoyens ; les *habitants*, les *natifs* et les *sujets*. D'après la septième *lettre écrite de la Montagne*, l'Assemblée générale n'avait jamais compris plus de 1.500 citoyens et bourgeois, pour une population de 20.000 âmes. — On a remarqué que Rousseau a fait preuve de sentiments passablement aristocratiques, en ne demandant pas l'égalité des droits entre tous les Genevois (J. VUÏ, *Origine des idées politiques de Rousseau*, pp. 145-146.)

suffirait à l'entretien d'une famille ; car celui-là est ou pourra être chef de famille quand il lui plaira. Il est de droit ce que les Romains nommaient *paterfamilias*. Il a feu et lieu déterminé ; *il tient au sol* et il y tient la place d'une famille. » Un peu plus loin il parle de la « famille citoyenne » de ce propriétaire (1). Il y avait donc dans ce mot un sens économique, qui correspond bien aux conditions d'existence du Tiers-Etat.

Dans la première catégorie de ces idéologies se placent les théories qui fondent la société sur des contrats, théories qui exercèrent autrefois une si grande influence et qui semblent aujourd'hui si difficiles à comprendre. Il nous faudra nous y arrêter assez longuement parce que nous aurons ainsi l'occasion d'approfondir des questions qui semblent être demeurées assez obscures.

III

Les raisons qui nous rendent peu intelligibles des doctrines qui semblaient si simples à nos pères, sont multiples et assez évidentes. On a fait, de notre temps, beaucoup de recherches sur les sociétés primitives et on n'a rien trouvé qui permît de supposer qu'elles aient commencé par des contrats (2) ; tout

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 513 et p. 528.

(2) SUMNER MAINE, *Essais sur le gouvernement populaire*, trad. franç., pp. 225-226.

au contraire, on trouve partout que la magie a joué un grand rôle et il n'y a rien de moins semblable aux libres accords que les servitudes magiques. Les études faites sur le Moyen Age ont montré que nos idées, nos mœurs, nos institutions dépendent énormément de l'ancien gouvernement de l'Eglise ; le contrat social ne tient nul compte de cette tradition. Enfin, nous sentons très bien aujourd'hui que l'économie nous enchaîne, d'une manière étroite, à la nation dont le hasard de la naissance nous a fait membres : nous trouvons donc assez risible l'idée des physiocrates d'après lesquels chaque fois qu'on acquiert une terre, on « forme librement et volontairement une société avec le souverain » (1).

Mais même en nous reportant aux cours d'idées du XVIII^e siècle, nous avons quelque peine à comprendre que des contemporains de Montesquieu aient pu se laisser entraîner à réduire la société à quelque chose d'aussi simple que le fait Rousseau ; on pourrait expliquer leur attitude en disant que nous n'entendons peut-être pas bien l'*Esprit des lois* (2), que nous le lisons avec des préoccupations qui proviennent d'écoles historiques qui étaient encore à naître (3).

(1) MERCIER DE LA RIVIÈRE, *Ordre naturel des sociétés politiques* dans les *PHYSIOCRATES* (collection Daire) p. 453.

(2) Brunetière dit que plus il a lu l'*Esprit des lois*, moins il a pu en discerner le véritable objet (*op. cit.*, 4^e série, p. 254.)

(3) On pourrait se demander notamment si Montesquieu a vraiment créé l'histoire du droit et la science de la légis-

Il y a quelque chose de plus grave : les hommes du XVIII^e siècle avaient sous leurs yeux la monarchie prussienne et ils célébraient dans Frédéric II le type du souverain philosophe ; leur admiration pour le conquérant de la Silésie aurait dû les bien préparer à entendre les conditions d'une politique pratique. On en vient parfois à se demander si les admirateurs de la théorie contractuelle n'auraient pas voulu procéder par *grand écart*, comme dira plus tard Fourier, se plaçant d'emblée en dehors de toute hypothèse permettant de raisonner sur des réformes successives ; — mais cet état d'esprit s'est formé assez tardivement et Taine observe que Rousseau ne repoussait pas toute considération historique (1).

a) Pour comprendre ce paradoxe, il faut se rappeler que la doctrine du contrat social a été apportée toute faite en France, sous le patronage du grand nom de Locke. Une idéologie d'importation peut fort bien exister en même temps que des faits qui auraient pu l'empêcher de naître spontanément dans le pays qui l'adopte. Rousseau lui donna son relief définitif en la condensant dans un opuscule qui est un chef-d'œuvre d'exposition littéraire, et qui est merveilleusement obscur (2). — L'expérience de la

lation comparée, comme le croit Laboulaye. (MONTESQUIEU, *loc. cit.*, p. IX.)

(1) TAINE. *op. cit.*, p. 306.

(2) « L'auteur, écrivait Bachaumont, s'est enveloppé dans une obscurité scientifique qui rend [le livre] impénétrable au commun des lecteurs. » (ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 235.)

théorie marxiste de la valeur nous montre de quelle importance peut être l'obscurité pour donner de la force à une doctrine ; les gens éclairés n'osent pas avouer qu'ils ne comprennent pas les raisonnements qui sont présentés dans une langue très soignée, par un écrivain illustre.

L'obscurité du *Contrat social* est telle que Rousseau n'a pas dû s'apercevoir des incohérences qu'on lui a reprochées plus tard. Il y en a une dont l'importance devrait être grande et qui ne nous paraît pas avoir été beaucoup remarquée. Le principe fondamental du *Contrat social* est « l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à la communauté » : c'est là un souvenir du régime féodal des Communes ; cette aliénation est la recommandation à la *Seigneurie collective* (1) de la ville. La société reçoit tous les biens des associés ; ceux-ci ne sont pas dépouillés en fait ; propriétaires d'alleux exposés à mille dangers, ils se transforment en feudataires d'une seigneurie puissante. « Le droit de souveraineté devient à la fois réel et personnel ; ce qui met les possesseurs dans une plus grande dépendance, et fait de leur forces mêmes les garants de leur fidélité ; avantage qui ne paraît pas avoir été bien senti par les anciens monarques qui ne s'appelaient que rois des Perses, des Scythes, des Macédoniens, semblaient se regarder comme les *chefs des hommes* plutôt que comme les maîtres du pays. Ceux d'aujourd'hui s'ap-

(1) Sur le caractère féodal des anciennes institutions municipales, cf. LUCHAIRE, *Les Communes françaises*, p. 10.

pellent plus habilement rois de France, d'Espagne, d'Angleterre, etc. Et tenant ainsi le terrain, ils sont bien sûrs d'en tenir les habitants » (1). Tandis que les physiocrates s'efforçaient de réduire le régime féodal à des mesures fiscales (2), Rousseau le renforçait et pouvait faire accepter sa thèse grâce à l'extrême obscurité de son exposé. Le jacobinisme devait tirer de là des conséquences effroyables qui auraient fait horreur à Rousseau.

Nos pères n'étaient nullement choqués en constatant que le système du *Contrat social* correspondait fort mal à la réalité, parce qu'ils étaient habitués à une science physique qui prenait les plus grandes libertés avec l'expérience. On n'était même pas loin d'admettre que pour raisonner sur les véritables principes de la nature, il faut ne pas trop s'arrêter aux données fournies par l'observation, l'intelligence aurait eu pour mission de découvrir des vérités supérieures aux expériences. C'est pourquoi Rousseau n'étonnait point ses contemporains quand, s'inspirant d'exemples mémorables donnés par les philosophes, il écrivait dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* : « Commençons donc par écarter tous les faits; car ils ne touchent point à la question [de la loi naturelle]. Il ne faut pas prendre les recherches dans lesquelles on peut entrer sur ce sujet, pour des vérités histo-

(1) *Contrat social*, I, 6 et 9.

(2) Le roi n'est plus pour eux qu'une « autorité tutélaire » qui a droit à une partie du revenu net.

riques, mais seulement pour des raisonnements hypothétiques et conditionnels, plus propres à éclairer la nature des choses qu'à en montrer la véritable origine, et semblables à ceux que font tous les jours nos physiciens sur la formation du monde. »

Nos pères étaient fort disposés à faire les plus grands sacrifices pour introduire de la clarté dans les premières représentations qui servent à matérialiser les principes; c'est une des principales raisons du succès qu'obtinrent les théories atomistes. On peut simplifier les sociétés comme la physique et y trouver une clarté atomistique, en supprimant les traditions nationales, la genèse du droit et l'organisation de la production, pour ne plus considérer que des gens qui viennent, sur le marché, échanger leurs produits et qui, en dehors de ces rencontres accidentelles, conservent leur pleine liberté d'action. Ce sont bien là des *atomes sociaux* que l'on obtient en *idéalisant le droit commercial*. Au XVIII^e siècle, on avait une si haute idée du commerce que l'on était très porté à penser que le droit naturel, ainsi obtenu par une abstraction du droit commercial, doit l'emporter sur le droit réel, tout plein de traces d'influences historiques.

b) Nous allons maintenant chercher d'où peut provenir l'idéologie contractuelle.

Les compagnons et les petits bourgeois des villes industrielles étaient naturellement conduits à concevoir tous les groupes civils sur le modèle des sociétés qu'ils formaient entre eux pour leur plaisir, pour

leur sécurité ou pour la défense professionnelle. Ces sociétés, presque toujours assez mobiles, dépendaient d'autant moins des conditions historiques que les anciens artisans avaient des habitudes très nomades; Rousseau a pris soin de nous en prévenir et on n'a pas toujours assez tenu compte de ce fait dans l'interprétation de son *Contrat social*. « De toutes les conditions, la plus indépendante de la fortune et des hommes est celle de l'artisan. L'artisan ne dépend que de son travail; il est libre, aussi libre que le laboureur est esclave : car celui-ci tient à son champ, dont la récolte est à la discrétion d'autrui. L'ennemi, le prince, un voisin puissant, un procès, lui peut enlever ce champ; par ce champ, on peut le vexer de mille manières; mais partout où l'on veut vexer l'artisan, son bagage est bientôt fait; *il emporte ses bras et s'en va* (1). » Un tel personnage ne diffère pas beaucoup de l'atome social ou du citoyen abstrait qui entre dans un si grand nombre d'anciennes théories.

Celles des sectes protestantes qui ne furent pas établies comme religions d'Etat (2), ont fourni un deuxième type de sociétés constituées sur l'accord fugitif des volontés. Ces sectes ressemblaient bien

(1) ROUSSEAU, *Emile*, livre III. Turgot insiste sur le caractère nomade des ouvriers ruraux dans son mémoire sur les municipalités. Ils « n'appartiennent à aucun lieu » (TURGOT, *loc. cit.*, p. 511).

(2) Une grande partie du personnel de ces sectes appartenait d'ailleurs au petit monde dont il a été question ci-dessus.

davantage aux ordres monastiques qu'à des Eglises, et elles cherchaient, comme les ordres monastiques, à former des petits Etats dans l'Etat. Les premières colonies d'Amérique furent constituées au moyen de pactes d'établissement : le 11 novembre 1620, les quarante et un chefs de famille venus sur la *Mayflower* s'engageaient à se soumettre aux lois que voterait la majorité et aux magistrats qui seraient élus. Ces colonies étaient si bien des couvents que pendant longtemps elles expulsèrent les personnes étrangères à leur confession. Les puritains anglais avaient songé déjà à fonder le gouvernement de leur patrie sur le contrat : en 1647, les *levellers* présentèrent à l'assemblée de l'armée un projet de déclaration qu'ils auraient voulu faire signer par tous les citoyens (1).

Les sociétés à but lucratif, par actions, fournissent un troisième type qui est venu se joindre aux deux précédents pour achever la fondation de la doctrine : ici encore nous avons l'accord fugitif des volontés, puisque chaque associé peut se retirer quand il lui convient, en vendant son titre à la Bourse. La colonie du Massachusetts avait été organisée le 4 mars 1629 par une charte, sous forme d'une corporation commerciale; lorsque, peu d'années après, le siège de l'administration fut transféré en Amérique, cette charte devint la loi de la colonie; on passait ainsi du contrat privé à l'Etat.

(1) JELLINEK, *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, trad. franç., pp. 64-66.

Ces pratiques expliquent suffisamment la théorie que Locke expose aux chapitres VII et VIII du *Gouvernement civil*. Les hommes qui sont naturellement libres, égaux et indépendants, forment des sociétés pour assurer leur sécurité et surtout celle de leurs biens. Les avantages recueillis sont considérables parce que, désormais, on a des lois positives, des juges et une force publique capable de faire régner l'ordre ; les contractants abandonnent la faculté qu'ils avaient d'agir à leur fantaisie dans la défense de leurs intérêts, et notamment le droit de punir ; la société qui prend à sa charge le service de sûreté, ne doit pas dépasser les limites de ce qu'il faut faire pour remédier aux défauts que présentait l'état de nature ; le gouvernement se proposera donc uniquement la tranquillité, la sûreté et le bien évident du peuple. La constitution sociale ne fait nul tort aux hommes qui ne l'acceptent pas et qui peuvent demeurer, si bon leur semble, dans l'état de nature.

La doctrine de Locke devait passer, presque complètement, dans l'enseignement des physiocrates, qui mettent peut-être mieux en relief, si c'est possible, que les sociétés politiques sont des syndicats de propriétaires fonciers et que le gouvernement est une « autorité tutélaire, qui veille pour tous, tandis que chacun vaque à ses affaires » (1). C'est ce que l'*Esprit des lois* ne permettait pas de conclure des analyses

(1) DUPONT DE NEMOURS, *Origine et progrès d'une science nouvelle* (PHYSIOCRATES, p. 347).

historiques faites par Montesquieu et c'est ce que désiraient voir devenir le principe de toute législation future les hommes marquants du Tiers-Etat (1).

Aujourd'hui, on serait fort porté à faire un grand mérite à Montesquieu de ne pas avoir raisonné sur l'origine des sociétés (2) ; mais ses contemporains avaient besoin d'un tel raisonnement pour justifier leurs vues sur les réformes à introduire dans le vieux monde ; la bourgeoisie n'entendait pas que ses titres de propriété fussent primés par des privilèges concédés par les anciens souverains ou par des survivances féodales qu'elle regardait comme étant en dehors du droit civil ; c'est dans cet esprit qu'elle allait, quelques années plus tard, liquider l'Ancien Régime, et cette liquidation se préparait depuis longtemps.

Rousseau, en raison de ses souvenirs d'artisan voyageur, considérait la société sous une forme beaucoup plus abstraite que les physiocrates, parce qu'il n'était pas préoccupé, comme eux, des forces productives ; il raisonnait sur des hommes qui ne sont pas fixés par des nécessités économiques ; aussi trouvait-il tout naturel que la société pût bannir les gens qui refusaient d'accepter la profession de foi de la

(1) Taine dit que Montesquieu « demeurait respecté, mais isolé, et sa célébrité n'était pas une influence » (*op. cit.*, t. I, p. 378). Cet isolement de Montesquieu me semble être demeuré mal expliqué jusqu'ici.

(2) BRUNETIÈRE. *loc. cit.*, p. 263.

religion civile ; ce bannissement était une mesure peu rigoureuse à l'égard d'artisans nomades et il lui semblait nécessaire pour rendre facile l'entente entre les citoyens (1).

Cette question de l'entente est la grande pierre d'achoppement pour toutes les théories contractuelles (2). Il semble que Rousseau n'ait pas eu un très grand souci de cette difficulté, parce qu'il était grand admirateur des vieilles mœurs suisses et qu'il avait pu constater, souvent dans son pays, avec quelle facilité se fait l'accord entre voisins ou entre gens d'une profession en vue du bien commun. Pour comprendre la situation d'esprit de Rousseau, le mieux est de se reporter au livre de Paul Bureau sur la Norwège ; la région des fjords, étudiée par le savant Français, est demeurée fort archaïque et ressemble évidemment beaucoup aux vieux pays suisses que Rousseau affectionnait tant.

En Norwège des groupes se forment très facilement et la discipline est facilement acceptée, pourvu qu'elle paraisse raisonnable : « Dès que plusieurs hommes sont ensemble dans une barque, dans une entreprise quelconque de travail ou de plaisir, ils

(1) Chuquet pense que Rousseau ait été ici inspiré par les ordonnances ecclésiastiques de Genève qui punissent du bannissement ceux qui ne participent pas au culte (*J.-J. Rousseau*, pp. 145-146) ; mais il faut observer que Rousseau n'admet pas l'intervention de l'autorité en matière de culte.

(2) C'est ce qui préoccupe beaucoup Taine (*op. cit.*, pp. 306-318).

choississent un chef et édictent un règlement ; seulement, il faut que le Norvégien ait édicté lui-même ce règlement, cette loi, autrement il ne l'accepte pas » (1) ; — « Très réfractaire à toute discipline imposée du dehors, le jeune Norvégien n'obéit que lorsqu'il a bien compris la raison et le sens de ce qu'on lui ordonne, qu'il a pu se répéter à soi-même une injonction semblable (2). »

Rousseau croit d'ailleurs que par l'entrée dans la Cité l'homme est tout transformé : « La voix du devoir succédant à l'impulsion physique et le droit à l'appétit, l'homme qui jusque-là n'avait regardé que lui-même, se voit forcé... de consulter sa raison avant d'écouter ses penchants (3) ». Comme cela arrive journellement aux théoriciens de la politique, Rousseau a présenté les choses tout à rebours de ce qu'elles sont en réalité ; la nature humaine n'est pas changée par la solennité du contrat, mais la théorie contractuelle *suppose* des individus entièrement dominés par la réflexion calculatrice ; et cela est tout naturel, puisqu'elle est fondée sur l'hypothèse que les citoyens sont assimilables, pour les principaux actes de leur vie, à des marchands avisés.

c) Ce qui paraît particulièrement paradoxal dans la doctrine de Rousseau, c'est l'hypothèse d'une volonté générale toujours droite. Taine observe que l'on

(1) P. BUREAU, *Le paysan des fjords de Norvège*, p. 84.

(2) P. BUREAU, *op. cit.*, pp. 228-229.

(3) *Contrat social*, I. 8.

est ainsi facilement conduit au despotisme (1) et Sumner Maine estime que la Cité de Rousseau reproduit, dans une transposition démocratique, cet absolutisme que certains théoriciens de l'Ancien Régime avaient rêvé pour les rois de France, en sorte que le principal héritage légué par Rousseau aux temps modernes consiste dans l'idée d'un Etat démocratique omnipotent (2).

Ici encore l'obscurité du *Contrat social* a eu une grande influence pour faire accepter facilement par les contemporains une conception du droit public qui devait avoir des conséquences si effroyables.

On peut retrouver les sources de sa doctrine de la manière suivante. Les communautés protestantes ont cru, pendant fort longtemps, qu'elles étaient inspirées par le Saint-Esprit, en sorte qu'aucun doute ne pouvait surgir au sujet de la rectitude de leurs décisions. — Depuis la Renaissance, on avait une admiration superstitieuse pour les peuples de l'antiquité classique et pour leurs lois ; on devait donc admettre sans peine qu'à l'époque de leur splendeur les républiques anciennes avaient formulé la raison dans leurs assemblées populaires (3). — Enfin per-

(1) FAINE, *op. cit.*, pp. 319-327.

(2) SUMNER MAINE, *op. cit.*, pp. 225-227. — Bossuet, dans la *Politique tirée des propres paroles de l'Ecriture Sainte*, se montre bien éloigné de ces doctrines absolutistes.

(3) Je crois utile de citer un passage important de Vico que j'emprunte à l'adaptation de Michelet : « Le spectacle des citoyens d'Athènes s'unissant par l'acte de la législa-

sonne n'aurait alors sérieusement mis en doute que le consentement universel fût une preuve irréfutable en faveur des thèses que le genre humain avait acceptées. Tout le monde sait que pour former une moyenne définissant l'état normal d'un phénomène météorologique, on se contente souvent d'observations faites durant un temps assez borné. Pour connaître l'opinion du genre humain sur une question, il n'est nullement nécessaire d'interroger tous les hommes (1) ; la seule précaution à prendre est d'éviter que les hommes consultés ne répètent des mots d'ordre que leur auraient transmis des factions ; c'est pourquoi Rousseau est persuadé que « si, quand le peuple suffisamment informé délibère, les citoyens n'avaient aucune communication entre

tion, dans l'idée d'un intérêt égal qui fût commun à tous, aida Socrate à former les genres intelligibles ou universaux abstraits, au moyen de l'induction, opération de l'esprit qui recueille les particularités uniformes capables de composer un genre sous le rapport de leur uniformité. Ensuite Platon remarqua que, dans ces assemblées, les esprits des individus, passionnés chacun pour son intérêt, se réunissaient dans l'idée non passionnée de l'utilité commune... Ainsi fut préparée la définition vraiment divine qu'Aristote a laissée de la loi : *Volonté libre de passion*. » (MICHELET, *Œuvres choisies de Vico*, pp. 601-602.)

(1) Dans le *Commonitorium* (livre que Rousseau connaissait certainement parce qu'il avait été souvent invoqué dans les polémiques des protestants et des catholiques), Vincent de Lerins dit que pour connaître l'opinion universelle de l'Eglise (*quod ubique, quod semper, quod ob omnibus creditum est*) il suffit de procéder comme on fit au concile d'Ephèse et de se reporter aux opinions de dix docteurs pris dans les diverses parties du monde chrétien.

eux, du grand nombre de petites différences résulterait toujours la volonté générale et la délibération serait toujours bonne » (1).

Au moment où parut le *Contrat social*, on ne fut pas fort préoccupé des difficultés d'application ; elles nous semblent aujourd'hui si considérables que ce livre a fini par ne plus être regardé comme ayant une valeur doctrinale quelconque. En 1762, on demandait surtout aux écrivains de montrer que le régime existant était condamné à périr ; depuis vingt ans il y avait eu en France une agitation extraordinaire et on avait cru, plusieurs fois, qu'une révolution était imminente ; mais l'agitation demeurait toujours limitée à un petit monde de théoriciens. Ceux-ci n'avaient probablement retenu de l'*Esprit des lois* que la seule nécessité de mieux respecter la légalité (2) et c'était déjà une grave protestation pour un temps où tout était si capricieux ; le *Contrat social* plaisait parce qu'il exaltait le rôle de la raison identifiée à la volonté générale ; — chaque salon pensant posséder le secret de cette volonté (3).

Lorsque le cercle de lecteurs de Rousseau s'agrandit, le sens de ses doctrines changea ; elles étaient fondées sur l'hypothèse d'une société d'artisans s'ad-

(1) *Contrat social*, II, 3.

(2) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 124.

(3) Sumner Maine dit que le *Contrat social* a servi à soutenir que le gouvernement doit se subordonner à la volonté d'une opinion flottante (*op. cit.*, p. 224).

ministrant eux-mêmes; elles furent prises à la lettre par les petites gens lorsque ceux-ci furent appelés à occuper une grande place dans la formation de l'opinion. On n'a pas toujours assez observé, en discutant l'histoire du XVIII^e siècle, qu'une même thèse a pu avoir trois portées profondément différentes suivant la condition des personnes qui la soutenaient.

La doctrine contractuelle, conforme à des intérêts majeurs du Tiers-Etat, devait être reçue par la haute bourgeoisie comme étant un procédé scolastique propre à ramener la législation à des fins économiques conformes aux aspirations de la propriété foncière. — Transportée, grâce à Rousseau, dans le domaine de la bonne littérature, elle devint un paradoxe brillant, au moyen duquel des causeurs spirituels, amusants et hardis, purent dénoncer, dans les salons d'une aristocratie frivole, les folies du gouvernement royal. — Mais quand le livre de Rousseau tomba entre les mains de la petite bourgeoisie, elle se déforma pour devenir un programme d'action immédiate.

On a pu tirer du *Contrat social* les conclusions les plus opposées. Siéyès le copie quand il revendique un rôle plus grand pour le Tiers-Etat (1); la Constituante se nourrit de ses axiomes. « Chateaubriand assurait que Rousseau, plus que tout autre, condamnait les terroristes; Lally qu'il serait mort de douleur dès le second mois de la Révolution; Buzot qu'il

(1) SUMNER MAINE. *op. cit.*, p. 228.

aurait partagé le sort des Girondins; ... Duhem qu'il était aristocrate et homme à guillotiner ». Mais d'autre part, les Jacobins découvrirent dans le *Contrat social* la justification de toutes leurs émeutes; ils possédaient la volonté générale : « Le gouvernement, répétaient-ils avec Jean-Jacques, était l'ouvrage et la propriété du peuple; les fonctionnaires n'étaient que les commis du peuple; les députés n'étaient que les commissaires du peuple. Or le peuple, c'était le club... Au nom des doctrines de Rousseau, les Jacobins accusèrent l'Assemblée d'usurpations : elle leur manquait de respect, elle se jouait de la majesté nationale (1). » Les clubs jacobins raisonnaient ainsi comme les salons dans lesquels le *Contrat social* avait eu tant de succès; chaque club, comme précédemment chaque salon, prétendait exprimer la véritable *volonté générale*, qui est toujours excellente.

Toute formule scolastique de politique abstraite aura les mêmes destinées; et, après avoir amusé des lettrés, elle finira par fournir des justifications à des partis dont l'auteur n'avait pas soupçonné l'existence.

IV

Au milieu du XVIII^e siècle, apparut une littérature économique que Taine a tort de confondre avec l'ensemble de la littérature politique; les physiocrates

(1) CHUQUET, *op. cit.*, pp. 148-151.

sont beaucoup moins célèbres que les philosophes, — en partie peut-être, parce qu'ils s'occupèrent de questions d'ordre plus pratique. Il n'est pas certain que leur influence ait été très considérable; mais on ne saurait contester qu'ils représentent parfaitement le deuxième courant dont j'ai parlé plus haut : ils nous apprennent comment la partie de la bourgeoisie qui était étroitement mêlée aux affaires de l'Etat, entendait la puissance gouvernante. Dans une lettre écrite à J.-B. Say, en 1815, Dupont de Nemours raconte qu'au moment de la Révolution il demeurait seul, avec Abeille et Morellet, pour conserver la tradition de Quesnay, qu'à la Constituante on ne manquait jamais de se moquer des théories de l'école et que, malgré tout, on finissait souvent par décider conformément à leurs principes (1). Cette remarque a une grande importance pour nous; car elle permet de comprendre quel fut le rôle de ces écrivains; ils exprimaient si bien les opinions les plus répandues et les plus réfléchies de la classe administrative qu'ils devaient croire souvent que les réformes accomplies par la Révolution résultaient de leurs démonstrations, alors qu'elles étaient l'aboutissant d'un grand courant, auquel se rattachaient leurs systèmes comme un simple accessoire idéologique.

D'après Condorcet, ils ne purent « faire à l'ensemble de leur doctrine qu'un petit nombre de parti-

(1) *PHYSIOCRATES*, p. 410. — Tocqueville dit qu'on trouve chez eux la substance de la Révolution. (*L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 235).

sans; on a été effrayé de la généralité de leurs maximes, de l'inflexibilité de leurs principes; ils ont nui eux-mêmes à la bonté de leur cause en affectant un langage obscur et dogmatique, en paraissant trop oublier pour les intérêts de la liberté du commerce ceux de la liberté politique, en présentant d'une manière trop absolue et trop magistrale quelques parties de leur système qu'ils n'avaient point assez approfondies ». Leur principal succès serait dû aux condamnations qu'ils portaient sur le régime fiscal et sur la douane (1).

C'est là le témoignage d'un ennemi; mais il est vrai en gros. Les encyclopédistes détestaient les physiocrates; Grimm les accusait d'avoir « une pente à la dévotion et à la platitude bien contraire à l'esprit philosophique » (2). Le grand succès obtenu par les livres du marquis de Mirabeau put faire craindre un moment aux déclamateurs à la mode que la clientèle lettrée leur échappât; aussi firent-ils une grande réclame aux dialogues de Galiani sur le commerce des grains, pour faire pièce aux physiocrates partisans de la liberté du commerce. Morellet ayant écrit pour répondre au polichinelle napolitain par des arguments sérieux, Diderot mit tout en œuvre pour empêcher l'impression de sa réponse; il avait été chargé de lire ce livre comme censeur; « si la réfutation de l'abbé Morellet s'imprima, dit Brunetière,

(1) CONDORCET, *Tableau historique*, 9^e époque.

(2) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 2^e série, p. 243.

ce n'est pas qu'il n'eût fait valoir contre elle tous les motifs qui pouvaient inciter un lieutenant de police à en suspendre l'impression » (1).

Necker, qui tenait beaucoup à se faire une réputation en flattant les philosophes (2), ne manqua pas de se déclarer ennemi des physiocrates, et il fut accusé d'avoir conseillé les ennemis de Turgot; on admira son livre sur la législation des grains comme on avait admiré le livre de Galiani. Turgot, bien qu'ayant fréquenté de bonne heure le salon de Mme Geoffrin, n'avait jamais adopté les idées des philosophes (3).

Si, malgré les cabales des salons et des encyclopédistes, qui s'entendaient si bien à faire et à détruire les réputations, les physiocrates eurent cependant de la réputation, c'est évidemment que leurs idées correspondaient en gros à un très fort courant d'opinion.

Le reproche que leur adresse Condorcet au sujet de leur peu de souci de la liberté politique, n'est que trop fondé; cela ne doit pas nous étonner puisque nous les regardons comme ayant basé leurs doctrines

(1) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 247-248. Ce rapport de Diderot est plein de « tartuferie », comme cela se produit si souvent à cette époque dans la littérature des philosophes.

(2) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 358.

(3) TURGOT, tome I, pp. xcix-cxi et xxxi. L'intermédiaire entre Necker et la cour était le marquis de Pezay, militaire et poète, fils d'un financier genevois et grand ami de Maurepas.

sur la tradition de la France royale. Dans un tel état d'esprit, ils ne pouvaient avoir que du mépris pour la division des pouvoirs et leur balancement (1). Le Trosne estimait que la France était dans une meilleure position que l'Angleterre, parce que les réformes n'y couraient pas le risque d'être entravées par les partis (2).

On croirait parfois qu'ils employent un langage napoléonien : ils parlent de l'Etat comme d'un pouvoir impersonnel, qui en droit est subordonné aux citoyens et en fait est leur maître ; il est « le produit et le représentant de tous et doit faire plier le droit de chacun sous la volonté de tous » ; ils rêvent, comme l'a vu Tocqueville, « un despotisme démocratique » : le mandataire faisant tout sans suivre les impulsions d'assemblées politiques et contrôlé seulement par une raison publique qui n'a pas d'organes pour s'exprimer (3).

Turgot proposera à Louis XVI de créer des corps électifs, mais il s'imaginera qu'il serait possible de les enfermer dans des fonctions purement administratives. On ne pouvait méconnaître davantage la portée d'une mesure et l'esprit de son temps, observe Tocqueville ; mais il ajoute que ce système fut réalisé cependant après la Révolution quand le pays fut fatigué de politique (4). Ici encore les physiocrates an-

(1) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 236.

(2) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 239.

(3) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, pp. 240-241.

(4) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 213.

nonçaient l'Empire, mais leur tort était de ne pas voir qu'à l'expiration de l'Ancien Régime, le pays avait soif de liberté (1).

Ils avaient une confiance absolue dans un pouvoir éclairé, qui établirait l'égalité juridique, qui gouvernerait suivant des règles uniformes et répandrait l'instruction. Suivant Quesnay, « le despotisme est impossible si la nation est éclairée » ; son école ne voyait qu'un seul moyen efficace de combattre le despotisme : « un enseignement public général, continu, de la justice par essence et de l'ordre naturel » (2). Illusion fort analogue à celle que propagèrent les utopistes, qui espérèrent amener la bourgeoisie à faire le socialisme ; une administration instruite et bien informée eût été la garantie du contribuable, comme une bourgeoisie humanitaire serait celle du prolétariat dans les utopies modernes. « C'est à l'aide de ce petit galimatias littéraire qu'ils entendaient suppléer à toutes les garanties politiques (3) » ; nous pouvons demander aussi à nos socialistes officiels s'ils croient vraiment que leur galimatias peut produire une organisation sérieuse du travail.

Les physiocrates n'iront pas chercher, comme Rousseau, leurs modèles dans les républiques d'arti-

(1) Tocqueville estime que les idées libérales finirent cependant par entraîner tout le monde, y compris même les physiocrates (*op. cit.*, p. 244). Ce fut le résultat des luttes engagées entre le gouvernement et le Parlement.

(2) La justice par essence et l'ordre naturel sont les formules fondamentales de la physiocratie.

(3) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 236.

sans protestants ; rien n'est plus instructif, pour comprendre leurs doctrines et aussi le grand courant qu'ils représentaient, que ce passage souvent cité de Tocqueville : « Ne trouvant encore autour d'eux rien qui leur paraisse conforme à cet idéal, ils vont le chercher au fond de l'Asie. Je n'exagère pas en affirmant qu'il n'y en a pas un qui n'ait fait, dans quelque partie de ses écrits, l'éloge emphatique de la Chine. On est sûr, en lisant leurs livres, d'y rencontrer au moins cela, et, comme la Chine est encore très mal connue, il n'est sorte de billevesée dont ils ne nous entretiennent à propos d'elle. Ce gouvernement imbécile et barbare... leur semble le modèle le plus parfait que puissent copier toutes les nations du monde... Ils se sentent émus et comme ravis à la vue d'un pays dont le souverain absolu, mais exempt de préjugés, laboure une fois l'an la terre de ses propres mains, pour honorer les arts utiles ; où toutes les places sont obtenues dans des concours littéraires ; qui n'a pour religion qu'une philosophie et pour aristocratie que des lettrés » (1).

Les conceptions juridiques des physiocrates ont eu une importance capitale dans l'histoire de nos institutions. Au XVIII^e siècle, tout le monde était d'accord en France, en dehors de leur école, pour admettre que la propriété est une création sociale. Montesquieu, Mirabeau, Tronchet, Necker, Mallet du Pan, ne

(1) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 241.

diffèrent pas de Robespierre ou de Rousseau sur ce principe (1).

Les physiocrates introduisirent une doctrine qu'ils avaient trouvée dans Locke et suivant laquelle la propriété est la source de tout droit. « Les citoyens, écrivait Turgot dans son article sur les fondations, ont des droits, et des droits sacrés pour le corps même de la société ; ils existent indépendamment d'elle ; ils en sont les éléments nécessaires, et ils n'y entrent que pour se mettre, avec tous leurs droits, sous la protection de ces mêmes lois qui assurent leur propriété et leur liberté (2). »

Ils ne pensaient point, contrairement à l'opinion de beaucoup de juristes modernes, que les corps moraux pussent être regardés comme étant de véritables propriétaires. Là où l'on voudrait aujourd'hui ne plus voir souvent qu'un *seul genre juridique*, ils voyaient *deux genres économiques* ; et le droit devait suivre, suivant eux, l'économie. Tocqueville s'est évidemment fort trompé sur leur pensée quand il a cru pouvoir conclure de leurs opinions relatives aux fonda-

(1) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, p. 182 et pp. 185-188. — Il est utile d'observer que dans le livre V de l'*Emile*, Rousseau a placé une thèse sur la propriété qui devait plus tard, semble-t-il, inspirer les doctrines de Lassalle : « Le souverain n'a nul droit de toucher au bien d'un particulier ni de plusieurs ; mais il peut légitimement s'emparer du bien de tous, comme cela se fit à Sparte au temps de Lycurgue ; au lieu que l'abolition des dettes par Solon fut un acte illégitime. » (Cf. TAINE, *op. cit.*, p. 323).

(2) TURGOT, tome I, p. 308.

tions, à leurs opinions relatives à toutes les relations civiles : « Les contrats, dit-il, leur inspirent peu de respect ; les droits privés nuls égards ; ou plutôt il n'y a déjà plus à leurs yeux, à bien parler, de droits privés, mais seulement une utilité générale. » Il s'étonne qu'une conception aussi révolutionnaire ait pu être si facilement acceptée par « des hommes de mœurs douces et tranquilles, des gens de bien, d'honnêtes magistrats, d'habiles administrateurs » (1). En leur qualité d'honnêtes magistrats, les disciples de Quesnay tenaient le droit privé pour sacré et étaient prêts à le défendre contre l'arbitraire ; mais ils regardaient les fondations comme appartenant au domaine du droit administratif. Ils étaient frappés des défauts que présentaient les corps chargés de gérer les fondations ; en leur qualité d'habiles administrateurs, ils voulaient que toutes les ressources destinées aux intérêts publics fussent employées d'une manière efficace ; c'est pourquoi ils ne jugeaient pas respectables les fondations, dont les frais généraux étaient si souvent démesurés et qui étaient défendues par des gens intéressés à maintenir d'anciens abus d'administration (2).

Turgot estimait que le gouvernement avait le droit incontestable « de disposer des fondations anciennes, d'en diriger les fonds à de nouveaux objets ou mieux encore de les supprimer tout à fait. L'utilité publique

(1) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 235.

(2) TURGOT, *loc. cit.*, p. 304.

est la loi suprême et ne doit pas être balancée ni par un respect superstitieux pour ce qu'on appelle l'intention des fondateurs, comme si des particuliers ignorants et bornés avaient eu droit d'enchaîner à leurs volontés capricieuses les générations qui n'étaient pas encore, ni par la crainte de blesser les droits prétendus de certains corps, comme si les corps particuliers avaient des droits vis-à-vis de l'Etat... Les corps particuliers n'existent point par eux-mêmes, ni pour eux ; ils ont été formés pour la société et ils doivent cesser d'exister au moment qu'ils cessent d'être utiles » (1). Le langage de l'administrateur est ici en parfaite harmonie avec la pensée de l'économiste, aux yeux duquel la terre doit être gérée suivant les idées des vivants et non suivant celles des morts. Si, comme le pensait Turgot, on pouvait mieux satisfaire les besoins publics avec les ressources budgétaires qu'avec les fondations, celles-ci n'étaient plus qu'une gêne.

Les procédés administratifs de l'Ancien Régime étaient, le plus souvent, fort cavaliers ; aussi, ne faut-il pas s'étonner si tous les hommes qui avaient quelque lien avec l'administration, ne connaissaient guère ce respect des traditions qui s'est introduit en France au temps de la Restauration. « Le passé, dit Tocqueville, est pour les économistes l'objet d'un mépris sans bornes... Il n'y a pas d'institution si

(1) TURGOT, *loc. cit.*, pp. 308-309. — Dans le cas où l'Eglise est intéressée dans les fondations, Turgot estimait que l'Etat devait agir d'accord avec elle.

vieille et qui paraisse si bien fondée dans notre histoire dont ils ne demandent l'abolition, pour peu qu'elle les incommode et nuise à la symétrie de leurs plans (1). »

La Révolution allait bientôt liquider l'Ancien Régime en imitant, bien souvent, des pratiques de cet Ancien Régime ; mais cette imitation fut pleine d'horreurs, parce que pendant la période terroriste le pouvoir tomba entre les mains de gens qui n'étaient pas, en général, parfaitement préparés pour accomplir des tâches aussi formidables que celles qui s'imposèrent alors au gouvernement. On poussa jusqu'aux plus grands excès les procédés les plus dangereux de l'Ancien Régime. Il fallait lutter contre la faim : on fixa le prix des denrées, on ne cessa de réquisitionner pour alimenter les grandes villes, on poursuivit de mille manières les gens que l'opinion souvent affolée dénonçait comme accapareurs ; — pour pouvoir entretenir les armées, on traita le pays en citadelle assiégée, dont toutes les ressources sont à la disposition du gouverneur ; — comme la guerre civile venait compliquer les embarras de l'Etat, on confisqua les biens des rebelles. Les circonstances produisirent ainsi une éclipse presque totale des idées juridiques, et l'administration dégénéra en police, comme cela se produit chaque fois qu'elle est confiée à des hommes qui ne se sentent pas forcés, par le contrôle de l'opinion des gens de loi, à modérer

(1) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 235.

l'arbitraire qui leur a été confié (1). La législation fiscale fut, plus d'une fois, dirigée par des considérations de police politique : les riches étaient fortement soupçonnés d'abuser de leur fortune pour nuire à la République ; on les traitait donc en ennemis (2).

Lorsque le calme commença à revenir, tout le monde sentit le besoin d'obtenir des garanties contre le retour de mesures si arbitraires ; les acquéreurs de biens nationaux étaient plus désireux encore que tous les autres propriétaires, de voir proclamer l'inviolabilité de la propriété. Tout le monde sait de quelle importance ont été leurs intérêts dans le cours de notre histoire ; le retour des Bourbons fut impossible tant que l'on ne fut pas rassuré sur la validité des ventes révolutionnaires (3). On comprend donc que la doctrine des physiocrates ait obtenu, après les expériences terroristes, une autorité qui lui avait manqué jusque là. Il semble que la Constitution de l'an III se soit inspirée de leurs idées, non seulement dans l'article 5 de la Déclaration des droits qui définit la propriété, mais surtout dans la Déclaration des devoirs : l'article 8 affirme que sur le maintien de la propriété reposent tout le travail et tout l'ordre social ; l'article 9 impose à chaque citoyen l'obligation

(1) C'est cette modération de l'arbitraire qui donne naissance au droit administratif — création très fragile lorsque les traditions ne sont pas très puissantes.

(2) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, pp. 258-262 et p. 255.

(3) La jurisprudence a attaché un caractère presque religieux aux ventes révolutionnaires, tant elle a eu peur de paraître en atténuer la validité.

de défendre la patrie, la liberté, l'égalité et la propriété.

C'était vraiment le triomphe des physiocrates, triomphe qui a eu une longue durée et qui est dû à des raisons historiques dont ils n'auraient pu soupçonner l'existence future.

V

Les historiens ne sont point parvenus à expliquer convenablement le rôle vraiment paradoxal qui appartient aux gens de lettres durant le XVIII^e siècle. Cela tient à ce qu'on a considéré la société, en bloc, au lieu d'examiner les relations des gens de lettres avec chacune des classes. Nous avons à déterminer pourquoi le Tiers-Etat les a écoutés comme des oracles, encore que leurs connaissances ne les désignassent généralement pas pour donner des conseils à la bourgeoisie; il faut se reporter ici à ce que j'ai appelé le troisième courant idéologique du XVIII^e siècle, courant qui dépend de l'imitation des mœurs aristocratiques. La nouvelle classe conquérante accorda une confiance absolue à des hommes qu'elle voyait choyés par la haute noblesse et par les souverains; elle ne se demanda point quelles étaient les causes qui expliquaient ces faveurs qui l'étonnèrent, la fascinèrent et la trompèrent.

L'opinion de l'étranger joua alors un grand rôle dans notre histoire. Lorsque Voltaire partit pour Berlin, il n'avait pas encore la réputation de Montes-

quieu et de Fontenelle; Grimm avait été fort surpris en 1749, à son arrivée à Paris, de voir que Voltaire était moins admiré en France qu'en Allemagne (1); Voltaire alla « chercher à Potsdam la consécration de gloire et de popularité qu'on lui refusait dans sa patrie » (2); son calcul fut excellent, car à son retour il apparut considérablement grandi, malgré ses mésaventures à la cour de Prusse.

Nous trouvons un témoignage précieux de ce rôle des étrangers dans un bien singulier mémoire de Diderot, adressé à Sartine qui l'avait consulté sur une pièce de Palissot. Diderot écrit : « Si vous pouvez faire en sorte qu'il ne soit pas dit qu'on ait deux fois, avec votre permission, insulté en public ceux de vos concitoyens qu'on honore dans toutes les parties de l'Europe, que les voyageurs se font un devoir de visiter et qu'ils se font un honneur d'avoir connus quand ils sont de retour dans leur patrie, je crois que vous ferez sagement (3). » La haute société française était fort sensible aux jugements que l'étranger portait sur ses grands hommes et la bourgeoisie devait avoir pour eux un respect presque superstitieux.

Il ne paraît point que cette situation soit sur le point de disparaître : la démocratie a continué la tradition du Tiers-Etat et chaque fois que les gens de

(1) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 2^e série, p. 176.

(2) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 4^e série, p. 322.

(3) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 2^e série, p. 164.

lettres le voudront, ils pourront encore exercer sur elle une véritable dictature. A la suite de l'affaire Dreyfus, nous avons vu un délicat amuseur des boudoirs de la plaine Monceau transformé, par quelques badauds, en oracle du socialisme; il paraît qu'Anatole France s'étonna d'abord beaucoup de cette métamorphose, mais qu'il a fini par se demander, tout de bon, si, vraiment, en contant ses petites drôleries aux belles dames et aux gentils messieurs de la finance, il n'avait pas découvert l'énigme de la question sociale. Si le mouvement qui porta, pendant quelques années, les ouvriers les plus intelligents vers les universités populaires, avait pris tout le développement qu'on avait espéré (dans la bourgeoisie) lui voir prendre, le socialisme serait tombé dans l'ornière démocratique.

La démocratie ayant pour objectif la disparition des sentiments de classe et le mélange de tous les citoyens dans une société qui renfermerait des forces capables de pousser chaque individu intelligent à un rang supérieur à celui qu'il occupait par sa naissance, elle aurait partie gagnée si les travailleurs les plus énergiques avaient pour idéal de ressembler aux bourgeois, étaient heureux de recevoir leurs leçons et demandaient aux gens en réputation de leur fournir des idées. Il n'y aurait dès lors aucune raison pour qu'une structure démocratique ne fût pas stable; elle pourrait seulement être ébranlée par des troubles que causerait l'ambition de quelques hommes; mais elle ne serait pas menacée, comme elle l'est aujourd'hui, dans son principe, par le socialisme. Les démo-

crates intelligents ont donc raison de faire de si grands efforts pour défendre le prestige des gens de lettres : ils cherchent à diriger l'instruction populaire dans un sens favorable au maintien de ce prestige; et, à cet effet, au lieu d'apprendre aux ouvriers ce qu'ils ont besoin de savoir pour leur vie de travailleurs, on s'efforce de développer chez eux une vive curiosité pour les choses qui se trouvent seulement dans les livres écrits pour amuser les bourgeois.

Le succès d'une telle pédagogie sera d'autant plus certain que les ouvriers auront un plus humble sentiment de leur infériorité actuelle; qu'ils regarderont les groupes au milieu desquels vivent les gens de lettres, avec l'admiration béate que pouvait avoir un ancien roturier provincial pour l'ancienne cour; que la distance qui existe entre la couche des admirateurs les plus nombreux et la couche des faiseurs de réputations sera plus considérable. Lors donc que beaucoup de nos plus fins et de nos plus aristocrates écrivains montrent tant de zèle pour vanter les bienfaits de l'enseignement populaire, il ne faut pas admirer leur *amour pour les humbles*, mais la grande perspicacité avec laquelle ils comprennent l'art de se créer une clientèle. Les universités populaires furent, pendant quelques années, une vaste réclame faite pour faire lire les livres des dreyfusards; si la réclame n'avait pas été conduite d'une manière aussi scandaleuse, les résultats auraient été probablement plus durables.

Dans l'*Eloge* de Montesquieu, d'Alembert dit que

« la partie du public qui *enseigne*, dicta à la partie qui *écoute*, ce qu'elle devait penser et dire » au sujet de l'*Esprit des lois*. Laboulaye estime que d'Alembert parle de ses amis, les philosophes, en termes trop orgueilleux et que les Français lettrés du XVIII^e siècle pouvaient fort bien lire Montesquieu sans avoir recours à leurs lumières (1). Cette distinction d'une *Ecclesia docens* et d'une *Ecclesia discens* est encore fondamentale dans nos démocraties : si elles veulent supprimer le sentiment de classe, elles entendent bien maintenir et au besoin perfectionner les hiérarchies de culture.

Voyons maintenant quelle était la situation des gens de lettres par rapport à l'aristocratie du XVIII^e siècle; c'est là une question très importante à résoudre, car de sa solution dépend toute l'interprétation de cette littérature.

Une tradition ancienne voulait qu'une cour eût des rhéteurs habiles, plaisant par leur conversation brillante, capables de jeter l'illustration sur le prince qui les entretenait; ils faisaient aussi partie du luxe qui doit entourer de riches personnages. Cette tradition n'avait point disparu et chaque grande maison formait une petite cour abondamment pourvue de ses êtres exceptionnels :

« Tous les soirs, ils soupent en ville et sont l'ornement, l'amusement des salons où ils vont causer.

(1) MONTESQUIEU, *loc. cit.*, p. xxv.

Parmi les maisons où l'on dine, il n'y en a pas qui n'ait son philosophe en titre, un peu plus tard son économiste, son savant... On les suit à la trace de salon en salon, de château en château (1) » ; — Taine estime que la philosophie de ce temps est « une sorte d'opéra supérieur où défilent et s'entrechoquent, tantôt en costume grave, tantôt sous un déguisement comique, toutes les grandes idées qui peuvent intéresser une tête pensante » (2) ; — « Chez le baron d'Holbach arrivaient tour à tour les étrangers les plus lettrés et les plus marquants... C'est là qu'il fallait entendre [raconte Morellet] la conversation la plus libre, la plus animée et la plus instructive qui fût jamais... Point de hardiesse politique ou religieuse qui ne fût mise en avant et discutée, *pro et contra*... Souvent un seul y prenait la parole et proposait sa théorie, paisiblement et sans être interrompu. D'autres fois, c'était un combat singulier, dont tout le reste de la société était tranquille specta-

(1) TAINE, *op. cit.*, p. 333. — Les mœurs du temps autorisaient encore la vie de parasite, dont Marmontel fournit un si scandaleux échantillon ; mais il n'y avait point que les auteurs du second rang à vivre d'une manière qui nous semble aujourd'hui si peu digne. Brunetière a écrit une phrase terrible sur d'Alembert : « Logé par une Lespinasse, enamourée de son Guibert ou de son Mora, et pour l'achever, entretenu (c'est bien d'Alembert que je veux dire) moitié par le roi de Prusse et moitié par Mme Geoffrin » (*loc. cit.*, p. 217). — Sur Marmontel, qui dut une bonne partie de sa fortune à ce qu'il était un « robuste Limousin ». (Cf. *op. cit.*, 6^e série, p. 254).

(2) TAINE, *op. cit.*, p. 333.

teur » (1); — « Le moyen pour des nobles, qui passent leur vie à causer, de ne pas rechercher des gens qui causent si bien ! Autant vaudrait prescrire à leurs femmes, qui tous les soirs vont au théâtre et jouent la comédie à domicile, de ne pas attirer chez elles les acteurs et les chanteurs en renom » (2).

Il y avait encore une autre raison qui donnait une grande importance aux relations bienveillantes que la haute aristocratie entretenait avec les gens de lettres connus : c'est que depuis l'invention de l'imprimerie, les auteurs de satires n'avaient cessé d'être extrêmement redoutés. On sait avec quelle impudence l'Arétin exploita la terreur qu'il inspirait; dans une lettre, il se vante de pouvoir se moquer de l'univers grâce à une plume d'oie et à quelques cahiers de papier blanc; il dit encore qu'il s'enrichit de la sueur de son écritoire.

Les philosophes du XVIII^e siècle étaient passés maîtres dans l'art de calomnier. Quand ils ont l'occasion d'exercer leur verve satirique sur quelqu'un, ils se révèlent toujours bien supérieurs à ce qu'ils sont quand ils écrivent sérieusement; cela est, par exemple, manifeste pour Voltaire. Ils ne respectaient rien et ils étaient redoutés même par les gens les

(1) TAINÉ, *op. cit.*, pp. 367-368.

(2) TAINÉ, *op. cit.*, p. 369. — Pour bien comprendre ce que furent les salons du XVIII^e siècle, il faut se rappeler le rôle qui appartient aux grandes revues il y a un demi-siècle; les salons servaient à l'instruction d'un public analogue à celui qui a, plus tard, accordé toute sa confiance au *Correspondant* et à la *Revue des Deux-Mondes*.

plus paisibles : un membre de l'Académie des Inscriptions auquel Malesherbes a demandé un avis sur le *Père de famille* de Diderot, supplie son correspondant de se montrer bien discret, parce qu'il ne « veut pas avoir d'affaire à démêler avec des gens qui s'imaginent avoir seuls en partage toute la raison humaine [et qu'il] appréhende autant que les théologiens » (1).

Les souverains étrangers qui subventionnent ou flattent un philosophe, ne le font point simplement par admiration pour ses lumières (2). Frédéric regardait Voltaire comme un homme extrêmement dangereux, qu'il avait un grand intérêt à ménager; mais c'est surtout l'impératrice Catherine qui sut mettre à profit les gens qui disposaient alors de l'opinion. Après l'assassinat de son mari, elle demande à l'ambassadeur de France s'il connaît Voltaire et s'il ne peut pas lui expliquer l'affaire (3); Voltaire semble avoir résisté quelque temps, mais il ne tarda pas à s'enrôler dans l'armée des admirateurs de la Sémi-

(1) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, 2^e série, p. 192.

(2) Laboulaye dit que « le grand Frédéric jouait avec Voltaire et ses amis une comédie dont tout le bénéfice était pour lui »; il pouvait « tenter les coups de main les plus criminels, avec la complicité de ceux qui disposaient de l'opinion » (MONTESQUIEU, *loc. cit.*, p. XLIV). Et plus loin : « En 1767, Catherine, non moins habile que Frédéric à capter l'opinion, imagina de se présenter à l'Europe comme l'apôtre de la civilisation et des idées nouvelles » (p. L).

(3) DESNOIRESTERRES, *Voltaire et Jean-Jacques Rousseau* (édition in-12), p. 371.

ramis du Nord, au point de scandaliser Mme de Choiseul et Mme du Deffand; Walpole écrivait à celle-ci: « Comment répare-t-on un meurtre? Est-ce en retenant des poètes à ses gages? en payant des historiens mercenaires et en soudoyant des philosophes ridicules à mille lieues de son pays? Ce sont ces âmes viles qui chantent un Auguste et se taisent sur ses proscriptions (1). »

Mais on aurait une idée fort incomplète de la littérature du XVIII^e siècle, si on se bornait à ces considérations. Il faut se rappeler de plus le rôle que les bouffons avaient joué dans les cours du moyen âge; il y a encore, de ce temps, de véritables clowns dans les salons, tel « Galiani, un joli nain du génie, sorte de Platon ou de Machiavel avec la verve et les gestes d'arlequin, inépuisable en contes, admirable bouffon, parfait sceptique, ne croyant à rien, en rien, sur rien, ... [qui], sa perruque à la main, les deux jambes croisées sur le fauteuil où il perche, prouve [aux philosophes], par un apologue comique, qu'ils *raisonnent* ou *résonnent*, sinon comme des *cruches*, du moins comme des *cloches*, en tout cas, presque aussi mal que des théologiens. C'était, dit un assistant, la

(1) DESNOIRESTERRES, *op. cit.*, p. 380. On est souvent tenté de penser que Brunetière n'a que trop raison lorsqu'il dit que Rousseau fut le seul homme un peu courageux de tous les auteurs célèbres de ce temps. « Il est vrai, ajoute-t-il, qu'ils lui ont fait presque un crime de son courage même. » (*loc. cit.*, p. 222.) — Turgot s'indignait de voir Helvétius tant vanter Frédéric et Catherine (*Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, p. 147).

plus piquante chose du monde, cela valait le meilleur des spectacles et *le meilleur des amusements* » (1).

Les hommes de premier plan ne s'apercevaient pas toujours du rôle ridicule qu'on leur attribuait dans la haute société. L'histoire des relations de Frédéric II et de Voltaire est devenue inintelligible pour nous, tant nos mœurs sont éloignées de celles du XVIII^e siècle; l'engagement que le roi envoya signer au grand écrivain pendant les démêlés de celui-ci avec Maupertuis, nous paraît aujourd'hui d'une insolence à peine croyable; il est clair que pour Frédéric il n'y avait pas une grande différence entre un illustre homme de lettres et un domestique (2). Beaucoup plus tard, après leur réconciliation, il est curieux de voir de quel ton le souverain libre-penseur écrit au sujet de la tempête soulevée par l'exécution du chevalier de La Barre : « Il ne faut pas que la philosophie encourage à de pareilles actions, ni qu'elle fronde des juges qui n'ont pu prononcer autrement qu'ils l'ont fait. » Comme Voltaire avait formé le

(1) TAINÉ, *op. cit.*, p. 369.

(2) « Je promets à V. M., que tant qu'elle me fera la grâce de me loger au château, je n'écirai contre personne, soit contre le gouvernement de France, contre les ministres, soit contre d'autres souverains, ou contre les gens de lettres illustres envers lesquels on me trouvera rendre les égards qui leur sont dus. Je n'abuserai pas des lettres de S. M. et je me gouvernerai d'une manière convenable, en homme de lettres qui a l'honneur d'être chambellan de S. M. et qui vit avec des honnêtes gens. » Tout le volume de Desnoiresterres sur *Voltaire et Frédéric* est à lire, car il nous raconte une bouffonnerie achevée.

projet de réunir à Clèves les écrivains menacés, pensait-il, par un réveil du fanatisme religieux, le roi lui fait cette recommandation ironique : « Ils seront tous bien reçus, pourvu qu'ils soient *modérés et paisibles* (1). »

On pourrait objecter que Voltaire appartenait à une génération un peu vieillie et qu'il avait été élevé dans des idées de respect pour les grands, qui expliquent certaines lâchetés dont ses contemporains avaient parfois honte. Mais Diderot ! Celui-là est le type accompli de l'homme de lettres du nouveau système, à tel point que nos bourgeois contemporains l'ont placé dans l'Olympe démocratique ; J. Reinach épuise les expressions de l'admiration la plus exaltée quand il parle de lui. Diderot ne se doute pas que si l'impératrice Catherine se montre si familière avec lui, c'est qu'il était de tradition de permettre aux bouffons une grande familiarité avec les grands, en vue d'aiguiser leur verve.

Taine n'a pas été loin de bien reconnaître quelle était la situation réelle de Diderot dans les salons ; mais il a été retenu par l'admiration qu'il avait pour ce parfait précurseur de la bourgeoisie contemporaine (2) ; le portrait qu'il a donné de Diderot est

(1) DESNOIRESTERRES, *Voltaire et Jean-Jacques Rousseau*, pp. 502 et 505.

(2) Taine représente, mieux que personne peut-être, la tradition bourgeoise ; c'est pourquoi son témoignage a une valeur toute particulière pour notre sujet. Il admire la Science avec autant de naïveté que les encyclopédistes et il a une affection particulière pour les *romanciers de l'émancipation morale*, pour Stendhal comme pour Diderot.

très favorable et il plaide les circonstances atténuantes en sa faveur de la manière suivante : « C'est un nouveau venu, un parvenu dans le vrai monde ; vous voyez en lui un plébéien, puissant penseur, infatigable ouvrier et grand artiste (1), que les mœurs du temps ont introduit dans un souper de viveurs à la mode. Il y prend le dé de la conversation, conduit l'orgie et par contagion, par gageure, dit à lui seul plus d'ordures et plus de gueulées que tous les convives (2). » Si Taine n'avait été retenu par le respect qu'il professait pour les écrivains du XVIII^e siècle, il aurait dit que Diderot était choyé dans la haute société comme un saltimbanque de lettres.

Une telle époque ne pouvait plus goûter les règles de bon sens, de modération dans le langage et de sagesse pratique dont Boileau avait jadis voulu donner le code. C'est Diderot qui doit encore servir de type : « Non seulement, dit Taine, il descend jusqu'au fond de la doctrine antireligieuse et antisociale, avec toute la raideur de la logique et du paradoxe, plus impétueusement et plus bruyamment que d'Holbach lui-même ; mais encore il tombe et s'étale dans le borborygme du siècle qui est la gravelure, et dans la grande ornière du siècle qui est la déclama-

(1) Brunetière estime qu'on « a pris trop souvent la confusion [chez Diderot] pour de la profondeur » et que « sous l'air d'une indépendance qui va parfois jusqu'au cynisme [il a] tous les préjugés d'un bourgeois ou d'un philistin ». (*Evolution des genres*, p. 153.)

(2) TAINE, *op. cit.*, p. 349.

tion. Dans ses grands romans, il développe longuement l'équivoque sale ou la scène lubrique. La crudité chez lui n'est pas atténuée par la malice ou recouverte par l'élégance. Il n'est ni fin, ni piquant, il ne sait point, comme Crébillon fils, peindre de jolis polissons (1). »

Joseph Reinach est fort gêné par la morale de son héros, qui « aboutit au retour le plus effréné à l'état de nature », qui plonge « le plus souvent dans la fange de la bestialité primitive » et dans laquelle il trouve, à son grand regret, « le panégyrique de l'inceste, de la prostitution et de la promiscuité des sexes ». L'admirateur des encyclopédistes constate avec douleur que Diderot, qui ne veut rien reconnaître en dehors des lois de la nature, ne reconnaît dans celle-ci que deux fins, « la conservation de l'individu et la propagation de l'espèce » (2). Nous pouvons donc le rapprocher de ces bourgeois libres-penseurs qui, au xix^e siècle, accueillirent avec une telle frénésie le darwinisme, parce qu'ils croyaient

(1) *Loc. cit.* — On ne peut s'empêcher de penser ici à Zola, qui, lui aussi, manquait d'élégance et de malice. Ce grand marchand de cochonneries se vantait « d'avoir le premier, dans le roman, donné sa vraie place à l'instinct génésique [qui] deviendrait, à l'en croire, la préoccupation incessante du genre humain. » (GUYAU, *L'art au point de vue sociologique*, p. 158.) Si ce mouvement annoncé par Zola se produit, ce sera une preuve que la force du cerveau diminue dans le monde moderne. Le cerveau paraît être, en effet, l'organe modérateur des fonctions sexuelles.

(2) J. REINACH, *Diderot*, pp. 174-175.

trouver dans l'hypothèse de leur origine simiesque un moyen de justifier leurs appétits grossiers.

Nous touchons maintenant le fond de la psychologie des hommes du XVIII^e siècle (1): cette fanfaronnade de la lubricité n'intéresse pas seulement la morale, mais aussi la production intellectuelle; elle prouve que la réflexion exerçait chez eux un très faible contrôle sur l'imagination. Les historiens perdent donc bien leur temps quand ils veulent *pénétrer* la pensée des philosophes du XVIII^e siècle; ce sont des causeurs, des marchands de satires ou de louanges et surtout les bouffons d'une aristocratie dégénérée. De presque tous (2), on peut dire ce que Brunetière dit de Diderot : « Ce qui est difficile..., c'est de savoir ce qu'il a pensé, et la raison vous en paraîtra plausible si je dis, comme je le crois, qu'il ne l'a lui-même jamais su (3). »

La classe moyenne lisait leurs œuvres dans un autre esprit que la noblesse, et elle prenait au sérieux ce qu'écrivaient des gens ayant de si belles relations; plus une opinion était paradoxale, plus elle admirait le génie de penseurs assez hardis et assez profonds pour s'affranchir des chaînes de la tradition, plus elle avait confiance dans les lumières qu'elle

(1) J'ai appelé, il y a déjà longtemps, l'attention sur cette manière de pénétrer les secrets de l'âme humaine, en examinant les idées relatives aux relations sexuelles.

(2) Il faut excepter Rousseau qui ne ressemble à aucun des philosophes.

(3) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 154.

pouvait acquérir dans de telles lectures, plus aussi elle était disposée à oser, elle aussi, des essais analogues. La sottise incommensurable de M. Homais est le produit naturel de cette influence des gens de lettres sur la bourgeoisie française; pendant près d'un siècle, des gens éclairés déraisonnèrent par suite de l'incapacité dans laquelle ils se trouvaient de comprendre le sens de livres qui, provenant de milieux très aristocratiques, leur semblaient tomber du ciel.

L'absence de tout esprit critique ne doit pas nous surprendre chez nos pères. On ne saurait le trouver chez les gens de lettres qui exerçaient les métiers que nous venons d'examiner. On ne songera pas à en demander à des nobles qui ne s'occupent qu'à rire, à médire ou à tendre des embûches aux gens qui leur déplaisent. L'expérience nous apprend que l'esprit critique manque toujours aux classes qui ne pensent point en raison de leurs propres conditions de vie ; il manquait donc au Tiers-Etat ; — l'histoire des écrivains de l'antiquité et du Moyen Age illustre cette proposition d'une manière déjà assez remarquable ; l'expérience du xix^e siècle fournit la contre-épreuve.

Du jour où le passé a été examiné par des gens qui voulaient trouver un enseignement pour comprendre les luttes dans lesquelles leur classe était engagée, l'histoire a pris un tout autre aspect, comme Renan l'avait si bien vu quand il écrivait à propos d'Augustin Thierry : « Le sens étendu des choses humaines ne s'obtient que par l'intelligence du présent, et le présent ne livre son secret qu'en proportion de

l'enjeu qu'on y prend... Il fallait [pour interpréter les textes de l'histoire médiévale] une pratique de la vie profane que ne donnent ni la vie monastique ni les paisibles investigations du paléographe. Un jeune homme de vingt ans, jeté dans un milieu passionné et doué de cette perspicacité que donne l'habitude des choses politiques, a pu relever du premier coup dans l'œuvre de ces grands maîtres [les bénédictins] une foule de lacunes et de vues erronées (1). »

C'est pourquoi, mes amis et moi, nous ne cessons d'engager les classes ouvrières à ne pas se laisser entraîner à suivre l'ornière de la science ou de la philosophie bourgeoises. Un grand changement se produira dans le monde le jour où le prolétariat aura acquis, comme l'a acquis la bourgeoisie après la Révolution, le sentiment qu'il est capable de penser d'après ses propres conditions de vie. Ce fut le régime parlementaire qui révéla aux grands historiens de la bourgeoisie moderne leur vocation ; « l'ensemble d'idées que la Restauration qualifia du nom de libéralisme, [fut] l'âme de l'histoire » (2) d'Augustin Thierry ; et ainsi s'explique que « le plus beau mouvement d'études sérieuses succéda, presque sans intervalle, à l'effervescence révolutionnaire » (3). Cela ne tenait pas seulement à ce que la fin des guerres impériales a renfermé beaucoup d'enseignements im-

(1) RENAN, *Essais de morale et de critique*, pp. 117-118.

(2) RENAN, *op. cit.*, pp. 115-116.

(3) RENAN, *op. cit.*, p. 124.

prévus, comme le dit Renan (1), mais plutôt à ce que la bourgeoisie se sentait, vers 1820, capable de penser toute seule.

Le prolétariat possède, on l'a dit bien des fois, un système d'institutions qui lui sont aussi propres que le régime parlementaire était propre à la bourgeoisie. C'est du mouvement syndical que peut sortir l'affranchissement intellectuel qui débarrassera les classes ouvrières de tout respect pour les balivernes bourgeoises.

(1) RENAN, *op. cit.*, p. 116.

CHAPITRE III

La science au XVIII^e siècle

- I. *La science comme objet de curiosité. — L'Encyclopédie. — Connaissances générales nécessaires aux administrateurs. — Découvertes qui font concevoir de grandes espérances.*
- II. *Application des mathématiques aux questions sociales. — Illusions de Condorcet. — Raisons de l'erreur commise alors. — Maintien d'une fausse science des probabilités.*

I

La doctrine du progrès devait sortir tout naturellement des aspirations d'une classe conquérante qui avait pleine confiance dans son avenir, qui se croyait parfaitement préparée à prendre le pouvoir et qui avait en tête de grands projets de réformes. Nous ne saurions cependant parfaitement comprendre ses conceptions, si nous ne nous rendions un compte exact de l'idée qu'elle avait de la science.

De notre temps, la science est une discipline austère, dans laquelle chacun se choisit un étroit département pour le cultiver avec soin durant toute sa vie. On ne devient vraiment habile dans une partie

qu'à la condition de subir un long apprentissage, de se tenir au courant des innovations de détail et de manier des procédés d'investigation spéciaux. La répartition des travaux scientifiques entre des groupes indépendants nous semble tellement naturelle et féconde que nous ne songeons pas à demander si une telle structure sociale a pu soulever, quelquefois, quelques objections. Nos pères regardaient cette spécialisation comme une routine propre aux goujats, une dégradation de l'esprit, un attentat à la noble destinée de l'homme. « La plupart des beaux esprits du XVIII^e siècle se piquaient d'entendre la géométrie ; et de leur côté les organes des compagnies savantes se piquaient de faire de la littérature (1). »

Fontenelle s'était rencontré à point pour donner, là-dessus encore, une formule philosophique et il avait vanté les heureux résultats que devait produire la coordination des sciences ; Brunetière a eu tort de croire que c'était là une grande découverte (2) ; il aurait dû laisser une telle sottise aux positivistes ; la prétendue coordination des sciences n'est nullement le but suprême de la recherche moderne ; elle est l'expression des usages de l'ancienne société française et elle dépend surtout des mœurs des salons. La

(1) COURNOT, *Considérations sur la marche des idées et des événements dans les temps modernes*, tome II, pp. 54-55. — Clairaut cependant ne pouvait souffrir que d'Alembert « cherchât à se distinguer dans les lettres ». (DIDEROT, *Oeuvres complètes*, tome VI, p. 474.)

(2) BRUNETIÈRE, *Etudes critiques*, 5^e série, p. 239 et p. 242.

grande question était autrefois de pouvoir soutenir une conversation avec les gens éclairés que l'on rencontrait dans la bonne société. Si la coordination des sciences fascine encore la bourgeoisie démocratique, c'est que celle-ci n'a pas beaucoup d'idées propres et qu'elle a la manie de s'alimenter aux sources de l'Ancien Régime.

Les conceptions que nos pères avaient au sujet de la science se rattachent à plusieurs raisons ; mais leur origine première est toujours la curiosité des personnes de qualité.

a) A la fin du xviii^e siècle le monde s'était passionné pour une foule de sujets qui avaient été totalement ignorés des temps antérieurs ; *l'honnête homme* de la génération précédente avait eu un horizon assez borné ; maintenant on veut avoir des clartés de tout (1). Le cours de chimie de Lémery, publié en 1675, eut un grand nombre d'éditions et fut traduit en plusieurs langues ; les leçons d'anatomie de du Verney étaient fort appréciées par les dames ; ce savant, recommandant Mlle de Launay à la duchesse du Maine, écrivait qu'elle était la « fille de France qui connaît le mieux le corps humain (2). » Thomas Diafoirus aurait pu alors, sans être ridicule, inviter sa fiancée à assister à une dissection (3).

(1) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, p. 236.

(2) BRUNETIÈRE, *loc. cit.*, pp. 232 et 235.

(3) *Malade imaginaire*, acte II, sc. vi.

Turgot regarde la curiosité comme étant le grand moteur du progrès (1) ; et cette vue correspond parfaitement aux sentiments de ses contemporains qui sont toujours à la recherche de connaissances nouvelles et ne consentent jamais à s'enfermer dans les étroites frontières d'une spécialité scientifique. « Buffon commençait, en homme du monde qui cherche la réputation et qui n'a pas le don des petits vers, par vouloir faire des mathématiques, puis des expériences de physique, du genre de celles pour lesquelles il convient d'être un homme riche ; jusqu'à ce qu'enfin, trouvant sa veine avec la place d'intendant du Jardin du roi, il fût devenu, tout à la fois, un grand naturaliste et un grand écrivain, et, à ce double titre, le plus illustre, comme le plus utile des vulgarisateurs. » Cournot observe que le XVIII^e siècle a suivi cet exemple, s'occupant d'abord de géométrie, puis trouvant les démonstrations de physique et de chimie plus amusantes et finissant par se fixer sur l'histoire naturelle (2).

Dans une notice sur Clairaut insérée dans la correspondance de Grimm, Diderot donne ce tableau des variations de la curiosité avant 1765 : « Les métaphysiciens et les poètes ont eu leur temps ; les physiciens systématiques (3) leur ont succédé ; la physique

(1) TURGOT, tome II, p. 601.

(2) COURNOT, *loc. cit.*, p. 55.

(3) Il ne s'agit évidemment des cartésiens contemporains de Fontenelle.

systématique a fait place à la physique expérimentale ; celle-ci à la géométrie (1) ; la géométrie à l'histoire naturelle et à la chimie, qui ont été en vogue dans ces derniers temps et qui partagent les esprits avec les affaires de gouvernement, de commerce, de politique et surtout la manie de l'agriculture, sans qu'on puisse deviner qu'elle sera la science que la *légèreté nationale mettra à la mode* par la suite ». Clairaut n'avait pas suivi le courant, en sorte qu'il avait perdu sa réputation : jadis les dames distinguées « voulaient avoir un géomètre à leur suite », mais maintenant « un géomètre a de la peine à trouver un libraire qui se charge de ses ouvrages et ne trouve presque pas un lecteur qui les ouvre (2). »

Il s'agissait bien des modes qui se créent dans les salons : une science devenait donc d'autant moins intéressante qu'elle devenait plus technique. Dans les *Pensées sur l'interprétation de la nature* (1754), Diderot nous apprend qu'à son avis les mathématiques sont arrivées à un tel point qu'elles ne peuvent plus avancer : « J'oserais presque assurer qu'avant qu'il soit cent ans, on ne comptera pas trois grands géomètres en Europe (3). » Il faut évidemment entendre par là que les mathématiques commençaient à être déjà fermées aux amateurs : et Diderot ne pouvait conce-

(1) Diderot fait ici une place pour Clairaut et d'Alembert.

(2) DIDEROT, *loc. cit.*, pp. 474-475.

(3) DIDEROT, tome II, p. 11.

voir de culture scientifique étendue en dehors de celle qui plaît aux amateurs (1).

La chimie eut un succès d'autant plus grand qu'elle n'était encore qu'une cuisine pharmaceutique. Diderot, en 1770, parle de Rouelle avec un enthousiasme qui nous étonnerait si nous ne savions la pauvre idée que Diderot se faisait de la science. Rouelle « voulait être poète, philosophe, théologien, politique, musicien » ; il était « grand savant, *profond théoricien* » ; mais « il croyait à l'alchimie » et était un « manipulateur distrait et maladroit » (2).

La physiologie attirait d'autant plus fortement Diderot qu'elle était dans l'enfance ; d'ailleurs il se contentait de notions sommaires. Il insiste beaucoup auprès de l'impératrice Catherine pour qu'elle fasse expliquer l'organisation du corps humain et particulièrement celle des appareils de la génération aux jeunes filles nobles, *dans le but de les moraliser* ; en une huitaine de jours elles en sauraient assez sur

(1) Il dit que les ouvrages des grands géomètres du XVIII^e siècle, Bernoulli, Euler, Maupertuis, Clairaut, Fontaine, d'Alembert, Lagrange « subsisteront dans les siècles à venir comme ces pyramides d'Egypte dont les masses chargées d'hiéroglyphes réveillent en nous une idée effrayante de la puissance et des ressources des hommes qui les ont élevées ». Cela veut peut-être dire aussi que ces ouvrages deviendront indéchiffrables.

(2) DIDEROT, tome VI, pp. 405-409. Il nous parle avec admiration d'une fameuse expérience sur le dessalement de l'eau de mer exécutée *devant des ambassadeurs* ! — Sous l'influence de Rouelle le nombre des cabinets d'histoire naturelle arriva au nombre de deux cents à Paris ; on sait que c'étaient des amoncellements de bibelots.

« le péril et la suite de l'approche de l'homme », sur le devoir conjugal et sur l'accouchement ; sa fille, après trois ou quatre leçons d'anatomie, a lu *Candide* sans que « rien dans ce livre pervers fit travailler sa petite tête » ; la vue des modèles en cire qui servaient au professeur pour faire ses expositions avait suffi pour assoupir son imagination et lui faire comprendre pour quelles raisons la bienséance prescrit de ne pas laisser certaines parties du corps à l'état de nudité (1).

Diderot prouva surtout qu'il connaissait à merveille l'esprit curieux et puéril de ses contemporains, quand il imagina de leur conter les recettes des arts usuels ; il vanta sa marchandise avec un tel aplomb que beaucoup de personnes l'ont pris pour le créateur de la technologie scientifique. Celle-ci devait naître d'une manière plus modeste et plus naturelle ; elle fut créée par les ingénieurs militaires français et par les professeurs qui enseignaient dans leurs écoles. Joseph Reinach ignore sans doute cela, car il écrit : « Les philosophes entreprirent de découvrir les classes ouvrières, de faire connaître le travail sans lequel la civilisation ne serait qu'un rêve et de

(1) DIDEROT, *Œuvres choisies*, édition du centenaire, pp. 326-329. — Dans cette curieuse consultation, Diderot montre toute la naïveté d'un parfait *philistin*. Il n'est peut-être pas inutile d'observer ici que les hommes qui se donnent aujourd'hui comme les princes de l'esprit laïque, sont, comme leur illustre prédécesseur, des *philistins*.

préparer ainsi, révolution à la fois intellectuelle, politique et sociale, l'avènement du Tiers-Etat à la liberté et au pouvoir (1). » En fait, il s'agissait d'amuser les gens du monde.

Ceux-ci trouvèrent, paraît-il, l'*Encyclopédie* fort intéressante ; Joseph Reinach nous donne comme caractéristique une anecdote de Voltaire, qui montre bien les raisons du succès de cette compilation : les courtisans y apprenaient de quoi se compose la poudre à canon, et les femmes quelles sont les différences qui existent entre les diverses poudre à farder. « Mme de Pompadour avait trouvé [d'après cette anecdote] la juste formule : c'est comme magasin de toutes les choses utiles que le dictionnaire des sciences et des arts réussissait auprès du public ; ... chacun, après l'avoir feuilleté, se croyait le plus savant homme du royaume (2). » C'était donc bien de la science de boudoir ou de salon que Diderot présentait ; et vaut-il vraiment la peine de le nommer « le prophète de l'industrie moderne (3) », pour avoir amusé ses contemporains avec la routine de l'ancienne production ?

Cournot, avec son gros bon sens, était choqué par l'idée même de l'*Encyclopédie* : dresser un inventaire des connaissances humaines à une époque de grandes

(1) J. REINACH, *Diderot*, p. 43. L'ignorance naïve de l'auteur éclate dans le passage où il dit que son héros a prévu la télégraphie électrique (p. 47).

(2) J. REINACH, *op. cit.*, pp. 72-74.

(3) J. REINACH, *op. cit.*, p. 42.

transformations lui semblait étrange. « Pour s'expliquer leur méprise, il faut voir dans les encyclopédistes et dans leurs patrons ou leurs adeptes, non plus des savants, mais des philosophes, ou, si l'on veut, non plus des amis de la science, mais des gens prévenus en faveur de la philosophie (1). » Mais il faut ajouter que cette philosophie est une conversation de gens du monde.

On ne saurait parfaitement comprendre l'esprit du XVIII^e siècle si on ne tenait pas compte des grands succès qu'obtint alors l'occultisme. Il ne faut pas s'étonner de voir les lecteurs de l'*Encyclopédie* tomber dans cette sottise ; après avoir épuisé tous les genres de connaissances matérielles, ils étaient réduits, pour satisfaire leur curiosité, à explorer les domaines invisibles. Et ne procédaient-ils point par la méthode expérimentale ? n'était-ce point là une de ces recherches ouvertes à tout le monde, qui devraient donner des résultats merveilleux le jour où elles seraient faites par un grand nombre de personnes non spécialisées (2) ?

(1) COURNOT, *loc. cit.*, pp. 56-57.

(2) Condorcet estime qu'on doit attendre de grands progrès dans la minéralogie, la botanique, la zoologie, la météorologie, d'observations répétées en grand nombre, sur un vaste territoire, par des hommes ayant reçu une instruction générale. (*Tableau historique*, 9^e époque.) L'occultisme est dans les mêmes conditions ; c'est une science que tout le monde peut cultiver. Aucune science ne saurait aussi bien que l'occultisme mériter le nom de démocratique, attendu que l'usage est de nommer démocratique ce qui est accessible au plus grand nombre.

b) La curiosité des gens du monde était, dans son ensemble, en parfait accord avec les préoccupations qu'avait tout membre de l'oligarchie appelée à gouverner. Pour faire un excellent administrateur, il n'était nullement nécessaire de posséder une connaissance de spécialiste. Nous voyons tous les jours nos assemblées politiques prendre des décisions sur des questions dont le détail échappe complètement à nos députés ; et cependant aucun d'eux ne songe à se récuser quand il s'agit de statuer sur un programme de constructions navales, sur un établissement de chemins de fer, sur une loi de douane. Pendant assez longtemps après la Révolution, l'*Encyclopédie* et des compilations du même genre semblent avoir servi aux fonctionnaires pour saisir une vue générale des choses qu'ils devaient contrôler. Ce genre d'instruction pouvait même paraître suffisant, le plus souvent, pour les personnes qui étaient appelées à diriger des établissements industriels ; en effet, jusqu'à une époque très voisine de nous, les usines ont eu surtout pour directeurs des marchands, des comptables ou d'anciens ouvriers qui étaient fort appréciés des capitalistes parce qu'ils montraient, envers les travailleurs une inflexibilité qu'on ne rencontre guère chez les ingénieurs instruits.

Beaucoup de volonté, des notions d'ensemble et quelques tours de main formaient le bagage des chefs de très grands ateliers. Vers 1830, Ure disait qu'en Angleterre les propriétaires des filatures n'étaient pas au courant de la mécanique et s'en rapportaient à leurs directeurs qui n'étaient pas trop forts eux-

mêmes (1). Le Play, qui a enseigné longtemps la métallurgie à l'Ecole des mines et qui a visité toutes les usines de l'Europe pour apprendre son métier de professeur, constatait « que les vrais éléments de l'art restent souvent inconnus des chefs préposés à l'administration des ateliers. Dans la plupart des cas, ajoute-t-il, je ne pouvais utilement réclamer de ce personnel dirigeant que la permission de me mettre à l'école des ouvriers » (2). Il a fallu beaucoup de temps pour que les élèves des écoles industrielles aient été choisis comme directeurs.

Les biographes de Turgot nous apprennent que celui-ci étudia la physique, la chimie, les mathématiques, « dans leurs rapports avec les intérêts de l'agriculture, des manufactures et du commerce » (3). Tout cela pouvait être très sommaire ; Diderot, en 1765, estimait qu'il ne fallait pas plus de six mois pour apprendre en géométrie tout ce qu'on a besoin de savoir, quand on ne veut pas s'enfermer dans une spécialité assez inutile : « le reste est de pure curiosité », suivant lui (4).

(1) URE, *Philosophie des manufactures*, trad. franç. tome I, pp. 66-67.

(2) LE PLAY, *La réforme sociale en France*, 5^e édition, tome II, p. 20.

(3) TURGOT, tome I, p. xxxii. L'éditeur de la *Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, Ch. Henry, observe que Turgot n'avait pas étudié les mathématiques avec beaucoup de succès parce que sa correspondance indique seulement chez lui des connaissances élémentaires (pp. xii-xiii).

(4) DIDEROT, tome VI, p. 475.

On pourrait se demander si Condorcet n'a pas eu l'idée d'enquêtes analogues à celles que Le Play devait, plus tard, mettre tant en honneur : « Ce qui forme véritablement l'espèce humaine, la masse des familles qui subsistent presque en entier de leur travail, a été oubliée [par l'histoire] ; et même dans la classe de ceux qui, livrés à des professions publiques, agissent, non pour eux-mêmes, mais pour la société, dont l'occupation est d'instruire, de gouverner, de défendre, de soulager les autres hommes, les chefs seuls ont fixé les regards des historiens ». Condorcet voudrait que l'on possédât de bonnes descriptions des Français, comme on possède des descriptions des types étrangers faites par des voyageurs ; malheureusement ces voyageurs ont été le plus souvent légers et mal préparés (1).

Rien ne nous permet de supposer que le philosophe du XVIII^e siècle ait eu comme l'économiste du XIX^e, l'idée qu'on pénètre au fond de la connaissance d'un peuple par les monographies de quelques familles ouvrières. Il est vrai que Le Play n'est point parvenu à justifier scientifiquement sa méthode ; il y avait été conduit par une intuition naturelle chez un professeur de technologie, singulièrement passionné pour la science pratique qu'il enseignait, et qui avait eu tant de fois l'occasion d'apprendre au contact des ouvriers.

Le but que se propose Condorcet est bien plus

(1) CONDORCET, *loc. cit.*

simple: « Soit qu'on [cherche à rendre] compte d'une découverte, d'une théorie importante, d'un nouveau système de lois, d'une révolution politique, on s'occupera de déterminer quels effets ont dû en résulter pour la portion la plus nombreuse de chaque société; car c'est là le véritable objet de la philosophie, puisque tous les effets intermédiaires de ces mêmes causes ne peuvent être regardés que comme des moyens d'agir enfin sur cette portion qui constitue vraiment la masse du genre humain. En arrivant à ce terme... les hommes peuvent apprécier *leurs titres réels à la gloire* ou jouir avec un plaisir certain des progrès de leur raison : c'est là seulement qu'on peut juger du véritable perfectionnement de l'espèce humaine. Cette idée de tout rapporter à ce dernier point est dictée par la justice et par la raison (1). » Les physiocrates et tous les auteurs de projets de réforme au XVIII^e siècle estimaient qu'il fallait diriger l'administration de l'Etat de manière à améliorer le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre (2); les saint-simoniens ne feront que reprendre cette tradition et leur seul mérite sera de donner une formule retentissante à un vœu qui avait été celui de tous les anciens théori-

(1) Suivant Condorcet, toute amélioration qui est survenue dans les conditions de la vie matérielle, remonte, en effet, à un fait politique ou à une découverte de science pure.

(2) TURGOT, tome I, p. LXXII. L'éditeur dit que l'école de Quesnay était la seule à s'occuper sérieusement de cette fin.

ciens. Les enquêtes de Condorcet étaient destinées à éclairer un gouvernement, animé d'intentions réformatrices, pour lui permettre de suivre, au moyen de statistiques exactes et détaillées, l'application des règles qu'il introduirait dans les administrations publiques (1).

c) Administrateurs, savants et hommes d'affaires croyaient que l'économie du pays pouvait être rapidement et profondément modifiée pourvu que l'on voulût bien s'éclairer suivant les méthodes encyclopédiques. Il y eut, à cette époque, quelques faits qui exercèrent une influence très grande sur l'esprit public à ce point de vue; je crois que les découvertes faites en chimie furent particulièrement décisives.

Il faut observer qu'il n'existe pas de connaissance qui étonne autant les hommes que la chimie. Dans les temps anciens on a entouré d'une vénération superstitieuse les procédés servant à traiter les minerais, à affiner les métaux, à préparer les alliages; il n'y a point de sujets qui prêtent aussi facilement aux secrets de métiers et aux tours de main; encore aujourd'hui les inventeurs obtiennent facilement la confiance des capitalistes quand ils leur annoncent

(1) Jaurès commente en termes si grandiloquents le texte de Condorcet qu'on peut se demander s'il y a compris quelque chose : « L'histoire démocratique et humaine est beaucoup plus malaisée que l'histoire oligarchique. Mais quand elle descendra dans les profondeurs de la vie sociale..., ce sera pour y faire pénétrer peu à peu la *justice et la joie*. » (*Histoire socialiste, La Convention*, p. 1792.)

des procédés métallurgiques nouveaux, car il reste toujours quelque chose de l'alchimie dans la chimie, aux yeux des ignorants. Les substances explosibles et les matières tinctoriales tirées de la houille ont bien autrement exalté l'imagination de nos contemporains que les plus hautes découvertes scientifiques.

Les travaux de Lavoisier révolutionnèrent la chimie à la fin du XVIII^e siècle (1); ils donnèrent un exemple retentissant de ce que peut la science encyclopédique d'un homme appartenant à l'oligarchie gouvernante; Lavoisier était fermier-général quand il publia ses grands mémoires de chimie; grâce à lui cette science sortait des officines de pharmacie pour devenir tout à fait bourgeoise. Mais je crois que le fait qui frappa le plus nos pères fut l'introduction en France de la fabrication de la porcelaine dure.

Il y avait fort longtemps que l'on cherchait à rivaliser avec la Chine pour les poteries de grand luxe; en Saxe, le hasard avait conduit un alchimiste à découvrir les propriétés du kaolin; en France, on y arriva un peu plus tard, mais chez nous la science intervint; Darcet fit de nombreux travaux sur les terres et les présenta à l'Académie des sciences (1766-1768), en sorte que la fabrication de la porcelaine apparut comme une conquête de la méthode

(1) Condorcet ne semble pas avoir bien compris l'importance des idées nouvelles soutenues par Lavoisier; il paraît surtout frappé par l'introduction d'une nomenclature scientifique.

scientifique et non plus comme le résultat d'un heureux hasard (1). Pour les gens du monde, il n'y avait pas de question qui pût être capable de jeter plus de lustre sur la chimie.

Darcet et les autres chimistes ses contemporains se préoccupèrent d'un très grand nombre de problèmes d'ordre pratique (2), et on comprend que Condorcet ait pu célébrer les services qu'ils rendaient à l'industrie et à la bonne administration : « On verra les arts chimiques s'enrichir de procédés nouveaux, épurer, simplifier les anciennes méthodes; se débarrasser de tout ce que la routine y avait introduit de substances inutiles ou nuisibles, de pratiques vaines ou imparfaites ; tandis qu'on trouvait en même temps les moyens de prévenir une partie des dangers souvent terribles auxquels les ouvriers y étaient exposés ; et qu'ainsi, en procurant plus de jouissance, plus de richesses, ils ne les faisaient plus acheter par tant de sacrifices si douloureux et par tant de remords (3). »

(1) D'après l'article *Darcet* dans la *Biographie Michaud*.

(2) C'est Darcet qui inventa plus tard la gélatine sur la valeur nutritive de laquelle il y eut tant de discussions.

(3) CONDORCET, *loc. cit.* Jaurès trouve que par cette phrase Condorcet se révèle « un grand révolutionnaire [et] confond ainsi dans sa pensée science et démocratie » (*loc. cit.*, p. 1792). C'est à se demander si le *grand tribun* comprend ce qu'il lit; car il n'y a pas tant de choses dans ce passage qui fait probablement allusion aux recherches qui devaient aboutir à rendre moins dangereux le travail au mercure.

Bien que les amis de Condorcet attachassent une énorme importance à l'histoire naturelle (1), notre auteur est assez sobre de vues sur ce sujet, — peut-être à cause de la haine qu'il avait contre Buffon ; il parle cependant d'une « lumière féconde [qui a été répandue] sur la culture des végétaux destinés à nos besoins ; sur l'art de nourrir, de multiplier, de conserver les animaux domestiques, d'en perfectionner les races, d'en améliorer les produits » (2). Il est très probable que la première sentence a trait aux travaux de Nicolas de Saussure sur le blé et la vigne et aux articles qu'il donna à l'*Encyclopédie* ; nous trouvons ensuite une allusion aux tentatives faites par Daubenton pour créer des troupeaux produisant la laine fine.

En 1766, Daubenton annonça qu'il serait facile de changer les races indigènes en les soignant mieux ; il obtint à Montbard des résultats remarquables sur des animaux roussillonnais qui avaient du sang mérinos ; Turgot fit venir des moutons espagnols ; en 1786 on introduisit le grand troupeau de Rambouillet. Les gens du monde, les administrateurs et les industriels étaient également intéressés par cette question ; le succès de ces tentatives devait manifester le triomphe de la science sur la routine. Par le traité

(1) DIDEROT, tome III, p. 463. — Trois connaissances seraient seules essentielles à ses yeux, au point de vue de la satisfaction de nos besoins : la mécanique, l'histoire naturelle et la chimie.

(2) CONDORCET, *loc. cit.*

de Bâle, en l'an III, l'Espagne s'engagera à laisser sortir 4.000 brebis et 1.000 béliers ; cette autorisation sera seulement utilisée en 1798 par une société que dirigea Girod de l'Ain ; Napoléon, exagérant les idées de ses prédécesseurs, suivant ses habitudes, voudra transformer tout le troupeau français en mérinos (1). On voit combien la France s'était passionnée pour un énorme progrès agricole que la science et le gouvernement essayaient de réaliser.

Condorcet parle ensuite des moyens nouveaux « de préparer, de conserver les productions de la terre ou les denrées que nous fournissent les animaux ». On sait qu'à la fin du XVIII^e siècle on fit beaucoup de recherches sur les produits alimentaires, recherches qui ne furent pas toutes heureuses, mais qui provoquèrent toutes beaucoup d'enthousiasme. En 1756, l'imprimerie du Louvre avait publié un mémoire de l'académicien Tillet, intitulé *Précis des expériences faites à Trianon sur la cause qui corrompt les blés*, qui fut envoyé aux intendants.

Il se produisit à cette époque une véritable révolution dans l'emploi du blé. On avait jusqu'alors perdu une quantité énorme de farines parce qu'on donnait les gruaux au bétail ; c'est pendant la disette de 1709 qu'un meunier de Senlis paraît avoir tiré parti des gruaux en les repassant à la meule ; au milieu du XVIII^e siècle, les nouveaux procédés étaient pratiqués, en grand secret, autour de Paris ; en 1760

(1) D'après l'article *mérinos* dans le *Dictionnaire d'agriculture* de BARRAL et SAGNIER.

et 1761, des expériences furent faites devant le lieutenant général de police par Malisset qui était chargé du service des « blés du roi » pour l'approvisionnement de Paris ; mais bientôt la science intervient et rejette dans l'ombre tout le travail des artisans. En 1765, l'Académie des sciences donne un prix à Dransy pour son mémoire sur les moulins, et cet ingénieur construisit les usines de Corbeil où fut pratiquée la nouvelle mouture dite *économique*. En 1778, Parmentier publie le *Parfait boulanger ou traité complet sur la fabrication et le commerce du pain*, dans lequel il expose les avantages de la nouvelle mouture (1).

On sait combien fut brillante l'histoire de la pomme de terre au XVIII^e siècle ; les gens du monde, les administrateurs éclairés, les savants rivalisèrent tellement de zèle qu'ils finirent par croire que sans eux le peuple eût été privé de ce précieux aliment.

En 1761, Turgot cherche à vulgariser la pomme de terre à Limoges ; en 1765, l'évêque de Castres en fait l'objet d'un mandement ; Mme d'Egmont engage le roi de Suède à planter la Dalécarlie en pommes de terre (2) ; le fameux mémoire de Par-

(1) G. BORD, *Le pacte de famine*, pp. 59-60 et p. 67. Cette mouture aurait été appelée *économique* parce que Malisset aurait voulu placer le nouveau système sous la protection de l'école de Quesnay. Jusqu'alors, on avait regardé les gruaux comme dangereux pour la santé, peut-être par suite d'une vague assimilation avec les grains de seigle ergoté.

(2) GEFFROY, *Gustave III et la Cour de France*, tome I, p. 246. — TAINÉ, *Ancien Régime*, p. 387. L'auteur ne donne pas la date ; la comtesse d'Egmont est morte en 1773.

mentier est de 1778; je n'ai pas besoin de rappeler les expériences de culture faites à Grenelle, l'intervention personnelle de Louis XIII et les inventions gastronomiques qui accompagnèrent cette campagne philanthropique (1).

Pendant la Révolution, la pomme de terre devient le légume patriotique, après avoir été le légume philosophique (2). Jamais l'union de la science et du pouvoir intelligent ne se manifesta avec plus de naïveté.

II

C'est en se reportant aux conditions au milieu desquelles se formait alors la science, que l'on peut comprendre les idées singulières qui eurent alors tant de vogue sur le calcul des probabilités, idées que Stuart Mill nomme « le scandale des mathématiques » (3) et qui ont gardé leur autorité jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Il est important d'examiner la question de très près, parce que nous pourrons

(1) D'après l'article *Parmentier* dans la *Biographie Michaud*, le gâteau de Savoie serait dû au célèbre pharmacien; ainsi la science en vient même à perfectionner la cuisine.

(2) Les préjugés contre la pomme de terre ont cependant persisté pendant la première moitié du XIX^e siècle, car en 1847, Marx l'accuse d'avoir « engendré les écouelles ». (*Misère de la philosophie*, p. 82.) La question est longuement discutée par Morel dans son *Traité des dégénérescences*, publié en 1857.

(3) STUART MILL, *Système de logique*, trad. franç., tome II, p. 64.

ainsi pénétrer très avant dans la pensée de ce temps.

La régularité approximative qui se présente dans beaucoup de phénomènes a toujours frappé l'esprit des observateurs et les a conduits à supposer qu'il y a une mathématique du hasard. Un ami de Galilée avait trouvé qu'on obtenait 11 plus souvent que 12 avec trois dés; le géomètre montra que 11 peut se produire avec 27 combinaisons et 12 avec 25 seulement; le rapport des combinaisons aurait été ici identique au rapport des cas constatés. Buffon fit jeter en l'air 4.040 fois une pièce et trouva 2.048 faces : c'est à peu de chose près la moitié des coups (1). Il n'y a évidemment aucune raison pour qu'on ait dans le jeu un nombre plutôt qu'un autre; il est donc fort singulier que les événements se manifestent dans des rapports souvent très voisins de ceux que donne l'analyse combinatoire. Il y a là une question de fait, qui ne dépasserait pas l'intérêt d'un paradoxe curieux, si on ne trouvait dans la pratique des régularités analogues pouvant servir de base à des applications importantes.

Les calculs des tarifs des compagnies d'assurances sur la vie sont fondés sur l'extraordinaire régularité que présente la mortalité humaine. Les artilleurs ont observé que les projectiles lancés par une arme à feu se répartissent suivant une loi qui est toujours la même (loi de Gauss) et qui s'applique aussi aux erreurs des observations astronomiques; Quetelet a

(1) J. BERTRAND, *Calcul des probabilités*, pp. VII et IX.

même montré que les écarts qui existent entre les tailles des conscrits et la moyenne sont soumis à la même règle. D'après le colonel Journée, la fréquences des diverses aptitudes physiques chez les soldats se classent suivant un seul tableau (1). Mais il faut toujours se rappeler que ces hasards qui reconnaissent un ordre sont tout à fait exceptionnels. Les personnes qui n'ont pas une grande habitude d'observer les choses, croient facilement qu'il n'y a qu'une espèce de hasard et que le calcul des probabilités s'applique partout où agissent beaucoup de petites causes indéterminables : les mathématiciens ont été, maintes fois, dupes de cette illusion comme les gens du monde.

Les gens du monde comprennent l'utilité que peut avoir le calcul des probabilités tout autrement que les *actuaire*s qui établissent les tarifs des compagnies d'assurances. Ceux-ci raisonnent sur des masses de combinaisons au milieu desquelles disparaît tout hasard; une société qui a une grosse clientèle, opère d'une manière aussi sûre que si elle connaissait la destinée de chacun de ses clients; ainsi le calcul des probabilités aboutit, entre les mains de l'*actuaire*, à une certitude. Pour les gens du monde, au contraire, la notion de probabilité n'a de sens que pour le joueur; ils voudraient que le calcul apprit à l'individu qui traite avec une compagnie ce qu'il a le

(1) JOURNÉE, *Tir des fusils de chasse*, 2^e édition, pp. 377-378.

droit de réclamer en échange de la somme qu'il verse à l'espèce de loterie ouverte sur ses chances de survie.

Il n'y a aucune raison pour fixer le taux d'une rente viagère constituée dans un contrat entre particuliers ; on suit, presque toujours, les tarifs des grandes compagnies, mais c'est évidemment par une raison de convenance et non par suite d'un raisonnement sur la probabilité ; car pour un tel contrat on ne saurait compter sur les compensations qui se produisent entre les hasards avantageux et les hasards désavantageux, compensations qu'expriment les tables de mortalité.

De même, il n'y a aucune règle d'équité pour deux joueurs qui parient sur rouge et noire ; ce qu'on appelle règle d'équité est celle qui devrait être adoptée par le banquier d'une roulette qui serait assez philanthrope pour ne vouloir rien gagner ; il donnerait à chaque joueur heureux deux fois sa mise, parce que dans la combinaison d'un nombre énorme de coups, il y a, à peu près, pour lui, compensation de bénéfices et de pertes, — en admettant que le jeu fasse apparaître les événements dans les rapports que donne l'analyse combinatoire (1). Cette mesure est considérée par les gens du monde comme étant l'expression d'une équité naturelle, qui devra s'appliquer à tous les jeux, alors même qu'il y a seule-

(1) En fait le banquier gagnerait encore parce que les joueurs passent par des alternatives d'emballement et de découragement.

ment des individus jouant quelques coups l'un contre l'autre. Les mathématiciens ont reçu des joueurs cette règle d'équité et ils n'ont pas examiné généralement si elle était fondée.

La grande différence qui existe entre les deux points de vue que l'on peut adopter au sujet des phénomènes du hasard — suivant qu'on les considère par rapport à un banquier ou par rapport à des particuliers — se manifesta, d'une manière très remarquable, au cours de discussions qui eurent lieu au XVIII^e siècle à propos de l'inoculation. Daniel Bernoulli voulait prouver qu'il fallait encourager cette pratique parce qu'il résulterait de sa vulgarisation un allongement de la vie moyenne, malgré le danger qu'elle présente. D'Alembert contestait la valeur d'un tel argument, et il donnait l'exemple suivant : combien de gens accepteraient de subir une opération qui tuerait un opéré sur cinq et qui prolongerait la vie moyenne de trente ans ? D'Alembert se plaçait au point de vue individuel, tandis que Bernoulli raisonnait comme ferait un roi qui traiterait ses sujets comme les animaux d'un troupeau ; pour rendre le calcul tout à fait satisfaisant, il aurait même été bon de calculer la valeur du troupeau dans l'hypothèse de l'inoculation et dans l'hypothèse du *statu quo* (1).

Les géomètres du XVIII^e siècle cherchèrent le moyen

(1) Diderot dit qu'à Sparte on aurait accepté les conditions de d'Alembert et observe que dans certaines batailles le cinquième de l'effectif a été tué (tome IX, p. 211).

de rendre le calcul encore mieux applicable aux questions que se posent les particuliers. Laplace voulut *démontrer* que le jeu réglé suivant la règle dite d'équité est désavantageux ; qu'il est bon de ne pas mettre sa chance sur un seul risque ; qu'il y a avantage à s'assurer, bien que l'assureur fasse un bénéfice sur l'opération. Il a utilisé à cet effet une théorie donnée par Daniel Bernoulli, théorie très peu soutenable, mais qui obtint beaucoup de succès parce qu'elle part d'une appréciation qui est pour ainsi dire universelle chez les *gens qui dépensent sans produire* ; pour le producteur, tout se traduit par une valeur placée dans un bilan et destinée à faire ressortir un prix de revient ; pour le consommateur, il ne s'agit que d'apprécier la facilité avec laquelle on met la main à la poche ; les variations des sommes employées doivent être plutôt estimées en valeur relative qu'en valeur absolue ; c'est le principe qu'emploie Daniel Bernoulli (1). Aujourd'hui les transformations subies par l'économie nous rendent étrangers aux idées qui paraissaient excellentes à nos pères ; J. Bertrand s'étonne que Buffon ait adopté la doctrine de l'*espérance morale*, mais cela était tout naturel de la part de ce grand seigneur ; personne ne paraît plus l'admettre aujourd'hui (2). Puisque la notion de probabilité n'offre

(1) Ce principe conduit à mesurer les valeurs morales par une formule logarithmique, que Fechner devait proposer, de nos jours, d'appliquer aux sensations.

(2) LAPLACE, *Théorie analytique des probabilités*, pp. 441-447. — J. BERTRAND, *op. cit.*, pp. 66-67.

déjà aucun sens mathématique pour le particulier qui opère au hasard, sa combinaison avec l'estimation des valeurs relatives constitue une deuxième puissance du non-sens, ou comme un redoublement de l'asservissement de la science aux manières de penser familières aux gens du monde !

Condorcet introduisit dans la science une idée bien plus singulière encore : celle d'appliquer le calcul des probabilités aux jugements; il était tellement fier de ses travaux qu'il proposa à la Convention d'introduire ses théories dans l'enseignement secondaire. Dans le *Tableau historique*, il vante les immenses bienfaits que doivent produire les recherches qu'il a entreprises :

« Ces applications ont appris à reconnaître les divers degrés de certitude où nous pouvons espérer d'atteindre; la vraisemblance d'après laquelle nous pouvons adopter une opinion, en faire la base de nos raisonnements sans blesser les droits de la raison (1), et la règle de notre conduite, sans manquer à la prudence ou sans offenser la justice. Elles montrent quels sont les avantages et les inconvénients des di-

(1) L'idée de calculer la vraisemblance d'une solution a longtemps persisté chez les géomètres; c'est une probabilité de pari individuel et par suite une notion absurde, venant des gens du monde. Laplace avait calculé qu'on pourrait parier un million contre un que l'erreur relative commise sur la masse de Saturne ne dépassait pas un cinquantième; on a reconnu depuis que l'erreur était plus grande (BERTRAND, *op. cit.*, p. 305).

verses formes d'élection, des divers modes de décisions prises à la pluralité des voix (1). »

Il avait notamment cherché comment il faudrait organiser les tribunaux pour que leurs sentences fussent aussi bonnes qu'on pouvait raisonnablement le désirer : il faudrait les composer de 65 membres, statuant à la majorité de 9 voix pour que la probabilité de l'erreur ne fût pas supérieure à celle du danger que l'on peut courir en s'embarquant pour traverser la Manche, entre Douvres et Calais, par beau temps; cette probabilité étant de 1 à 144.768 (2).

Mme de Staël, qui nous donne l'opinion des salons après la Révolution, n'a aucun doute sur la valeur de cette nouvelle science; elle vante les admirables découvertes de Condorcet et elle prophétise, à son exemple, de bien singulières applications du calcul au gouvernement. « Pourquoi, dit-elle, ne parviendrait-on pas un jour à dresser des tables qui contiendraient la solution de toutes les questions politiques, d'après les connaissances de statistique, d'après les faits positifs que l'on recueillerait dans chaque pays? L'on dirait : pour administrer telle population, il faut exiger tel sacrifice de la liberté individuelle : donc telles lois, tels gouvernements conviennent à tel empire. Pour telle richesse, telle étendue de pays. il faut tel degré de force dans le pouvoir exécutif : donc telle autorité est nécessaire dans telle contrée

(1) CONDORCET, *loc. cit.*, 9^e époque. Je ne mentionne pas les prédictions de la 10^e époque.

(2) J. BERTRAND, *op. cit.*, p. XLVI.

et tyrannique dans telle autre. Tel équilibre est nécessaire entre les pouvoirs pour qu'ils puissent se défendre mutuellement : donc telle constitution ne peut se maintenir et telle autre est nécessairement despotique (1). » Et tout cela serait fondé sur le calcul des probabilités qui « présente un résultat *moralelement infaillible* » quand « il s'applique à un très grand nombre de chances » (2).

Aujourd'hui, toutes ces belles choses paraissent parfaitement ridicules aux géomètres. J. Bertrand se demande même comment le livre de Condorcet a pu être admis : « Aucun de ses principes n'est acceptable, aucune de ses conclusions n'approche de la vérité... Laplace a rejeté les résultats de Condorcet; Poisson n'a pas accepté ceux de Laplace; ni l'un ni l'autre n'a pu soumettre au calcul ce qui lui échappe essentiellement. » Cependant de bons esprits ont eu beaucoup de peine à s'émanciper d'une tradition qui avait de tels garants. « Dans la discussion de la loi sur le jury, Arago invoqua l'autorité de Laplace. On pouvait, disait-il, diminuer les erreurs judiciaires dans le rapport de 5 à 7.. Un député osa exprimer un doute; Arago le traita fort mal. Quand il parlait au nom de la Science, il n'appartenait pas aux ignorants de le contredire (3). » Le judicieux

(1) DE STAEL, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales. Œuvres complètes*, édition de 1820, tome IV, pp. 522-523.

(2) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 520.

(3) J. BERTRAND, *op. cit.*, pp. 319-320.

Cournot lui-même proposa une méthode pour calculer la valeur professionnelle des juges (1).

Les considérations de Condorcet devaient paraître moins paradoxales autrefois, parce qu'elles pouvaient passer pour un effort tenté en vue de perfectionner l'ancien droit. Celui-ci semblait être en partie fondé sur des données mathématiques : les tribunaux appelés à prononcer en dernier ressort la peine capitale devaient être composés de sept juges et condamner à la majorité de deux voix (2); les règles de la preuve légale avaient aussi quelque chose qui rappelait le calcul, en sorte que Voltaire — qui savait du droit pénal tout ce qu'en savaient les lettrés et les gens du monde — écrivait que le Parlement de Toulouse avait l'usage extravagant d'additionner des quarts et des huitièmes de preuve pour arriver à la certitude (3). L'expérience avait montré, dans l'affaire Calas, que les procédés de l'ancienne justice n'offraient pas les garanties désirables ; on parlait alors beaucoup du jury anglais formé de douze citoyens qui devaient être unanimes pour condamner. Il était donc assez naturel qu'on se posât la question de savoir s'il ne serait point possible d'a-

(1) J. BERTRAND, *op. cit.*, p. 325.

(2) Ces règles sont demeurées celles de nos conseils de guerre.

(3) Lettre du 22 mars 1763 rapportée par Athanase Cocquerel dans *Jean Calas et sa famille*, 2^e édition, p. 169. Cet auteur paraît, d'ailleurs, ignorer d'une manière remarquable la pratique criminelle de l'Ancien Régime.

méliorer beaucoup la justice criminelle en fixant un nombre suffisant de juges (ou de jurés) et en exigeant une assez forte majorité pour la condamnation. Etant données les idées qu'on se faisait alors sur la science, il était encore naturel qu'on demandât aux mathématiques des indications, sinon une solution.

Bien que les savants de ce temps parlent, presque toujours, de la probabilité comme s'ils avaient à apprécier les hasards auxquels s'expose un individu, il n'est pas impossible de trouver parfois un sens assez raisonnable à leurs théories, en les transformant légèrement en vue de passer des cas individuels à des masses et aux compensations qu'elles comportent.

Les hommes éclairés du XVIII^e siècle se placent toujours au point de vue d'une oligarchie savante qui gouverne au nom de la raison. Les maîtres ont beaucoup d'initiative, de lumières et de réflexion; mais les agents sont des êtres passifs, travaillant à tâtons, opérant par routine (1). Les fautes que commet cette valetaille doivent se rapprocher de celles que l'on constate assez souvent dans une activité purement machinale, ressembler à des phénomènes de

(1) On verra plus loin (iv, 1) avec quel mépris Condorcet parle de Perronet et de ses ingénieurs. Dans une de ses lettres, il traite de *canailles* les fermiers-généraux qui s'opposèrent à sa manière de jauger les tonneaux; et dans cette *canaille* paraît figurer nominativement Lavoisier. (*Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, pp. 273-274.)

hasard, pouvoir être assimilés aux *risques* dont tout chef d'entreprise doit tenir compte dans ses prévisions. En ramenant ainsi les choses de la justice sur un plan commercial, on était tenté de raisonner sur les erreurs de la magistrature comme n'importe quel malheur matériel.

Sans plus ample informé, on admit que le calcul des probabilités devait s'appliquer à ces accidents moraux parce que tous les accidents semblaient pouvoir être couverts par des assurances. Il n'eût pas été fort difficile d'observer que le champ des assurances est plus étendu que celui du calcul des probabilités; les assurances maritimes que l'on contracte en temps de guerre, ne sont évidemment pas soumises aux règles de l'analyse combinatoire ! Mais au XVIII^e siècle, la science avait tant de prestige qu'on ne songeait pas, comme aujourd'hui, à la regarder comme un produit de l'intelligence susceptible seulement d'applications exceptionnelles.

Condorcet assimile une erreur judiciaire à un naufrage ; voici ce que cela signifie : il importe à la prospérité du pays qu'il y ait des communications fréquentes avec l'Angleterre; l'opinion publique estime que l'on ne paiera pas trop cher les avantages de ce commerce par quelques accidents provenant de cas de force majeure. De même on ne paiera pas trop cher les avantages de l'ordre produit par la justice criminelle, en acceptant la mort de quelques innocents. Si on assimile le peuple à un troupeau, dont tous les accidents sont placés sur le même plan, il sera tout naturel de comparer la mort d'un innocent

à celle d'un négociant périssant dans la traversée de la Manche.

Cette manière de comprendre la justice nous est devenue étrangère, parce que nous n'avons plus la même conception de l'Etat que nos pères. Le *jus gladii* n'est plus, aux yeux de nos contemporains, une menace dirigée presque uniquement contre ces êtres à demi étrangers à l'humanité contre lesquels les anciens magistrats avaient cherché à défendre la société par des supplices effroyables. Un profond changement s'est produit dans les idées depuis que la Terreur a fait monter sur l'échafaud tant de personnages admirés; la justice pénale est devenue chose beaucoup trop noble pour qu'il soit désormais possible de l'assimiler à une affaire : elle dépasse la sphère des comptes de profits et pertes.

Contre les décisions que prend une administration uniquement occupée d'utilité matérielle, notre raison se révolte quelquefois; les hommes du XVIII^e siècle étaient, au contraire, conduits par le spectacle que leur offrait l'ancienne royauté, à admettre que la raison individuelle devait s'incliner devant de telles décisions pourvu qu'elles fussent fondées sur la science.

S'il est facile de comprendre comment sont nés les sophismes les plus scandaleux du calcul des probabilités, il est beaucoup moins aisé de comprendre comment ils ont pu se maintenir si longtemps. Il faut d'abord faire intervenir les idées que nos pères se formaient au sujet des devoirs du savant envers la

science. Souvent, celle-ci avait débuté par des raisonnements d'une valeur très faible, ou même complètement faux; mais on ne s'était pas découragé; on avait cherché à atténuer, tant bien que mal, les fautes trop évidentes; plus d'une fois, à force de persévérance, on avait conquis définitivement un domaine important. L'expérience semblait donc être favorable aux audacieux; toute retraite eût été une trahison.

On peut dire aussi que toute retraite eût été contraire aux intérêts des savants, parce qu'elle eût gravement compromis leur prestige aux yeux des gens du monde : ceux-ci demeurèrent, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, des auditeurs dont les savants recherchaient, avec avidité, les applaudissements. Arago a été l'un des derniers grands savants qui aient demandé une haute situation mondaine à sa notoriété scientifique; il ne faut donc pas s'étonner s'il a été aussi l'un des derniers défenseurs des théories trompeuses que Condorcet avait transmises aux géomètres du XIX^e siècle (1). Cette situation s'éclaire encore quand on la rapproche de l'histoire de la fameuse hypothèse de la nébuleuse; Laplace ayant cru pouvoir présenter une théorie de la formation du monde, les astronomes ont eu beaucoup de peine à la rejeter complètement, parce que les gens de lettres croyaient

(1) On pourrait peut-être aussi relever dans les écrits de Berthelot quelques faiblesses qui tiennent à ce qu'il a eu un peu l'esprit d'autrefois.

que cette doctrine occupait dans la science une place considérable (1).

Tant que les idées encyclopédiques du XVIII^e siècle ont vécu, on a cru qu'il devait y avoir quelque science capable de répondre aux anxiétés des hommes d'Etat qui se demandent ce que produiront leurs projets. Mme de Staël avait, comme nous l'avons vu, dans le calcul des probabilités une confiance qui ressemble énormément à celle qu'ont certains de nos contemporains dans la sociologie : dans les deux cas, il s'agit de prévoir, au moyen de raisonnements capables de donner, tout au moins, l'illusion d'être scientifiques, au lieu de s'en rapporter aux suggestions de l'instinct d'hommes expérimentés. Il y a entre notre époque et celle de Condorcet, cette énorme différence : que la sociologie n'est point cultivée par de vrais savants. Ceux-ci étudient l'histoire des institutions; mais autrefois de vrais savants croyaient qu'ils devaient travailler dans le sens que leur indiquaient les gens du monde. On doit constater que les sociologues ne parviennent à éblouir que des per-

(1) Laplace voulait montrer qu'on pouvait se passer de l'intervention d'une intelligence créatrice pour expliquer pourquoi les orbites de *tous* les corps de notre système solaire sont voisines de l'écliptique et pourquoi *tous* les mouvements se font dans le même sens. On sait aujourd'hui qu'il y a des exceptions à ces deux lois empiriques. L'hypothèse de la nébuleuse se trouve dans une note finale de *l'Exposition du système du monde*, c'est-à-dire dans une œuvre littéraire; elle ne sert à rien pour la mécanique céleste.

sonnes que leur manière de vivre fait ressembler aux hommes du XVIII^e siècle.

Au fur et à mesure que les mathématiciens ont été libérés des entraves que leur avait imposées l'ancienne oligarchie mondaine, ils ont pu discuter les questions d'application de la science d'une manière plus sérieuse et expulser tout ce qui n'avait pas une véritable valeur scientifique. Cette émancipation de la science est l'un des faits les plus importants — peut-être même le plus curieux — de toute l'histoire idéologique du XIX^e siècle; elle s'est produite lorsque la grande industrie eut pris un essor extraordinaire. La science et la production devinrent simultanément supérieures aux caprices des aristocraties qui avaient longtemps surtout vu dans la science un moyen de satisfaire leur curiosité et dans la production un moyen de satisfaire leur luxe.

Parmi tous les chefs d'accusation que l'on peut relever contre l'esprit du XVIII^e siècle, le « scandale » fourni par le calcul des probabilités n'est pas un des moindres.

CHAPITRE IV

L'audace du Tiers-État

- I. Prudence de Rousseau en présence des questions pratiques. — Audace croissante de Turgot. — Confiance que la Révolution américaine donne aux idéologues.*
- II. Retour à la nature. — Importance des lumières. — Puissance transformatrice de l'éducation.*
- III. Littérature relative aux sauvages. — Descriptions du P. Charlevoix. — Indifférence pour l'état existant.*
- IV. Progrès économiques. — Nouvelles préoccupations des administrations. — Accroissement de l'audace révolutionnaire avec le progrès matériel.*

I

Les historiens modernes sont extrêmement étonnés lorsqu'ils constatent avec quelle légèreté audacieuse nos pères abordaient les problèmes de réforme sociale les plus téméraires. Il ne semble pas qu'on fit autrefois une aussi grande différence qu'aujourd'hui entre les transformations qui bouleversent tout un ordre historique, et celles qui, opérées lentement, permettent des corrections faciles au fur et à mesure que l'expérience montre mieux les avantages ou les inconvénients de chaque mesure. Nous verrons, dans

le chapitre suivant, d'où vient l'opinion qui est actuellement répandue au sujet de ce qu'on nomme l'évolution.

Tocqueville dit qu'en additionnant toutes les demandes qui figurent dans les cahiers de 1789, il s'aperçut, « avec une sorte de terreur, que ce qu'on réclame est l'abolition simultanée et systématique de toutes les lois et de tous les usages ayant cours dans le pays ». Et cela paraissait tout naturel; on ne voyait pas les dangers d'une révolution : « Ceux qui en seront demain les victimes n'en savent rien; ils croient que la transformation totale et soudaine d'une société si compliquée et si vieille peut s'opérer sans secousse, à l'aide de la raison et par sa seule efficace. Les malheureux (1) ! »

Cette témérité paraît d'autant plus singulière que l'homme qui passe pour avoir été le grand théoricien de l'absolu en politique, Rousseau, s'est toujours montré d'une très grande prudence chaque fois qu'il a eu à parler de réformes. « Si l'on parcourt, dit Lichtenberger (2), les conseils que Rousseau a donnés aux législateurs et les opinions qu'il a émises sur les diverses constitutions de son temps, on remarquera l'extraordinaire modération qu'il apporte dans la pratique, le soin qu'il a d'accommoder ses maximes aux nécessités de la réalité et, somme toute, le peu

(1) TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 211.

(2) ANDRÉ LICHTENBERGER, *Le socialisme au XVIII^e siècle*, p. 166.

d'usage qu'il fait des théories très hardies qu'il a posées au début. » Cet auteur estime que si Jean-Jacques s'était occupé de la France, il eût surtout parlé de réformes morales (1).

Les projets qu'il avait formés pour la Corse convenaient fort bien à un pays demeuré singulièrement primitif au point de vue économique et qui était destiné à demeurer en dehors du grand mouvement européen tant qu'il ne serait pas annexé à la France. Il connaissait, beaucoup mieux que ses contemporains, les vieux usages des populations des montagnes; il les avait observées en Suisse; il n'estimait nullement paradoxal de vouloir transporter ces usages dans les contrées qui avaient une économie arriérée. Il aurait voulu assurer à toutes les familles corses une propriété suffisante, mettre le travail agricole en honneur et rendre l'argent à peu près inutile (2). Il finit par se demander cependant s'il n'avait pas composé une utopie (3).

Pour la Pologne, Rousseau se montre encore plus réservé, s'il est possible, et Lichtenberger estime que nous avons ici la preuve de la différence énorme qui existait, aux yeux des gens de ce temps, entre la spéculation et la pratique (4). Ici encore on est frappé

(1) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, p. 173.

(2) Rousseau voulait que l'Etat fût riche et les particuliers pauvres : conception très ancienne que Machiavel regarde comme un axiome (*Discours sur Tite-Live*, livre I, § 37) ; si l'Etat est riche, pas besoin d'impôts.

(3) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, pp. 168-170.

(4) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, p. 170.

des souvenirs empruntés à la Suisse. Le chapitre vi de ce mémoire n'est pas sans surprendre, car Rousseau y signale les énormes dangers que ferait courir à la Pologne l'affranchissement immédiat des serfs ; au chapitre xiii, il indique un plan en vue « d'ouvrir une porte aux serfs pour acquérir la liberté (1) et aux bourgeois pour acquérir la noblesse ». Que nous sommes éloignés de l'œuvre que vont bientôt accomplir ses prétendus disciples en supprimant brusquement l'esclavage aux colonies !

Il y eut, durant le demi-siècle qui précède la Révolution, un mouvement très rapide vers la témérité : cela paraît très clairement chez Turgot. Quand il sort de la Sorbonne, à un âge où l'on est d'ordinaire assez disposé à croire que tout est possible, il se montre effrayé des difficultés que présente la législation dans une société civilisée. De même que Lycurgue, les jésuites du Paraguay, « très médiocres, et Guillaume Penn, dont le principal pouvoir était sa vertu, n'éprouvèrent presque aucun embarras » ; mais Solon, « avec beaucoup plus d'esprit », réussit moins

(1) Cela se ferait par des comités que Rousseau appelle *censoriaux*, chargés de choisir « les paysans qui se distingueraient par une bonne conduite, une bonne culture, de bonnes mœurs, par le soin de leur famille, par tous les *devoirs de leur état* bien remplis ». Les propriétaires seraient non seulement indemnisés, mais « il faudrait absolument faire en sorte qu'au lieu d'être onéreux au maître, l'affranchissement du serf lui devint honorable et avantageux ».

bien que Lycurgue « et fit un ouvrage moins durable parce que sa nation était plus avancée et plus vaniteuse... Dans l'état actuel de l'Europe, les devoirs du législateur et le degré d'habileté qu'il lui faut sont d'une étendue qui intimide l'homme capable de la discerner, qui fait trembler l'homme de bien, qui exige les plus grands efforts, l'attention à la fois la plus disséminée et la plus soutenue, l'application la plus constante de la part de l'homme de courage que son penchant y conduit, que sa position y dévoue ». Il espère cependant que l'étude des principes économiques conduira à simplifier cette science du gouvernement et à le mettre à la portée des hommes ordinaires (1). Lorsque Turgot eut acquis l'expérience des affaires et qu'il devint ministre, il lui sembla facile de changer de fond en comble l'esprit français par l'éducation civique, et cela en quelques années. « Au lieu de la corruption, de la lâcheté, de l'intrigue et de l'avidité que [le roi] a trouvées partout, [il] trouverait partout la vertu, le désintéressement, l'honneur et le zèle. Il serait commun d'être homme de bien (2). »

Ce mouvement vers la témérité n'est pas distinct du mouvement d'ascension de l'oligarchie bourgeoise qui sent que l'heure de sa dictature est proche. L'expérience journalière nous montre avec quelle rapi-

(1) TURGOT, tome II, pp. 674-675.

(2) TURGOT, *loc. cit.*, p. 549. Cf. TAINÉ, *Ancien Régime*, pp. 309-310.

dité se transforment les hommes politiques dès qu'ils sont près du pouvoir; entrés modestes au parlement, ils ne doutent plus de leurs universelles capacités dès qu'ils sont désignés par les journaux comme étant susceptibles d'être ministres. Le Tiers-Etat, en acquérant les honneurs de l'aristocratie, acquérait aussi la légèreté et la suffisance de gens de qualité.

Que ce fût une dictature que rêvait l'oligarchie bourgeoise, c'est ce que nous apprend Turgot dans son mémoire au roi sur les municipalités : « Votre Majesté, tant qu'elle ne s'écartera pas de la justice [c'est-à-dire des conseils que lui donnera Turgot], peut se regarder comme un législateur absolu et compter sur sa bonne nation pour l'exécution de ses ordres (1). » La dictature sera exercée provisoirement au nom du roi.

La correspondance inédite de Condorcet et de Turgot, publiée en 1883 par Ch. Henry, nous donne de curieux échantillons de l'infatuation du monde philosophique : pendant le ministère de son ami, Condorcet s'improvise contrôleur supérieur des grands travaux publics, traite d'ignorant, de vain, et je crois bien aussi de fripon, l'illustre Perro-net (2); se révolte contre les résistances que rencontrent ses projets par suite de l'esprit du corps des ingénieurs; n'a que mépris pour Borda qui s'occupe

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 503.

(2) Perronet est l'auteur du pont de Neuilly, qui fut longtemps regardé comme le chef-d'œuvre de l'art des constructions civiles.

de *physicaille* et fait des mémoires dont on ne parlera jamais (1); est d'une violence extrême contre Lavoisier qui n'approuve point son système de jaugeage des tonneaux (2). Il ne devait pas être facile de vivre sous la coupe de ce philosophe. Il arrive parfois qu'on se demande si la Terreur, en supprimant un si grand nombre de gens lettrés et fêrus d'idéologie, n'a pas rendu service à la France. Peut-être Napoléon n'aurait-il pu si facilement restaurer l'administration si son régime n'eût été précédé d'une grande épuration.

Nous avons vu ce qu'était la science encyclopédique du XVIII^e siècle : un ensemble de connaissances puisées surtout dans les livres de vulgarisation et destinées à éclairer la conduite des maîtres qui font travailler des spécialistes. C'est bien vraiment ce qu'on peut appeler, dans toute la force du terme, une *science bourgeoise*. Quelques faits semblaient donner raison aux protagonistes de ce système et montrer que les choses pouvaient marcher parfaitement avec une telle hiérarchie : en haut, des gens du monde sachant parler, d'une manière agréable, sur n'importe quel sujet; en bas, des hommes ayant reçu un apprentissage de détail & destinés à exécuter les hautes conceptions des maîtres.

Prendre les questions de haut, par les principes,

(1) Cependant on en parle encore un peu plus que de ceux de Condorcet.

(2) *Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, pp. 253, 263, 215, 273.

tel était le but que poursuivaient les maîtres : les principes étaient des bavardages vagues, pouvant servir de thèmes à n'importe quelles dissertations de lettrés habitués à développer un sujet. Le prestige des principes était d'autant plus grand qu'on abordait des questions qui échappaient davantage à l'expérience journalière. Aussi, dans les théories de droit public, était-on conduit à négliger, totalement, les faits. « Destutt de Tracy, dit Taine, voulant commenter Montesquieu, découvre que le grand historien s'est tenu trop servilement attaché à l'histoire, et il refait l'ouvrage en construisant la société qui doit être, au lieu de regarder la société qui est (1). »

Les études historiques furent donc complètement négligées. Déjà, à la fin du xvii^e siècle, Huet se plaignait qu'il n'y eût plus d'érudits (2); la situation allait toujours en empirant. Renan a tort de rendre Voltaire responsable de cette décadence : « Voltaire a fait plus de tort aux études historiques qu'une invasion de Barbares; avec sa spirituelle légèreté et sa facilité trompeuse, il a découragé les bénédictins, et

(1) TAINÉ, *op. cit.*, p. 264. Cela est d'autant plus drôle que ce commentaire fut écrit après l'expérience de la Révolution. Laboulaye dit que c'est l'œuvre d'un disciple de Condillac et de Condorcet qui ne croit qu'à la logique et a le dédain de l'histoire : « Si de Tracy avait voulu prouver qu'il ne comprenait pas un mot de ce que Montesquieu avait voulu dire et faire, s'y serait-il pris autrement ? » (Laboulaye, dans son édition de MONTESQUIEU, tome III, pp. LXII-LXIII).

(2) TAINÉ, *op. cit.*, p. 243.

si, pendant cinquante ans, la collection de dom Bouquet s'est vendue chez les épiciers au poids du papier, si l'*Histoire littéraire de la France* s'est arrêtée faute de lecteurs, c'est bien sa faute (1). » Eh non ! c'est la faute de toute la bourgeoisie française qui n'attachait aucun intérêt aux choses qui ne pouvaient ni l'amuser, ni lui servir pour exercer son commandement. Parlez-lui des premiers principes, voilà qui va l'intéresser, parce qu'elle croit en avoir besoin pour bouleverser la législation.

Il se produisit, à la fin de l'Ancien Régime, un grand fait historique qui parut donner raison aux idéologues : « Les Américains semblaient ne faire qu'exécuter ce que nos écrivains avaient conçu ; ils donnaient la substance de la réalité à ce que nous étions en train de rêver (2). »

Voici comment Condorcet parle de l'indépendance américaine : « On vit, pour la première fois, un grand peuple délivré de toutes ses chaînes, se donner paisiblement à lui-même la constitution et les lois qu'il croyait les plus propres à faire son bonheur. » Les treize constitutions des Etats eurent « pour base une reconnaissance solennelle des droits naturels de l'homme et pour premier objet la conservation de ces droits ». On avait donc enfin un droit positif qui s'édifiait ostensiblement sur la base des premiers

(1) RENAN, *Nouvelles études d'histoire religieuse*, p. 462.

(2) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 215.

principes; mais tout n'était pas encore parfait dans l'œuvre des Américains, parce que leurs législateurs n'étaient pas assez pénétrés de la haute philosophie des salons français. « Nous montrerons, ajoutait Condorcet, ce que [ces constitutions] doivent au progrès des sciences politiques et ce que les préjugés de l'éducation ont pu y mêler des anciennes erreurs; pourquoi, par exemple, le système de l'équilibre des pouvoirs en *altère encore la simplicité* (1); pourquoi elles ont eu pour principe l'identité des intérêts plus encore que l'égalité des droits... Nous insisterons sur cet objet parce que cette [dernière] erreur est la seule qui soit encore dangereuse, parce qu'elle est la seule dont les hommes vraiment éclairés ne soient pas encore désabusés (2). » Les Américains avaient, en effet, conservé le système censitaire qui est fondé sur l'hypothèse d'une solidarité si étroite entre les hommes que les intérêts des classes supérieures sont présumés être identiques à ceux de la nation; d'après Condorcet, « la constitution d'Angleterre est faite pour les riches, celle d'Amérique pour les citoyens aisés, celle de France doit être faite pour tous les hommes » (3).

La France paraissait bien mieux préparée que tout autre pays pour une application parfaite de la

(1) Voilà bien un argument d'idéologue, qui paraîtrait aujourd'hui constituer le comble de la déraison.

(2) CONDORCET, *Tableau historique*, 9^e époque.

(3) TAINE, *La conquête jacobine*, p. 383.

science politique; c'était, en effet, le pays « où les philosophes avaient le plus de *véritables lumières* »; et, d'autre part, la législation existante était « assez au-dessous de l'esprit public pour qu'aucun orgueil national, aucun préjugé, n'attachât [le pays] à ses institutions antiques ». Les *vraies lumières* sont celles des gens de lettres qui dissertent dans les salons et se font admirer des dames par leurs idées originales ou hardies (1); pour obtenir ce résultat, point n'est besoin des connaissances du juriste, de l'historien ou de l'observateur social; Siéyès, homme d'un esprit si borné, obtiendra une extraordinaire réputation grâce à son art de fabriquer des constitutions irréalisables fondées sur les principes les plus abstraits.

Condorcet s'est essayé, lui-même, dans ce genre et on lui doit un projet de constitution qu'il présenta à la Convention les 15 et 16 avril 1793; c'était, suivant Taine (2), « le dernier mot et le chef-d'œuvre de la théorie;... impossible de dessiner sur le papier une mécanique plus ingénieuse et plus compliquée ». Quelques mois plus tard, traqué par la dictature jacobine, il éprouvait encore le besoin de célébrer

(1) Geffroy a publié de curieux extraits de la correspondance de Gustave III avec la comtesse d'Egmont, fille du maréchal de Richelieu, avec la comtesse de La Marck, avec la comtesse de Boufflers (*Gustave III et la cour de France*, chap. IV) ; toutes ces dames sont d'une force extraordinaire sur les principes de la haute politique. Mme de Boufflers envoie au roi un mémoire ayant pour titre : « Effets du despotisme, s'il s'établit en Suède ».

(2) TAINE, *op. cit.*, p. 387.

les beautés des balivernes constitutionnelles. « Nous montrerons pourquoi les principes sur lesquels la constitution et les lois de France ont été combinées, sont plus purs, plus précis, plus profonds que ceux qui ont dirigé les Américains...; comment on y a substitué les limites des pouvoirs à ce vain équilibre si longtemps admiré; comment... on a osé, pour la première fois, conserver au peuple son droit de souveraineté, celui de n'obéir qu'à des lois dont le mode de formation — si elle est confiée à des représentants — ait été légitimé par son approbation immédiate, dont — si elles blessent ses droits ou ses intérêts — il puisse toujours obtenir la réforme par un acte *régulier* de sa volonté souveraine (1). »

En voilà un bel amoncellement de niaiseries (2); et qu'on s'étonne, après avoir lu cela, que toutes nos révolutions aient abouti à des dictatures ! Nos théoriciens n'avaient aucune idée des conditions qui peuvent assurer la liberté et le droit; ils n'auraient pu les découvrir que s'ils avaient consenti à admettre que la vérité n'a pas le beau caractère de simplicité qu'on lui attribuait dans le monde philosophique. La fabrication de telles constitutions était chose facile, et nos pères s'imaginaient que, la réforme de la

(1) CONDORCET, *loc. cit.*

(2) Jaurès trouve cela admirable (*Histoire socialiste, La Convention*, p. 1792) ; son admiration pour le verbiage de Condorcet est assez naturelle ; les mots *pur, précis, profond*, qu'il emploie lui-même à tort et à travers, l'ont évidemment séduit.

société devant être une simple application de principes très simples et très certains, on aurait tort de redouter les grandes innovations.

II

Nous allons maintenant examiner quelques considérations puissantes qui conduisirent les hommes du XVIII^e siècle à croire qu'un changement radical des institutions serait facile à effectuer. Et tout d'abord, il faut parler sommairement des idées singulières qu'ils se faisaient au sujet de la nature de l'homme — idées dont l'origine est surtout religieuse.

« Les droits des hommes ne sont point fondés sur leur histoire, mais sur leur nature... La plus grande de toutes les puissances est une conscience pure et éclairée dans ceux à qui la Providence a remis l'autorité » ; c'est ce que dit Turgot au roi et ce langage d'un ministre, qui semble inspiré de Rousseau, n'est pas sans étonner aujourd'hui (1).

a. — Une partie des thèses de Rousseau sur la nature est d'essence biblique et calviniste ; c'est ce qui explique pourquoi ses contemporains eurent par-

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 503. Ch. Henry signale cette opinion comme particulièrement curieuse (*Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, p. XVII). Turgot écrivait à Condorcet en 1773 : « Je sais gré à Rousseau de presque tous ses ouvrages » (*op. cit.*, p. 146).

fois tant de peine à les comprendre. Pour bien entendre le discours quelque peu paradoxal sur les sciences et les arts, le mieux est de se reporter à ce que Renan a écrit sur les récits *jéhovistes* de la Genèse : « Le jéhoviste a une sorte de haine pour la civilisation, qu'il envisage comme une *déchéance de l'état patriarcal*. Chaque pas en avant dans la voie de ce que nous appellerions le progrès, est à ses yeux un crime, suivi d'une punition immédiate. La punition de la civilisation, c'est le travail et la division de l'humanité. La tentative de culture mondaine, profane, monumentale, artistique de Babel est le crime par excellence. Nemrod est un révolté. Quiconque est grand en quelque chose devant Jahvé, est un rival de Jahvé (1) » ; — « C'est un penseur sombre, à la fois religieux et pessimiste, comme certains philosophes de la nouvelle école allemande, M. de Hartmann par exemple... Cette conception d'un homme primitif, absolu, ignorant la mort, le travail et la douleur, étonne par sa hardiesse (2). »

Moins encore peut-être dans le but de rendre ses sophismes plus acceptables, que dans le but d'obtenir de beaux développements oratoires, Rousseau s'est appliqué à établir la confusion entre les diverses idées qu'il se faisait au sujet de la nature. Tantôt il pense aux récits que les voyageurs ont donnés de la vie sauvage, tantôt il est sous l'influence des souvenirs

(1) RENAN, *Histoire du peuple d'Israël*, tome II, p. 341.

(2) RENAN, *loc. cit.*, p. 357.

de héros classiques, tantôt il a en vue cet état dit *prénaturel* dont Adam avait joui dans le paradis terrestre (1). La civilisation a fait descendre l'homme dans la nature empirique. Dans les réponses qu'il fit à ses détracteurs, il paraît considérer la déchéance comme définitive; à la fin de la lettre au roi de Pologne, il s'exprime ainsi : « En vain, vous prétendriez détruire les sources du mal; en vain, vous ôteriez les aliments de la vanité, de l'oisiveté et du luxe; en vain même, vous ramèneriez les hommes à cette première égalité conservatrice de l'innocence et source de toute vertu: *leurs cœurs, une fois gâtés, le seront pour toujours*; il n'y a plus de remède, à moins de quelque grande révolution presque aussi à craindre que le mal qu'elle pourrait guérir, et qu'il est blâmable de désirer et impossible de prévoir. »

Dans toute cette littérature pessimiste de Rousseau, il y a manifestement beaucoup de factice; il est très possible qu'il ait adopté le parti de dénoncer les arts et les sciences, parce que ce parti lui permettait de placer la prosopopée de Fabricius, qu'il avait composée dans le bois de Vincennes. L'idée calviniste du péché n'était nullement conforme à la pensée profonde de Rousseau : il nous a appris, lui-même, que le P. Hemet, jésuite qui était son confesseur, en même temps que celui de Mme de Warens, avait calmé en lui les terreurs que la lecture des ouvrages jansénistes lui avait données; Mme de Warens, qui ne

(1) Cf. DIDOT, *Morale surnaturelle fondamentale*, p. 7.

croyait pas non plus au péché originel, l'avait également tranquillisé (1). Il était donc naturel que Rousseau abandonnât sa littérature pessimiste un jour ou l'autre.

Beaucoup des lettrés du XVIII^e siècle avaient été élevés par les jésuites, et ils ne connaissaient que de nom la doctrine janséniste (ou calviniste) du péché; les gens du monde l'ont rarement bien comprise. Rousseau, en voulant agir sur ses contemporains, pour leur faire accepter ce qu'il trouvait de bon dans le christianisme, fut amené à adopter une attitude moins désespérée que dans son premier discours; il lui sembla que la rédemption du monde était possible par la seule action de l'homme: et l'*Emile* devint l'évangile de la *nature retrouvée* (2).

L'idée de retour vers l'ancien état n'était pas une nouveauté pour les contemporains de Rousseau. En 1744, le P. Charlevoix observait qu'on avait bien de la

(1) ROUSSEAU, *Confessions*, livre VI. De son temps d'ailleurs le calvinisme était en pleine décomposition et les pasteurs de Genève ne croyaient plus à grand'chose (*Deuxième lettre écrite de la Montagne*). Rousseau a présenté, sous une forme excellente, presque toutes les thèses du protestantisme libéral actuel; il les a extraites évidemment de l'ensemble de la pensée protestante qui ne savait pas encore se formuler.

(2) Suivant les théologiens catholiques, un *état prénaturel* peut se rencontrer aujourd'hui exceptionnellement chez des saints; le protestantisme avait cru pouvoir étendre à tous les chrétiens les grâces des moines mystiques (*Réflexions sur la violence*, 2^e édition, p. 374); Rousseau atténuait la régénération, la diluait en quelque sorte, pour l'universaliser.

peine à faire comprendre aux Indiens convertis qu'ils ne devaient pas se laisser aller librement à leurs penchans, que la nature est aujourd'hui corrompue et ne comporte plus une telle liberté, que « la loi qui nous retient, nous rapproche de notre *première liberté*, en paraissant nous la ravir » (1). En 1751, Turgot écrivait à Mme de Graffigny : « Dans tous les genres, nous avons étouffé l'instinct, et le sauvage le suit sans le connaître; il n'a pas assez d'esprit pour s'en écarter. Cependant l'éducation est nécessaire et l'on s'en aperçoit avant qu'on ait pu apprendre l'art; on se fait des règles sur de faux préjugés; ce n'est qu'après bien du temps qu'en *consultant la nature*, on acquiert sur le sauvage l'avantage de l'aider et on se délivre de l'inconvénient de la contredire (2). »

L'histoire de l'art moderne était fondé, aux yeux de nos pères, sur un retour récent à la nature; ce retour récent à la nature avait été le grand argument de Boileau (3). Turgot insiste avec beaucoup de force sur cette théorie dans son discours de 1750 : les caprices de l'architecture gothique ne sont pas l'œuvre de véritables primitifs (4); à l'origine, « l'ac-

(1) CHARLEVOIX, *Histoire et description générale de la Nouvelle France* (édition in-12), tome V, p. 402.

(2) TURGOT, tome II, p. 788.

(3) BRUNETIÈRE, *Evolution des genres*, pp. 96-102 et pp. 108-109.

(4) L'architecture gothique semblait à Turgot de nature à montrer comment les progrès peuvent être indépendants du goût; il reconnaissait la valeur technique des constructions du Moyen Age, mais il ne les aimait pas (*loc. cit.*, p. 666).

quisition des connaissances et la formation du goût marchaient pour ainsi dire du même pas » ; les hommes avaient saisi, « guidés par l'instinct et l'imagination..., ces rapports entre l'homme et les objets de la nature qui sont les seuls fondements du beau » ; plus tard, durant le Moyen Age, les arts usuels avaient fait de grands progrès, mais on avait perdu « de vue la nature et le sentiment; il fallait revenir, *par la perfection*, au point où les premiers hommes avaient été conduits par un instinct aveugle; et qui ne sait que *c'est là le suprême effort de la raison ?* » (1).

b) L'Eglise expliquait les erreurs et les malheurs des nations par leur infidélité religieuse; quand l'hérésie gagnait du terrain, la décadence intellectuelle, morale et politique était certaine; quand les rois s'en rapportaient à leurs confesseurs pour ramener leurs peuples dans la bonne voie, la prospérité revenait comme par enchantement. Cette singulière philosophie de l'histoire n'est point aujourd'hui passée de mode et on peut lire encore, sur ce sujet, d'amples dissertations dans les journaux religieux. Les philosophes n'eurent qu'à changer quelques mots dans cette doctrine, pour expliquer les erreurs et les malheurs du monde par les obstacles que la politique astucieuse des princes et des prêtres avait opposés à la propagation des lumières.

En sortant de la Sorbonne, Turgot s'était expliqué

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 610.

les erreurs par des causes psychologiques : « la mollesse, l'entêtement, l'esprit de routine, tout ce qui porte à l'inaction (1) » ; mais il ne cherchait point l'origine de ces défauts de caractère. Les philosophes croyaient aller au fond même des choses quand ils dénonçaient l'Eglise comme étant la source de tous les maux ; Taine a raison quand il dit que la philosophie du XVIII^e siècle peut se résumer dans la maxime : « Ecrasons l'infâme (2). » En 1774, Condorcet écrit à Turgot : « Le colosse est à demi détruit, mais il faut achever de l'écraser... Il fait encore beaucoup de maux ; la plupart de ceux qui nous affligent sont l'ouvrage du monstre et ne peuvent finir qu'avec lui (3). » Quand les auteurs de ce temps parlent de la lutte engagée par l'esprit contre l'autorité, ils ont presque toujours en vue la lutte contre l'Eglise.

L'admiration assez singulière parfois que le XVIII^e siècle manifesta pour Descartes n'a pas d'autre origine ; on se figurait alors un Descartes un peu fictif et tout plein de passions encyclopédiques. A la fin de la huitième époque, Condorcet célèbre la gloire de trois grands hommes qui ont affranchi l'esprit humain, Bacon, Galilée, Descartes (4) ; de ce dernier

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 672.

(2) TAINE, *Ancien Régime*, p. 302.

(3) *Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, pp. 205-206.

(4) Condorcet dit que Descartes a donné « la méthode de trouver, de reconnaître la vérité ». Il est fâcheux que la recette ait été perdue. Quant à Bacon, il avoue que ses

il dit : « Il agita les esprits que la sagesse de ses rivaux n'avait pu réveiller. Il dit aux hommes de secouer le joug de l'autorité, de ne plus reconnaître que celle qui serait avouée par la raison; et il fut obéi parce qu'il subjuguait par sa hardiesse, qu'il entraînait par son enthousiasme. » Ce tableau est d'une fantaisie un peu forte et on pourrait croire que l'auteur a voulu parler de Diderot et non de Descartes !

Il n'y a pas jusqu'aux beaux-arts qui ne souffrent de la tyrannie; Condorcet est persuadé qu'ils feront de grands progrès sous l'influence de la philosophie et des sciences, si l'on parvient à détruire « les préjugés qui en ont resserré la sphère et qui les retiennent encore sous le joug de l'autorité que les sciences et la philosophie ont brisé » (1).

Dans la dixième époque, alors qu'il est en train de prophétiser, Condorcet s'écrie : « Quand, à des *maximes* qui tendent à comprimer le ressort des facultés humaines, auront succédé celles qui favorisent l'action et l'énergie, sera-t-il alors permis de

principes « ne changèrent point la marche des sciences ». On sait aujourd'hui que Galilée est le véritable maître de la science moderne.

(1) CONDORCET, *op. cit.*, 10^e époque. Que veut dire l'auteur ? Comme dans beaucoup d'autres circonstances, Condorcet est inintelligible. On pourrait se demander plutôt si l'influence des amis des lumières n'a pas été funeste à l'art durant la fin du XVIII^e siècle ; cette influence contribua à ruiner des traditions de métier pour lancer l'art sur une voie factice en vue de l'expression de fantaisies philosophiques.

redouter encore qu'il reste sur le globe des espaces inaccessibles à la lumière ou que l'orgueil du despotisme puisse opposer à la vérité des barrières longtemps insurmontables ? Il arrivera donc ce moment où le soleil n'éclairera plus sur la terre que des hommes libres, ne reconnaissant d'autre maître que leur raison; où les tyrans et les esclaves, les prêtres et leurs stupides ou hypocrites instruments, n'existeront plus que dans l'histoire et sur les théâtres. »

Nous comprenons maintenant pourquoi nos pères regardaient les institutions comme étant responsables de tous les maux et pourquoi ils supposaient qu'il était si facile de les transformer : c'est que, pour eux, tout le monde ancien dépendant de l'Eglise et celle-ci ayant perdu presque toute sa force, on pouvait espérer qu'avec un peu de bonne volonté et d'énergie, une transformation radicale pouvait s'opérer en peu de temps. Depuis qu'on n'a plus attribué tant d'importance à l'Eglise et qu'on a vu celle-ci se relever de ses ruines, on a peine à comprendre la témérité du XVIII^e siècle.

c) C'est à l'Eglise que les philosophes avaient emprunté leurs idées relatives à la puissance transformatrice de l'éducation. Les missionnaires avaient plus d'une fois raconté les résultats extraordinaires obtenus très vite chez les peuples sauvages; d'après eux, quelques-uns de leurs établissements rappelaient les communautés des temps apostoliques; un jésuite comparait les bourgades du Paraguay à des monastères, dans lesquels on menait une vie toute inno-

cente et où se pratiquait la communion hebdomadaire (1). Condorcet croit que les nations restées jusqu'ici en dehors du mouvement européen vont y entrer rapidement : les grandes religions orientales tombent en ruines et « ne menacent plus de retenir la raison humaine dans un esclavage sans espérance et dans une enfance éternelle ». Les progrès seraient très prompts parce que les Européens apporteraient à ces peuples le résultat des recherches qui ont été longues et fastidieuses (2).

Lorsque Turgot devint ministre, il proposa au roi un grand plan d'instruction populaire, qui est une imitation très complète des plans cléricaux. Jusqu'ici on s'est occupé de « former des savants et des gens d'esprit et de goût » ; mais il faut s'occuper maintenant des autres : « former dans toutes les classes de la société des hommes vertueux et utiles, des âmes justes, des cœurs purs, des citoyens zélés » ; en effet, le premier lien national est constitué par les mœurs, et celles-ci dépendent de l'enseignement donné au jeune âge « sur tous les devoirs de l'homme en société » ; il faut donc fournir aux enfants une

(1) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, pp. 58-62.

(2) CONDORCET, *loc. cit.* — L'auteur ne se demande point ce qui arriverait si les peuples orientaux prenaient seulement à l'Europe sa civilisation matérielle ; son illusion a été partagée par nos contemporains jusqu'à ces derniers temps. « Les peuples policés, dit-il ailleurs, à propos de l'invention de la poudre, n'ont plus à craindre le courage aveugle des nations barbares. Les grandes conquêtes et les révolutions qui les suivent sont devenues presque impossibles » (7^e époque).

« instruction morale et sociale » (1) — « L'éducation civique que ferait donner le conseil de l'Instruction, ... les livres raisonnables qu'il ferait rédiger et qu'il obligerait tous les professeurs d'enseigner, contribueraient encore plus à former un peuple instruit et vertueux. Ils sèmeraient dans le cœur des enfants des principes d'humanité, de justice, de bienfaisance et d'amour pour l'Etat, qui, trouvant leur application à mesure qu'ils avanceraient en âge, s'accroîtraient sans cesse. Ils porteraient le patriotisme à ce haut degré d'enthousiasme dont les nations anciennes ont seules donné quelques exemples, et cet enthousiasme serait plus sage et plus solide parce qu'il porterait sur un plus grand bonheur réel (2). »

Ce catéchisme laïque et civique produirait rapidement ses effets. « J'ose lui répondre, dit-il au roi, que *dans dix ans* sa nation ne serait pas reconnaissable, et que par les lumières, par les bonnes mœurs, par le zèle éclairé pour son service et pour celui de la patrie, elle serait infiniment au-dessus de tous les autres peuples. Les enfants qui ont actuellement dix ans se trouveraient alors des hommes *préparés pour l'Etat*, affectionnés à la patrie, *soumis*, non par crainte mais par raison, à l'autorité (3), secourables

(1) TURGOT, *loc. cit.*, pp. 506-508. — « Il y a des méthodes et des établissements pour former des géomètres, des physiciens, des peintres; il n'y en a pas pour former des citoyens » (p. 506).

(2) TURGOT, *loc. cit.*, p. 549.

(3) Taine, qui cite ce passage du rapport de Turgot (*op. cit.*, pp. 309-310), aurait dû être averti par cette

envers leurs concitoyens (1), accoutumés à reconnaître et à respecter la justice qui est le premier fondement des sociétés (2). »

La démocratie contemporaine a conservé toutes ces opinions de l'oligarchie du Tiers-Etat; elle a conçu, elle aussi, l'instruction primaire comme un moyen d'enseigner un catéchisme laïque, patriotique et bourgeois; elle a pensé qu'elle pourrait rendre ainsi les masses plus facilement accessibles à toutes les balivernes que leur débitent les politiciens; elle a réussi déjà à développer très convenablement la niaiserie crédule et servile. Nos pères, qui n'avaient pas notre expérience, ne pouvaient distinguer entre les choses que le *catéchisme* laïque réussit à enseigner et celles qu'il ne peut pas atteindre; ils ne savaient pas qu'il n'a d'efficacité un peu certaine que pour faciliter la domination des charlatans.

phrase que l'auteur a bien en vue un *catéchisme* propre à engendrer automatiquement l'obéissance. Turgot comprend l'éducation à la manière napoléonienne. Il dit au roi qu'il faudrait développer « un esprit d'ordre et d'union qui fit concourir toutes les forces et les moyens de votre nation au bien commun, les rassemblât dans votre main, les rendît faciles à diriger » (*loc. cit.*, p. 506).

(1) On sait combien le paupérisme préoccupait alors tous les économistes et les hommes d'Etat.

(2) TURGOT, *loc. cit.*, p. 508.

III

La littérature relative aux sauvages a exercé une influence extraordinaire sur les hommes du XVIII^e siècle. On peut dire que l'Amérique a été découverte deux fois : d'abord par des *conquistadores* affamés de pillage et ensuite par des missionnaires qui révélèrent l'existence d'une nouvelle humanité qui leur semblait appelée aux plus hautes destinées. Le franciscain Bernardino de Sahagun, qui a écrit sur les antiquités mexicaines un livre de si grand intérêt, espérait (en 1569) que les Indiens dédommageraient l'Eglise des pertes que l'hérésie lui faisait subir en Europe (1). Je crois qu'un pareil sentiment se retrouve au fond de la pensée du plus grand nombre des missionnaires, qui, voyant les populations sauvages plus dociles aux ordres du clergé que les populations européennes, étaient disposés à leur attribuer plus de vertus.

Les missionnaires s'attachèrent généralement à défendre les Indiens opprimés et ils furent amenés à soutenir que la civilisation n'avait point apporté d'avantages ayant pu compenser les maux supportés par les vaincus (2). Le traducteur de Bernardino de

(1) BERNARDINO DE SAHAGUN, *Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne*, trad. franç., p. 10. Il était venu en Amérique huit ans après la prise de Mexico.

(2) Bernardino de Sahagun dit que les Mexicains ont été frappés comme furent jadis les Juifs et qu'ils ont perdu jusqu'à l'apparence de ce qu'ils furent autrefois (*op. cit.*, p. 7).

Sahagun observe que celui-ci s'est volontairement limité à donner sur la conquête du Mexique les renseignements qu'il avait recueillis parmi les indigènes « sans même effacer ce qui était hostile à ses compatriotes » (1).

Dans toute cette littérature, je crois devoir choisir le livre du P. Charlevoix sur la Nouvelle-France, parce qu'il a été très lu au XVIII^e siècle et qu'ayant paru en 1744, son influence a pu être particulièrement grande sur Rousseau et sur Turgot. Il me paraît d'autant plus utile d'appeler l'attention sur cet ouvrage que Lichtenbérger ne s'en est pas servi pour son *Socialisme au XVIII^e siècle*.

Parlant des conseils des chefs, il dit : « Il faut convenir qu'on procède dans ces assemblées avec une sagesse, une maturité, une habileté, je dirai même communément une probité, qui auraient fait honneur à l'aréopage d'Athènes et au sénat de Rome dans les plus beaux jours de ces républiques. C'est qu'on n'y conclut rien avec précipitation... Pour l'ordinaire, la gloire de la nation et les motifs d'honneur sont les principaux mobiles de toutes leurs entreprises (2). » Et à propos des ambassades : « Tout cela se fait avec une dignité, une attention, j'ose même dire une capacité dignes des affaires les plus importantes (3). »

(1) BERNARDINO DE SAHAGUN, *op. cit.*, p. XVIII.

(2) CHARLEVOIX, *loc. cit.*, pp. 397-398.

(3) CHARLEVOIX, *loc. cit.*, p. 399.

Nous voyons ici très clairement apparaître une des grandes raisons qui faussaient le jugement des jésuites dans leur appréciation de la vie sauvage; habitués à attacher une énorme importance aux bonnes manières dans leurs collèges, ils regardaient le développement du cérémonial comme une preuve de haute sagesse. — C'est seulement de nos jours qu'on a reconnu que le cérémonial ancien est le produit de superstitions magiques, en sorte qu'il est souvent énorme chez les peuples qui sont aux degrés les plus bas de culture.

Ce passage nous fixe aussi sur le ton de l'ouvrage, qui sera une apologie de la vie sauvage, dont les qualités seront opposées aux vices de la vie raffinée. Ces tableaux conduisaient à penser que les classes pauvres, ayant une existence moins compliquée que les classes riches, pourraient être plus propres à la vertu : cette idée dominera toute la fin du XVIII^e siècle.

J'emprunte maintenant quelques traits au résumé que le P. Charlevoix a donné de la vie sauvage. « On remarque en eux une société exempte de presque tous les défauts qui altèrent si souvent la douceur de la nôtre... Ils semblent mener la vie du monde la plus misérable, et ils étaient peut-être les seuls heureux sur la terre, avant que la connaissance des objets qui nous remuent et nous séduisent, eût éveillé en eux une cupidité que l'ignorance retenait dans l'assoupissement (1)... Nés libres et indépendants, ils

(1) Le P. Charlevoix reconnaît ailleurs que le goût pour

ont en horreur jusqu'à l'ombre du pouvoir despotique, mais ils s'écartent rarement de certains principes ou de certains usages fondés sur le bon sens, qui leur tiennent lieu de lois et qui suppléent, en quelque façon, à l'autorité légitime. Toute contrainte les révolte, mais la raison toute seule les retient dans une espèce de subordination qui, pour être volontaire, n'en atteint pas moins au but qu'ils se sont proposé (1). » Ainsi la conscience se trouve suffisante pour diriger les sauvages; pourquoi ne pas essayer d'appliquer aux civilisés des principes qui réussissent si bien chez les sauvages ?

« Comme ils ne sont point esclaves de l'ambition et de l'intérêt, et qu'il n'y a guère que ces deux passions qui aient affaibli dans nous ce *sentiment de l'humanité que l'auteur de la nature avait gravé dans nos cœurs*, l'inégalité des conditions ne leur est pas nécessaire pour le maintien de la société (2)... Dans ce pays, les hommes se croient également hommes, et

l'eau-de-vie a amené beaucoup de désordres. « L'ivrognerie les a rendus intéressés et a troublé la douceur qu'ils goûtaient dans le domestique et dans le commerce de la vie. » (*Op. cit.*, tome VI, p. 31.)

(1) CHARLEVOIX, *loc. cit.*, pp. 59-60.

(2) Turgot, dans sa lettre de 1751 à Mme de Graffigny, soutient que l'inégalité est nécessaire pour assurer la division du travail (TURGOT, *loc. cit.*, p. 786). — Le P. Charlevoix félicite les sauvages de ne pas connaître le *mien* et le *tien*, « ces paroles froides, comme les appelle saint Jean Chrysostome, qui, en éteignant dans nos cœurs le feu de la charité, y allument celui de la convoitise » (*loc. cit.*, p. 11).

dans l'homme, ce qu'ils estiment le plus, c'est l'homme. Nulle distinction de naissance, nulle prérogative attribuée au rang qui préjudicie au droit des particuliers ; *point de prééminence attachée au mérite qui inspire l'orgueil* et fasse trop sentir aux autres leur infériorité. Il y a peut-être moins de délicatesse dans les sentiments que parmi nous, mais plus de droiture, moins de façons et de ce qui peut les rendre équivoques, moins de retours sur soi-même » (1).

Une expérience avait beaucoup frappé le P. Charlevoix : de jeunes Indiens élevés à l'européenne s'étaient enfuis dans les bois ; un Iroquois qui était devenu lieutenant dans les troupes françaises, avait fini par retourner dans sa tribu ; des Français qui ont vécu en sauvages « n'ont jamais pu gagner sur eux, quoiqu'ils pussent être fort à leur aise dans la colonie, d'y revenir » (2). On avait donc là une preuve expérimentale établissant que la misère des Indiens pouvait être meilleure que l'aisance civilisée. « La liberté dont ils jouissent est pour eux un grand dommage des commodités dont ils sont privés. Ce que nous voyons tous les jours dans quelques mendiants de profession et dans plusieurs personnes de la campagne nous fournit une preuve sensible qu'on peut être heureux dans le sein de l'indigence. Or, les sauvages le sont encore plus réellement : première-

(1) CHARLEVOIX, *loc. cit.*, pp. 61-62.

(2) CHARLEVOIX, *loc. cit.*, pp. 32-33.

ment parce qu'ils croient l'être ; en second lieu, parce qu'ils sont dans la possession paisible du plus précieux de tous les dons de la nature ; enfin, parce qu'ils ignorent parfaitement et n'ont même pas envie de connaître ces faux biens que nous estimons tant, que nous achetons au prix des véritables et que nous goûtons si peu (1). »

Il n'est pas difficile de voir que le P. Charlevoix trouve dans ce sujet matières à homélies, et que son imagination de prédicateur l'emporte de beaucoup sur son talent (assez mince d'ailleurs) d'observateur. Le XVIII^e siècle reçut avec enthousiasme cette doctrine de la compensation ; Lichtenberger en signale un exemple presque paradoxal dans Bougainville ; celui-ci, décrivant les misérables indigènes de la Terre de Feu, dit qu'on ne peut pas « plaindre le sort d'un homme libre et maître de lui, sans devoirs et sans affaires, content de ce qu'il a, parce qu'il ne connaît pas mieux » (2). Le navigateur répète le missionnaire ; que de fois les observateurs de ce temps n'ont-ils pas ainsi répété des leçons ?

Je ne crois pas que l'on ait généralement bien compris la portée de cette littérature. On a été surtout frappé des éléments qu'elle a fournis aux auteurs qui préconisaient des réformes morales : il ne paraît pas douteux que Rousseau a pris là ses idées

(1) CHARLEVOIX, *loc. cit.*, pp. 31-32.

(2) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, p. 360.

sur l'allaitement maternel et sur la douceur à employer dans l'éducation ; — il est encore vraisemblable que les appréciations favorables émises par les missionnaires au sujet des mœurs des sauvages, conduisirent à penser qu'on pourrait avec avantage modifier les disciplines sexuelles : dans le régime d'une plus grande liberté des relations naturelles, se produirait probablement en Europe la frigidité de tempérament qui avait souvent frappé les missionnaires chez les Indiens (1).

Il faut surtout regarder cette littérature comme ayant provoqué un sentiment d'indifférence pour la civilisation acquise. La vie sauvage donna lieu à beaucoup de romans chimériques ; il n'est pas douteux que ces contes furent souvent bien moins des projets de réforme que des prédications dirigées contre la société ; on sait qu'il en avait été ainsi pour les utopies platoniciennes. D'ordinaire, on ne cherche dans de telles compositions des indications sur les réformes à accomplir, que le jour où elles tombent entre les mains d'une classe ou d'une génération autres que celles que l'auteur voulait instruire.

(1) CHARLEVOIX, *loc. cit.*, pp. 37-38, et LAFITAU, *Mœurs des sauvages américains* (édition in-4), tome I, pp. 593-603 et pp. 582-583. — Le P. Charlevoix parle cependant ailleurs de la lascivité des femmes ; cette corruption se serait propagée de la Louisiane jusque chez les Iroquois ; il mentionne également la pédérastie des Indiens (pp. 4-5). La pédérastie des sauvages gênait un peu les admirateurs de la nature ; Diderot a écrit sur ce sujet des explications frivoles qui ne dépareraient pas une conférence d'université populaire (DIDEROT, tome VI, pp. 452-453).

Les écrivains du XVIII^e siècle se lancèrent, plus d'une fois, dans le rêve social avec une véritable fureur, et leurs paradoxes sont devenus peu intelligibles pour les historiens actuels. Lichtenberger voudrait voir dans le *Supplément au voyage de Bougainville*, une « fantaisie à laquelle Diderot s'est laissé entraîner un jour de débauche philosophique » (1). Ce jugement réduit beaucoup la portée d'une telle œuvre.

Après la Révolution, Fourier voulut reprendre les paradoxes contre la civilisation ; il espérait que ses contemporains arriveraient à se dégoûter du régime nouveau comme la génération précédente s'était dégoûtée du régime ancien. Il manquait totalement de goût et son succès fut faible ; il ne trouva guère pour l'applaudir que des esprits médiocres, des originaux et des femmes toquées ; il ne put jamais arriver à comprendre pourquoi on ne le prenait pas au sérieux, alors qu'on avait pris au sérieux les encyclopédistes. Cette différence ne tenait pas seulement à la différence de talent ; la France avait complètement changé en traversant la Révolution : les guerres de la Liberté avaient répandu trop de gloire sur le régime nouveau pour qu'il fût sérieusement menacé par une littérature quelconque.

Ce n'était pas la première fois que se produisait cette indifférence pour le passé que l'on constate chez nos pères. Durant les premiers siècles de notre ère, quantité d'hommes avaient cessé d'attacher le

(1) ANDRÉ LICHTENBERGER, *op. cit.*, p. 257.

moindre prix aux intérêts politiques et familiaux ; ils avaient fui les charges publiques et recommandé le célibat. « Ils démolissaient vraiment l'empire romain, dit Renan. Ils buvaient sa force ; ils enlevaient à ses fonctions, à l'armée surtout, les sujets d'élite. Rien ne sert de dire qu'on est bon citoyen, parce qu'on paye ses contributions, qu'on est aumônier, rangé, quand on est en réalité citoyen du ciel et qu'on ne tient la patrie terrestre que pour une prison où l'on est enchaîné côte à côte avec des misérables (1). »

L'admiration des hommes de la Renaissance pour l'antiquité nous paraît aujourd'hui bien naïve ; mais pour comprendre leur attitude, il faut dire que cet enthousiasme pour les anciens exprimait leur dégoût pour le Moyen Age. On peut rapprocher l'amour du xvi^e siècle pour les Grecs de l'amour du xviii^e pour les sauvages. Dans un cas, comme dans l'autre, l'ancienne civilisation était condamnée : elle ne trouvait presque plus de défenseurs (2).

(1) RENAN, *Marc-Aurèle*, p. 428.

(2) En 1772, Turgot écrit à Condorcet qu'il est choqué des « paradoxes incohérents » de Raynal, qui entasse tout ce qu'il trouve de plus étrange dans les livres qu'il consulte. Condorcet lui répond que ce jugement est trop sévère (*Correspondance inédite de CONDORCET et de TURGOT*, p. 93 et p. 95). A Paris, les paradoxes de Raynal ne choquent pas les lettrés ; Turgot vivait en province.

IV

Nous allons maintenant nous occuper d'un troisième ordre de raisons qui ne furent pas moins décisives que les précédentes pour engendrer l'extrême témérité du Tiers-Etat aux temps voisins de la Révolution. Je veux parler des raisons économiques.

Le début du XVIII^e siècle avait été très malheureux ; mais à partir du milieu du siècle, il y eut un renouvellement général dans l'agriculture. En 1772, Turgot écrit à Condorcet que l'édit de 1764, en permettant le commerce des grains, a fait beaucoup de bien et que les fermiers ont pu se relever ; le progrès ne tenait pas à cette cause seulement, mais bien plutôt aux transformations techniques qui furent alors entreprises ; lui-même signale le développement des prairies artificielles (1). D'Avenel nous apprend qu'en 1768 on déclarait dans l'Orne que le trèfle était semé depuis 26 ans ; qu'en 1760, dans la Manche, le trèfle violet était entré dans la culture depuis quelques années (2). Les fermiers généraux élèvent le prix de leur bail à chaque renouvellement ; « on peut compter que le produit de tous les droits de consommation augmente de 2 millions par an, dit Necker dans le compte-rendu de 1781. Arthur Young assure qu'en

(1) *Correspondance inédite, etc.*, p. 81.

(2) D'AVENEL. *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800*, tome I, p. 296.

1788, Bordeaux faisait plus de commerce que Liverpool, et il ajoute : Dans ces derniers temps, les progrès du commerce maritime ont été plus rapides en France qu'en Angleterre même ; ce commerce y a doublé en dix ans » (1).

Toutes les classes de la société ne profitaient pas également de ces améliorations ; il ne semble point que le paupérisme ait subi un arrêt sensible ; mais pour notre sujet, il suffit d'examiner les phénomènes qui avaient une influence directe et décisive sur la pensée du Tiers-Etat ; la valeur des terres labourables peut servir à étudier à ce point de vue le mouvement économique du XVIII^e siècle, d'autant plus que cette valeur subit alors une accélération extraordinaire. En dépit des critiques adressées aux statistiques de d'Avenel, on peut se servir de celles-ci pour notre sujet parce qu'il s'agit d'examiner une marche très rapide.

Le prix des terres avait augmenté durant les trois premiers quarts du XVII^e siècle (2) ; puis avait commencé une dégringolade rapide ; vers 1725, d'Avenel signale les prix les plus bas qui aient existé depuis Henri II ; à partir de 1750 « la hausse s'accélère et s'empporte avec une vivacité qui dépasse beaucoup ce qu'on a vu de nos jours... De sorte qu'à tout considé-

1 TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 255.

(2) De 1625 à 1650, il y avait eu un arrêt dans la prospérité ; en 1641, l'ambassadeur de Venise estimait que la France ne pouvait supporter les charges qu'on lui imposait (D'AVENEL, *loc. cit.*, pp. 379-380).

rer, c'est peut-être dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que s'est produit le plus rapide mouvement ascensionnel dont nos annales économiques aient gardé la trace ». Rarement le prix fut seulement multiplié par 2 entre 1700 et 1790 ; en moyenne il tripla ; l'auteur cite même un cas où le coefficient s'éleva à 4,5. Le revenu ne marchait pas aussi vite et le taux de capitalisation tombait de 5 p. 100 à 3,5 (1).

Les conséquences de cet état des choses furent très grandes : « Personne ne prétend plus en 1780 que la France est en décadence ; on dirait au contraire qu'il n'y a en ce moment plus de bornes à ses progrès. C'est alors que la doctrine de la perfectibilité continue et indéfinie de l'homme prend naissance. Vingt ans avant on n'espérait rien de l'avenir ; maintenant on n'en redoute rien. L'imagination s'emparant d'avance de cette félicité prochaine et inouïe, rend insensible aux biens qu'on a déjà et se précipite vers les choses nouvelles (2). »

Comme toujours il se trouva des idéologues pour continuer à penser d'après les conditions antérieures ; en effet, l'expérience montre que les philosophes, loin de devancer les gens simples et de leur montrer le chemin, sont presque toujours en retard sur le public. Suivant un mot célèbre, la philosophie est comme l'oiseau de Minerve, elle se lève à la nuit.

(1) D'AVENEL, *loc. cit.*, p. 374, p. 384, pp. 387-389, pp. 394-396. D. Zolla a donné quelques tableaux des revenus fonciers dans ses *Etudes d'économie rurale*, pp. 415-417.

(2) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, pp. 259-260.

Helvétius fut l'un de ces retardataires ; il avait écrit dans son livre sur l'*Homme* : « Ma patrie a reçu enfin le joug du despotisme dont le propre est d'étouffer la pensée dans les esprits et la vertu dans les âmes... Cette nation avilie est aujourd'hui le mépris de l'Europe. Nulle crise salutaire ne lui rendra la liberté. C'est par la consommation qu'elle périra. La conquête est le seul remède à ses malheurs. » Ces sombres prédictions avaient, en 1773, fort ému le monde parisien (1) ; Turgot, qui voyait les choses de sa province, proteste, dans une lettre à Condorcet, contre les affirmations d'Helvétius qu'il traite de « déclamateur » ; il affirme que la France n'est point « parvenue au dernier degré d'oppression et de bassesse » et dit ne trouver dans ce livre « que de la vanité, de l'esprit de parti, une tête exaltée » ; il voit avec peine, qu'on vante un tel ouvrage par esprit de coterie ; il n'y reconnaît « ni amour de l'humanité, ni philosophie » - (2).

Entraînée par l'opinion publique, l'administration modifie ses procédés ; jadis, l'intendant s'était occupé uniquement de maintenir l'ordre, de lever la milice et d'assurer le recouvrement de l'impôt. « L'intendant de 1780... a bien d'autres soins : sa tête est pleine de mille projets qui tendent à accroître la richesse publique. Les routes, les canaux, les manufactures, le commerce sont les principaux objets de sa pensée ;

(1) ROCQUAIN, *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution*, p. 310.

(2) *Correspondance inédite, etc.*

l'agriculture surtout attire ses regards. Sully devient à la mode parmi les administrateurs... Il y a des circulaires du contrôleur général qui ressemblent moins à des lettres d'affaires qu'à des traités sur l'art agricole (1). »

D'après tous les principes des docteurs en réforme sociale, un tel régime aurait dû être excellent pour consolider le gouvernement. Le Tiers-Etat prospérerait et l'administration mettrait tout en œuvre pour l'aider à prospérer; et cependant, « à mesure que se développe en France la prospérité..., les esprits paraissent plus mal assis et plus inquiets; le mécontentement public s'aigrit; la haine contre toutes les institutions anciennes va croissant. La nation marche visiblement vers une révolution » (2). — « On croit discerner [quarante ans avant la Révolution], dans toutes les parties du corps social, une sorte de tréssailement intérieur qu'on n'avait point remarqué jusque là... Chacun s'inquiète, s'agite dans sa condition et fait effort pour en changer : la recherche du mieux est universelle; mais c'est une recherche impatiente et chagrine qui fait maudire le passé et imaginer un état de choses tout contraire à celui que l'on a sous les yeux (3). »

Cela n'est pas sans étonner Tocqueville qui ne semble pas avoir jamais beaucoup réfléchi sur les

(1) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 252.

(2) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 257.

(3) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 251.

influences que l'économie exerce sur la pensée. « Le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est celui où il commence à se réformer. » On supportait sans se plaindre un mal qui paraissait nécessaire. « Tout ce qu'on ôte alors des abus semble mieux découvrir ce qui en reste et en rend le sentiment plus cuisant : le mal est devenu moindre, mais la sensibilité est plus vive (1). »

La raison capitale est l'abandon de toute idée de nécessité : « On ne redoute rien [de l'avenir]. L'imagination rend insensible aux biens qu'on a déjà et se précipite vers les choses nouvelles (2). » Pour employer un langage plus technique, je dirai : la nécessité économique a disparu et on croit le moment venu de faire des essais hardis, aussi bien en matière sociale qu'en technologie; les réformateurs et les inventeurs apportent leurs projets; les hommes politiques et les chefs d'industrie se laissent facilement entraîner, parce qu'ils estiment que les immenses profits que réserve l'avenir très prochain, seront tels que les erreurs n'auront pas une grande importance.

On peut dire, d'une manière générale, que l'esprit révolutionnaire gagne du terrain chaque fois que le sentiment de la nécessité économique s'affaiblit. De là résultent ces apparents paradoxes : que la législation sociale, fabriquée dans le but de calmer les ardeurs socialistes, a si souvent pour résultat de favo-

(1) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 259.

(2) TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 260.

riser le socialisme; — que les concessions faites par les patrons à la suite de grèves constituent, généralement, un des facteurs du progrès du syndicalisme révolutionnaire; — qu'en un mot, la *paix sociale* alimente, presque toujours, la *lutte de classe*.

L'observation de la société contemporaine nous montre que la nécessité économique est fort difficile à entendre pour les personnes lettrées; c'est pourquoi on a si souvent dénoncé autrefois l'enseignement universitaire comme destiné à conduire les classes bourgeoises à l'utopie. A l'heure actuelle, nous assistons à un très curieux spectacle : quantité d'universitaires se donnent la tâche de remplacer le socialisme par de la *science sociale*; mais ils prétendent créer cette science en vue de réprimer les nécessités économiques, en sorte qu'ils imaginent une *science véritablement antiscientifique* qui existerait sans que des liens rigides existassent entre les choses (1). C'est une des preuves les plus manifestes de l'embaras dans lequel se trouvent des lettrés pour comprendre l'économie.

(1) Lassalle avait compris le vrai caractère de la science quand il parlait des *lois d'airain* gouvernant le monde social; il ne se demandait pas s'il y a vraiment une science permettant de procéder à des déductions sûres dans toutes les branches de la connaissance des sociétés; l'existence d'une telle science lui paraissait évidente; elle paraîtra plutôt fort invraisemblable aujourd'hui; mais plus on descend vers la base économique du monde, plus on trouve de la nécessité.

On s'est demandé souvent comment il se fait que des Juifs riches aient tant de sympathies pour des utopies et parfois même se donnent des allures socialistes. Je laisse ici de côté naturellement ceux qui voient dans le socialisme un moyen nouveau d'exploitation ; mais il y en a qui sont sincères. Ce phénomène n'est pas à expliquer par des raisons ethniques (1) : ces hommes vivent en marge de la production ; ils s'occupent de littérature, de musique et de spéculations financières ; ils ne sont pas frappés de ce qu'il y a de nécessaire dans le monde et leur témérité a la même origine que celle de tant de gentilshommes du XVIII^e siècle.

Il est arrivé aussi, quelquefois, que de grands propriétaires fonciers se sont mis à composer des utopies sociales ; on sait que la littérature a bien des fois plus préoccupé les possesseurs de vastes domai-

(1) Guglielmo Ferrero a écrit à ce sujet quelques pages curieuses dans un livre publié en 1897. Il était frappé de rencontrer en Allemagne tant d'israélites riches dans le monde socialiste : ces gens n'avaient pas à se plaindre personnellement d'injustices ; ils ressemblaient aux autres bourgeois par leur avidité ; et cependant, contrairement aux suggestions de leur manière de vivre, ils retrouvaient les voies de leur race, obstinée dans ses protestations contre les défauts de l'humanité. Les formules marxistes lui semblaient être un écho des anciens écrits prophétiques et des apocalypses (*Europa giovane*, pp. 361-362). Cf. les pages consacrées au pessimisme juif, à l'orgueil, à l'exagération et à l'idée de mission chez les israélites et enfin à leur besoin de prosélytisme (pp. 363-371). Il me semble que presque tout cela peut s'expliquer sans faire intervenir l'atavisme.

nes que la technique agricole; c'est pourquoi il leur arrive si souvent de mal réussir dans l'exploitation de leurs terres et de négliger des améliorations évidentes pour de chimériques projets. Il n'est pas du tout rare de rencontrer parmi eux des gens qui ont la tête tournée par des romans économiques, qui s'imaginent que les prix sont réglés par la volonté de quelques hommes et qui rêvent d'énormes *trusts* coopératifs. Ils pensent avec leur imagination, comme des gens du XVIII^e siècle, et ont, par suite, la superstition de la *volonté éclairée*.

Nos pères étaient d'autant plus sensibles à l'influence du relâchement des nécessités économiques qu'ils n'attachaient pas grande valeur aux nécessités historiques; c'est seulement au cours du XIX^e siècle que le rôle de la tradition a commencé à être compris et cela n'a pu se produire qu'à la suite des grands bouleversements qui marquèrent la fin des guerres napoléoniennes. La rapidité vertigineuse avec laquelle s'accélérait le progrès était bien de nature à leur faire croire que désormais tout était possible, pourvu qu'on suivît les instincts de la nature humaine.

CHAPITRE V

Théories du progrès

- I. Discours de Turgot. — Différences avec Bossuet; préoccupations bourgeoises. — Formation du progrès au milieu des hasards. — Le progrès matériel au Moyen Age.*
- II. Défense de l'ordre nouveau par Mme de Staël. — Nouveaux principes de critique littéraire. — Fusion des civilisations. — Le christianisme. — La violence.*
- III. Naissance de l'idée d'évolution à la suite des guerres pour l'indépendance des nations. — La formation historique du droit et la conscience juridique. — L'évolution est le contraire du progrès.*
- IV. Tocqueville et la marche nécessaire vers l'égalité. — Proudhon et les objections de Marx. — Abandon de l'idée de nécessité par Proudhon; le progrès moral.*
- V. Le progrès dans la littérature démocratique. — Théorie de P. Lacombe; ses caractères naïvement illusoire; ce qu'elle renferme d'aveux sur la démocratie.*
- VI. Le progrès réel ou progrès technique de la production. — Coup d'œil sur le progrès des machines. — Idéologie contemporaine.*

I

Au milieu du XVIII^e siècle, on put croire qu'on allait assister à une transformation radicale de l'Etat français. Dès 1743, d'Argenson regarde une révolution

comme inéluctable (1) ; en 1747, après avoir quitté le ministère, il se demande si on ne va pas à l'établissement d'une république ; les fêtes données au moment de la paix d'Aix-la-Chapelle (1748) montrèrent à quel point le mécontentement était grand, le peuple ne cria pas : Vive le roi (2). Des conflits incessants mettent aux prises le gouvernement et les Parlements à propos d'impôts que le ministre prétend maintenir alors que les dépenses de guerre n'existent plus. En 1751, d'Argenson croit que la révolution se fera par acclamation (3). En 1753, le Parlement rappelle à Louis XV que « les rois doivent obéissance aux lois [et que c'est] par l'altération des lois que se [préparent] les révolutions dans les Etats ». C'est alors que l'on commença à répandre les images symboliques de la Justice, de la Vérité, et de la Loi qui devaient obtenir tant de succès à la fin de ce siècle (4). Le premier président semblait prendre l'attitude de chef d'un sénat qui aurait tenu son pouvoir de la nation et non du roi (5). Les parlementaires exilés « s'étaient mis avec ardeur à étudier le droit public ; ils en conféraient entre eux, ainsi qu'ils eussent fait dans des académies ; et quelques hommes disaient que si jamais la nation française trouvait jour à

(1) ROCQUAIN, *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution*, p. 114.

(2) ROCQUAIN, *op. cit.*, pp. 123-128.

(3) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 146.

(4) ROCQUAIN, *op. cit.*, pp. 171-172.

(5) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 165.

leur marquer sa confiance, c'était un sénat national tout trouvé » (1).

Rocquain se demande si notre pays n'aurait pas beaucoup gagné à ce que les choses ne se fussent pas arrangées en 1754 : « Le Parlement aurait pris sans doute la direction du mouvement. Au point de vue politique, il n'est pas à penser, comme le croyait d'Argenson, qu'on se fût tourné vers un gouvernement démocratique réglé. On se serait borné vraisemblablement à limiter l'autorité du souverain (2). »

C'est durant cette époque si troublée que Turgot écrivit ses essais sur le progrès. Le premier est un discours prononcé à la Sorbonne le 11 décembre 1750 ; Turgot avait alors 23 ans ; il ne paraît pas probable qu'il ait cru apporter de grandes nouveautés ; car cette harangue académique ne fut publiée par Dupont de Nemours que bien longtemps après sa mort. Le jeune étudiant avait déjà beaucoup réfléchi sur les questions économiques ; en même temps qu'il suivait les cours de théologie, il se préparait à entrer dans la magistrature (3) ; son instruction était largement variée ; tout porte à penser qu'il chercha à donner une formule heureuse à des conceptions qui

(1) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 177.

(2) ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 180.

(3) Il avait écrit en 1749 un mémoire sur le papier monnaie ; il quitta la Sorbonne au début de 1751 ; il fut nommé substitut du procureur général le 5 janvier 1752, conseiller le 30 décembre, maître des requêtes le 28 mars 1753. Il se lia avec Quesnay et Gournay en 1755 et écrivit des articles pour l'*Encyclopédie* en 1756.

dominaient la pensée bourgeoise. Son discours doit être, en conséquence, considéré comme un témoignage d'une bien plus grande portée historique que si l'auteur avait eu le sentiment qu'il apportait une doctrine personnelle.

Il ne faut pas séparer ce morceau des trois fragments qui furent écrits peu de temps après et qui étaient destinés à préparer une œuvre plus considérable. Dupont de Nemours nous a laissé sur l'intention de son ami des renseignements précieux : « Turgot, dit-il, rendait à Bossuet l'hommage que méritent la hauteur de ses pensées et le nerf de son expression. Il admirait la manière noble et rapide, l'abondance, l'élévation, l'harmonieuse dignité de son style. Mais après avoir payé ce tribut à l'excellent écrivain, il regrettait que le *Discours sur l'histoire universelle* ne fût pas plus riche de vues, de raison, de véritables connaissances... Il [se proposait] de recomposer ce livre, de lui donner l'étendue qu'il y aurait désirée et d'y consigner les principes que l'illustre évêque de Meaux avait passés sous silence, n'avait peut-être pas conçus, n'aurait peut-être pas adoptés (1). »

Le premier des fragments se rapporte à la formation des gouvernements et au mélange des nations ; le second aux progrès de l'esprit humain (comme le discours de 1750) ; le troisième aux époques de progrès et de décadence dans les sciences et les arts. Ce

(1) TURGOT, tome II, pp. 626-627.

dernier (qui s'arrête à Charlemagne) aurait été composé à un moment où Turgot s'aperçut qu'il ne pourrait exécuter ses plans primitifs.

Turgot se proposait évidemment de refaire l'œuvre de Bossuet en remplaçant le dogme théocratique par une théorie du progrès qui fût en rapport avec les aspirations de la bourgeoisie éclairée de son temps.

Pour le précepteur du Dauphin, la grosse affaire était de montrer à son élève « la suite de la religion », de lui révéler que les titres de légitimité du catholicisme remontent aux origines du monde, de lui faire entendre quels sont les devoirs d'un roi. Le souverain doit défendre la tradition, employer la force de l'Etat contre les infidèles : « Que votre auguste maison, la première en dignité qui soit au monde, soit la première à défendre les droits de Dieu et à étendre par tout l'univers le règne de Jésus-Christ, qui la fait régner avec tant de gloire (1). »

Maintenant, c'est sur le progrès des sciences et des arts que ne cesse de porter toute l'attention de l'oligarchie bourgeoise, pour laquelle écrit Turgot; — et ce n'est pas sans raison si celui-ci avait fini par vouloir borner son travail à cette seule recherche.

Bossuet avait conçu l'histoire comme un enseignement; il avait dit au début de son livre : « Quand l'histoire serait inutile aux autres hommes, il faudrait

(1) BOSSUET, *Discours sur l'histoire universelle*, 2^e partie, *ad finem*.

la faire lire aux princes. Il n'y a pas de meilleur moyen de leur découvrir ce que peuvent les passions et les intérêts, les temps et les conjonctures, les bons et les mauvais conseils. Les histoires ne sont composées que par des actes qui les occupent et tout semble y être fait à leur usage. »

Il me semble que Turgot a beaucoup en vue aussi un enseignement, car il appelle toute l'attention de ses contemporains sur les raisons qui provoquent la ruine des belles civilisations. Quand il explique la décadence romaine par la tyrannie qui abaisse les esprits, le luxe aveugle qui transforme les œuvres d'art en signes d'opulence, le désir des nouveautés qui égare les hommes qui n'ont pas assez de génie pour inventer, l'imitation des défauts des anciens auteurs, la multiplication des écrivains dans les provinces, la détérioration de la langue, le mélange de l'ancienne philosophie à de vaines allégories et à de la magie, il pense évidemment à des erreurs qui pouvaient compromettre la civilisation de son temps (1). Le Moyen Age est jugé en futur magistrat de la royauté : les rois furent alors sans autorité, les nobles sans frein, les peuples esclaves, les campagnes fréquemment ravagées, le commerce nul, les artisans sans émulation, l'aristocratie oisive, l'ignorance générale. L'auteur note que le progrès commença par les villes qui sont « chez tous les peuples policés le

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 606.

centre du commerce et des *forces de la société* » (1); c'est la bourgeoisie qui porte l'avenir du monde.

A la fin du *Discours sur l'histoire universelle*, Bossuet avait ainsi exposé sa conception : « Ce long enchaînement des causes particulières qui font et défont les empires, dépend des *ordres secrets de la divine Providence*. Dieu tient, du plus haut des cieux, les rênes de tous les royaumes; il a tous les cœurs en sa main; tantôt il retient les passions, tantôt il leur lâche la bride et par là il remue tout le genre humain... C'est lui qui prépare les effets dans les causes les plus éloignées et qui frappe ces grands coups dont le contre-coup porte si loin. » Ainsi, il n'y a à considérer que des actes des rois et de leurs ministres; mais Bossuet sait aussi qu'il faut expliquer ces actes avec autre chose que les seuls motifs individuels; il fait donc intervenir une sorte de psychologie surnaturelle; il y a une volonté divine qui opère en dehors de toutes les prévisions humaines. « Tous ceux qui gouvernent se sentent assujétis à une force majeure. Ils font plus ou moins qu'ils ne pensent, et leurs conseils n'ont jamais manqué d'avoir des effets imprévus. Ni ils ne sont maîtres des dispositions que les siècles passés ont mises dans les affaires, ni ils ne peuvent prévoir le cours que prendra l'avenir, loin qu'ils le puissent forcer. Celui-là seul tient tout dans sa main, qui sait le nom de ce qui est et de ce qui n'est pas encore, qui préside à tous les temps

(1) TURGOT, *loc. cit.*, pp. 607-608.

et prévient tous les conseils. » En définitive l'histoire est un mystère impénétrable pour l'homme.

Avec Turgot, nous sommes transportés sur un tout autre terrain; voici comment il se représente la tâche à remplir : « Dévoiler l'influence des causes générales et nécessaires, celles des causes particulières et des actions libres des grands hommes, et le rapport de tout cela à la constitution même de l'homme; montrer les ressorts et la mécanique des causes morales par leurs effets : voilà ce qu'est l'histoire aux yeux d'un philosophe (1). » Nous ne trouvons plus ici l'intervention divine qui était nécessaire pour compléter les volontés princières; c'est que le problème est posé sous une forme inverse de celle que Bossuet avait adoptée.

Ecrivant pour un prince de droit divin, Bossuet ne voit de vraiment important dans le monde que les décisions du roi et les résolutions de Dieu; écrivant pour une classe qui a fourni beaucoup d'auxiliaires aux gouvernements, mais qui n'a jamais gouverné, Turgot regarde comme des accidents tout ce qui se produit en dehors du Tiers-Etat, tout ce qu'il a *supporté passivement*; la véritable histoire est celle dont le *principe actif* est dans sa classe. « Les empires s'élèvent et tombent; les lois, les formes de gouvernement se succèdent les unes aux autres; les arts, les sciences se découvrent et se perfectionnent. Tour à tour retardés et accélérés dans leurs progrès, ils

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 628.

passent de climats en climats. L'intérêt, l'ambition, la vaine gloire changent perpétuellement la face du monde, inondent la terre de sang; et au milieu de leurs ravages, les mœurs s'adoucissent, l'esprit humain s'éclaire, les nations isolées se rapprochent les unes des autres; le commerce et la politique réunissent enfin toutes les parties du globe; et la masse totale du genre humain, par des alternatives de calme et d'agitations, de biens et de maux, marche toujours, quoique à pas lents, à une perfection plus grande (1). »

Ainsi les grands événements dont Bossuet voulait entretenir le Dauphin sont devenus des accidents au milieu desquels le Tiers-Etat poursuit son œuvre impersonnelle; c'est cette œuvre qui seule mérite d'attirer l'attention du philosophe. Nous passons de l'histoire politique à l'histoire de la culture. Mais par quel mécanisme s'opère ce mouvement ? Ici encore nous allons trouver Turgot adoptant un parti tout opposé à celui de Bossuet.

Dans le système providentiel, il ne peut y avoir de place pour le hasard. « Ne parlons plus de hasard, ni de fortune, dit Bossuet, ou parlons-en seulement comme d'un nom dont nous couvrons notre ignorance. Ce qui est hasard à l'égard de nos conseils incertains, est un dessein concerté dans un conseil

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 598.

plus haut, c'est-à-dire dans le conseil éternel qui renferme toutes les causes et tous les effets dans un même ordre. De cette sorte, tout concourt à la même fin : c'est faute d'entendre le tout que nous trouvons du hasard et de l'irrégularité dans les rencontres particulières. »

Lorsqu'on ne se propose plus de raisonner sur le « conseil éternel » qui n'est pas accessible aux historiens, on trouve, au contraire, que le hasard est la grande loi de l'histoire, la condition même de cette régularité qui en permet l'étude philosophique. Il y a des compensations entre les forces créées par les actes princiers; mais dans le Tiers-Etat on trouve des forces qui agissent dans un sens constant et produisent une œuvre définitive par des approximations successives. « Au milieu de cette combinaison variée d'événements tantôt favorables, tantôt contraires, dont l'action opposée doit à la longue s'entre-détruire, le génie que la nature, en le distribuant à quelques hommes, a cependant répandu sur la masse totale à des distances égales à peu près, agit sans cesse, et par degrés ses effets deviennent sensibles... Toujours inquiète, incapable de trouver le repos ailleurs que dans la vérité, toujours excitée par l'image de cette vérité qu'elle croit toucher et qui fuit devant elle, la curiosité des hommes multiplie les questions et les disputes, et les oblige d'analyser, d'une manière toujours plus exacte et plus approfondie, les idées et les faits... Ainsi, à force de tâtonner, de multiplier les systèmes, d'épuiser pour ainsi dire les erreurs, on arrive enfin à la connaissance d'un plus grand nom-

bre de vérités (1). » La philosophie contemporaine n'aurait presque rien à changer dans cet exposé de la genèse de la science.

Les essais de Turgot me semblent bien supérieurs au *Tableau historique*, dans lequel Condorcet entreprit de traiter la même question que son ami ; il est même fort heureux pour Condorcet qu'il ait été obligé, par les circonstances, à se borner à tracer une simple esquisse des progrès de l'esprit humain, car il annonçait tant de choses qu'il lui aurait été impossible de tenir le plus grand nombre de ses promesses. Son livre, écrit alors que la Révolution avait triomphé, est surtout un hymne en l'honneur du régime nouveau et un réquisitoire contre les superstitions (2).

Turgot se montre bien plus moderne que son successeur, non seulement parce qu'il juge le passé avec plus de gravité, mais encore parce qu'il a un sentiment bien plus exact de l'importance des phéno-

(1) TURGOT, *loc. cit.*, pp. 600-601.

(2) Ainsi la décadence rapide des Arabes « avertit nos contemporains de ne rien négliger pour conserver, pour augmenter les lumières, s'ils veulent devenir et demeurer libres, et de maintenir leur liberté s'ils ne veulent pas perdre les avantages que les lumières leur ont procurés » (*Tableau historique*, 6^e époque). — L'histoire doit servir « à s'entretenir dans une active vigilance pour savoir reconnaître et étouffer sous le poids de la raison les premiers germes de la superstition et de la tyrannie, si jamais ils osaient reparaître » (10^e époque).

mènes économiques. Ceci est tellement curieux qu'il n'est pas inutile de nous arrêter un instant sur ce sujet.

Suivant lui, l'invasion des Barbares ne put faire complètement disparaître les arts usuels que l'antiquité avait pratiqués, parce que la demande de leurs produits ne cessa point. Durant le Moyen Age, il y eut beaucoup de perfectionnements dans les arts mécaniques, le commerce, les usages de la vie civile ; « les faits s'amassaient dans l'ombre des temps d'ignorance, et les sciences dont le progrès, pour être caché, n'en était pas moins réel, devaient reparaitre un jour, accrues de ces nouvelles richesses » (1) ; après la Renaissance, l'esprit, ainsi bien préparé et devenu plus attentif, profita des moindres hasards pour faire des découvertes (2).

Condorcet mentionne bien aussi les changements qui se produisirent au Moyen Age, mais il ne paraît point leur attribuer leur véritable place ; il parle de la soie, du papier, de l'aimant et de la poudre à canon entre la scolastique et la poésie italienne (3). A la fin

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 608, cf. p. 666.

(2) TURGOT, *loc. cit.*, p. 610.

(3) CONDORCET, *op. cit.*, 7^e époque. — Condorcet paraît chercher même à diminuer l'importance de ces progrès, en insinuant qu'ils furent tous dus à des importations : « Les arts mécaniques commencèrent à se rapprocher de la perfection qu'ils avaient conservée en Asie. » Si grande soit la part qu'on doive faire à ces importations, elles ne sauraient expliquer tout le progrès technique du Moyen Age : la métallurgie semble s'être transformée en Allemagne ; l'art gothique est né en France, etc.

de la neuvième époque, il semble même vouloir renverser l'ordre naturel des choses et fonder les progrès récents des arts usuels sur de très anciennes acquisitions de la science pure ; c'est là que se trouve la phrase si souvent citée : « Le matelot qu'une exacte observation de la longitude préserve du naufrage, doit la vie à une théorie qui, par une chaîne de vérités, remonte à des découvertes faites dans l'école de Platon et ensevelies pendant vingt siècles dans une entière inutilité. » On pourrait penser qu'il a voulu prendre le contre-pied de Turgot.

Voici une pensée de celui-ci sur laquelle j'appelle toute l'attention du lecteur : « Les arts ne sont que l'usage de la nature et *la pratique des arts est une suite d'expériences physiques* qui la dévoilent de plus en plus (1). » Je crois que l'on a rarement exprimé d'une manière plus forte l'influence des arts usuels sur la science (2).

Enfin je signale une observation relative à l'imprimerie, que l'on trouve déjà indiquée dans le discours de 1750, et qui est plus développée dans un des essais inédits. On commença, dit-il, dans ce fragment, par faire des livres techniques pour l'instruction des

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 608.

(2) La formule de Turgot n'est pas tout à fait exacte, parce qu'elle suppose que la science arrive à la connaissance parfaite de la nature ; mais il n'y a pas longtemps que l'on commence à comprendre la différence qui existe entre la *nature artificielle*, créée sous l'influence des arts usuels, et la *nature naturelle qui l'enveloppe* (G. SOREL, *Les préoccupations métaphysiques des physiciens modernes*, p. 59).

artisans, mais les gens lettrés les lurent ; ils « conquirent mille manœuvres ingénieuses qu'ils ignoraient et ils se virent conduits à une infinité de notions pleines d'intérêt pour la physique. Ce fut comme un nouveau monde où tout piquait leur curiosité. De là naquit le goût de la physique expérimentale, où l'on n'aurait jamais pu faire de grands progrès sans le secours des inventions et des procédés de la mécanique » (1). Turgot a peut-être voulu, en écrivant cela, ramener à leur juste portée les prétentions des entrepreneurs de l'*Encyclopédie*, dont le prospectus parut en 1750. Il savait que les résultats que l'on pouvait attendre d'une description des arts usuels étaient déjà acquis : il ne semble pas d'ailleurs que l'*Encyclopédie* ait fait faire aucun progrès nouveau à aucun art, ni à aucune science.

II

Nous voici maintenant au début du XIX^e siècle avec le livre fameux de Mme de Staël sur « la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales », ici la doctrine du progrès va s'affirmer avec beaucoup plus d'éclat que dans l'essai de Condorcet. Au moment où elle écrivait, les idées des philosophes étaient fort attaquées en France ; c'est que la Révolution n'avait guère tenu ses promesses : l'idéal hu-

(1) TURGOT, *loc. cit.*, p. 667, cf. 610.

manitaire, qui avait enchanté ses promoteurs, avait fait place à des luttes sanglantes des factions ; tandis qu'on avait espéré voir tous les hommes fraterniser dans une culture supérieure, on constatait une grande décadence intellectuelle ; après avoir tant déclamé sur le règne de la vertu, on était tombé aux hontes du Directoire. On comprend donc que beaucoup de personnes fussent disposées à soutenir que « les lumières et tout ce qui dérive d'elles, l'éloquence, la liberté politique, l'indépendance des opinions religieuses troublent le repos et le bonheur de l'espèce humaine » (1).

Il était cependant difficile de croire que la France eût acquis, dans les guerres de la Liberté, tant de gloire en pure perte ; il était vraisemblable que la force avait tranché la question dans le sens du régime moderne et que tous les regrets des vieux royalistes étaient désormais superflus ; mais la France n'avait plus son ancienne souveraineté d'élégance et de gaieté : « Personne ne conteste, dit Mme de Staël, que la littérature n'ait beaucoup perdu depuis que la Terreur a moissonné, en France, les hommes, les caractères, les sentiments et les idées (2). » Il n'était pas vraisemblable que l'on pût voir renaître l'ancienne littérature, car elle avait trop dépendu des mœurs d'une aristocratie définitivement disparue pour qu'elle pût s'accommoder de mœurs si radicale-

(1) DE STAEL, *Œuvres complètes*, édition de 1820, tome IV, p. 586.

(2) DE STAEL. *loc. cit.*, p. 408.

ment différentes. Comment concilier le progrès avec une telle constatation ?

Mme de Staël se trouvait dans une situation analogue à celle de Perrault ; elle devait prouver la supériorité de son temps par des considérations d'ordre littéraire. Les hommes du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècles avaient cru, en effet, que la grandeur et la décadence des peuples se mesurent au goût avec lequel sont composées les œuvres principales : le Moyen Age leur faisait horreur parce qu'il manquait totalement de goût à leurs yeux ; Chateaubriand va essayer de ramener ses contemporains au catholicisme en faisant des parallèles entre les auteurs païens et les auteurs chrétiens et en démontrant la supériorité de ceux-ci.

Le nouveau régime ne pouvait encore opposer de grands hommes aux auteurs des temps monarchiques ; aussi Mme de Staël ne procéda-t-elle point comme Perrault et Chateaubriand, au moyen de parallèles ; elle chercha à montrer que la littérature *pourrait* trouver dans les nouvelles conditions des causes de renouvellement, que le théâtre, la philosophie et l'éloquence seraient appelées à un éclat imprévu (1). « Les nouveaux progrès littéraires et philo-

(1) Les appréciations et les conseils de Mme de Staël ne sont pas toujours heureux. Elle écrit que la plaisanterie contre les abus va perdre son importance, « si la constitution de la France est libre et si ses institutions sont philosophiques » ; la plaisanterie sera alors sans utilité et sans intérêt (*loc. cit.*, p. 480 et p. 482). « *Candidate* et les

sophiques que je me propose d'indiquer continueront le développement du système de perfectibilité dont j'ai tracé la marche depuis les Grecs (1). » Si elle parvenait à convaincre ses contemporains, elle justifiait la Révolution. Celle-ci n'était pas condamnée à se mettre à l'école du xvii^e siècle et à être jugée par comparaison avec le temps de Louis XIV ; elle pouvait avoir ouvert une ère nouvelle, produisant des chefs-d'œuvre qui devraient être appréciés en eux-mêmes, — ou, pour mieux dire, par rapport aux nouvelles conditions historiques.

Pour rendre son apologie plus facile, Mme de Staël combat les préjugés qui avaient gouverné toute la critique antérieure. Condorcet avait déclaré que « les règles du goût ont la même généralité, la même constance, mais sont susceptibles du même genre de modifications que *les autres lois* de l'univers, moral ou physique, quand il faut les appliquer à la pratique immédiate d'un art usuel » (2). Brunetière observe, très justement, que chez notre auteur « la part de

écrits de ce genre... sont nuisibles dans une république », parce qu'on s'y moque des « intérêts les plus nobles de la vie » (p. 484). La comédie devra désormais s'attaquer « aux vices de l'âme qui nuisent au bien général » et surtout à « ceux qui se composent de la privation des qualités », car « l'esprit républicain exige des vertus positives » (p. 487). La séduction devrait être ridiculisée sur la scène (p. 489). etc. On doit remarquer, une fois de plus, combien l'histoire se soumet peu aux décrets des idéologues !

(1) DE STAËL, *loc. cit.*, p. 410.

(2) CONDORCET, *op. cit.*, 9^e époque.

l'absolu diminue, celle du relatif augmente» (1), et qu'ainsi on est conduit « à douter des règles de l'ancienne critique, fondées qu'elles étaient sur une expérience littéraire dont l'insuffisance apparaissait brusquement aux yeux de ses lecteurs » (2); mais il ne voit pas que cette nouvelle conception de la critique est motivée par le plan apologétique de Mme de Staël.

Si celle-ci met si bien en relief les caractères anglais de Shakespeare et les caractères allemands de Goethe, ce n'est point parce qu'elle veut employer la méthode comparative, mais c'est parce qu'elle doit prouver la possibilité d'une grande littérature affranchie des règles de l'ancienne littérature classique. La méthode est chez elle commandée par les convenances de sa polémique : en établissant qu'il a existé des chefs-d'œuvre spécifiquement anglais et d'autres spécifiquement allemands, Mme de Staël espère amener ses lecteurs à avouer qu'il serait tout à fait déraisonnable de ne pas attendre de la nouvelle France quelques chefs-d'œuvre spécifiquement républicains. En présence d'une si belle argumentation, tout véritable rationaliste sera aussi convaincu de l'existence de ces produits merveilleux de l'esprit républicain que s'ils figuraient depuis longtemps dans les bibliothèques. Ainsi le nouveau régime se trouvera pleinement justifié.

(1) BRUNETIÈRE, *Evolution des genres*, p. 179.

(2) BRUNETIÈRE, *op. cit.*, p. 177.

La société issue de la Révolution vivait de manière à blesser toutes les idées du XVIII^e siècle ; la vieille réputation de la politesse française était fort atteinte. « Nous avons vu souvent, durant le cours de ces dix années, dit Mme de Staël, les hommes éclairés gouvernés par les hommes ignorants : l'arrogance de leur ton, la vulgarité de leurs formes révoltaient plus encore que les bornes de leur esprit (1). » — « Depuis la Révolution une vulgarité révoltante dans les manières s'est trouvée souvent réunie à l'exercice d'une autorité quelconque (2). » — « Cette révolution peut à la longue éclairer un grand nombre d'hommes ; mais pendant plusieurs années la vulgarité du langage, des manières, des opinions, doit faire rétrograder à beaucoup d'égards le goût et la raison (3). »

Une partie très notable du livre pourrait être appelée une exhortation à la civilité et nous devons rapprocher les idées qu'exprime Mme de Staël, à ce sujet, des efforts que devait faire l'empereur pour contraindre la société nouvelle à se plier à un cérémonial imité de l'ancienne cour. « Combien, dit-elle, le mauvais goût poussé jusqu'à la grossièreté ne s'opposerait-il pas à la gloire littéraire, à la morale, à la liberté, à tout ce qui peut exister de bon et d'élevé dans les rapports des hommes entre eux !... On se permet de plaisanter sur sa propre bassesse, sur ses

(1) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 437.

(2) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 420.

(3) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 408.

propres vices, de les avouer avec impudence, de se jouer des âmes timides qui répugnent encore à cette avilissante gaieté (1). » — « L'urbanité des mœurs est un moyen efficace pour arriver » à rapprocher les partis (2).

On était amené naturellement à comparer la Révolution et la chute du monde antique : des nobles devenus aussi faibles que les anciens Romains, avaient été dépossédés par une population grossière, « dont l'éducation est à plusieurs siècles en arrière de celle des hommes qu'ils ont vaincus » (3). Les invasions des Barbares avaient constitué une très grosse difficulté pour les théoriciens du progrès ; Turgot avait fait observer que « cette apparente destruction a répandu sur un plus grand nombre de nations les germes de ces sciences qu'on avait cru perdues » (4). Mme de Staël va beaucoup plus loin, car, distinguant ce perfectionnement de l'espèce et le progrès de l'esprit, elle prétend démontrer que les temps du Moyen Age ont été favorables à ce dernier progrès (5).

C'est le mélange des races et le christianisme qui ont produit cet heureux résultat ; Mme de Staël

(1) DE STAEL, *loc. cit.*, pp. 420-421.

(2) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 441.

(3) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 199.

(4) TURGOT, *loc. cit.*, p. 672.

(5) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 21 et p. 211. Brunetière paraît croire que Mme de Staël n'a considéré que le perfectionnement de l'espèce, dû à la vulgarisation des connaissances (*op. cit.*, p. 176).

semble tout à fait dégagée des passions des philosophes au sujet de la religion; cela ne tient pas seulement à l'influence de Rousseau (1), mais aussi aux obligations que lui impose son apologie du temps présent. Elle espère que le mélange des classes produira un effet analogue au mélange des races, et elle ne désespère pas de voir quelque doctrine nouvelle jouer un rôle analogue à celui du christianisme : « Heureux, dit-elle, si nous trouvions, comme à l'époque de l'invasion des peuples du Nord, un système philosophique, un enthousiasme vertueux, une législation forte et juste, qui fût, comme la religion chrétienne l'a été, l'opinion dans laquelle vainqueurs et vaincus pourraient se réunir (2)! » Napoléon pensa qu'il était fort inutile d'aller chercher bien loin un tel système philosophique et qu'il pourrait se contenter du catholicisme, en lui imposant un esprit de tolérance (3).

Condorcet eût été fort surpris si on lui avait dit que l'on pût écrire, si peu de temps après lui, que

(1) Cette influence a été assez grande pour qu'elle ait osé écrire que, « dans les pays où la réformation est établie, on peut encore remarquer [de nos jours] combien est salubre l'influence du christianisme sur la morale » (*loc. cit.*, p. 206). — On sait que pour Diderot la morale est corrompue partout où l'on admet un Dieu (cf. REINACH, *Diderot*, p. 170).

(2) DE STAEL, *loc. cit.*, pp. 200-201.

(3) C'est le principal but du Concordat; l'empereur, par les choix qu'il fit des évêques, imposa à l'Eglise l'obligation d'oublier les anathèmes lancés contre les prêtres constitutionnels.

« les méditations religieuses du christianisme, à quelque objet qu'elles aient été appliquées, ont développé les facultés de l'esprit pour les sciences, la métaphysique et la morale » (1). Mme de Staël estime que l'esprit ne se serait point soumis aux études abstraites s'il n'avait d'abord été conduit à s'occuper de subtilités théologiques par passion religieuse (2). La Renaissance démontra l'immense progrès qui s'était accompli : « Bacon, Machiavel, Montaigne, Galilée, tous les quatre presque contemporains dans des pays différents, ressortent tout à coup de ces temps obscurs et se montrent cependant de plusieurs siècles en avant des derniers écrivains de la littérature ancienne et surtout des derniers philosophes de l'antiquité (3). »

Les nécessités de son apologie conduisaient Mme de Staël à présenter une défense de la violence ; elle n'osa pas aborder franchement le sujet même de la Révolution, mais elle prit prétexte des accusations lancées par les philosophes contre le fanatisme religieux (4) pour montrer le rôle considérable que les passions peuvent jouer dans l'histoire. Je crois utile de présenter ici un important extrait de son plaidoyer (encore que la doctrine soit fort insuffisante),

(1) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 190.

(2) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 209.

(3) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 211.

(4) Elle dit que les philosophes vantent le paganisme à cause de leur aversion pour l'intolérance (*loc. cit.* p. 206).

parce qu'il est curieux de voir, encore une fois, comment les conditions historiques commandent la pensée des idéologues :

« Quoique les passions fortes entraînent à des crimes que l'indifférence n'eût jamais causés, il est des circonstances dans l'histoire où ces passions sont nécessaires pour remonter les ressorts de la société. La raison, avec l'aide des siècles, s'empare de quelques effets de ces grands mouvements ; mais il est de certaines idées que les passions font découvrir et qu'on aurait ignorées sans elles. Il faut des secousses violentes pour porter l'esprit humain sur des objets entièrement nouveaux ; ce sont les tremblements de terre, les feux souterrains, qui montrent aux regards de l'homme les richesses dont le temps seul n'eût pas suffi pour creuser la route » (1).

Il est bien remarquable que Mme de Staël abandonne ici le terrain du rationalisme ; ses contemporains admettaient facilement que la philosophie peut se trouver obligée d'employer la contrainte (même assez brutale parfois), pour faire triompher la vérité qu'elle a reconnue ; mais notre auteur proclame une *mission de création propre de la violence*. Sans doute, elle ne se détache pas encore de la conception du droit naturel ; la violence est, à ses yeux, une manière de trouver ce droit, qui était demeuré caché aux efforts de la raison ; mais sa thèse n'en est pas moins digne d'être notée.

(1) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 206.

Il est bien probable qu'en écrivant ces lignes, Mme de Staël pensait surtout aux luttes de la Réforme. Avant elle et souvent depuis, les écrivains protestants ont plaidé les circonstances atténuantes en faveur des chefs de la Réforme et cherché à atténuer les violences du xvi^e siècle. Mme de Staël, entraînée par les nécessités de sa polémique, se montre beaucoup plus perspicace que ne sont généralement les historiens de sa religion; le présent lui donne une intelligence claire du passé (1).

Toutes les thèses nouvelles de ce livre se trouvent avoir été ainsi dominées par des conditions historiques, et c'est un fait intéressant à relever au point de vue marxiste.

III

Il nous faut maintenant interrompre le cours de cette histoire de l'idée de progrès, pour parler d'une doctrine qui, tout en contredisant celle du progrès, a cependant eu sur elle une très grande influence; je veux parler de la doctrine de l'évolution, qui se rattache aux guerres de l'Indépendance des nations.

On a trop souvent comparé ces guerres à celles que soutinrent nos armées révolutionnaires; elles correspondent en réalité à un mouvement idéologique opposé. Là où avaient pénétré les armées françaises, on

(1) On a vu plus haut que le même fait devait se produire pour Augustin Thierry.

s'était hâté d'imiter la France, de supprimer les anciennes institutions et d'en créer d'autres suivant des principes que l'on regardait comme conformes au droit naturel. Il arriva un jour cependant où les peuples se révoltèrent contre ce système de perfectionnement et refusèrent, les armes à la main, le bonheur que nous leur apportions. « L'idée des nationalités, dit Renan, dont le XVIII^e siècle n'offre aucune trace, uniquement occupé de sa philosophie générale, et dont les conquêtes du commencement de ce siècle furent la négation (1), date du soulèvement que produisirent les tendances unitaires de la Révolution et de l'Empire chez les peuples rendus à la conscience d'eux-mêmes par le joug de l'étranger (2). »

Désormais, on opposera au progrès l'évolution, à la création la tradition, à la raison universelle la nécessité historique. Ceci ne veut pas dire, comme l'ont soutenu parfois les admirateurs du XVIII^e siècle, que les défenseurs des nouvelles idées prétendissent immobiliser le monde; mais ils voulaient montrer qu'il y a dans les changements une *loi historique locale*, et ils regardaient comme très essentiel que les gouvernements la respectassent. La première grande manifestation de la nouvelle conception fut celle de Savigny et elle porta sur le droit.

(1) A remarquer le changement du sens du mot *patriote* : pendant les guerres de la Liberté, le *patriote* est celui qui aide les Français contre son souverain; plus tard, c'est celui qui se bat pour restaurer le pouvoir de son prince.

(2) RENAN, *Essais de morale et de critique*, p. 117.

Depuis longtemps, les hommes d'Etat se proposaient de régulariser l'activité des tribunaux en rédigeant de grandes ordonnances; Napoléon croyait que son Code civil lui assurerait plus de gloire que ses grandes batailles; il semblait naturel que l'Allemagne, rendue à elle-même, affirmât la conscience qu'elle avait acquise de sa force et de son unité, en se donnant un système de droit. Savigny combattit cette opinion en 1814 et il fonda ainsi l'école historique.

Cette école s'était donné pour mission de réfuter les gens qui, ne mettant pas en doute la sagesse infinie des législateurs modernes, considéraient le droit comme devant être désormais l'expression d'une volonté éclairée par la philosophie. Savigny et ses élèves opposèrent à cette doctrine de la création rationaliste du droit, une doctrine de création spontanée : la conscience juridique du peuple remplaça la raison universelle. Il n'est pas inutile ici de nous reporter à un passage célèbre de la *Profession de foi du vicaire savoyard* : « La conscience est la voix de l'âme... Trop souvent la raison nous trompe, nous n'avons que trop acquis le droit de la récuser; mais la conscience ne nous trompe jamais; elle est le vrai guide de l'homme; *elle est à l'âme ce que l'instinct est au corps* »; et Rousseau ajoute en note : « La philosophie moderne qui n'admet que ce qu'elle explique, n'a garde d'admettre cette obscure faculté appelée *instinct*, qui paraît guider, sans connaissance acquise, les animaux vers quelque fin. L'instinct, selon l'un de nos plus sages philosophes, n'est qu'une habitude privée de réflexion, mais acquise en réfléchissant. »

Cette théorie lui paraît absurde. La conscience juridique du peuple est, elle aussi, un instinct sûr; elle est « par elle-même le droit » (1).

Les élèves de Savigny imaginaient qu'à l'origine le droit s'était formé tout seul, dans la coutume; plus tard, était apparue la législation qui a pu avoir une action bienfaisante en assurant au droit des transformations devenues nécessaires, plus rapidement et plus sûrement que ne pourraient le faire « les forces invisibles qui ont créé le droit primitif »; enfin, intervient le travail des jurisconsultes (2).

Nous avons ainsi un mouvement régulier de l'instinct vers des formes de plus en plus intellectualisées de l'activité humaine; c'est toujours l'esprit du peuple qui se manifeste, mais d'une manière de moins en moins directe; au fur et à mesure que nous nous élevons sur cette échelle, nous avons davantage à craindre que des solutions arbitraires, dues à des spéculations métaphysiques ou des importations d'idéologies étrangères, viennent troubler le produit vraiment national. Le droit coutumier présenterait donc une supériorité certaine, comme étant l'expression de l'instinct juridique; aussi a-t-on reproché à Savigny et à Puchta de professer « pour ce mode de formation du droit une véritable idolâtrie »; ils regardaient comme un très grave attentat contre le droit, toute mesure de

(1) TANON, *L'évolution du droit et la conscience sociale*, p. 18.

(2) TANON, *op. cit.*, p. 13 et pp. 15-16.

la législation qui « limite arbitrairement les effets nécessaires de la coutume »; celle-ci doit toujours pouvoir modifier la loi ou l'abroger par désuétude (1).

On a fait à cette doctrine de nombreuses et graves objections, dont il nous faut dire quelques mots.

Beaucoup de personnes pensent que le droit a pu se former suivant les idées de Savigny et de Puchta seulement durant les temps primitifs, alors que la distinction entre les règles du droit et l'ensemble des règles religieuses et morales n'existait pas encore (2). Ihering se demanda, au contraire, si le droit primitif était vraiment coutumier (3). Il me semble que la formation spontanée du droit se manifeste surtout dans le domaine commercial; nous l'y observons encore aujourd'hui; ce droit dépend beaucoup plus des usages résultant d'accords qui ont été expérimentés entre particuliers, que des lois et que des théories; si on admettait ce rôle du commerce, il faudrait admettre que le droit coutumier s'est superposé, à une époque de réflexion, à quelque chose de plus ancien; car il est bien difficile de ne pas regarder tout ce qui touche au commerce comme n'appartenant pas à la période réfléchie de l'activité humaine.

(1) TANON, *op. cit.*, pp. 17-18. Ici l'analogie avec les idées de Rousseau est frappante : la conscience est au-dessus de la loi.

(2) TANON, *op. cit.*, p. 32.

(3) IHERING, *Histoire du développement du droit romain*, trad. franç., p. 12.

Quand on considère l'ensemble d'une longue suite de temps, on peut estimer que chaque peuple produit le droit dont il a besoin. « Vus de haut et de loin, les actes du législateur ne paraissent plus qu'un accident dans le temps; et le droit semble croître par sa force propre, et par celle de l'idée, dont le législateur n'est que l'instrument et le porteur... Il en est autrement quand on regarde de plus près. Lorsqu'on considère le droit positif à un moment donné de son histoire, on y constate aussitôt, dans de nombreuses directions, des règles qui ne concordent nullement avec l'esprit de la nation (1). »

Mais c'est surtout quand on étudie les changements actuels et quand on veut raisonner sur l'avenir prochain que la doctrine historique devient peu satisfaisante; tous les efforts tentés pour l'adapter à ces problèmes sont vains (2). « Les fondateurs de l'école ont laissé eux-mêmes le droit futur en dehors de leurs spéculations »; je ne crois pas qu'on puisse expliquer cette attitude en disant avec Tanon que « leurs dispositions personnelles, très conservatrices, leur faisaient considérer de préférence dans l'évolution l'une de ses faces, celle qui relie le droit du présent à celui du passé (3). » Il faut plutôt dire que toute recherche sur l'avenir est impossible pour celui qui accepte la

(1) TANON, *op. cit.*, pp. 31-32.

(2) Vouloir, comme quelques auteurs, identifier la conscience juridique à la volonté populaire manifestée par le vote, est absurde.

(3) TANON, *op. cit.*, p. 40.

doctrine historique, à moins de tomber dans l'absurdité qui consiste à vouloir calculer l'avenir avec de prétendues tendances du passé.

Newman, dans ses recherches sur le développement du dogme chrétien, s'est placé au même point de vue que l'école de Savigny : il ne s'est occupé que de ce qui existait. Il voulait répondre aux objections des controversistes anglicans, qui accusaient l'Eglise catholique de ne pas avoir fidèlement gardé le *dépôt de la foi* durant le Moyen Age; les anglicans admettaient que durant les premiers siècles les conciles avaient défini les dogmes d'une manière correcte. Newman trouvait dans l'histoire de l'ancienne Eglise les types de développement (ou d'épanouissement) auxquels ils devait comparer le travail ultérieur de la théologie romaine pour prouver que ce travail avait été irréprochable. Il n'a jamais songé à tirer de ces études une théorie lui permettant de faire progresser la théologie; on ne saurait donc commettre plus grossière erreur que de le confondre avec les gens qui se donnent pour ses disciples et qui s'occupent de l'histoire des dogmes uniquement dans l'espoir de montrer qu'il y a des analogies entre les tendances *modernistes* et les positions prises par certains Pères de l'Eglise. Ils écrivent sur le passé, mais ils sont dominés par des rêves relatifs à l'avenir.

Il faut appliquer ici une distinction que j'ai faite ailleurs entre deux manières de concevoir l'histoire (1) : on peut regarder vers l'avenir et on note

(1) Cf. *Système historique de Renan*, pp. 5-23.

tous les germes de développement qui seront censés fournir une explication complète des événements qui arrivent; on s'occupe alors de *création*; — on peut, par contre, regarder vers le passé et on cherche comment se sont présentées les *adaptations*; c'est la doctrine de l'évolution. Savigny a changé l'esprit de l'histoire en introduisant cette nouvelle méthode; des difficultés inextricables se produisent dès qu'on mélange progrès et évolution.

On a observé plusieurs fois, qu'il y a une grande analogie entre les points de vue proposés par Savigny et le darwinisme (1). Beaucoup de naturalistes contemporains reprochent à Darwin de ne pas avoir étudié ce qu'Alfred Giard nomme les *facteurs primaires* de l'évolution, c'est-à-dire les forces qui créent les nouvelles espèces; Darwin a considéré une histoire naturelle achevée et il a voulu nous montrer comment l'élimination de certaines formes peut être rapprochée des conditions dans lesquelles se font la recherche de la nourriture et l'accouplement (lutte pour la vie et sélection sexuelle). Dans le pur darwinisme, les variations des espèces sont indéterminées; la prétention d'Alfred Giard, qui veut concilier le darwinisme et le lamarkisme, en combinant les facteurs secondaires du premier avec les facteurs primaires du second, est une naïveté de naturaliste peu habitué à philosopher (2); il faut choisir entre deux

(1) TANON, *op. cit.*, p. 22.

(2) On ne saurait trop faire connaître les réflexions socio-

systèmes, on ne saurait les mélanger sous prétexte de faire de la science plus haute.

Le droit n'est pas moins sollicité au changement que ne le sont les espèces vivantes. Il n'y a pas une grosse affaire qui ne mette en évidence l'existence de forces propres à modifier le droit : les avocats, les juges et les professeurs, dans leurs plaidoiries, leurs décisions et leurs commentaires, touchent, toujours quelque peu, au système existant, en raison de leurs vues personnelles; bien souvent aussi, le grand public intervient pour exercer une pression sur les professionnels. Au milieu de toutes ces causes qu'il serait absurde de vouloir analyser, il se produit un mouvement : ce mouvement est la donnée de l'histoire et c'est lui qui nous fait connaître la conscience juridique du peuple.

Dans l'histoire du droit, il ne faudra donc pas demander que la conscience juridique soit définie comme pourrait l'être une force dont les effets pourraient être prévus suivant une loi; la conscience juridique est une image destinée à embrasser l'ensemble

logiques que lui inspira la théorie (si peu vraisemblable d'ailleurs) de la *télégonie* suivant laquelle les produits d'une femelle conservent quelque chose des qualités du premier mâle qui l'a saillie. Il pensait que les classes inférieures d'Europe avaient été heureusement transformées par la pratique du *jus primae noctis* concédé aux nobles (ALFRED GIARD, *Controverses transformistes*, p. 152). Cette légèreté n'a pas empêché Alfred Giard d'être un naturaliste de premier ordre; mais les savants ne sont pas toujours fort habiles dans l'art de tirer des conclusions générales de leurs expériences.

des conditions dans lesquelles *s'est faite l'acceptation* (ou le refus) d'un nouveau système de relations. Pendant longtemps, les paysans du midi de la France ont opposé une résistance acharnée aux lois successorales du Code civil; nous avons là un exemple remarquable d'une lutte entre les traditions et des formes nouvelles; tous les éléments de cette lutte peuvent être observés assez facilement; il n'est donc pas exact de dire que la conscience juridique « n'est susceptible d'aucune détermination » (1); elle est déterminée dans la mesure où l'on peut connaître le rôle des traditions dans l'adaptation négative.

Il convient d'observer, à ce propos, que les naturalistes ne comprennent pas tous l'adaptation de la même manière. « Pour quelques-uns, dit Bergson, les conditions extérieures sont capables de causer directement les variations des organismes dans un sens défini, par les modifications physico-chimiques qu'elles déterminent dans la substance vivante : telle est l'hypothèse d'Eimer, par exemple. Pour d'autres, *plus fidèles à l'esprit du darwinisme*, l'influence des conditions ne s'exerce que d'une façon indirecte, en favorisant dans la concurrence vitale, ceux des représentants d'une espèce que le hasard de la naissance a mieux adaptés au milieu. En d'autres termes, les uns attribuent aux conditions extérieures une *influence positive* et les autres une *influence négative* : dans la première hypothèse, cette cause susci-

(1) TANON, *op. cit.*, p. 28.

terait des variations; dans la seconde, elle ne ferait qu'en éliminer (1). » Le darwinisme se trouve ainsi de nouveau rapproché de la méthode historique.

Bergson dit que « l'idée darwinienne d'une adaptation s'effectuant par l'élimination automatique des inadaptés est une idée simple et claire ». J'estime de même, que la théorie de la conscience juridique peut être appliquée de manière à rendre simple et claire l'histoire du droit; mais il ne faut pas lui demander ce qu'elle ne peut donner, l'explication du développement progressif d'une institution suivant une ligne donnée. Le darwinisme montre la même impuissance en biologie, comme le dit Bergson (2).

Les théoriciens du droit historique n'ont pas toujours présenté leurs doctrines sous une forme satisfaisante; il faut une grande habitude des disciplines les plus sévères de la science pour arriver à comprendre que l'esprit peut se contenter de raisonner sur des adaptations négatives. A l'époque de Savigny, on était disposé à concevoir tout changement sous des formes analogues à celles que fournit la biologie : il est donc tout naturel que l'on ait si souvent regardé la conscience juridique du peuple comme étant une sorte de force vitale; et alors la philosophie du droit mérite la critique amère qu'en fait Ihering :

« L'origine du droit est un impénétrable mystère; dès lors, à quoi bon toute recherche ultérieure ? Cette

(1) BERGSON, *Evolution créatrice*, pp. 59-60.

(2) BERGSON, *op. cit.*, p. 60.

doctrine a le mérite de couper court à toute question sur la raison des choses. Sa réponse est toujours la même : âme populaire, sentiment juridique national... C'est la fatalité présidant à l'élaboration du droit... La théorie de l'émanation est un doux oreiller sur lequel la science n'a plus qu'à s'endormir. Retirons-le lui pour qu'elle s'éveille : qu'elle ouvre enfin les yeux et voie les choses comme elles sont en réalité (1). »

Si on a entendu le principe de l'évolution de manières si diverses et si arbitraires, c'est que le plus grand nombre de ses partisans n'avaient pas été conduits à l'admettre pour des raisons d'ordre intellectuel, mais pour des raisons d'ordre politique. On était fatigué de toutes les luttes qui avaient bouleversé l'Europe; on était disposé à accepter comme supérieurs tous les procédés de formation idéologique qui ne comportaient pas de lutte (2); on fut donc très heureux d'entendre vanter le droit coutumier et de l'assimiler à la langue. Ihering fera plus tard, très justement, observer que cette assimilation du droit à la langue est contraire à l'histoire, attendu

(1) IEHRING, *op. cit.*, p. 12.

(2) On sait quelle importance a prise en France la distinction des époques *critiques* et des époques *organiques*; les saint-simoniens se proposèrent pour faire sortir les Français du purgatoire de la critique et les amener à l'organisation. Cette idée remonte sûrement à Napoléon qui avait annoncé qu'il avait clos l'ère de la Révolution et qui a introduit dans notre langue le terme *loi organique* avec le sens de loi fondamentale d'une administration.

que la philologie ne montre pas de conflits analogues à ceux qui se présentent chaque fois qu'une règle nouvelle blesse des intérêts (1); mais cette fausse analogie était, au contraire, de nature à charmer les contemporains de Savigny.

L'école historique mettait en lumière une interdépendance étroite des diverses manifestations de l'esprit national (2); elle rapprochait ainsi une nation d'un organisme vivant dans lequel toutes les parties sont solidement liées les unes aux autres et sont harmonisées. La conscience populaire semblait apparaître comme ayant une réalité. Il n'est donc pas étonnant que l'assimilation de l'histoire à un être vivant ait eu tant d'influence sur la pensée des écrivains politiques durant une grande partie du XIX^e siècle. Je crois bien que ce fut l'héritage le plus populaire de l'historisme.

IV

Pendant une quarantaine d'années après la Restauration, le monde libéral fut très préoccupé d'études scientifiques sur le passé; à la *légèreté* du *siècle des lumières* s'opposait le *sérieux* des *écoles historiques*; la doctrine du progrès ne put se maintenir qu'en empruntant beaucoup à celle de l'évolution. On ob-

(1) IHERING, *La lutte pour le droit*, trad. franç., pp. 6-11.

(2) TANON, *op. cit.*, p. 13.

serve que l'assimilation de l'histoire à un organisme engendra un grand nombre de thèses importantes :

1° On attache désormais une importance capitale à la lenteur et à la régularité du mouvement. On en vient parfois à regarder avec quelque pitié les révolutionnaires qui ne comprennent pas qu'une telle marche est seule compatible avec la science ! On descend même jusqu'à accorder un respect superstitieux à cette progression, tandis qu'autrefois la lenteur du progrès était seulement regardée comme une mesure conseillée par la prudence.

2° L'idée de la nécessité a été fortement renforcée; Mme de Staël avait appelé l'attention sur les maux immenses qui résulteraient d'une politique ayant pour objet d'arrêter le progrès des lumières, et elle regardait une telle tentative comme devant être infructueuse (1); mais ce n'était là qu'un jugement fondé sur une appréciation de sagesse politique, tandis que maintenant on regarde la continuité du mouvement historique comme aussi nécessaire que celle d'une évolution vitale.

3° On a cessé de raisonner sur le progrès de l'esprit ou sur l'accroissement des lumières; on a regardé les institutions comme étant des organes d'un être vivant; on a choisi, à la manière de Cuvier, des caractères dominateurs, et on a étudié l'histoire en suivant leurs variations (2).

(1) DE STAEL, *loc. cit.*, p. 586.

(2) Cf. PIERRE MARGEL, *Essai politique sur Alexis de Tocqueville*, p. 107.

Nous trouvons une application très remarquable des nouveaux points de vue dans la *Démocratie en Amérique*, dont la première édition est de 1835 et qui a exercé une si grande influence sur la pensée du xix^e siècle. Tocqueville nous apprend, aux premières pages de son livre, que l'égalité des conditions lui est apparue comme caractère dominateur des institutions américaines; c'est « le fait générateur dont chaque fait particulier semblait descendre » et le « point central ou toutes [les] observations devaient aboutir ». Il nous apprend aussi qu'il avait été conduit à reconnaître que le mouvement vers l'égalité n'est point particulier à ce pays et qu'il se produisait partout, en raison des causes inconscientes : « Partout on a vu les divers incidents de la vie des peuples tourner au profit de la démocratie; tous les hommes l'ont aidée de leurs efforts : ceux qui avaient en vue de concourir à ses succès et ceux qui ne songeaient point à la servir; ceux qui ont combattu pour elle et ceux même qui se sont déclarés ses ennemis; tous ont été poussés pêle-mêle dans la même voie, et tous ont travaillé en commun, *les uns malgré eux, les autres à leur insu*, aveugles instruments dans la main de Dieu. »

Tocqueville exprimait l'idée qu'il avait acquise de cette nécessité dans un langage qu'il cherchait à rendre très saisissant : « Le livre tout entier qu'on va lire a été écrit sous l'impression d'une sorte de *terreur religieuse* produite dans l'âme de l'auteur par la vue de cette révolution irrésistible qui marche, depuis tant de siècles, à travers tous les obstacles et qu'on

voit encore aujourd'hui s'avancer au milieu des ruines qu'elle a faites... Si de longues observations et des méditations sincères amenaient les hommes de nos jours à reconnaître que le *développement graduel et progressif* de l'égalité est à la fois *le passé et l'avenir de leur histoire*, cette seule découverte donnerait à ce développement le caractère sacré de la volonté du souverain maître. Vouloir arrêter la démocratie paraîtrait alors lutter contre Dieu même et il ne resterait aux nations qu'à *s'accommoder à l'état social* que leur impose la Providence. »

Le mouvement est regardé comme étant semblable à un mouvement organique; on conclut à la nécessité de la démocratie dans l'avenir : l'homme sage devra chercher, dans l'expérience des peuples qui sont les plus avancés sur la voie nouvelle, des expériences capables de guider le *législateur qui cherchera à faciliter le passage* du passé au futur.

Que Tocqueville ait réussi à faire partager sa conviction à ses contemporains, c'est ce que déplorait Le Play, qui regardait la *Démocratie en Amérique* comme « un livre dangereux », ayant « fait beaucoup de mal » (1). — « Les honnêtes gens qui se rattachaient au passé ou qui restaient indécis entre le bien et le mal, prirent peu à peu confiance en sa prédiction; et depuis lors, ils croient à l'avènement fatal du régime américain, signalé comme le type de l'égalité

(1) LE PLAY, *La réforme sociale en France*, tome III, p. 327.

et de la démocratie (1). » Le Play ne voulait pas admettre la nécessité d'une évolution qui paraissait évidente à Tocqueville; il se persuadait que le monde pouvait être changé par l'exemple de quelques vieilles familles conservant des idées patriarcales; la notion de nécessité historique lui demeurait absolument étrangère. Le Play pensait encore comme les gens du XVIII^e siècle, ce qui peut tenir, pour une très grande partie, à ce qu'il est demeuré toujours étranger aux travaux faits durant le XIX^e siècle sur l'histoire du droit et sur l'histoire de l'économie (2).

Je crois que la *Démocratie en Amérique* a eu une influence considérable et peut-être décisive sur les premières œuvres de Proudhon. La brochure sur *La Célébration du dimanche*, qui a paru à la fin de 1839, renferme des affirmations énergiquement égalitaires, mais qui ne proviennent pas de la tradition de nos écrivains du XVIII^e siècle. L'auteur prend soin d'avertir qu'il ne veut pas « réchauffer les théories du cèle-

(1) LE PLAY, *Organisation du travail*, 3^e édition, p. 367. Suivant Le Play, Tocqueville aurait pensé que la décadence des peuples européens était inévitable; « il croyait d'ailleurs que cette décadence ne pouvait guère être accélérée par l'importation du régime américain » (p. 377). Le Play nous a appris qu'il n'a été en relations avec Tocqueville que sous le second Empire; comme presque tous les anciens libéraux, Tocqueville regardait le régime impérial comme étant le résultat d'une décadence.

(2) Le Play ne semble avoir jamais parcouru de livres d'histoire que pour y relever quelques notes; peut-être même ces notes lui ont-elles été fournies par des amis.

bre discours sur *l'inégalité des conditions* [et] reprendre en sous-œuvre la thèse mal conçue du philosophe de Genève » (1). On ne peut dire non plus qu'il se rattache aux communistes français; c'est, en effet, à eux qu'il fait allusion quand il écrit : « La question de l'égalité des conditions et des fortunes a déjà été soulevée, mais comme une théorie sans principes: il faut la reprendre et l'approfondir dans toute sa vérité (2)... Mais aussitôt un problème se présenterait : trouver un état d'égalité sociale qui ne soit ni communauté, ni despotisme, ni morcellement, ni anarchie, mais liberté dans l'ordre et indépendance dans l'unité. Et ce premier point résolu, il en resterait un second : indiquer le meilleur mode de transition (3). »

L'année suivante, Proudhon reprenait ses idées égalitaires dans le premier mémoire sur la propriété; il était certain du résultat auquel devait aboutir l'humanité, parce que Tocqueville avait affirmé la marche à l'égalité; il n'avait plus qu'à présenter une preuve en forme; quand on lit ce mémoire avec cette indication, il paraît beaucoup plus intéressant que ne jugent beaucoup de nos contemporains, qui le trouvent trop peu soucieux des faits.

Les contemporains de Proudhon, au milieu desquels les idées émises par Tocqueville étaient fort répan-

(1) PROUDHON, *Œuvres complètes*, tome II, p. 144.

(2) Proudhon affirme que « l'égalité des conditions est conforme à la raison et irréfragable en droit » (*op. cit.*, p. 149).

(3) PROUDHON, *op. cit.*, p. 151.

dues, furent extrêmement frappés par le mémoire de 1840. Nous avons sur ce point le témoignage que Marx et Engels en ont apporté dans *La sainte famille* et surtout celui de F. Vidal. Celui-ci a consacré un chapitre spécial à Proudhon et à Pecqueur (1) dans son livre sur la répartition des richesses, publié en 1846; il les nomme les *égalitaires* et les distingue de tous les autres socialistes (saint-simoniens, fouriéristes, communistes).

Les *Contradictions économiques* ont été écrites pour développer le même thème égalitaire, en montrant que l'égalité se dégage comme une loi cachée du développement économique. Il me semble que si Proudhon emploie ici si souvent un langage providentialiste, c'est qu'il avait été frappé du grand effet produit par les formules de Tocqueville. Marx se laissa prendre aux apparences, et dans la *Misère de la philosophie*, il regarda Proudhon comme un disciple attardé de Bossuet, au lieu d'aller chercher la source si prochaine d'où provenait cette manière d'exposer : « Le but que se proposait en premier lieu, dit-il, le génie social qui parle par la bouche de M. Proudhon, c'était d'éliminer ce qu'il y a de mauvais dans chaque catégorie économique, pour n'avoir que du bon. Pour lui, le bon, le bien suprême, le véritable but pratique, c'est l'égalité... Toute nouvelle catégorie est une hypothèse du génie social,

(1) Pecqueur publia, en 1842, sa *Théorie nouvelle d'économie politique et sociale*.

pour éliminer l'inégalité engendrée par l'hypothèse précédente. En résumé, l'égalité est l'*intention primitive*, la *tendance mystique*, le *but providentiel* que le génie social a constamment devant les yeux, en tournoyant dans le cercle des contradictions économiques. Aussi la Providence est-elle la locomotive qui fait mieux marcher tout le bagage économique de M. Proudhon que sa raison pure et évaporée. Il a consacré à la Providence tout un chapitre qui suit celui des impôts (1). »

Il est évident que Marx devait avoir lu très superficiellement ce chapitre (si même il l'avait lu), — car Proudhon y rejette aussi nettement que possible le « gouvernement providentiel, dont la non existence est, dit-il, suffisamment établie par les hallucinations métaphysiques et économiques de l'humanité, en un mot par le martyre de notre espèce » (2).

Marx avait raison de ne pas vouloir admettre que l'on pût faire la synthèse de l'histoire humaine en la subordonnant au développement d'un caractère : sa critique est très juste et détruit les systèmes de progression dont usèrent si largement les saint-simoniens. « La tendance à l'égalité appartient à notre siècle. Dire maintenant que tous les siècles antérieurs, avec

(1) MARX, *Misère de la philosophie*, pp. 164-165. Un peu plus loin il renvoie Proudhon à l'*Histoire de l'économie politique* de Villeneuve-Bargemont, qui transforme l'histoire en apologétique catholique (p. 167).

(2) PROUDHON, *Contradictions économiques*, tome I, pp. 360-361.

des besoins, des moyens de production, etc., tout à fait différents, travaillaient providentiellement à la réalisation de l'égalité, c'est d'abord substituer les moyens et les hommes de notre siècle, aux hommes et aux moyens des siècles antérieurs et méconnaître le mouvement historique par lequel les générations successives transformaient les résultats acquis des générations qui les précédaient (1). » On ne saurait ramener l'histoire à une unité idéologique illusoire ; il faut, pour suivre scientifiquement une évolution, embrasser seulement une période dont les conditions économiques offrent assez de constance pour qu'on puisse y trouver une unité réelle.

Mais Proudhon ne s'était point proposé de démontrer l'existence du mouvement historique vers l'égalité des conditions ; il avait reçu ce fait des mains de Tocqueville et il voulait en trouver une métaphysique, en établissant un ordre philosophique dans l'économie ; il prenait en bloc le monde et voulait y démêler un ordre qui fût de nature à rendre compte de la loi proclamée par Tocqueville ; sa conception fort compliquée est assez étrangère à nos habitudes actuelles de penser (2) ; mais elle devait paraître toute

(1) MARX, *op. cit.*, p. 166.

(2) Nous avons d'autant plus de peine à accepter les vues de Proudhon que nous voyons que les faits contemporains sont en pleine contradiction avec la loi historique de Tocqueville. Nul voyageur, visitant aujourd'hui les Etats-Unis, n'y admire plus l'égalité des conditions qu'y observait l'écrivain français en 1832 ; le pays était alors agricole ; maintenant qu'il est devenu industriel, la spéculation y a produit les inégalités les plus incroyables.

naturelle à un homme qui avait été initié quelque peu aux vastes synthèses hégéliennes. « Nous ne faisons point une histoire selon l'ordre des temps, disait-il, dans le chapitre des machines, mais selon la succession des idées. Les phases ou catégories économiques sont dans leur manifestation tantôt contemporaines, tantôt *interverties*; et de là vient l'extrême difficulté qu'ont éprouvée de tout temps les économistes à systématiser leurs idées ; de là le chaos de leurs ouvrages... Mais les théories économiques n'en ont pas moins leur succession logique et leur série dans l'entendement : c'est cet ordre que nous nous sommes flatté de découvrir et qui fera de cet ouvrage tout à la fois une philosophie et une histoire (1). »

Proudhon croyait qu'il se montrait beaucoup plus scientifique que les hégéliens qu'il avait fréquentés à Paris : ceux-ci voulaient que l'humanité eût fait des efforts séculaires pour déposer des témoignages en faveur de la métaphysique qu'ils avaient choisie ; ils dénaturaient ainsi la réalité ; mais lui, appuyé sur l'autorité de Tocqueville, ne pouvait supposer qu'on l'accusât de négliger la réalité.

Ce n'est pas sortir de notre sujet que d'appeler ici l'attention sur quelques thèses très curieuses qu'il devait présenter bientôt et qui éclairent beaucoup la doctrine des contradictions. Ces thèses n'ont pas beaucoup frappé les contemporains, qui concevaient

(1) PROUDHON, *loc. cit.*, p. 148.

la philosophie d'une tout autre manière ; en les examinant, on comprend pourquoi le langage de Proudhon est si souvent obscur dans les œuvres de cette époque : un auteur, si grand puisse-t-il être, ne saurait, en effet, arriver à donner une exposition claire de ses intuitions s'il n'a pas la collaboration de son public.

L'ancienne métaphysique grecque, qui fut construite par des sculpteurs et des architectes, habitués à tailler dans le marbre des œuvres que leurs contemporains regardaient comme étant destinées à l'immortalité, a voulu contempler l'absolu. Proudhon soutient qu'il faut prendre le contrepied des anciens : « Le vrai, en toutes choses, le réel, le positif, le praticable, est ce qui change, ou du moins ce qui est susceptible de progression, conciliation, transformation tandis que le faux, le fictif, l'impossible, l'abstrait, est tout ce qui se présente comme fixe, entier, complet, inaltérable, indéfectible, non susceptible de modification, conversion, augmentation ou diminution, réfractaire, par conséquent, à toute combinaison supérieure, à toute synthèse (1) ».

(1) PROUDHON, *Philosophie du progrès*, p. 21. — Voici quelques thèses qui méritent d'être notées, en raison des analogies qu'elles présentent avec des théories actuelles. « Le mouvement est le fait primitif » (p. 27) ; — Quand nous parlons d'un point de départ ou principe et d'un point d'arrivée ou but, nous formulons une illusion ; une deuxième illusion nous fait regarder le principe comme étant la cause, ou le générateur de la fin ; « le mouvement est : voilà tout » (pp. 29-30).

Les contradictions économiques résultent de l'illusion de notre entendement abstrait qui veut poursuivre logiquement toutes les conséquences de jugements qui ont seulement une valeur relative. « J'ai prouvé, dit-il, que la plupart des notions sur lesquelles repose en ce moment la pratique industrielle et par suite toute l'économie des sociétés modernes, sont... des conceptions analytiques, des sections mutuellement déduites l'une de l'autre, par voie d'opposition, du groupe sociétaire, de ses idées, de sa loi, et développées chacune à part, sans frein et sans limite. D'où il résulte que la société, au lieu de reposer sur l'harmonie, est assise sur un trône de contradictions, qu'au lieu de progresser avec certitude dans la richesse et la vertu, elle présente un développement parallèle et systématique dans la misère et le crime (1) ».

Il ne semble pas que Proudhon ait jamais fait un effort bien sérieux pour donner à ces belles institutions une organisation un peu régulière; les conclusions qu'il tire de ses considérations sur le mouvement, sont bien loin d'être en rapport avec les promesses qu'il nous fait entendre.

Le coup d'Etat de 1851 eut pour résultat de mieux faire comprendre à Proudhon sa vocation de moraliste. En présence d'une société qui, enivrée par d'heureuses chances, ne voulait plus entendre parler que de succès, de progrès et de plaisirs, il fit entendre

(1) PROUDHON, *op. cit.*, p. 49.

la magnifique protestation de *La justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Il ne veut pas admettre qu'il existe une loi faisant succéder les civilisations les unes aux autres, comme sont étagés les êtres ; il a été dupe, « autrefois, de ce bilboquet physiologico-politique » ; il estime que des dissertations sur un tel mouvement ne servent à rien. « Quant à moi, je le déclare, dit-il, si le progrès ne doit nous fournir rien de plus, ce n'est pas la peine de tant nous agiter et fouiller nos cervelles. Le mieux est de nous laisser vivre comme il plaira à Dieu, et de suivre le conseil du moine : Chacun son métier, ne médire du gouvernement, laisser le monde aller comme il va » (1). Et, en effet, les doctrines du progrès étaient alors très florissantes, parce que la bourgeoisie française éprouvait le désir de se « laisser vivre comme il plaira à Dieu », en profitant du bonheur de l'époque.

Comme cela s'était déjà produit à la fin du XVIII^e siècle, une société contente de son sort opposait l'idée du progrès aux moralistes qui, demeurés étrangers à la nouvelle manière de vivre, lui reprochaient sa légèreté et voulaient lui rappeler les principes des grands philosophes.

La question, pour Proudhon, est toute morale. Il y a progrès quand se produit « la justification ou le perfectionnement de l'humanité par elle-même » ;

(1) PROUDHON, *La justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, tome III, pp. 255-256.

alors l'humanité croît en liberté et en justice, en développant sa puissance, ses facultés, ses moyens; elle « s'élève au-dessus de ce qu'il y a en elle de fatal ». La décadence consiste dans « la corruption ou la dissolution de l'humanité par elle-même, manifestée par la perte successive des mœurs, de la liberté, du génie, par la diminution du courage, de la foi, l'appauvrissement des races, etc. » (1). Il est à peine nécessaire d'appeler l'attention sur ce qu'un tel tableau renferme d'allusions à l'état dans lequel se trouvait la France durant les premières années du second Empire.

L'histoire doit pouvoir apporter, suivant Proudhon, un double témoignage : elle doit montrer que le progrès « est l'état naturel de l'humanité » et qu'ainsi « la Justice est plus forte, à elle seule, que toutes les causes qui la combattent » (2) ; — elle doit expliquer la décadence par des illusions psychologiques : l'homme reconnaissant que les rapports juridiques réels sont imparfaits, perd sa foi en la Justice, poursuit un idéal qui paraît devoir lui procurer de la félicité, fait « servir l'idéal à sa concupiscence » (3). Ce qui paraissait surtout difficile à

(1) PROUDHON, *loc. cit.*, p. 271.

(2) PROUDHON, *loc. cit.*, p. 277.

(3) PROUDHON, *loc. cit.*, pp. 297-299. — Suivant une théorie qui lui venait probablement des hégéliens, Proudhon pense que « le christianisme n'a fait que poser le mythe de ce dont la philosophie devait plus tard dégager la vérité et donner l'explication » (p. 281). L'homme agit suivant la

expliquer pour Proudhon, c'était l'éclipse de sens moral que l'on constatait alors en France et qui succédait à une époque où tant d'espérances de rénovation avaient été conçues. Proudhon ne voulait pas croire que ce régime pût durer longtemps. « Le travail et le droit sont les deux grands principes de qui doivent relever désormais toutes les créations de l'idéal. Les idoles sont renversées : la débauche contemporaine leur a porté le dernier coup. L'heure sonnera bientôt des assises perpétuelles et de l'incorruptible jugement (1). »

Tant que les vaincus de 1851 demeurèrent inquiets sur l'avenir, ils eurent une grande admiration pour la Justice et soutinrent les espérances des hommes du peuple en les assurant que la Justice finissait toujours par triompher. Aujourd'hui, un tel langage paraît bien vieux ; les démocrates victorieux ont relégué au magasin des *vieilles guitares* toute l'ancienne littérature libérale qui pourrait les gêner dans leur travail de gouvernement.

Justice parce qu'il est soutenu par l'idéal qu'il a construit ; et c'est ce que les théologiens ont exprimé dans leur théorie de la grâce (p. 280). Le péché consiste dans « la séparation plus ou moins fortuite de ce que l'homme possède en lui de plus élevé, le juste et l'idéal » (p. 296).

(1) PROUDHON, *loc. cit.*, p. 299.

V

Depuis que la démocratie se croit assurée d'un long avenir et que les partis conservateurs sont découragés, elle n'éprouve plus le même besoin qu'autrefois de justifier son droit au pouvoir par la philosophie de l'histoire. La notion de progrès a donc perdu beaucoup de son importance aux yeux des hommes qui tiennent une grande place dans la science bourgeoise : c'est ainsi que deux excellents *blocards*, les professeurs Langlois et Seignobos ne consacrent que quinze lignes (et encore assez dédaigneuses) à la question du progrès dans leur *Introduction aux études historiques*. Cependant il est facile de constater que le progrès n'est pas encore rayé du dictionnaire démocratique.

La démocratie repose sur l'existence d'une solide hiérarchie ; il faut à l'oligarchie de gros arrivistes une troupe ardente de bas-officiers qui ne cesse de travailler dans l'intérêt de ses chefs et qui retire peu de profit matériel de son activité ; il faut tenir en haleine cette sorte de petite noblesse, en lui prodiguant des marques de sympathie, en excitant chez elle des sentiments d'honneur, en lui parlant un langage idéaliste. La grandeur du pays, la domination des forces naturelles par la science, la marche de l'humanité vers la lumière, voilà les balivernes qui se retrouvent à tout instant chez nous, dans les discours des orateurs démocratiques.

Dans une harangue prononcée devant la Ligue de

l'enseignement à son congrès d'Angers, au mois d'août 1906, le ministre de l'Instruction publique s'écriait : « L'exercice du pouvoir à mes yeux n'a d'intérêt qu'autant qu'il peut permettre à un homme, non pas de jouir des honneurs que donne la fonction, mais de lui procurer cette satisfaction intime et profonde qu'on éprouve quand on peut réaliser sa pensée. » Ce langage digne d'un stoïcien était tenu par l'austère Aristide Briand ! Quelques instants auparavant, il avait dit : « Ce pays-ci, c'est nous qui l'aimons. S'il vit, s'il se développe, s'il grandit, s'il s'embellit, ce sera par nous, parce que nous sommes des républicains. Vous aurez beau dire cela aux conservateurs, ils ne vous entendent pas (1). »

Ainsi le bon apôtre parle comme s'il était le principal auteur de tout ce qui se produit de grand dans le pays et il trouve des auditeurs pour accepter son charlatanisme ! Il déplore que cela ne prenne plus sur les conservateurs ! Maintenant les politiciens ne s'adressent plus au public lettré pour lequel écrivent les Pères de la démocratie ; ils s'adressent à des catégories de personnes qui ont été soumises à un entraînement spécial et qui sont façonnées en vue d'admirer les oracles qui sortent de leur bouche.

Tous les efforts de l'administration républicaine depuis trente ans ont tendu à enrégimenter les instituteurs dans cette petite noblesse qui fait la for-

(1) Je cite d'après les *Débats* du 7 août 1906.

tune des héros de notre démocratie contemporaine ; on a travaillé à leur inculquer un respect superstitieux pour les grands mots à peu près vides de sens qui servent de philosophie aux bourgeois. De là résulte ce que Léon Daudet appelle la *philosophie des primaires*, terme assez inexact, car ce galimatias n'est pas une création spontanée des hommes qui ont reçu l'instruction primaire, mais une création savamment sophistiquée de leurs maîtres, combinée en vue de les duper, de les exploiter et de se faire des rentes sur le trésor public que leur dévouement ouvre aux politiciens (1).

Il y a toujours, de par le monde, quelques âmes honnêtes qui se refusent à voir les choses sous leur aspect réel, qu'elles trouvent passablement repoussant ; elles s'ingénient, en conséquence, à fabriquer des théories qui puissent donner un peu de respectabilité à la démocratie. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer encore des théories du progrès, théories très artificielles, dans lesquelles l'auteur cherche à se tromper lui-même. Je crois utile, pour terminer cette étude, de présenter au lecteur la doctrine que P. Lacombe a exposée il y a une douzaine d'années ; cela sera d'autant plus instructif que

(1) Il est facile de constater que les instituteurs font de louables efforts aujourd'hui pour s'émanciper ; les démocrates redoublent d'audace pour maintenir leur prestige ; mais à force d'abuser des moyens grossiers dont ils disposent, ils pourraient bien devenir la risée des hommes qu'ils ont si longtemps trompés.

P. Lacombe est à la fois un savant consciencieux (1) et un vieux républicain. Nous allons trouver chez lui une extraordinaire naïveté qui correspond bien à cette double condition : l'auteur croit que le monde vit des passions qui dominent le collectionneur de notes érudites, et il désire ne rencontrer dans le monde que juste ce qui convient à sa conscience républicaine.

On peut se faire, observe P. Lacombe, deux idées très différentes du progrès, suivant qu'on le considère, d'un côté, « sous la forme simple d'une accumulation de richesses et de connaissances » ou suivant qu'on le regarde, d'un autre côté, comme ayant pour objet « un équilibre plus habile, une conciliation mieux réussie » entre les diverses émotions (2). « Ce qui fait tout en réalité, c'est le sentiment qu'on a de son sort (3). »

Le Play a souvent insisté sur cette distinction ; il peut arriver parfois que le deuxième genre de progrès soit douteux, alors que le premier existe d'une manière incontestable ; ainsi, parlant des imprécations qu'Arthur Young avait lancées contre les grands seigneurs français qui laissaient leurs terres

(1) Langlois et Seignobos engagent ceux de leurs lecteurs qui désirent approfondir la notion du progrès, à consulter l'ouvrage de P. Lacombe (*Introduction aux études historiques*, p. 249).

(2) P. LACOMBE, *De l'histoire considérée comme science*, p. 276

(3) P. LACOMBE, *op. cit.*, p. 280.

dans l'ancien état, il dit : « Pour justifier complètement cette critique, l'auteur aurait dû prouver que les populations qui vivaient sur ces friches, n'étaient pas plus heureuses que celles des terres défrichées de son comté de Suffolk (1). » Le Play croyait avoir constaté, au cours de ses voyages, que le parfait équilibre qui, pour P. Lacombe correspond au vrai progrès, a été réalisé chez les populations de la grande steppe, de l'ancien continent. « Les habitants de la steppe, lorsqu'ils ne sont pas corrompus par le contact des *civilisés*, inspirent au voyageur, plus que tout autre type de la race humaine, l'affection et le respect. Tous les Occidentaux qui ont séjourné chez les habitants de la steppe ont éprouvé la même impression. Tous m'ont avoué qu'en rentrant chez les peuples sédentaires, ils n'ont guère ressenti que le regret et la désillusion (2). »

Les conceptions que P. Lacombe se forme au sujet du bonheur ne sont point fondées sur l'observation de groupes historiques, mais uniquement sur le genre de vie qui convient le mieux à un homme qui a été, comme lui, habitué, toute sa vie, à remuer des bouquins dans des bibliothèques. « Les émotions intellectuelles, dit-il, ont généralement une vivacité moindre que les émotions sensuelles ou sentimentales ; mais... la durée et la répétition ne les affaiblissent pas ; le *bonheur faible et tranquille* qui

(1) LE PLAY, *La réforme sociale en France*, tome I, p. 278.

(2) LE PLAY, *op. cit.*, tome II, p. 513.

vient d'elles, peut être continu et remplir presque tous les instants... *La règle la plus sûre de l'art de vivre*, ou art du bonheur, consiste à poursuivre dans une large mesure l'émotion intellectuelle (1). »

L'auteur passe de cette douce philosophie d'érudit à une considération d'un tout autre genre ; il imagine que l'historien est appelé à donner des prix de sagesse aux nations qui se sont laissées diriger par les hommes qui ont le mieux pratiqué le bel art du bonheur (2). « L'historien qui veut mesurer la distance des sociétés entre elles sur la voie du progrès n'a pas de mètre plus sûr à employer que la part faite, en chacune de ces sociétés, aux émotions intellectuelles, à l'art et à la science » (3). Mais là se présente une nouvelle difficulté, car il y a deux mètres intellectuels, l'un est scientifique et l'autre est artistique ; mais le doute ne saurait être bien grave pour un ancien inspecteur des bibliothèques, c'est le premier qui est le bon : « *Je demande*, conclut-il, que les civilisations soient mesurées entre elles, d'abord au mètre de la science que chacune a

(1) P. LACOMBE, *op. cit.*, pp. 281-282. L'auteur croyant avoir constaté que l'intelligence va toujours en s'élargissant, estime que « le cours des choses, s'il ne seconde pas nos vœux, ne les contrarie pas non plus positivement » et que « notre sort n'est pas si déplorable à la condition de le reconnaître et de l'accepter » (p. 282).

(2) P. Lacombe avoue en effet qu'il ne va s'occuper que des conditions de vie de la plus haute des couches sociales (*op. cit.*, p. 283).

(3) P. LACOMBE, *op. cit.*, p. 283.

contenue, quitte à leur tenir compte, en seconde ligne, des supériorités artistiques, littéraires ou morales, que l'une d'elles peut avoir sur les autres (1). » Ainsi nous voilà ramenés à un concours universitaire !

Il ne faudrait pas croire que cette construction soit absolument sans attaches avec les tendances de la démocratie; il est facile de voir que P. Lacombe nous a livré plusieurs des secrets du monde contemporain.

Il faut noter, tout d'abord, l'embarras dans lequel se trouve l'auteur au sujet du progrès matériel; P. Lacombe parle, en effet, quelquefois de la technique dans des termes que ne désavouerait pas un disciple de Marx; on pourrait donc s'attendre à ce qu'il rangeât les civilisations d'après l'échelle de leurs procédés de production; mais tout en reconnaissant la priorité de l'évolution économique, en tant que vérité expérimentale, P. Lacombe ne se sert pas de l'économie pour « juger la hauteur relative des civilisations » (2). Cette attitude correspond parfaitement à la situation des démocraties contemporaines : celles-ci existent dans des pays qui deviennent, tous les jours, plus riches par suite de causes étrangères aux préoccupations des chefs des démocraties — et très souvent même en dépit de

(1) P. LACOMBE, *op. cit.*, p. 288.

(2) P. LACOMBE, *op. cit.*, p. 283.

l'activité de ces chefs. Il est donc naturel de regarder le progrès de la production comme étant la condition fondamentale de toute la civilisation moderne; mais de placer aussi l'essentiel de cette civilisation ailleurs que dans l'économie.

On remarquera encore que P. Lacombe n'attache qu'une importance médiocre aux préoccupations morales; le progrès de la moralité n'aboutit guère qu'à provoquer, suivant lui, des sensations neuves (1); le bonheur démocratique a besoin d'émotions d'un ordre plus positif. Nous savons, par la moindre observation des phénomènes contemporains, que la démocratie a le plus profond mépris pour tout ce qui rappelle les contraintes que la morale prétend imposer aux hommes.

Nous avons vu que P. Lacombe ne considère dans la société qu'un groupe dirigeant; tout est subordonné au bonheur de cette élite. Là encore nous trouvons un aveu précieux : rien n'est plus aristocratique que les aspirations de la démocratie; celle-ci prétend continuer l'exploitation des masses productrices par une oligarchie de professionnels de l'intelligence et de la politique.

Il y a une si grande contradiction entre les conditions de vie joyeuse que recherche partout la démocratie, à l'imitation de l'ancienne société, et les conditions de la vie sage que P. Lacombe décrit, qu'on a tout d'abord quelque peine à comprendre

(1) P. LACOMBE, *op. cit.*, p. 281.

comment celui-ci a pu regarder cette tempérance du savant comme étant susceptible de s'appliquer à l'évolution historique.

Il faut, pour comprendre ce très étrange paradoxe, se rappeler que la démocratie aime à recevoir les compliments qu'elle mérite le moins; je vais en donner des exemples empruntés à un livre récent écrit par l'un des flagorneurs les plus illustres de la société contemporaine (1). Alfred Fouillée affirme qu'avec le progrès démocratique on constate « un sentiment progressif de la dignité humaine, de la liberté et de l'autonomie humaines », et il en conclut que « malgré de trop fréquentes déviations, la démocratie est par elle-même moralisatrice » (2). On ne saurait accumuler avec plus d'impudence d'énormes mensonges : il suffit de regarder autour de nous pour reconnaître que la démocratie est une école de servilité, de délation et de démoralisation. A. Fouillée ne se moque pas médiocrement de ses lecteurs lorsqu'il prétend trouver dans la bonté une force morale efficace capable de conduire nos contemporains (3). On ne se douterait guère que la bonté

(1) Cette appréciation ne paraîtra nullement sévère aux personnes qui connaissent les étranges corrections qui ont été faites aux dernières éditions du *Tour de France* ; en vue de plaire aux anticléricaux. Notre-Dame de Paris a cessé d'être le chef-d'œuvre de l'art français ; saint Bernard et Bossuet ont été rayés de l'histoire (cf. *Chambre des Députés*, 17 janvier 1910, séance du matin).

(2) ALFRED FOUILLÉE, *Morale des idées-forces*, p. 375.

(3) ALFRED FOUILLÉE, *op. cit.*, p. 360.

fût une vertu fort répandue dans le monde; il semble même que ce ne soit pas du tout une vertu démocratique (1), mais la démocratie veut qu'on célèbre l'excellence de son cœur; ce genre de flatteries est un héritage de l'Ancien Régime.

P. Lacombe, en donnant une si grande place aux choses de l'intelligence, a pu croire qu'il exprimait le vœu profond de la démocratie, car celle-ci ne cesse de vanter la prétendue passion qu'elle éprouve pour la vérité. Dans son discours d'Angers, Aristide Briand demande aux instituteurs de former « le vrai homme, le citoyen de la véritable démocratie, celui dont le cerveau n'est pas obstrué par les préoccupations du mystère et du dogme, l'homme qui regarde clairement en face de lui, l'homme qui voit en lui la vie telle qu'elle est, belle et méritant d'être vécue, et qui la vivra ». Et se permettant toutes les exagérations de l'éloquence démocratique, le ministre lançait cette phrase étonnante : « Cet homme-là ! la divinité est en lui; et si ce Dieu jusqu'à présent a été si souvent impuissant et chancelant, et courbé

(1) *Le Cri de Paris* du 4 août 1907 signale un procédé tout à fait démocratique de pratiquer la bonté; beaucoup d'œuvres philanthropiques sont des œuvres électorales : « On tape les grands magasins, les grandes banques, les millionnaires connus, lesquels sont tous obligés aujourd'hui d'avoir un budget spécial pour ce genre d'opérations. Ce qui n'empêche pas, au cours des périodes électorales, de flétrir énergiquement les monopoles commerciaux, la haute-banque et la ploutocratie. » C'est cette flouterie qu'Alfred Fouillée prend probablement pour de la bonté.

sous les fardeaux de la vie, c'est parce que le *mensonge et l'ignorance* ont trop longtemps enchaîné ses efforts. C'est à nous de le libérer. »

M'est avis qu'il est difficile de pousser plus loin l'aplomb du politicien, heureux d'être enfin parvenu à une situation inespérée et abusant de la naïveté d'auditeurs entraînés à admirer la creuse métaphysique des arrivistes repus (1).

A l'origine de nos recherches, nous avons trouvé une petite philosophie de gens du monde qui prétendaient jouir joyeusement de leurs richesses et qui ne voulaient plus entendre parler de la prudence longtemps imposée à leurs pères; les contemporains de Louis XIV vantent les merveilles de leur siècle et s'enthousiasment en pensant aux belles choses qui naissent spontanément pour assurer un bonheur de plus en plus grand aux hommes. — Plus tard est venue une philosophie de l'histoire qui a pris sa forme définitive au temps de la bourgeoisie libérale et qui a eu pour objet de montrer que les transformations poursuivies par les champions de l'Etat moderne possèdent un caractère de nécessité. — Au-

(1) Une biographie d'Aristide Priand serait très instructive pour la connaissance de la démocratie et du socialisme des politiciens, qui en est une variété assez peu recommandable généralement. L'ancien *chevalier du travail*, qui avait été heureux de trouver à Pontoise un barreau paradoxal pour pouvoir prendre le titre d'avocat, est aujourd'hui ministre de la justice; il faut espérer, pour la beauté du dénouement, qu'il ira s'asseoir sur le siège de premier président à la Cour de cassation.

jourd'hui nous sommes descendus aux boniments électoraux, qui permettent aux démagogues de diriger souverainement leur armée et de s'assurer une vie heureuse; parfois d'honnêtes républicains cherchent à dissimuler l'horreur de cette politique sous des apparences philosophiques, mais le voile est toujours facile à déchirer.

Toutes les idées relatives au progrès se mêlent d'une manière singulière et parfois cocasse, parce que la démocratie a très peu d'idées qui lui appartiennent en propre et qu'elle vit presque uniquement sur l'héritage de l'Ancien Régime. Une des tâches qui s'impose au socialisme contemporain, est de démolir tout cet échafaudage de mensonges conventionnels et de ruiner le prestige dont jouit encore la métaphysique des gens qui vulgarisent la vulgarisation du XVIII^e siècle. C'est ce que j'ai essayé de faire chaque fois que j'en ai trouvé l'occasion au cours de ces discussions.

VI

On ne saurait abandonner ces questions sans signaler un caractère très remarquable que présente la société moderne et qui a semblé à beaucoup de personnes être en contradiction avec les principes de la lutte de classe.

Il y a dans le monde capitaliste un *progrès réel*, qui permet aux dirigeants de se donner du bon temps,

mais qui, en même temps, est la condition nécessaire de la révolution socialiste. Ce progrès réel, qui porte sur la technique de la production, est également applaudi par les bourgeois qui bénissent des occurrences de vie plus large, et par les socialistes qui le regardent comme une garantie d'une révolution pouvant supprimer les maîtres. C'est ainsi que les marxistes ont toujours dénoncé comme des réactionnaires très dangereux les philanthropes qui, en vue d'éviter au peuple les souffrances provoquées par toute grande transformation économique, voudraient entraver par des règlements le progrès réel.

Les Intellectuels ont beaucoup de peine à comprendre comment des possédants et des révolutionnaires peuvent s'entendre, à ce point, sur la valeur du progrès réel. Il leur semble que ce qui est avantageux aux premiers devrait être odieux aux seconds; ils assimilent, en effet, tous les conflits historiques aux luttes des partis se disputant les avantages du pouvoir; ce que l'un gagne est perdu par l'autre. Beaucoup pensent que l'admiration que manifestent nos contemporains pour le progrès réel, pourrait bien témoigner en faveur d'une harmonie des intérêts; toute la philosophie sociale se ramènerait à savoir si chaque groupe a profité autant qu'il le méritait. La véritable question, pour les révolutionnaires, est de juger les faits du présent par rapport à l'avenir qu'ils préparent; — c'est cette manière de penser que ne comprennent guère nos professionnels d'idéalisme.

Je ne crois pas que l'on ait encore approfondi

d'une manière suffisante les conditions du progrès de la production, pour qu'il soit possible de formuler des lois générales; je vais me borner à indiquer des points de vue qui me semblent devoir être pris en considération.

a) Il faut d'abord s'occuper des formes des machines pour déterminer quelles sont les propriétés nouvelles que les praticiens leur demandent; ce serait certainement la partie la plus aisée du travail à entreprendre. Voici quelques observations générales dont toute personne ayant quelque goût pour la mécanique pourra vérifier l'importance. Les constructeurs emploient des combinaisons de plus en plus géométriques (1); ils cherchent à obtenir des rotations très rapides et très voisines du mouvement uniforme; ils réduisent, par de multiples artifices, le rôle des résistances passives, non seulement pour économiser de la force, mais encore pour diminuer l'indétermination du mouvement (2). — Partout, on voudrait régler l'alimentation (soit en matières à travailler, soit en matières à consommer) d'une manière automatique, de façon à réaliser une marche

(1) La loi que donne Reuleaux (*Cinématique*, trad. franç., p. 243) est plus précise; mais son énoncé ne peut être bien compris que de lecteurs familiers avec les idées de ce grand mécanicien.

(2) La réduction des forces passives rentre dans les phénomènes énumérés plus loin (b); mais quand on réduit les frottements, on atténue aussi leurs variations.

très régulière. — Lorsque des forces extérieures accidentelles viennent troubler le mouvement, on s'efforce d'obtenir des oscillations à longue période sur lesquelles de courtes perturbations n'ont qu'une influence réduite (1).

b) On peut comparer les machines aux êtres vivants, tels que les conçoit Bergson. La vie fabrique, suivant lui, des explosifs qui sont dépensés par le système sensori-moteur. « Que représentent ces explosifs, sinon un emmagasinage de l'énergie solaire, énergie dont la dégradation se trouve provisoirement suspendue en quelques-uns des points où elle se déverserait ? L'énergie utilisable que l'explosif recèle se dépensera au moment de l'explosion ; mais elle se fût dépensée plus tôt si un organisme ne s'était trouvé là pour en arrêter la dissipation, pour la retenir et l'additionner avec elle-même (2). » Les moteurs hydrauliques sont mus par de l'eau qui eût gaspillé son énergie le long des parois du fleuve ; on accumule les économies de frottement sur la chute. De même dans les moteurs à vapeur, la chaudière recueille une partie de la chaleur produite par la combustion de

(1) Les chaudières des locomotives modernes sont perchées très haut, ce qui leur donne les mêmes qualités qu'aux grands navires ; les oscillations sont plus longues et les machines sont aussi plus stables, contrairement à ce qu'on a cru longtemps. Les savants semblent avoir eu beaucoup de peine à comprendre cela et avoir entravé le progrès en France.

(2) BERGSON, *op. cit.*, pp. 267-268.

la houille, chaleur qui se fût perdue par rayonnement ou par mélange des gaz chauds avec l'atmosphère. Les machines sont donc des appareils placés sur des courants naturels ou artificiels de dissipation d'énergie (1), destinés à en retenir quelque chose et capables de dépenser pour le profit de l'homme ce qu'ils ont retenu.

Les ingénieurs modernes sont très attentifs aux dissipations d'énergie; c'est pourquoi ils font de si grands efforts pour obtenir des moteurs très puissants et à marche très rapide, dans lesquels les pertes de refroidissement sont fort atténuées. D'une manière générale, on peut encore dire que dans toutes les industries qui emploient la chaleur, il convient d'avoir des appareils de grande dimension, à débit très intensifié.

On peut rattacher au même ordre d'idées le captage des gaz que laissaient perdre autrefois les fours métallurgiques et leur utilisation pour le chauffage des chaudières.

Les questions relatives à la dissipation de l'énergie offrent un intérêt de premier ordre pour l'économiste. Les immenses installations actuelles ont, en effet, à ce point de vue, une énorme supériorité sur les anciens établissements; l'avantage de la machine à vapeur puissante frappa les esprits dès l'apparition de la grande industrie, et tous les progrès accomplis

(1) Le foyer de la machine à vapeur est un courant artificiel de dissipation d'énergie.

dans les arts chimiques ont encore mieux mis en évidence cette valeur de la quantité. Les auteurs (et surtout les auteurs socialistes) ont souvent oublié l'origine technique de cette valeur de la quantité; ils ont ainsi attribué à toute entreprise étendue une supériorité qu'ils auraient bien de la peine à justifier scientifiquement. Il est très singulier que tant de prétendus marxistes aient raisonné sur les statistiques établissant la concentration industrielle sans remonter aux bases techniques de cette concentration.

c) Enfin il faudrait examiner quelle relation s'établit entre la machine et le travailleur; cette partie de la science industrielle est celle qui a été traitée toujours de la manière la plus superficielle. On a été surtout frappé de voir comment la dépense de force musculaire diminue au fur et à mesure que la mécanique se perfectionne : les uns s'applaudissent de la disparition d'une main-d'œuvre trop qualifiée et par suite trop chère; d'autres célèbrent le triomphe de l'intelligence sur la matière et rêvent ateliers où le travail ressemblera à un jeu d'adresse. Ce sont là des pensées bourgeoises et, par suite, dénuées d'intérêt pour notre sujet. Je crois qu'il faudrait plutôt diriger les recherches sur les points suivants :

Tout d'abord, on doit signaler les sentiments d'affection qu'inspirent à tout travailleur vraiment qualifié les forces productives qui lui sont confiées. Ces sentiments ont été surtout observés dans la vie champêtre; on a célébré l'amour du paysan pour son

champ, sa vigne, sa grange, ses bœufs, ses abeilles; on a généralement rattaché cet état d'esprit à la propriété; mais il n'est pas difficile de reconnaître qu'il y a quelque chose de plus fondamental. Toutes les vertus que l'on attribue à la propriété seraient inintelligibles, sans les vertus qui sont engendrées par une certaine manière de travailler.

Les phénomènes ruraux ont été très généralement mal compris parce que les philosophes sont, presque tous, des citadins qui ne se rendent pas compte de la place qui appartient à l'agriculture sur l'échelle des travaux. Il y a une agriculture grossière dans laquelle on chercherait vainement les vertus attribuées à la propriété; mais il y en a une autre qui, pendant de longs siècles, a été fort supérieure au plus grand nombre des métiers urbains, comme travail qualifié; c'est celle-là que les poètes ont célébrée, parce qu'ils en apercevaient le caractère esthétique. La propriété semble avoir pour principal avantage de mettre le paysan à même de devenir artiste. L'importance de cette considération est très grande pour le socialisme.

L'atelier moderne est un champ d'expériences qui sollicite continuellement le travailleur à la recherche scientifique. Un même but peut être atteint par diverses combinaisons et celles-ci sont toujours regardées comme provisoires; il faut donc avoir continuellement l'œil ouvert sur les difficultés que présente la manière actuelle de produire. Ici encore nous devons faire appel à des constatations faites depuis longtemps sur l'agriculture : on a souvent signalé

combien est observateur, raisonneur et curieux de nouveauté le vigneron, qui ressemble bien plutôt à l'ouvrier des ateliers progressifs qu'au laboureur; il lui serait impossible de se contenter de la routine, car chaque année apporte un tribut de difficultés nouvelles; dans les pays de grands crûs, le vigneron suit avec une attention minutieuse tous les épisodes de la vie de chaque plant.

L'éducation technique moderne devrait avoir pour but de donner à l'ouvrier industriel quelque chose de cet esprit : il s'agit bien moins de lui apprendre les services que rendent les machines que de le dresser à reconnaître les imperfections qu'elles présentent. Ce point de vue est entièrement opposé à celui que nous rencontrons chez les littérateurs qui vantent les merveilles du progrès réalisé, sans comprendre les conditions sous lesquelles celui-ci s'est produit. La manière de voir des littérateurs a eu, tout naturellement, une grande influence sur les gens qui sont chargés de diriger l'enseignement; et il semble que les écoles techniques soient beaucoup plus occupées d'enseigner la routine que d'éveiller un véritable esprit scientifique.

Nous sommes ainsi amenés à l'invention, qui est le grand ressort de toute l'industrie moderne. J'ai signalé, à la fin des *Réflexions sur la violence*, que l'art me paraît devoir être regardé comme étant une anticipation de la haute production, telle qu'elle tend à se manifester de plus en plus dans notre société. Je crois qu'il y aurait beaucoup de belles conséquences à tirer de cette thèse, qui concentre probable-

ment à peu près tout ce qu'on peut dire de vraiment intéressant sur l'esprit d'invention (1).

La science s'est à peu près complètement émancipée de la direction que prétendaient lui imposer les gens de lettres; ceux-ci peuvent encore s'imaginer qu'ils servent la cause de la science, parce qu'ils se livrent à de bruyantes parades en l'honneur des découvertes modernes, mais leur boniment n'a presque plus d'auditeurs parmi les hommes qui sont au courant des travaux scientifiques. Il devient tous les jours plus clair que la science a pour objet de superposer à la nature un atelier idéal formé de mécanismes fonctionnant avec une rigueur mathématique, en vue d'imiter, avec une grande approximation, les changements qui se produisent dans les corps naturels; de même que la physique expérimentale progresse seulement grâce au concours des constructeurs d'appareils, la physique mathématique semble appelée à demander, de plus en plus, à la cinématique des combinaisons pour les hypothèses dont elle a besoin. La science et les arts usuels se trouveront ainsi beaucoup plus rapprochés que ne le soupçonnaient les grands géomètres des derniers siècles (2).

(1) L'art dont je parle est celui qui est fondé sur la pratique des artisans et non l'art enseigné dans nos écoles en vue de la satisfaction de la bourgeoisie moderne.

(2) Cf. G. SOREL, *Préoccupations métaphysiques des physiciens modernes*, pp. 48-54. — La géométrie grecque a été sous l'influence de l'art des tailleurs de pierre et sans ce rapprochement on ne comprendrait pas facilement ses principes.

J'ai dit qu'on s'était fort peu occupé des relations qui existent entre le travailleur et la machine; mais on a écrit prodigieusement sur les relations des bourgeois avec leurs affaires, leurs plaisirs et les organes sociaux qui protègent leurs intérêts. Les livres de psychologie collective, qui surabondent aujourd'hui, ne parlent pas d'autre chose. Cette littérature est très goûtée par nos contemporains, parce qu'ils la regardent comme une excellente préparation à l'élaboration d'une morale officielle, qui serait enseignée dans les écoles en vue d'assurer le gouvernement du peuple par des Intellectuels de toute catégorie.

On ne saurait manquer d'être extrêmement frappé de voir quelle place menue la philosophie actuelle accorde aux questions qui paraissaient les plus graves à nos pères : la religion est traitée de la manière la plus superficielle et la morale se réduit à une éducation de la docilité, destinée à assurer l'ordre. Le dernier terme auquel soit parvenue la pensée bourgeoise, est le *pragmatisme* (1) : cette philosophie con-

(1) Aux Etats-Unis, le pragmatisme a dû se donner des allures plus décentes que celles qu'il a prises en Italie; on a appelé *Manuel des menteurs* un des livres des pragmatistes italiens; mais il semble que ceux-ci ont tiré, à bon droit, de la nouvelle philosophie ce qu'elle comportait de conséquences machiavéliques. Un professeur d'Université américaine a, en effet, écrit récemment que le pragmatisme est « un individualisme exagéré, autorisant toutes les lubies. Au nom de quoi, dit-il, limiterait-on les prétentions de n'importe quel désir ou besoin individuel ? » Il compare

vient admirablement à tout parvenu qui veut se faire accepter dans un monde fort indulgent, grâce à sa souplesse, à son bavardage et au cynisme de son succès.

Plus je réfléchis à ces questions, plus je me persuade que le travail peut servir de base à une culture qui ne ferait pas regretter la civilisation bourgeoise. La guerre que le prolétariat doit conduire contre ses maîtres est propre, on le sait, à développer en lui des sentiments de sublime qui font aujourd'hui complètement défaut à la bourgeoisie. Celle-ci a emprunté beaucoup à une des aristocraties les plus corrompues qui aient existé; les guides de sa conscience ne sont pas moins cyniques que les gens de lettres qui formaient ce que Rousseau nommait la *coterie holbachique*. Tous nos efforts devront tendre à empêcher que les idées bourgeoises ne viennent empoisonner la classe qui monte; c'est pourquoi on ne saura jamais assez faire pour briser tout lien entre le peuple et la littérature du XVIII^e siècle (1).

ses destinées à celles de l'épicurisme qui, entre les mains d'Epicure, n'avait eu, à l'origine, rien d'offensant (SCHINZ, *L'Antipragmatisme*, pp. 69-71).

(1) Je ne saurais trop engager à lire les excellentes observations que mon livre a suggérées à Jean Bourdeau (*Entre deux servitudes*, pp. 95-104); elles complètent heureusement les conclusions précédentes; elles mettent en lumière la valeur que j'attache (comme Proudhon) à la pureté des mœurs et à la culture classique.

APPENDICE

Grandeur et décadence

- I. Evolutions cycliques des philosophes grecs. — La loi de régression apparente. — Significations des communis-mes des primitifs et des programmes socialistes.*
- II. Dégénérescence du droit : système pénal; — divorce; — influences des pratiques commerciales et de la richesse mobilière.*
- III. Les faits uniques dans l'histoire. — Raisons du droit romain. — La Renaissance et la Révolution française. — Vues générales sur les révolutions.*
- IV. Génie et médiocrité. — Arts de divertissement; corruption des arts d'éducation et de puissance. — Religions : rôle moderne de la médiocrité. — Philosophies.*
- V. Conclusions sur la démocratie.*

I

L'esprit subtil des Grecs, également propre à la poésie et à la mathématique, avait été comme fasciné par les merveilles que leur révélait l'observation du ciel ; les anciens ne pouvaient aborder les grands problèmes de la physique terrestre (qui fait aujourd'hui l'orgueil de la science) faute d'un outillage permettant des mesures précises ; mais leurs appareils

•

astronomiques étaient assez perfectionnés pour qu'ils pussent raisonner sur les déplacements des corps célestes. Ils aimaient à supposer que les choses humaines devaient imiter les mouvements des choses divines ; en conséquence, si les institutions étaient abandonnées à leurs propres forces, on les verrait, croyaient-ils, obéir à des lois analogues à celles que constatait leur astronomie ; en admettant, donc, que des catastrophes, provoquées pour des causes extérieures, ne vinssent pas troubler l'ordre historique, les changements se produiraient sur un cycle fermé ; après de longues aventures, les sociétés reviendraient à un régime exigeant, pour son intelligence, les mêmes principes de droit public que le régime du départ.

Dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Rousseau adopte le point de vue de la philosophie grecque. Il emploie toutes les ressources de son éloquence pour décrire les divisions qui n'ont pas cessé d'aggraver les maux de l'humanité depuis qu'elle a cessé de respecter les lois de la nature ; le despotisme vient enfin clôturer cette ère de calamités (sans qu'on se rende bien compte des raisons qui rendent son avènement nécessaire), et l'auteur conclut par cette formule : « Ceci est le dernier terme de l'inégalité, et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis. » Rousseau ne prétend nullement que le despotisme ramène des peuples dont la vie est devenue très raffinée aux mœurs qu'on peut observer sur les sauvages coureurs des

forêts américaines ; la ressemblance qu'il entend mettre en lumière, entre le commencement et la fin du mouvement, est d'ordre tout éthique : « Les notions du bien, dit-il, et les principes de la justice s'évanouissent derechef. »

De nos jours, beaucoup de sociologues posant pour avoir des idées avancées, ont essayé de combiner le vieux préjugé des cycles astrologiques avec le préjugé moderne du progrès. L'humanité ne serait point condamnée, suivant leurs rêveries, à revenir sur elle-même; elle s'élèverait sans cesse vers des régions plus nobles; mais des analogies si considérables existeraient entre deux civilisations séparées par un très long espace de temps qu'on pourrait les définir par le même nom de genre, bien que les conditions sociales fussent prodigieusement améliorées. Le mouvement ne pourrait donc plus être représenté schématiquement par une circonférence; il faudrait le représenter par une hélice.

Cette conception a beaucoup plu à des écrivains socialistes qui voulaient faire preuve de hautes connaissances. Souvent, des défenseurs de l'ordre capitaliste leur reprochaient de poursuivre une utopie stupide en prétendant ramener le monde au communisme; car, disaient-ils, le communisme a été le régime des hordes les plus sauvages. Ces socialistes acceptaient ce rapprochement, mais ils ajoutaient que le communisme nouveau occuperait dans l'histoire universelle une place bien plus élevée que l'ordre capitaliste actuel; le but poursuivi par les

socialistes serait donc conforme à la *loi de régression apparente* qui gouverne toute l'évolution, et les défenseurs de l'économie bourgeoise seraient convaincus d'ignorance (1).

Cette prétendue loi de régression apparente est très propre à embrouiller les question auxquelles on l'applique; pour bien comprendre le sens des réalités qu'on cherche à dissimuler au moyen de cette formule, il faut d'abord déterminer ce que signifie le mot communisme.

On a fort discuté sur les qualificatifs juridiques qu'il convient d'appliquer à la vie des sauvages; il est très peu raisonnable d'appliquer à des êtres qui sont complètement étrangers à nos manières de penser, des notions empruntées aux régions les plus intellectualisées de l'esprit civilisé; or, le droit appartient, sans contestation possible, à cette région très exceptionnelle. Si l'on voulait, à tout prix, établir un vague rapprochement entre la vie des hordes de chasseurs et le droit moderne, il conviendrait de comparer, comme l'a fait le professeur J. Flach, les territoires sur lesquels ces hordes se déplacent pour poursuivre le gibier, au pays occupé par une nation, bien plutôt

(1) Enrico Ferri croit qu'il a eu le mérite de donner une forme définitive, en 1892, à cette loi qui n'aurait été que soupçonnée ou esquissée avant lui (*Socialisme et Science positive*, trad. franç., p. 94). Tchernichewsky avait fait cependant un usage très étendu et même très paradoxal de cette prétendue loi dans sa *Critique des préjugés philosophiques contre la possession communale du sol*, en 1858.

qu'à des domaines sur lesquels diverses familles exercent des droits d'usage réglés par des coutumes.

Je ne vois pas encore de droit privé rudimentaire chez les nomades qui marquent, au moyen de signes magiques, les arbres dont ils veulent se réserver les fruits pour le jour où ils reprendront leur ancien campement. Les sauvages, dont les femmes cultivent des racines sur un sol grossièrement défriché, qu'ils abandonneront à la première occasion, ne possèdent pas encore l'âme du propriétaire; on ne saurait donc trouver chez eux de réflexions juridiques. Le droit privé peut apparaître, pour la première fois, d'une manière incontestable seulement dans les pays où des chefs de famille, ayant reçu de leurs ancêtres des terres améliorées par l'adjonction de nombreuses forces productives, travaillent à léguer de nouvelles améliorations à leurs successeurs. Cette condition économique n'est pas, d'ailleurs, suffisante pour que le droit prenne un corps parfaitement déterminé.

Les évolutionnistes ne sauraient accepter cette manière historique de comprendre les origines du droit; ils ont besoin de faire croire qu'il existe une étroite parenté entre le droit moderne et la vie des peuples les plus sauvages; il leur faut donc attribuer à ceux-ci un système juridique fictif; faute de mieux, ils leur attribuent le communisme, ne trouvant pas de terme qui puisse être pris dans un sens plus vague. Ce communisme primitif a été ainsi inventé pour des raisons sophistiques; nous allons voir que le communisme futur des socialistes correspond aussi à des habiletés sophistiques.

On sait avec quelle vigueur Proudhon a combattu les utopies qui obtenaient un si grand succès de son temps; la violence avec laquelle il a souvent conduit ses polémiques, tient à l'horreur qu'il ressentait pour des réformateurs sociaux qui travaillaient à écarter de l'esprit populaire toute préoccupation de droit. Sa critique a forcé les socialistes contemporains à présenter leurs idées sous une forme plus enveloppée que celles de l'ancienne utopie; jadis on décrivait naïvement les rêves que l'on avait formés pour réorganiser le monde; maintenant, on se borne à dire que le *Parti* aspire à la réalisation d'une société communiste, et on évite de fournir des explications sur cette formule obscure.

Si nous ne sommes pas fixés sur le sens du programme idéal, nous pouvons, tout au moins, raisonner sur les réformes prochaines que réclament les partis socialistes et qui, d'après les théoriciens socialistes, doivent préparer l'avènement de la société communiste. Pendant longtemps, les diverses sectes se sont fort querellées, en France, au sujet de ces réformes; mais aujourd'hui, elles semblent être d'accord depuis que de nombreux députés socialistes sont entrés dans le parlement. Quelques écrivains, s'inspirant surtout, semble-t-il, d'idées belges, demandaient que l'Etat se chargeât, peu à peu, de toutes les grandes affaires dont le capitalisme a créé les formes modernes; les ouvriers des entreprises les plus perfectionnées deviendraient ainsi des fonctionnaires. En 1883, les guesdistes combattaient cette « absorption graduelle des industries privées par

l'Etat » qu'ils nommaient « le bagage socialiste de pseudo-communistes de pacotille » ; ils se bornaient à demander l'annulation des contrats passés avec la Banque de France et avec les compagnies de chemins de fer, ainsi que la suppression des concessions de mines ; les exploitations de ces sources de la richesse publique auraient dû être confiées, suivant leur programme, aux ouvriers qui y sont occupés (1). Il ne semble pas que les députés socialistes aient aujourd'hui dans les capacités économiques des ouvriers abandonnés à eux-mêmes, la confiance qu'avaient Guesde et Lafargue en 1883 ; le socialisme parlementaire réclame l'extension indéfinie des attributions économiques de l'Etat (2).

Il faut nous demander quel avenir juridique l'exécution d'un pareil programme peut ménager au monde. Il y a une douzaine d'années, Saverio Merlino reprochait aux socialistes de ne point avoir assez réfléchi sur les garanties dont il conviendrait d'entourer la gestion des grandes affaires confiées à l'Etat ; il faudrait, disait-il, « assurer cette justice dans l'administration, dont on a aujourd'hui une vague idée » ; et le problème à résoudre lui paraissait hérissé de difficultés (3).

(1) GUESDE et LAFARGUE, *Le programme du parti ouvrier* ; commentaire de l'article 11 de la partie économique.

(2) Dans une interview publiée par le *Matin* du 1^{er} juin 1910, Jules Guesde a dit qu'il se résignerait aux monopoles de l'Etat, si ces monopoles étaient nécessaires pour trouver les ressources nécessaires aux dépenses sociales.

(3) SAVERIO MERLINO, *Formes et essence du socialisme*, p. 198.

L'expérience nous apprend que le droit administratif ne peut avoir une certaine efficacité que dans les sociétés qui possèdent des organisations judiciaires capables de statuer sur les droits privés d'une manière particulièrement satisfaisante; c'est l'autorité morale acquise par les corps judiciaires qui engendre dans les corps administratifs la crainte de se laisser aller à des actes arbitraires. Suivant les idées des théoriciens actuels du socialisme parlementaire, le droit privé est appelé à perdre progressivement son autorité : ces théoriciens disent, en effet, que l'Etat laissera, longtemps encore aux particuliers, la gestion des entreprises d'ordre inférieur ; la petite propriété rurale, le petit atelier, le petit commerce sont destinés à disparaître par la ruine lente qui frappe les formes économiques surannées ; le prestige du droit privé subirait évidemment la même voie descendante que le prestige de la production privée. Les corps administratifs n'étant plus retenus par le désir de suivre les exemples donnés par des corps judiciaires très respectés, que deviendrait cette « justice dans l'administration » que Saverio Merlino avait reconnue si nécessaire ? Au fur et à mesure que l'Etat absorberait de nouvelles forces productives, le besoin de cette justice deviendrait plus grand et le moyen de la réaliser deviendrait plus faible.

Les députés belges Destree et Vandervelde me semblent avoir senti les immenses difficultés qui résultent d'une extension indéfinie des administrations publiques ; c'est à raison de la défiance qu'ils éprou-

vent, en pensant aux conséquences de leur programme, qu'ils ont, sans doute, écrit les phrases suivantes: « *Ce n'est certes pas notre idéal. Nous aspirons ardemment aux transformations morales qui rendront possible la coopération de tous les travailleurs, et peut-être aussi... la communauté anarchiste, débordante de fraternité et de richesse, où chacun faisant ce qu'il voudrait, comme dans l'abbaye de Thélème, donnerait selon ses forces et prendrait selon ses besoins (1).* » Ils engagent ainsi les socialistes à se consoler par le rêve : on manquera, sans doute, de « justice dans l'administration », mais on aspirera ardemment à un régime idéal dans lequel le droit deviendra inutile.

Nous parvenons enfin ainsi à découvrir la pensée secrète des sociologues qui parlent de régression apparente; ils voudraient que les préoccupations juridiques devinssent aussi étrangères au monde civilisé qu'elles ont été aux primitifs; ils n'osent pas avouer franchement que le droit leur paraît être une charge créée, durant les temps d'ignorance ; pour exprimer l'aversion qu'ils éprouvent pour les notions juridiques, ils emploient une forme qui puisse faire com-

(1) DESTREE et VANDERVELDE, *Le Socialisme en Belgique*, 1^{re} édition, p. 283. — En 1883, Guesde et Lafargue soutenaient qu'il est absurde de comparer la société future à l'abbaye de Thélème, que dans l'avenir l'abondance des produits permettra, sans doute, la libre consommation, mais que *la production ne pourra jamais être libre* (op. cit., p. 35). Ces observations ne se retrouvent pas dans les éditions actuelles de cette brochure.

prendre leurs pensées à leurs amis sans les exposer trop facilement à des critiques des philosophes. Quand on cherche les raisons pour lesquelles le socialisme parlementaire obtient aujourd'hui tant de succès dans le monde, on s'aperçoit que cela résulte de ce qu'il exprime mieux qu'aucune autre doctrine démocratique l'aversion que la société actuelle éprouve pour le droit; il n'est pas douteux, en effet, qu'il existe, à l'heure présente, une dégénérescence générale du droit qui correspond aux nouvelles directions des mœurs.

II

On ne saurait parler d'une manière claire de ce phénomène en employant des formules abstraites; pour obtenir des résultats satisfaisants, il convient de procéder à des descriptions, en prenant des exemples dans les genres les plus divers.

a) Lorsque Rousseau traçait le tableau d'une société qui, après avoir été longtemps déchirée par les factions, trouve la paix en subissant des despotes qui font disparaître tout principe de justice, il songeait évidemment aux destinées tragiques de Rome, qui tomba sous le joug de tyrans grotesques et féroces. Deux faits me paraissent dominer l'histoire de la décadence romaine : 1° les privilèges que procurait la richesse étaient devenus énormes ; 2° les descendants des vainqueurs furent traités comme les descendants des vaincus.

Sur le premier point, voici quelques observations de Renan : « L'empire romain, en rabaissant la noblesse et réduisant à presque rien le privilège du sang, augmenta, au contraire, les avantages de la fortune. Loin d'établir l'égalité effective des citoyens, l'empire romain, ouvrant à deux battants les portes de la cité romaine, créa une différence profonde, celle des *honestiores* (les notables, les riches) et des *humiliores* ou *tenuiores* (les pauvres). En proclamant l'égalité politique de tous, on introduisit l'inégalité dans la loi, surtout dans la loi pénale (1). »

Cette transformation est surtout instructive quand on la rapproche des transformations produites par le capitalisme moderne. L'expérience paraît montrer que les abus de pouvoir commis au profit d'une aristocratie héréditaire sont, en général, moins dangereux pour le sentiment juridique d'un peuple que ne sont les abus provoqués par un régime ploutocratique ; il est absolument certain que rien n'est aussi propre à ruiner le respect du droit que le spectacle de méfaits commis, avec la complicité des tribunaux, par des aventuriers devenus assez riches pour pouvoir acheter les hommes d'Etat. L'effronterie des financiers américains constitue un idéal pour tous nos spéculateurs de Bourse ; l'orientation actuelle des classes riches est un sujet d'effroi pour les personnes qui croient à l'importance des sentiments juridiques.

La dégénérescence du droit qui fut la conséquence

(1) RENAN, *Marc-Aurèle*, pp. 598-599.

de l'assimilation des Romains à leurs anciens adversaires soumis à la conquête, remplissait d'indignation l'âme de Iehring : « Les provinces, dit-il, furent la station expérimentale de l'Empire. Ce sont les provinces qui hâtent la transformation de la procédure criminelle... Les provinces furent d'abord les victimes méprisées de ces expériences, à leur tour les générations romaines suivantes payèrent largement le crime de leurs ancêtres. Sous la République les provinces avaient souffert de l'arbitraire et de l'inhumanité de Rome. L'Empire ramena des provinces à Rome l'ère des cruautés (1) ». Les causes et les résultats sont à distinguer dans cette histoire du droit impérial : les résultats ne se produiront plus, sans doute, nulle part, de la même manière ; — mais la cause profonde de la dégénérescence peut se retrouver dans toute époque ; cette cause est l'égalisation des classes sur le type le plus bas.

Très souvent nous entendons dénoncer comme réactionnaires des magistrats qui cherchent à étouffer des affaires criminelles, qu'ils jugent propres à deshonorer des familles jusqu'alors respectées ; pour satisfaire les intransigeants admirateurs des Droits de l'homme, il faudrait traiter tout délinquant comme s'il appartenait aux classes dangereuses ; l'égalité serait ainsi réalisée sur le type le plus bas. Les juristes raisonnent tout autrement, parce qu'ils demandent

(1) IEHRING, *Histoire du développement du droit romain*, trad. franç., p. 37.

toujours à un arrêt criminel de contribuer à accroître le sentiment juridique dans le peuple ; ils estiment que ce sentiment est atteint quand on étale aux yeux de tous des misères morales qui se produisent dans des maisons où l'on devrait rencontrer des *autorités sociales*. L'expérience paraît bien être favorable à l'opinion des juristes ; mais les journaux trouvent qu'on les dépouille de leur bien quand on les empêche d'exploiter de tels scandales, si propres à faire vendre leur papier ; ils réclament donc violemment au nom de l'égalité (1) ; leurs intérêts l'emportent généralement sur les intérêts du droit.

b) Les origines du mariage monogamique sont fort obscures ; Engels s'est trompé quand il a cru que cette institution est caractéristique de la civilisation (2) ; l'idée de la monogamie est demeurée étrangère à des peuples qui ont occupé une place considérable dans l'histoire ; tel a été le cas pour les Sémites. « C'est seulement sous l'influence des codes moder-

(1) Je trouve dans la *Guerre Sociale*, du 12 juillet 1910, un article qui mérite d'être noté ici, parce qu'on n'en trouverait guère de semblables dans la presse avancée. L'auteur blâme des magistrats qui, sur une dénonciation anonyme, ont poursuivi une jeune fille noble pour infanticide, et le jury qui l'a condamnée ; la veille, une paysanne, convaincue du même crime, avait été acquittée par la même Cour d'assises : la haine sociale, qui inspira la justice dans cette affaire, est regardée comme une chose exécrationnelle par l'auteur de l'article, qui est sans doute un anarchiste.

(2) ENGELS, *Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, trad. franç., p. 72 et p. 95.

nes, tirés du droit romain, écrit Renan, que la polygamie a disparu chez les Juifs » (1) ; jusqu'au moment où les Juifs d'Algérie ont été assimilés aux Français, ils n'ont pas été tenus à la monogamie (2). Iehring pensait que le mariage romain avait été d'abord non seulement monogamique, mais encore indissoluble (3) ; ne trouvant dans les théories qui servent d'ordinaire à expliquer les régimes matrimoniaux, aucune raison qui pût justifier des mœurs si voisines des mœurs chrétiennes, il construisit les célèbres hypothèses qu'on lit dans les *Indo-européens avant l'histoire* ; le mariage romain primitif se rattacherait aux conditions dans lesquelles se fit la migration des Aryens armés.

Les meilleurs écrivains socialistes actuels sont assez gênés quand ils sont amenés à parler de l'avenir réservé à l'union sexuelle ; ils n'osent pas appliquer, en cette matière, la loi de régression apparente qui leur avait paru certaine pour raisonner sur l'évolution économique ; Engels ne songe point à nous annoncer la réapparition d'aucune des formes anciennes qu'il a rencontrées dans les livres de Lewis Morgan. Ses prévisions me semblent avoir été soigneusement combinées en vue de satisfaire les sentiments tendres des lectrices allemandes : « la monogamie, au lieu de périr, deviendra une réalité,

(1) RENAN, *op. cit.*, p. 548.

(2) *Eben Haezer*, trad. franç., tome I, pp. 42-47.

(3) IEHRING, *op. cit.*, p. 68.

même pour les hommes » ; la prépondérance de l'homme et l'indissolubilité du mariage disparaîtront ; « on épargnera aux gens de patauger dans la boue inutile d'un procès en divorce » quand l'amour cessera de les réunir (1). Ainsi le socialisme aboutirait à établir un régime matrimonial fort analogue à celui qui exista dans la Rome de la décadence.

La règle de l'indissolubilité du mariage est certainement appelée à disparaître de toutes les législations ; mais le divorce peut exister de deux manières bien différentes : soit que le tribunal le prononce en raison d'actes criminels ou presque criminels qui ruinent la dignité des époux et rendent le maintien de la famille impossible ; soit qu'il exprime seulement la volonté de rompre une union dont on est ennuyé ; c'est vers cette seconde forme que s'oriente le divorce dans les pays les plus civilisés, par suite des facilités de plus en plus grandes que les tribunaux accordent aux mariés qui veulent se séparer. On peut s'attendre à ce que, dans un petit nombre d'années, les idées relatives au mariage seront fondées sur l'hypothèse que ce divorce serait la règle :

On considérera désormais toute union comme devant normalement se dissoudre le jour où les feux érotiques sont éteints ; on soupçonnera les unions durables de se maintenir seulement pour des raisons d'intérêt, en dépit de désaccords secrets ; on ne sera plus persuadé que la destinée de l'homme est d'enno-

(1) ENGELS, *op. cit.*, p. 97 et pp. 109-110.

blir l'union sexuelle par le sacrifice des instincts à un devoir. Il est impossible que le sentiment juridique n'éprouve pas une prodigieuse diminution quand aura disparu l'hypothèse romaine de la dignité familiale (1) ; mais aucun avertissement n'est en état d'arrêter le mouvement actuel.

c) Proudhon a signalé, plusieurs fois, que la pratique commerciale exerce une influence toujours croissante sur la jurisprudence civile ; cette observation est encore plus vraie aujourd'hui qu'elle ne l'était de son temps ; je trouve dans ce fait une des causes principales qui ont affaibli le sentiment juridique chez nos contemporains.

Qu'il y ait une énorme différence de génie entre le droit civil et le droit commercial, c'est ce dont il est facile de se douter rien qu'en regardant combien différent les juridictions : les négociants tiennent beaucoup à leurs tribunaux consulaires, qui sont constitués bien moins par des juges véritables que par des arbitres appréciant dans quelle mesure chaque plaideur a été un loyal marchand (2). Mais la différence apparaît vraiment comme fondamentale quand on remonte aux sources économiques.

(1) On sait que Proudhon était très opposé au divorce.

(2) Il existe un fort courant d'opinion aujourd'hui en vue d'obtenir que l'on puisse prévoir dans les contrats que les difficultés seront réglées par voie d'arbitrage : d'après l'interprétation donnée aujourd'hui par les tribunaux à l'article 1006 du Code de procédure civile, on ne peut convenir de régler par arbitrage un différend qui n'est pas encore né.

Le droit civil est affecté historiquement au domaine rural ; il suppose l'existence d'un chef de famille qui dirige, sans contrôle, son exploitation, bien moins en vue des jouissances qu'elle peut lui procurer, que des intérêts de ses lointains héritiers. Si ce maître contracte des obligations, il donne, par l'hypothèque, à chacun de ses créanciers un droit isolé en vertu duquel chacun d'eux pourra, en cas de vente, venir, suivant son ordre d'inscription, réclamer la totalité de ce qui lui est dû sur la valeur de la propriété. Il en est tout autrement pour le commerçant ; ses fournisseurs et ses prêteurs ne sont point isolés dans des casiers hypothécaires, mais réunis implicitement dans une association occulte ; en cas de faillite, cette association s'affirme explicitement, puisque le Code de commerce dit que les créanciers sont, de plein droit, en état d'*union*. Deux systèmes économico-juridiques ne sauraient être plus opposés que ceux que je viens de décrire.

Les considérations relatives à l'association occulte rendent compte des règles relatives à la banqueroute. Le négociant tombé en faillite peut être condamné aux travaux forcés s'il ne produit pas de livres tenus d'une façon parfaitement régulière, « sans néanmoins qu'il y ait fraude ». C'est la même peine qui est infligée aux fonctionnaires publics qui détruisent des actes dont ils sont dépositaires (Code de commerce, 586, § 6 ; Code pénal, 402 et 173) ; la loi punit sévèrement le mauvais délégué de l'association occulte qui a mis celle-ci dans l'impossibilité de pouvoir établir

son compte (1). Ce rapprochement du banqueroutier et du fonctionnaire qui détruit des actes est fort légitime, car, dans un cas comme dans l'autre, le criminel n'a pu être surveillé par les gens dont il a gravement lésé les intérêts. Plus singuliers sont peut-être les délits suivants qui constituent la banqueroute simple et entraînent simplement la prison : avoir fait des dépenses personnelles exagérées, avoir perdu de fortes sommes au jeu ou dans des opérations fictives de Bourse, avoir conclu des contrats ruineux pour se procurer des fonds en vue de retarder la catastrophe, avoir avantagé un créancier au préjudice de la masse, après la cessation des paiements (Code de commerce, 585; Code pénal, 402); c'est que le négociant a ainsi trahi les intérêts communs de l'association occulte qui s'est constituée autour de sa maison.

Lorsque les inventeurs de réformes sociales disent qu'il existe une association naturelle entre le travail et le capital, préconisent la participation aux bénéfices ou divaguent sur la solidarité, ils appliquent aux ateliers des idées que la pratique commerciale a vulgarisées. Si Léon Bourgeois était quelque peu juriste, il verrait que sa doctrine si mal établie du

(1) On doit ici observer que l'article 439 du Code pénal assimile à la destruction des actes de l'autorité publique, la destruction des « effets de commerce ou de banque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge » ; la peine est de la réclusion ; elle tombe à un emprisonnement de deux à cinq ans si les pièces détruites n'ont pas ces caractères exceptionnels.

quasi-contrat est susceptible de prendre un sens quand on la transporte dans le droit commercial. Avant 1856, l'article 51 du Code de commerce imposait aux membres d'une association commerciale l'obligation d'avoir recours à l'arbitrage pour vider leurs contestations; le Code n'avait fait que reprendre une règle ancienne, et on peut dire qu'aujourd'hui encore il existe un préjugé favorable à ce mode de juger de telles affaires. Il ne faut donc pas s'étonner si l'on voit si souvent préconiser l'arbitrage obligatoire pour régler les différends qui surviennent entre patrons et ouvriers; cet arbitrage dérive de l'idée que se font les réformateurs sociaux sur l'association occulte qui existe entre le travail et le capital.

Il est évident que toutes ces doctrines associationnistes, dérivées de la pratique commerciale, ruinent le principe historique du droit civil qui suppose l'isolement économique.

La bourgeoisie riche perd, chaque jour davantage, pour d'autres raisons encore, le sentiment des principes du droit civil. Elle admire les grandes choses faites au cours du XIX^e siècle par de puissantes sociétés anonymes beaucoup plus que les œuvres modestes des familles rurales qui ont conservé l'économie traditionnelle à laquelle correspond essentiellement le droit civil. Dans l'économie nouvelle, que la bourgeoisie riche estime être la plus noble, la direction du chef de famille a complètement disparu; devenu actionnaire, il se contente de détenir un titre de créance lui donnant droit à un revenu variable.

On regarde aujourd'hui comme étant de mauvais gérants de leur fortune les personnes qui ne possèdent pas un lot considérable de valeurs mobilières, et la principale préoccupation des bourgeois riches est de mettre dans leur portefeuille les titres qui sont appelés à monter régulièrement; ainsi le chef de famille prévoyant ne compte plus améliorer la situation de ses héritiers par l'amélioration qu'il apporte à son domaine rural, mais par le jeu normal de la Bourse.

Dans la formation des grosses fortunes actuelles, les spéculations à la Bourse ont joué un rôle bien autrement considérable que les heureuses innovations introduites dans la production par d'habiles chefs d'industrie. Ainsi la richesse tend, de plus en plus, à apparaître comme étant détachée de l'économie de la production progressive et elle perd ainsi tout contact avec les principes du droit civil.

La transformation des idées juridiques qui résulte des changements survenus dans la composition des fortunes bourgeoises se traduit, d'une manière particulièrement claire, dans le régime des impôts successoraux. Jadis, sur le domaine rural qui a servi de type économique aux théoriciens du droit civil, tout était organisé en vue des héritiers, en sorte qu'on aurait pu dire de ceux-ci qu'ils étaient les seigneurs cachés de la terre : le propriétaire actuel n'étant que leur mandataire. Aujourd'hui, tout le monde estime, au contraire, que le détenteur de valeurs mobilières n'a aucun lien moral qui le fasse dépendre d'héritiers; il peut tout dépenser, en conséquence, suivant

sa volonté ; ceux qui recueilleront son héritage devront se considérer comme étant des gens heureux qui ont gagné à la loterie. L'héritage est ainsi une sorte d'épave, sur laquelle l'Etat ne se fait aucun scrupule de percevoir des impôts si forts qu'on a pu les comparer parfois à une confiscation partielle. L'opinion accepte ces mesures fiscales sans protester ; ce qui prouve à quel point elle a oublié les idées du droit civil.

On pourrait multiplier ces exemples, et on trouverait que dans tous les ordres il se produit des dégénérescences semblables à celles qui viennent d'être esquissées.

III

Lorsqu'on a constaté que dans notre époque des causes nombreuses, disparates et dominantes, se coalisent pour provoquer la dégénérescence du droit, on en vient à se demander si Proudhon n'aurait pas été victime d'une étrange illusion quand il a supposé que notre nature nous conduit à la justice ; il semblerait plutôt vraisemblable que le droit aurait été imposé aux hommes par des accidents historiques et que les peuples feraient toutes sortes d'efforts pour s'émanciper d'un joug qui vient artificiellement accroître les difficultés de la vie. Nous sommes habitués à regarder la grandeur du droit comme étant le meilleur signe de la grandeur historique ; ainsi, cette grandeur historique serait une exception contre laquelle lutterait l'humanité.

Les recherches de l'érudition moderne qui ont montré de quelle importance fut la magie dans les institutions anciennes, tendent à montrer aussi que le droit fut très exceptionnel dans le monde antique; la magie est un ensemble de recettes grâce auxquelles un homme, assez riche pour payer le détenteur des formules mystérieuses, peut acquérir le concours de forces exceptionnelles et l'emporter sur tout adversaire; le droit suppose, au contraire, que l'individu entre en lutte, pour soutenir ses revendications, avec ses propres forces.

Je ne crois pas que les Grecs aient été de grands maîtres en droit (1); le professeur Glotz a bien prétendu que notre « société foncièrement laïque et démocratique » trouverait « grand profit à se détourner parfois du droit romain, rigide, compassé, emprisonné dans des formes et des formules d'origine religieuse et aristocratique, pour se retremper dans un droit vivant, libre, ailé, cordial, où la justice s'émeut et prend le nom d'humanité » (2). Ce galimatias ne peut que rendre fort suspect un droit qui est, d'ailleurs, fort mal connu d'après son apologiste (3); un droit cordial et ailé ne doit pas être

(1) Renan, faisant l'inventaire de tout ce que nous devons aux Grecs, parle du « droit maritime et international », mais point du droit civil (*Histoire du peuple d'Israël*, tome I, p. 11).

(2) GLOTZ, *Etudes sociales et juridiques sur l'antiquité grecque*, p. 299.

(3) Il estime que l'érudition doit s'occuper, pour le moment, de reconstituer le droit grec (*op. cit.*, p. 279).

grand'chose. Quand on ne veut pas courir le risque de s'égarer au milieu de vaines dissertations, il faut en revenir à l'opinion des anciens juristes qui voyaient dans Rome la patrie du droit.

L'idée qu'il puisse y avoir ainsi une création unique dans l'histoire choque beaucoup des préjugés évolutionnistes actuels ; mais le judaïsme est bien certainement une création unique, en dépit des efforts qui ont été faits par des orientalistes pour le faire entrer dans le système général des religions sémitiques. Renan estimait que l'existence du judaïsme n'était pas aussi extraordinaire qu'a été « l'apparition simultanée qui s'est faite dans la race hellénique de tout ce qui constitue l'honneur et l'ornement de l'esprit humain ». La conquête romaine serait encore, d'après lui, à mettre sur le même pied que la religion juive et la civilisation grecque (1).

S'il se produit quelque chose d'unique dans l'histoire, c'est que le hasard a une part énorme dans la vie des peuples ; il arrive parfois que des conjonctions de causes puissantes arrivent à produire des résultats qui appartiennent à un genre nouveau (2). L'historien doit chercher à déterminer les genres auxquels se rattachent les causes les plus importantes ; mais il s'engagerait dans une voie condui-

(1) RENAN, *loc. cit.*, pp. IV-VI.

(2) Marx écrit à propos des origines du capitalisme : « Ici se confirme la loi constatée par Hegel dans sa *Logique*, loi d'après laquelle de simples changements de quantité, parvenus à un certain degré, amènent des différences dans la qualité. » (*Capital*, trad. franç., tome I, p. 133, col. 2).

sant à l'absurde s'il prétendait nous apprendre pourquoi s'est produite, dans un lieu déterminé et à une date donnée, cette conjonction unique de causes.

Nous pouvons, par exemple, supposer que les destinées conquérantes de Rome tiennent à ce qu'une aristocratie, remarquablement douée au point de vue du commandement, a reçu de la Grèce des institutions militaires, un système fiscal, une politique de sage exploitation des vaincus. Une force organisée suivant un plan, qu'on pourrait croire donné par un tyran grec (1), devait, à la longue, venir à bout de l'anarchie des villages italiens, qui ressemblaient sans doute beaucoup aux villages berbères. Mais comment les patriciens de Rome ont-ils pu recevoir, accepter et conserver un régime si étranger aux mœurs italiennes, voilà une question que le véritable historien ne se pose point; et ne se la posant point, il n'a pas de raison pour s'étonner du caractère exceptionnel que présente la conquête romaine.

Il est possible de reconnaître quelles causes prépondérantes ont dû concourir à la formation du droit romain; mais il serait ridicule de vouloir expliquer pourquoi ces causes se sont uniquement rencontrées à Rome.

Tous ceux qui étudient cette histoire sont frappés par la grande intelligence qu'ont possédée les vieux patriciens en matière agronomique. Il est extrême-

(1) La légende de Servius Tullius a conservé une trace de cette importation.

ment probable que l'usage de leurs livres domestiques remonte à un âge fort reculé (1); tout le monde sait que les exploitations rurales, dont les maîtres tiennent des comptes et des mémoriaux exacts, ont une valeur économique fort supérieure aux autres (2). — Iehring admirait beaucoup les Romains primitifs pour n'avoir admis d'autres démembrements de la propriété que les servitudes dont l'existence est imposée par les nécessités de la bonne culture; l'avenir du domaine était ainsi protégé contre les erreurs et les caprices (3). — La distinction établie entre les *res mancipi* (forces productives) et les autres richesses (4) prouve qu'à une époque fort reculée, les Romains s'étaient formé des idées économiques profondes.

Cette incessante préoccupation des convenances de la production eut entre autres résultats celui de comprimer la magie qui est l'ennemie du vrai droit civil, comme elle est l'ennemie de la science.

L'organisation de la famille romaine fut une autre cause très efficace de l'organisation du droit romain.

(1) IEHRING, *Esprit du droit romain*, trad. franç., tome II, pp. 14-15.

(2) Thorold Rogers dit qu'au XVIII^e siècle l'agriculture anglaise éprouva souvent des mécomptes parce que la comptabilité était souvent négligée et il insiste, avec Young, sur l'importance d'une bonne comptabilité. (*Histoire du travail et des salaires en Angleterre*, p. 415.)

(3) IEHRING, *op. cit.*, tome II, pp. 226-227, et tome IV, p. 330.

(4) IEHRING, *op. cit.*, tome II, p. 160, et *Histoire du développement*, pp. 77-82.

Iehring insiste beaucoup sur les idées de liberté et de pouvoir qui dominant, à ses yeux, tout le système juridique de Rome et il montre, en même temps, que la volonté des citoyens était fortement contrôlée par des coutumes qu'on n'aurait pu violer sans danger (1). Le père de famille était donc tout semblable à un roi qui doit donner l'exemple de l'obéissance aux lois; le tyran gouverne, au contraire, suivant son caprice. Ainsi, toute la vie de la famille romaine se trouvait accompagnée d'une majesté juridique qu'on chercherait probablement en vain dans les autres pays de l'antiquité.

Mais c'est surtout à la guerre qu'il faut avoir recours pour comprendre les raisons du génie juridique exceptionnel de Rome. Rome ne reculait jamais devant ses adversaires; elle n'achetait point le repos par de lâches compromis; elle avait toujours la certitude de triompher à la longue (2); le patricien entraînait dans la lutte pour le droit avec un sentiment d'inflexibilité qu'il empruntait à la politique du Sénat. — Tout le monde estimait que la guerre devait

(1) Iehring est souvent revenu sur cette question capitale. (*Esprit du droit romain*, tome II, pp.136-139 ; *Histoire du développement*, pp. 85-86 ; *Du rôle de la volonté dans la possession*, pp. 104-105).

(2) « Rien n'avait pu donner l'idée d'une force comme celle que Rome montrait maintenant au monde étonné. Le déploiement militaire était peu considérable; ce qui était terrible, c'était la résolution, l'obstination, l'énergie qu'on sentait derrière ces légions, derrière ces ambassadeurs, représentants d'une force inéluctable. » (RENAN, *op. cit.*, t. IV, p. 267).

perpétuellement accroître la puissance de Rome; et de même l'héritage, bien protégé par le droit, devait toujours s'enrichir. — Les fondations de Rome, protégées par des légions réputées invincibles, semblaient faites pour l'éternité; aussi le droit prit-il le caractère d'une chose éternelle; et ce caractère lui conféra une dignité analogue à celle qu'avait eue la science dans la pensée hellénique.

Les hommes de la Renaissance furent émerveillés en lisant les monuments du droit romain; les travaux faits par les juristes du Moyen Age leur parurent misérables, comparés aux grandes paroles du *Digeste*. « Au monde n'y a, fait dire Rabelais à Pantagruel, livres tant beaux, tant aornés, tant élégans, comme sont les textes des *Pandectes*; mais la bordure d'iceux, c'est assavoir la glose d'Accurse, est tant salle, tant infâme et punaise que ce n'est qu'ordure et villenie (1). » Les œuvres des canonistes ne pouvaient beaucoup plaire aux juristes qui avaient de telles passions littéraires, et Rabelais au quart livre de *Pantagruel* a longuement ridiculisé les décrétalistes. On ne peut pas, d'ailleurs, regretter que les magistrats de ce temps aient travaillé à faire triompher des solutions inspirées du droit romain, car les canonistes, désireux surtout de défendre les intérêts ecclésiastiques, n'avaient point songé à l'économie de la production; aussi aboutissaient-ils souvent à des vanités d'école propres à permettre beaucoup

(1) RABELAIS, *Pantagruel*, livre II, 5.

de mesures arbitraires (1) et parfois à des solutions parfaitement absurdes (2).

Le triomphe du droit romain ne saurait s'expliquer par les seuls mérites de ses solutions; il y eut des raisons plus solides. La théorie romaine de la propriété fournissait aux seigneurs des moyens propres à faire liquider pour leur plus grand avantage des usages embrouillés qui existaient sur les terres vagues du pays. — Les conseillers des princes trouvèrent dans la tradition impériale des formules magnifiques qui leur servirent à justifier le renforcement extrême du pouvoir qui se produisait à cette époque et dont tous les hommes politiques du temps sentaient la nécessité absolue. — Les troupes commençaient à manœuvrer d'une façon savante et l'autorité du chef de guerre devint le type de l'autorité, comme cela avait eu lieu à Rome ; cette renaissance de l'idée d'armée renforça le goût que l'on éprouva pour un droit construit par les conquérants de l'ancien monde.

Le xvii^e siècle hérita des conceptions que la Renaissance s'était faites sur le droit. On a souvent reproché aux gens de ce temps d'avoir manqué de sensibilité, mais le droit n'est guère une école de sensibilité; la théologie de Bossuet est conduite, assez généralement, comme une théorie de légiste; je suis persuadé que

(1) On trouve un assez grand nombre de balivernes du droit canon dans l'étude faite par le professeur Esmein sur le serment promissoire.

(2) Par exemple, au nom de la morale, les canonistes exigeaient pour la prescription que le possesseur eût toujours possédé de bonne foi.

la majesté avec laquelle s'expriment nos grands classiques tient pour beaucoup à la majesté du *Digeste*.

La Révolution française a fait reparaitre une hégémonie des idées juridiques, qui avaient perdu beaucoup de leur autorité pendant les années sentimentales du XVIII^e siècle. Les propriétés roturières furent affranchies des services féodaux qui ne pouvaient se justifier par le droit civil, et ainsi l'indépendance romaine du chef d'exploitation reparut. — Un grand nombre de citoyens furent appelés à la propriété et devinrent d'énergiques défenseurs du droit. — Le nouvel ordre social fut défini, proclamé et imposé par le plus fabuleux général que le monde eût connu depuis Alexandre (1). En théorie, la France fut toute romaine : chaque chef de famille fut censé maître d'un domaine rural, citoyen participant à la souveraineté et bon soldat (2). Il est facile de reconnaître que le sentiment juridique a beaucoup faibli chez nous, depuis que les idées guerrières, issues de la tradition napoléonienne, sont moins populaires.

J'ai proposé, il y a quelques années, de déterminer les caractères généraux de ces deux grandes transformations au moyen d'une formule qui pût convenir

(1) Les historiens devraient rendre au Code civil le nom du Code Napoléon, qui offre l'immense avantage de rappeler une des raisons essentielles de l'établissement du droit moderne.

(2) G. SOREL, *Insegnamenti sociali della economia contemporanea*, p. 109.

également bien aux hypothèses que j'ai faites sur le syndicalisme. Je disais que, dans ces trois cas, on passe d'un *système de devoirs* à un *système de droits*.

A l'aurore des temps modernes, tous les gens qui détenaient une autorité quelconque, aspiraient à se libérer des charges que d'archaïques conventions, des coutumes et la morale chrétienne avait jusque là imposées aux maîtres en faveur des faibles. Les nouveaux légistes affirmant que tout cet ordre traditionnel était étranger au droit, ces charges désagréables apparaissaient, aux yeux de ceux qui les subissaient, comme étant seulement des devoirs sociaux. Les seigneurs employèrent la force pour contraindre les paysans à ne plus réclamer l'exécution de ces devoirs sociaux dont ils entendaient s'affranchir, et à respecter leurs droits qu'ils étendaient aussi loin que possible, grâce aux ressources de la nouvelle jurisprudence.

La noblesse française fut écrasée, à la fin du XVIII^e siècle, par un gouvernement révolutionnaire de propriétaires roturiers qui ne voulaient plus supporter les obligations provenant des temps féodaux ; le Tiers-Etat soutint que ces obligations n'avaient pas d'origine juridique et il les considéra, en conséquence, comme étant des devoirs sociaux qu'on lui avait imposés par la force ; la force nouvelle supprima ces devoirs et le droit civil demeura seul pour régler les relations.

Aujourd'hui la bourgeoisie, l'Etat et l'Eglise rivalisent de zèle pour proclamer les devoirs sociaux que les riches auraient à remplir envers les pauvres ; les

maîtres veulent, pour la première fois peut-être, devenir les bienfaiteurs du peuple ; mais le peuple se révolte contre ces bienfaiteurs, se moque des devoirs sociaux et prétend obtenir un régime de droit. Ce sont les violences prolétariennes qui permettent seules le développement d'une telle révolte qu'on juge si paradoxale au premier abord. La valeur historique de ces violences apparaît ainsi comme ayant une extrême importance (1).

Les explications données plus haut sur le rôle que la guerre a eu dans la formation du droit, permettent d'espérer que l'organisation de combat, chère au syndicalisme actuel, pourrait favoriser l'éclosion d'un nouveau système juridique ; tandis que les solidaristes cherchent à tout brouiller, la violence tend à séparer et nous avons vu que le droit est regardé comme étant d'autant plus parfait que les scissions établies entre les sujets du droit sont plus profondes.

IV

Chaque notion a un domaine propre, dans lequel se rencontrent les exemples qui permettent de comprendre ses origines, de saisir son fonctionnement dans le détail et de juger sa portée historique. Les notions de grandeur et de décadence se rattachent, suivant l'opinion de tout le monde, à celles de génie

(1) G. SOREL, *op. cit.*, pp. 42-44 et pp. 53-55.

et de médiocrité ; leur domaine propre est donc celui dans lequel les activités humaines sont particulièrement sensibles aux valeurs personnelles. L'économie tend à brouiller toutes les œuvres individuelles dans une masse dont les transformations ressemblent à celles qu'étudient les naturalistes ; ce n'est donc pas dans l'économie qu'on devra chercher l'application directe des notions de grandeur et de décadence ; plus on s'éloignera de l'économie, plus on aura de chance de trouver le terrain que nous cherchons ici. Nous sommes ainsi amenés à penser que les notions de grandeur et de décadence conviennent spécifiquement aux activités de l'esprit libre, c'est-à-dire à l'art, à la religion et à la philosophie.

Le hasard favorise quelques époques qui sont abondantes en hommes supérieurs ; quand on compare les temps qui ont précédé et ceux qui ont suivi la grandeur, on est très frappé de constater qu'il existe entre eux des analogies frappantes ; bien que les manières de présenter les choses soient fort changées, c'est un même génie de la médiocrité qui a animé les deux périodes. La loi de régression apparente n'est donc pas sans fondement ; mais elle a un tout autre sens que celui qui lui ont attribué ses promoteurs ; elle signifie que l'humanité sort quelquefois de la médiocrité sous la pression énergique de certaines contraintes, mais qu'elle y revient lorsqu'elle est abandonnée à ses propres tendances ; il ne serait donc pas impossible que l'avenir de sociétés raffinées et tombées en pleine décadence ressemblât à un passé lointain de sauvages.

a) Il n'existe aucune nomenclature irréprochable des arts; mais pour la question que nous avons à examiner ici, nous pouvons nous contenter de distinguer trois classes, suivant que les arts se proposent le divertissement, l'éducation ou une affirmation de puissance. Si l'on attribuait à ces groupes des valeurs basées sur la place que chacun d'eux tiendrait dans une statistique, le premier serait le plus important; les arts de divertissement sont les seuls que connaissent vraiment les sauvages; ceux-ci font preuve d'un goût parfois assez remarquable dans leurs danses, leurs chants, leurs parures, mais leurs magots magiques nous semblent prodigieusement grotesques. Au cours de la civilisation, les hommes n'ont pas cessé d'inventer de nouvelles manières d'amuser et il est arrivé souvent même que les arts éducatifs et ceux qui doivent affirmer la puissance, ont été corrompus sous l'influence des idées engendrées par des arts de divertissement.

Wagner a probablement raison quand il dit que l'opéra constitue la forme la plus avancée de l'art dramatique; l'opéra constitue, en effet, une renaissance des splendeurs des fêtes barbares et des fêtes de la décadence romaine. On a besoin, il est vrai, d'un long apprentissage pour suivre la musique compliquée qu'on emploie aujourd'hui dans le drame lyrique, et cette complication peut paraître à beaucoup de personnes une preuve de la supériorité que le théâtre actuel a sur les anciens divertissements; mais les différences techniques peuvent être énormes entre deux manifestations artistiques sans que le génie ait

changé ; la complication de la musique contemporaine ne sert qu'à accroître l'intérêt que les spectateurs portent à la pièce.

Maintes fois on a reproché au catholicisme du xix^e siècle d'avoir une esthétique de sauvages (1) ; et ici les différences techniques ne sont pas telles qu'on puisse contester ce jugement. Cela tient à ce que le clergé introduit dans les églises quantité d'éléments décoratifs qui lui ont paru charmants dans les processions qui sont les seules fêtes qu'il connaisse. Les marchands qui vendent les horreurs qu'on désigne sous le nom d'art de Saint Sulpice vendent aussi des moulages d'excellentes statues anciennes (2), mais leur clientèle préfère des figures qui lui rappellent les bons jeunes gens qui ont fait son édification à la procession.

Les arts éducatifs voient tous les jours restreindre leur domaine. Nous avons quelque peine à comprendre aujourd'hui l'importance que les philosophes grecs attachaient à la musique ; ils voulaient que l'esprit de divertissement fût écarté des cités qui devaient vivre en vue de la guerre (3). Il a fallu à Wagner une grosse naïveté pour s'imaginer que son théâtre pût être éducatif ; les gens qui vont à Bayreuth ne songent nullement à devenir des héros ger-

(1) Cf. ce qu'a dit André Hallays dans les *Débats*, 27 juin et 4 juillet 1902.

(2) D'après André Hallays (*Débats*, 18 juillet 1902).

(3) ARISTOTE, *Politique*, livre V, chap. v, vi, vii.

maniques ! — Personne ne va entendre une comédie avec l'idée qu'elle soit propre à corriger les mœurs ou une tragédie pour s'entraîner à la vertu. Les essais que l'on a faits pour introduire chez nous le drame religieux ont échoué d'une manière ridicule; tout ce qui est scénique comporte pour nous le seul divertissement (1). — Les hommes de la Révolution avaient cru que les solennités officielles seraient propres à former de bons citoyens; nous savons aujourd'hui qu'elles servent seulement à favoriser le commerce des liquides. Il paraît qu'en 1907 Marcel Sembat proposa à un convent maçonnique d'opposer des cérémonies laïques aux cérémonies catholiques; il regardait évidemment toutes ces fêtes comme des divertissements entre lesquels la concurrence est possible.

Il n'y a plus guère que les liturgies catholiques pour représenter chez nous les arts éducatifs; mais il faut noter que le clergé n'aime pas beaucoup à faire exécuter la vénérable musique grégorienne que lui recommande le Saint-Siège; sa clientèle n'est pas, en effet, très apte à comprendre un art qui a recueilli les plus nobles traditions de l'antiquité; elle désire trouver dans les églises des concerts qui soient pour elle un divertissement.

(1) La Perse moderne a créé des mystères consacrés aux malheurs de ses imans, et Renan trouvait ces créations admirables (*Les Tézziés de la Perse*, dans les *Nouvelles études d'histoire religieuse*). La Perse est un pays qui possède une littérature très raffinée et des mœurs féroces : on peut se demander si de telles mœurs ne sont pas nécessaires pour le succès d'un théâtre religieux.

Les acropoles grecques, les travaux publics des Romains, les forteresses, les palais communaux et les cathédrales du Moyen Age, Versailles, la place de la Concorde, l'arc de l'Etoile, nous montrent quelle place éminente appartient, dans l'histoire de l'art, aux manifestations de puissance ; mais très peu d'époques sont vraiment parvenues à une conception esthétique de la force. On ne saurait beaucoup admirer les innombrables peintures que les grands personnages de l'antique Egypte nous ont laissées ; ce sont des statistiques monumentales qui permettent de connaître l'économie de ce pays. Les rois asiatiques ont très souvent voulu immortaliser leurs victoires en faisant représenter sur la pierre des épisodes de guerre et des défilés triomphaux qui n'intéressent d'ordinaire que les érudits. Dans les époques de décadence, on rencontre, comme chez les Barbares, des accumulations de sculptures et de fresques (1) qui sont destinées à montrer que les créateurs des monuments étaient riches.

Les choses gigantesques plaisent fort aux médiocres et par suite aussi bien aux gens de décadence qu'aux primitifs. André Hallays a signalé, dans les *Débats* du 18 juillet 1902, la statue de Notre-Dame de France, élevée au Puy en 1860, comme « un des monuments les plus désastreux du mauvais goût du clergé français » ; il s'étonne qu'on n'ait pas songé à couronner le rocher Corneille par une chapelle

(1) Cf. MÜNTZ, *Histoire de l'art pendant la Renaissance*, tome II, p. 79.

analogue à celle que le Moyen Age a construite, tout à côté, sur le rocher de l'Aiguille; l'habile critique n'a pas compris la pensée du clergé, qui voulait élever un trophée affirmant la victoire qu'il croyait avoir remportée définitivement sur le libéralisme (1). L'énorme est assez généralement déplaisant; l'art religieux moderne, tout orienté en vue de plaire à la médiocrité, ne pouvait guère s'affirmer dans une manifestation esthétique de la force.

b) Th. Ribot distingue quatre éléments qui contribuent à engendrer le sentiment religieux chez les primitifs : avant tout l'émotion de la peur, une certaine attraction bien faible pour un dieu, le désir de se rendre favorable une puissance supérieure à l'homme par des supplications et par des offrandes, le besoin de renforcer les liens sociaux (2). On peut réunir les trois premiers éléments en un seul groupe et on dira, en conséquence, que les anciennes religions se rattachent à deux systèmes : 1° elles sont destinées à protéger les hommes, grâce à leurs rites, contre les maux qui ne cessent de les menacer ; 2° elles sont des disciplines sociales dont l'action vient compléter heureusement celle des lois.

L'histoire du christianisme vient ajouter quelque

(1) Ce fut l'abbé Combalot, qui, en 1850, mit le projet de statue en train; on sait quelle grande part il avait prise aux luttes soutenues par le clergé contre l'Université au temps de la monarchie de Juillet.

(2) TH. RIBOT, *Psychologie des sentiments*, pp. 301-303.

chose de nouveau : elle nous montre qu'à maintes reprises, des saints, qui avaient appris la vie spirituelle dans des instituts monastiques, se sont trouvés capables d'entraîner les peuples vers des piétés fécondes en résultats. Le protestantisme enseigna que des grâces exceptionnelles, très analogues à celles dont jouirent ces mystiques conducteurs de masses, sont accessibles à tous les fidèles qui vivent dans le siècle (1). William James tira les dernières conséquences de cette théologie, en affirmant que l'expérience du surnaturel est l'essence de la religion. On peut qualifier d'égoïste le principe du premier système (2), puisque le croyant s'occupe alors uniquement des intérêts de sa personne ou de son groupe ; le second principe est politique ; celui de William James est, à la fois, individualiste et social : le philosophe américain suppose, en effet, que l'homme commence par poursuivre sa propre *régénération* et qu'il déploie ensuite une activité prodigieuse (on pourrait même dire surhumaine) dans le monde, en vue de changer les mœurs de ses contemporains.

William James a fondé sa théorie sur l'hagiographie catholique et sur des observations que lui avaient fournies certaines sectes américaines ; on pourrait être tenté de dire qu'elle ne s'applique qu'à

(1) G. SOREL, *Réflexions sur la violence*, 2^e édition, pp. 374-375.

(2) Th. Ribot dit à propos des trois premiers éléments que j'ai groupés pour former le premier système : « Le sentiment religieux... est l'expression directe d'un égoïsme étroit. » (*op. cit.*, p. 302.)

des exceptions; mais ces exceptions se trouvent être ce qui fait la grandeur de la religion. Le christianisme grec est, de l'avis de tous, fort inférieur au christianisme latin, parce qu'il n'est pas servi par des hommes formés à la vie spirituelle, qui se lancent à la conquête du monde profane; la valeur exceptionnelle du catholicisme provient de ce que ses instituts monastiques préparent continuellement de tels héros.

Ce que nous savons des prophètes d'Israël nous permet de dire que le judaïsme biblique a dû sa gloire à l'expérience religieuse; les juifs modernes ne voient plus dans leur religion que des rites analogues à ceux d'anciennes superstitions magiques; aussi, dès qu'ils sont instruits, abandonnent-ils avec mépris leurs pratiques traditionnelles; étant élevés dans un milieu presque totalement dépourvu de vie spirituelle, ils sont d'une incompétence scandaleuse quand ils parlent du christianisme qui est tout nourri de vie spirituelle (1). — Les conquêtes incessantes que fait l'Islam dans les pays nègres, tiennent évidemment à ce que ses marabouts font connaître des esquisses d'une haute religion à des populations qui avaient été jusque là courbées sous le joug du fétichisme. — Il ne me paraît pas douteux que les moines bouddhistes ont connu l'expérience religieuse. Ainsi, le principe de William James servirait à éclairer les quatre grandes religions universalistes dans

(1) Salomon Reinach a donné un exemple assez drôle de cette incompétence dans l'*Orpheus*.

lesquelles, suivant l'opinion de tous les hommes compétents, l'idée religieuse s'est manifestée d'une manière vraiment éclatante ; dans les civilisations païennes, il ne joue qu'un rôle très effacé et il peut être en conséquence, le plus souvent, négligé par l'historien.

Le principe de William James est constamment menacé dans le christianisme et même dans le catholicisme par les forces qui donnent satisfaction à la médiocrité de gens totalement dépourvus d'élan mystique. De nos jours, beaucoup de catholiques instruits ont entrepris d'élever leur Eglise au niveau de l'esprit laïque, sans se préoccuper du principe mystique qui avait vivifié sa tradition. Des rites qui fournissent aux âmes les moyens de se consoler, d'espérer ou même de calmer certaines douleurs (1) ; un clergé, plus ou moins incrédule, qui travaille de concert avec les administrations publiques, pour améliorer le sort des hommes ; — voilà ce dont se contente fort bien la médiocrité.

Les *modernistes* raisonnent, à peu près, comme raisonnait Mme de Warens, d'après ce que raconte Rousseau au sixième livre des *Confessions* : « Fidèle à la religion qu'elle avait embrassée, elle en admettait sincèrement toute la profession de foi ; mais,

(1) Dans un discours prononcé, le 10 avril 1910, à Saint-Chamond, Aristide Briand a dit que la République a montré l'esprit le plus libéral envers le catholicisme, puisqu'elle a permis aux fidèles d'aller dans les églises « puiser aux sources religieuses de la consolation ».

quand on venait à la discussion de chaque article, il se trouvait qu'elle croyait tout autrement que l'Eglise, toujours en s'y soumettant. » Elle expliquait à son confesseur cette incohérence par des raisons fort analogues à des raisons qu'on rencontre chez les plus subtils de nos *modernistes* : « Je ne suis pas maîtresse de ma foi, mais je le suis de ma volonté. Je la soumets sans réserves, et je veux tout croire. Que me demandez-vous de plus ? »

Nous assistons à un spectacle qui paraît, au premier abord, paradoxal : des savants qui ont rejeté tout ce que l'Eglise considère comme formant le dépôt de la foi, prétendent cependant demeurer dans l'Eglise : presque jusqu'au jour de sa condamnation l'ex-abbé Loisy donna à des catholiques éminents l'idée qu'il était demeuré un bon prêtre. Ces *modernistes* répètent exactement les paroles contenues dans les formulaires orthodoxes, en leur attribuant des sens que les théologiens orthodoxes repoussent avec horreur ; ils reçoivent dévotement les sacrements, tout en n'admettant pas ou en n'admettant que sous beaucoup de réserves la théorie qu'en donne l'enseignement ecclésiastique ; en quoi consiste donc leur catholicisme ?

Pour les *modernistes* avancés la religion se réduit à des rites qu'ils croient nécessaire d'accomplir pour entrer dans le ciel ; nous sommes ainsi ramenés aux mystères païens auxquels on se faisait initier pour écarter les terreurs de la vie d'outre-tombe. Bien qu'il y ait une extrême différence entre l'état intellectuel des *modernistes* et celui des Romains superstitieux

de la décadence, un même fonds sentimental se retrouve chez tous ces hommes.

Les *catholiques sociaux* semblent avoir voulu adopter au temps présent les idées de Napoléon et d'A. Comte : le grand empereur croyait que les prêtres seraient, sous le régime du Concordat, d'excellents auxiliaires de ses préfets ; le philosophe espérait gouverner les sentiments du peuple par l'emploi de parades néo-fétichistes ; aujourd'hui les *catholiques sociaux* voudraient que le clergé organisât des associations à la fois éducatives et économiques, propres à amener toutes les classes à comprendre leurs devoirs sociaux. L'ordre que les audaces du capitalisme trouble gravement, suivant leur petit jugement, arriverait à se rétablir.

Leur chimère fait penser à ce que Renan écrivait sur les cultes helléniques : « Essentiellement municipale et politique à son origine... la religion d'Athènes ne fut d'abord que la consécration religieuse du patriotisme et des institutions de la cité. C'était le culte de l'Acropole; Aglaure et le serment que prêtaient sur son autel les jeunes Athéniens n'a pas d'autre sens; à peu près comme si la religion consistait chez nous à tirer à la conscription, à faire l'exercice et à honorer le drapeau. Cela devait bientôt devenir assez fade ; cela n'avait rien d'infini, rien qui touchât l'homme par sa destinée, rien d'universel (1). » En définitive, toute cette religion sociale

(1) RENAN, *Saint Paul*, p. 183.

manquait de valeur religieuse; les *catholiques sociaux* songent à faire rétrograder le christianisme vers cette médiocrité.

Le catholicisme ne pourra se rajeunir que s'il se produit dans son sein une crise sous l'action d'hommes formés à la vie spirituelle dans les instituts monastiques; il réagira ainsi contre la médiocrité; de nombreuses expériences historiques montrent que de telles crises peuvent provoquer de prodigieux effets de grandeur. Il ne faut pas se dissimuler cependant que les difficultés sont particulièrement considérables aujourd'hui : si, en effet, comme l'affirme Hegel, l'art, la religion et la philosophie forment la trilogie de l'esprit libre, il est difficile de croire qu'un des éléments puisse s'élever jusqu'au sublime alors que les autres demeureraient frappés d'une complète impuissance. L'extrême bassesse de l'esthétique catholique actuelle gênera beaucoup toute tentative de renaissance religieuse.

c) La philosophie est bien plus sensible à la personnalité que l'art et la religion, parce que l'art et la religion sont généralement soutenus par des organisations sociales qui sont propres à assurer la durée d'une tendance.

Si extraordinaires que puissent être les expériences religieuses des grands mystiques, il se rencontre beaucoup d'hommes qui désirent ardemment imiter leur genre de vie; des instituts monastiques se créent pour perpétuer leurs exemples de piété et ils soutiennent, pendant un temps plus ou moins long, la

foi au-dessus des niveaux de la médiocrité; lorsque la décadence survient, des novateurs ne tardent pas à surgir, en sorte que le catholicisme peut surmonter tous les fléchissement successifs que lui impose la faiblesse humaine.

Durant la période gothique, les arts ont eu une constitution aussi solide que celle que peut avoir un système de production; c'est qu'ils étaient alors mêlés, de la façon la plus intime, aux métiers. La Renaissance changea complètement la situation des artistes, qui ne furent plus confondus avec les artisans et qui s'élevèrent au rang occupé par les lettrés. Suivant de bons auteurs, le nouveau régime eut une influence désastreuse sur les destinées de l'art (1). Celui-ci dépendit, beaucoup plus qu'auparavant, de la personnalité; l'histoire des maîtres remplaça l'histoire de l'art; souvent les écoles des hommes de premier ordre n'eurent pour représentants que des personnages de profonde décadence; seule l'architecture continua à présenter des suites offrant une certaine régularité, parce qu'elle dépend étroitement des procédés traditionnels adoptés par les bâtisseurs.

Dans la philosophie, ce qui est vraiment essentiel, c'est ce qui échappe totalement à la transmission faite par l'enseignement; les maîtres signalent à leurs contemporains de nouvelles manières de prendre contact avec la réalité; les disciples dénaturent leurs intuitions, parce qu'ils prétendent les incorporer à

1) MÜNTZ, *loc. cit.*, pp. 79 et 194 ; *Raphaël*, pp. 80-82.

des théories d'une « métaphysique figée et morte » ; la véritable grandeur du philosophe original apparaît quand il regarde le monde sans esprit sectaire ; mais ces moments sont rares dans sa vie ; « le maître, en tant qu'il formule, développe, traduit en idées abstraites ce qu'il apporte, est déjà, en quelque sorte, un disciple vis-à-vis de lui même » (1).

Ainsi la grandeur n'est même qu'accidentelle chez l'immense majorité des maîtres les plus illustres ; la médiocrité scolaire tend, tout de suite, à fausser leurs conceptions. On pourrait, je crois, se représenter la philosophie par l'image suivante : quelques feux allumés par des hommes d'un génie extraordinaire, en des instants d'heureuse inspiration, vacillent au milieu du brouillard ; très peu de personnes songent à se diriger sur ces phares ; la masse médiocre navigue au hasard, en bavardant.

Les transformations que le marxisme a subies illustrent fort bien la théorie de la médiocrité. Les écrivains de la social-démocratie, qui ont prétendu expliquer, appliquer ou étendre la doctrine de leur prétendu maître, étaient des hommes d'une remarquable vulgarité ; il paraît d'ailleurs que Marx ne se faisait pas d'illusions sur le talent de ceux qui se donnaient pour les représentants authentiques du marxisme. Il ont attaché, le plus souvent, une importance majeure à des parties de l'œuvre qui étaient

(1) BERGSON, *Introduction à la métaphysique*, dans les *Cahiers de la Quinzaine*, IV^e série, 12^e cahier, pp. 22-23.

déjà frappées de caducité; ils n'ont pas compris la valeur des idées qui sont destinées à assurer la gloire à Marx (1).

La grande erreur de Marx a été de ne pas se rendre compte du pouvoir énorme qui appartient à la médiocrité dans l'histoire; il ne s'est pas douté que le sentiment socialiste (tel qu'il le concevait) est extrêmement artificiel (2); aujourd'hui, nous assistons à une crise qui menace de ruiner tous les mouvements qui ont pu être rattachés idéologiquement au marxisme. Gustave Le Bon, qui observe uniquement les formes communes du socialisme politique, soutient qu'il reproduit de vieilles superstitions : « La foi socialiste rend aux simples l'espérance que les dieux ne lui donnaient plus, et les illusions que la science leur avait otées (3). » Cette régression des idées socialistes vers des chimères archaïques nous montre, encore une fois, la victoire remportée par la médiocrité sur le génie.

V

Il ne manquera pas de sociologues pour dire que cette étude conclut à la justification scientifique de la démocratie. Voici le raisonnement qu'ils tiendraient :

(1) On a vraiment quelquefois envie de comparer les docteurs de la social-démocratie aux harpies qui souillaient tout ce qu'elles touchaient.

(2) G. SOREL, *Insegnamenti sociali*, p. 342.

(3) GUSTAVE LE BON, *Psychologie politique*, p. 359.

pour établir des lois qui assurent le mieux le bonheur des hommes, qui aient le plus de chance de durer et qui satisfassent le mieux l'esprit des philosophes attachés aux réalités, il faut observer comment la nature des choses sociales se révèle dans le plus grand nombre des cas, au cours de l'histoire ; il faut que les lois s'adaptent aux tendances les moins pénibles, les plus fortes et les plus générales de l'esprit humain ; or, au fur et à mesure que nous avons considéré des régions dans lesquelles notre intelligence se manifeste plus librement, nous avons reconnu que la médiocrité exerce son empire d'une manière plus complète. Ce que dans cette étude on a appelé du nom péjoratif de *médiocrité*, est ce que les écrivains politiques nomment *démocratie* ; il est donc démontré que l'histoire réclame l'introduction de la démocratie.

En 1848, le gouvernement provisoire fut assez naïf pour proclamer qu'il aspirait à voir remettre le pouvoir à la médiocrité ; Proudhon dénonça avec indignation une circulaire que le ministre de l'Instruction publique avait adressée aux recteurs pour leur expliquer cette belle doctrine : « Le ministre, disait-il, le 22 mars 1848, exprime le désir que les instituteurs primaires se portent candidats à la députation non pas parce que suffisamment éclairés, mais quoique non suffisamment éclairés... Qui ne voit que, dans la pensée du ministre, l'instituteur primaire est la médiocrité envieuse, qui n'a rien inventé, qui n'inventera rien, destinée à servir de ses votes silencieux la guerre aux riches et l'arbitraire démocratique ? A ce titre, je proteste contre cette candidature, tran-

chons le mot, contre cette prostitution des instituteurs. De même donc que la monarchie constitutionnelle, cherchant à s'entourer d'une aristocratie du talent et de la fortune, fait appel aux notabilités, de même la *démocratie compose son patriciat de médiocrités* (1). »

Aujourd'hui, beaucoup d'Intellectuels trouvent avantageux pour leurs intérêts de présenter des apologies de la démocratie; ils ont été habitués, grâce à leur éducation classique, à regarder l'histoire comme une sorte d'épopée; ils s'ingénient, en conséquence, à imaginer des sophismes propres à démontrer que la médiocrité démocratique engendre la grandeur sociale. Nous avons rencontré, au cours de cette étude, un des plus effrontés de ces sophismes, celui de la loi de régression apparente ; on prétend, grâce à elle, transformer les plongeons dans la décadence en un vol hardi vers les sommets les plus élevés que peut désirer l'esprit.

Cette apologie de la démocratie n'est pas sans offrir des dangers sérieux; elle a conduit à l'anarchie beaucoup de jeunes gens, il y a une vingtaine d'années : ils entendaient vanter, dans le style le plus grandiloquent, la grandeur de la démocratie et ils ne rencontraient que démocrates aussi médiocres au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel et complètement étrangers à toute idée d'art. Cet ancien mouvement anarchiste a eu une valeur à titre d'*antici-*

(1) PROUDHON, *Solution du problème social*, pp. 58-59.

pation; il a montré que les esprits étaient, en France, désireux de trouver de la grandeur; il ne faut pas s'étonner si de nombreux anarchistes se jetèrent dans le syndicalisme révolutionnaire qui leur parut propre à réaliser de la grandeur.

Au mois de mai 1899, j'ai publié, dans la *Rivista italiana di sociologia*, un article sur le marxisme et la science sociale; je le terminais en exprimant le vœu que le socialisme se transformât en une philosophie des mœurs; ce changement aurait infusé de la grandeur à un mouvement qui en manquait alors à peu près au même degré que la démocratie elle-même. C'est seulement quelques années plus tard que j'ai pu esquisser une solution du problème que j'avais posé : les *Réflexions sur la violence* sont une philosophie morale fondée sur l'observation des faits qui se produisaient dans le syndicalisme révolutionnaire; il est à peine nécessaire de dire que ce livre est demeuré inintelligible pour les démocrates et, en général, pour toutes les personnes qui ne comprennent pas les lois de la grandeur et de la décadence.

L'heure présente n'est pas favorable à l'idée de grandeur : mais d'autres temps viendront; l'histoire nous apprend que la grandeur ne saurait faire indéfiniment défaut à cette partie de l'humanité qui possède les incomparables trésors de la culture classique (1) et de la tradition chrétienne. En attendant

(1) On sait quelle importance Proudhon attachait à la culture classique.

les jours du réveil, les hommes avertis doivent travailler à s'éclairer, à discipliner leur esprit et à cultiver les forces les plus nobles de leur âme (1), sans se préoccuper de ce que la médiocrité démocratique pourra penser d'eux (2).

(1) C'est pourquoi Proudhon doit être regardé comme un maître, dont la gloire est appelée, sans doute, à grandir beaucoup.

(2) En achevant de corriger les épreuves de ce livre, je me souviens d'une lettre dans laquelle Flaubert a exprimé la haine qu'il éprouvait pour la médiocrité triomphante. Il écrivait en 1852 qu'il voulait composer un dictionnaire des idées reçues : « La préface surtout m'excite fort : ce serait la glorification historique de tout ce qu'on approuve ; j'y démontrerais que les majorités ont toujours eu raison, les minorités toujours tort. J'immolerais les grands hommes à tous les imbéciles... Ainsi pour la littérature, j'établirais... que le médiocre étant à la portée de tous est le seul légitime et qu'il faut donc honnir toute espèce d'originalité comme dangereuse, sottise, etc... Je rentrerais par là dans l'idée démocratique moderne d'égalité. » (*Correspondance*, tome II, pp. 157-158.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
AVERTISSEMENT POUR LA SECONDE ÉDITION.....	13
CHAPITRE PREMIER. — Premières idéologies du progrès.	
I. Querelle des anciens et des modernes. — Question des bons modèles en religion et en littérature. — Les gens du monde contre Boileau. — Triomphe des bons ouvriers du langage.....	15
II. Mœurs de la fin du xvii ^e siècle. — Philosophie de Fontenelle. — Origines politiques des idées sur la nature. — Pascal contre le rationalisme superficiel. — Le cartésianisme et les gens du monde	29
III. Idée d'une pédagogie de l'humanité. — Les vulgarisateurs. — Condorcet conçoit l'instruction populaire sur un modèle aristocratique ; ses illusions relatives aux résultats de l'instruction	48
CHAPITRE II. — La bourgeoisie conquérante.	
I. Création des administrations royales. — Croissance d'une classe de commis. — Importance de la bonne administration. — Besoin de tranquillité. — Contrôle fiscal des Parlements.....	65
II. Caractères de l'idéologie d'une classe de commis. — Grande liberté laissée aux théoriciens. — Passage à la pratique en trois courants.....	80

	Pages
III. Théories contractuelles. — Obscurité du livre de Rousseau. — Raisons du succès d'une doctrine abstraite. — Origines des idées contractuelles et système de Locke. — Entente des associés. — La volonté générale. — Interprétations contradictoires du <i>Contrat social</i>	92
IV. Les physiocrates. — Leurs conceptions administratives. — Leur théorie de la propriété et des fondations. — Succès de leur système juridique après la Révolution.....	108
V. Les gens de lettres. — Leur influence provient de la place que leur fait la noblesse. — Leur véritable rôle dans l'aristocratie. — Absence d'esprit critique	120
 CHAPITRE III. — La science au XVIII^e siècle.	
I. La science comme objet de curiosité. — Idées de Diderot. — <i>L'Encyclopédie</i> . — Connaissances générales nécessaires aux administrateurs. — Découvertes qui font concourir de grandes espérances	137
II. Applications des mathématiques aux questions sociales. — Illusions de Condorcet. — Raisons de l'erreur commise alors. — Maintien d'une fausse science des probabilités.....	155
 CHAPITRE IV. — L'audace du Tiers-Etat.	
I. Prudence de Rousseau en présence des questions pratiques. — Audace croissante de Turgot. — Confiance que la Révolution américaine donne aux idéologues.....	173
II. Retour à la nature. — Importance des lumières. — Puissance transformatrice de l'éducation... ..	185
III. Littérature relative aux sauvages. — Descriptions du P. Charlevoix. — Indifférence pour l'état existant.....	197

IV. Progrès économiques. — Nouvelles préoccupations des administrateurs. — Accroissement de l'audace révolutionnaire avec le progrès matériel	206
---	-----

CHAPITRE V. — Théories du progrès.

I. Discours de Turgot. — Différences avec Bossuet ; préoccupations bourgeoises. — Formation du progrès au milieu des hasards. — Le progrès matériel au moyen âge.....	215
II. Défense de l'ordre nouveau par Mme de Staël. — Nouveaux principes de critique littéraire. — Fusion des civilisations. — Le christianisme. — La violence.....	228
III. Naissance de l'idée d'évolution à la suite des guerres pour l'indépendance des nations. — La formation historique du droit et la conscience juridique. — L'évolution est le contraire du progrès	238
IV. Tocqueville et la marche nécessaire vers l'égalité. — Proudhon et les objections de Marx. — Abandon de l'idée de nécessité par Proudhon : le progrès moral.....	250
V. Le progrès dans la littérature démocratique. — Théorie de P. Lacombe : ses caractères naïvement illusoire ; ce qu'elle renferme d'aveux sur la démocratie.....	265
VI. Le progrès réel ou progrès technique de la production. — Coup d'œil sur le progrès des machines. — Idéologie contemporaine.....	276

APPENDICE. — Grandeur et décadence.

I. Evolutions cycliques des philosophes grecs. — La loi de régression apparente. — Significations des communismes des primitifs et des programmes socialistes.....	287
--	-----

	Pages
II. Dégénérescence du droit : système pénal; — divorce; — influences des pratiques commerciales et de la richesse mobilière.....	96
III. Les faits uniques dans l'histoire. — Raisons du droit romain. — La Renaissance et la Révolution française. — Vues générales sur les révolutions.	307
IV. Génie et médiocrité. — Arts de divertissement: corruption des arts d'éducation et de puissance. — Religions : rôle moderne de la médiocrité. — Philosophies	312
V. Conclusions sur la démocratie.....	332

32

BIBLIOTHÈQUE
du
MOUVEMENT PROLÉTARIEN
III

GEORGES SOREL

La décomposition
du marxisme

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES & SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE ET C^{ie}

31, rue Jacob

—
1910

149953
71519

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
I. — Formation des utopies. — Passage aux réformes sociales avant 1848. — Ascension des ouvriers à la petite bourgeoisie par l'association de production et par le trade-unionisme. — La paix sociale dans Vidal et dans Considérant	13
II. — Lutte des pauvres contre les riches. — Les blanquistes. — Intervention des partis. — L'État populaire et ses <i>machines</i> . — Souvenirs de la Révolution : identification établie entre le régime féodal et le capitalisme. — Ascension du prolétariat à la bourgeoisie par l'autorité.....	22
III. — Dualisme dans le <i>Manifeste communiste</i> ; mesures révolutionnaires et théories voisines de celles des utopistes. — Craintes qu'éprouvait Bernstein au sujet de la capacité politique de la social-démocratie. — Abandon du marxisme par les politiciens ...	30
IV. — Différences entre Marx et les utopistes. — Pas de critique juridique de la propriété privée. — Sophismes de Thompson et de Pecqueur. — Organisation de la production réalisée par le capitalisme. — Régularisation des salaires par l'équilibre économique. — Travail futur fondé sur les usages légués par le capitalisme.....	36
V. — Ce qu'il y a d'essentiel dans les notions révolutionnaires de Marx : idée de classe. — Théorie ancienne de la destruction de l'Etat. — Les Intellectuels. — Analogie de la révolution blanquiste et de la théorie hégélienne, d'après Bernstein ; leurs différences. — Les mythes sociaux.....	48
VI. — Renaissance de l'idée révolutionnaire : rôle de F. Pelloutier. — Réaction du syndicalisme sur les marxistes. — Épuration du marxisme. — Grève générale. — La démocratie et le trade-unionisme protégé. — Impossibilité de prévoir l'avenir. — Les renaissances	60

AVANT-PROPOS

Pendant longtemps, les écrivains socialistes ont cru que Marx avait créé un corps de doctrines au moyen desquelles on pouvait atteindre ce triple résultat : démontrer que les attaques dirigées contre le capitalisme par les classes ouvrières sont les conséquences irréfutables d'une analyse scientifique de la production ; fonder sur la philosophie l'attente d'une révolution très prochaine, qui remplacerait le capitalisme par le communisme ; trouver, dans une investigation nouvelle de l'histoire, des règles propres à diriger, manière sûre, la politique des partis révolutionnaires. En Allemagne, on regardait le système marxiste comme étant au-dessus de toute critique ; la faiblesse des arguments que les professeurs des Universités allemandes avaient opposés au marxisme, justifiait, dans une certaine mesure, l'orgueil de ses partisans.

Dans un livre publié en 1886, et qui a fait « autorité dans la science », d'après Ch. Andler (1), un professeur célèbre de Vienne reprochait à Marx et à Engels de ne pas avoir décrit le monde qu'ils aspiraient à voir se réaliser : « Je considère, disait-il, l'exposé d'un état social parfait, non seulement comme *tout à fait scientifique*, mais même comme indispensable, si le mouvement socialiste doit atteindre ses buts, même en partie seulement (2). » Il est évident qu'en Autriche, on entend encore le mot *scientifique* dans un sens archaïque qu'on ne lui connaît plus en France ; il n'existe aucun moyen de produire un pareil tableau d'avenir sans tomber dans les fantaisies ou même dans l'absurde.

(1) Anton MENDER, *Le droit au produit intégral du travail*, trad. franç., p. I.

(2) Anton MENDER, *op. cit.*, p. 150.

« Aucune critique, si exacte soit-elle, des institutions existantes, écrivait-il encore, n'est *justifiée*, aussi longtemps qu'on n'a pas montré suffisamment la possibilité d'un état meilleur... Les nations ne se décideront jamais à une expérience sociale profonde, si on n'a pas construit d'abord une théorie de droit public socialiste, d'après des données conformes à l'expérience (1). » L'auteur prendrait-il les socialistes pour des étudiants auxquels il aurait à faire passer un examen? Sans attendre sa permission, les classes ouvrières sont entrées en lutte contre les institutions existantes; elles ne font pas une critique, mais un siège; les classes possédantes font fabriquer par leurs publicistes des théories de droit public destinées à excuser leurs capitulations; ce sont ces publicistes de la défaillance bourgeoise qui transforment une guerre très réelle en une discussion idéologique — dont les interprètes sérieux du mouvement prolétarien ne se soucient guère.

Les marxistes ont poussé la méchanceté jusqu'à ne pas tenir compte des principes qui ont été regardés comme essentiels à tout socialisme par Anton Menger: celui-ci ne peut pas arriver à savoir « si c'est le droit au produit intégral du travail ou le droit à l'existence qui doit former la base de l'organisation juridique future (2) dans leur doctrine. En 1886, on ne connaissait pas encore la lettre de Marx sur le programme de Gotha; si notre auteur avait pu soupçonner que, suivant Marx, les salaires devraient être réglés, après la révolution sociale, suivant des principes empruntés au régime capitaliste, il aurait rayé Marx de la liste des écrivains socialistes. On ne saurait, en effet, être socialiste, si on formule des opinions qui ne cadrent pas avec les classifications établies par un professeur aussi notable qu'Anton Menger.

Par suite de leur goût pour les recherches biblio-

(1) Anton Menger, *op. cit.*, p. 157.

(2) Anton Menger, *op. cit.*, p. 144 et pp. 147-148.

graphiques, les professeurs allemands s'occupaient beaucoup de rechercher les sources auxquelles pouvaient avoir puisé Marx et Engels. Celui-ci ayant affirmé que son ami avait renouvelé le socialisme en y introduisant la théorie de la plus-value et la conception matérialiste de l'histoire (1), Anton Menger s'efforce d'établir qu'Engels était mal renseigné sur les anciens écrivains socialistes (2), que William Thompson est le véritable inventeur de la plus-value (3) et qu'il faut être « un ignorant ou un charlatan » pour attribuer à Marx une doctrine empruntée à des prédécesseurs qui l'ont parfois dépassé « en profondeur et en pénétration » (4). Tout le monde sait combien les discussions relatives aux priorités scientifiques engendrent de polémiques violentes et combien elles sont peu capables d'éclairer les principes.

La stérilité de la critique allemande a été constatée par un écrivain plein de tact et de finesse, Benedetto Croce, qui félicite Werner Sombart d'avoir, en 1894, rompu avec les usages de ses collègues universitaires et cherché vraiment à pénétrer la pensée intime de Marx (5).

Il faut reconnaître que le système de Marx présente des difficultés considérables pour la critique, parce que l'auteur n'en a point donné un exposé didactique. Benedetto Croce dit que le *Capital* est un « mélange bizarre de théories générales, de polémiques et de satires amères, d'illustrations et de digressions historiques » (6). Il faut chercher à découvrir la pensée de l'auteur; et ce travail n'est pas sans offrir de mul-

(1) Anton MENGGER, *op. cit.*, pp. 113 et 138. A. Menger ne cherche pas les sources de la conception matérialiste de l'histoire, qui lui semble fausse (p. 170), mais qu'il connaît fort mal.

(2) Anton MENGGER, *op. cit.*, p. 74 et p. 133.

(3) Anton MENGGER, *op. cit.*, p. 78, p. 114, pp. 137-138.

(4) Anton MENGGER, *op. cit.*, p. 3.

(5) Benedetto CROCE, *Matérialisme historique et économie marxiste*, trad. franç., p. 99.

(6) Benedetto CROCE, *op. cit.*, p. 94., cf. pp. 129-132.

tiples causes d'erreur. On a souvent accordé trop de portée à de brèves réflexions qui surgissent au milieu de récits, qui, « prises rigoureusement, sont inexactes, et qui nous semblent (elles le sont, en effet) chargées et pleines de vérités » (1). Il faut un véritable travail d'interprétation lorsque les formules de Marx sont données, comme cela arrive parfois, sous une forme satirique. Enfin, nous trouvons, çà et là, de grandes images dont le sens paraît avoir longtemps échappé aux marxistes et qui prennent, aujourd'hui seulement, toute leur valeur, depuis que le syndicalisme révolutionnaire nous montre d'une manière si claire ce qu'est la lutte de classe.

L'attitude des disciples de Marx a beaucoup contribué à rendre stérile toute critique; c'est qu'en effet, la critique s'exerce normalement, sur les développements que l'école donne à la doctrine d'un maître, plutôt que sur cette doctrine elle-même; or, il se trouve que les marxistes, au lieu de développer l'œuvre magistrale, se sont livrés à de si nombreuses fantaisies que les gens sérieux ne les ont pas, généralement, considérés comme des interprètes autorisés de Marx. Celui-ci est donc demeuré isolé.

Personne n'a songé à croire, par exemple, que le matérialisme historique puisse consister dans les paradoxes, les drôleries ou les naïvetés que Paul Lafargue a écrites sur les origines du droit, de la morale ou des religions (2). Marx n'aurait jamais songé que « le panthéisme et la transmigration des âmes de la Kabbale sont des expressions métaphysiques de la

(1) Benedetto CROCE, *op. cit.*, p. 130.

(2) Le chef-d'œuvre du genre est, je crois, l'article sur le *mythe de l'immaculée conception*, inséré dans le *Devenir social* de mai 1896. L'auteur ne parle pas d'ailleurs de l'immaculée conception de la Vierge, exemple du péché originel, mais de la naissance virginale du Christ. Il nous apprend aux dernières lignes que dans un concile, « à la majorité d'une voix, l'Eglise chrétienne, fondée sur l'antique mythe féminin de l'immaculée conception, décida que la femme avait une âme tout comme l'homme ». Il possède évidemment un recueil spécial des conciles.

valeur des marchandises et de leur échange » (1). Etonné du peu de bruit que font ses découvertes, Paul Lafargue a déclaré que, par suite de l'ignorance et des préjugés des historiens bourgeois, les socialistes ont le « monopole » du matérialisme historique (2). Kautsky a publié, dans la revue officielle de la social-démocratie allemande presque toutes les facéties que Paul Lafargue a présentées comme des applications du marxisme, et il leur a ainsi accordé une véritable approbation, qui n'a pas peu contribué à faire regarder l'école marxiste comme ridicule.

Constatant que les hommes compétents séparaient si complètement Marx et ses disciples, ceux-ci en vinrent à supposer que leur maître devait occuper dans l'histoire de la pensée humaine un rang tout à fait extraordinaire; on le regarda, par exemple, comme le seul homme qui eût mérité d'occuper la place abandonnée par Hegel (3), à titre de souverain arbitre de la philosophie. Ainsi Ch. Bonnier écrivait, en 1895: « Un reproche que l'on fait fréquemment aux socialistes, c'est que ni Marx, ni le *Capital* n'aient encore trouvé de successeur; ceci prouve seulement l'incapacité de notre époque à comprendre aussi bien l'histoire de la philosophie que la philosophie de l'histoire. De même que Hegel n'a trouvé de successeur que vers le milieu de ce siècle, de même n'apparaîtront les successeurs de Marx et d'Engels que lorsque la période du capitalisme sera terminée » (4). En attendant, il

(1) *Devenir social*, août 1895, p. 477. Benedetto Croce a relevé beaucoup de bévues commises par Paul Lafargue dans l'article sur Campanella auquel est empruntée cette belle découverte; on peut y ajouter celle-ci: l'auteur prend pour un masculin singulier le mot *Sephiroth* qui est un féminin pluriel.

(2) P. LAFARGUE, *La méthode historique de Karl Marx*, p. 4. Lire dans une note de la page 14 d'amusantes réflexions sur « les grues métaphysiques et éthiques, la Justice, la Liberté, la Patrie, qui font le trottoir dans les discours académiques et parlementaires, les programmes électoraux et les réclames mercantiliques ».

(3) Sur les analogies encore mal déterminées de Marx et de Hegel, cf. Benedetto CROCE, *op. cit.*, pp. 133-136.

(4) *Devenir social*, juillet 1895, p. 370.

fallait prendre son parti de la stérilité de l'école marxiste. Plus curieuse encore est cette phrase de Paul Lafargue: « Il est hardi, même pour la mettre hors de contestation, de toucher à l'œuvre [de Marx et d'Engels] de ces deux géants de la pensée, dont les socialistes des deux mondes n'auront peut-être, jusqu'à la transformation de la société capitaliste, qu'à *vulgariser* les théories économiques et historiques » (1).

Ces sentiments d'humilité religieuse que Paul Lafargue exprimait si naïvement, paraissent avoir existé chez un très grand nombre de marxistes et les avoir empêchés de suivre les excellents conseils que leur proposait Benedetto Croce, en 1897 : « Débarrasser la pensée de Marx de la forme littéraire qu'il lui a donnée; étudier à nouveau et complètement les questions qu'il s'est posées; leur donner des formules nouvelles et plus précises, de nouveaux développements et de nouvelles illustrations historiques » (2). Il aurait fallu, pour remplir ce programme, une grande indépendance d'esprit; les marxistes aimaient mieux faire des résumés qui semblaient à Benedetto Croce plus obscurs que le texte du maître. On peut remarquer, dans une très grande partie de la littérature marxiste, un effort constant pour reproduire des phrases du *Capital*, en sorte qu'on croirait quelquefois que ces auteurs sont plus familiers avec les procédés de composition des liturgistes qu'avec les méthodes scientifiques modernes.

L'école marxiste se trouvait ainsi caractérisée par des fantaisies visiblement étrangères au système de Marx, et par un immobilisme tenant de la servilité. La doctrine pouvait donc paraître toujours intacte au milieu de l'écoulement universel, parce que la vie se retirait d'elle de plus en plus; on aurait pu comparer, il y a dix ans, le marxisme à un très vieil arbre dont l'écorce durcie enveloppe un cœur vermoulu. C'est alors

(1) *Devenir social*, avril 1897, p. 290.

(2) Benedetto Croce, *op. cit.*, p. 114.

que Ch. Andler annonça que le moment était venu d'écrire l'histoire de la décomposition du marxisme; mais Bernstein venait de faire de hardies tentatives pour rendre la vie à l'arbre, dont la fin n'était pas aussi prochaine que pensait le professeur français.

Marx avait écrit le *Capital* au moyen d'observations faites sur l'Angleterre; mais durant les trente années qui avaient suivi cette publication, bien de grands changements s'étaient produits dans l'industrie, dans la politique et dans la vie anglaises; le meilleur moyen à employer pour rajeunir le marxisme semblait être de reprendre les enquêtes au point où le maître les avait laissées, et de compléter le *Capital* en raison du développement des classes ouvrières d'Angleterre. Dans la préface de son livre, Marx avait dit aux Allemands qu'il devaient aller chercher dans la patrie du capitalisme les tendances fondamentales qui caractérisent le régime moderne; il avait écrit cette phrase à la fois vague et paradoxale, que l'on a si souvent reproduite, comme une loi historique d'une portée merveilleuse: « Le pays le plus développé industriellement montre à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle, l'image de leur propre avenir. »

Le phénomène qui frappe le plus l'observateur de l'Angleterre contemporaine est évidemment le trade-unionisme. Bernstein, en regardant cette forme d'organisation syndicale comme étant appelée à s'imposer à tous les pays qui marchent sur la voie du capitalisme, Bernstein croyait être fidèle aux principes les plus incontestés de Marx; mais les représentants officiels de l'école n'admettaient pas qu'on pût être assez hardi pour reconnaître, grâce à des principes qu'ils déclaraient sacrés, des faits contraires à la thèse de la lutte de classe. Le trade-unionisme a pour objet de régler à l'amiable les conflits qui se produisent entre patrons et travailleurs; s'il doit se généraliser, il devient impossible de dire que le mécanisme de la production capitaliste aggrave les conflits industriels au point de les transformer en lutte de classe. Les

anciens amis de Bernstein, ne pouvant s'expliquer comment celui-ci avait pu se mettre à observer pour compléter l'œuvre de son maître, au lieu de faire comme eux des résumés de résumés, pensèrent qu'un tel scandale devait tenir à des causes très impures; ils accusèrent Bernstein d'avoir été acheté par les capitalistes et ils le traitèrent aussi mal que le Moyen Age avait traité les excommuniés. Je ne veux pas insister sur ce vilain chapitre de l'histoire de la social-démocratie.

Bernstein, persuadé qu'il était demeuré fidèle à l'esprit de Marx, chercha à expliquer comment le développement de la doctrine du maître avait pu le conduire à des résultats si contraires aux thèses enseignées dans l'école; il fut ainsi amené à se demander si le système primitif de Marx ne renfermerait pas des principes contradictoires, parmi lesquels il s'en trouverait qui correspondraient à ses nouvelles conceptions. Il proposa, en 1899 une théorie sur laquelle l'attention ne me semble pas avoir été assez portée.

Il y aurait eu, suivant lui, dans le socialisme moderne, deux courants principaux: « L'un, *constructif*, continue les idées de réforme exposées par des penseurs socialistes; l'autre emprunte ses inspirations aux mouvements populaires révolutionnaires et ne vise, de fait, qu'à *détruire*. Suivant les possibilités du moment, l'un apparaît comme *utopique, sectaire* (1), *pacifiquement évolutionniste*, l'autre comme *conspirateur, démagogique, terroriste*. Plus nous approchons des temps présents, plus catégorique est le mot d'ordre: ici, émancipation par *l'organisation économique* et là, émancipation par *l'expropriation politique*... La théorie marxiste chercha à combiner les fonds essentiels des deux courants... Mais cette combinaison ne signifiait pas la suppression de l'antagonisme; elle

(1) *Sectaire* dans la langue de Marx veut dire *doctrinaire*; cf. *Les prétendues scissions de l'Internationale*, p. 24.

était plutôt un compromis tel qu'Engels le proposait aux socialistes anglais dans son écrit, *La situation des classes ouvrières*: subordination de l'élément spécifiquement socialiste à l'élément politico-radical et socialo-révolutionnaire. Et quelle qu'ait été l'évolution effectuée au cours des années par la théorie marxiste, elle n'a jamais su se défaire de ce compromis, ni de son dualisme » (1).

Cette manière de concevoir les choses indignait fort Kautsky, qui répondait, peu après, que Marx avait réconcilié le socialisme utopique et le mouvement révolutionnaire en une unité plus haute (!); qu'il n'y avait, en conséquence, ni dualisme, ni compromis; que la prétendue découverte de Bernstein avait seulement pour but d'enlever au marxisme son esprit révolutionnaire qui constitue sa vie. Le seul dualisme que l'on pût reconnaître dans l'activité de Marx et d'Engels consisterait en ce qu'ils furent à la fois hommes de science et hommes de lutte: l'homme de science pèse le pour et le contre, avant de prendre une résolution, tandis que l'homme de lutte est obligé d'agir sans avoir eu toujours le temps de réfléchir longuement. « Ce n'est pas apprécier de tels hommes avec l'impartialité de l'histoire que de déduire de la dualité de leurs fonctions, des contradictions dans leurs théories ou même des fautes d'ordre intellectuel » (2).

Kautsky était persuadé que Marx avait si bien utilisé les recherches et les hypothèses faites avant lui, qu'il était parvenu à la vérité scientifique; reconnaître que le marxisme eût soudé artificiellement deux systèmes contradictoires, c'était avouer qu'il y avait quelque chose d'insuffisant dans la doctrine; pour rien au monde, Kautsky n'aurait consenti à prononcer un pareil blasphème. La social-démocratie aurait donc commis, suivant lui, une grave imprudence si

(1) Ed. BERNSTEIN, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, trad. franç., pp. 53-54.

(2) KAUTSKY, *Le marxisme et son critique Bernstein*, trad. franç., pp. 68-70.

elle s'était engagée dans les voies nouvelles qui menaient on ne savait où, au lieu d'appliquer toute son intelligence à défendre les principes certains qu'elle avait reçus.

Les idées de Bernstein furent accueillies avec beaucoup de faveur par les gens qui désiraient voir le marxisme échapper à cet immobilisme dans lequel Kautsky prétendait le retenir ; en signalant l'incohérence du système, Bernstein montrait la nécessité de chercher de nouveaux équilibres, toujours instables et provisoires, entre les tendances fondamentales du socialisme moderne ; ainsi la vie était introduite dans une doctrine jusqu'alors condamnée à la stérilité ; mais c'était une décomposition du marxisme (1).

En France, l'étude des organisations syndicales a conduit à se demander s'il n'y aurait pas lieu de considérer une décomposition du marxisme autre que celle que Bernstein a examinée. Ce que le marxisme a emprunté aux anciennes tendances socialistes constitue ce qui frappe le plus ; mais il se pourrait que Marx eût ajouté quelque chose, qui constituerait ce que j'appellerai le *marxisme de Marx* ; cette partie est demeurée cachée longtemps parce qu'il n'y avait pas encore d'organisations ouvrières importantes qui lui correspondissent, et Bernstein ne l'a pas reconnue parce qu'il ne connaît bien que l'Angleterre et l'Allemagne. Je me propose de montrer ici comment je conçois cette nouvelle manière de comprendre la décomposition du marxisme.

(1) Bernstein proclamait, au grand scandale de ses anciens camarades, que le but final n'est rien et que le mouvement est tout (*op. cit.*, p. 278). Il entrait ainsi dans l'esprit de la philosophie contemporaine, qui ne s'occupe ni du point de départ, ni du point d'arrivée des choses changeantes, mais des forces qui, à chaque instant, font incliner le mouvement dans le sens que l'on constate.

I

Formation des utopies. — Passage aux réformes sociales avant 1848. — Ascension des ouvriers à la petite bourgeoisie par l'association de production et par le trade-unionisme. — La paix sociale dans Vidal et dans Considérant.

a) Les écrivains auxquels on donne le nom d'utopistes font constamment appel aux sentiments de justice quand ils prônent des reconstructions de la société. Dans toute organisation réelle il y a des situations pour lesquelles le droit établi blesse l'opinion ; il ne peut en être autrement ; si perfectionné que soit un système juridique, il ne saurait s'appliquer parfaitement à tous les cas — pas plus que la science ne saurait être parfaitement adéquate à la nature. On ne pourrait créer une apparente identification universelle qu'en introduisant de la souplesse dans un système dont le caractère est d'être rigide : de l'arbitraire dans le droit et de l'empirisme dans la science. Lorsque l'opinion est fortement saisie de cas anormaux, elle exige qu'il soit procédé à un changement des règles juridiques, en vue de faire disparaître la discordance qui la choque ; c'est ainsi que les réformes sont exécutées en vue d'accroître le respect pour le droit et de consolider le système existant.

Par exemple, bien que toutes nos législations matrimoniales soient fondées sur la doctrine ecclésiastique du mariage, qui proclame l'indissolubilité de l'union sexuelle, il a bien fallu admettre que certains cas exigeaient la séparation des époux ; de nos jours les gens de lettres ont si fort insisté sur certains inconvénients de cette séparation que l'on a adopté en France une loi sur le divorce, qui a semblé à beaucoup de personnes nécessaire pour renforcer le respect dû au mariage.

Comme ce sont surtout les gens de lettres qui agissent ainsi sur l'opinion et lui signalent les méfaits qui résultent de l'application de certaines règles, on peut dire qu'il y a toujours à côté de la justice des juristes une justice romanesque, pleine d'arbitraire et de paradoxe, dans laquelle peuvent puiser tous les hommes qui ont du goût pour imaginer des changements sociaux. Les utopistes ne se rendent pas compte que la contradiction est la condition du mouvement historique du droit ; ils y voient la preuve d'une erreur commise sur les principes qui gouvernent l'ensemble de la société ; ils cherchent à créer un monde tout à fait logique ; mais leurs adversaires n'ont pas de peine à montrer que leurs projets engendreraient des conséquences qui choqueraient bien plus fréquemment nos sentiments que ne les choquent les usages actuels. La moindre réflexion suffirait pour montrer qu'il ne peut en être autrement, parce qu'une société serait composée d'aliénés, si ses idées n'étaient pas en général conformes à ses usages.

Les raisonnements des réformateurs sociaux paraissent d'autant plus sérieux qu'ils portent davantage sur des détails, parce qu'ils perdent ainsi le caractère paradoxal des utopies ; les analogies au

moyen desquelles ils imaginent le tableau du monde sont d'autant plus faciles à admettre que ce tableau diffère moins de celui que l'on voit sous ses yeux ; les projets semblent d'autant plus pratiques qu'ils paraissent conciliables avec un plus grand nombre d'intérêts existants. Il doit donc arriver un jour où les écoles sociales, poussées par le désir d'obtenir toujours un plus large succès, limitent leurs ambitions à propager l'idée des réformes ; c'est alors qu'elles parviennent à saisir le plus fortement l'opinion publique.

Les grands utopistes du xix^e siècle eurent tous pour successeurs des hommes qui abandonnèrent les ambitions primitives des fondateurs pour des réformes, c'est-à-dire pour adopter une attitude conservatrice. Je signale à ce sujet une page curieuse de cette lettre de Proudhon à Considérant qui s'appelle *Avertissement aux propriétaires* ; cette lettre est du 1^{er} janvier 1842 ; à ce moment le fouriérisme avait fait son évolution, comme l'expose fort bien Proudhon : « Fourier déclare, et il l'a confirmé par son exemple, qu'il est nécessaire, au début des études et des expériences sociétaires, de se placer tout à fait en dehors des idées civilisées et de rompre brusquement avec toutes les notions anté-harmoniennes ; c'est ce qu'il appelle *procéder par grand écart*, d'un terme emprunté aux voltigeurs de corde... Quoi ! cet immense travail de l'humanité serait non avenu, l'histoire n'aurait aucun sens, et tout ce mouvement n'aurait été qu'une longue déception ! Vous-même ne le pensez pas, monsieur le rédacteur ; sinon, je vous demanderai ce que signifie cet écrit sur la *Politique générale*, qui a produit une si vive impression, et dans lequel vous vous montrez profond socialiste, parce

que vous restez dans les données de la société actuelle » (1).

Peu de temps avant la révolution de 1848, un des hommes qui devaient le plus marquer à l'assemblée du Luxembourg, F. Vidal, terminait son livre célèbre sur la *Répartition des richesses*, par des réflexions qui montrent bien à quelles conséquences avaient abouti tant d'utopies développées depuis plus de trente ans : « La véritable question aujourd'hui se réduit à chercher comment il serait *possible de neutraliser en partie* les funestes effets de nos institutions économiques ; à examiner le parti que l'on pourrait tirer, en 1846, avec nos lois, nos mœurs et nos préjugés, des principes d'association et d'organisation appliqués, comme *palliatifs*, au soulagement de la misère, à l'amélioration du sort de ces milliers de nos semblables qui ne peuvent attendre patiemment l'avenir et se nourrir d'illusions, qui demandent à gagner leur vie en travaillant et qui pourraient largement produire au-delà de leurs besoins si l'on savait utiliser leurs bras, si l'on voulait leur fournir, à titre de prêt, les premières avances et les instruments nécessaires. Nous voilà certes bien loin du pays des utopistes ! Ainsi posé, le problème se trouve singulièrement circonscrit ; et des hauteurs de l'idéal, nous retombons brusquement sur la terre, sous l'empire de la réalité et de la nécessité. C'est un tout autre monde ; mais enfin c'est celui où nous sommes condamnés à vivre : il faut nous résigner ! » (2).

Nous venons de voir se produire une évolution,

(1) PROUDHON, *Œuvres* (tome II, pp. 55-56). En fait, Fourier procédait comme tous les utopistes et puisait ses idées paradoxales dans le monde contemporain.

(2) F. VIDAL, *Répartition des richesses*, pp. 471-472.

qui semble nécessaire, de l'utopie à la pratique ; cette évolution peut être encore regardée comme se produisant de l'imagination à l'intelligence, du romanesque au droit, de l'absolu au relatif, de la simplicité à la complexité (1).

Les réformateurs sociaux espéraient amener tous les partis à accepter leurs projets ; F. Vidal prétendait que les économistes les plus intelligents étaient ébranlés, qu'on parlait dans les chaires officielles d'association et d'organisation, que les doctrines négatives de l'école dite libérale étaient abandonnées. « Les socialistes ne veulent point transformer d'un seul coup la société, bouleverser le monde ; leur prétention serait de le convertir » (2).

b) F. Vidal aboutissait à chercher les moyens de fournir aux travailleurs les instruments et les avances indispensables ; il s'agissait donc de mieux organiser le travail ; et tel avait été déjà le but qu'avaient poursuivi tous les utopistes depuis Fourier et Saint-Simon — mais sur une échelle prodigieusement plus grande.

Le premier croyait avoir trouvé un moyen de rendre les ouvriers plus attentifs à leur besogne ; le second voulait placer à la tête de toutes les grandes entreprises des spécialistes particulièrement capables. Plus tard on espéra que les associations ouvrières (que l'on nomme aujourd'hui coopératives de production) donneraient la solution pratique du problème économique. Pendant longtemps, on a vanté la participation aux bénéfices comme un moyen de créer une économie d'ordre supérieur.

(1) Cf. G. SOREL, *Insegnamenti della economia, contemporanea*, p. 97.

(2) F. VIDAL, *op. cit.*, pp. 464-465.

qui assurerait à la grande industrie les avantages que la petite avait retirés de l'intérêt pris par d'anciens ouvriers devenus patrons à la réussite de leurs affaires ; il semblait à beaucoup de personnes que la participation aux bénéfices réussirait là où l'association ouvrière semblait incapable de prospérer.

Aujourd'hui les fabricants de réformes sociales seraient assez disposés à admettre que le contrat collectif renferme une vertu mystérieuse analogue à celle que L. Blanc attribuait à l'association et dont Proudhon se moquait tant. Les ouvriers, par le seul fait qu'ils traiteraient en se servant de l'intermédiaire d'un syndicat, acquerraient une plus haute place dans le monde économique, deviendraient moins prolétaires et auraient droit à une meilleure rémunération. On a parfois comparé le syndicat à un banquier, qui élève d'autant plus ses prétentions que l'industrie est armée d'un outillage plus puissant et qu'elle peut ainsi obtenir des extra-profits plus gros ; le contrat collectif serait donc une sorte de commandite portant sur la main-d'œuvre, tandis que la commandite du Code de commerce porte sur de l'argent.

Si vraiment le trade-unionisme produisait les résultats que lui attribuent ses défenseurs, il aurait une double conséquence : développer le sentiment de responsabilité chez l'ouvrier et donner à celui-ci une place juridique plus voisine de celle qui appartient au propriétaire dans la tradition. Ainsi il y aurait progrès économique et progrès juridique : il ne serait donc plus exact de dire, comme le faisaient Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste* : « Le serf, malgré son servage, s'élevait au rang de membre de la Commune ; le

petit bourgeois était devenu bourgeois malgré le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne, au contraire, au lieu de s'élever par le progrès de l'industrie, descend de plus en plus au-dessous de la condition de sa propre classe » (1).

c) C'est l'ascension vers la bourgeoisie qui a surtout frappé Paul de Rousiers dans ses voyages en Angleterre et en Amérique ; je crois que c'est cette observation qui est à la base de tous les jugements favorables qu'il porte sur le trade-unionisme ; il lui semble que le gouvernement anglais a suivi une sage politique en nommant juges de paix des secrétaires de syndicats et en travaillant ainsi à faciliter la constitution d'une aristocratie ouvrière qui entre de plain-pied dans les cadres de la société ancienne (2).

Dans l'ouvrage cité plus haut, F. Vidal exprimait très nettement les intentions conciliantes de ses contemporains : « Les socialistes ne poussent pas à la guerre sociale ; ils voudraient, au contraire, la prévenir ; ils demandent des réformes pour conjurer les révolutions. Loin de provoquer à la haine entre les diverses classes de citoyens, ils prêchent la concorde et l'association » (3). — « Lisez les journaux populaires : tous prêchent la paix, l'ordre, l'union, la tolérance, la véritable charité ; tous s'efforcent de moraliser le peuple, de développer en lui le cœur et l'intelligence, les plus nobles facultés, les plus généreux sentiments ; tous proclament avec générosité le respect dû aux intérêts existants ; tous maudissent la paresse et glorifient

(1) *Manifeste communiste*, trad. ANDLER, pp. 39-40.

(2) DE ROUSIERS, *Le trade-unionisme en Angleterre*, p. 309.

(3) F. VIDAL, *op. cit.*, p. 465.

le travail. Les journaux rédigés par les ouvriers ont transformé les prolétaires, ils ont plus fait que tous les professeurs de morale ! Ces ouvriers, autrefois indisciplinables et impatients de toute autorité, comprennent aujourd'hui la nécessité de l'ordre, de la hiérarchie, de la discipline » (1).

Ainsi les socialistes de ce temps se donnaient comme les professeurs de paix sociale. On trouve le même accent dans le *Manifeste de la Démocratie* publié par Considérant (2). L'auteur entendait donner à ses lecteurs contemporains le moyen de faire disparaître les causes des conflits économiques ; il voulait que le droit se substituât graduellement à la force et l'industrie à la guerre ; il espérait voir se réaliser le régime *démocratique et chrétien* qui n'avait été encore reconnu que sous une forme abstraite, dans la proclamation de la liberté et de l'égalité ; il s'agissait de faire disparaître une oligarchie qui écrasait non seulement le prolétariat, mais encore la bourgeoisie et dominait déjà le gouvernement (3). « Heureusement les rangs de la bourgeoisie sont nombreux et les intelligences s'y éveillent ; le sentiment des misères matérielles et morales des classes ouvrières et de

(1) F. VIDAL, *op. cit.*, p. 467. — L'auteur demande au gouvernement de protéger les classes pauvres, « de diriger le grand mouvement socialiste qui se prépare » : il devrait réclamer pour les classes laborieuses « des garanties contre la toute-puissance des entrepreneurs d'industrie, contre les abus de la concurrence. Mais, hélas ! le pouvoir lui-même est à la discrétion des manufacturiers et des marchands... Il n'y a plus de pouvoir. Les ministres s'agitent et quelques marchands les mènent ! » C'est tout à fait ce qu'on nommerait aujourd'hui un programme de royauté sociale.

(2) Ce document a été reproduit dans la revue *l'Ere nouvelle*, février 1894.

(3) *Ere nouvelle*, pp. 177-178.

la nécessité d'y porter remède s'y fait jour ; la charité sociale les pénètre et les échauffe ; et les classes bourgeoises commencent d'ailleurs à voir qu'elles ne *sont pas moins intéressées que les prolétaires* à l'introduction des garanties dans l'ordre industriel et à la résistance aux envahissements de l'aristocratie financière » (1).

Les auteurs modernes qui s'occupent de réforme sociale n'ont pas ajouté grand'chose à ce qu'avaient dit les anciens socialistes ; ils ont seulement remplacé l'apologie de l'association par l'apologie du trade-unionisme ; peut-être même sont-ils moins scientifiques que n'étaient leurs prédécesseurs, parce que les utopistes espéraient tous que leurs recettes produiraient un grand essor de la production, tandis que les réformateurs contemporains sont beaucoup moins préoccupés du progrès économique ; on pourrait dire que par là les utopistes se rapprochaient du marxisme, mais ils en diffèrent en ce qu'ils croyaient devoir donner des plans pour diriger l'industrie, tandis que le marxisme croit que celle-ci se dirige très bien elle-même.

(1) *Ere nouvelle*, p. 172.

II

Luttes des pauvres contre les riches. — Les blanquistes. — Intervention des partis. — L'État populaire et ses *machines*. — Souvenirs de la Révolution : identification établie entre le régime féodal et le capitalisme. — Ascension du prolétariat à la bourgeoisie par l'autorité.

a) Venons maintenant au deuxième élément qui est entré dans le socialisme moderne, à l'élément révolutionnaire. L'idée de révolution fut pendant très longtemps identifiée à celle d'une lutte des pauvres contre les riches ; cette lutte est aussi ancienne que le monde civilisé et elle a déchiré les cités helléniques ; il ne semble pas qu'elle se soit beaucoup modifiée au cours des temps ; elle constitue une forme rudimentaire de la lutte de classe, avec laquelle on la confond souvent (1).

Ici, la justice n'est plus à invoquer, mais il y a toute une littérature qui est consacrée à faire ressortir la beauté de la victoire des pauvres ; et dans cette littérature se mêlent souvent des considérations empruntées à la justice romanesque des utopistes. Ce qui est vraiment essentiel ici, c'est de donner aux pauvres une confiance absolue dans leurs forces ; il faut, pour atteindre ce résultat, vaincre les traditions de soumission qui leur ont été inculquées depuis l'enfance ; on y arrive par

(1) Je signale, par exemple, que le social-démocrate hollandais Rienzi (Van Kol) fait constamment cette confusion dans *Socialisme et Liberté*.

deux moyens : d'abord en ruinant le prestige des classes dominantes, et ensuite en exaltant les qualités des pauvres. Les pamphlets et journaux révolutionnaires ne manquent pas de signaler tous les incidents qui peuvent présenter les riches sous un aspect odieux, ridicule et honteux ; — suivant Robespierre et ses amis, les pauvres étant demeurés plus près de la nature, la vertu leur est plus facile qu'aux riches ; cette métaphysique singulière se retrouve encore souvent dans des livres contemporains de prétendus marxistes (1).

Avant 1848, on était fort effrayé par l'idée d'une révolte des pauvres ; Considérant disait, par exemple, dans le *Manifeste de la Démocratie* : « Que deviendrait la civilisation, que deviendraient les gouvernements et que deviendraient les hautes classes, si, la féodalité industrielle s'étendant sur toute l'Europe, le grand cri de guerre sociale : Vivre en travaillant ou mourir en combattant, y soulevait un jour toutes les innombrables légions de l'esclavage moderne ? Eh bien ! il est certain que, si la sagesse des gouvernements, si la bourgeoisie intelligente et libérale, et si la science enfin n'avisent, il est certain que le mouvement qui emporte les sociétés européennes, va droit aux révolutions sociales et que nous marchons à une jacquerie européenne » (2). Plus loin, il signalait le danger du communisme, « moyen violent, spoliateur, révolutionnaire et, de plus, *illusoire* », qui séduisait les esprits par son extrême *simplicité* : « Ces formules sont très simples et très intelligibles aux masses faméliques et dépouillées, auxquelles elles

(1) RIENZI, *op. cit.*, pp. 242-243.

(2) *Ere nouvelle*, p. 166.

ne peuvent paraître d'ailleurs que parfaitement justes, tant que la société leur dénierait le droit au travail, plus sacré encore que le droit de propriété — qui en dérive » (1).

b) Les hommes qui se sont donnés au cours du XIX^e siècle comme étant les adeptes les plus authentiques de la tradition révolutionnaire, les véritables représentants des pauvres et les partisans les plus décidés du combat dans les rues, ceux que Bernstein désigne sous le nom de *blanquistes*, n'étaient pas moins résolus que Considérant à empêcher tout retour vers la barbarie : un mouvement de *jacques* n'était pas du tout leur idéal. Bernstein a très bien vu que l'on s'est trop souvent arrêté, dans les jugements portés sur eux à quelques aspects très secondaires de leur tactique. On ne saurait définir les blanquistes comme étant essentiellement des hommes de complot; la manière d'arriver au pouvoir leur était indifférente ; posséder le pouvoir était à leurs yeux résoudre toutes les difficultés (2); — la force créatrice que possède un parti politique révolutionnaire qui a acquis le pouvoir, est énorme et beaucoup ont cru qu'elle était infinie; un tel parti, une fois arrivé au gouvernement, est beaucoup plus fort que ne le serait un parti conservateur, parce qu'il n'a rien à ménager; — les conditions économiques étaient regardées comme étant des phénomènes subordonnés.

Grâce à l'intervention d'un parti prenant la tête de la révolution, le mouvement historique acquiert

(1) *Ere nouvelle*, p. 170. Considérant fait ici allusion à son fameux article sur la « théorie du droit de propriété » paru dans la *Phalange* en mai 1839.

(2) BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 50.

une allure toute nouvelle et fort imprévue; nous n'avons plus affaire à une classe de pauvres agissant sous l'influence d'instincts, mais à des hommes instruits qui raisonnent sur les intérêts d'un parti, comme le font les chefs de maisons de spéculation sur la prospérité de leurs affaires.

Les partis politiques sont des coalitions formées pour conquérir les avantages que peut donner la possession de l'Etat, soit que leurs promoteurs soient poussés par des haines, soit qu'ils recherchent des profits matériels, soit qu'ils aient seulement l'ambition d'imposer leur volonté. Si habiles que puissent être les organisateurs d'un parti, ils ne sauraient jamais grouper qu'un très faible état-major, qui est chargé d'agir sur des masses mécontentes, pleines d'espoirs lointains et disposées à faire des sacrifices immédiats; le parti leur fera de larges concessions en cas de succès; il paiera les services rendus en transformations économiques, juridiques, religieuses, dont la répercussion pourra dépasser infiniment les prévisions. Très souvent, les chefs des partis qui troublent le plus profondément la société, appartiennent à l'aristocratie que la révolution va atteindre d'une manière très directe; c'est que ces hommes, n'ayant pas trouvé dans leur classe les moyens de s'emparer du pouvoir, ont dû recruter une armée fidèle dans les classes dont les intérêts sont en opposition avec ceux de leur famille. L'histoire montre qu'on se ferait une idée très fausse des révolutions si on les supposait faites pour les motifs que le philosophe est si souvent porté à attribuer à leurs promoteurs.

Lorsque les événements sont passés depuis longtemps, les passions qui avaient conduit les

premiers sujets du drame, semblent négligeables en comparaison des grands changements qui sont survenus dans la société et que l'on cherche à mettre en rapport avec les tendances obscures des masses (1); généralement, les contemporains avaient vu les choses dans un ordre opposé et s'étaient plutôt intéressées aux compétitions qui avaient existé entre les états-majors des partis. Il faut toutefois observer que, de nos jours, une si grande portée ayant été accordée aux idéologies, tout parti est obligé de faire parade de doctrines; les politiciens les plus audacieux ne sauraient conserver leur prestige s'ils ne s'arrangeaient pour établir une certaine harmonie entre leurs actes et des principes qu'ils sont censés représenter.

L'introduction de partis politiques dans un mouvement révolutionnaire nous éloigne beaucoup de la *simplicité* primitive. Les révoltés avaient été, tout d'abord, éivrés par l'idée que leur volonté ne devrait rencontrer aucun obstacle, puisqu'ils étaient le nombre; il leur semblait évident qu'ils n'auraient qu'à désigner des délégués pour formuler une nouvelle légalité conforme à leurs besoins; mais voilà qu'ils acceptent la direction d'hommes qui ont d'autres intérêts que les leurs; ces hommes veulent bien leur rendre service, mais à la condition que les masses leur livreront l'Etat, objet de leur convoitise. Ainsi l'instinct de révolte des pauvres peut servir de base à la formation d'un *Etat populaire*, composé de bourgeois

(1) Pour Fustel de Coulanges, les foules sont les véritables agents historiques et les intérêts mènent le monde. (P. GUIRAUD, *Fustel de Coulanges*, p. 202 et pp. 207-208.)

qui désirent continuer la vie bourgeoise, qui maintiennent les idéologies bourgeoises, mais qui se donnent comme les mandataires du prolétariat.

L'Etat populaire est amené à étendre de plus en plus ses tentacules, parce que les masses deviennent de plus en plus difficiles à duper, quand le premier instant de la lutte est passé et qu'il faut cependant soutenir leur ardeur dans un temps calme; cela exige des *machines électorales* (1) compliquées et, par suite, un très grand nombre de faveurs à accorder. En accroissant constamment le nombre de ses employés, il travaille à constituer une classe d'Intellectuels ayant des intérêts séparés de ceux du prolétariat des producteurs; il renforce ainsi la défense de la forme bourgeoise contre la révolution prolétarienne. L'expérience montre que cette bourgeoisie de commis a beau avoir une faible culture, elle n'en est pas moins très attachée aux idées bourgeoises; nous voyons même, par beaucoup d'exemples, que si quelque propagandiste de la révolution pénètre dans le monde gouvernemental, il

(1) Ostrogorski a donné beaucoup de détails intéressants sur le fonctionnement des *machines américaines*, dans son livre sur *la Démocratie et l'organisation des partis politiques*. Lire surtout le chapitre vi du livre V; il donne la définition suivante d'une *machine*: « Agrégation d'hommes s'échelonnant hiérarchiquement, liés l'un à l'autre par un dévouement personnel, mais à base mercenaire, et préoccupés uniquement de satisfaire leurs appétits, en exploitant la fortune des partis politiques. » (Tome II, p. 347.) — Il nous apprend qu'à New-York, Tweed, qui avait été le *boss* de Tammany-Hall, après avoir été convaincu de vols monstrueux, conserva l'estime des pauvres de New-York, qui virent en lui une victime des riches (Tome II, p. 401): toujours la lutte antique des pauvres et des riches.

devient un excellent bourgeois avec la plus grande facilité.

On pourrait donc dire que, par une sorte de paradoxe, les hommes politiques, qui se regardent comme les vrais détenteurs de l'idée révolutionnaire, sont des conservateurs. Mais, après tout, est-ce que la Convention avait été autre chose? N'a-t-on pas souvent dit qu'elle avait continué les traditions de Louis XIV et préparé la voie à Napoléon?

c) Les souvenirs de la Révolution dominèrent pendant fort longtemps la propagande des socialistes. On prétendait identifier, par exemple, les profits capitalistes aux droits seigneuriaux et aux dîmes, que la bourgeoisie supprima autrefois sans indemnité; on ne manquait pas de faire ressortir que beaucoup de fortunes bourgeoises provenaient de la vente de biens nationaux, qui avait été effectuée dans des conditions singulièrement favorables aux acheteurs. On cherchait à faire entendre que l'Etat populaire pourrait s'inspirer de ces exemples mémorables pour liquider le capitalisme à peu de frais.

Les politiciens révolutionnaires ne se plaçaient point au même point de vue que les utopistes, quand ils raisonnaient sur la propriété. Ceux-ci étaient surtout préoccupés de l'organisation du travail, tandis que les politiciens ne voyaient que des revenus à partager; leur conception était celle des Intellectuels, qui ont tant de peine à considérer la propriété comme un moyen de production et qui la regardent plutôt comme un titre de possession. La loi devrait (comme elle faisait si souvent dans les cités antiques) rationner les riches en leur imposant des charges énormes qui four-

niraient les ressources propres à rendre plus agréable la vie des pauvres. Les problèmes économiques se trouvent ainsi mis à l'arrière-plan, tandis que les *ordres donnés par les maîtres de l'Etat* passent au premier.

Qu'avaient voulu les législateurs 'antiques ? Maintenir dans la cité un nombre suffisant de citoyens aptes à porter les armes et à défendre les traditions nationales ; nous dirions aujourd'hui que leur idéal était bourgeois. Et les hommes de la Révolution française, qu'avaient-ils voulu ? Accroître dans une très grande proportion le nombre des propriétaires aisés ; ils avaient créé une bourgeoisie dont la puissance n'est pas encore épuisée. L'Etat populaire, en s'inspirant davantage des nécessités économiques contemporaines, ne pourrait-il aboutir à des conséquences tout à fait analogues ? La translation des revenus peut se faire, en effet, d'une manière indirecte, mais sûre, au moyen d'une législation sociale qui tienne compte des conditions de la grande industrie : créer des moyens d'arbitrage permettant au trade-unionisme d'exercer une action constante sur les salaires ; remplacer le petit commerce des denrées par des services publics d'alimentation, l'exploitation des logements ouvriers par des locations municipales, l'usure des petits prêteurs par des institutions de prévoyance ; trouver des ressources fiscales dans de gros impôts perçus sur les classes riches, de manière à ce que les bonnes aubaines qui se produisent dans l'industrie reviennent aux œuvres démocratiques. Grâce à ces procédés, l'ouvrier peut devenir un petit bourgeois (1), et nous

(1) C'est là ce que cherche à réaliser la législation de la

arrivons ainsi à retrouver les mêmes conclusions que précédemment : agrégation du prolétariat à la bourgeoisie.

III

Dualisme dans le *Manifeste communiste* ; mesures révolutionnaires et théories voisines de celles des utopistes. — Craintes qu'éprouvait Bernstein au sujet de la capacité politique de la social-démocratie. — Abandon du marxisme par les politiciens.

Le dualisme que Bernstein a signalé, apparaît, d'une manière indiscutable, dans les mesures provisoires que le *Manifeste communiste* proposait d'adopter en cas de révolution victorieuse. En 1872, Marx et Engels, rééditant leur œuvre, disaient ne pas attacher une importance particulière à ces conseils pratiques ; mais il est singulier que, dans les préfaces écrites en 1872, 1883, 1890, on ne trouve aucune indication capable d'orienter les lecteurs. Je suppose qu'ils sentaient, eux-mêmes, la dualité du système et qu'ils n'osaient pas faire d'incursions un peu prolongées sur le terrain de la pratique politique, parce qu'ils avaient peur de désorganiser l'édifice.

Dans le commentaire qu'il a donné du *Manifeste communiste*, en 1901, Andler ne me semble pas avoir très bien reconnu les sources ; il aurait été bien inspiré, s'il avait pris pour point de départ

Nouvelle-Zélande ; cela a été bien reconnu par tous les observateurs consciencieux.

les thèses de Bernstein. Il distingue les propositions en juridiques, économiques et pédagogiques. J'ai peine à accoler le nom de juridiques à des mesures qui ressemblent aux ordres que donne un conquérant au lendemain de la victoire, pour détruire les vaincus : expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat ; impôt fortement progressif ; abolition de l'héritage ; confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles. Ces prétendues mesures juridiques auraient d'ailleurs pour objet de ruiner tous les intérêts dont le droit privé a la garde, et de supprimer tout droit privé au bout d'une génération. Il ne faut pas oublier que le droit considère les choses, tout comme la science, comme si elles devaient être éternelles ; je ne crois donc pas que l'on puisse donner, sans commettre un grave contresens, le nom de juridiques à des règles dont l'application est si fort limitée dans la durée.

Les autres propositions sont manifestement empruntées à la littérature des utopistes : centralisation du crédit ; exploitation des transports par l'Etat ; multiplication des manufactures nationales et amélioration des terres d'après un plan d'ensemble ; travail obligatoire pour tous et organisation d'armées industrielles, surtout pour l'agriculture ; rapprochement de l'agriculture et de l'industrie ; éducation publique et gratuite de tous les enfants et réunion de l'éducation et de la production matérielle. — Je ne vois pas trop pourquoi Andler met à part ce dernier projet, qu'il appelle pédagogique, et qui appartient, de la manière la plus évidente, à l'organisation du travail.

L'ensemble du *Manifeste communiste* offre les

plus grandes analogies avec la littérature des utopistes, à tel point qu'on a pu accuser Marx d'avoir démarqué le *Manifeste de la Démocratie* rédigé par Considérant. Non seulement les phénomènes sont présentés souvent de la même manière, mais encore on y trouve des raisonnements qu'on est fort tenté d'identifier avec ceux des utopistes ; par exemple, à la fin du premier chapitre, on lit : « Il devient ainsi manifeste que la bourgeoisie est incapable de demeurer désormais la classe dirigeante de la société et d'imposer à la société, comme une loi impérative, les conditions de son existence de classe. Elle est devenue incapable de régner, car elle ne sait plus assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage (1). »

On n'a pas encore, à ma connaissance, déterminé exactement quels sont les postulats employés par Marx et Engels dans le *Manifeste communiste* ; leur langage imagé a pu être interprété tantôt comme étant celui d'utopistes condamnant la bourgeoisie au nom de la justice éternelle, tantôt comme contenant des encouragements à la révolte des pauvres.

Le *Manifeste* ne renferme pas cependant de formule ayant un aspect blanquiste aussi marqué que celle qu'on trouve à la fin de la *Misère de la philosophie* : « L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une *révolution totale*. D'ailleurs, faut-il s'étonner qu'une société fondée sur l'opposition des classes aboutisse à une contradiction brutale, à un *choc*

(1) *Manifeste communiste*, p. 40.

de corps à corps comme dernier dénouement ?... A la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours : Le combat ou la mort ; la lutte sangninaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée (1). » Marx et Engels étaient à l'origine si favorables aux idées blanquistes qu'en 1850 ils regardaient les blanquistes comme étant le vrai parti prolétarien, alors que, suivant Bernstein, « le parti prolétarien français, c'était, en 1848 les ouvriers groupés autour du Luxembourg » (2).

Bernstein, en considérant la situation du parti socialiste en Allemagne, a été effrayé de voir combien la capacité de ce parti était inférieure au rôle qu'il pourrait être appelé à jouer en cas de révolution violente ; il ne pensait pas, en effet, que l'on pût voir encore le pouvoir passer à une bourgeoisie radicale, comme en 1848 ; ce serait l'extrême-gauche du parlement, c'est-à-dire le groupe socialiste, qui devrait assumer toutes les responsabilités (3) ; cette perspective lui suggérerait des réflexions fort pessimistes : « La souveraineté du peuple, même légalement proclamée, ne fait point [du peuple] un facteur déterminant réel. Elle peut mettre le gouvernement sous la dépendance de ceux-là vis-à-vis desquels il devrait être fort : les fonctionnaires, les politiciens professionnels, les *propriétaires de journaux*... La dictature du prolétariat, cela veut dire — partout où la classe ouvrière ne dispose pas déjà de très fortes organisations économiques et où elle n'a pas

(1) Ces deux phrases sont de George Sand.

(2) BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 51.

(3) BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 60.

acquis encore, par son apprentissage dans des assemblées autonomes, un degré très élevé d'indépendance morale, — la dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs » (1).

Pour préparer le socialisme à accomplir la mission qui devrait lui incomber en cas de révolution, il fallait donc reprendre l'étude des problèmes que les marxistes avaient longtemps négligés. — « La question sociale qui s'était présentée aux utopistes dans toute sa grandeur, comme question politique, juridique, économique et morale, [avait été] concentrée et condensée dans la question ouvrière » (2). Le moment était venu de corriger et compléter l'œuvre des utopistes, en profitant des expériences faites depuis un demi-siècle. On était ainsi conduit à une *décomposition du marxisme*, puisque désormais des préjugés blanquistes ne viendraient plus se mêler aux études faites sur l'administration et sur la politique pratique.

Pendant que Bernstein s'efforçait ainsi de concentrer l'attention des socialistes allemands sur les parties de la doctrine que ceux-ci avaient négligées, le travail naturel de l'évolution des partis amenait les chefs du socialisme à abandonner les points de vue marxistes, tout en se défendant de ne vouloir rien changer. Le 5 décembre 1899, Bebel prononçait à Berlin un discours dans lequel se faisait jour le plus pur socialisme d'Etat ; il osait même revenir aux coopératives subventionnées par l'Etat que Marx avait condamnées dans sa lettre de 1875 sur le programme de Gotha (3).

(1) BERNSTEIN, *op. cit.*, pp. 297-298.

(2) MERLINO, *Formes et essence du socialisme*, p. 244.

(3) La social-démocratie allemande est officiellement marxiste, mais elle avait toujours conservé beaucoup d'i-

Toutefois on n'en continuait pas moins à considérer Bernstein comme un hérétique, afin de paraître toujours fidèle aux vieilles espérances révolutionnaires, demeurées chères à beaucoup d'ouvriers (surtout à Berlin) et afin de ne pas donner des armes aux anarchistes si haïs de la social-démocratie.

Les politiciens socialistes allemands estimaient qu'ils n'avaient d'ailleurs nul besoin de se préoccuper de faire les recherches auxquelles les conviait Bernstein, parce qu'un député est, tout comme un marquis de l'Ancien Régime, un homme qui sait tout sans avoir besoin d'apprendre.

Mais le marxisme est-il bien uniquement ce que supposait Bernstein? Voilà ce qu'il faudrait savoir. N'y a-t-il pas en lui autre chose que les formules que l'on cite et dont la valeur semble être de plus en plus discutable? Ne serait-ce point une conception philosophique propre à éclairer les luttes sociales plutôt qu'un recueil de préceptes politiques? C'est ce que nous allons examiner, d'une manière sommaire, en opposant aux utopistes et aux blanquistes quelques-uns des éléments fondamentaux du marxisme.

dées lassalliennes ; c'est ainsi que le programme de Gotha avait été adopté en 1875 malgré les critiques de Marx ; sa lettre n'a même été connue qu'en 1891. L'esprit lassallien devint prépondérant dès que les socialistes eurent remporté des succès électoraux ; les succès électoraux conduisent fatalement au socialisme d'Etat.

IV

Différences entre Marx et les utopistes. — Pas de critique juridique de la propriété privée. — Sophismes de Thompson et de Pecqueur. — Organisation de la production réalisée par le capitalisme. — Régularisation des salaires par l'équilibre économique. — Travail futur fondé sur les usages légués par le capitalisme.

a) Suivant beaucoup d'écrivains contemporains, Marx aurait laissé une grande lacune dans son œuvre, en ne fondant pas une théorie de la propriété : le professeur Anton Menger dit, par exemple : « Il manque chez lui le complément nécessaire de la théorie de la plus-value, c'est-à-dire une *critique juridique de la propriété privée* des moyens de production et des choses utiles, et par suite un examen approfondi du droit au produit intégral du travail » (1). Beaucoup de jeunes universitaires, qui regardent Marx comme un chien crevé, sont partis de ce jugement solennel prononcé par le professeur autrichien pour faire des critiques juridiques de la propriété ; toute cette littérature pseudo-scientifique est formée d'un amoncellement de sophismes obscurs, dénués de tout intérêt, indignes de mériter l'honneur d'une réfutation.

Je crois qu'il faut grandement féliciter Marx de ne pas être entré dans la voie qu'on lui reproche de ne pas avoir suivie ; et je regarde son attitude

(1) A. MENER, *op. cit.*, p. 138.

sur cette question comme ayant une importance capitale. Aucune correction ne saurait être apportée à son système à ce point de vue; tout auteur qui fera une critique juridique de la propriété privée se placera en dehors du marxisme; c'est là une constatation très décisive à faire dès le début de nos recherches.

Comment pourrait-on, d'ailleurs, s'y prendre pour faire le travail auquel nous convie Menger? Il faudrait pour cela s'appuyer sur les principes du droit moderne; mais ceux-ci ne sont-ils pas fondés sur l'existence de la propriété privée bourgeoise? Pour peu qu'on adopte dans une certaine mesure les principes du matérialisme historique, un tel travail apparaît comme ne pouvant être qu'un tissu de sophismes. L'absurdité de l'entreprise n'apparaît point à Menger parce qu'il ne se rend pas un compte exact des relations qui existent entre toute superstructure idéologique et l'économie; mais pour un marxiste, la dissociation que supposaient les utopistes, et que supposent encore quelques philosophes sans philosophie, est un non-sens.

Il est bien vrai qu'aucun système idéologique n'est jamais parfaitement cohérent. Il demeure toujours dans le droit des règles anciennes qui ne peuvent s'expliquer correctement qu'au moyen de l'histoire et qui, prises isolément, pourraient recevoir des interprétations fantaisistes. D'autre part, il y a des lois exceptionnelles qui ont été introduites sous l'influence des caprices d'un homme puissant et qui forment des îlots que le juriste cherche à délimiter avec rigueur. Enfin, les circonstances politiques exercent, de temps à autre, leur influence sur la jurisprudence et vien-

nent troubler le travail des doctrinaires. Les esprits subtils peuvent se servir de ces éléments sporadiques pour illustrer une théorie des *rapports naturels* qui devraient exister entre les hommes; et, partant de cette théorie pour juger le droit existant, ils peuvent en critiquer ou déclarer caduques les parties qui ne concordent pas avec leur théorie.

Cette méthode est bien propre à séduire les esprits qui sont plus préoccupés de logique que d'histoire et d'économie; en effet, à leurs yeux il n'existe point de différence essentielle entre les divers éléments juridiques. Comme il n'existe aucun moyen de les faire entrer tous, d'une manière parfaitement satisfaisante, dans aucun système, chacun de nous a le droit de fabriquer une construction qui sera aussi légitime qu'une autre, pourvu qu'elle puisse être illustrée par des exemples. L'absence de toute considération sur l'infrastructure économique se fait alors sentir de la manière la plus fâcheuse, parce qu'il n'y a aucun moyen de choisir d'une manière philosophique; la méthode marxiste ne permet point de telles fantaisies.

Le plus souvent, les sophistes qui ont détruit la propriété par raison démonstrative, ont procédé d'une manière encore plus arbitraire. Ils sont partis de formules vagues qu'ils empruntent au langage courant et dans lesquelles on trouve quelques analogies avec des termes juridiques; c'est ainsi que la théorie ricardienne de la valeur engendra presque aussitôt des sophismes relatifs à la propriété. Le professeur Anton Menger, qui trouve le socialiste anglais William Thompson si supérieur à Marx, s'exprime ainsi : « Comme un grand nombre d'économistes anglais et notam-

ment Ricardo, Thompson part de cette idée que le *travail est la seule cause* de la valeur de l'échange. De ce fait économique, il tire la conséquence que c'est à celui qui a créé la valeur par son travail que doit revenir tout entier le produit intégral de son travail » (1). Mais, comment a-t-on pu opérer ce passage de l'économie au droit, c'est ce que A. Menger omet de nous expliquer; cela doit lui paraître trop simple pour qu'il s'y arrête et cela est cependant bien difficile à justifier.

Je crois que l'on peut reconstituer ainsi le raisonnement de Thompson: on suppose une société égalitaire, dans laquelle l'outillage est entre les mains de gens ayant pour unique fonction de le surveiller, et qui reçoivent pour cela une rémunération de gardiennage (2); si on admet que la seule *cause* de la richesse créée est le travail de l'ouvrier, personne, en dehors de celui-ci, n'a de revendication à faire valoir sur cette richesse. Mais il faudrait démontrer que ce raisonnement est valable juridiquement pour notre société et ne pas jouer sur les sens du mot *cause* dans le langage courant et dans le droit.

Pecqueur présente ses conceptions sous une forme beaucoup plus développée, et grâce à la franchise parfois un peu naïve de cet auteur, il est plus facile de suivre la marche des idées: « Toute richesse matérielle est due au travail combiné avec la matière, ou plutôt à la force intelligente de l'homme agissant sur la matière... *La matière nous est donnée collectivement et également par*

(1) A. MENER, *op. cit.*, p. 76.

(2) Ils peuvent recevoir tout au plus un salaire égal à celui de l'ouvrier le mieux payé dans l'utopie de Thompson. (A. MENER, *op. cit.*, p. 177.)

Dieu; mais le travail c'est l'homme. Celui qui ne veut point travailler, a dit saint Paul, n'a pas le droit de manger. Dans cette sentence se trouve en germe toute l'économie sociale et politique de l'avenir » (1). On peut, en effet, soupçonner facilement que de ces prémisses devront sortir des conséquences communistes ou très voisines du communisme égalitaire; mais l'auteur ne regarderait pas ces principes comme évidents, s'il n'avait été déjà décidé à condamner le régime capitaliste.

A Rossi, qui avait dit qu'il ne faut pas appeler oisif celui qui administre sagement sa fortune, en épargne une partie et contribue à la production par ses capitaux, Pecqueur répond : « produire, c'est travailler: dire que nos capitaux travaillent à notre place, c'est dire une absurdité... Pour produire réellement, il faudrait payer de votre personne, et vous ne le faites pas. Le capital est une *matière* qui ne peut rien sans le travail de l'homme (2) ; car toute richesse vient de labeur. Donc, le capital ne saurait travailler à la place de l'homme, de son possesseur ou propriétaire. Lors même que la *matière capital* pourrait travailler comme un être moral et doué d'une activité spontanée, tel qu'est l'homme, elle ne pourrait encore représenter l'homme auprès de la société; car, en fait de travail l'homme même ne peut représenter l'homme. La présence personnelle est de rigueur » (3).

(1) PECQUEUR, *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, p. 497. Ce livre est de 1842.

(2) La distinction du *travail mort* ou capital et du *travail vivant* a pénétré dans la littérature marxiste par le *Manifeste communiste* qui a tant emprunté de choses à la littérature vulgaire contemporaine.

(3) PECQUEUR, *op. cit.*, p. 512. — Suivant Drumont le tra-

La production est un devoir qui s'impose à chacun, et chaque producteur est un fonctionnaire; tous sont également nécessaires à la société et doivent être également rétribués, s'ils mettent une égale bonne volonté au travail (1). Quant à essayer de démontrer la légitimité d'un pareil système, cela est impossible. Marx a vraiment bien fait de ne pas s'engager dans ce labyrinthe de sophismes.

b) Les utopistes étaient persuadés que le capitalisme n'était plus en état de diriger une production devenue trop grande pour des particuliers. Une pareille conception nous paraît aujourd'hui fort étrange, parce que nous avons vu l'industrie réaliser, depuis un demi-siècle, trop de prodiges, et que son état antérieur à 1848 nous semble tout à fait rudimentaire; nous avons donc quelque peine à ne pas regarder les utopistes comme ayant été bien naïfs. Mais il faut tenir compte, pour apprécier sainement le changement survenu dans les idées, du changement que le capitalisme a subi lui-même.

Je rappelle ici qu'une des thèses les plus essentielles de Marx est celle du passage du capitalisme commercial et usuraire au capitalisme industriel; celui-ci constitue la forme pleinement développée de la société bourgeoise. A l'époque des utopistes, le capitalisme industriel était encore subordonné; au début de ses articles de 1850 sur *La lutte de classe en France*, Marx fait observer que, sous le règne de Louis-Philippe, le gouvernement était entre les mains de ce qu'on appelait

vail est une peine que chacun doit subir d'une manière personnelle (*Libre Parole*, 25 septembre 1909).

(1) PECQUEUR, *op. cit.*, pp. 583-586.

l'aristocratie financière (banquiers, rois de la Bourse et des railways, concessionnaires de mines de charbon et de fer, propriétaires de forêts, et partie des grands propriétaires fonciers), tandis que la bourgeoisie industrielle était dans l'opposition ; il montre notamment le rôle de Grandin et de Faucher, qui combattaient vivement Guizot et représentaient les intérêts industriels. En Angleterre existait à peu près la même situation : dans une note du chapitre xx du III^e volume du *Capital*, Marx dit que les commerçants étaient alliés aux aristocraties foncière et financière contre le capital industriel (par exemple, Liverpool contre Manchester et Birmingham) et que « le capital commercial et l'aristocratie financière anglais n'ont reconnu la suprématie du capital industriel que depuis la suppression des droits d'entrée sur les céréales » (1).

Autrefois, les entreprises capitalistes étaient dirigées par des hommes dépourvus de connaissances scientifiques, parce qu'elles étaient conduites à la manière des affaires commerciales ou usuraires. On était effrayé en constatant la disproportion qui existait entre la capacité des directeurs d'usines et la science du temps. Aujourd'hui, la science a fait des progrès immenses, mais elle n'est demeurée étrangère, dans aucune de ses parties, aux ingénieurs qui dirigent les ateliers. Le problème qui avait le plus préoccupé les utopistes, se trouve résolu par le capitalisme contemporain ; s'il y a encore des exceptions, c'est que partout le régime industriel n'a pas complètement triomphé, et que la finance exerce encore sa mauvaise influence sur un certain nombre d'affaires.

(1) *Capital*, trad. franç., tome III, première partie, p. 360.

Le problème de l'organisation de l'atelier ne semblait pas moins difficile que celui de sa direction. Le Moyen Age avait légué des habitudes de grande brutalité chez les compagnons ; il était donc naturel que la discipline des manufactures fût très dure ; les contremaîtres avaient, d'ailleurs, à soutenir une guerre de tous les jours contre la mauvaise volonté d'ouvriers qui ne pouvaient s'accoutumer facilement à conduire des métiers compliqués, exigeant beaucoup d'attention et mûs d'un mouvement rapide. Il y eut une lutte terrible, surtout en Angleterre (1) : certains industriels regardaient les anciens ouvriers, habitués aux outillages traditionnels, comme étant incapables de se plier aux exigences nouvelles. Cette éducation a fini par se faire sans recourir aux moyens plus ou moins cocasses inventés par les utopistes ; on n'a pas tenu compte des théories fouriéristes sur la *papillonne* pour arriver à mettre une douzaine de machines à tisser le calicot sous la direction d'un seul travailleur.

Ainsi, le capitalisme a résolu les problèmes pour lesquels les utopistes cherchaient des solutions parfaitement vaines ; il a créé les conditions qui

(1) Marx ne me semble pas avoir donné une idée parfaitement exacte de cet état de choses dans le *Capital* (tome I, chap. xv, *La Fabrique*) ; Ure, auquel il emprunte ses principales données, rapporte que les premières filatures mécaniques échouèrent, parce que Wyatt était d'une nature trop douce ; Arkwright réussit, trente ans plus tard, parce qu'il avait « l'énergie et l'ambition d'un Napoléon ». (*Capital*, tome I, p. 183, col. 2, et URE, *Philosophie des manufactures*, trad. franç., tome I, pp. 21-31.) Ce dernier livre a été traduit en 1836. Sur la brutalité des anciens ouvriers anglais travaillant la laine, cf. URE, *loc. cit.*, p. 13 et pp. 267-271. A l'époque où Marx écrivait, il y avait eu de très grands changements.

permettront le passage à une forme sociale nouvelle ; il n'y a pas à demander à des réformateurs d'inventer de nouveaux appareils scientifiques, ni d'apprendre aux hommes comment il faut s'en servir pour obtenir le plus grand produit ; le capitalisme industriel résout tous les jours, par tâtonnements et progressivement, ce problème. Marx, en découvrant cette génération des conditions de la société nouvelle, a rendu tout l'utopisme inutile et même quelque peu ridicule.

Désormais, le socialisme ne devra plus s'occuper des moyens qui pourraient servir à faire évoluer la société dans un sens progressif ; Marx s'élève avec force contre la prétention qu'émettaient le lassaliens de demander l'institution de coopératives subventionnées par l'Etat, en vue de préparer la voie à la solution de la question sociale ; dans la *Lettre sur le programme de Gotha*, il regardait une telle attitude comme constituant une déviation du socialisme ; celui-ci devait s'enfermer dans la lutte de classe. Le socialisme n'a à s'occuper que de l'organisation révolutionnaire des *bras*, tandis que l'utopisme voulait donner des conseils à la *tête* de l'industrie.

c) Les utopistes étaient prodigieusement préoccupés de répartir la richesse d'une manière raisonnable. De leur temps, non seulement l'aristocratie foncière et les gens d'usure semblaient prendre une part démesurée, mais encore le régime de la petite industrie conservait des situations privilégiées, difficiles à défendre pour certaines catégories de salariés. « A Lyon, disait Proudhon en 1846, il est une classe d'hommes qui, à la faveur du monopole dont la municipalité les fait jouir, reçoivent un salaire supérieur à celui des profes-

seurs de facultés et des chefs de bureaux des ministères : ce sont les crocheteurs... Il n'est pas rare qu'un homme gagne 12, 15 et jusqu'à 20 francs par jour... C'est l'affaire de quelques heures... Les crocheteurs de Lyon sont aujourd'hui ce qu'ils furent toujours, ivrognes, crapuleux, brutaux, insolents, égoïstes et lâches » (1).

Le capitalisme fait disparaître la plupart de ces anomalies ; il tend à produire une certaine égalisation du travail entre les diverses parties de l'usine ; mais comme il a besoin d'un nombre considérable d'hommes particulièrement actifs, attentifs ou expérimentés, il s'ingénie à donner des suppléments de salaire aux hommes qui lui rendent ainsi plus de services ; ce n'est point par des considérations de justice qu'il se règle dans ce calcul, mais par la seule recherche empirique d'un *équilibre réglé par les prix*. Le capitalisme arrive donc à résoudre un problème qui semblait insoluble, tant qu'il avait été étudié par les utopistes ; il résout la question de l'égalité des travailleurs, tout en tenant compte des inégalités naturelles ou acquises qui se traduisent par des inégalités dans le travail (2).

On sait que Marx a posé cette règle que « toutes les classes qui, successivement, se sont emparées du pouvoir, cherchaient à sauvegarder leur situation de fortune acquise en imposant à toute la société les conditions qui leur assuraient leur revenu

(1) PROUDHON, *Contradictions économiques*, tome 1, pp. 131-132. Il leur reprochait leur indifférence pour l'émeute des ouvriers de soie. « Pourvu qu'on maintienne leur privilège, ils ne se mêleront jamais de politique. »

(2) Dans la *Lettre sur le programme de Gotha*, se lisent de remarquables observations sur cette égalité de droit et l'inégalité des conditions.

propre » (1) ; et il emploie aussi plusieurs fois le même principe, pour savoir ce que deviendra le monde à la suite d'une révolution prolétarienne. C'est ainsi qu'il proclame la disparition de la famille bourgeoise, parce que les prolétaires ne se trouvent pas dans les conditions qui leur permettent de pratiquer l'union sexuelle suivant ce type. « Les prolétaires n'ont pas de patrie » ; la notion de patrie doit donc disparaître. Dans la lettre de 1875 sur le programme de Gotha, il dit que l'on appliquera pour les salaires « le principe qui règle actuellement l'échange des marchandises dans la mesure où s'échangent des valeurs identiques » ; c'est, dit-il, « un droit bourgeois » qui donne des inégalités quant à son contenu, tout en étant égalitaire.

J. Guesde était bien dans la tradition marxiste lorsqu'il disait à la Chambre, le 24 juin 1896, que le problème du travail ne pouvait offrir de sérieuses difficultés dans une société collectiviste ; en effet, on arriverait, par tâtonnements, à fixer les durées de travail assez courtes pour les métiers les moins recherchés, de manière à y attirer le nombre exact d'hommes dont on aurait besoin. « Le jeu de l'of-

(1) *Manifeste communiste*, p. 38. La Révolution a fondé tout son droit sur les conditions d'existence des propriétaires agriculteurs qui exploitaient des terres concédées jadis féodalement : les descendants des anciens concédants ont été regardés comme étant sans titre, et le *domaine utile* du roturier est devenu la pleine propriété du Code Napoléon. P. Viollet estime qu'on peut soutenir que toutes les terres françaises sont devenues des censives, puisque nous payons tous à l'Etat des droits de mutation qui représentent les anciens droits de relief, de lods et ventes. (*Précis de l'histoire du droit français*, 1^{re} édition, p. 607.) Le droit général des Français est devenu celui de la roture.

fre et de la demande suffira à déterminer, sans arbitraire et sans violence, cette répartition qui vous semblait tout à l'heure un problème insoluble » (1). D'autres ont pensé qu'au lieu d'offrir aux travailleurs l'appât d'un plus grand loisir, il serait plus pratique de continuer à leur offrir l'appât d'un salaire surélevé (2) ; cette solution paraît comporter une attraction plus puissante ; mais l'essentiel est de montrer ici seulement que c'est par un mécanisme emprunté à l'ère capitaliste que le socialisme compte régler la répartition.

En définitive, le marxisme est beaucoup plus près de l'économie politique qu'on nomme manchestérienne que de l'utopisme. C'est là un point capital à relever ; j'ai montré d'autres analogies très profondes dans les *Insegnamenti sociali della economia contemporanea* ; maintes fois d'ailleurs les apôtres du *devoir social* ont signalé le grand danger que le *manchestérianisme* présente pour l'ordre : il divise la société en deux classes entre lesquelles il ne s'établit aucun lien, et qui, par suite, finissent par se regarder comme ennemies. Les utopistes, comme les apôtres actuels du *devoir social*, ne voulaient pas admettre la lutte de classe ;

(1) J. GUESDE, *Quatre ans de lutte de classe à la Chambre*, tome I. p. 96. Gabriel Deville avait écrit, en 1883 : « Ce ne sera pas par plaisir qu'on travaillera... ; on aura pour guide unique l'intérêt, l'intérêt qui est le point de départ de tous les actes de l'homme et qui régit tous les rapports de l'individu avec le milieu ambiant... Il n'existera pour personne ni obligation directe émanant d'une législation spéciale [de participer à des travaux dangereux ou répugnants], ni obligation indirecte résultant de l'impossibilité de trouver à vivre en faisant autre chose. » (Gabriel DEVILLE, *Capital*, 1^{re} édition, p. 35.)

(2) Gabriel Deville accepte ces deux solutions.

on ne saurait donc, sans s'exposer à commettre de très grandes erreurs, mêler au marxisme les conceptions des anciens socialistes.

Nous allons maintenant examiner ce que Bernstein nomme le blanquisme, et nous ne trouverons pas de moindres divergences entre le blanquisme et le marxisme.

V

Ce qu'il y a d'essentiel dans les notions révolutionnaires de Marx : idée de classe. — Théorie ancienne de la destruction de l'État. — Les Intellectuels. — Analogie de la révolution blanquiste et de la théorie hégélienne d'après Bernstein ; leurs différences. — Les mythes sociaux.

a) Le blanquisme (1) n'est, au fond, que la révolte des pauvres conduite par un état-major révolutionnaire ; une telle révolte peut appartenir à n'importe quelle époque ; elle est indépendante du régime de la production. Marx considère, au contraire, une révolution faite par un prolétariat de producteurs qui ont acquis la capacité économique, l'intelligence du travail et le sens juridique sous l'influence même des conditions de la production. Dans le tableau schématique qu'on trouve à l'avant-dernier chapitre du premier volume du *Capital*, il est dit que la classe des travailleurs a été ainsi disciplinée, unie et organisée ; je crois que Marx décrit ici un processus vers la raison : de la

(1) Je rappelle, encore une fois, qu'il ne s'agit pas tant ici des idées de Blanqui, que de la tradition jacobine que Bernstein a définie par le mot de « blanquisme ».

discipline on marche vers *l'organisation*, c'est-à-dire vers une constitution juridique ; sans quelque constitution juridique on ne saurait même dire qu'il y ait une classe pleinement développée.

Les pauvres peuvent s'adresser aux riches pour leur rappeler qu'ils devraient remplir envers eux le devoir social que la philanthropie et la charité chrétienne imposent aux classes supérieures ; ils peuvent encore se soulever pour imposer leur volonté et se ruer sur les bonnes choses qui étaient placées hors de leur atteinte ; mais, dans un cas comme dans l'autre, il n'y a aucune idée juridique qui puisse être acquise par la société. L'avenir dépend de la bonne volonté des chefs qui prendront la tête du mouvement ; ils pourront conduire leurs hommes soit à une de ces sociétés douces que Renan regardait comme impropres à soutenir la charge d'une haute culture politique et nationale (1) ; soit à une société analogue à celle du Moyen Age dans laquelle « la voix tonnante des prophètes interprétée par saint Jérôme, épouvante les riches, les puissants, empêche, au profit des pauvres ou prétendus tels, tout développement industriel, scientifique et mondain » (2) ; soit enfin à quelque *jacquerie*, comme craignaient les utopistes.

Aucune de ces hypothèses n'aurait pu convenir à Marx ; il n'a jamais eu de sympathie pour la morale du renoncement bouddhique ; il voyait l'avenir sous la forme d'un prodigieux développement industriel ; quant à la *jacquerie*, je rappelle avec quelle horreur il parle des révolutionnaires

(1) RENAN, *Histoire du peuple d'Israël*, tome III, p. 279. Il donne comme exemple les peuples bouddhistes.

(2) RENAN, *op. cit.*, tome II, p. 540.

russe qui voulaient prendre pour modèle le cosaque Razine, chef d'une insurrection contre le tsar Alexis, père de Pierre le Grand (1). C'est sur le progrès technologique, sur la science et sur le droit que se constitue la société nouvelle.

A l'époque à laquelle Marx écrivait, il n'avait pas sous les yeux des expériences ouvrières suffisantes pour se faire une notion parfaitement claire des moyens qui pourraient permettre au prolétariat d'atteindre le degré de maturité qu'il lui supposait nécessaire pour faire sa révolution émancipatrice; il s'est généralement borné à donner des formules sommaires et symboliques, qui sont presque toujours heureuses; mais quand il voulait passer, comme homme d'action, à la pratique courante, il était beaucoup moins bien inspiré. Il ne faut pas oublier que nous n'agissons guère que sous l'action de *souvenirs qui sont beaucoup plus présents à notre âme que les faits actuels*. Marx devait donc se montrer beaucoup plus retardataire comme homme pratique qu'il ne l'était comme philosophe; il subissait, comme presque tous ses contemporains, l'influence des modèles laissés par la Révolution, alors même que sa doctrine économique aurait dû le conduire à reconnaître l'extrême différence qui existait entre les deux époques.

On se tromperait donc beaucoup en cherchant la véritable intelligence du marxisme dans les conseils que Marx et Engels ont donnés à leurs contemporains: « Ils sont passés impassibles à côté des erreurs les plus grossières du blanquisme »,

(1) *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, pp. 62-63 et p. 104.

dit Bernstein (1) ; cela est vrai, encore que cela ne tienne probablement pas autant que le croit l'auteur allemand à la dialectique hégélienne.

Le marxisme diffère notamment du blanquisme en ce qu'il écarte la *notion de parti*, qui était capitale dans la conception des révolutionnaires classiques, pour revenir à la *notion de classe* (2) ; mais nous n'avons plus la notion vague et vulgaire de la classe du sociologue, considérée comme un amoncellement de gens de même condition ; nous avons une société de producteurs, qui ont acquis les idées qui conviennent à leur état et qui se regardent comme ayant une unité tout à fait analogue aux unités nationales. Il ne s'agit plus de conduire le peuple, mais d'amener les producteurs à penser par eux-mêmes, sans le secours d'une tradition bourgeoise.

b) Le parti a pour objet, dans tous les pays et dans tous les temps, de conquérir l'Etat et de l'utiliser au mieux des intérêts du parti et de ses alliés. Jusqu'à ces dernières années, les marxistes enseignaient, au contraire, qu'ils voulaient supprimer l'Etat ; cette doctrine était présentée avec un luxe de détails, et parfois même des paradoxes, qui ne laissaient aucun doute sur la pensée. Les choses ont naturellement changé d'aspect lorsque les succès électoraux ont conduit les chefs socialistes à trouver que la possession du pouvoir offre de grands avantages, alors même que cette possession serait minime, comme celle qu'on peut obtenir par la conquête des municipalités. C'est l'esprit

(1) BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 63.

(2) Les utopistes s'occupaient beaucoup des classes, mais ils n'entendaient pas encore ce mot au sens moderne.

d'Etat qui a repris sa place dans le marxisme, par suite d'une raison purement matérielle : l'organisation des ouvriers socialistes en parti politique.

Dans l'*Aperçu sur le socialisme scientifique*, écrit en 1883 par Gabriel Deville, et imprimé en tête de son analyse du *Capital*, on lit : « L'Etat n'est pas — ainsi que l'exprime certain bourgeois entré dans le socialisme comme un ver dans le fruit, pour contenter ses appétits malsains en le désorganisant (1) — l'ensemble des services publics déjà constitués, c'est-à-dire quelque chose qui n'a besoin que de corrections par ci, de corrections par là. Il n'y a pas à perfectionner, mais à supprimer l'Etat... C'est un mauvais système pour détruire quelque chose que de commencer par le fortifier. Et ce serait augmenter la force de résistance de l'Etat que de favoriser l'accaparement, par lui, des moyens de production, c'est-à-dire de domination » (2). On pourrait citer beaucoup d'autres opinions émises à la même époque, sur le danger que l'extension des services publics fait courir au socialisme.

Je crois bien que si Engels a écrit son livre sur les origines de la famille, de la propriété privée et

(1) Il s'agit de Paul Brousse, l'ancien ami de Bakounine qui était devenu le chef du parti des réformistes ; de là venait le nom de *possibilistes* qu'on donnait à ses amis ; il suivait la politique qui devait devenir celle du parti socialiste actuel : chercher à employer la puissance de l'administration pour améliorer la situation de certains groupes de travailleurs, et faire, à l'occasion, des discours révolutionnaires. Une très violente critique de cette politique se trouve en tête de la première édition du *Programme du parti ouvrier français*, publié en 1883 : cette introduction a disparu des éditions actuelles.

(2) Gabriel DEVILLE, *op. cit.*, pp. 16-17.

de l'Etat, c'est qu'il avait à cœur de montrer par l'histoire que l'existence de l'Etat n'est pas aussi nécessaire que le pensent beaucoup de personnes. On y lit, par exemple, ces conclusions : « A un certain degré du développement économique, qui était nécessairement lié à la scission de la société en classes, cette scission fit de l'Etat une nécessité. Nous nous rapprochons à grands pas d'un degré de développement de la production où, non seulement l'existence de ces classes a cessé d'être une nécessité, mais où elle devient un obstacle positif à la production. Les classes disparaîtront aussi fatalement qu'elles ont surgi. Et avec elles s'écroulera inévitablement l'Etat. La société qui organisera la production sur les bases d'une association libre et égalitaire des producteurs, transportera toute la machine de l'Etat là où sera dès lors sa place : dans le musée des antiquités (1). »

Pour bien comprendre la transformation qui s'est opérée dans la pensée socialiste, il faut examiner ce qu'est la composition de l'Etat moderne. C'est un corps d'Intellectuels qui est investi de privilèges et qui possède des moyens dits politiques pour se défendre contre les attaques que lui livrent d'autres groupes d'Intellectuels avides de posséder les profits des emplois publics. Les partis se constituent pour faire la conquête de ces emplois et ils sont analogues à l'Etat. On pourrait donc préciser la thèse que Marx a posée dans le *Manifeste communiste* : « Tous les mouvements sociaux jusqu'ici, dit-il, ont été accomplis par des minorités ou au profit de minorités » (2) : nous dirions que

(1) ENGELS, *Origines de la société*, trad. franç., p. 281.

(2) *Manifeste communiste*, p. 33.

toutes nos crises politiques consistent dans le remplacement d'Intellectuels par d'autres Intellectuels; elles ont donc toujours pour résultat de maintenir l'Etat et parfois même de le renforcer, en augmentant le nombre des co-intéressés.

Marx opposait la révolution prolétarienne à toutes celles dont l'histoire garde le souvenir; il concevait cette révolution future comme devant faire disparaître « toute la superstructure de couches qui forme la société officielle » (1). Un tel phénomène comporte la disparition des forteresses des Intellectuels, qui sont l'Etat et les partis politiques. Dans la conception marxiste, la révolution est faite par les producteurs qui, habitués au régime de l'atelier de grande industrie, réduisent les Intellectuels à n'être plus que des commis accomplissant des besognes aussi peu nombreuses que possible. Tout le monde sait, en effet, qu'une affaire est regardée comme d'autant mieux conduite qu'elle a un plus faible personnel administratif.

On trouve de nombreux témoignages relatifs aux opinions de Marx sur les Intellectuels révolutionnaires dans la circulaire de l'Internationale du 21 juillet 1873; il importe assez peu que les faits dont les amis de Bakounine sont accusés soient rigoureusement exacts; ce qui importe seulement, c'est l'appréciation que Marx porte sur ces faits. C'est le blanquisme tout entier, avec ses états-majors bourgeois, qui est réprouvé avec la plus dure énergie.

Il reproche à son adversaire d'avoir formé une association politique si fortement autoritaire qu'on pourrait la croire inspirée par l'esprit bonapar-

(1) *Loc. cit.*

tiste (1). « Nous avons donc reconstitué, de plus belle, tous les éléments de l'Etat autoritaire, et que nous appellions cette machine *Commune révolutionnaire organisée de bas en haut*, il importe peu. Du reste Bakounine qualifie son organisation d'Etat révolutionnaire nouveau » (2). A la tête de cette association se trouvaient des initiateurs bourgeois contre lesquels éclate surtout la colère de Marx : « Dire que les cent *frères internationaux* doivent servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires, c'est creuser un abîme infranchissable entre l'idée révolutionnaire allianciste et les masses prolétaires ; c'est proclamer l'impossibilité de recruter ces cent-gardes ailleurs que dans les classes privilégiées ». Ainsi un état-major de bourgeois révolutionnaires, qui travaillent sur les idées et disent au peuple ce qu'il doit penser ; — et l'armée populaire qui demeure, selon l'expression de Marx, *la chair à canon* (3).

C'est surtout contre les « alliancistes » italiens que l'on trouve des reproches violents ; Bakounine s'étant félicité, dans une lettre du 5 avril 1872, de ce qu'il existait en Italie « une jeunesse ardente, énergique, tout à fait déplacée (4), sans carrière et sans issue [qui se jetait] à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire » ; Marx faisait à ce sujet les remarques suivantes : « Toutes les prétendues sections de l'Internationale italienne sont conduites par des avocats sans cause, des médecins sans malades et sans science, des étudiants de billard,

(1) *L'Alliance de la démocratie*, p. 11.

(2) *L'Alliance de la démocratie*, p. 14.

(3) *L'Alliance de la démocratie*, p. 15.

(4) Il faut entendre évidemment par là : déclassée.

des commis-voyageurs et autres employés de commerce, et principalement des journalistes de la petite presse... C'est en s'emparant de tous les postes officiels des sections que l'Alliance parvint à forcer les ouvriers italiens, pour entrer en communication entre eux et avec les autres conseils de l'Internationale, de passer par les mains des déclassés alliancistes qui, dans l'Internationale, retrouvaient une carrière et une issue » (1).

Il est difficile de montrer plus de répugnance pour l'invasion des organisations prolétariennes par des Intellectuels qui y apportent les mœurs des *machines politiques*. Marx voit très bien qu'une telle manière de procéder ne peut conduire à l'émancipation du monde des producteurs ; comment ceux-ci pourraient-ils posséder la capacité nécessaire pour diriger l'industrie, s'ils sont obligés de se mettre sous la tutelle des politiciens pour s'organiser ? Il y a là une absurdité qui ne pouvait manquer de paraître révoltante à Marx.

c) Bernstein n'a probablement pas tort lorsqu'il estime que Marx avait été conduit à se montrer sympathique au blanquisme par suite de la ressemblance qu'il croyait apercevoir entre la révolution blanquiste et le changement brusque que la dialectique hégélienne l'avait amené à concevoir dans l'histoire prochaine (2) ; mais Bernstein se trompe lorsqu'il croit qu'il y a une analogie fondamentale entre les idées blanquistes et les conceptions déduites par Marx de l'hégélianisme ; il n'y a qu'une analogie accidentelle tenant à la tournure

(1) *L'Alliance de la démocratie*, pp. 48-49.

(2) BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 49. — Blanqui croyait que quarante-huit heures suffiraient pour changer l'orientation d'une société.

que prirent les événements en 1848. A cette époque on plagiait, tant que l'on pouvait, la Révolution ; et plus tard Marx devait traiter de farcé cette imitation des hommes de 93. Les blanquistes, qui étaient faiblement pourvus d'idées, ne voyaient aucune difficulté à procéder comme au temps de la Terreur : mesures dictatoriales en faveur des pauvres, proscriptions et bouleversements si rapides que tout retour offensif des adversaires exigeât une contre-révolution paraissant devoir être fort dangereuse pour la sécurité des nouveaux intérêts ; les craintes de ce danger auraient constitué, d'après l'expérience de la Révolution française, une très forte garantie en faveur des résultats obtenus. Le blanquisme savait qu'il n'avait pas beaucoup d'influence dans le pays ; il devait avoir un programme de révolution concentrée et il voulait faire un saut dans une ère nouvelle, avec autant d'audace qu'on faisait succéder deux contraires dans la dialectique de l'école hégélienne.

Le blanquisme n'était pas nécessairement attaché à l'idée d'une révolution absolue ; il a dû, comme tous les partis, prendre une attitude variable, suivant ses intérêts politiques. Le jour où il fut certain qu'en France l'appui d'un député socialiste était utile (1), le parti révolutionnaire ne méprisa pas les moyens d'influence qu'il pouvait tirer de ses relations avec le gouvernement.

La manière de concevoir la révolution que Marx avait été conduit à adopter en vertu de la dialectique hégélienne, rend impossible cette évolution que le blanquisme a subie, comme doit la subir tout parti politique. Bernstein s'attaque beaucoup

(1) Tous les journaux en ont souvent cité des exemples.

à cette dialectique hégélienne, parce qu'elle concentre la révolution dans un seul acte, ce qui lui semble peu compatible avec les nécessités de la vie politique dans nos pays modernes. S'il avait été au fond de la question, il aurait reconnu quelque chose de plus important encore : c'est que son maître a toujours décrit la révolution sous une forme mythique et que, par suite, l'accord entre le marxisme et le blanquisme était tout apparent. Le premier parle d'un bouleversement idéal, qu'il exprime en images ; tandis que le second parle d'un changement qu'il entend diriger en raison des circonstances qui se présentent.

L'avant-dernier chapitre du premier volume du *Capital* ne peut laisser aucun doute sur la théorie de Marx ; celui-ci représente la tendance générale du capitalisme au moyen de formules qui seraient, très souvent, fort contestables, si on les appliquait à la lettre aux phénomènes du temps et, à plus forte raison, aux phénomènes actuels ; on pourrait dire et on a dit que les espérances révolutionnaires du marxisme étaient vaines puisque les traits de ce tableau avaient perdu de leur réalité. On a versé infiniment d'encre à propos de cette catastrophe finale qui devait éclater à la suite d'une révolte des travailleurs. Il ne faut pas prendre ce texte à la lettre ; nous sommes en présence de ce que j'ai appelé un *mythe social* ; nous avons une esquisse fortement colorée qui donne une idée très claire du changement, mais dont aucun détail ne saurait être discuté comme un fait historique prévisible (1).

(1) J'ai indiqué, en 1900, cette explication dans la préface à l'édition française du *Socialisme*, de Colajanni, p. xii ; je l'ai reprise à la fin de *l'Introduction à l'économie moderne*,

En cherchant comment les esprits se sont toujours préparés aux révolutions, il est facile de reconnaître que toujours ils ont eu recours à des mythes sociaux, dont les formules ont varié suivant le temps. Notre époque exige une littérature plus sobre que celle dont on usait autrefois, et Marx a eu le mérite de débarrasser son mythe révolutionnaire de toutes les fantasmagories qui ont trop souvent fait chercher un pays de Cocagne.

Le mythe ne se prête point à une décomposition du changement en tranches successives, dont il soit possible de faire une série et qui, étant étalées sur un long espace de temps, puissent être regardées comme formant une évolution. Cette transformation est nécessaire dans toute action conduite par un parti politique et elle s'est opérée partout où les socialistes sont entrés dans les parlements ; elle est impossible avec le mythe qui donne la révolution en bloc, comme un tout indivisé (1).

et j'ai fait un grand usage des mythes sociaux dans les *Réflexions sur la violence*. On m'a objecté que Marx ne semble avoir jamais soupçonné qu'il employât des images mythiques ; c'est qu'il était fort passionné et que, maintes fois, la passion l'a empêché de reconnaître des réalités très claires ; les hommes d'action perdraient d'ailleurs toutes forces d'initiative s'ils raisonnaient avec la rigueur d'un historien critique.

(1) Cf. la *Lettre à Daniel Halévy*, qui forme la préface des *Réflexions sur la violence*.

VI

Renaissance de l'idée révolutionnaire : rôle de F. Pelloutier. — Réaction du syndicalisme sur les marxistes. — Épuration du marxisme. — Grève générale. — La démocratie et le trade-unionisme protégé. — Impossibilité de prévoir l'avenir. — Les renaissances.

L'analyse précédente nous conduit à reconnaître que le marxisme ne saurait se transformer comme le pensait Bernstein : on ne pourrait le concilier avec un projet de l'organisation industrielle et politique, non plus qu'avec une doctrine sur la justice, permettant de juger les chefs d'ateliers et d'Etats. Tout entier confiné dans une préparation du prolétariat révolutionnaire, il n'est pas apte à raisonner sur les maîtres de la société, dont les utopistes ne cessaient de s'occuper. On devrait dire de lui qu'il est une *philosophie des bras* et non une *philosophie des têtes*, car il n'a qu'une seule chose en vue : amener la classe ouvrière à comprendre que tout son avenir dépend de la notion de lutte de classe ; l'engager dans une voie où elle trouve les moyens, en s'organisant pour la lutte, de se mettre en état de se passer de maîtres ; lui persuader qu'elle ne doit point prendre d'exemples dans la bourgeoisie. D'autre part, le marxisme ne saurait se confondre avec des partis politiques, si révolutionnaires fussent-ils, parce que ceux-ci sont obligés de fonctionner comme les partis bourgeois, modifiant leur attitude suivant les besoins qu'imposent les circonstances électorales et faisant, au besoin, des compromis avec d'autres grou-

pes qui ont des clientèles électorales analogues, — alors qu'il demeure invariablement attaché à la considération d'une révolution absolue.

On aurait pu penser, il y a quelques années, que les temps du marxisme étaient passés et qu'il devait prendre rang, comme beaucoup d'autres doctrines philosophiques, dans la nécropole des dieux morts ; seul, un accident historique pouvait lui rendre la vie ; il fallait pour cela que le prolétariat s'organisât avec des intentions nettement révolutionnaires, c'est-à-dire en se tenant complètement en dehors de la bourgeoisie.

Diverses circonstances conduisirent quelques hommes qui avaient vu de près les manières de procéder des politiciens, à tenter un effort dans ce sens ; il est extrêmement remarquable qu'ils ne connaissaient le marxisme que d'une manière fort superficielle ; ils avaient lu sans doute les brochures et les journaux guesdistes dans lesquels ils n'avaient rien trouvé qui pût leur donner satisfaction ; les formules dans lesquelles on résumait le marxisme en France, leur semblaient inutiles, fausses ou susceptibles d'embrouiller les idées.

L'un des propagandistes du syndicalisme révolutionnaire et anti-politicien fut Fernand Pelloutier, sur le mérite duquel on ne saurait trop insister. « Enlevé à la fleur de l'âge par une maladie atroce et mort dans des conditions voisines de la misère, ai-je dit ailleurs (1), Pelloutier n'a donné dans ses écrits qu'une faible idée de ce qu'il aurait pu produire ; mais quand viendra l'heure de la justice historique, on rendra hommage aux entreprises si importantes qu'il avait commencées ; et

(1) G. SOREL, *Insegnamenti sociali*, pp. 53-54.

ce grand socialiste sera illustre, alors qu'on aura, depuis longtemps, oublié ceux qui tiennent le premier rang dans nos parlements et qui représentent le socialisme aux yeux des bourgeois émerveillés » (1).

Pelloutier avait un sens très net de la nécessité qui s'impose de fonder le socialisme actuel sur une absolue séparation des classes et sur l'abandon de toute espérance d'une rénovation politique; il voyait dans les Bourses du travail l'organisation la plus complète des tendances révolutionnaires du prolétariat; il conviait, en 1900, tous les gens qui ne voulaient pas s'enrégimenter dans le « parti » à « poursuivre plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres ». Il faut, disait-il dans la même brochure, « prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un gouvernement [de soi par soi-même] est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme » (2).

En suivant de près cette organisation du syndicalisme révolutionnaire et adversaire des politiciens, quelques hommes, qui avaient longuement réfléchi sur le marxisme, s'aperçurent que le nou-

(1) Pelloutier a ainsi défini le rôle des militants, tel qu'il le pratiqua : « Purs de toute ambition, prodigues de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et, après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprenant, impassibles, la besogne syndicale, obscure, mais féconde. » (F. PELLOUTIER, *Le Congrès général du parti socialiste français*, p. VII.)

(2) F. PELLOUTIER, *op. cit.*, p. VIII.

veau mouvement offrait de singulières analogies avec certaines parties de la doctrine de leur maître; ils constataient aussi que les chefs des partis socialistes ne savaient dire sur ces questions que des choses d'une faiblesse désespérante. On avait jusque là revendiqué pour le marxisme l'intelligence de la préparation révolutionnaire du prolétariat (1); et il se trouvait que les docteurs du marxisme étaient désorientés devant une organisation conçue suivant le principe de la lutte de classe, entendue d'une manière stricte. Pour se tirer d'embarras, ces docteurs dénonçaient avec indignation un retour offensif de l'anarchisme, parce que beaucoup d'anarchistes étaient entrés, sur les conseils de Pelloutier, dans les syndicats et dans les Bourses du travail; mais les mots importent peu à celui qui veut aller au fond des choses; le culte des étiquettes est bon pour les parlementaires.

La *nouvelle école* ne put acquérir que lentement une claire idée de son indépendance par rapport aux anciens partis socialistes; elle ne prétendait pas former un nouveau parti, venant disputer aux autres leur clientèle ouvrière; son ambition était tout autre, c'était de comprendre la nature du mouvement qui semblait inintelligible pour tout le monde. Elle procéda tout autrement que ne le faisait Bernstein; elle rejeta peu à peu toutes les formules qui provenaient soit de l'utopisme, soit du blanquisme; elle purgea ainsi le marxisme traditionnel de tout ce qui n'était pas spécifiquement marxiste, et elle n'entendit garder que ce qui

(1) Antonio LABRIOLA, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, trad. franç. 1^{re} édition pp. 40-41.

était, suivant elle, le noyau de la doctrine, ce qui assure la gloire Marx.

Les auteurs qui avaient critiqué Marx lui avaient souvent reproché d'avoir parlé un langage plein d'images qui ne leur semblait pas convenir à une recherche ayant la prétention d'être scientifique. Ce sont les parties symboliques, regardées jadis comme ayant une valeur douteuse, qui représentent, au contraire, la valeur définitive de l'œuvre.

La catastrophe — qui était la grande pierre de scandale pour les socialistes qui voulaient mettre le marxisme en accord avec la pratique des hommes politiques de la démocratie — se trouve correspondre parfaitement à la grève générale qui, pour les syndicalistes révolutionnaires, représente l'avènement du monde futur. On ne peut pas accuser ceux-ci d'avoir été trompés par la dialectique hégélienne; et, comme ils repoussent la direction des politiciens, même des plus avancés, ils ne sont pas non plus des imitateurs du blanquisme. Nous sommes ainsi amenés, par l'observation des faits qui se manifestent dans le prolétariat, à comprendre la valeur des images employées par Marx, et celles-ci à leur tour nous permettent de mieux apprécier la portée du mouvement ouvrier.

De même la notion de lutte de classe était demeurée assez vague tant qu'on n'avait pas sous les yeux des organisations ouvrières conçues comme les concevait Pelloutier, des organisations de producteurs qui font leurs affaires eux-mêmes, sans avoir besoin d'avoir recours aux lumières que possèdent les représentants des idéologies bourgeoises. Dans la brochure que j'ai déjà citée, Pelloutier exposait ainsi la situation de ses amis: « Proscrits du Parti, parce que, non moins révolu-

tionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même » (1). Des gens qui sont animés de tels sentiments, ne peuvent faire autrement que de mettre en pratique, sous la forme rigoureuse, la doctrine de la lutte de classe.

Les efforts que le gouvernement français, après l'affaire Dreyfus, a faits pour se concilier les bonnes grâces des hommes les plus marquants du monde ouvrier, ont beaucoup contribué à éclairer la nature des rapports qui existent entre le socialisme et la démocratie. Etant donné qu'aujourd'hui la mode est à l'évolution, il était impossible qu'on ne considérât pas la démocratie comme une étape entre la société aristocratique de l'Ancien Régime et le socialisme : nobles, bourgeois, petits bourgeois, ouvriers ; l'échelle descendante des fortunes devait correspondre à un mouvement vers le gouvernement des plus pauvres. Marx croyait que le régime démocratique offre cet avantage que l'attention des ouvriers n'étant plus attirée par des luttes contre la royauté ou l'aristocratie, la notion de lutte de classe devient alors beaucoup plus facile à entendre. L'expérience nous apprend, au contraire, que la démocratie peut travailler efficacement à empêcher le progrès du socialisme, en

(1) PELLOUTIER, *op. cit.*, p. VII.

orientant la pensée ouvrière vers un trade-unionisme protégé par le gouvernement. Depuis que nous avons sous les yeux deux formes opposées de l'organisation syndicale, ce danger de la démocratie apparaît très clairement.

On est ainsi amené à regarder avec méfiance les révolutions politiques; elles ne sont pas possibles sans que le parti qui triomphe ait derrière lui des masses ouvrières organisées; une campagne menée en commun contre le pouvoir noue des relations qui peuvent préparer une évolution du syndicalisme vers le trade-unionisme protégé. Les catholiques font les plus grands efforts pour grouper des ouvriers dans des syndicats auquel ils promettent monts et merveilles, dans l'espérance de faire peur aux politiciens radicaux et de sauver l'Eglise. L'affaire Dreyfus peut être comparée fort bien à une révolution politique, et elle aurait eu pour résultat une complète déformation du socialisme si l'entrée de beaucoup d'anarchistes dans les syndicats n'avait, à cette époque, orienté ceux-ci dans la voie du syndicalisme révolutionnaire et renforcé la notion de lutte de classe.

Il ne faut pas espérer que le mouvement révolutionnaire puisse jamais suivre une direction convenablement déterminée d'avance, qu'il puisse être conduit suivant un plan savant comme la conquête d'un pays, qu'il puisse être étudié scientifiquement autrement que dans son présent. Tout en lui est imprévisible (1).

(1) Une des p'us grosses illusions des utopistes a été de croire qu'on peut déduire le schéma de l'avenir quand on connaît bien le présent. Contre une telle illusion, voir ce que dit Bergson dans *l'Evolution créatrice*, notamment pp. 17, 57, 369. Bergson compare notre personnalité à

Il faut s'attendre à rencontrer beaucoup de déviations qui sembleront remettre tout en question; il y aura des temps où l'on croira perdre tout ce qui avait été regardé comme définitivement acquis; le trade-unionisme pourra paraître triompher même à certains moments. C'est justement en raison de ce caractère du nouveau mouvement révolutionnaire qu'il faut se garder de donner des formules autres que des formules mythiques: le découragement pourrait résulter de la désillusion produite par la disproportion qui existerait entre l'état réalisé et l'état attendu; l'expérience nous montre que beaucoup d'excellents socialistes furent ainsi amenés à abandonner leur parti.

Lorsque le découragement vient pour nous surprendre, rappelons-nous l'histoire de l'Eglise, histoire étonnante, qui déroute tous les raisonnements des politiques, des érudits et des philosophes, que l'on pourrait croire parfois conduite par un génie ironiste qui se plairait à accumuler l'absurde, dans laquelle le développement des institutions a été traversé par mille accidents. Maintes fois les gens les plus réfléchis ont pu dire que la disparition n'était plus qu'une question de quelques années; et cependant les agonies apparentes étaient suivies de rajeunissement.

Les apologistes du catholicisme ont été si frappés de l'incohérence que présente cette histoire qu'ils ont prétendu qu'on ne saurait l'expliquer sans faire intervenir les desseins mystérieux de la Providence. Je vois les choses sous un aspect plus simple; je vois que l'Eglise s'est sauvée mal-

« une pointe qui s'insère dans l'avenir en l'entamant sans cesse » (p. 219); cette belle image montre bien comment la prévision est impossible pour notre intelligence.

gré les fautes des chefs, *grâce à des organisations spontanées*; à chaque rajeunissement se sont constitués de nouveaux ordres religieux qui ont soutenu l'édifice en ruines, et même l'ont relevé (1). Ce rôle des moines n'est pas sans analogies avec celui des syndicats révolutionnaires qui sauvent le socialisme; les déviations vers le trade-unionisme, qui sont la menace toujours redoutable pour le socialisme, rappellent ces relâchements des règles monastiques qui finissent par faire disparaître la séparation que les fondateurs avaient voulu établir entre leurs disciples et le monde.

La prodigieuse expérience que nous offre l'histoire de l'Eglise est bien de nature à encourager ceux qui fondent de grandes espérances sur le syndicalisme révolutionnaire et qui conseillent aux ouvriers de ne rechercher aucune alliance savamment politique avec les partis bourgeois, — car l'Eglise a plus profité des efforts qui tendaient à la séparer du monde que des alliances conclues entre les papes et les princes.

(1) Dans un passage souvent cité, Machiavel dit que la religion aurait disparu si saint François et saint Dominique ne l'avaient ramenée à ses principes dans leurs ordres mendiants (*Décades*, III, 1). Suivant une légende célèbre, Innocent III aurait eu une vision dans laquelle saint François (d'autres disent saint Dominique) soutenait l'église de Latran qui menaçait ruine.